



**HAL**  
open science

# Les juifs d'ex-URSS en Israël: Chronique d'une décennie d'immigration.

William Berthomiere

► **To cite this version:**

William Berthomiere. Les juifs d'ex-URSS en Israël: Chronique d'une décennie d'immigration.. 2010.  
halshs-00097442

**HAL Id: halshs-00097442**

**<https://shs.hal.science/halshs-00097442>**

Preprint submitted on 21 Sep 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LES JUIFS D'EX-URSS EN ISRAËL**  
**Chronique d'une décennie d'immigration**  
par  
**William BERTHOMIERE**

**LES JUIFS D'EX-URSS EN ISRAËL**  
**Chronique d'une décennie d'immigration**

par

**William BERTHOMIERE**

**Chargé de recherche CNRS**  
**Equipe MIGRINTER**  
**(Migrations internationales Espaces et Sociétés)**

**UMR 6588 CNRS**  
**william.berthomiere@univ-poitiers.fr**

**MSHS POITIERS**  
**99, Av. du Recteur Pineau, 86000 POITIERS**  
**Visitez notre site internet**

**<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/index.htm>**

A Dorith et à Stan.

*Ce texte est une version écourtée de la thèse de doctorat en géographie que j'ai soutenue en janvier 2000 sous la direction du Professeur Gildas Simon à l'Université de Poitiers.*

*Afin de ne pas charger le fichier pdf, un nombre important de cartes a été supprimé de ce volume électronique. Vous pouvez disposer du texte complet par « prêt inter-bibliothèques » à l'Université de Poitiers - cotes : TL 27-2000-4(1)-B et TL 27-2000-4(2)-B et au centre de documentation de Migrinter (MSHS Poitiers) - cote: T 41.*

*Référence bibliographique complète :*

*Titre : Israël et l'immigration : les Juifs d'ex-URSS, acteurs des enjeux territoriaux et identitaires*

*Auteur(s) : Berthomière, William*

*Simon, Gildas, directeur de thèse*

*Université de Poitiers . Département de géographie, université de  
soutenance)*

*Date : 2000*

*Editeur : [S.l.] : [s.n.]*

*Langue : français*

*Description : 2 vol. (568 f.) : ill. ; 30 cm*

*Note(s) : Bibliogr. p. 470-504*

*Note de thèse : Thèse de doctorat : Géographie : Poitiers : 2000*

**Résumé:** Israël a connu au cours des années quatre-vingt-dix, une des aliya les plus importantes de son histoire. L'immigration juive a en effet connu suite à l'effondrement du bloc communiste, une nette recrudescence avec l'arrivée de milliers de Juifs soviétiques. Au cours des dernières années, plus d'un million de Juifs ont quitté l'ex-URSS pour l'occident dont la majorité s'est dirigée vers Israël (environ 800 000), seul véritable pays d'accueil. Cette vague migratoire a totalement perturbé le régime démographique d'Israël et a conduit ses dirigeants à repenser leur stratégie territoriale. Les impératifs territoriaux, qu'étaient la déconcentration spatiale de la frange littorale au profit des espaces sous-peuplés du sud, l'impulsion d'une mobilité interne du centre vers le nord du pays (Galilée) ou vers Jérusalem-est afin de maîtriser démographiquement ces espaces disputés aux populations arabes, et qui avaient été quelque peu délaissés faute de dynamisme démographique suffisant, ont pu être totalement reconsidérés. Néanmoins, la mise en place d'une politique d'intégration directe laissant le libre choix de résidence aux nouveaux immigrants, n'a pas permis un interventionnisme direct de l'Etat dans la répartition spatiale de l'immigration. Cette thèse s'est donc attachée à montrer quelles ont été les interactions entre logiques de groupes et logiques d'Etat dans le contexte de la migration juive d'ex-URSS. Par l'esquisse d'une typologie des pratiques de l'espace des Juifs ex-soviétiques nous avons tenté d'amener des éléments de conclusions sur les convergences ou divergences des actions de ces deux acteurs de la scène socio-politique israélienne des années quatre-vingt-dix. L'ensemble des résultats avancés dans l'analyse de la répartition des nouveaux immigrants ont également permis de déceler les reconfigurations identitaires sous-jacentes qui nous ont poussé à penser Israël autrement.

**Mots-clés:** démographie ; flux migratoire ; vague migratoire ; territoire ; répartition géographique ; réseaux communautaires ; intégration ; logement ; pratique urbaine ; développement régional ; diaspora ; Israël ; Russes ; Soviétiques.

**Abstract:** Israel has known during the 90's, one of the most important aliya of its history. The Jewish immigration with the collapse of the communist bloc faced a net recrudescence with the arrival of thousands of Soviet Jews. During the last years, more than a million of Jews left the FSU for the West whose the majority moved to Israel (more than 800 000). This new migration completely disturbed the demographic mode of Israel and led its leaders to reconsider their territorial strategy. The territorial imperatives, that were the population dispersal of the littoral fringe to the profit of under-populated spaces of the south, the impulse of an internal mobility of the centre towards the north of the country (Galilee) or to East-Jerusalem in order to control demographically these spaces disputed with the Arab population, and which had been somewhat forsaken fault of sufficient demographic dynamism, could be completely reconsidered. Nevertheless, the set-up of a policy of direct absorption leaving the free choice of residence to the new immigrants, did not allow a direct interventionism of the State in the spatial distribution of the immigrants. This thesis thus attempted to show which were the interactions between logic of groups and logic of State in the context of the Jewish migration from FSU. By the draft of a typology of the practices of the space of the Soviet Jews we tried to bring elements of conclusion on convergence or divergence of the actions of these two actors of the Israeli socio-political scene of the 90'S. The results advanced in the analysis of the spatial distribution of the new immigrants also allowed to detect some subjacent reconfigurations of identity which pushed us to think Israel differently.

<b>INTRODUCTION GENERALE</b>	<b>8</b>
<b>PREAMBULE - L'ETAT D'ISRAËL DE 1948 A L'APRES GUERRE FROIDE : LECTURE DES INTERACTIONS ENTRE RECONFIGURATIONS TERRITORIALES ET REGIMES DEMOGRAPHIQUES</b>	<b>12</b>
<b>PREMIERE PARTIE</b>	
<i><b>L'IMMIGRATION OU LA CLEF DEMOGRAPHIQUE D'ISRAËL</b></i>	
<b>CHAPITRE UN - LES JUIFS RUSSES ET L'EDIFICATION D'ISRAEL</b>	<b>19</b>
I « morphogénèse de l'état d'Israël » : un lieu, une population, un homme.....	20
II Vers une reconfiguration de l'environnement géopolitique du sionisme.....	30
III L'émergence des Juifs soviétiques comme acteurs de la scène géopolitique israélienne.....	46
<b>CHAPITRE DEUX - ISRAËL : UN TERRITOIRE CONSTRUIT SUR LE BINOME IMMIGRATION/GEOSTRATEGIE</b>	<b>52</b>
I Occuper l'espace : Des Ma'abaroth aux villes de développement.....	52
II De nouveaux territoires, une nouvelle vision de l'aménagement territorial .....	64
III L'état d'Israël à la veille des événements de 1989, une architecture socio-spatiale complexe.....	70
<b>CHAPITRE TROIS – UNE STRATEGIE TERRITORIALE REMISE EN QUESTION</b>	<b>82</b>
I L'après 1967 : vers une inadéquation du discours stratégique et du contexte démographique.....	82
II Les Juifs soviétiques, un élément clef de la scène géopolitique israélo-palestinienne .....	91
<b>CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE</b>	<b>100</b>
<b>DEUXIEME PARTIE</b>	
<i><b>1989, L'EFFONDREMENT DU BLOC SOVIETIQUE : « MANNE » DEMOGRAPHIQUE VERSUS NOUVELLE REALITE SOCIALE ?</b></i>	
<b>CHAPITRE QUATRE – UNE IMMIGRATION MASSIVE A L'IDENTITE PLURIELLE</b>	<b>102</b>
I Analyse démographique de la minorité juive de l'ex-URSS dans son contexte national.....	102
II Analyse géoculturelle des Juifs d'ex-URSS.....	107
III L'alya d'ex-URSS : un « seisme » migratoire pour Israël.....	123

<b>CHAPITRE CINQ - L'ACCUEIL DES JUIFS EX-SOVIETIQUES : « GERER L'URGENCE »</b>	<b>131</b>
I <i>Spécificités socio-démographiques de l'immigration d'ex-URSS</i> .....	131
II <i>De l'assistanat à l'autonomie, parcours d'insertion des immigrants ex-sovietiques</i> .....	139
<b>CHAPITRE SIX – RESIDENCE ET PRATIQUES DE L'ESPACE. UNE CONVERGENCE D'INTERETS ENTRE LOGIQUES D'ETAT ET LOGIQUES DES MIGRANTS</b>	<b>169</b>
I <i>Facteurs socio-économiques et filières migratoires</i> .....	169
II <i>Typologie des pratiques de l'espace chez les immigrants d'ex-URSS</i> .....	183
III <i>Immigration et géostratégie : une synthèse « réussie » ?</i> .....	194
<b>CHAPITRE SEPT - VERS UNE NOUVELLE REALITE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE D'ISRAËL</b>	<b>213</b>
I <i>Le déclin de l'immigration d'ex-URSS, symbole d'un nouvel israel ?</i> .....	213
II <i>« Unicité ou normalité », une problématique émergente en Israël</i> .....	230
<b>CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE</b>	<b>245</b>
<b>CONCLUSION GENERALE : <i>PENSER ISRAËL AUTREMENT ?</i></b>	<b>247</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>252</b>

## INTRODUCTION GENERALE

Israël, ce nom évoque pour certains l'avènement d'un rêve, répété au fil des siècles d'exil sous ces quelques mots : « L'an prochain à Jérusalem » ; pour d'autres, il signifie le commencement d'un exode, non encore réparé. Immanquablement, parler d'Israël ne peut laisser indifférent, d'autant plus qu'en lui se trouvent enfouies de sombres pages de l'histoire de l'humanité, qu'il a été - et reste encore - l'un des espaces de cristallisation des tensions opposant les grandes puissances mondiales, et par voie de conséquence, le lieu d'un conflit non encore résolu, opposant les populations palestinienne et juive.

En 1989, l'effondrement du bloc communiste, qui permet aux Juifs d'ex-URSS d'émigrer en masse vers Israël, est venu totalement perturber la donne géopolitique de ce conflit. Israël, pays né de l'immigration, connaissait, alors, un sévère ralentissement de sa croissance démographique qui le contraignait à revoir ses ambitions géostratégiques, articulées depuis sa création sur la relation « immigration-territoire ». L'entrée de 700 000 Juifs ex-soviétiques en Israël, en re-dynamisant cette relation, constitue donc une variable géopolitique de premier ordre dans la compréhension des luttes qui opposent aujourd'hui Israël aux Palestiniens et à ses voisins arabes. Ce conflit, somme toute récent, plonge néanmoins ses racines au plus profond de l'histoire de ces deux peuples.

Après avoir surmonté déportations et périodes de captivité d'Assyrie en Babylonie, c'est véritablement après la destruction du Second Temple (70 ap. J.C.) et la répression de la révolte de Bar Kokhva (135 ap. J.C.) que le peuple juif entre dans le « temps long de l'Exil » et voit son histoire rassemblée sous le terme hébreu de *galout*, retranscrit par le grec sous le nom de diaspora. Vécue comme « sanction et expiation des fautes commises par Israël contre son Dieu », cette déterritorialisation s'opère par un repli autour du religieux où la Torah devient « un substitut symbolique de la Terre promise, une sorte de territoire mobile »<sup>1</sup>. Le peuple juif s'inscrit donc dans l'attente du retour et au fil des siècles, les Juifs s'enracinent en diaspora, tout en poursuivant, par la prière, la charité, et la *tehouva* (« le repentir »), le but d'obtenir la réconciliation qui permettra le « retour à Dieu », de « l'homme en Israël avec Israël lui-même »<sup>2</sup>.

A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans l'agitation intellectuelle des débats sur les nationalismes, le monde juif connaît une véritable révolution où le désir du retour sur la Terre d'Israël se fait de plus en plus présent et où l'idée de nation s'inscrit dans la pensée juive en venant « se loger dans les fissures du théologico-politique »<sup>3</sup> et en prenant le nom de sionisme<sup>4</sup>. Renversant totalement la pensée juive des lendemains de l'Exil, puisqu'ils rendent « le pouvoir salvateur de Dieu dépendant de l'action préalable de l'homme », les premiers sionistes, tel Théodore Herzl, ne cherchaient pas « à effacer et à supplanter l'Emancipation mais à la porter à son point d'aboutissement ultime en la faisant passer de l'ordre individuel du morcellement à l'ordre collectif de l'agrégation » [Dieckhoff, 1993 :31-35]. Face aux horribles exactions commises à l'encontre des Juifs d'Europe orientale, à l'ère de l'utopie politique succède celle

---

<sup>1</sup> Voir J.-C. Attias et E. Benbassa [1997] et A. Dieckhoff [1987].

<sup>2</sup> Voir le Chapitre II : « L'Exil et la Rédemption » de l'ouvrage d'Alexandre Safran [1980].

<sup>3</sup> Expression empruntée à Joël Roman dans son introduction à l'ouvrage de Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation? et autres essais politiques*, Presses Pocket (Agora, Les Classiques), 1992, p.27.

<sup>4</sup> Selon J.-C. Attias et E. Benbassa [1997], Nathan Birnbaum aurait été le premier à employer le terme de sionisme pour définir le mouvement national prônant « la restauration d'une vie juive indépendante en Palestine » (terme cité dans son journal *Selbst-Emancipation*, le 1<sup>er</sup> avril 1890). Ce terme fut adopté par le mouvement sioniste lors de la tenue de son premier congrès à Bâle en 1897.

du pragmatisme diplomatique qui met véritablement le sionisme sur le chemin d'un « inévitable retour ».

Devenus, grâce aux efforts de Herzl, une variable politique que les grandes chancelleries ne peuvent ignorer, avec, à la veille de la Première guerre mondiale plus de 80 000 pionniers installés en Palestine, les Juifs, en renouant avec *Eretz Israel*<sup>5</sup>, se lient à l'histoire de la politique proche orientale des grandes puissances mondiales, qui font d'eux un élément de stratégie. Avec la révélation des Accords Sykes-Picot et la déclaration Balfour, les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle se concluent en effet sur des événements géopolitiques majeurs, qui ont certes permis la réalisation du souhait des sionistes -la création de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948- mais qui ont aussi ouvert un conflit israélo-arabe qui perdure encore. Réaliser l'exégèse des reconfigurations géopolitiques du Proche-Orient au lendemain de la Première guerre mondiale n'est pas chose facile mais il est permis d'affirmer qu'une des causes du conflit a pris racine dans un « malentendu » qu'a synthétisé Alain Médam sous ces quelques mots : « D'entrée de jeu les sionistes voulaient construire la Palestine en tant que foyer national tandis qu'il leur était accordé uniquement de créer un foyer national en Palestine » [1991 :87].

Erigeant l'immigration juive -*aliya*<sup>6</sup>- en valeur cardinale, le jeune Etat d'Israël croit par l'arrivée de populations constituées alors presque essentiellement de Juifs rescapés de la Shoah et de ceux fuyant les pays arabes environnants. En terme géostratégique, cet apport de population permet au jeune Etat dirigé par David Ben Gourion d'assurer la maîtrise du territoire récemment conquis et de sécuriser ses frontières. Aux 650 000 Juifs installés dans le *yichouv*<sup>7</sup> sont venus s'ajouter plus de 685 000 autres dans les trois années qui ont suivi la création de l'Etat tandis qu'en sens inverse, plus de 900 000 Palestiniens ont pris la route de l'exil. Très rapidement, le manque d'immigration se fait toutefois sentir et le binôme « immigration-territoire », qui préside à l'édification d'Israël, perd progressivement de son efficacité. En effet, à la décennie cinquante, caractérisée par l'entrée de réfugiés juifs, succède une ère migratoire où les seuls foyers d'émigration sont constitués par les grandes judaïcités mondiales plus fortement assimilées et moins promptes à réaliser leur *aliya*. L'infléchissement de sa croissance démographique fragilise donc Israël, et sa géostratégie avance vers une limite malgré le soutien politique que commencent à lui témoigner les Etats-Unis et la décolonisation en Afrique du Nord qui lui apporte une population juive conséquente (près de 200 000 personnes entre 1952 et 1964).

Ce contexte géostratégique devient d'autant plus problématique que la pensée politique israélienne s'est chargée d'une dimension spirituelle suite à la guerre des Six-jours : les conquêtes territoriales de 1967 ont en effet impulsé un réinvestissement messianique du sionisme où « le contact renouvelé avec le Mur (...) redonnait brusquement un tout autre sens au sionisme en l'inscrivant à nouveau davantage dans le temps long du judaïsme, et de ce sens, explicite, puissant, les dirigeants israéliens n'entendaient plus désormais se priver » [Dieckhoff, 1996 :114]. Cette représentation d'Israël est d'autant plus prégnante qu'en 1977, la perte des élections par les Travailleurs amène au pouvoir une droite nationaliste qui voit dans les territoires conquis le moyen de renouer avec son histoire ancestrale et d'ériger un Etat aux frontières presque aussi étendues que l'*Eretz Israel* biblique des Rois David et Salomon.

---

<sup>5</sup> Littéralement « Terre d'Israël ».

<sup>6</sup> Mot hébreu signifiant littéralement la « montée » vers la terre d'Israël et qui est employé dans le langage commun pour signifier l'immigration juive en Israël (*pl. aliyot*)

<sup>7</sup> Littéralement « implantation, population ». Nom désignant les communautés juives de Palestine avant la fondation de l'Etat d'Israël.

Malgré une croissance démographique bien plus faible que celle des populations environnantes, Israël poursuit une politique où la restitution des territoires conquis devient de moins en moins probable. Toujours confronté à un manque d'immigration, le pays se trouve ainsi engagé dans une guerre larvée, nommée du nom évocateur de « guerre des berceaux ». Disposant d'une certaine « avance » démographique sur les Palestiniens des Territoires occupés, du fait du déficit démographique occasionné par leur second exode durant la guerre des Six-jours, Israël doit néanmoins s'inquiéter de son potentiel d'immigration face à la puissante natalité de la population arabe. A la fin des années quatre-vingt, l'inquiétude est grandissante car la chute de son potentiel migratoire est de plus en plus synonyme d'une inévitable acceptation de l'organisation d'une nouvelle table de négociations avec les pays arabes où devrait être envisagée la rétrocession de territoires et discutée la question de Jérusalem-Est. Une telle perspective est d'autant plus difficile à admettre qu'Israël est dirigé par Y. Shamir, leader hautement nationaliste et peu enclin à négocier avec les Palestiniens.

Une seule communauté juive dans le monde est susceptible d'apporter à Israël une croissance démographique conséquente, celle de l'Union soviétique. Depuis les années soixante-dix, les Juifs soviétiques sont en effet le seul véritable foyer juif qui alimente l'*aliya* de façon notable puisque après l'épisode de 1967, les grandes judaïcités ne manifestent que peu le désir de partir pour Israël. Consciente de cet état de fait, la diplomatie israélienne s'évertue, en multipliant ses actions notamment auprès des Etats-Unis, à obtenir la liberté d'émigration pour les Juifs soviétiques (cf. chapitre Trois).

C'est sur cette population qui se présente comme une « providentielle » source d'immigration pour Israël dans le contexte de désintégration politique de l'URSS à la fin des années quatre-vingt, que nous avons choisi de bâtir notre recherche afin de démontrer le rôle central qu'a joué -et que joue encore- la migration juive dans la géopolitique israélienne. Le choix de cette migration permet, à la fois, de mesurer les enjeux territoriaux actuels d'Israël mais aussi de les relire à travers la relation qu'entretient le pays avec l'immigration. Israël a certes fait de l'immigration une valeur cardinale mais qu'en est-il actuellement ? Les crispations territoriales des dirigeants sionistes et leur souci de maintenir une relation efficace entre immigration et territoire ne sont-ils pas en décalage avec les aspirations de la société israélienne, aujourd'hui majoritairement composée de *sabbarim*<sup>8</sup> ? Quelle démarche fallait-il adopter pour répondre à cet ensemble d'interrogations ?

Sans entrer directement dans le débat méthodologique auquel nous avons consacré l'essentiel de notre préambule, soulignons qu'en termes de géopolitique, la démarche retenue a privilégié la reconstitution « de l'environnement exact des décisions politiques, [de] l'ensemble des informations qui éclairent les décisions prises par des acteurs immergés dans l'événement [en poursuivant le but d'éclairer] les intérêts, les ambitions et les représentations en jeu » [Claval, 1994]. Faisant nôtres, à la fois, une approche géopolitique classique et une plus « novatrice », par l'introduction de la notion de représentation dans nos analyses, le choix de proposer, dans les deux premiers chapitres de cette étude une lecture de la relation « immigration-territoire », s'est imposé. En premier lieu, l'histoire de l'édification d'Israël, replacée dans le contexte de la migration soviétique, procure la connaissance nécessaire à la compréhension des fondements politiques de ce jeune Etat, préalable requis pour prendre la mesure de la relation « immigration-territoire » que notre étude interroge, tout au long de son développement, à travers une diversité de prismes d'analyse. Ce premier chapitre donne sens

---

<sup>8</sup> Personnes juives nées en Israël (*sing.* *sabra* ou *sabar*).

au second où est déconstruit le binôme « immigration-géostratégie » ; dans ce deuxième chapitre, le recours au terrain, à la topographie, teinte notre étude d'une préoccupation géostratégique afin d'appréhender au mieux l'édification d'Israël et de mettre en évidence les « doctrines » qui sous-tendent les pratiques et représentations du territoire opérantes sur la période 1948-1989. Oscillant entre des raisonnements géostratégiques et des conceptualisations géopolitiques, le travail livré dans ce second chapitre souligne les atouts et les faiblesses d'Israël. De par notre spécialisation en géographie des migrations, le dernier chapitre de cette première partie s'efforce de discuter l'une des failles, qui désactive de fait le binôme « immigration-géostratégie », à savoir la chute de l'*aliya*.

Puis, reprenant notre fil conducteur qu'est la migration juive soviétique, la seconde partie de notre étude s'attache à revisiter les représentations du territoire en Israël à l'aune du retour à une ère de « pleine » immigration du fait de l'entrée massive des Juifs ex-soviétiques, suite à l'effondrement du bloc communiste. Un préalable à cette relecture réside dans la mesure de la « manne démographique » que représente cette nouvelle immigration ainsi que dans celle de la capacité d'Israël à intégrer cette dernière ; cette double analyse structure les buts poursuivis dans les chapitres quatre et cinq de cette seconde partie, organisée autour de l'idée du retour d'Israël aux logiques géopolitiques de 1948. Une fois la capacité d'intégration d'Israël mesurée, aptitude nécessaire pour « instrumentaliser » au mieux l'apport démographique, le chapitre six peut alors être l'espace d'une réflexion sur les représentations du territoire, autant chez les Juifs ex-soviétiques que chez les dirigeants israéliens. La confrontation de ces deux logiques (logique de l'Etat vs logique des migrants) se donne pour objectif de valider ou d'invalider notre postulat de départ qu'est le statut de l'immigration comme variable géopolitique de premier ordre, souligné dans les premières lignes de cette introduction.

Conclure sur le bien-fondé ou non de ce postulat apparaissant comme une limite à notre étude qu'il fallait dépasser, dans la dernière partie de cette thèse, l'analyse s'est donc donné pour but de « débusquer » les éléments qui permettaient de décrypter les doutes et questionnements formulés consécutifs à notre relecture de la géopolitique israélienne. Cette troisième partie propose donc d'interroger les recompositions socio-politiques d'Israël à travers deux questions transversales : Israël ne devient-il pas un pays comme les autres ? et les ambitions territoriales affichées par les dirigeants israéliens, n'apparaissent-elles pas vides de sens en regard des mutations identitaires d'Israël ? C'est par une démarche pluridisciplinaire, recourant à des raisonnements empruntés notamment à la sociologie, que nous avons tenté d'esquisser « l'Israël d'aujourd'hui », de trouver les indices d'un « processus de normalisation », seul moyen de prendre toute la mesure de l'infléchissement de la dimension géopolitique dans le projet de société israélien. Deux logiques président à cette quête : premièrement, l'hypothèse d'un tel processus sous-entend une nécessaire interrogation sur l'identité israélienne ; deuxièmement, si normalisation il y a, la mise en évidence de phénomènes de société témoignant de ce processus de normalisation, doit être réalisée. Utilisant notre clef d'entrée qu'est l'étude des migrations, l'option retenue pour ces ultimes analyses a consisté en la formulation d'une question : la représentation « positive et cardinale » de l'*aliya* ne s'est-elle pas altérée au fil des décennies en Israël ?

## **PREAMBULE - L'ETAT D'ISRAËL DE 1948 A L'APRES GUERRE FROIDE : LECTURE DES INTERACTIONS ENTRE RECONFIGURATIONS TERRITORIALES ET REGIMES DEMOGRAPHIQUES**

Traiter d'Israël, sous l'angle d'approche qu'est la géopolitique, conduit nécessairement le géographe vers une analyse de la population et donc de l'immigration. La problématique développée dans cet ouvrage se définit à travers l'approche de la relation qu'entretient Israël avec sa diaspora et par voie de conséquences, en la mesure de sa perception de l'immigration, facteur central de la croissance démographique du pays au cours de ces cinquante dernières années. Il nous appartient donc d'esquisser le rôle de l'immigration, et son interprétation -voire son instrumentalisation- en termes de géopolitique proche-orientale. Car si, au cours des années cinquante, la relation d'Israël avec l'immigration s'est entendue comme la formulation d'un souhait, celui d'exister, au fur et à mesure de son enracinement au Proche-Orient, l'Etat a re-formulé cette relation dans des perspectives bien plus expansionnistes et conquérantes qu'elles ne l'étaient en 1948. Ainsi, en premier lieu, la compréhension du contexte israélien requiert un essai de lecture des interactions qui se sont opérées entre reconfigurations géopolitiques et régimes démographiques. Cette tentative assoit l'hypothèse qu'à la fin des années soixante-dix, Israël semble engagé dans une impasse politique car l'immigration vient à faire défaut. De ce constat, il ressort qu'en termes démographiques, à la fin des années quatre-vingt, la poursuite d'une politique territoriale « conquérante », ne peut trouver qu'une seule issue, la libéralisation de l'émigration juive en URSS, unique « réservoir migratoire » au sein de la diaspora.

Un préalable à ces interprétations tient dans la nécessité de poser, à grands traits, l'espace d'étude dans ses dimensions strictement géographiques et stratégiques. Une brève analyse du territoire israélo-palestinien doit être opérée, car appréhender la relation qu'entretient Israël avec l'immigration ne peut se réaliser sans une connaissance des tenants et des aboutissants territoriaux qui, tout au long de ces cinquante dernières années et des événements géopolitiques qui s'y sont déroulés, ont orienté les choix stratégiques de la politique israélienne.

Un des premiers éléments de compréhension de la scène israélo-arabe tient donc en la perception israélienne du territoire, soit dans une analyse du discours politique israélien basé sur la nécessité d'assurer à Israël des frontières sûres. Ce discours est certes légitime mais très rapidement, suite aux événements de 1967 notamment, celui-ci s'est mué en une « vision colonisatrice » où le maintien d'une présence juive au-delà de la ligne verte a semblé prendre un caractère de plus en plus définitif. Ainsi, il nous appartient -pour asseoir notre problématique- de présenter cet espace car comme le confient les Israéliens, « celui qui vient d'Europe doit, pour comprendre la situation israélienne, ne jamais oublier qu'il faut ici penser l'espace comme une denrée rare et conserver l'idée que tout est ici plus petit ».

Héritées des conquêtes militaires réalisées lors du premier conflit israélo-arabe de 1948 et des accords de paix signés à Rhodes (1949), les frontières de ce nouvel Etat dessinent un pays enclavé au sein d'un ensemble de nations arabes. Israël se définit alors comme un territoire exigu où sont regroupées une population juive majoritairement issue des vagues migratoires impulsées par l'élan sioniste de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et une population palestinienne essentiellement regroupée dans les espaces septentrionaux et méridionaux du nouvel Etat, dans les espaces conquis par les forces juives en 1948. Ces accords de paix avaient donc entériné un nouveau tracé frontalier au Moyen-Orient et par là même, avaient nié

l'aspiration nationale des Palestiniens répartis en deçà et au-delà des frontières définies à Rhodes, en Cisjordanie et à Gaza. Les grandes puissances arabes refusant de s'engager dans de nouvelles confrontations, cette fois internes notamment avec le Royaume hachémite, avaient repoussé la création d'un Etat palestinien en intégrant ces deux espaces de vie palestiniens, le premier ayant été annexé par le Roi Abdullah de Jordanie (1950) et le second placé sous la tutelle de l'Égypte.

Au lendemain de sa victoire sur les forces arabes, comme le souligne Jean Gottmann [1959:171], Israël apparaît comme « un bastion puissant » mais aussi comme « un bastion assiégé ». L'exiguïté du territoire apparaît en effet comme une source d'inquiétudes qui guidera jusqu'à nos jours la politique israélienne.

Insister sur ce thème qu'est la sécurité constitue un point central de ce préambule. Alain Dieckhoff a souligné dans ses travaux l'importance cardinale accordée à la défense par les dirigeants israéliens et l'aspect capital de cette question pour décrypter les logiques géostratégiques d'Israël [1987 :18]. La centralité de la sécurité est d'autant plus complexe qu'elle mêle à la fois la mémoire collective juive, parsemée de peurs et de destructions, à la réalité géo-démographique du Moyen-Orient. Ainsi, pour résumer notre clef de lecture d'Israël dans le travail ici présenté, nous ferons nôtre la proposition « méthodologique » faite par Alain Dieckhoff [1987 :19] :

*« Ce qui est décisif pour comprendre le point de vue israélien n'est pas, finalement, de savoir dans quelle mesure il est fondé dans la réalité, mais de l'apprécier tel qu'en lui-même. Dans cette perspective, la perception subjective qu'Israël a d'être assiégé doit être traitée comme un fait objectif. Qu'Israël se considère comme le David du Moyen-Orient en lutte contre le Goliath arabe, voilà la réalité vécue que nous devons intégrer à notre analyse si nous voulons serrer au plus près la stratégie israélienne dans les territoires occupés, et surtout la saisir de l'intérieur. »*

Avec une superficie de 20 700 km<sup>2</sup>, une distance à peine supérieure à 400 km entre le nord et le sud et entre 100 et 15 km de profondeur est-ouest, la sécurité de l'Etat devient la question centrale à laquelle le gouvernement de Ben Gourion doit répondre. Très tôt, les fondements de la stratégie israélienne reposent donc sur deux éléments clefs qui présideront au fil des décennies à la stratégie territoriale d'Israël : *primo*, l'immigration doit permettre d'asseoir la supériorité numérique des Juifs sur l'ensemble du territoire national ; *secundo*, la répartition de la population juive doit aboutir au contrôle de l'ensemble du territoire et à la sécurisation des frontières.

Le premier terme de cette stratégie, que nous discuterons dans le Chapitre Deux, a constitué le cœur de l'idéologie politique développée par David Ben Gourion. Dans son journal, Tom Segev [1998 :376] rappelle que ce dernier nota « les composantes de la sécurité d'Israël dans l'ordre suivant : 1. Immigration ; 2. Les colonies ; 3. Pouvoir économique ; 4. Politique étrangère » (cf. encadré ci-après).

Le second terme revêt clairement des traits géostratégiques, au sens strict, et doit constituer le cœur du propos de cette présentation.

S'essayer à analyser le rapport qu'a entretenu Israël avec l'immigration au cours de son demi-siècle d'existence requiert en effet une réelle description de l'espace car même si, à travers les médias, des cartes sont diffusées à profusion pour expliquer le conflit israélo-palestinien, elles ne sont qu'incomplètes, « plates » comme l'a écrit Michel Foucher [1983 :99].

Par cette remarque, cet auteur a souligné l'élément central de compréhension de l'enchaînement des événements et des blocages et pressions diplomatiques qui ont parcouru la scène israélo-palestinienne, à savoir que comprendre cet espace doit passer, avant tout, par une analyse du terrain « tel qu'il est, fait de « bosses et de creux », et non comme une sorte de surface plane qui semble pourtant servir de base à tant de raisonnements à ambition stratégique » [1983 :99].

Trois grands ensembles topographiques, alignés nord-sud, composent le territoire de l'ancienne Palestine mandataire : la plaine côtière, les collines centrales et la dépression du Jourdain. Ces trois unités paysagères, de par leurs spécificités topographiques et démographiques, façonnent les fondements de la géostratégie israélienne.

La plaine côtière qui s'étire sur près de 200 km de Haïfa à Gaza et s'étend sur une largeur comprise entre 14 et 20 km, rassemble près des deux tiers de la population juive et la quasi totalité des équipements portuaires, aéroportuaires et industriels du pays. Pour les stratèges israéliens, l'étroitesse de cette frange littorale a toujours constitué le talon d'Achille de l'Etat. « La possibilité [pour les Arabes], ou la tentation, peut être plus forte que le désir de maintenir la paix »<sup>9</sup>, d'y franchir la ligne verte et de rompre ainsi la continuité territoriale d'Israël, au cœur même de son aire vitale, a hanté (et hante encore) ce pays.

A cette frange littorale, succède à l'est le versant occidental des collines centrales composé d'une série de plateaux s'élevant de 400 à 800-1 000 mètres. Plus à l'est de ces hauteurs maximales, qui définissent la ligne de partage des eaux, viennent les escarpements orientaux qui s'étagent jusqu'à la dépression du Jourdain. Ces collines centrales qui composent la topographie de la Cisjordanie, offrent donc au nouvel Etat un arrière pays où est rassemblée la majorité de la population arabe palestinienne (600 000 personnes après l'exode de 1967). Seule exception dans cet espace homogène, en termes de population, Jérusalem, située sur la ligne de partage des eaux. Cette localisation ne vient donc que renforcer la complexité topographique d'Israël car la partie juive de Jérusalem se trouve inscrite dans les hauteurs palestiniennes et n'est reliée au reste du territoire israélien que par un mince corridor débouchant sur la plaine littorale.

« Lorsque, à la veille de la conférence de Lausanne, les membres du ministère des Affaires étrangères demandèrent des instructions à Ben Gourion, il leur dressa un tableau des intérêts de l'État : « L'essentiel, c'est l'intégration des immigrants, déclara-t-il. Cette nécessité incarne à elle seule tous les besoins historiques de l'État. » Il leur expliqua alors en quoi l'immigration était le plus sûr garant de la sûreté de l'État. « L'immigration renforce davantage notre sécurité que si nous avions conquis la Cisjordanie, le Golan et l'ensemble de la Galilée réunis. C'est en doublant, en triplant le nombre des immigrants que nous accroîtrons nos forces [...]. C'est là le plus important, l'essentiel. » Les colonies lui inspiraient la même réflexion : « Nous avons conquis des territoires, mais que ce soit dans le Néguev, en Galilée ou à Jérusalem, leur importance reste mineure tant qu'ils ne sont pas peuplés de colonies. La colonisation, voilà la véritable conquête. » Et puisqu'il n'y a pas de colonisation possible sans immigrants, « l'avenir de l'État dépend de l'immigration », déclarait Ben Gourion. Il exposa ces mêmes théories devant son parti. Là comme ailleurs, il souligna l'importance que revêtait l'immigration en matière de défense, en ne faisant que de rares allusions à la nécessité de sauver les Juifs. »

Source : Segev T., 1998, *Les premiers Israéliens*, Paris : Calmann-Levy, p.121.

<sup>9</sup> Voir Michel Fourcher [1988]

La maîtrise des hauteurs par les Arabes palestiniens est ressentie comme une position stratégique hautement menaçante pour la population juive. Cette situation, inverse de celle qui prévalait dans l'Antiquité, lorsque la plaine côtière était celle des Philistins et les collines celle des Hébreux, a très rapidement amené l'idée d'une éventuelle annexion des hauteurs [Foucher, 1988 :345].

A cette topographie « préoccupante » vient s'ajouter, dans le nord du pays, le plateau syrien qui surplombe la Galilée : le Golan (évoluant de 400m au sud à plus de 1 000m en son nord)<sup>10</sup>.

C'est à partir de ce type d'analyse topographique, comme nous venons de le faire ici succinctement, que les dirigeants israéliens ont mis en œuvre leur propre stratégie territoriale pour répondre à celles développées par les parties arabes. Ces dernières avaient naturellement conscience de l'atout majeur que constituait leur maîtrise des hauteurs cisjordaniennes ou syriennes. Comme l'a rappelé Alain Dieckhoff, au début des années cinquante, les Syriens n'ont cessé de tirer profit de leur position stratégique pour harceler depuis le Golan, les localités israéliennes localisées dans la vallée de Hulé et aux abords du lac de Tibériade ; et depuis les collines de Cisjordanie, des centaines d'infiltrations de commandos palestiniens ou de réfugiés furent constatées [1987 :23]. Dès 1949, comme l'exprime clairement Ben Gourion (cf. encadré), de cette réalité topographique va donc être élaboré l'ensemble des orientations géostratégiques basées sur la ressource démographique qu'offrent, à cette période, les grandes vagues migratoires que connaît Israël comme nous le verrons plus en avant.

Profitions de ce regard sur la topographie pour souligner que l'ensemble de nos analyses sur le binôme « immigration-stratégie » est avant tout contingent de la géographie d'Israël. L'hétérogénéité physique du territoire israélien limite en effet l'établissement de conclusions sur l'homogénéité de la répartition spatiale des immigrants. Dès à présent, rappelons notamment que le sud du pays est composé essentiellement du désert du Néguev qui, avec près de 13 000 km<sup>2</sup>, rassemble plus de la moitié de la superficie totale du pays. Cette région pionnière par excellence, comme l'a rappelé Marcel Bazin [1995], constitue en cela un espace d'un réel intérêt car l'installation de nouveaux immigrants dans le Néguev reflète la capacité d'Israël à repousser cette frontière semi-aride, à faire fleurir le désert comme le souhaitait David Ben Gourion.

A la fin des années soixante, un événement géopolitique majeur vient perturber les stratégies territoriales en place depuis 1948. En juin 1967, Israël « coincé » dans son territoire qui ne lui offre aucun espace de déploiement militaire suffisant pour contrer une attaque militaire d'envergure, entreprend d'attaquer ses voisins arabes coalisés qui massent des troupes armées à ses frontières. C'est ainsi que la Guerre des Six jours éclate et voit la victoire éclair d'Israël sur les forces armées arabes. La conséquence territoriale de ce conflit réside dans la conquête des hauteurs arabes du Golan et de Cisjordanie (et donc de Jérusalem Est) ainsi que de la bande de Gaza et du désert du Sinaï. A partir de cette date, sur le plan territorial, la configuration stratégique de la scène israélo-palestinienne bascule en faveur des Israéliens et le cours de l'histoire ainsi que la représentation de l'espace israélo-palestinien vont en être totalement bouleversés.

---

<sup>10</sup> Pour une analyse détaillée des conséquences géostratégiques de la topographie, voir les travaux de Michel Foucher (1983, 1988).

En premier lieu, les conquêtes territoriales ont permis à Israël d'asseoir sa géostratégie. Il était désormais possible de doubler les frontières de souveraineté définies en 1948 de réelles limites stratégiques grâce aux zones tampon qu'offrait la maîtrise des collines centrales et du plateau du Golan notamment. La crainte d'une potentielle scission d'Israël en deux lors d'une attaque du pays au cœur de la plaine littorale était désormais repoussée.

Suite à l'échec des négociations avec les pays arabes, notamment lors de la conférence de Khartoum (septembre 1967), « Israël, comme l'a souligné Peter Demant, se vit obligé de mettre au point une politique plus ou moins cohérente vis-à-vis des « territoires administrés » et de leurs populations » [1983 :159-160]. Contrevenant à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967), la première des réactions a été de poursuivre la ligne géostratégique d'avant 1967, en assurant la sécurité de l'Etat. Une telle politique a pris la forme d'un plan, connu sous le nom d'Allon, qui visait à consolider les limites stratégiques d'Israël en créant principalement des colonies de peuplement sur une bande de vingt kilomètres de large le long du Jourdain et « à isoler la population arabe, pour empêcher qu'elle ne déséquilibrait démographiquement l'Etat juif ou ne le contaminât socialement » [Demant, 1983 :167, Newman, 1992]. Mais progressivement, certains diront insidieusement, la stratégie territoriale israélienne s'est teintée de référents bibliques.

Au milieu des années soixante-dix, à travers le militantisme d'un groupe extraparlamentaire, le *Gouch Emounim* (Bloc de la foi)<sup>11</sup>, soutenu par les partis de droite nationaliste, les représentations spatiales de la géopolitique israélienne ont connu un fort réinvestissement messianique. La victoire « miraculeuse » de 1967 avait en effet été ressentie comme le témoignage du soutien de Dieu à son peuple et les conquêtes territoriales qu'elle avait permis, avaient été perçues comme le retour de la terre d'Israël dans sa complétude. En déclarant « Nous sommes revenus sur la montagne [de Judée], berceau de notre peuple, héritage des Patriarches, au pays des Juges et à la forteresse du royaume de la maison de David », Moshé Dayan avait signifié ce retour messianique dans la pensée territoriale d'Israël. [Dieckhoff, 1996 :155]. Cette intrusion du religieux dans le stratégique s'accroît au lendemain de la guerre du Kippour en 1973.

Cette guerre qui plonge le pays dans une grave crise idéologique, suite au péril d'anéantissement qu'elle avait constitué, avait eu pour conséquences de renforcer l'idée qu'exister était un effort que devrait sans cesse renouveler Israël, et de réaffirmer les valeurs sionistes traditionnelles exprimées dans le « droit du peuple juif sur toute la terre d'Israël et, par conséquent, (dans l')obligation d'une judaïsation en profondeur des Territoires occupés. » [Demant, 1983 :175]. Ainsi, contrevenant aux résolutions internationales, Israël a poursuivi une politique territoriale qui a justifié le maintien d'une présence juive en Cisjordanie et à Gaza par l'argument sécuritaire tout en la doublant d'une politique territoriale empreinte de sionisme messianique, où la colonisation s'est faite de plus en plus clairement par conviction.

Avec l'arrivée de la droite nationaliste (le Likoud) à la tête du gouvernement en 1977, cette lecture « stratégique-biblique » de l'espace s'est renforcée. L'idée d'un retour des Territoires occupés se fait de moins en moins présente car la perception du territoire dessine une topographie sacrée qui perçoit toute rétrocession territoriale comme un renoncement au don de Dieu. Au fil des années quatre-vingt, la question géostratégique israélienne ne cesse de

---

<sup>11</sup> Le *Gouch Emounim* ou « Bloc de la foi », groupe de sionistes-religieux créé au lendemain de la Guerre du Kippour, prône au nom d'un « messianisme territorial » l'implantation dans les territoires afin « d'accélérer le processus de rédemption » (voir notamment Dieckhoff A., 1993, et Attias J.-C., Benbassa E., 1998).

se complexifier. Après avoir restitué le Sinaï à l'Égypte, annexé le Golan et fait de Jérusalem la capitale « une et indivisible » d'Israël, l'avenir des Territoires occupés devient le thème central du débat politique israélien. Dans une certaine « confusion des sentiments », oscillant entre sécurité et messianisme, la colonisation de la Cisjordanie, et de Gaza dans une moindre mesure, apparaît donc de plus en plus comme un phénomène inéluctable. Que cela soit dans la sphère politique ou dans la société israélienne dans sa globalité, une part grandissante des sionistes-religieux mais aussi des nationalistes laïques intègre les territoires occupés dans leur représentation du territoire israélien et voit dans la colonisation, pour les uns, un devoir pour les autres, une nécessité stratégique.

Au final, la représentation de l'espace chez les Israéliens révèle, pour reprendre les termes de Michel Foucher [1983:110], que le tracé de la frontière de souveraineté est venu progressivement se caler sur celui des limites de sécurité. Une telle translation des représentations des frontières a eu pour conséquence une re-formulation de l'interaction entre géopolitique et démographie en Israël. Cette « figure de rhétorique » qui n'a pas été sans conséquences sur l'envenimement des relations israélo-palestiniennes, a mené sur le plan intérieur la politique stratégique d'Israël dans une impasse. La formulation de prétentions territoriales dans une perspective maximaliste supposait un soutien démographique fort, et principalement migratoire, que l'Etat n'obtint pas. Ainsi, progressivement, le paradigme messiano-sécuritaire de l'Etat reposant sur le binôme géostratégie/immigration a perdu de son efficience.

---

P R E M I E R E   P A R T I E

*L'IMMIGRATION*

*OU*

*LA CLEF DEMOGRAPHIQUE D'ISRAËL*

---

L'idée de la création d'un foyer national juif a pris naissance dans un double mouvement où les Juifs d'Europe occidentale s'interrogeaient sur le bien-fondé de leur assimilation et où ceux d'Europe orientale cherchaient à tout prix à quitter leur pays de résidence face à la misère et à l'antisémitisme qui se faisaient chaque jour plus insupportable. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'avènement du sionisme politique a synthétisé l'ensemble de ces préoccupations et s'est concrétisé par l'éveil migratoire des populations juives d'Europe.

Les Juifs russes ont été parmi les tous premiers acteurs de cette mise en application de la pensée sioniste et c'est en focalisant notre attention sur leur migration que nous entamons cette étude. Suivant ce fil conducteur, le premier volet de cette étude s'organise autour de cette population, qui compose la presque totalité des trois premières *aliyot*<sup>12</sup>, afin d'appréhender la morphogenèse d'Israël. Dans sa période pré-étatique qu'est le *yichouv*, apparaissent les premiers indices de l'institution en valeur cardinale de la relation « immigration-territoire », que nous interrogerons plus intensément par la suite.

Ainsi, dans cette première partie, en confrontant l'histoire de la migration des Juifs russes à celle de l'édification de l'Etat, notre démarche vise à apporter la connaissance des fondements idéologiques d'Israël ainsi que celle des grandes étapes de sa construction. Parallèlement, grâce à l'entrée migratoire que constituent les Juifs russes, ce sont les premières failles qui parcourent la base idéologique d'Israël que nous mettons en évidence par l'énoncé des limites de sa géopolitique. Dans le contexte conflictuel qui l'oppose aux Palestiniens et à ses voisins arabes, le tarissement progressif de l'*aliya* vient, en effet, mettre en péril la relation « immigration-territoire », qui avait présidé à l'édification du pays, et ramène Israël, avec force, à la dure réalité des chiffres, rompant par là même avec l'époque où le poète Nathan Alterman écrivait :

*« C'est si bon d'être un million  
A tous les voir, tes yeux se mouillent  
De larmes brillantes. Pourquoi cela ?  
Car nous te l'avions dit, mon frère – les statistiques  
Ne sont pas toujours arides »<sup>13</sup>*

## **CHAPITRE UN - LES JUIFS RUSSES ET L'EDIFICATION D'ISRAEL**

Comprendre l'édification d'Israël nécessite une approche globale ou pour reprendre une notion de géopolitique, une esquisse des représentations qui ont structuré la vision du monde au sein des structures politiques juives depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Par cette approche, nous proposons donc trois termes -un lieu, le *yichouv* ; une population, les Juifs russes ; et un homme, Théodore Herzl- pour appréhender la morphogenèse d'Israël qui s'est opérée entre la fin XIX<sup>ème</sup> s. et l'établissement du Mandat britannique en Palestine. Une telle démarche a le mérite de montrer le jeu des intentions politiques des leaders juifs et celles des puissances mondiales d'alors, qui ont présidé à la réalisation du projet d'un établissement juif en Palestine. Parcourons donc cet « espace-temps »

---

<sup>12</sup> Pluriel d'*aliya*, l'immigration juive vers la « Terre d'Israël »

<sup>13</sup> Cité par Tom Segev [1998 :119]

des Juifs, qui nous conduit des *Bilou*, les premiers Juifs russes à émigrer vers le *yichouv* aux *Refuzniks* désireux de partir pour Israël, tout en mettant en évidence le rôle central que prennent ceux-ci dans la relation « immigration-territoire » qui va se tisser au fil de la morphogénèse d'Israël.

## I « MORPHOGENESE DE L'ETAT D'ISRAËL » : UN LIEU, UNE POPULATION, UN HOMME

L'éveil de la pensée nationale en diaspora fait entrer le peuple juif dans une nouvelle temporalité où au temps de l'exil se substitue le temps du « retour » sur un territoire qu'ils « rêvaient » sous le nom d'*Eretz Israel* et que d'autres habitaient sous celui de Palestine.

### I.1 Le vieux *yichouv*<sup>14</sup>, un noyau juif en Palestine

La Palestine ne doit pas être considérée comme un territoire vide de population juive qui ne doit son repeuplement qu'au développement du sionisme. Il est estimé que la population du *yichouv* regroupait environ 24 000 habitants à l'aube des *aliyoth*. Ce groupe juif religieux et traditionaliste subsistait principalement grâce aux dons de la diaspora. Les *kolelim*, sorte de congrégations différenciées sur la base de l'origine géographique des membres, envoyaient de par le monde des émissaires afin de récolter les dons de la diaspora [Eisenstadt, 1985 :101]. Ce système de collecte pris réellement de l'ampleur à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle sous le nom de *halouka*. Au cours des années 1860, la *halouka* représentait environ un tiers des revenus des Juifs de Palestine et plus de la moitié de ceux de la communauté yérosolomitaine. Il ne faut pas voir dans cette pratique un simple acte de mendicité mais plutôt l'accomplissement d'un devoir. L'acte de charité, *tsedaka*, a valeur d'obligation religieuse et selon « la liturgie de *Kippour*, elle a même une valeur expiatoire, capable d'annuler « la rigueur du décret [divin] » » [Attias, 1997 :46-47].

Ces *kolelim*, rassemblant des orthodoxes ashkénazes, séfarades ou orientaux, étaient établis à Jérusalem, Tibériade et Safed principalement. Ces Juifs se consacraient essentiellement à « la prière parmi les ruines sacrées » [Doubnov, 1994 :1357]. Leur nombre fluctuait au gré des arrivées de pèlerins venus finir leur vie en Terre Sainte et de la plus ou grande sédentarisation de marchands juifs (à Jaffa, Haïfa et Jérusalem). Selon Moses Hess [1981 :188], la communauté juive formait dès 1850, la majorité de la population de Jérusalem<sup>15</sup>. Soulignons toutefois qu'au recensement de 1849, la population palestinienne qui totalisait 350 000 habitants ne comptait que 4% de Juifs pour 85% de musulmans sunnites et 11% de chrétiens répartis dans 650 villages et 13 villes [Sanbar, 1994 :14].

La mi-XIX<sup>ème</sup> siècle constitue un tournant dans l'histoire du « vieux *yichouv* » car les migrants qui entrent désormais en Terre Sainte ne sortent plus uniquement des rangs des orthodoxes de la diaspora. De plus en plus fréquemment, le *yichouv* voit entrer des Juifs bien plus modernistes que traditionalistes. Sir Moses Montefiore fut l'un des principaux instigateurs de ce mouvement. Dès 1830, Montefiore va amener l'idée d'une nécessaire restructuration économique du *yichouv*. Il milite notamment pour la sortie des Juifs de la vieille ville de Jérusalem, et pour la création de nouveaux quartiers où pourront se développer de nouvelles activités. Le développement de l'imprimerie sera l'une de ces premières incitations à la modernisation lancée en direction des religieux. Par la suite, ses propositions s'orientèrent vers le développement de l'agriculture.

---

<sup>14</sup> Nom désignant les communautés juives de Palestine avant la création de l'Etat d'Israël.

<sup>15</sup> Donnée confirmée par H. Sachar [1996 :24]

Pour Jérusalem, le quartier Mishkenot Shaananim<sup>16</sup>, qu'il a créé entre 1858-1860, symbolise le courant de modernisation qui envahit le « vieux yichouv ». Progressivement, ce mouvement se développe et s'étend aux autres communautés juives. Le village de Petah Tiqva, près de Jaffa, voit le jour vers 1878 avec l'installation d'orthodoxes venus de Jérusalem. A cette même époque, dans le nord, l'émissaire des Juifs de Safed part en Europe Centrale, non pas pour collecter la *halouka*, mais pour demander une aide à la création d'un village agricole. Toujours dans cette même décennie, l'ouverture de la ferme école de Mikveh Israel (« espoir d'Israël »), non loin de Jaffa, par l'Alliance israélite universelle<sup>17</sup> consacre ce passage de l'investissement dans la terre et non plus uniquement dans la prière [Eisenstadt, 1985 :102, Manor, 1981 :48-49].

C'est en fait une véritable retranscription des pensées et inquiétudes qui parcourent le peuple juif en Europe, que connaît le « vieux yichouv ». Les relations de nature conflictuelle entre les *Maskilim* -adeptes de la *Haskala*, mouvement des Lumières juif- et les traditionalistes, et la prise de conscience -face à la montée de l'antisémitisme- que seul le règlement de la question nationale juive clarifiera le destin du peuple juif -comme l'ouvrage de Moses Hess, « Rome et Jérusalem » publié en 1862-, expliquent en effet les modifications de la société juive qui s'opèrent en Palestine.

La multiplication des atteintes portées aux communautés d'Europe orientale et de Russie va accélérer par l'émigration de jeunes pionniers et d'idéologues du nationalisme juif en Palestine cette restructuration de la société juive. Le déclenchement de la première *aliya* va marquer la fin du « vieux yichouv ».

## I.2 Une communauté juive russe sous le joug de l'Empire tsariste

Pour les intellectuels juifs, les émeutes d'Odessa de 1871 puis celles de 1881 dans tout le sud de l'Empire, confirmèrent l'idée qu'un combat « territorialiste » -la quête d'une terre pour les Juifs- était la seule issue [cf. Doubnov, 1994 :1145-1160]. Odessa sera la ville phare de cette conquête.

En 1882, "Autoémancipation" tel est le mot d'ordre et le titre du pamphlet que publie un médecin d'Odessa, Léon Pinsker. Celui qui fut longtemps un *maskil* convaincu -un juif éclairé- déclare devant la multiplication des excès antijuifs, que le principe d'une émancipation des Juifs perdure depuis bien trop longtemps pour bien peu de résultats.<sup>18</sup> Les effets de l'émancipation apportés par l'Occident étaient en réalité bien peu perceptibles dans la communauté juive russe, malgré l'importance des *maskilim*, car elle ne pouvait que peu profiter des avancées de la communauté occidentale, cette dernière n'étant pas autorisée à intervenir dans la question des droits civiques en Russie. Mais surtout, car l'importante communauté juive était constituée massivement de gens pauvres (en majorité des artisans), naturellement plus versés à survivre qu'à étudier la *Haskala*<sup>19</sup>. D'autant plus qu'une barrière linguistique

---

<sup>16</sup> Ce quartier a vu se développer à ses cotés celui de Yemin Moshe, célèbre aujourd'hui pour la présence de nombreux artistes israéliens.

<sup>17</sup> Organisation de solidarité internationale au sein du monde juif créée à Paris en 1860. Au moment de la création de la colonie de Mikveh Israel, Charles Netter en était le président.

<sup>18</sup> Léon Pinsker (1821-1891) avait surmonté le choc du pogrom d'Odessa de 1871 croyant toujours en une assimilation possible. Son ouvrage paru à Berlin en 1882, a été traduit en français par André Neher, Agence Juive, Jérusalem, 1956. Plus récemment, en 1985, les éditions Jasyber, Marseille, ont publié l'ouvrage.

<sup>19</sup> La minorité juive possédait néanmoins un niveau d'instruction moyen car parmi les 21 groupes ethniques définis lors du recensement de 1897, la communauté se situait au 8ème rang des groupes ayant fait des études au-delà du primaire. Les Juifs constituent d'ailleurs le seul groupe où les femmes sont plus éduquées que les hommes. (cf. en bibliographie l'ouvrage d'Andréas Kappeler)

existait entre les *maskilim* qui usaient de l'hébreu ou bien "d'une langue de culture" telle le russe tandis que les masses juives parlaient ce "dialecte à l'insoutenable odeur du ghetto", le yiddish<sup>20</sup>. Seule, la Roumanie, autre bastion du Judaïsme d'un point de vue numérique, était en relation avec l'Occident du fait de la moindre importance politique de cet état nouvellement indépendant. Cela ne suffisait toutefois pas pour y garantir les droits de la population juive.

Pour Pinsker, l'unique voie pour sortir sain et sauf de cette ruine tant physique qu'intellectuelle, était donc celle de l'autoémancipation. Le temps est venu pour le Judaïsme mondial de se forger une identité nationale, de se doter d'"un grand bout de sol pour nos frères, un bout de sol dont nous aurions la propriété et d'où nul étranger ne puisse nous chasser"[Barnavi, 1982 :20]. Les logiques d'une telle entreprise se calquaient sur la structure de la diaspora. Les pôles de « pouvoir juif » en Occident étaient sensés lever les obstacles politiques et les masses juives de l'Est devaient s'engouffrer dans cet espace de liberté et imprimer le mouvement d'émigration vers un foyer national juif à construire.<sup>21</sup>

Ainsi, c'est au sein des masses juives d'Europe Orientale, plus exposées à l'antisémitisme, plus recroquevillées sur elles-mêmes dans la Zone de résidence, que s'amplifie l'idée d'apporter une assise territoriale à la "Nation Juive". L'appel de Pinsker résonne dans toutes les communautés orientales, d'Odessa jusqu'à Vilna, haut lieu du Judaïsme. L'intelligentsia russe, par la voie des diverses sociétés juives prônant le retour créées suite aux pogroms de 1881<sup>22</sup>, et principalement par celles des *Hoveive Sion* (Amants de Sion), réagit promptement aux propos de Pinsker et appelle à une implantation en *Eretz Israel*. Un groupe de jeunes étudiants empreint de "narodnitchestvo" (populisme), nommé "Bilu"<sup>23</sup>, n'hésite pas à franchir le pas pour aller s'établir en Palestine. Sur la centaine de candidats à l'*aliya*, seulement une quinzaine de ces jeunes<sup>24</sup>, via Odessa et Constantinople, a rallié la Terre sainte [Laqueur, 1973 :93].

### I.2.1 1882 : « Maison de Yaacov, Levons-nous et Marchons »

L'entrée des *Bilubim* en Palestine a été la rencontre de deux mondes. Comme l'a souligné Doubnov, les orthodoxes du vieux *yichouv*, des « gardiens des tombeaux sacrés, chevaliers du monde d'outre tombe » avaient bien du mal à comprendre « ceux qui étaient venus en Palestine, non pour y mourir, mais pour y vivre et y créer la vie, non pour pleurer sur

---

<sup>20</sup> Nathan Weinstock rappelle que selon le recensement de 1897, 97% des Juifs déclaraient comme langue maternelle le yiddish ; 24% affirmaient pouvoir écrire et parler le russe (dont seulement 1% seulement de la minorité juive le considérait comme langue usuelle) [1984 :16-17].

<sup>21</sup> Cette perception en termes de structures et de fonctions sociales de la société juive, dont nous nous entretenions précédemment, en tant qu'idéalisation, voire territorialisation, des rôles au sein de la diaspora, n'était toutefois pas si représentative que cela de la pensée juive occidentale. En France, les réactions aux atteintes portées envers les communautés de Russie et de Pologne chez "l'israélite éclairé" ont pu être troublantes. "La communauté française chercha soit à les renvoyer soit à les diriger vers l'Amérique... André Spire écrira honnêtement : "Je les aidais quand ils forçaient ma porte, mais sans élan." [Lazare, 1996 :9]. Cette expression de la pensée juive du moment, même si elle ne peut refléter l'attitude de l'ensemble de la communauté française démontre fort bien le climat dans lequel était amenée cette dernière à se positionner en cette fin de XIX<sup>e</sup>s. Cette communauté qui avait toujours en tête la Déclaration de l'Assemblée Constituante, vit lors du premier centenaire de la Révolution Française ses plus dignes représentants tel que le rabbin Kahn de Nîmes déclarer pour l'événement : "C'est notre Pâque moderne"[Lazare, 1996 :9].

<sup>22</sup> La première de ces sociétés juives a été créée, à Souvalki (à la frontière polono-lituanienne), sous le nom de Ysod Hamala juste après le pogrom de Varsovie en 1881 [Y. Manor, 1981 :51]

<sup>23</sup> Il s'agit de l'association des élèves des lycées et des étudiants de Kharkov. Il se nommèrent "Bilou", acronyme hébraïque d'un verset d'Isaïe : *Bet Jaacov lechou ve nelcha* ("O Maison de Jacob, venez marchons." II,5)

<sup>24</sup> Selon H. Sachar, ils auraient été une trentaine.

les ruines du « Mur de l'Ouest » de Jérusalem mais pour édifier une nouvelle Jérusalem ». Pour les autorités turques, les nouveaux venus étaient également bien étranges. Ils les soupçonnaient d'être des espions ou des éléments potentiellement subversifs. Ce climat d'hostilités a vu se créer une ligue commune contre ces envahisseurs venus souffler « un vent frais sur le pays mort s'étendant aux pieds de Jérusalem. Le gouvernement turc instaura l'obtention d'un visa - le *teskééré* délivré à Constantinople—pour entrer en Palestine. Le premier visa de l'histoire moderne de Palestine étant difficile à obtenir, un nombre grandissant de ces jeunes russes contournèrent l'obstacle en passant par Port Saïd en Egypte, afin de pénétrer dans le pays [Doubnov, 1994 :1359, Laqueur , 1973 :93]

Ceux qui entrèrent en Palestine ont mis toute leur énergie dans la création d'exploitations agricoles mais « l'enthousiasme des *Biluhim* n'avait d'égal que leur manque de préparation ». L'acquisition d'une formation agricole à la ferme-école de *Mikveh Israel* et un redoublement d'énergie permirent néanmoins à certains d'entre-eux de concrétiser leur projet. En 1882, la création de la colonie de *Rishon le Zion* (« Premiers à Sion ») a marqué une étape décisive et symbolique de la première *aliya*. A la même époque, l'immigration de membres roumains des Hoveïve Sion s'est concrétisée par la création des colonies de *Rosh Pina* et *Zicron Yaacov*. Puis ce fut le rétablissement de la colonie de Petah Tiqwa, abandonnée par ses initiateurs, qui fut le second acte des Juifs russes. Peu à peu les colonies se multiplièrent.

La faiblesse des conditions sanitaires (développement de la malaria principalement) et le manque de moyens techniques et financiers ont constitué un sérieux frein à l'essor des colonies juives en Palestine. C'est dans la philanthropie de Edmond de Rothschild que ce mouvement a trouvé son salut<sup>25</sup>. L'optimisme des jeunes russes impulsé par cette aide a toutefois été fortement troublé. La nature conflictuelle des rapports établis entre les contremaîtres envoyés par E. de Rothschild pour superviser ses investissements et les pionniers a conduit rapidement cette rencontre vers la rupture. Chaïm Chissin, l'un des fondateurs des *Biluhim* résumait ainsi la situation : « Les contremaîtres ont l'ordre de chasser la « folie » de nos esprits et de nous forcer à partir. » [Sachar, 1994 :29]. En réalité, la situation n'était pas si tranchée car certains immigrants avaient rapidement intégré un modèle de développement où la subvention accordée pouvait servir en partie à employer une main d'œuvre locale, principalement arabe, ce qui répondait au souci de productivité des contremaîtres. Outre ces cas, non sans importance pour le futur, fin 1889, c'est un fort pessimisme qui régnait chez les *Amants de Sion*. Le stimulant nécessaire qui manquait à ces jeunes pionniers vint non pas d'Europe occidentale mais de Russie même.

En 1890, les autorités russes autorisèrent la création d'une « Société d'assistance aux agriculteurs et artisans juifs en Syrie et en Palestine » à Odessa. Avec à sa tête Pinsker, mais aussi Lillienblum et Ascher Guinzberg -qui allait devenir célèbre sous le nom de Ha'ad HaAm (« un du peuple »)- cette société redoubla d'effort pour mettre sur pied une politique de colonisation des plus efficaces. Le cours de l'histoire vint tristement renforcer leur action car dès 1891, une nouvelle vague de pogroms a atteint les populations juives de Russie, incitant la communauté à l'exil. Ce renouveau du mouvement des Amants de Sion se concrétisa par la fondation de Rehovot notamment. Malgré les encouragements suscités par la création de la « Société juive de Palestine », le mouvement de colonisation était toujours d'une grande fragilité. Cet état de fait poussa les Juifs de Russie, confrontés à la peur des nouveaux

---

<sup>25</sup> Selon W. Laqueur [1973 :97], il est estimé que E. de Rothschild a subventionné les colonies juives à hauteur de 5 millions de \$. Les Amants de Sion n'ont réussi à réunir que 5% de cette somme. Pour une analyse de l'action de E. de Rothschild en Palestine, voir l'ouvrage de I. Margalith, 1957.

pogroms, à ne pas repousser leur départ dans l'attente d'un foyer d'accueil sûr en Palestine et à partir immédiatement pour les Etats-Unis.

### I.2.2 L'émigration outre-Atlantique, l'éveil d'un foyer concurrentiel ?

Comme le constatent impuissants L. Pinsker et ses collègues, la situation presse et attendre est impossible pour ces milliers de Juifs qui au mieux ne voient s'abattre sur eux qu'un seul fléau, la famine, quand la haine barbare des pogromistes s'est quelque peu apaisée. Ils ont besoin d'un refuge et la nouvelle voie vers la Palestine ne pouvant rivaliser avec celle qui mène vers "cette incroyable terre ou en deux semaines les gens gagnent plus qu'un agriculteur dans toute sa saison de Juin à Octobre." <sup>26</sup>, ils partent par milliers vers cette nouvelle terre. Et au-delà de ces aspirations certes vitales, c'est surtout l'espace -source de vie- que l'Amérique leur promet à profusion [Médam, 1991 :56]. Une totale antinomie du ghetto.

Ainsi, aux cotés des Italiens, des Polonais ou autres Irlandais, ils sont des milliers à entrer dans "*the Atlantic world system*". Le mouvement n'a de cesse de prendre de l'ampleur car, d'une part, le pouvoir tsariste resserre de plus en plus l'étau sur la communauté et que, d'autre part, le système atlantique est de plus en plus performant sous cet "Age of Steam" où les mouvements tant de capitaux que de produits ou de personnes peuvent se réaliser rapidement<sup>27</sup>; et enfin, la diaspora s'organise. Les sociétés juives d'Occident tissent un réseau d'entraide facilitant le transit des familles du ghetto vers les ports européens, tandis qu'Outre atlantique les réseaux de solidarités s'activent afin d'accueillir ces derniers<sup>28</sup>. C'est de ces mouvements de solidarité que la célèbre HIAS (United Hebrew Sheltering and Immigration Aid Society) voit le jour à New York en 1909<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Cf. Ewa Morawska, "East Europeans on the move" in Robin Cohen (ed.), 1995, *The Cambridge survey of world migration*, Cambridge : University Press, p.97-102

<sup>27</sup> Ewa Morawska ne manque pas de rappeler que l'accroissement des communications a constitué un formidable facteur "pull" pour ces flux migratoires. Plus de 5 millions de lettres ont été envoyées depuis les USA entre 1900 et 1906.

<sup>28</sup> Il faut souligner que les communautés d'Occident soutenait également le mouvement vers la Palestine notamment grâce aux immigrants juifs de Russie résidant en Angleterre ou Aux Etats-Unis.

<sup>29</sup> Cette réponse aux pogroms qu'a été l'émigration massive a permis de développer, avec l'arrivée de milliers de juifs en ce Nouveau Monde, un espace propice au courant réformé du judaïsme -mouvement se considérant comme une « réponse à la modernité » [cf. Attias, Benbassa, 1997 :235]- qui s'est véritablement développé pendant la période 1848-1881 avec des précurseurs comme le rabbin Isaac Leeser venu de Prusse vers 1820 (à Philadelphie) ou le docteur Lilienthal immigré en 1845 (à New York puis Cincinnati) [Doubnov, 1994 :739]. Cette conjonction entre un nouveau monde -« où tout était possible, où l'on pouvait tout recommencer »-, un courant réformé en plein essor et l'établissement de milliers d'émigrants -qui ont formé autant de congrégations réformées au sein des villes américaines, toutes autonomes comme formant une sorte de judaïsme décentralisé-, est très certainement l'un des éléments explicatifs de la permanence de la force du judaïsme outre-Atlantique à l'heure actuelle.

A l'époque du sionisme politique naissant, ce mouvement réformé n'apprécia guère les initiatives que prendra Herzl notamment. Son action fut taxée de « Zionmania ».

Notons que selon Doubnov, en 1848, le nombre de Juifs en Amérique s'élevait à 50 000 soit le quintuple de ce qu'ils étaient 20 ans auparavant [1994 : 739].

Pour la seule année 1882, suite aux pogroms, 13 000 Juifs émigrent aux Etats-Unis, augmentant ainsi cette communauté de presque la moitié du nombre de ceux arrivés dans l'entière décennie 70. Au cours des années 1880 et 1890, la migration a plus que décuplé atteignant respectivement 200 000 et 300 000 personnes, tandis que la Palestine n'a attiré sur la même période qu'à peine 30 000 *olim*<sup>30</sup>. Les réseaux établis par les premiers migrants juifs partis au début du XIX<sup>ème</sup> siècle ont constitué un réel « facteur pull ». Des pionniers américains comme Mordochai Manuel Noah ont été des figures emblématiques de ces artisans de l'émigration vers le Nouveau Monde (cf. encadré ci-contre).

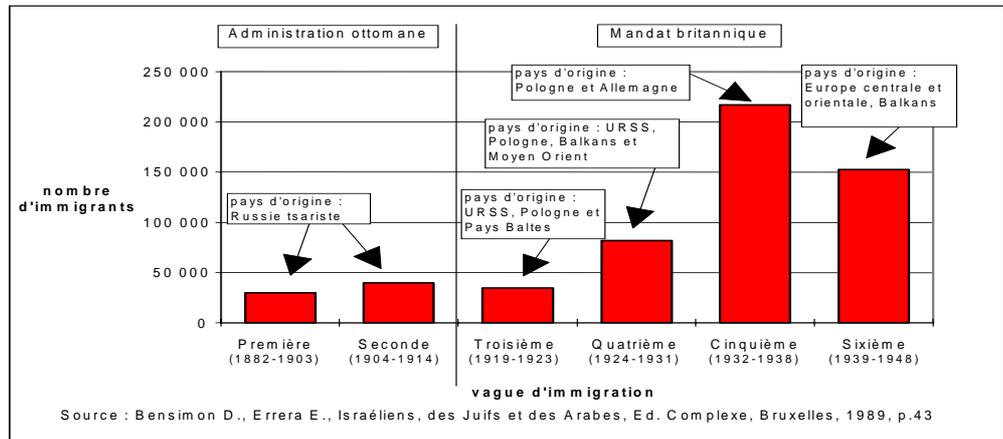
**Appel lancé par Mordachai M. Noah  
publié dans plusieurs journaux  
(septembre 1825)**

« Moi, Mardochai Manuel Noah, citoyen des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, ancien consul à Tunis, aujourd'hui sheriff à New-York et par la grâce de Dieu gouvernant et juge en Israël, annonce par la présente aux Juifs du monde entier qu'il existe un refuge où ils pourront retrouver la paix, la consolation et le bonheur dont ils avaient été privés par suite de l'intolérance et des préjugés des siècles antérieurs ; refuge dans un pays libre et puissant où leurs personnes, leurs biens et leurs coutumes religieuses seront scrupuleusement respectés, dans un pays où tout existe en abondance, où Israël pourra vivre en paix à l'ombre de ses vignes et de ses figuiers, où notre peuple apprendra l'art de se gouverner, s'initiera à la science et à la civilisation, se préparant ainsi au rétablissement final de son ancienne patrie (la Palestine), grand et magnifique événement dont notre époque annonce la prochaine réalisation ».

Mordachai Manuel Noah (1785-1851) cité in Simon Doubnov, 1994, *Histoire moderne du peuple juif (1789-1938)*, Paris, Cerf (Patrimoines judaïsme), pp.736-737.

En Palestine, le bilan en termes de création de colonies et de flux migratoires -en comparaison de celui en direction du Nouveau Monde- semble certes assez modeste mais se sont près de 30 000 immigrants qui sont entrés entre 1882 et 1903 (cf. Figure 1).

Figure 1 - "L'ère des grandes aliyoth" (1882-1948)



<sup>30</sup> GOREN A., "Jews", in S. Thernstrom, 1980, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Belknap Press of Harvard University, pp. 571-598.

Plus d'une dizaine de villages ont été construits, et les terres alentours, bien souvent marécageuses, ont été asséchées et préparées pour de nouvelles extensions. La ville de Jérusalem a également connu un développement considérable. De nouveaux quartiers dans la continuité du mouvement imprimé par Montefiore ont été construits comme le célèbre quartier orthodoxe de Mea Shearim (« les cent Portes »), celui de Mahaneh Yehuda (« Marché juif ») ou encore celui de Boukhariya créé par les Juifs venus du Boukhara. Ces nouveaux espaces ont profité de l'immigration de Russie, soit directement par l'installation de marchands, soit indirectement par l'entrée de jeunes pionniers ayant renoncé à l'entreprise agricole. Au total, la population juive de Jérusalem a plus que triplé au cours de la première *aliya* (cf. Tableau 1).

Au delà de ces considérations démographiques, un fait primordial réside dans l'entrée, dès cette période, de personnages qui joueront un rôle de première importance dans la destinée du foyer national juif. L'un d'entre-eux fut Eliezer Ben Yehouda dont l'obstination a fait de l'hébreu la langue nationale. Dès son arrivée, il décide qu'il ne parlera plus que l'hébreu et s'ingénie à adapter et imposer cette langue sacrée.<sup>31</sup> L'orthodoxie ashkénaze de Jérusalem dénonce vivement son action profane mais cela n'entame en rien son obstination. Il crée et préside le *Vaad Halashon*, dans le but de moderniser l'hébreu et s'attelle à une tâche titanesque la rédaction d'un dictionnaire hébreu moderne. L'impact de son action résonne à la fois dans le yichouv mais aussi en Russie où les futurs pionniers se forment à l'hébreu. Cette langue sacrée était déjà utilisée dans le « vieux yichouv » comme moyen de communication entre les différents groupes juifs où les Orientaux parlaient l'arabe, les Sépharades le ladino et les Ashkénazes le yiddish [Manor, 1981 :53-55, Bensimon, 1989 :39].

Tableau 1 - Croissance des populations yérosolomitaines (1844-1912)

Date	Total	Juifs	Musulmans	Chrétiens
1844 <sup>(1)</sup>	15 510	7 120	5 000	3 390
1876	25 030	12 000	7 560	5 470
1887	42 630	28 000	7 560	7 070
1895	51 000	30 794	10 000	10 206
1905	60 000	40 000	7 000	13 000
1907	63 900	45 000	8 000	10 900
1912	70 000	45 000	10 000	15 000

Manor Y., 1981, *Naissance du sionisme politique*, Paris, Gallimard/Julliard (Archives), p.59.

(1) : Notons que H. Sachar cite les écrits d'un observateur de la ville sainte qui souligne qu'en 1856, sur les presque 6 000 Juifs qui résidaient à Jérusalem, pas plus de 47 sont commerçants et à peine plus de 150 sont artisans.

<sup>31</sup> Pour plus d'informations, le lecteur pourra lire le chapitre "Parler l'hébreu, dire la nation" de l'ouvrage d'Alain Dieckhoff (chapitre III), 1993., p.123-153 ainsi que l'ouvrage d'Angel Saenz-Badillos *A History of the Hebrew language*, Cambridge : University Press, 1993.

Globalement, la mobilisation des *Biluhim* inaugure l'entrée de la communauté juive dans "l'ère aliyothique". L'aboutissement que constitue cette *aliya* et que résume l'acronyme hébraïque "Bilou" semble implicitement exprimer l'accomplissement d'une volonté, l'existence d'une "communauté de destin" ou derrière ce "nous" solidaire de "marchons" ont su se fédérer autant les *maskilim* que les orthodoxes. Cet embryon nationalitaire que forment les *Biluhim* avec comme seul désir, celui d'une renaissance tant politique que spirituelle, pêche par son manque de réalisme mais a néanmoins le mérite de dévoiler qu'une telle entreprise requière, comme le définit Alain Dieckhoff : "une organisation politique à l'échelle mondiale; une action énergique, à la fois au niveau diplomatique et sur le plan local en Palestine; une idéologie claire ayant pour objectif la restauration de l'indépendance politique juive" [Dieckhoff, 1993 :48]. Il manque un homme d'envergure, un fédérateur. Théodore Herzl sera celui-ci.

### I.3 Théodore Herzl, vers l'affirmation du sionisme politique

En diaspora, l'idée nationale fait son chemin car l'élan donné par les Juifs d'Europe Orientale interpelle ceux d'Occident. D'autant plus qu'au cours de ces années, le contexte politique européen s'est profondément modifié. Les milieux juifs d'Europe Occidentale sont sous le choc. Cette France qu'ils admirent tant, vient brutalement de leur montrer son visage le plus obscur en l'atteinte portée envers le capitaine Dreyfus. C'est d'un jeune correspondant du journal *Neue Freie Presse*, nommé Théodore Herzl, qu'une voix va s'élever face à la montée de l'antisémitisme. Herzl était déjà préoccupé par l'avenir des Juifs<sup>32</sup>. L'affaire Dreyfus n'a fait que rajouter à son inquiétude, comme le dira Stefan Zweig, "la pensée de l'éternelle proscription de son peuple lui traversa la poitrine comme un coup de poignard."<sup>33</sup> En réaction, il achève l'écriture d'un ouvrage « *L'Etat des Juifs* » (1896) où il exprime une solution moderne de la question juive. L'idée d'un destin national explose au grand jour et ouvre ainsi l'ère du sionisme politique.<sup>34</sup>

#### I.3.1 "A Bâle, j'ai fondé l'Etat"

Cette brochure succincte, *L'Etat des Juifs* "qui avait la force de pénétration d'un coin d'acier"<sup>35</sup>, provoque un mouvement de recul dans la bourgeoisie juive pour qui l'assimilation semble bien moins relever du rêve que l'idée d'un Etat juif. Une fois de plus, c'est dans les ghettos juifs d'Europe Orientale, où l'assimilation relevait alors du mythe, que les propos de Herzl font écho. Des milliers de copies de *L'Etat des Juifs*, interdit par le pouvoir tsariste, circulent dans la zone de résidence.

Ceci outre le fait qu'à cette même date le mouvement ouvrier juif se développe, notamment avec le Bund<sup>36</sup>, et qu'Herzl apparaît comme un concurrent pour les Amants de Sion qui voient en lui un péril pour les colonies. Néanmoins, Herzl transcende tous ces obstacles car, malgré tout, la communauté orientale a besoin d'un leader. Herzl a le charisme qu'elle attend. L'afflux de 200 délégués des principales communautés de la diaspora au Premier congrès sioniste, à Bâle en 1897, confirme le succès de Herzl. Lors de ce congrès, les bases du mouvement sioniste furent définies et surtout il fut doté d'un organisme international : l'Organisation Sioniste Mondiale. Cette institution considérée comme représentante de « l'Etat

---

<sup>32</sup> L'élection de Karl Lueger, avec un programme antisémite, à la mairie de Vienne avait choqué Th. Herzl.

<sup>33</sup> ZWEIG Stefan, 1993, *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris : Belfond, p.135

<sup>34</sup> Rappelons que c'est Nathan Birnbaum qui a défini, lors d'une conférence, le concept de sionisme en 1892.

<sup>35</sup> ZWEIG Stefan, *Op. Cit*, p.136

<sup>36</sup> Le Bund (mot qui signifie "union" ou "ligue") est le parti ouvrier juif plus précisément l'Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne (en abrégé Bund) créé en octobre 1897 [Voir Henri Minczeles, 1995 et Nathan Weinstock, 1984].

juif en marche » devait fédérer la diaspora sous le projet commun qu'était l'édification d'un foyer national juif (cf. encadré ci-contre).

Au lendemain du Congrès, Herzl note dans son journal intime : "Si je veux résumer le congrès de Bâle d'un mot -que je me garderai de prononcer en public- je dirai ceci : à Bâle j'ai fondé l'Etat juif. Si je disais cela aujourd'hui à haute voix, je déclencherai un rire universel. D'ici cinq ans peut-être, cinquante ans sûrement, chacun le comprendra." [Herzl, 1990 :155].

La clef du succès de Herzl résidait dans sa conception du nationalisme juif. Son projet avait l'avantage de rassembler en son sein une grande diversité de Juifs. Les précédentes tentatives n'avaient pas su éviter l'écueil qu'était l'étroitesse de leurs aires d'influence. Ces projets ne mettaient réellement en contact qu'une certaine élite éduquée bien incapable de pousser plus avant leur projet. Ainsi, l'atout majeur de l'idéologie de Herzl était sa globalité. Comme l'a souligné A. Dieckhoff : « son idéologie globale était diffuse et enveloppante, le sionisme pouvait rassembler sous sa bannière aussi bien des bourgeois que des ouvriers, des religieux que des laïcs, des ashkénazes que des séfarades, des partisans de la gauche que des adeptes de la droite. » [Dieckhoff, 1997].

**Programme de l'OSM défini lors du Premier Congrès sioniste :**

« Le sionisme a pour but de créer pour le peuple Juif en Palestine un foyer garanti par le droit public ».

Pour atteindre ce but le Congrès a envisagé les moyens suivants :

a- l'encouragement à la colonisation de la Palestine par des travailleurs agricoles et industriels juifs ;

b- l'encadrement de l'ensemble des Juifs du monde entier dans des organisations appropriées, locales et internationales, en harmonie avec les lois en vigueur dans les pays où elles sont fondées ;

c- le renforcement de la conscience nationale juive ;

d- l'élaboration des démarches préparatoires afin d'obtenir des gouvernements intéressés le consentement nécessaire pour atteindre le but du Sionisme

in Sitton S., 1963, *Israël, immigration et croissance*, Paris : Cujas (Connaissances économiques), p.28

### 1.3.2 Les Juifs de Russie, un groupe de pression non négligeable

Au cours des années suivantes, Herzl s'évertue à mettre en place son projet et surtout se lance dans un "sionisme diplomatique"<sup>37</sup>. Il s'épuise même à parcourir l'Europe et l'Orient pour rencontrer militants et dirigeants. Cette activité prend toute son ampleur au cours des années 1902 et 1903.

Ses premiers objectifs diplomatiques furent d'entrer en contact avec les autorités allemandes et ottomanes afin de leur exposer son projet d'établissement juif en Palestine.

Mais, devant la faible réceptivité de Constantinople, il s'oriente vers les autorités britanniques et trouve un interlocuteur intéressé par son projet en la personne de Joseph Chamberlain, Ministre des Colonies. L'oreille attentive prêtée au projet sioniste par les Britanniques relevait de deux idées. D'une part, le Parlement britannique désirait bloquer l'entrée massive en Angleterre de main-d'œuvre à bon marché venue des ghettos de Russie, d'autre part, ce gouvernement voyait dans le projet sioniste le moyen d'accroître l'impérialisme britannique [Sachar, 1996 :53]. Pour sa part, Herzl ne faisait rien pour freiner les desseins britanniques car il ne s'agissait plus pour lui de poursuivre inlassablement les grands de ce monde mais de trouver rapidement une issue aux Juifs persécutés de Russie.

<sup>37</sup> Expression de David Vital citée par Catherine Nicault dans sa préface du Journal de Théodor Herzl, *Op. Cit.*, p.24

L'offre britannique de l'Ouganda (une partie du Kenya en fait) comme territoire d'accueil du Peuple Juif a donc constitué l'aboutissement de l'activité politique de Herzl. Le 22 Août 1903, ce dernier soumet cette offre au VI<sup>ème</sup> Congrès sioniste dans l'idée qu'elle constitue une réponse à la détresse des Juifs russes (suite au pogrom de Kishinev en avril 1903). Le vote sur l'envoi d'une commission d'enquête voit, sous la pression de Herzl, la proposition acceptée -par 295 voix pour, 175 contre et 99 abstentions- puis être immédiatement rejetée avec véhémence par M. Ussishkin<sup>38</sup>, chef de file des "*Neinsager*" ("ceux qui disent non") ou « Sionistes pour Sion », qui rassemblent nombre de Juifs russes malgré le réveil de la barbarie en Russie. La période qui s'ensuivit fut une véritable querelle territorialiste où s'opposèrent les « Neinsager » aux partisans comme Herzl et Max Nordau, d'un « *Nachtasyl* » -un asile de nuit-provisoire où les Juifs pourraient trouver refuge sur la route vers la Palestine [Boyer, 1991 :135-146 ; Goldberg, 1996 :87-88].

Même si le projet ougandais fut véritablement rejeté lors du VII<sup>ème</sup> Congrès sioniste, après le décès de Herzl, c'est sur cette opposition, signifiant l'affirmation d'*Eretz Israel* comme seule et unique lieu possible pour l'établissement d'un foyer juif, que se conclut la vie de Herzl en juillet 1904. Certes, il n'a pas créé l'Etat mais comme en témoigne pour ses funérailles, le déferlement des Juifs du monde entier, avec "l'effroi qu'avait suscité en eux la nouvelle encore inscrit sur leur visage", il a su redonner "cette espérance et certitude religieuse (...) qui seule donnait encore un sens à la vie de ces millions d'êtres foulés aux pieds et asservis"<sup>39</sup>.

A la disparition de Herzl s'ouvre la seconde *aliya* qui, même si elle regroupe à peine plus de migrants que la première, peut rivaliser avec le flux vers l'Amérique car s'y engagent, nombre de migrants ayant comme seul et unique projet migratoire la renaissance nationale du Peuple juif en *Eretz Israel*, conséquence de ce formidable facteur "*push*" que fut le sionisme herzlien. Cette vague migratoire est considérée par les historiens comme celle où tout est devenu possible ou l'*establishment* politique du futur état a pris forme (cf. Sternhell, 1996). Au sein de cette vague sont venus des militants sionistes qui marqueront l'histoire tels David Ben Gourion, Yitzchak Ben-Zvi, Levi Eskol et Aaron David Gordon. Ces derniers feront du travail physique le régénérateur de la société juive.

Comme le souligne la Figure 1 (p.25), la seconde et dernière *aliya* sous l'autorité ottomane a vu l'entrée de 30 000 à 45 000 Juifs originaires de Russie tsariste. Les immigrants ashkénazes -et principalement ceux précités- ont indéniablement joué un rôle primordial dans la construction du futur Etat juif<sup>40</sup>. Ils étaient idéologiquement mieux préparés que leurs

---

<sup>38</sup> M. Ussishkin, en tant que Président du Fonds national juif, a été l'un des premiers artisans du Plan national de répartition juive en Palestine.

<sup>39</sup> Stefan Zweig, *Op. Cit.*, p.136-142

<sup>40</sup> De récents travaux tendent toutefois à démontrer que la part de l'immigration des juifs orientaux, principalement du Yémen mais aussi de Géorgie, du Boukhara et d'Iran, aurait été plus importante que celle des Ashkénazes au cours de la seconde aliya (cf. l'article de Nadav Shragai in *Ha'aretz* 16.03.98). La non-connaissance de cette réalité migratoire serait due -selon le Professeur Druyan, coordinateur de récentes recherches sur cette période- à la faible revendication des Orientaux en ce qui concerne leur participation à l'établissement du foyer national. En vérité, il semble qu'à cette époque, les Orientaux n'eurent en fait que peu de latitude pour exprimer leur participation au projet national devant l'hégémonie politique qu'exerçait le milieu ashkénaze, Ben Gourion en tête, sur le yichouv. Ce n'est qu'aujourd'hui où se réalise l'exégèse de la création de l'Etat qu'apparaît au grand jour la réalité du chemin qui mena à Israël et la discrimination dont furent l'objet les Yéménites [Greilsammer, 1998 :91].

Ces orientaux, à la différence des Ashkénazes, s'installaient en milieu urbain majoritairement -à Jérusalem notamment- où ils vivaient dans des conditions bien difficiles. Ces groupes auraient pourtant eu des taux de ré-émigration inférieurs à ceux des milieux Ashkénazes. Le fait qu'il s'agissait essentiellement de migrations familiales, voire claniques, et non pas individuelles -comme pour la plupart des juifs occidentaux- expliquerait la faiblesse des retours chez les Orientaux.

prédécesseurs et étaient empreints de l'idéal du travail physique comme régénérateur du peuple juif. De tels idéologues ont érigé au cours de cette *aliya* les bases des partis politiques et syndicats du futur état et notamment celles des partis socialistes qui guideront la destinée des Juifs de Palestine puis d'Israël jusqu'aux années soixante-dix.

Ainsi, cette vague migratoire, impulsée par les pogroms de 1903-1904 et par ceux qui suivirent la Révolution manquée de 1905, aura été une formidable source de croissance tant sur le plan démographique qu'économique pour le *yichouv*.

## II VERS UNE RECONFIGURATION DE L'ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE DU SIONISME

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les leaders sionistes perçoivent une nette reconfiguration de l'environnement géopolitique. En premier lieu, le sentiment général qui prédomine est celui d'être sur la « bonne voie » pour mener à bien le projet d'un établissement juif en Palestine. Ce sentiment est d'autant plus vérifié qu'il peut « se mesurer » par la multiplication des tensions entre les communautés juives et Arabes de Palestine. La prise en considération du projet sioniste par les grandes puissances mondiales, notamment les Britanniques en charge du Mandat sur la Palestine, vient renforcer l'idée que la création d'un Etat juif relève du futur proche.

### II.1 L'émergence de zones de tension en Palestine

Aux tensions qui existaient entre les migrants juifs eux-mêmes sont venues s'ajouter celles avec les populations arabes. La cause du conflit entre Arabes et Juifs trouvait son origine dans deux problèmes. Le premier se situait sur le terrain de l'emploi : comme nous l'avons souligné, les premiers heurts se tinrent dans les colonies juives où les nouveaux colons entrèrent en concurrence avec les fellahs palestiniens pour trouver une tâche agricole dans les vignes et champs d'agrumes nouvellement créés. La paysannerie arabe était à cette période en difficulté car elle subissait les contrecoups du « rapt » de ses terres par les élites locales (palestiniennes et libanaises). En effet, le « vol des terres » gérées collectivement sous le système de gestion séculaire, le *mushâ'*, avait eu pour conséquences de voir de nombreux paysans palestiniens se retrouver sans terres, en quête d'un emploi. Parallèlement au problème de l'emploi, prit naissance un conflit qui n'a pas encore trouvé de véritable solution, celui de la contestation politique face au projet sioniste. Dès les premières années de la seconde *aliya*, une partie de l'élite palestinienne, révoltée par la vente de terres arabes à « l'envahisseur juif » et motivée par ses propres visées nationales, mit sur pied des associations patriotiques afin de lutter contre l'entrée des Juifs en Palestine.

Les conflits naissants entre Juifs et Arabes furent pour les sionistes une « surprise » car beaucoup n'imaginaient pas qu'il puisse y avoir de réels problèmes de cohabitation entre les deux groupes. Néanmoins, des visionnaires comme Ha'ad HaAm, chef de file du « sionisme culturel » et ardent opposant au sionisme politique, avaient très tôt annoncé les risques d'un conflit avec les populations arabes de Palestine (cf. encadré).

« Nous avons l'habitude de penser que tous les Arabes sont des sauvages du désert et qu'ils ne voient ou ne réalisent pas ce qui se passe autour d'eux. [...] Mais c'est une grande erreur. Les Arabes voient et réalisent ce que nous faisons et ce que nous recherchons en Palestine. [...] Si jamais nous nous développons de sorte à empiéter sur l'espace vital de la population autochtone, elle ne nous cédera pas facilement sa place. »

Extrait de l'article « Vérité de la terre d'Israël » écrit en 1891 par Haad HaAm. Citation faite par E. Sanbar, 1994, *Les Palestiniens dans le siècle*, Paris : Découvertes Gallimard (Histoire), p.27.

En termes d'inscription spatiale de ces mobilités, en 1909, dans les premières agitations socio-politiques, une nouvelle cité voit

le jour à proximité de Jaffa, il s'agit de Tel Aviv (« la colline du printemps »). Globalement, au cours de la seconde *aliya*, c'est toute l'architecture urbaine de la Palestine qui se développe avec l'édification de nouveaux quartiers à Jérusalem mais aussi à Haïfa.

En diaspora, l'intensité diplomatique du mouvement sioniste, dont Chaïm Weizmann est devenu l'un des leaders, se révèle toujours aussi intense. Les pionniers du nouveau *yichouv* connaissent toutefois à l'aube de la Première guerre mondiale des difficultés. Les autorités turques les soupçonnant d'alliance avec l'ennemi, expulsent nombre d'entre eux parmi lesquels David Ben Gourion. La communauté juive de Palestine voit donc ses effectifs passer de 80 000 personnes en 1913 à 56 000 en 1919 [Bensimon, 1989 :46].

Les deux premières *aliyot* marquèrent donc une étape importante puisqu'en furent issus les fondements de l'Organisation sioniste qui allait permettre la colonisation de la Palestine.

Sous l'administration turque, de 1881 à 1917, environ 60 000 Juifs ont émigré vers la Palestine dont 80% étaient originaires de Russie. Comme nous l'avons souligné, cette émigration vers la Palestine était motivée par une idéologie socialiste qui développait le sentiment pionnier de la jeunesse juive. Mais, ce courant de pensée n'avait convaincu qu'une part infime de la communauté juive, car, durant cette même période l'émigration juive totale s'élevait à 3 177 000. L'émigration juive vers la Palestine ne représentait donc que 2 % du mouvement. En ce qui concerne l'émigration juive de Russie, la même proportion, 2 %, opta pour la Palestine malgré la très grande réceptivité des Russes aux idées sionistes. Au cours de la seconde *aliya*, pendant que quelques dizaines de milliers de Russes émigraient vers la Palestine, 1 089 237 se dirigeaient vers les Etats-Unis (cf. tableau 2).

Tableau 2 - L'émigration russe vers la Palestine (1905-1914)

Années d'émigration	Emigration russe vers:	
	Les Etats-Unis	La Palestine
1905	129 910	1 230
1906	153 748	3 459
1907	149 182	1 750
1908	103 387	2 097
1909	57 551	2 495
1910	84 260	1 879
1911	91 223	2 376
1912	80 595	1 182
1913	101 330	1 600
1914	138 051	6 000
<b>1905-1914</b>	<b>1 089 237</b>	<b>24 068</b>

Source: Rozenblum S.A., 1982, *Etre juif en URSS*, Paris: FUF (RPP), p.189

### II.1.1 La déclaration Balfour : un événement géopolitique majeur au Moyen-Orient

La fin de la première guerre mondiale est suivie d'intenses tractations territoriales au sein des chancelleries russe, française et britannique qui aboutissent à la prise du Mandat sur la Palestine par cette dernière (selon les accords Sykes-Picot) et ont surtout été l'occasion pour le mouvement sioniste de jouer une carte importante.

C'est dans cette période troublée que les Juifs vont parvenir à la reconnaissance internationale de l'entreprise sioniste<sup>41</sup>. Chaïm Weizmann obtient celle-ci le 2 novembre 1917 à travers la déclaration Balfour. Ce dernier, Ministre des Affaires du Gouvernement de sa Majesté, déclare en effet que son gouvernement "envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ». Même si cette déclaration se veut être protectrice des droits des différentes communautés de Palestine, elle restera comme un tournant décisif dans la montée en puissance des tensions entre Juifs et Arabes.<sup>42</sup>

Une telle déclaration, support d'une colonisation active de la Palestine ne pouvait éviter une réaction de la communauté arabe palestinienne. Même si cette dernière "compensait" par son accroissement naturel l'accroissement par migrations de la communauté juive, il lui était bien difficile de rester impassible à une colonisation massive de ses nouveaux voisins, légitimée par des autorités britanniques en lesquelles la Ligue arabe avait tant fondé d'espoir.

"Cet impudent défi des envahisseurs"<sup>43</sup> mena à de violents heurts entre les deux communautés que la puissance mandataire n'a pu contenir malgré ces tentatives de régulation de la migration juive à travers les divers Livres Blancs. Cette politique était d'autant plus

<sup>41</sup> Selon N. Picoudou, le soutien aux aspirations juives s'appuie notamment sur « un protestantisme puritain qui fait du retour de juifs en Terre sainte le préalable à l'avènement des temps messianiques » qui contribue à « créer l'arrière plan affectif sur lequel vient se greffer un projet politique » [1992 :82]

<sup>42</sup> cf. les travaux de J.P. Alem, R. Neher-Bernheim et N. Picoudou sur la déclaration Balfour. Notons que la période de la déclaration est l'objet, comme la période de la création de l'Etat d'Israël en 1948 (cf. infra), d'une exégèse importante, on signalera pour exemple l'article de Sahar Huneidi, « Was Balfour Policy Reversible ? The Colonial Office and Palestine, 1921-23 », *Journal of Palestine Studies*, vol.XXVII, n°2, winter 1998, pp.23-41.

<sup>43</sup> Le lecteur trouvera dans l'ouvrage d'Arthur Koestler, *La tour d'Ezra*, une retranscription des relations entre les pionniers juifs et la population arabe au cours des premières *alyoth*.

difficile à tenir que l'action de l'Agence juive<sup>44</sup>, chargée du recrutement et de l'intégration des immigrants, était de plus en plus efficace et que le mouvement sioniste lui-même connaissait en son sein la montée d'un courant "intransigeant, annexionniste et "bourgeois""", mené par Vladimir Jabotinsky, partisan d'un Etat juif sur les deux rives du Jourdain [Barnavi, 1982 :57]<sup>45</sup>. Par la même, le mouvement sioniste passa, en partie, d'un sentiment nationalitaire vers une expression radicalement nationaliste.

Les Palestiniens ont vécu durement la trahison des alliés qui n'ont pas dessiné au proche Orient des nations indépendantes mais de nouvelles colonies [Picaudou, 1992]. Pour cette population, la situation est d'autant plus intolérable que comme l'a souligné E. Sanbar en rappelant les propos d'Arthur Koestler: "Une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième." [Sanbar, 1994:31]. "L'ennemi" pour les palestiniens est donc double: le pouvoir colonial, auteur d'une trahison, et le mouvement sioniste, acteur de la colonisation".

Au début des années vingt, la population arabe de Palestine manifeste de plus en plus fortement son refus de la colonisation juive. Après la période de confusion qui s'était développée au lendemain de la guerre -avec le trouble jeté par l'accord Fayçal-Weizman (3 janvier 1919)-, les nationalistes palestiniens entrent en conflit direct avec la force mandataire et les sionistes. Les combats entre Juifs et Arabes se font de plus en plus fréquents. Au mois de mai 1921, Jaffa est le théâtre de très violents affrontements entre les deux groupes.

Un homme, qui allait devenir une figure emblématique du mouvement de résistance arabe contre le sionisme, s'était érigé comme leader des émeutiers de 1920-1921, le Mufti de Jérusalem, Haj Amin el Hussein. Ce dernier avait été nommé à cette responsabilité par le premier haut-commissaire britannique envoyé en Palestine, Sir Herbert Samuel. D'origine juive et ancien sioniste, H. Samuel fut dès sa première année de fonction consterné par "l'aveuglement" des sionistes face à la montée de la contestation arabe. Il écrivit dans son journal : "... Il y a ceux quelquefois qui oublient ou ignorent les habitants actuels de la Palestine. Inspirés par la grandeur de leur idéal, sentant derrière eux la pression de deux mille ans d'histoire juive, tendus vers les mesures pratiques qui conduiront à la réalisation de leurs buts, ils apprennent avec surprise et souvent avec incrédulité qu'il y a un demi-million d'habitants en Palestine, dont beaucoup sont pénétrés, et fortement pénétrés, d'un idéal très différent." [Alem, 1991:84].

Devant une telle agitation, Winston Churchill alors Ministre des Colonies publia le premier Livre blanc (1922), qui réglementait l'immigration juive en Palestine selon le critère de "capacité d'absorption économique du pays". Cette promulgation amena une légère pacification de la Palestine. "Le feu couvait toutefois sous la braise" car le concept de "capacité d'absorption" fut bien difficile à interpréter. Un calme relatif fut néanmoins maintenu jusqu'à l'aube des années 30 où la Palestine allait éclater de nouveau en violences<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> L'Agence juive a été créée en 1929 conformément aux accords liés au Mandat sur la Palestine qui prévoyaient la création d'un organisme juif en relation avec les autorités britanniques pour la mise en valeur du pays. L'Agence juive était l'organe exécutif de l'Organisation Sioniste Mondiale créée par Th. Herzl lors du Premier Congrès sioniste.

<sup>45</sup> Pour une connaissance plus approfondie du mouvement "révisionniste" et de son leader, voir l'ouvrage de M. Schattner, 1991, *Histoire de la droite israélienne. De Jabotinsky à Shamir*, Bruxelles : Complexes.

<sup>46</sup> En 1929, la ville d'Hébron fut le théâtre de violentes actions contre les juifs : soixante-sept périrent et soixante furent blessés. Puis la communauté juive s'est maintenue péniblement dans cette ville jusqu'en 1936. Cette année là, la flambée de violence qui se répandit en Palestine mit un terme à la présence juive à Hébron (cf. notamment le récit de voyage de Jacob Israël de Haan, 1997, *Palestine 1921*, Paris : L'Harmattan (Comprendre le Moyen Orient), pp.17-39).

## II.2 La troisième *aliya* (1919-1923), vers la fermeture du « réservoir » soviétique

La troisième *aliya* s'ouvre donc dans un Moyen Orient des plus agités. La Palestine qui comptait environ 56 000 habitants juifs au lendemain de la guerre, a vu immigrer plus de 35 000 personnes. Cette *aliya* permit donc au *yichouv* de retrouver la population juive qui y était rassemblée avant le déclenchement des hostilités en 1914.

### II.2.1 « Une période de consolidation dans l'instabilité »

Le projet sioniste malgré les fortes tensions entre les communautés et la puissance mandataire poursuit son enracinement en Palestine. L'atout majeur de cette troisième vague migratoire résidait une fois encore dans la motivation des nouveaux immigrants. Ils se distinguaient de leurs prédécesseurs par le fait que bon nombre d'entre eux avaient subi dans leur pays d'origine une formation agricole dans les fermes du mouvement *Hehaloutz* (Le pionnier).

Face aux difficultés rencontrées par les premiers pionniers, le mouvement *Hehaloutz* - très présent en Russie et en Pologne - avait été créé pour aider ces jeunes socialistes à réussir leur entrée en Palestine. Leur préparation, *Habscharah*, se déroulait au sein des colonies agricoles juives situées notamment dans le Sud de la Russie, en Crimée ainsi qu'en Biélorussie. De nombreuses sections locales existaient en Russie, en 1923, il en était recensée plus d'une centaine regroupant 3 000 adhérents. L'artisan de ce programme de pré-information fut Joseph Trumpeldor<sup>47</sup>. Dès 1919, il accompagna les premiers *Haloutzim* et fut tué quelques mois plus tard dans l'attaque de son kibboutz de Tel Haï (Galilée). Ses derniers mots -« Cela ne fait rien, il est bon de mourir pour son pays »- firent de lui un exemple pour beaucoup de jeunes sionistes et contribuèrent à l'essor du mouvement.

Ce nouveau flux migratoire souffla donc innovations et réformes sur le *yichouv*. La plus importante des transformations qui s'est opérée suite à la rencontre de groupes d'immigrants juifs pré et post-Première guerre mondiale fut le rassemblement de ces pionniers juifs au sein d'une confédération générale du travail. Créée en 1920, la *Histadrout*<sup>48</sup>, qui deviendra un élément structurant du *yichouv* sur sa route vers la création de l'Etat, fut aussi la première pierre de l'hégémonie future de la gauche travailliste. Parallèlement à cette création, d'autres institutions furent créées dont le *Keren Hayessod* (Fonds de reconstruction) comme instrument financier de l'entreprise sioniste en Palestine. A cette même période, les nouvelles acquisitions de terres dans la vallée de Jezréel sont l'occasion pour les pionniers de mettre en place une nouvelle forme d'établissement agricole, le *moshav*.

Le bilan de cette période est globalement impressionnant car le *yichouv* a retrouvé sa population d'avant 1914, la mise en valeur des terres s'est diversifiée et l'ensemble de la communauté juive s'est dotée d'institutions de type étatique, formant un support essentiel à l'accomplissement du projet sioniste. Cette relance du *yichouv*, impulsée au cours de cette *aliya*, va trouver dans les vagues migratoires suivantes la population nécessaire à la poursuite de l'édification des bases de l'avènement de l'Etat (développement de l'urbanisation, de l'industrie, etc.).

---

<sup>47</sup> Dans les rangs de l'Armée tsariste, J. Trumpeldor avait été décoré pour sa bravoure lors de la guerre russo-japonaise de 1904.

<sup>48</sup> En 1921, Ben Gourion fut nommé secrétaire-général de la *Histadrout*. A partir de cette date, il n'eut de cesse d'organiser le mouvement ouvrier dans le *yichouv*. En 1930, à travers son action, Ben Gourion parvint à fusionner les partis ouvriers juifs en un seul, le *Mapai*. Au cours de ces dernières années, il mena une lutte acharnée contre ses opposants dont les plus illustres furent Berl Katznelson et Zvi Jabotinski [cf. notamment Greilsammer, 1998 :89].

Au cours des quatrième (1924-1931) et cinquième *aliya* (1932-1938), l'histoire du mouvement sioniste et celle plus globale de la Palestine avance à grands pas. On assiste au cours de cette période à un triplement des colonies juives en partie grâce à la mise en place du *Keren Hayessod*. Cette dynamique de développement aura d'autant plus un pouvoir attractif sur les communautés d'Europe orientale que les Etats-Unis, avec l'instauration de quotas d'immigration (lois de 1924, *The Johnson Act*), ferment leurs portes à la migration juive. Cette restriction est tout à fait notable dans la dynamique migratoire en Palestine puisqu'au cours de la quatrième *aliya* quelques 85 000 nouveaux immigrants sont comptabilisés dont 35 000 sur la seule année 1925. Au cours de la quatrième *aliya*, la Palestine a concentré un cinquième du volume total des migrations intercontinentales juives contre un dixième durant la troisième *aliya*. La « centralité » de la Palestine au sein du champ migratoire juif mondial s'est confirmée au cours de la cinquième *aliya*, comme l'indique le tableau suivant (cf. Tableau 3).

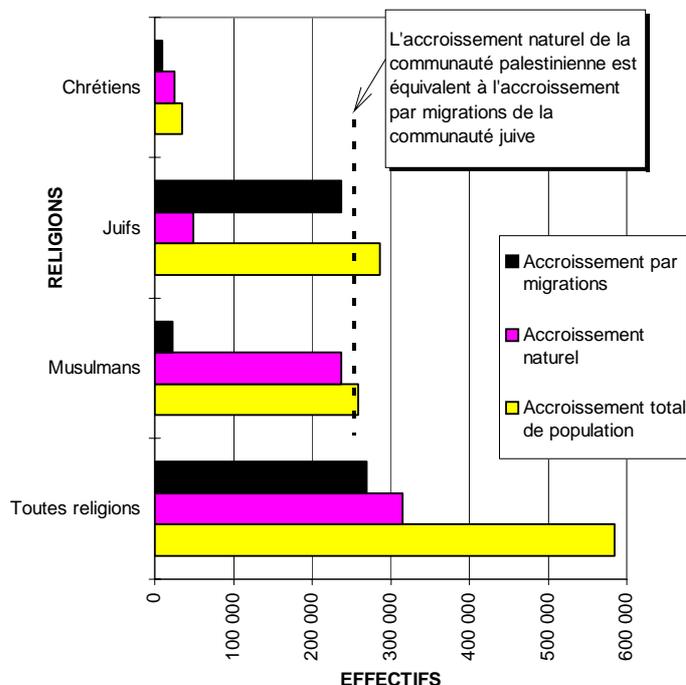
Tableau 3 - Migrations juives selon les principaux pays d'accueil (1933-1937)

<i>Pays d'accueil</i>	<i>Immigration nette</i>
Palestine	172 000
Brésil	64 100
Argentine	63 500
Etats-Unis	29 900
Afrique du Sud	26 100
Australie	8 600

Source : Sitton S., 1963, *Israël, immigration et croissance*, Paris : Cujas (Connaissances économiques), p.51.

Ce recentrage des migrations juives sur la Palestine a contribué à augmenter les craintes de la population arabe. La lutte démographique -dite « guerre des berceaux » que nous avons connu dans les années 1970-1980 entre Juifs et Arabes -et que nous connaissons encore dans une moindre mesure- fut instituée dès cette période. Le « duel » entre croissance naturelle arabe et accroissement juif par migrations était lancé comme le souligne avec clarté la Figure 2.

Figure 2 - Accroissement des populations de Palestine entre 1922 et 1936



Source : Palestine, Blue book, Government Printer, Jerusalem, 1936, p.122

### II.2.2 La communauté soviétique, une tendance migratoire à contre-courant de celle de la diaspora

Un élément historique, d'importance pour notre étude, venait de se produire au cours de la troisième et la quatrième *aliya*, la fin de la Russie tsariste et l'avènement de l'URSS. Il allait s'ensuivre de nombreuses prises de position envers le sionisme et ce qui deviendra, le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël.

#### II.2.2.1 La mise en place d'une « politique soviétique anti-sioniste »

La Révolution d'Octobre 1917 avait permis un développement extraordinaire des sionistes, car elle les libérait de l'étreinte de l'antisémitisme violent de la Russie tsariste. Les bureaux d'émigration vers la Palestine à Petrograd, Minsk, Odessa, et plusieurs autres en Ukraine fonctionnaient librement. Elle permit également une plus grande participation de la communauté juive dans la politique de l'Union Soviétique. Le mouvement sioniste toutefois méfiant par rapport au nouveau régime décida de se consacrer uniquement à l'édification d'un Foyer Juif en Palestine et d'observer une stricte neutralité, en ce qui concernait la politique intérieure de l'Union. Malgré cette orientation politique, les sections juives, *Yevsektzija*, du parti communiste qui étaient composées d'anciens militants du *Bund* (parti social-démocrate ouvrier juif), commencèrent dès 1920 à dénoncer l'essence contre-révolutionnaire du sionisme. Il

s'ensuivit de nombreuses arrestations et la liquidation de toutes les colonies *Hehaloutz* qui existaient, ceci toujours sous l'impulsion des *Yevseksia*. Par conséquent, peu de Juifs purent émigrer vers la Palestine, seulement 3 000 *Haloutzim* au cours des quatrième et cinquième *aliya*.

Les Juifs d'URSS ne participèrent pas aux importantes vagues migratoires de la fin des années trente où près de 300 000 Juifs -pour beaucoup des Polonais fuyant la montée du nazisme- entrèrent en Palestine. Cette période marqua donc la fin de la participation des Juifs d'URSS à l'histoire du *yichouv* et à celle du futur Etat d'Israël jusqu'aux années soixante où l'assignation à résidence des Juifs par Staline et ses successeurs fut de plus en plus souvent levée (cf. infra).

#### II.2.2.2 Le Birobidjan, une tentative de compromis ?

La population juive qui venait d'être atrocement frappée par les pogroms durant la guerre civile (1908-1922) se trouva réduite à l'indigence suite à la ruine qu'amena la période du « communisme de guerre ». Malgré la Nouvelle Politique Economique de Lénine -la Nep, lancée en 1921-, la situation ne s'améliora que très faiblement, seuls les hommes d'affaires juifs dégagèrent quelques profits de cette initiative. Pour pallier la rudesse des lendemains de la guerre civile, les autorités proposèrent le retour des Juifs à la terre. Pour cela, le gouvernement soviétique créa l'*Ozret* (en 1925), une association chargée de l'installation de travailleurs juifs à la terre dont le président du Comité central de l'Union Soviétique, Mickhaïl Kalinine, faisait partie.

Le choix de la terre se porta sur le Birobidjan, une région située en plein Extrême-Orient soviétique, au confluent de deux fleuves le Bira et le Bidjan. En 1927, date à laquelle fut ouvert aux Juifs ce territoire, la population s'élevait à 1 192 habitants, des Coréens et des Kazakhs principalement. Un grand effort de propagande fut réalisé pour lancer le projet auprès des Juifs d'URSS mais aussi de l'étranger. En 1928, le premier groupe d'immigrants, qui comportait 654 personnes venues de Kazan, Minsk et Smolensk, s'installa sur cette nouvelle terre [Levin, 1990 :286]. Les différentes missions venues visiter les colons témoignèrent toutes de la rudesse du lieu et de la faible réussite de l'entreprise.

Devant les difficultés rencontrées par les premiers immigrants, l'émigration juive se poursuivit avec une ampleur bien inférieure aux espérances du gouvernement (cf. Tableau 4).

Tableau 4 - Immigration juive au Birobidjan (1929-1933)

<i>Années</i>	1929	1930	1931	1932	1934	1935
Nombre d'immigrants	555	860	3 231	14 000	3 000	8 344

Source : BRAUN P., SANITAS J., 1989, *Le Birobidjan, une terre juive en URSS*, Paris : Robert Laffont, p.102 ; LEVIN Nora, 1990, *The Jews in the Soviet Union since 1917, paradox of survival* (tome 1), New York : N.Y. University Press, pp.290-294.

Les plans de peuplement fixés par les autorités ne furent jamais atteints. Pour 1929, le gouvernement avait prévu l'installation de 15 000 personnes, en 1930, le recensement de la population au Birobidjan révéla la présence de 1 500 Juifs sur une population totale de 37 000 personnes. Même si au cours de 1932, le Birobidjan connut une nette augmentation de l'immigration (avec la mise en place du Second Plan quinquennal), la situation ne s'améliora guère. Dès 1933, le solde migratoire fut négatif alors que le gouvernement y prévoyait pourtant l'installation de 25 000 Juifs. Il n'en arriva qu'un huitième. La décision (prise par Kalinine en

1934) de faire du Birobidjan une région autonome juive et à plus long terme une République soviétique ne changea en rien le rythme de l'immigration.

Une petite société juive s'était toutefois développée sur cette terre quelque peu hostile à l'implantation humaine. Tout un réseau d'écoles dont l'enseignement était dispensé en yiddish (seconde langue officielle depuis l'accession au rang de région autonome) avait été mis sur pied et différents journaux tels le *Birobidjan Stern* étaient également publiés. Mais très rapidement, la répression religieuse et culturelle lancée par Staline vint lamener le développement culturel et religieux de la culture juive au Birobidjan.

A l'aube de la Seconde guerre mondiale, les décrets d'autorisation à l'immigration vers cette terre se conclurent tous en échec. Seuls quelques milliers de Juifs s'y installèrent avant le déclenchement de la conflagration mondiale. Au lendemain de la guerre, le Comité anti-fasciste juif tenta de relancer l'immigration au Birobidjan, 6 236 Juifs arrivèrent entre 1946 et 1948. Cette dernière année fut celle où la population juive atteignit son maximum avec près de 30 000 personnes. Elle marqua également la fin de l'émigration juive vers le Birobidjan et la dissolution de toutes les institutions juives du fait des mesures antisémites prises par Staline. Par la suite, la population juive du Birobidjan s'éroda progressivement<sup>49</sup>.

Il ne reste aujourd'hui pour rappeler l'épisode de l'immigration juive au Birobidjan que les inscriptions en yiddish gravées sur les monuments même si la communauté juive s'est maintenue sur cette terre hostile. En 1980 et à la fin des années 90<sup>50</sup>, environ 10 000 Juifs sur une population totale de 220 000 habitants furent recensés. La tentative de résoudre le problème juif d'URSS - tout en soutenant comme Staline qu'il n'existait pas<sup>51</sup> - par la création du Birobidjan apparut pour beaucoup comme une manœuvre où la stratégie territoriale (face à la Chine) prédomina largement sur le souci de soulager la minorité juive.

### **II.3 1925, l'histoire s'accélère...**

A la veille des affrontements violents entre Juifs et Arabes et de celui de la seconde guerre mondiale, le bilan démographique et économique du yichouv est impressionnant. Les quelques Juifs qui composaient une communauté essentiellement religieuse à la fin du XIX<sup>ème</sup> sont près de 400 000 en 1936 (cf. Tableau 5).

---

<sup>49</sup> Le recensement de 1959 dénombrait 162 856 habitants au Birobidjan dont 14 269 juifs (dont 39% mentionnèrent le yiddish comme langue maternelle).

<sup>50</sup> Selon l'article de C. Puel et P. Spirin, « Le réveil des juifs oubliés du fleuve Amour », Libération, 7 juillet 1995.

<sup>51</sup> Dans l'article consacré aux juifs dans la Grande Encyclopédie soviétique (1952), la politique de négation de la question juive mise en place par Staline, fut clairement explicitée : « La politique nationale d'égalité des droits et d'amitié des peuples de Lénine et de Staline a conduit à une situation telle que « la question juive » n'existe pas en URSS » [cité par Sarfati, 1985, p.191].

Tableau 5 - Populations de Palestine (1922-1936)<sup>52</sup>

Année	Toutes religions	Musulmans	Juifs	Chrétiens	Autres
1922	752 048	589 177	83 700	71 464	7 617
1923	778 989	609 331	89 660	72 090	7 908
1924	804 962	627 660	94 945	74 094	8 263
1925	847 238	641 494	121 725	75 512	8 507
1926	898 362	663 613	149 500	76 467	8 782
1927	917 315	680 725	149 789	77 880	8 921
1928	935 951	695 280	151 656	79 812	9 203
1929	960 043	712 343	156 481	81 776	9 443
1930	992 559	733 149	164 796	84 986	9 628
1931	1 023 734	753 812	172 028	87 870	10 024
1932	1 052 872	771 174	180 793	90 624	10 281
1933	1 104 884	789 980	209 207	95 165	10 532
1934	1 171 158	807 180	253 700	99 532	10 746
1935	1 261 082	826 457	320 358	103 371	10 896
1936	1 336 518	848 342	370 483	106 474	11 219
Taux d'accroissement annuel moyen entre 1922 et 1929	3,54	2,74	9,35	1,94	3,11
Taux d'accroissement annuel moyen entre 1930 et 1936	5,08	2,46	14,45	3,82	2,58

Source statistique: PALESTINE, Blue book Government Printer, Jérusalem, 1936

Au cours de cette période migratoire est entrée en Palestine une population aux motivations et aux qualifications multiples qui, au fil de son arrivée, a constitué une société juive diversifiée et aux compétences variées. Comme le rappelait S. Sitton, de la lecture des grandes phases des *aliyoth* se dégage une forte similitude avec la mise en valeur des Etats Unis où trois vagues migratoires s'étaient succédé : « celle du pionnier qui défriche, celle de l'immigrant qui se fixe, celle du capitaliste qui met en œuvre en vue du bénéfice à obtenir sur le marché » [Sitton, 1963 : 59].

Ainsi, les premières vagues migratoires ont mis en place une première strate de la société juive de Palestine où les intellectuels européens sont devenus des agriculteurs. En 1926, les premières enquêtes réalisées par la *Histadroutb* ont montré la réorientation des immigrants très qualifiés vers les structures ouvrières du yichouv. Si lors de l'émigration les enseignants et étudiants composaient 12% du flux, dans le yichouv ils ne représentent plus que 1,8% de la structure professionnelle de la main-d'œuvre immigrante [Sitton, 1963 : 49].

En termes d'espace le retour à la terre des Juifs a développé une population majoritairement rurale. Cependant, l'entrée d'immigrants aisés venus d'Allemagne notamment

<sup>52</sup> Pour l'année 1922, les données sont issues du recensement de population puis pour les années suivantes, il s'agit d'estimations faites au 30 juin de chaque année. Les « Forces de Sa Majesté » ne sont pas incluses dans ces dénombrements.

a permis de développer des activités industrielles qui ont accru l'espace urbain du *yichouv* (cf. Tableau 6).

Tableau 6 - Populations rurale et urbaine en Palestine (1944)

	Totaux	Musulmans	Juifs	Chrétiens	Divers
Population urbaine	825 880	300 900	415 380	107 790	1 810
Population rurale	872 090	693 820	138 220	27 760	12 290
Nomades	66 550	66 550	-	-	-
Total	1 764 520	1 061 270	553 600	135 550	14 100

Source : INSEE, 1948, *La Palestine*, Paris: INSEE, p.36

Cette tendance fut renforcée par l'arrivée de nouveaux immigrants qui trouvaient un emploi dans les industries créées notamment dans la plaine côtière mais aussi par un mouvement d'exode rural. Une partie des pionniers agricoles ont quitté leur exploitation pour les activités du secteur secondaire en pleine expansion dans les années 1930-1936. Cette émigration interne ne signifiait pas pour autant un fléchissement idéologique dans le *yichouv* mais correspondait à une dynamique générale rencontrée chez d'autres groupes migrants en Méditerranée. E. Temime mentionne notamment le cas des Italiens du Mezzogiorno installés en Tunisie ou dans le Constantinois, après la conquête française. Immigrés en tant que travailleurs agricoles, ils ont ensuite migré dans les centres urbains [Temime, 1995 : 13]. Dans le cas des Juifs, il est certain que ce passage du rural à l'urbain s'est opéré très rapidement du fait de la célérité avec laquelle se sont développées les infrastructures industrielles juives en Palestine.

La succession de différentes vagues migratoires aux implications directes sur la formation de territoires et sur la structure de l'emploi juif a créé en Palestine un espace où se sont juxtaposés deux secteurs - l'un juif et l'autre arabe - reflétés par une économie dualiste [Sitton, 1963 : 69]. La manne financière juive (environ 270 à 290 livres palestiniennes par immigrant, cf. Tableau 7), a permis un développement économique et territorial d'une réelle intensité. Cette dynamique, qui même s'elle a pu profiter à la population arabe, a été perçue comme un mouvement de colonisation qui ne pouvait trouver comme seule issue que le déclenchement d'un conflit entre les deux communautés.

Tableau 7 - Volume des capitaux juifs importés en Palestine

Période	Capitaux importés (en millions £P)	Part des capitaux privés (%)
1919-1939	95	79
1920-1939	110	75-80
1940-1945	45	50 (?)
1882-1947	190	64

Source : Sitton S, 1963, *Israël, immigration et croissance*, Paris: Cujas, p.62.

La "seule issue possible" à cette dynamique fut trouvée dans l'abdication de la puissance mandataire et la guerre d'indépendance qui s'ensuivit. Cette situation était réellement d'une très grande complexité car si en Palestine les conflits entre les deux communautés étaient de plus en plus intenses, la montée du nazisme en Europe rendait inconcevable l'interdiction d'entrée en Palestine. Comment ces réfugiés Juifs pouvaient-ils accepter ce refus

que leur adressait l'autorité britannique, alors qu'en Europe leur errance était l'une des sources de leur persécution ? L'errance juive -ainsi que celle des tziganes- était source de hantise, perçue comme une menace à ce monde "civilisé" que prétendait créer le régime nazi. Cette vision des mobilités fut certainement un ingrédient fondamental du nazisme comme l'a souligné Bruce Chatwin "l'extermination de masse est une spécialité des civilisés. La néo-barbarie hitlérienne était la civilisation dans son aspect le plus brutal"<sup>53</sup>. Un tel refus ne pouvait donc qu'être outrepassé et ils furent nombreux à braver cette interdiction, suite au dernier Livre Blanc de 1939. Les immigrants clandestins -ou *Maapilim*, "ceux qui grimpent"- ont été estimés à plus de 55 000 au cours de la période allant de 1939 à la veille de la création de l'Etat. Au cours des années 1946-1948, les autorités britanniques déportèrent les immigrants clandestins qu'elles stoppaient dans leurs tentatives vers l'île de Chypre principalement . Au total, quelques 50 000 Juifs furent détenus sur cette île et 2 000 enfants y virent le jour [Sitton, 1963 :55].<sup>54</sup> L'histoire de l'Exodus marqua cette période. Approchant les côtes de Haïfa, ce navire de fortune, transportant plus de 4 500 Juifs embarqués à Sète, fut arraisonné par les Britanniques et ses passagers furent renvoyés en France par bateaux cages. Après avoir manifesté leur refus de descendre, les bateaux reprirent la mer jusqu'à Hambourg où les autorités les forcèrent à descendre et les placèrent dans des camps de personnes déplacées. Cet événement qui marqua le monde entier signifiait pour les leaders juifs l'urgence de trouver une solution nationale à son peuple.

Dans l'agitation d'après-guerre, le *yichouv* décide donc d'engager la lutte pour l'indépendance. La *Haganah* créée en 1920 pour protéger les villages juifs contre les attaques arabes, se déclare ouvertement combattre la puissance mandataire. Elle trouve un "renfort" dans les groupes militaires de droite comme le *Lehi* qui jugent l'action de la *Haganah* insuffisante. Cette lutte comme nous le savons aboutira à la proposition d'un plan de partage de l'ONU en novembre 1947 repoussé par la communauté arabe et verra ainsi l'Etat d'Israël être proclamé dès l'évacuation des troupes britanniques. Du conflit israélo-arabe qui s'en suivit, naîtra le premier épisode du problème des réfugiés palestiniens.

#### II.4 Mai 1948, Israël est créé : la communauté soviétique, la grande absente...

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion, proclame l'Etat d'Israël et réalise ainsi la vision qu'avait eue Herzl lors du Premier congrès sioniste.<sup>55</sup> Le "retour" est enfin possible et il s'avère en fait surtout nécessaire, car d'une part, la détresse est forte au sein du peuple juif au lendemain de cette terrible guerre, et d'autre part, la menace est grandissante pour les communautés sises en Terre d'Islam, à la suite de la proclamation de l'Etat d'Israël.

---

<sup>53</sup> cf. Bruce Chatwin, 1996, *Anatomie de l'errance*, Paris : Grasset et Fasquelle, p.113. Sur ce thème, voir également Alain Médam, 1991, p.29.

<sup>54</sup> Le lecteur trouvera également des informations sur les ordonnances de 1941 et 1945 limitant l'immigration en Palestine in H. M. Sachar, 1996, *A history of Israel from the rise of zionism to our time*, New York : Knopf, 1996, pp.267-270. Un ouvrage consacré à l'histoire de l'immigration clandestine a été publié par David Shapiro en 1995 (en hébreu). Le livre de Mordechai Noar, 1987, *Haapala, clandestine immigration 1931-1948*, Ministry of Defence Publishing House - IDF Museum, diffusé notamment au Musée de l'immigration illégale à Haïfa, constitue une source d'informations de premier ordre.

<sup>55</sup> Rappelons que Th. Herzl avait décrit son sentiment au lendemain du premier congrès à Bâle par les mots suivants : "Si je veux résumer le congrès de Bâle d'un mot -que je me garderai de prononcer en public- je dirai ceci : à Bâle j'ai fondé l'Etat juif. Si je disais cela aujourd'hui à haute voix, je déclencherai un rire universel. D'ici cinq ans peut-être, cinquante ans sûrement, chacun le comprendra." [Herzl, 1990 :155]

En préambule à l'énoncé des orientations gouvernementales qui président à l'accueil des nouveaux immigrants, il est nécessaire de souligner la spécificité d'Israël dans ce domaine. Dans l'esprit de sa création comme « Etat des Juifs », Israël est en effet un des rares pays au monde à ouvrir sans restrictions ses frontières à l'immigration et à offrir aux nouveaux venus la nationalité israélienne. La loi du Retour (*hoq hashvout*), instituée dès 1950, autorise l'entrée d'Israël à tout Juif, et suite à l'amendement de 1970, ce droit a été étendu aux membres de la famille de *Yoleh*; et la Loi sur la nationalité, édictée en 1952, autorise l'acquisition automatique de la nationalité israélienne (cf. encadré ci-contre). Une telle politique n'est pas sans provoquer de vifs débats car l'amendement de 1970 en précisant qui est Juif, a mentionné, qu'outre toute

personne née de mère juive était également juive celles converties au Judaïsme. Depuis cette date, les partis religieux s'efforcent de restreindre le droit à la loi du Retour et de ne faire reconnaître comme conversion que celles pratiquées dans le strict respect des prescriptions rabbiniques.

#### II.4.1 Le rassemblement des « exilés » (...)

Au lendemain de sa création, l'Etat d'Israël ouvre donc librement ses frontières et voit donc, au cours de ses premières années, s'opérer le "rassemblement des exilés" (*Kibboutz galout*). Avec le soutien de l'Agence Juive, les immigrants viennent par milliers d'horizons divers caractérisés par l'exil, la misère et la mort.

La création de l'Etat a immédiatement fait écho dans les communautés. Avec les 17 000 entrées de juillet 1948, l'Etat voit son taux d'immigration mensuelle tripler par rapport à celui de mai. Cette dynamique va se poursuivre jusqu'en 1951 avec un flux qui oscille entre 10 000 et 30 000 arrivées par mois. Les rescapés des camps de concentration nazis, les réfugiés juifs d'Europe constituent la part la plus importante du flux migratoire. La dynamique migratoire est d'une telle intensité que fin décembre 1951, la population juive de l'Etat a déjà doublé. Aux 650 000 personnes déjà installées lors de la proclamation de l'Etat sont venues s'ajouter plus de 685 000 autres. Au sein de ce flux, de nombreuses communautés orientales étaient également présentes. Pour ces dernières, il s'est agi de véritables transferts de communautés : en 1950, l'Opération "Tapis Magique" voit le transfert de la quasi totalité de la communauté yéménite (50 000 personnes), entre 1948 et 1951 les Opérations "Ezra et Néhémie" permettent l'arrivée de la communauté d'Irak (130 000 personnes).

A partir de 1952, comme le souligne la Figure 3, l'intensité du flux s'atténue considérablement. Au cours de 1952-1953, environ 35 000 entrées sont enregistrées contre 170 000 en 1951. Cet affaiblissement est d'autant plus ressenti qu'Israël connaît en parallèle un

#### La loi du Retour (5 juillet 1950)

1. Tout Juif a le droit d'immigrer en Israël
2. Le visa d'immigration est accordé à tout juif qui exprime le désir de s'établir en Israël, sauf si le ministre de l'Immigration prouve que le candidat :
  - a/ a été engagé dans des activités dirigées contre le peuple juif,
  - b/ pour mettre en danger la santé publique ou la sécurité de l'Etat.
3. Tout Juif qui après son arrivée en Israël exprime le désir de s'établir, peut recevoir un certificat d'immigration.
4. Tout Juif qui a immigré en Israël avant l'entrée en vigueur de cette loi et tout juif né dans le pays avant ou après l'entrée en vigueur de cette loi, est assimilé à une personne considérée comme immigrant par la présente loi.
5. Le ministre de l'immigration est chargé de l'exécution de cette loi ; il peut prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de cette loi et accorder les visas et certificats d'immigration aux mineurs âgés de moins de dix-huit ans.

Source : Bensimon D., Errera E., 1989, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Bruxelles : Complexe (Historiques), p.70.

mouvement d'émigration. Le solde migratoire est de 21 000 personnes sur la période 1952-1954 (54 000 arrivées pour 32 000 départs). La récession migratoire s'explique essentiellement par la fin de l'évacuation des camps de "personnes déplacées", par l'interdiction d'émigrer que les démocraties populaires d'Europe imposent aux Juifs et par les difficultés rencontrées pour absorber cette vague massive d'immigration. Pour faire face à ces problèmes, le gouvernement israélien et l'Agence juive avaient d'ailleurs mis en place une politique de sélection des immigrants qu'elle abandonna définitivement en 1955. Problèmes d'autant plus aigus qu'Israël devait assumer en parallèle le poids de fortes dépenses militaires.

Pour les communautés d'Afrique du Nord, c'est dans les mouvements nationalistes que nous trouvons le facteur déterminant de l'émigration vers Israël. Certes, l'attrait idéologique d'Israël a suscité d'emblée un désir d'émigration puisqu'entre le 15 mai 1948 et le 31 décembre 1949, 47 000 Juifs ont réalisé leur *aliya* [Chouraqui, 1987], mais le plus fort de l'émigration s'est situé au cours des années cinquante et soixante. L'incertitude que représente l'après-colonisation et l'angoisse des persécutions qu'elle engendre poussent les communautés à émigrer. Quelques 27 000 Juifs de Tunisie et 197 000 du Maroc prennent la route d'Israël entre 1952 et 1964.<sup>56</sup> Cette dernière communauté rencontre toutefois de plus en plus d'obstacles à l'émigration en raison de l'indépendance du Maroc (1956). Au cours de cette même année, Israël accueille environ 12 000 Juifs d'Egypte au lendemain de la campagne de Suez.<sup>57</sup> A la même période, un regain d'immigration en provenance de Hongrie et surtout de Pologne est notable suite au relâchement des restrictions migratoires (environ 40 000 personnes). Néanmoins Israël va progressivement vers une stabilisation de son flux d'immigration. Une seule exception viendra troubler l'accalmie qui caractérise la dynamique israélienne entre la crise de Suez et la Guerre des Six-jours : la poursuite d'une importante immigration marocaine qui voit l'arrivée de 130 000 personnes entre 1961 et 1971.

L'accueil de ces populations s'est réalisé, du fait de leur arrivée massive et des conditions politiques de ce jeune Etat, dans une extrême urgence. Les premiers immigrants, arrivés entre 1948 et début 1949, ont trouvé à se loger en partie dans les logements abandonnés par la population arabe à Jaffa, Lod, Haïfa, Akko et Jérusalem notamment.<sup>58</sup> La plupart des nouveaux arrivants -de 1949 et 1951- ont pu être accueillis dans les constructions réalisées pendant cette période (78 000 logements, Barnavi, 1988 : 121-122), mais devant l'importance du flux, l'Etat a dû ériger des camps de tentes pour faire face. Le système du camp de transit plus connu sous le nom de *ma'abaroth*, voit le jour en 1950. Plus de 120 *ma'abaroth* sont installés à la périphérie des villes existantes ou dans les régions planifiées pour le développement. En 1954, la politique d'aménagement du territoire prendra véritablement naissance avec "l'Opération du Bateau au village" où dès leur arrivée les *olim* sont emmenés dans les zones de développement (cf. infra).

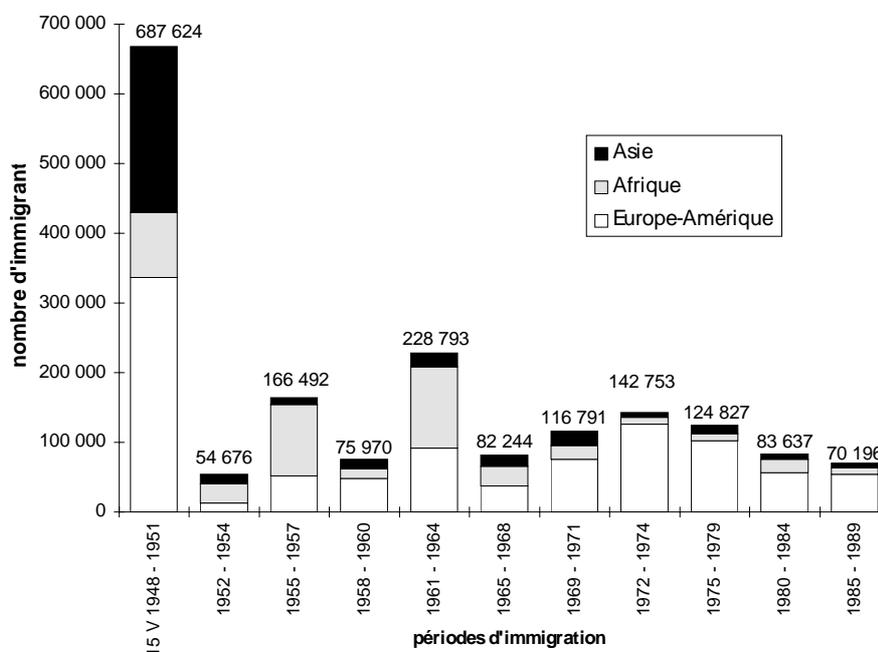
---

<sup>56</sup> Notons que les juifs d'Algérie -citoyens français par le décret Crémieux de 1870- ont opté à 90% après l'indépendance de l'Algérie pour une émigration vers la France, ainsi que certains Juifs de Tunisie. Ainsi s'est opéré un réel partage de la communauté entre la France et Israël. (Pour des analyses sociologiques et géographiques des mobilités juives tunisiennes, voir les travaux de D. Bensimon-Donath, 1971 et de G. Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France*, Université de Poitiers, 1979, pp.59-64).

<sup>57</sup> Sur la période 1952-1960, 17 500 juifs Egyptiens ont émigré en Israël. Notons que cette communauté était constituée de divers groupes juifs : une population de langue arabe, enracinée depuis des siècles en Egypte, une population européenne d'origine séfarade dont certains avaient conservé leur langue, le Ladino, un groupe d'ashkénazes constitué de juifs ayant fui les pogroms de Russie et un groupe de Karaites (cf. Victor D. Sanua, "Emigration of Sephardic Jews from Egypt after the Arab-Israeli war", *Los Muestras*, N°25, Décembre 1996, pp.17-21)

<sup>58</sup> Selon Pierre Feuillie, environ 140 000 immigrants auraient été logés dans ces logements abandonnés entre 1948 et 1949 [1953 ;127].

Figure 3 - L'immigration en Israël suivant les continents d'origine (1948-1989)



Source : Immigration to Israel 1993, Special series N° .973, CBS, Jerusalem, 1994, p.30  
(Les flux d'Océanie sont inclus dans ceux d'Europe-Amérique)

Globalement, cette logistique d'installation des immigrants est un succès -en termes de résorption de la vague migratoire- car entre 1948 et 1957 : plus de 400 villages ont vu le jour (en majorité des *mochavim* et *kibboutzim*<sup>59</sup>), et la population rurale a pratiquement quadruplé évoluant de 110 000 à 387 000 personnes [Bensimon, 1989 :85]. Chaque nouvelle vague vient renforcer les structures établies et en créer de nouvelles en périphérie des préexistantes. Cette politique, qui a régi le plan d'aménagement du territoire israélien jusqu'à la fin des années soixante, bénéficiait à la fois du dynamisme créé par une industrie israélienne grandissante et du soutien de la diaspora (ses donations sont estimées entre 60 et 100 millions de dollars au cours des dix premières années auxquels il faut ajouter l'équivalent en achats de bons du Trésor israélien, Barnavi, 1988 : 121-122).

Cette précarité de l'installation a probablement contribué à la faible participation migratoire des communautés occidentales à l'édification d'Israël; mais c'est principalement dans le fort sentiment d'intégration de ces Juifs d'Occident à leurs sociétés, décrit précédemment, que se trouvent les raisons de cette faiblesse (cf. supra). De 1952 à 1964,

<sup>59</sup> "Le *kibboutz* est une communauté fondée sur les principes de l'égalité et de l'autogestion. La production et la consommation sont collectives, tandis que dans le *mochav*, l'exploitation de la ferme familiale est incorporée dans les institutions coopératives du village. La formule *mochav* maintient l'unité de la cellule familiale" [Bensimon D. et Errera E., 1989 :42-53]. En 1995, 123 800 personnes vivent dans des *kibboutzim* et 176 400 dans des *Mochavim*.

seulement 2 850 Juifs de France, 2 700 du Royaume-Uni, 8 000 d'Argentine, 3 650 des Etats-Unis et 500 du Canada ont immigré en Israël, alors que dans le même temps ils étaient 8 300 à venir de l'Inde.

Cette explosion de l'immigration s'est traduite par un regain de tension entre Juifs et Arabes, dans lequel se trouve en partie la source de la situation actuelle au Moyen-Orient.

#### II.4.2 (...) mais aussi la genèse de l'exode palestinien

L'escalade de violence entre Juifs et Arabes depuis la fin des années 30 et l'incapacité des Britanniques puis de l'UNSCOP (United Nations Special Committee on Palestine) a proposé un plan de partage acceptable<sup>60</sup> pour les deux partis en conflit a conduit, très rapidement, ces deux populations à entrer en guerre l'une contre l'autre<sup>61</sup>.

Ainsi, dans cette histoire trouble qui s'étend de l'annonce faite par les autorités britanniques de remettre leur mandat sur la Palestine et les armistices de 1949, des milliers de Palestiniens sont poussés sur les routes de l'exil. Sur les 1 491 200 Palestiniens, plus de 900 000 seront enregistrés comme réfugiés par l'UNRWA (United Nations Relief and Work Agency, créée en 1949 pour venir en aide aux réfugiés palestiniens). La grande majorité d'entre eux trouva refuge en Cisjordanie (764 9000) tandis que 240 300 autres se réfugièrent à Gaza, 322 000 dans les pays arabes voisins, un peu plus de 3 000 dans le reste du monde et 160 700 en Israël [Sanbar, 1994 :63].

Les réfugiés, pensant leur exil comme temporaire, s'installèrent dans des camps de tentes à proximité de leur patrie. Le paradoxe de l'histoire fut de voir d'un côté des camps de tentes dits *Ma'abarot* s'ériger comme des témoignages de l'enracinement, difficile, d'un peuple sur une nouvelle terre et d'un autre côté, à quelques kilomètres, le même environnement de tentes mais ici symbole du déracinement d'un peuple, de la douleur de l'exil.

Malheureusement, les guerres israélo-arabes qui suivirent contribuèrent à ancrer l'exil dans la durée, à voir ce peuple contraint à se « forger une société de camps ». La Guerre des Six-jours (1967) amena plus de 185 000 Palestiniens à vivre un second exil et à trouver à nouveau un refuge (en Jordanie, en Syrie et au Liban principalement). Le non règlement de la question des réfugiés palestiniens a vu progressivement ce peuple exilé se « cristalliser en diaspora »<sup>62</sup>. Aujourd'hui, la diaspora palestinienne regroupe plus de 6 millions de personnes dans le monde (ceux vivant en Palestine en 1947 et leurs descendants). Actuellement, les plus importants lieux d'établissements palestiniens en dehors des territoires occupés sont la Jordanie, le Liban et la Syrie. Des Palestiniens se sont également établis en Europe et en

---

<sup>60</sup> Voir notamment sur ce thème l'ouvrage de Gresh A., Vidal D., 1987, *Palestine 47, un partage avorté*, Bruxelles : Complexe (1947, La mémoire du siècle), 256p.

<sup>61</sup> Avant de tracer à grands traits l'importance de l'exil provoqué par la création d'Israël, il est nécessaire de souligner que l'ouverture des archives israéliennes sur cette période et le contexte socio-politique visant au règlement du conflit ont créé un climat propice à une relecture de l'histoire officielle. Le récit israélien où l'Etat juif attaqué de toutes parts par les masses arabes alentours sort malgré tout victorieux, tandis que les agresseurs refoulés n'ont que comme seule et unique issue l'exil a pu être remis en cause. Depuis la fin des années quatre-vingt, les « nouveaux historiens » comme il est convenu de les appeler, effectuent une relecture de l'épisode de 1948. Voir notamment les ouvrages de : Flapan, S. [1987], Karsh, E. [1997], Kimmerling B., Midgal J. S. [1993], Morris, B. [1987], Pappé, I. [1992], Segev, T. [1993], Shafir, G. [1989], Shapira, A. [1992].

<sup>62</sup> Dans le domaine de la recherche française, voir sur ce thème l'ouvrage de Basma Kodmani-Darwish, 1997, *La diaspora palestinienne*, Paris : PUF (Perspectives internationales), ainsi que les travaux réalisés par Mohamed Kamel Dorai, Nadine Picoudou, et Lamia Radi.

Amérique. Ces dernières communautés sont équivalentes en nombre à celles rassemblées dans les pays arabes non frontaliers d'Israël.

### **III L'EMERGENCE DES JUIFS SOVIETIQUES COMME ACTEURS DE LA SCENE GEOPOLITIQUE ISRAELIENNE<sup>63</sup>**

Deux niveaux d'analyse sont nécessaires pour comprendre la politique soviétique au sujet de la liberté d'émigration des Juifs sur cette période. En premier lieu, il s'agit d'appréhender cette question à travers le fil conducteur qu'est l'histoire des relations internationales en URSS, mais, en second lieu, c'est dans l'analyse de la gestion administrative de l'émigration que peuvent se comprendre, dans leur globalité, les quarante années qui précéderent l'explosion du champ migratoire en 1989.

Paradoxalement, dans cette complexité des mouvements humains, les débuts de l'existence de l'Etat israélien se sont opérés avec une faible participation des Juifs soviétiques qui avaient pourtant fortement contribué à son émergence. C'est dans l'évolution de la politique soviétique et du contexte international de la guerre froide que doivent se chercher les explications.

#### **III.1 La reconnaissance du fait international et la négation du fait national**

Au lendemain de la guerre, l'attitude du régime soviétique envers la communauté juive d'URSS, qui ne comptait après le génocide plus que 2 millions de personnes, a montré clairement la politique versatile qu'allait mener l'Union Soviétique jusqu'à l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

La première des illustrations de cette « étrange gestion de la question par l'URSS » eut lieu sur la scène internationale, au sein même de l'ONU. En mai 1947, l'Union Soviétique par la voix d'Andreï Gromyko faisait savoir qu'elle soutenait fortement le projet de création d'un Etat juif en Palestine (cf. encadré) et dans le même temps, ce pays fermait ses portes à l'émigration.<sup>64</sup>

Cet épisode dans la politique diplomatique de l'URSS allait devenir comme emblématique pour les commentateurs de la question en URSS. En effet, ce texte qui rompait avec les discours anti-sionistes que tenait ce pays quelques années plus tôt devait se comprendre comme une stratégie soviétique sur la scène mondiale et ne devait en aucun cas refléter ce qui pouvait augurer de l'avenir des Juifs dans le propre pays de ce puissant acteur international qu'était l'URSS. Ainsi, les autorités soviétiques ne virent aucune contradiction dans la prompte reconnaissance de l'Etat juif et la non moins rapide répression de la liesse qui avait envahi la communauté juive en URSS à l'annonce de cette naissance.

---

<sup>63</sup> Voir les nombreux travaux de Zvi Gitelman et Y. Ro'i.

<sup>64</sup> Selon S.-A. Rozenblum, *Op. Cit.*, p.165, pendant les « années noires » de 1948 à la fin du régime stalinien, seulement 18 visas avaient été accordées.

Deux éléments expliquaient l'ambiguïté de cette politique. Sur le plan international, l'URSS soutenait cette création dans l'idée qu'Israël pourrait être le moyen pour elle de s'implanter au Moyen Orient, tout en évinçant la Grande Bretagne. L'URSS était d'accord pour que les Juifs possèdent désormais un Etat mais opposée à tout contact entre « sa communauté juive » et les autres communautés de par le monde, les autorités soviétiques voyant dans le sionisme, un groupe à la solde du capitalisme et aux idées anti-nationalistes. La ligne définie consistait donc en un règlement interne du « problème juif » dans un contexte national, la tentative faite au Birobidjan en étant une illustration (cf. supra).

**EXTRAIT D'UN DISCOURS D'ANDREI GROMYKO A L'ONU EN MAI 1947**

"Le fait que pas un seul pays d'Europe occidentale ne fut en mesure de garantir la défense des droits élémentaires du peuple juif, ou de l'indemniser pour les violences infligées par les bourreaux fascistes, explique l'aspiration des Juifs à la création d'un Etat propre. Il serait injuste de ne pas prendre cela en considération, et de nier le droit du peuple juif à réaliser cette aspiration.

Il est impossible de justifier un refus de ce droit du peuple juif, en particulier si l'on tient compte des épreuves endurées par ce peuple durant la Seconde Guerre mondiale. Aussi l'étude de cet aspect de la question et l'élaboration des propositions s'y rapportant doivent-elles faire partie de la tâche importante du Comité..."

in SARFATI, G.-E., 1985, *La nation captive. Sur la question juive en URSS*, Paris, Nouvelle cité (rencontres), p.187.

L'invalidation des projets géopolitiques de l'URSS au Moyen Orient du fait de l'indisposition d'Israël à devenir un satellite soviétique, amena très rapidement cet Etat à entreprendre une politique de répression envers la communauté juive -et principalement envers son intelligentsia qui faisait connaître à l'Ouest son désir d'émigrer- et d'austérité envers l'émigration.

La fin du régime stalinien en 1953 et l'ouverture sur l'Occident de Krouchtchev dès 1958 ne changèrent en rien le rythme des départs. Entre 1952 et 1971, seulement 43 133 Juifs purent quitter l'URSS. Au cours de son mandat, Krouchtchev maintint une politique de fermeture des frontières de l'Union à l'émigration juive en alléguant de l'importance de leur position économique [Sarfati, 1985 : 195]. Il fallut attendre 1966 pour discerner une évolution significative dans la politique soviétique. En effet, Kossyguine le successeur de Krouchtchev déclara lors d'une conférence de presse à Paris : "Quant au regroupement familial, s'il y a des familles qui veulent quitter l'URSS et se retrouver, la voie leur est ouverte, ceci ne constitue pas un problème" [Jones, 1996 : 22]. Dès l'année suivante, la Guerre des Six Jours vint fermer cette porte entrouverte aux Juifs car la politique pro-arabe du régime soviétique et l'importance de la communauté musulmane d'URSS ne permettaient pas l'autorisation de cette émigration.

Les années soixante-dix constituèrent un réel tournant dans le cours de l'émigration juive. La cause du bouleversement de rythme migratoire se trouvait, une fois encore, sur la scène diplomatique internationale dont l'entrée dans une ère de « détente » entre les Etats-Unis et l'URSS et la nécessité pour le régime soviétique d'obtenir une aide extérieure afin de sortir de la récession économique qu'il subissait, constituaient les tenants.

**III.2 1970, la communauté juive comme monnaie d'échanges : vers la réactivation du flux migratoire**

Pour chaque vague d'autorisations à l'émigration juive donnée par les autorités soviétiques, il est possible de mettre en parallèle un événement international en faveur de cet Etat (accords militaires, accords de transferts de technologie, de produits agricoles). Ce « jeu » de la liberté contre un bénéfice pour l'URSS, de l'utilisation des Juifs comme moyen de

monnayer l'apport de technologies et de soutenir une productivité économique en souffrance fut sur cette période la règle qui prédomina.

Les accords américano-soviétiques SALT1 (1972) sur la limitation des armes stratégiques (missiles intercontinentaux notamment) ont été à l'origine de la première hausse d'émigration juive d'ex-URSS [Werth,1995 :111-117]. La reprise du dialogue entre les deux super-puissances mondiales a permis une nette multiplication des départs par rapport à la fin des années 60. Plus de 12 000 Juifs quittèrent l'URSS en 1971 soit un flux supérieur à celui rassemblé sur la décennie 60 et en 1972, année de la ratification des accords, ce flux atteignit les 30 000 émigrants (cf. Tableau 8). Malgré cet assouplissement de la scène internationale divers événements politiques et militaires vinrent perturber ce climat de détente.

Le déclenchement de la Guerre Kippour eut un net impact sur les autorisations de départ. Très rapidement, le flux d'émigration fut ralenti et une campagne antisémite, comme celle qui avait suivi la Guerre des Six jours, se déclencha. Cette guerre a marqué la date d'un réel revirement dans les relations américano-soviétiques. D'un côté, la proposition des députés américains Jackson et Vanick<sup>65</sup> qui visait à mettre l'obtention du statut *MFN* (Most Favoured Nation<sup>66</sup>) en regard de la liberté d'émigration pour les Juifs d'ex-URSS, et d'un autre côté, la mise en place d'une taxe sur l'éducation (1972) pour les candidats à l'émigration n'ont cessé d'envenimer la situation. Les autorités soviétiques, suivant l'argument que l'Union n'avait pas à supporter l'éducation de personnes qui désiraient quitter le pays, avaient instauré une taxe qui variait de 5 400 à 7 200 roubles. Une somme qui représentait plusieurs années de salaire pour les candidats à l'émigration. Selon Levin [1988 :696], cette mesure était d'autant plus discriminatoire que seuls les juifs devaient s'en acquitter avant leur départ. Les minorités allemandes et arméniennes qui quittaient l'URSS n'étaient, semble-t-il, pas astreintes à cette taxe.

L'ensemble de ces tensions contribuèrent au déclin de l'émigration juive jusqu'en 1978 où la reprise du dialogue entre Etats-Unis et URSS, sous les administrations Carter et Brejnev, ont permis un certain regain de l'émigration. L'année de la signature des accords SALT2 (1979) qui fut celle de la plus importante vague de départs sur la période 1968-1988 avec plus de 50 000 autorisations (cf. Tableau 8), fut également la dernière véritable ouverture avant une chute draconienne de l'émigration pour les huit ans à venir. L'intervention soviétique en Afghanistan, celle d'Israël au Liban et l'immobilisme diplomatique qui caractérisa les successeurs de Brejnev eurent pour répercussion un gel quasi total des visas d'émigration pour les Juifs d'URSS. Il fallut attendre l'accession de Mikhaël Gorbatchev au pouvoir (1985) pour que s'amorce à nouveau le dialogue entre les deux puissances mondiales et par voie de conséquences, la reprise de l'émigration juive. En décembre 1988, l'intervention de M. Gorbatchev devant la Commission des Nations Unies sur la réduction des armes conventionnelles en URSS fut pour lui l'occasion de déclarer :

*« Le problème de la liberté de circulation en URSS, notamment celui de la réunification des familles, est actuellement en discussion dans un esprit de respect des personnes. Comme vous le savez, une des raisons qui motivent les refus concerne la détention de secrets. Dès à présent, une courte période sera maintenant appliquée »* [Jones, 1996 :16].

---

<sup>65</sup> Amendement ratifié en 1975.

<sup>66</sup> Ce statut permet notamment l'abolition des taxes à l'importation de produits étrangers aux Etats-Unis.

Une telle déclaration laissait augurer la levée des dernières barrières à l'émigration des Juifs d'URSS après tant d'années caractérisées par la multiplicité et la diversité des obstacles pour bloquer les départs.

Tableau 8 - Emigration juive d'ex-URSS et relations internationales (1968-1988)

Événements internationaux majeurs	Années	Nombre d'émigrants d'URSS	Nombre d'invitations envoyées aux familles	Nombre d'immigrants en Israël
	1968	231	1 550	231
	1969	3 033	10 267	3 033
Ouverture de la "Détente": Rencontres URSS-France et URSS-RFA	1970	999	4 307	999
Première Conférence de Bruxelles	1971	12 897	22 933	12 839
Visite du Président Nixon à Moscou, Accords SALT1	1972	31 903	40 546	31 652
Guerre du Kippour	1973	34 733	40 576	33 277
	1974	20 767	33 305	16 888
Ratification de l'Amendement Jackson-Vanik au Sénat américain	1975	13 363	28 041	8 435
Deuxième Conférence de Bruxelles	1976	14 254	33 088	7 250
	1977	16 833	44 209	8 350
	1978	28 956	82 766	12 090
Accords SALT2 et intervention soviétique en Afghanistan	1979	51 331	99 825	17 278
	1980	21 648	48 628	7 570
	1981	9 448	23 143	1 762
Intervention israélienne au Liban	1982	2 692	11 818	731
Interrègne Andropov-Tchernenko: "immobilisme politique"	1983	1 314	8 743	861
	1984	896	6 367	340
Election de Mikhaïl Gorbatchev	1985	1 140	7 574	348
	1986	904	6 657	201
	1987	8 155	20 068	2 072
	1988	18 961	100 000	2 173
	1968-1988	294 458	674 411	168 380

Source statistique: DOMINITZ Yehuda, 1997, "Israel's Immigration Policy and the Dropout Phenomenon" in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.),

Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement, London: Frank Cass (The Cummings Center Series), p.119

### III.3 Réussir à partir... comment et pour où ?

Au delà des considérations diplomatiques liées au « baromètre des relations américano-soviétiques, de multiples obstacles dressés par l'administration soviétique influent sur le cours de l'émigration juive.

Le candidat au départ devait en premier lieu être en possession d'une invitation ou *vyzov*. Il s'agissait d'une demande d'autorisation de sortie d'un résident juif émise par un parent israélien dans le but d'un regroupement familial, visée par le ministère des Affaires Etrangères israélien et adressée aux autorités soviétiques. Cette démarche constituait un premier obstacle sérieux car les demandes qui devaient transiter par voie de poste furent bien souvent interceptées et retenues par les autorités. Cette pratique de la rétention des *vyzov* était un moyen de pression employé contre les « dissidents » qui manifestaient trop fortement leur désir de quitter le pays ou que l'on ne souhaitait pas voir partir. Afin de multiplier les obstacles et de restreindre la pression occidentale, il fut même demandé que les *vyzov* n'émanent que de parents en ligne directe. En cela, l'URSS bafouait les engagements qu'elle avait pris lors de la ratification des Accords d'Helsinki<sup>67</sup> ou avait été reconnu le droit à la réunion avec « des membres de leur famille » pour les candidats à l'émigration, sans aucune réserve sur le niveau de parenté.

<sup>67</sup> Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) ratifié en 1975 par tous les pays européens auxquels s'étaient joints les Etats-Unis et le Canada.

Un second obstacle a résidé dans l'introduction de l'obligation faite de ne pas laisser de membres de sa famille en URSS. Cette règle fut plus ou moins appliquée dans les différentes républiques et elle connut de nombreuses variantes. Pour exemple, certaines administrations autorisèrent le départ d'un ou plusieurs membres de la famille à la condition que ceux qui ne désiraient pas partir s'engagent à ne plus jamais déposer une demande de sortie [Rozenblum, 1982 : 170].

Une fois l'obstacle du *vizov* passé venait celui de l'obtention du certificat de l'employeur -ou de l'université pour les étudiants-, attestant que le demandeur était en règle dans son activité. Lors de cette démarche (obligatoire), beaucoup de candidats au départ se virent signifier leur renvoi par leurs employeurs. L'administration eut très souvent recours à cette action punitive pour humilier le « traître » qui désirait quitter sa patrie. Les scientifiques furent de loin les premiers à pâtir de telles représailles. Nombreux furent les « très qualifiés » qui malgré tous les éléments nécessaires obtenus -au prix d'une exclusion de leurs institutions de recherche- se virent infliger un refus d'émigrer par l'OVIR (le service des visas de l'Office des Affaires Intérieures en charge des migrations). Les noms de ces scientifiques furent scandés par des milliers de militants juifs en Occident et ils devinrent les plus célèbres des *Refuzniks* (« les refusés ») avec comme figure emblématique Nathan Charansky, aujourd'hui leader du parti russe *Israel Ba-aliya* et ministre de l'Industrie du gouvernement Netanyahu. Les refus de l'administration et la perte de leurs emplois n'entamèrent jamais la foi de ces *Refuzniks*. En réponse à l'interdiction de poursuivre leur activité professionnelle, ils organisèrent des séminaires scientifiques dans leur propre résidence, dans la « chaleur des cuisines » comme le dira Danielle Storper Peres.

Le soutien affiché aux *Refuzniks* en Occident<sup>68</sup> et la forte conviction de ces derniers en tant que symboles de la lutte pour la liberté a très vite conduit les autorités soviétiques à des actions de répression contre l'entière communauté juive. Cette mesure collective, justifiée par « l'affiliation de tous les Juifs au sionisme », se concrétisa par l'éviction d'un grand nombre de Juifs au sein des grandes écoles et des universités. Une chute de 40% du nombre d'étudiants juifs fut enregistrée entre les années universitaires 1971-72 et 1977-78 [Jones, 1996 : 25].

Cette politique répressive n'eut pas les résultats espérés par les autorités. Une nette recrudescence des candidats à l'émigration s'opéra chez les « Juifs assimilés » des régions occidentales devant la montée incessante de l'antisémitisme. Si au début des années soixante-dix, les départs concernaient essentiellement des Juifs des républiques orientales ou des Pays Baltes, il n'en fut pas de même suite à cette campagne punitive. L'épicentre de la poussée à l'émigration s'est délocalisé à l'ouest notamment vers la Russie et l'Ukraine.

En fait, l'ouverture à l'émigration dans les années soixante-dix, cachait une stratégie de « contention » de l'opinion juive nationale et de l'opinion internationale en général. En effet, ce signe de détente revêtait une autre coloration sur la scène nationale soviétique, où il s'agissait de contenter l'opinion internationale en se délestant de « Juifs inassimilables et inutiles » au pays [Salitan, 1997 : 69]. Les Juifs de Géorgie et des Pays Baltes ont largement profité de cette stratégie, ainsi qu'une grande partie de la communauté boukhariote qui fut autorisée à émigrer en 1972 [Levin, 1988 : 708]. Sur la période 1970 à 1978, mais

---

<sup>68</sup> La première manifestation d'importance en faveur des juifs d'URSS s'était tenue à Bruxelles en 1971. Cette démonstration qui rassemblait plus de 760 délégués venus de 38 pays parmi lesquels on comptait Elie Wiesel, Gershom Scholem et David Ben Gourion avait fortement impressionné les autorités soviétiques. La vague d'émigration de 1971 y est souvent associée. Une seconde Conférence de soutien fut organisée à Bruxelles en 1976.

principalement au début de la décennie, ce sont plus de la moitié des Juifs de Géorgie, environ 40% de ceux de Lituanie et un quart de ceux de Lettonie qui ont émigré.

Mais à la fin des années soixante-dix, le mouvement s'inverse donc et l'Ukraine et la Russie vont fournir le plus gros du contingent des émigrants juifs. L'URSS a exploité toutes les occasions possibles pour bloquer le départ des Juifs car elle avait conscience qu'au-delà du risque d'extension à d'autres groupes ethniques<sup>69</sup>, cette émigration constituait une réelle « fuite des cerveaux ».

Les dissidents ne profiteront guère de cette délocalisation des foyers d'émigration. Bien au contraire, les peines d'emprisonnement, les détentions en camp de travail ou en hôpitaux psychiatriques se multiplièrent à leur rencontre. Ceux qui échappèrent à ces mises aux arrêts se virent néanmoins refuser leurs autorisations de départ sous le motif de plus en plus fréquemment utilisé, de la connaissance de secrets d'Etat. En 1976, une enquête sur 500 familles de *Refuzniks* avait montré que 42% des refus étaient motivés par le « secret d'Etat » et 32% par les « fonctions passées tenues dans l'Armée » [Levin, 1988 :728]. Comme nous l'avons souligné plus haut, ce dernier obstacle à l'émigration fut progressivement levé par Mikhaël Gorbatchev.

L'homme qui symbolisa cette lutte pour l'émigration des « refuzniks », Nathan Tcharansky, ne fut autorisé à émigrer en Israël qu'en 1986. Cet événement qui fit la une de milliers de journaux dans le monde annonçait le dénouement prochain de la question juive en URSS.

A la fin des années quatre-vingt, la perspective d'une libéralisation de l'émigration juive d'ex-URSS est d'autant plus importante qu'elle constitue le seul moyen de poursuivre la ligne géostratégique que s'est donnée l'Etat en conférant une valeur cardinale à la relation immigration-géostratégie.

---

<sup>69</sup> Au cours de la période 1948-1985, un peu plus de 450 000 personnes ont quitté l'URSS parmi lesquelles les juifs constituèrent plus des deux tiers du groupe migrant, les Allemands près d'un quart (105 000 personnes) et les Arméniens environ un huitième (52 000 personnes). La majorité des Allemands se dirigèrent vers ce qui était la RFA, les Arméniens trouvèrent refuge en France au début des années 50 puis essentiellement aux Etats-Unis. Voir notamment l'article de S. Heitman, « Jewish, German, and Armenian Emigration from USSR: Parallels and Differences », in Freedman R. (ed.), 1989, *Soviet Jewry in the 1980s. The politics of anti-semitism and emigration and the dynamics of resettlement*, Durham : Duke University Press, p.113-138.

## CHAPITRE DEUX - ISRAËL : UN TERRITOIRE CONSTRUIT SUR LE BINOME IMMIGRATION / GEOSTRATEGIE

Dans la partie que consacre Michel Ragon à Israël, dans son *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, il écrit « Israël est évidemment l'un des pays du monde où l'on a le plus bâti depuis la fin de la Seconde guerre mondiale puisque les Israéliens ont dû construire le pays lui-même. (...) » [1986 : 190]. En ces quelques lignes, M. Ragon souligne le formidable effort qu'a dû fournir Israël dans les premières années de sa création et la question centrale qu'a été, pour les décideurs et aménageurs israéliens, l'orientation à donner à la construction de la nation israélienne. Quel plan de répartition spatiale de la population fallait-il privilégier, quelles priorités devaient être définies dans un pays qui se construisait dans un climat de guerre ? Diverses options ont été tentées en regard de la situation héritée de la Palestine mandataire et de la configuration territoriale issue de la guerre d'Indépendance.

Aux premières heures de l'Etat, aux logiques d'aménagements est venue se greffer une pensée géostratégique où une ligne politique définissant un lien fort entre immigration et organisation de l'espace a été définie. Dès 1949, Ben Gourion avait clairement énoncé la relation dialectique entre *alija* et Etat en déclarant « l'avenir de l'Etat dépend de l'immigration » [Segev, 1998 :121]

### I OCCUPER L'ESPACE : DES MA'ABAROTH AUX VILLES DE DEVELOPPEMENT

Entre mai 1948 et décembre 1951, en premier lieu, il s'est agi de trouver un accueil pour les quelques 680 000 Juifs qui ont immigré en Israël. L'urgence de la situation n'a pas permis une véritable planification de l'accueil des nouveaux arrivants. Ceux-ci se sont répartis selon les opportunités que présentait le yichouv.

#### I.1 L'espace palestinien, l'armature de la politique d'organisation du territoire israélien

##### I.1.1 La Palestine mandataire : un espace dichotomique

Dans sa dimension démographique, l'espace mandataire présentait une géographie humaine dichotomique où un territoire juif se juxtaposait à un territoire arabe. L'espace de vie juif, comme nous l'avons souligné dans la partie précédente, s'est développé dans la plaine côtière, dans la vallée de Jézréel et la Galilée tandis que les populations arabes étaient regroupées essentiellement dans les espaces centraux de la Palestine (qui deviendront la Transjordanie), dans la région de Gaza et son arrière-pays, et en Galilée.

Cette dernière région constituait l'un des espaces de vie que partageaient les deux populations auxquels il faut ajouter divers centres urbains. Le premier d'entre eux est Jérusalem. *Al Quds* pour les uns, *Yeroushalim* pour les autres, a toujours constitué un lieu de rencontres pour ces deux populations. Puis viennent la ville de Haïfa et l'espace urbanisé de Tel Aviv et Jaffa. A la veille de la guerre israélo-arabe, Haïfa, sur une population totale de 140 000 personnes, comptait autant de résidents arabes que juifs (cf. encadré). A Jaffa, qui comptait 70 000 personnes à la veille de la guerre, le quartier arabe de Hayy al-Manshiyya constituait une véritable zone de contact avec Tel Aviv, deux fois et demi plus peuplée [cf. Khalidi, 1998 :76].

Globalement, au lendemain de la guerre, la population arabe ne représente plus que 156 000 personnes sur l'ensemble du territoire sous contrôle israélien<sup>70</sup>. Une partie non négligeable des Palestiniens restés dans les frontières du nouvel Etat juif était constituée de véritables réfugiés. Certains Palestiniens qui avaient quitté leur propriété devant le danger créé par le déclenchement du conflit pour des zones moins exposées (dans les limites de l'actuel Etat d'Israël) ne furent jamais autorisés à retourner sur leurs terres. Les Arabes dits Israéliens ont vécu, malgré l'octroi de la nationalité israélienne, sous un régime d'exception militaire jusqu'en 1966<sup>71</sup>.

#### **Haïfa, la première illustration des pensées stratégiques de l'Etat d'Israël**

Selon Benny Morris, lors d'une visite à Haïfa, les 1 et 2 mai 1948, Ben Gourion avait exprimé les visées des dirigeants sionistes concernant les populations arabes : « (a) A Haïfa, leur nombre ne devra pas excéder les 15 000, (b) deux tiers devront être chrétiens, un tiers musulmans, (c) tous les chrétiens devront être concentrés à Wadi Nisnas, (d) les musulmans devront être concentrés dans le quartier de Wadi Salib ».

Cette déclaration soulignait l'idée d'une délocalisation des populations arabes permettant d'installer les immigrants dans les habitations des expulsés et exilés, et, en termes de quotas, montrait les considérations stratégiques qui faisaient des Palestiniens, une potentielle « cinquième colonne » au sein du nouvel Etat.

Le projet de « ghettoisation » des Arabes de Haïfa fut appliqué dès que les forces britanniques eurent évacué la ville. Au cours de la première semaine de juillet plus de 720 familles arabes furent déplacées essentiellement à Wadi Nisnas.

Une fois ces populations déplacées, l'opération *Shikmona* fut déclenchée. Il s'agissait de détruire une partie des habitations abandonnées afin d'améliorer l'aménagement de la ville et de construire de nouvelles habitations pour de nouvelles populations juives. Pour les Israéliens, la situation de guerre dans laquelle était le pays lors de ces opérations a justifié les déplacements de populations arabes et le non-octroi de compensation aux arabes pour leurs habitations détruites.

Source : MORRIS B., 1990, *1948 and after, Israel and the Palestinians*, Oxford : Clarendon Press, pp.149-171.

Pour les Israéliens, ces lieux de vie communs, malgré une réelle ségrégation ethnique des quartiers, ont constitué des objectifs majeurs dans le projet de maîtrise du territoire.

Au lendemain de la création de l'Etat, l'immigration a servi le projet politique israélien qui s'était donné pour devise les propos de Ben Gourion : « la colonisation, voilà la véritable conquête » [Segev, 1998 :121]. De cette période à nos jours, la perception du territoire chez les dirigeants israéliens s'est constamment établie dans une perspective géostratégique reposant sur la logique « accroissement démographique = sécurisation des frontières ».

#### I.1.2 L'appel migratoire lié à la création de l'Etat : l'occasion des premières tentatives d'organisation de l'espace

La configuration socio-spatiale de la Palestine et les modifications territoriales issues de la Première guerre israélo-arabe ont permis de dégager trois grands types d'espace d'accueil

<sup>70</sup> Selon Eisenstadt [1985:332], la majorité d'entre eux était composée de Musulmans, environ 107 000, puis de chrétiens (34 000) et de 15 000 Druzes et Bédouins.

<sup>71</sup> De premiers signes de relâchement de l'étreinte militaire sur cette population se sont fait jour dès 1963 permettant ainsi l'instauration d'un rapport avec la société juive israélienne.

de l'immigration dans le nouvel Etat : les localités abandonnées par les populations arabes lors de la guerre de 1948, les centres d'accueil en périphérie des villes juives et les espaces ruraux (kibboutzim et moshavim).

#### I.1.2.1 L'occupation des espaces abandonnés par les populations arabes

Le premier espace d'accueil qui va accroître la structure urbaine d'Israël réside dans le mouvement d'installation des immigrants juifs dans les logements des localités arabes vidées de leur population par la guerre<sup>72</sup>. La nécessité de loger au plus vite les nouveaux arrivants et d'occuper l'espace conquis lors du conflit a motivé cette politique d'occupation des logements arabes. Les villes de Jaffa, Haïfa, Jérusalem, Lod, Ramleh, Yavné, Acre et Be'er Sheva voient s'installer des milliers de juifs dans les logements abandonnés par les populations arabes, plus de 123 000 selon Eisenstadt [1954 :109]<sup>73</sup>.

Parallèlement à l'installation dans les principales centralités urbaines palestiniennes conquises, ce sont de nombreux espaces ruraux qui ont vu se substituer une population immigrante juive à celle d'origine palestinienne décimée ou exilée. Dès mars 1950, par la voie législative, cette politique d'appropriation des biens arabes a été légitimée par le gouvernement de Ben Gourion. La promulgation de la loi relative aux terres « désertées » a rendu l'Etat propriétaire des terres appartenant aux personnes définies, au lendemain du conflit, comme absentes [Bensimon, 1989:392] (cf. encadré).

L'appropriation des terres « abandonnées » a renforcé l'une des clefs majeures de la politique israélienne en matière d'aménagement territorial dans la mesure où celle-ci a accru les surfaces de terres détenues par l'Etat (environ 95% de la totalité). Elias Sanbar a rappelé que les conquêtes militaires israéliennes avaient finalement permis avec la destruction de 415 villages arabes, la mainmise sur 1,6 million d'hectares [Sanbar, 1994 :66]<sup>74</sup>. Le fait qu'Israël soit propriétaire de la quasi totalité des terres du pays lui a conféré une plus grande latitude pour mettre en pratique sa volonté politique et les orientations définies par les aménageurs.

#### **L'appropriation israélienne des terres arabes**

Est considérée comme personne absente :

« Toute homme qui était propriétaire légal d'un bien situé en territoire israélien, ou en tirait les fruits, ou en avait la détention, personnellement ou par l'intermédiaire d'autrui. Celui qui était citoyen du Liban, de l'Égypte, de la Syrie, de l'Arabie Saoudite, de la Transjordanie, de l'Irak, du Yémen et résidant dans ces pays ou en Palestine.

Celui qui était citoyen palestinien avant le 1<sup>er</sup> septembre 1948 et qui a quitté son domicile habituel en Palestine pour un endroit situé soit à l'étranger, soit dans une partie de la Palestine qui était occupée à l'époque ou, s'il s'y était rendu, par des forces armées qui ont empêché la création de l'Etat d'Israël ou qui l'ont combattu après sa création. »

BENSIMON D., ERRERA E., 1989, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Bruxelles : Complexe (Historiques), pp.392-393.

<sup>72</sup> Un préalable à chaque établissement dans des espaces durables et semi-durables a été le passage, pour de courtes périodes, dans des centres d'accueil bien souvent constitués par les anciens campements militaires britanniques.

<sup>73</sup> Selon Pierre Feuillie, près de 250 000 familles se seraient installées dans les logements abandonnés [1953 :127].

<sup>74</sup> Soulignons que E. Errera estime à 650 000ha, la superficie des terres arabes que se sont appropriées les Israéliens. Selon l'auteur, cette acquisition a représenté 60% des terres arabes [Bensimon, 1989 : 393].

Aujourd'hui, les seuls vestiges de cette période consistent en quelques superbes bâtisses arabes comme celles du quartier de Ge'ullim à Jérusalem mais surtout en le souvenir de ces lieux transmis de génération en génération chez les Palestiniens exilés de 1948<sup>75</sup>.

#### I.1.2.2 Les *ma'abarith* ou la genèse de nouveaux centres urbains

A côté de l'organisation d'un nouvel espace de vie juive dans les structures palestiniennes abandonnées, le gouvernement israélien a mis en place pour les nouveaux immigrants de véritables camps de transit appelés *ma'abarith*.

En 1950, plusieurs dizaines de camps de transit ont été érigés. Deux options furent adoptées quant à la localisation des *ma'abarith*, soit une implantation en périphérie des villes préexistantes, soit dans une zone pionnière définie comme espace à développer. Les nouveaux immigrants s'y installèrent par milliers avec pour logements des tentes ou des baraques en bois. Ces premiers Israéliens trouvèrent à travailler soit dans les fermes ou villes avoisinantes à leur camp<sup>76</sup> ou sur les chantiers lancés par l'Etat comme la construction d'infrastructures telles les voies de communication ou bien encore ceux voués à la création de nouvelles localités rurales ou urbaines.

Outre l'idée de sécuriser les frontières qui prédominait dans cette politique d'organisation de l'espace, il s'est agi de freiner la concentration urbaine de la population juive dans les trois grandes villes de Jérusalem, Haïfa et Tel Aviv. Cette dernière regroupait 43% de la population urbaine en 1948 [Karmon, 1971 :90].

Le succès de ce premier essai de déconcentration de la population fut mitigé. Certes, le but qu'était la diminution de l'importance de Tel Aviv dans l'ensemble de la population urbaine fut atteint avec une part inférieure à 30% en 1957, mais celle-ci s'est faite au prix d'un fort mouvement de péri-urbanisation. Les localités à vocation agricole qui se trouvaient en périphérie de Tel Aviv ont profité de la croissance apportée par l'implantation de *ma'abarith*. Pour certaines d'entre elles, le processus d'urbanisation entamé avant 1948, du fait de leur proximité avec le centre économique que constitue Tel Aviv, a été accéléré. La croissance de Petah Tiqwa notamment, comme l'indique le tableau 9, en est une illustration.

---

<sup>75</sup> Il n'est pas rare de voir pour qui emprunte la ligne de bus reliant Jérusalem à Tel Aviv, de vieux Palestiniens, arc-boutés sur leur canne en olivier, montrer à leurs petits enfants les lieux de leurs anciens villages quittés cinquante ans plus tôt. Aujourd'hui, le village d'Abu Gosh témoigne de la présence passée des Palestiniens dans cette région du petit triangle (ou dite encore « corridor de Jérusalem ») entre les deux grandes cités israéliennes. Sur l'histoire d'Abu Ghosh, cf. Benny Morris [1990:191-204] ; voir également celle du village de Deir Yásin où la totalité de la population arabe fut massacrée par les groupes militaires juifs en avril 1948.

<sup>76</sup> Avec la saisie des terres abandonnées par les populations arabes, la superficie des terres agricoles a considérablement augmenté du fait de la redistribution de celles-ci aux exploitants juifs des *kibboutzim* et *moshavim*.

Tableau 9- Croissance des anciennes localités agricoles de la plaine côtière (1948-1967)

Localités	1948	1952	1967
Nahariyya	1 700	9 000	20 200
Pardes Hanna	2 600	5 500	10 000
Hadera	11 800	21 000	30 000
Netanya	11 600	26 500	57 800
Ra'ananna	5 900	9 000	11 600
Kefar Sava	5 500	16 900	22 200
Herzliyya	3 500	18 100	35 600
Hod HaSharon	3 500	12 600	12 400
Ramat HaSharon	1 100	7 600	15 400
Rishon le Sion	10 400	20 500	40 000
Nes Ziona	2 300	9 500	12 000
Rehovot	12 500	23 000	34 000
Petah Tiqwa	21900	41 000	73 500

source: Karmon Y., 1971, *Israel: a regional geography*, London: Wiley-interscience, p.91.

Avec l'instauration de la politique des *ma'aboroth*, de nombreuses colonies agricoles dans la périphérie de Tel Aviv principalement, ont accédé au statut de localités urbaines. L'arrivée de nouvelles populations aux activités économiques non agricoles a diversifié le tissu socioprofessionnel préexistant et conduit ces lieux dans un processus d'urbanisation des plus intenses. En 1948, les treize localités mentionnées ci-dessus ont connu une augmentation globale de leurs résidents supérieure à 74 000, et en 1952, celle-ci a avoisiné les 180 000.

A la fin de cette première période, à l'échelle de l'Etat, la politique d'aménagement de l'espace présente quelques résultats intéressants. Premièrement, la politique de déconcentration du district de Tel Aviv se réalise au profit de sa périphérie -comme nous l'avons souligné précédemment- mais aussi des espaces septentrionaux et méridionaux du pays. La politique de sécurisation des espaces faiblement peuplés d'Israël prend forme. Entre 1950 et 1953, ces espaces limitrophes ont rassemblé plus d'un quart de l'ensemble des nouveaux venus alors qu'à peine plus de 15% des migrants de la grande vague migratoire de 1948-1949 s'y étaient installés.

La mise en œuvre d'une politique de répartition de la population constituait un réel défi pour les autorités. A la différence des Etats industrialisés d'Europe, comme l'a souligné Sitton, il s'agissait dans le cas israélien de faire venir des capitaux et des hommes et non pas simplement de maintenir en place des populations par l'apport massif de fonds et autres avantages financiers. A contrario, le cas israélien avait comme avantage d'inciter à l'installation, dans des régions peu hospitalières, des groupes de populations qui n'avaient pas toujours de liens dans le pays.

### I.1.2.3 Densification des espaces ruraux et sécurisation des frontières

Le milieu rural a également nettement profité de la politique d'orientation des nouvelles populations dans les espaces peu peuplés d'Israël. Au cours de sa première décennie, le pays a vu la part de la population rurale passer de 15 à 22%. Cette croissance, certes de moyenne amplitude, a toutefois permis d'engager le pas vers une dispersion de la population. La tentative de diffusion de la population juive s'est réalisée à travers la création de colonies rurales. Certains kibboutzim et moshavim ont été créés avec l'idée que de ces créations, des

centralités urbaines, sous l'effet du développement économique, verraient le jour et qu'elles constitueraient les villes intermédiaires qui faisaient défaut à la structure urbaine d'Israël dominée par une « ville primatale »<sup>77</sup> et sa périphérie, représentée par Tel Aviv et ses extensions que sont, à l'époque, Ramat Gan, Holon et Bne Braq.

Le développement du milieu rural s'est principalement réalisé par la création de nombreux moshavim. Dans les vingt premières années d'Israël leur nombre a plus que quadruplé passant de 82 à 345 (cf. Tableau 10). Ces mouvements de population ont été l'occasion de sécuriser les frontières notamment dans la région de Beth Chéan<sup>78</sup>.

Tableau 10 - Evolution du nombre d'implantations rurales (fin 1947-1967)

Type	Nombre d'implantations rurales		Population			
	1947	1967	1947	%	1967	%
Moshava	45	60	25 300	25	50 200	19,9
Kibboutz	140	233	51 000	50,5	81 700	31,4
Moshav	82	345	23 800	23,5	120 500	46,8
Moshav Shitufi	11	22	1 300	1	4 900	1,9
Total	278	660	101 400	100	257 300	100

source: KARMON Y., *Israel a regional geography*, London: Wiley-Interscience, p.85.

Le Néguev avec une superficie représentant près de la moitié du territoire d'Israël a constitué, en tant qu'espace sous-occupé et frontalier, un des autres objectifs de peuplement des décideurs israéliens. L'aridité de cet espace méridional a été le principal obstacle à la colonisation. Les premières tentatives ont consisté en la relève de la ville de Be'er Sheva. Avec à peine plus de 5 000 habitants essentiellement arabes avant 1948<sup>79</sup>, tous partis au cours de la guerre, la transformation de cette cité aux portes du désert en capitale administrative et économique du Néguev a permis un rapide essor démographique de la région. De nombreux immigrants originaires d'Afrique du Nord s'y sont installés et fin 1950, la population s'élevait déjà à 8 300 personnes et a atteint les 20 500 en 1955. Outre les ressources en cuivre, phosphates et autres sels minéraux de la mer morte, le développement économique de cette région a tenu essentiellement en l'aptitude des Israéliens à amener l'eau jusqu'au cœur du désert. Ainsi, parallèlement au programme de répartition de la population dans le Néguev a été

<sup>77</sup> Le terme est ici employé dans la lignée du concept de distribution *primatale* tel que l'a défini Peter Haggett dans son ouvrage *L'analyse spatiale en géographie humaine*, [1973 :118] et Denise Pumain, qui dans son ouvrage *La dynamique des villes* [1982 :18], envisage les villes « primatales » comme des villes dont « la zone d'influence, considérablement étendue, dépasse le cadre national, et contribue donc à agrandir leur population ». Cette dernière conception désigne parfaitement la situation de Tel Aviv s'inscrivant dans une logique métropolitaine « alimentée en population et autres sources de croissance » par les réseaux de la diaspora juive.

<sup>78</sup> Localisé au sud du Lac de Tibériade entre la vallée du Jourdain et le mont Guilboa à l'ouest, cet espace a connu dès l'après-guerre une nette croissance de la population avec un quadruplement de celle-ci au cours de la première décennie d'Israël. Cette augmentation de population juive s'est faite notamment grâce à la création de cinq moshavim essentiellement peuplés de nouveaux immigrants. La ville de Beth Chéan, majoritairement habitée par de nouveaux arrivants employés aux travaux agricoles dans les villages avoisinants a largement profité de cette politique d'aménagement pour développer sa population. Beth Chéan rassemblait les 9/15 de la population juive de sa région en 1958 [Dov Nir, 1968].

<sup>79</sup> Il n'y avait que peu de Juifs à Be'er Sheva au début du siècle. En janvier 1921, Jacob De Haan dans son récit de voyage, indique la présence de 500 familles environ dont les activités sont essentiellement tournées vers le commerce. Dans son récit, De Haan souligne l'origine de ces familles juives lorsqu'hébergé chez un des deux meuniers de la ville, il écrit : « ce midi, nous avons mangé du chou-fleur sucré. Et des pommes de terre poivrées avec du poulet. Et le potage en dernier lieu : parce que Be'er Sheva est située en Russie ». Par ces mots, à travers la description du déroulement du repas, il indique l'origine russe de ses hôtes qui cohabitaient essentiellement avec des populations bédouines principalement issues de la tribu T'érabine [De Haan, 1997 :40].

élaboré le Plan national d'irrigation qui, dès les années 50, prévoyait en premier lieu la canalisation des eaux du Yarkon (qui se déverse dans la mer à hauteur de Tel Aviv) vers le désert. Cette tâche a constitué et constitue encore le principal défi qu'Israël doit relever pour développer cette région<sup>80</sup>.

Avec la mise en place des premiers plans de répartition de la population se sont faits jour les prémices d'une géographie ethnique de la population israélienne. Comme l'indique le tableau 11, pour la période 1956-1958, les Orientaux ont été majoritairement installés dans les espaces de développement. Plus des deux tiers des Juifs venus d'Afrique du Nord y ont été affectés tandis que les Hongrois, par exemple, se sont répartis autant dans ces zones reculées du pays que dans la bande côtière. A l'argument qui dénonçait, face à ces pratiques d'orientation des nouveaux arrivants, une discrimination ethnique fut opposée l'histoire migratoire du yichouv. Les responsables de l'agence juive ont expliqué ces disparités de répartition des nouveaux immigrants par le fait que les Ashkénazes entrant en Israël disposaient, du fait des premières *aliyoth*, d'un réseau relationnel plus important que celui des Orientaux, ce qui leur permettait de trouver plus aisément à se loger aux côtés de leurs prédécesseurs. Les données produites dans les travaux de Sitton semblent attester de cet état de fait. Le cas récent des immigrants russes montre que la faiblesse de leur présence dans les espaces de développement semble s'expliquer par leurs réseaux familiaux puisque près de la moitié d'entre eux ont trouvé un foyer d'accueil auprès de parents, essentiellement dans la région de Tel Aviv.

Cependant, ces premiers mouvements de protestation signifèrent, comme l'expliquera S.N. Eisenstadt, l'émergence du « problème ethnique » en Israël. En termes de mobilités, ces tensions ont poussé certains Orientaux à une ré-émigration interne en direction des quartiers défavorisés de Tel Aviv et de Haïfa.

Dans la seconde moitié des années cinquante, la politique de dispersion de la population juive par la création de colonies agricoles a été progressivement stoppée du fait d'un appauvrissement des ressources en terres et en eau [Schachar, 1985 :200]. A partir de cette période, la politique d'aménagement territorial s'est orientée vers un développement des espaces urbains d'Israël. Après la première phase d'accroissement de la population qu'avait été l'occupation des villes et villages abandonnées par les populations arabes, c'est un véritable Plan d'aménagement urbain qui est mis en place à travers la politique des villes de développement. Les camps de transit se sont progressivement résorbés et intégrés dans leur milieu d'accueil. A la fin des années soixante, la totalité des *ma'abaroth* avait disparu.

---

<sup>80</sup> Pour l'anecdote, soulignons que relever ce défi a toujours été pour Israël un objectif de premier ordre notamment pour une raison : « maîtriser le désert » permettait de lutter contre la congestion de la bande côtière car, comme le dit Sitton, « celle-ci pourrait, en outre, conduire au rétrécissement dangereux de la vie future du pays et diminuer ainsi les possibilités d'absorber de nouvelles vagues d'immigrants, et notamment les juifs d'URSS si un jour ils étaient autorisés, comme on l'espère, à partir. » [1963 :179-180].

Tableau 11 - Installation des immigrants selon leur pays d'origine (1956-1959)

Lieux d'installation	Du 1-1-1958 au 31-3-1959	Octobre 1956-Avril 1958							
	Total	Total	Pologne	Hongrie	URSS	Egypte	Afrique du Nord	Perse <sup>(a)</sup>	Autres
Zones de développement	45,1	46,8	37,8	30,1	14,6	55,6	67,4	66,1	27,1
Bande côtière	19,1	17	22,5	28,5	14,9	17,2	8,5	12,9	9
Kibboutzim	6,4	5,1	4,7	4	8,5	4,1	3,1	2	14,9
Moshavim	4,6	4,2	3,8	5,7	3,5	4,2	4,9	9,9	1,1
Aliyah des Jeunes	0,5	1,2	0,6	0,6	-	0,8	2,5	0,4	2
Auprès de parents	18,7	20,2	23,8	25,1	48,5	15	12,2	7,7	30,2
Autres	5,6	5,5	6,8	6	10	3,1	1,4	1	15,7
Nombre d'immigrants	100% 38 500	100% 94 557	100% 35 135	100% 8 223	100% 1 781	100% 13 655	100% 24 398	100% 2 817	100% 8 548

(a): octobre 1957-avril 1958 seulement.

source: SITTON S., 1963, *Israël : immigration et croissance*, Paris: Cujas, p.178.

## I.2 Les « villes de développement », la réponse à la dynamique Immigration/Edification nationale

L'affaiblissement de la dynamique migratoire après 1951 a permis aux autorités israéliennes de repenser la planification de la politique de peuplement. Dès cette période, un nouveau plan d'aménagement sur la création de villes dites de développement fut proposé.

Ce plan, qui ne devait pas s'appliquer uniquement à de nouvelles villes, mais aussi à des espaces urbains préexistants, succédait donc aux précédents plans avec toutefois la particularité d'être très inspiré des positions des leaders sionistes du début du siècle. Pour exemple, l'un des célèbres "Neinsager" russes, Menahem Ussishkin, avait, comme président du Fonds national juif, défini dès 1904 dans son livre "Notre Programme", la nécessité de la création d'une infrastructure urbaine pour les futurs immigrants [Efrat, 1989:3]. La décision de relever ou de créer des villes afin d'accueillir les immigrants et de contrôler l'ensemble du territoire rompait donc avec la politique des années 1948-1951 qui s'était caractérisée par une "option rurale" de l'intégration de la population. Sur un plan idéologique, la politique des villes de développement signifiait donc la perte d'influence du modèle d'intégration qui voyait dans l'abandon des espaces urbains, qui avaient été les lieux d'atroces persécutions, et dans le retour à la terre, la voie d'une nécessaire refonte du peuple juif dans son nouvel Etat.

La réalité migratoire du pays était la principale cause de ce revirement idéologique. L'importance de la vague migratoire des années 1948-1951 avait saturé les capacités d'accueil du milieu agricole et il devenait nécessaire de réorienter les migrants vers de nouveaux espaces<sup>81</sup>. L'option choisie fut donc celle de la création de villes de développement où les familles immigrantes trouveraient dans les logements publics construits par la société nationale Amidar, des structures d'accueil correctes et où ces nouveaux Israéliens devaient s'insérer dans le marché de l'emploi impulsé par le soutien au développement économique également apporté par l'Etat.

### I.2.1 Une politique de « villes nouvelles » en Israël

Elisha Efrat qui a étudié avec rigueur la politique des villes de développement a rappelé les différentes phases de ce programme. En premier lieu, entre 1949 et 1951, ce sont essentiellement d'anciens noyaux urbains qui ont profité de cette politique : Be'er Sheva étant considérée comme la "mère" des villes de développement. A la suite de cette cité où a été lancé

<sup>81</sup> Notons que l'armistice conclu en 1949 à Rhodes a, par une démobilisation progressive des soldats, augmenté la demande de logements.

dès 1949 un projet de développement de la population, Safed, Tibériade, Afula, Acre, Ramla, Yavne, Ashqelon, Bet Chéan et Lod ont été progressivement dotées d'une variété d'aides visant à inciter l'installation de populations et le développement économique.

Ainsi, comme le montre la typologie des villes de développement réalisée par E. Efrat, seules Qiryat Shemona, Bet Shemesh, Hatzor, Or Aqiva et Qiryat Malachi ont été véritablement fondées de toutes pièces. Sur les quinze villes créées entre 1949 et 1951, plus des deux tiers l'ont été sur des noyaux urbains préexistants qui étaient soit des lieux de vie juifs du *yichouv* comme Afula, soit des lieux mixtes où résidaient ensemble Juifs et Arabes comme Tibériade, soit des sites abandonnés par les Arabes comme Yavne ou bien des villes où résidaient encore une population arabe comme Acre.

Globalement, parmi les vingt-sept villes de développement, onze seulement ont été véritablement créées. En accord avec l'idée d'une déconcentration des trois grandes villes et de leur périphérie, ces nouveaux sites urbains ont été implantés majoritairement dans les districts Nord et Sud. Chacun de ces deux districts a accueilli onze villes de développement, tandis que ceux des trois grandes villes n'ont que plus modestement, avec quatre localités, participé à ce programme. Comme nous l'avons souligné précédemment, dans le district Central (périphérie de celui de Tel Aviv) aucune véritable fondation n'a été réalisée. Lod, Ramle et Yavne sont des localités qui existaient avant 1948. Pour les deux autres districts il s'est agi de deux véritables fondations : Or Aqiva pour celui de Haifa et Bet Shemesh pour celui de Jérusalem.

Fin 1951, la seconde phase de la politique des villes de développement est symbolisée par "l'accalmie migratoire" qui s'installe entre 1952 et 1954 avec seulement 54 000 immigrants contre les 685 000 des années 1948-1951. Seules cinq villes seront fondées. Dans la ligne politique qu'était la conquête du désert, quatre des cinq nouvelles villes ont été implantées dans cette zone aride (Eilat, Ofaqim, Sderot et Yeroham). Plusieurs milliers de Juifs d'Afrique du Nord et d'Asie y ont été installés par l'agence juive, notamment ceux venus d'Irak avec l'opération Ali-Baba<sup>82</sup>.

La reprise d'une forte immigration dès 1955 amène le gouvernement à accélérer sa politique de développement en instaurant l'opération "du bateau à la zone de développement". Comme le rappelle Doris Bensimon, les "immigrants sont orientés, le jour même de leur arrivée, vers le lieu où leur est attribué un logement quasi définitif et où, en principe, ils peuvent trouver du travail [1970 : 126]. Une grande partie des 165 000 nouveaux arrivants, essentiellement marocains et tunisiens poussés au départ par la décolonisation, est orientée vers les villes de développement précédemment créées ainsi que vers de nouveaux sites comme Nazareth Illith, Qiryat Gat, Dimona et Ashdod (cf. encadré). Globalement, ce regain de l'immigration a permis la création de sept nouvelles villes.

---

<sup>82</sup>Entre mai 1950 et juin 1951, la majorité de la communauté juive d'Irak a été, après de longues tractations, transférée en Israël.

### I.2.2 Un bilan contrasté

Sur le plan de la croissance démographique, le succès de ces créations est variable. Au recensement de 1961, aucune des villes de développement n'a atteint le niveau de peuplement qu'avaient défini les aménageurs. Sur les douze villes qui devaient regrouper un minimum de 20 000 habitants, seules six avaient déjà atteint ce chiffre<sup>83</sup>. A la lecture de cette liste, on note que ces six villes ont toutes été développées sur des sites arabes, juifs ou mixtes préexistants. A la base inférieure de la hiérarchie urbaine, en 1961, parmi les cinq villes de développement qui devaient constituer le groupe des villes de 4 à 8 000 habitants, seule Qiryat Malachi, avec 4 630 habitants avait atteint cet objectif.

La plus ou moins grande réussite de la planification de la croissance des villes de développement tenait dans la diversité des contextes, liés à l'origine géographique des immigrants, à la structure de l'hinterland agricole de la ville de développement et à la plus ou moins grande implication politique de l'Etat.

#### Histoire d'une ville nouvelle...

« Arrive à Haïffa un bateau d'immigrants nord-africains qui ne se doutaient sans doute pas être les passagers du Mayflower du Néguev ; la prévenance des autorités de l'intégration les avait en effet choisis pour constituer le tout premier noyau d'une ville nouvelle dans le désert, alors qu'ils avaient rêvé de jouir d'une éternelle béatitude dans les murs de Jérusalem. On les fit monter dans des camions qui mirent le cap sur le Néguev. On arriva enfin sur les lieux élus : un désert de sable et de rochers et le hurlement des chacals, au lieu des célestes harmonies et des trompettes de la Rédemption. Nos héros, du coup, refusèrent de descendre : qu'on les amène n'importe où ailleurs, mais, à coup sûr, pour rien au monde, ils ne voulaient de ce désert... Après bien des palabres et des essais d'explications qui se heurtaient au mur d'un refus olympien, l'un des responsables crut expédient d'organiser une mise en scène : des coups de feu retentirent dans la nuit et l'on fit croire aux immigrants que les Arabes attaquaient. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, les camions furent libérés et Dimona, car c'est d'elle qu'il s'agit, accueillit ses premiers habitants ; ceux-ci enracinés maintenant dans l'endroit, heureux et fiers de leur entreprise de bâtisseurs d'une ville dans le désert, et de leur réussite, sont les premiers à raconter leur mésaventure et les premiers à en rire... aujourd'hui.

Chouraqui A., 1987, *Histoire des Juifs en Afrique du Nord*, Paris : Hachette (Littérature), p.488.

Beaucoup d'immigrants notamment d'Afrique du Nord, n'ont pas accepté la politique dite "du bateau à la ville de développement". Leur refus de vivre dans des espaces périphériques où le sous-emploi était particulièrement élevé et la qualité des logements inadaptée (les appartements étant souvent trop petits pour des familles orientales au nombre d'enfants élevé), s'est concrétisé par une mobilité interne importante. Sur la période 1956-1961 près d'un cinquième de la population israélienne s'est déplacé vers un nouveau lieu de résidence. Parmi ces migrants internes, les populations marocaines et tunisiennes ont largement participé au mouvement : 27,4% des immigrants marocains et 21,3% de ceux originaires d'Algérie et de Tunisie ont changé de lieu d'habitation [Bensimon, 1970 : 488]. Dans le cas des districts Nord et Sud, ces mobilités se sont réalisées pour les villages ruraux au profit des villes moyennes, bien souvent des villes de développement en plein essor, et depuis ces dernières en direction des capitales de districts ou des centralités urbaines du pays.

Les enquêtes réalisées au début des années soixante par D. Bensimon auprès d'immigrants originaires d'Afrique du Nord ont montré que la principale des migrations

<sup>83</sup> Si l'on intègre Tibériade et Lod avec un peu plus de 19 000 habitants.

internes, avec 21,6% des mobilités, est celle qui a vu le déplacement de la ville de développement vers Jérusalem ou Tel Aviv, puis pour 19,2% de la ville de développement vers une autre ville de développement [1970 : 493]. Nombreux furent les immigrants qui quittèrent Yeroham ou Mitzpe Ramon pour Dimona et surtout Be'er Sheva. En Galilée, de mêmes logiques migratoires où les nouveaux arrivants ont quitté leur zone de développement pour les quartiers miséreux de grande ville comme Haïfa, ont été observées.

En termes économiques, différents éléments clefs expliquaient les "ratés" de la politique des villes de développement. Premièrement la faible distance des villages et des villes de développement entre eux n'a pas permis la création d'aires suffisamment importantes pour dynamiser des activités viables, principalement sur le plan commercial. Dans le Néguev, la vision toute "christallérienne" de la région qui présida à la politique d'aménagement du désert, avec un dispositif de centralités urbaines hiérarchisées, allant de la petite localité villageoise à la grande ville -Be'er Sheva- a abouti, aux échelles les moins élevées du réseau, à une véritable compétition entre les différentes unités et a, par là-même, conduit à une dispersion (une neutralisation) des efforts de développement. Deuxièmement, la création d'unités urbaines en tant que "villes de services" n'a pas obtenu les résultats escomptés. Dans de nombreux sites, l'activité agricole environnante était trop restreinte pour soutenir un centre urbain et les logiques du milieu rural n'étaient pas en phase avec celles des aménageurs. D'une part, le milieu agricole (kibboutzim et moshavim) a préféré la diversité des choix offerts dans les grandes localités à ceux, plus réduits, qui leur étaient offerts à proximité et d'autre part, le mode d'organisation très centralisé des kibboutzim, où la politique visait à créer dans l'enceinte même de la colonie agricole les industries nécessaires à la valorisation de leurs productions ont contribué à faire des villes petites et moyennes des niveaux intermédiaires en stagnation, marginalisés [Karmon, 1971:93-94]. La faiblesse du niveau d'éducation et de qualification professionnelle des immigrants installés dans les villes intermédiaires n'a fait que contribuer à la stagnation de ces projets d'aménagement [Efrat, 1989:68].

Au début des années soixante, le bilan des opérations de développement est toutefois positif car l'un des buts premiers, la déconcentration de la population, est amorcé. Comme le souligne Efrat, "le poids des grandes villes et de leur périphérie a chuté de 70,4% de la population du pays en mai 1948 à 51,5% en juin 1962. La population juive dans la plaine côtière est passée de 79,5% en mai 1948 à 70,9% fin 1962" [1989 : 35]. Sur le plan stratégique, l'implantation de villes comme point de contrôle et de maîtrise de territoires à forte présence arabe a été mis en place. En Galilée, la création de Nazareth Illith<sup>84</sup> (à 2,5 km au nord de la Nazareth arabe) comme centralité politique et administrative juive d'un réseau d'établissements juifs est une parfaite illustration de la politique de « judaïsation » du Nord d'Israël, qui perdure encore aujourd'hui.

---

<sup>84</sup> Le terme hébreu d'*Illith*, synonyme de colline, sommet, signifie quand il est associé au nom d'une localité préexistante qu'il s'agit d'une localité juive qui, dans bien des cas, a été développée à proximité d'une localité arabe.

Tableau 12 - Populations juive et non-juive dans le district Nord (1948-1961)

	1948	1961
Population totale	144 000	337 100
Population juive	53 400	194 300
Population non juive	90 600	142 800

Source: Statistical Abstract of Israel 1995, CBS, Jerusalem, pp.50-52

L'entrée dans la décennie soixante marque la fin de l'ère des villes de développement. La création de deux villes, l'une dans le nord, Karmiel (1964)<sup>85</sup> et l'autre dans le sud, Arad (1965), est venue clore cette période de villes nouvelles en Israël. Face aux "ratés" constatés lors des précédentes fondations, les structures tant physiques que démographiques de ces deux nouvelles villes ont été repensées<sup>86</sup>, toujours en termes d'occupation des espaces inhabités et de « judaïsation » du territoire. Un des thèmes forts de la réorientation de la politique des villes de développement tenait dans le désir d'installer en premier lieu des populations juives qui avaient déjà résidé en Israël quelques années (des "vétérans israéliens"). Ces premiers résidents, essentiellement membres de kibboutzim et de moshavim, devaient constituer la structure socio-économique de la ville afin de pouvoir intégrer plus aisément les nouveaux immigrants. Parallèlement, une sélection des immigrants a été opérée en essayant de ne pas installer uniquement des membres d'une même origine géographique. A Karmiel et Arad, de nombreux Juifs européens et américains ainsi que quelques Nord-Africains ont été installés dans l'idée de réussir, enfin, dans ces espaces de développement, la "fusion des exilés".

Cette tentative avait d'autant plus de chances de réussir que ces villes n'étaient pas pensées comme "des villes de services" pour l'hinterland agricole mais comme de véritables entités urbaines. Un soin tout particulier avait été apporté à l'élaboration d'un centre d'affaires [Efrat, 1989:106-110].

Le succès de cette planification a été incontestable. Arad et Karmiel ont connu une rapide ascension dans la hiérarchie urbaine d'Israël passant respectivement de la trente-cinquième et trente-sixième place en 1965 à la dix-huitième et vingt-troisième place en 1980. "Malheureusement", ce nouveau mode de planification des villes nouvelles est venu trop tard. La conquête de la Cisjordanie et de Gaza suite à la guerre des Six-jours (1967) a signifié l'entrée dans une ère d'implantations orientées au-delà de la ligne verte et dédiées à l'ensemble de la population juive. Cette réorientation géographique des zones à développer a eu de graves conséquences sociales. Les résidents juifs orientaux des villes nouvelles de Galilée ou du Néguev, alors qu'ils subissaient de plein fouet les contrecoups économiques (chômage élevé...) des mauvais choix d'implantation, ont été totalement marginalisés. Le gouvernement, en ayant

<sup>85</sup> Notons que cette même année a été créée l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) avec comme président élu Ahmed Choukeiri. Ce n'est que lors du 5<sup>ème</sup> Conseil National Palestinien, en février 1969, que Yasser Arafat accède à la tête de l'Organisation.

<sup>86</sup> Au début des années 1960, le modèle de ville nouvelle que tentent de définir les aménageurs israéliens est plus directement inspiré des conceptions européennes, notamment britanniques où les nouvelles villes sont définies (selon le Towns Act de 1946) comme « des communautés urbaines autonomes sur le plan de l'habitat, des activités, des loisirs, répondant à des préoccupations d'ordre social » [cf. Beaujeu-Garnier J.,1980, *Géographie urbaine*, Paris : Armand Colin, pp.278-279.].

le regard fixé sur les nouveaux territoires conquis, a contribué par son attitude à accroître chez les orientaux le sentiment d'être à jamais les laissés-pour-compte de la société israélienne.

## II DE NOUVEAUX TERRITOIRES, UNE NOUVELLE VISION DE L'AMENAGEMENT TERRITORIAL

L'année 1967 constitue une date charnière dans la configuration géopolitique du Moyen Orient. Israël par sa victoire éclair sur les armées arabes lors de la Guerre des Six-jours a pris le contrôle d'une surface importante de territoires. La Cisjordanie et la bande de Gaza sont conquises, le plateau syrien du Golan et le désert égyptien du Sinaï sont également investis par l'armée israélienne et la totalité de Jérusalem est désormais sous contrôle israélien. Le choc émotionnel est grand au lendemain de cette guerre. D'une part, le revers subi est lourd à supporter pour les armées arabes, d'autre part, pour les Israéliens, la victoire, presque miraculeuse, de Tsahal et surtout l'accès retrouvé au Mur des Lamentations a fait naître un courant messianique qui n'a pas été sans conséquences dans cette région déjà fortement agitée. Pour quelles solutions devait opter Israël : celle du retrait, celle de la conservation des territoires conquis ?

Dès le lendemain du conflit, il s'est avéré qu'aucune véritable réponse ne serait donnée à cette question. L'agitation qui régnait autant dans le camp des vaincus que dans celui des vainqueurs ont toutes deux concouru à un *statu quo* politique. Devant la divergence des positions arabes quant à l'attitude à adopter face à l'Etat d'Israël, ce dernier a pratiqué la politique dite « du coup de téléphone » qui « consistait à attendre que les Arabes manifestent le désir d'échanger les territoires occupés contre la paix. »<sup>87</sup> [Meyer, 1993:67]. Durant cette « attente », le gouvernement israélien a progressivement lancé une politique d'implantations dans les territoires conquis même s'il s'affichait prêt à négocier et alors qu'il allait à l'encontre de la Résolution 242 des Nations Unies, laquelle demandait le retrait israélien des territoires récemment conquis<sup>88</sup>. Cette attitude a progressivement conduit Israël vers une situation que les Israéliens ont défini eux-mêmes comme une annexion « en douce » qui, sans être une annexion *de jure*, mettait les pays arabes et la communauté internationale dans son ensemble devant les faits accomplis [Kapeliouk, 1975:18].

La pratique de « l'attentisme dynamique » s'est révélée être une erreur stratégique car en octobre 1973, le jour de Kippour, l'attaque lancée par l'Égypte et la Syrie a démontré comme l'a dit A. Kapeliouk que le « statu quo, idole vénérée derrière laquelle la politique de l'Etat d'Israël avait trouvé refuge, s'avéra brusquement n'être qu'un mirage » [Kapeliouk, 1975:272,13]. A partir de cette date, la situation politique du pays a totalement basculé ; sous le choc occasionné par cette guerre, les travaillistes ont perdu en crédibilité au sein de la société israélienne. En 1977, la victoire de la droite a mis un terme à la suprématie politique des travaillistes, pères fondateurs de l'Etat, et a fait entrer Israël dans une nouvelle ère politique où la stratégie d'annexion « en douce » s'est substitué un plan de colonisation massive des territoires occupés soutenu par un nationalo-mysticisme des plus affirmés.

---

<sup>87</sup> Nasser, humilié par la défaite, était tenté par une reprise des armes rapides contre Israël, avec le soutien logistique de l'URSS, tandis que Hussein de Jordanie semblait plus enclin à négocier rapidement avec les Israéliens. La « voix du caïre » pesa plus lourd dans les pourparlers entre pays arabes. A la conférence de Khartoum (Août 1967), les treize chefs d'Etat arabes alors réunis, signifièrent clairement à Israël, par une déclaration commune, que sa politique « d'attente d'un coup de téléphone n'était qu'un Château en Espagne [pipe dream] » [Sachar, 1996 :673-677].

<sup>88</sup> Résolution votée le 22 novembre 1967.

Deux grandes périodes caractérisent donc la planification du territoire après la Guerre des Six-jours : celle de l'annexion « en douce » puis dès 1977, celle « par conviction ».

### **II.1 L'annexion « en douce »**

En Israël, la lecture de l'espace a été totalement modifiée par les conquêtes de 1967. La politique des villes de développement qui avait fait l'objet de nombreuses études et retenu l'attention des gouvernants israéliens au cours des vingt premières années d'existence de l'Etat s'est brusquement retrouvée hors d'actualité, tous les regards étant tournés vers les nouveaux territoires.

La lecture de l'espace fut avant tout stratégique. Au lendemain du conflit armé, la nécessité de s'assurer des frontières sûres primait chez les dirigeants israéliens. Pour certains, la sûreté ne s'envisageait que par la conservation de tous les territoires conquis ; pour d'autres, il ne s'agissait que de négocier, du fait de la victoire, quelques rectifications mineures du tracé des frontières [Dieckhoff, 1987 :28]. Un consensus entre ces différents points de vue, reflet de l'éventail militaro-politique du pays, a été trouvé dans le Plan Allon. La proposition d'Ygal Allon, alors ministre du Travail, visait à aménager le territoire de manière à protéger Israël d'éventuelles menaces militaires en créant une zone tampon, constituée d'implantations agricoles et de camps militaires, le long de la frontière jordanienne. Cette politique était en fait la reproduction du modèle de contrôle du territoire mis en place dans les années 1949-1951, empreint de la conception socialo-sioniste du « nécessaire retour à la terre ».

La stratégie de maîtrise du territoire mise en place par les travaillistes a reposé sur « l'insertion par l'évitement ». William Harris a résumé cette politique en soulignant que « la colonisation israélienne dans les territoires occupés ne peut être dissociée de l'exode des réfugiés qui a accompagné et suivi la guerre de 1967 : le départ et l'arrivée de personnes sur les mêmes terres sont deux faces de la même médaille. »<sup>89</sup>. Dans le Golan, où seulement à peine plus de 10% de la population d'avant 1967 résidaient encore (soit environ 10 000 personnes dans le nord du plateau essentiellement), le gouvernement israélien a développé une présence juive sur l'ensemble du plateau en comblant ainsi l'espace vide laissé par la fuite des Syriens. Dix-sept implantations y ont été réalisées entre 1967 et 1973, laissant ainsi disparaître l'idée que les autorités israéliennes n'envisageaient pas à court terme la restitution du plateau [Kapeliouk, 1975:23]. Cette stratégie d'insertion par évitement fut répliquée à l'identique en Cisjordanie. Les implantations, en accord avec le Plan Allon, s'égrainèrent dans la vallée du Jourdain ; dans les espaces où résidaient quelques 85 000 Palestiniens avant le début des combats, douze colonies ont été fondées.

Le Sinaï a accueilli moins d'une dizaine de colonies. La majorité d'entre elles étaient des implantations du Nahal<sup>90</sup> (comme la majorité de celles du Golan, de la vallée du Jourdain et de Gaza) essentiellement localisées à la limite sud de Gaza. A la veille de la Guerre de Kippour, la majorité de ces colonies étaient passées au domaine civil, ce qui témoignait du faible empressement des travaillistes à se retirer du Sinaï. La ville de Charm el-Cheikh, haut lieu stratégique car située à l'entrée du détroit de Tiran qui ouvre sur le Golfe d'Akaba, faisait même l'objet d'une implantation urbaine juive et avait été baptisée en hébreu Ophira. De plus, au début 1973, le mouvement de colonisation a marqué un temps d'arrêt du fait des préparatifs

---

<sup>89</sup> Cité par A. Dieckhoff [1987:70]

<sup>90</sup> «Le Nahal, d'après les initiales de «Jeunesse Pionnière Combattante», est une formation militaire en vue de la création de nouveaux points d'habitations agricoles militarisées sur les frontières.»

nécessaires à la construction de la ville de Yamit<sup>91</sup>, au sud de Rafah à l'entrée du Sinaï, seules deux colonies furent créées cette année-là [Kapeliouk, 1975:21-23].

La bande de Gaza constituait le seul espace où la stratégie de l'évitement était inapplicable. En effet, la très forte densité de population<sup>92</sup> (bien souvent supérieure à 1 000 hab./km<sup>2</sup>) n'a permis aux Israéliens d'établir que quatre colonies. Les sites d'implantation ont toutefois été choisis dans l'objectif de « rompre la continuité territoriale afin d'empêcher à l'avenir la réalisation d'un quelconque plan fondé sur le principe de l'autodétermination des habitants de la bande. » [Kapeliouk, 1975:21].

Progressivement, l'argumentation politique où s'entendait la planification du territoire comme une simple sécurisation des frontières est apparue de moins en moins persuasive. Le gouvernement mettait en place une politique clairement annexionniste. Dès lors, la question du « problème démographique » entre Arabes et Juifs s'est faite de plus en plus présente. En 1973, le général Dayan a exprimé clairement ses positions, qui reflétaient en grande partie celle du gouvernement, en affirmant à ceux qui s'inquiétaient de l'incorporation de près d'un million d'Arabes supplémentaires dans la population du « Grand Israël »<sup>93</sup> que « les Palestiniens font partie de la Jordanie, leur avenir (physique) est ici, mais leur capitale reste Amman »<sup>94</sup>. Par cette déclaration, comme le rappelle A. Kapeliouk, « Dayan « résolu » ainsi, à sa manière, le problème en accordant le statut de citoyens étrangers (Jordaniens), incapables d'avoir prise sur leur destin et sur la politique qui les concerne, aux habitants des territoires palestiniens qu'il envisageait d'annexer. »<sup>95</sup> [1975 :31].

Sur la scène internationale, la Détente entre les Etats-Unis et l'URSS, au début des années 1970, a constitué un événement politique majeur dans les projets annexionnistes du gouvernement. Golda Meïr a très rapidement compris que l'ouverture de l'URSS à l'émigration juive constituait une source de population inespérée pour développer les colonies<sup>96</sup>. Ainsi, par cet événement politique international, Israël a renoué avec la stratégie immigration/maîtrise du territoire (employée avec les villes de développement). Lors d'une réunion de nouveaux immigrants sur les hauteurs du Golan, en septembre 1971, Golda Meïr n'hésite pas à envoyer un signe fort aux nouveaux venus en déclarant : « La frontière se trouve là où habitent des juifs, et non pas sur un tracé de carte. »<sup>97</sup>.

Le déclenchement de la Guerre du Kippour est venu mettre un terme, temporairement, à la politique d'incitation à l'installation dans les territoires occupés. Fin septembre 1973, Golda Meïr dut revenir de toute urgence en Israël car ses services de renseignements lui indiquaient d'inquiétants mouvements de troupes égyptiennes et syriennes alors qu'elle était en Europe sur les lieux d'une attaque terroriste palestinienne contre un train de Juifs soviétiques qui transitait par l'Autriche afin de se rendre en Israël [Bensimon, 1989:233]. Il s'agissait des prémices de la « guerre larvée » qu'allaient se livrer Palestiniens et

---

<sup>91</sup> Suite aux Accords de Camp David, cette ville fut évacuée et détruite par les Israéliens.

<sup>92</sup> En 1967, la bande de Gaza comptait 350 000 habitants sur les quelques 362km<sup>2</sup> que constituait cette frange littorale de 45km de long et de 5 à 12km de large.

<sup>93</sup> Au début des années 1970, l'éventualité d'une annexion des territoires conquis sous-entendait la présence d'une population arabe de 1 500 000 pour 2 800 000 juifs, ce qui inquiétait bon nombre d'Israéliens.

<sup>94</sup> Déclaration faite à la BBC citée par A. Kapeliouk [1975:31]

<sup>95</sup> Dans son ouvrage, A. Kapeliouk raconte comment par cette déclaration, il fut envisagé de rattacher Gaza à la Jordanie. Rachad Ech-Chawa, ancien maire de Gaza, a ainsi été autorisé à aller chercher des passeports jordaniens à Amman et à les distribuer à son retour à la population [1975:31].

<sup>96</sup> Entre 1970 et 1979, plus de 138 000 juifs soviétiques ont émigré en Israël.

<sup>97</sup> Cité par A. Kapeliouk [1975:21]

Juifs, où à la poursuite du mouvement de colonisation, répondaient des attaques terroristes palestiniennes contre la population juive en Israël ou dans le monde.

Les trois années qui ont suivi la Guerre de Kippour ont été très agitées politiquement sur la scène israélo-palestiniene. Golda Meïr et Moshe Dayan sont sévèrement critiqués pour les défaillances qui ont permis l'attaque arabe. En 1974, le climat de protestations pousse Golda Meïr et son gouvernement à la démission tandis que Yasser Arafat est reçu triomphalement par l'Assemblée des Nations unies. La société israélienne s'interroge et gronde ; l'accession au pouvoir de Y. Rabin n'apaise en rien le mécontentement de la population. L'hostilité envers les travaillistes est grandissante et se traduit par la perte des élections législatives de mai 1977. Après des décennies de pouvoir, les travaillistes s'inclinent devant le Likoud, la coalition de droite, aux accents nationalistes, que dirige Menahem Begin : une véritable révolution dans le monde politique israélien.

Malgré une accession au pouvoir qui s'ouvre sur des événements prometteurs en termes de résolution de la question israélo-arabe avec la venue de Anouar el-Sadate à Jérusalem et les accords de Camp David qui s'ensuivent<sup>98</sup>, le Premier ministre israélien n'a cherché en rien à stopper le mouvement de colonisation dans les territoires occupés. Entraîné dans un processus de paix auquel il n'était pas préparé, Begin a bradé le Sinaï dans l'espoir de conserver la Cisjordanie à laquelle il était idéologiquement attaché [Barnavi, 1982:269]. Pour ce dernier, il n'était pas question de Cisjordanie mais de Judée-Samarie avec toute la charge historico-religieuse que recouvraient ces noms bibliques. Avec l'arrivée au pouvoir du Likoud, c'est donc une politique empreinte d'un fort sentiment nationalo-religieux qui va guider la colonisation juive dans ce que « l'on doit nommer dorénavant » la Judée-Samarie<sup>99</sup>.

## II.2 L'annexion « par conviction »

En 1977, l'artisan de la colonisation des territoires occupés est Ariel Sharon, alors ministre de l'Agriculture. Soutenue par les extrémistes religieux du Goush Emounim<sup>100</sup> (« Bloc de la foi »), la politique défendue par Ariel Sharon consiste non pas en une stratégie d'évitement mais bien au contraire en une stratégie qui s'est donnée pour but de rendre visible la présence juive sur tout le territoire jordanien, en allant jusqu'à pénétrer les aires d'habitations palestiniennes. Plus encore, cette politique ne se limite pas à signifier aux populations arabes que la Palestine est « le patrimoine exclusif et éternel du peuple juif », elle s'attache à fractionner les espaces de vie des Palestiniens afin d'en limiter leur extension. Le Plan directeur

---

<sup>98</sup> A la Knesset, Anouar el-Sadate, le 20 novembre 1977 prononce un discours où il propose la paix à Israël en échange notamment d'un retrait des territoires conquis en 1967. Les accords de Camp David signés le 17 septembre 1978 ont consisté en la ratification d'un traité de Paix entre les deux pays (véritablement signé le 26 mars 1979) et en celle d'un accord cadre sur la paix au Proche Orient (où sont définis de grands axes pour résoudre la question palestinienne...). En 6 octobre 1981, le Président Anouar el-Sadate a payé de sa vie ce traité de paix. Sur les négociations qui ont mené aux accords de Camp David, le lecteur pourra consulter la récente publication faite par A. Bregman et J. El-Tahri, 1998, *Israël et les Arabes : la guerre de cinquante ans*, Paris : Arte Editions/Mille et une nuits où sont retracés, à travers les écrits des acteurs et témoins de l'époque, les grands moments des cinquante années de conflit israélo-arabe.

<sup>99</sup> L'expression Judée-Samarie était utilisée, notamment par la presse, avant l'arrivée au pouvoir de la droite mais c'est véritablement avec celle-ci que le terme est officialisé. Les francophones utiliseront le terme de Cisjordanie et les anglophones celui de *West Bank*. Pour l'ensemble Cisjordanie et Gaza, sur la scène internationale, les dirigeants israéliens préféreront parler de Territoires administrés (*Administered territories*) que de Territoires occupés (*Occupied territories*).

<sup>100</sup> Mouvement politique et religieux israélien, créé en 1974 comme une émanation du Parti national religieux (PNR) qui milite activement pour une souveraineté juive jusqu'au Jourdain. Entre 1967 et 1977, les fidèles du *Goush Emounim* sont responsables de la majorité des implantations qui se sont réalisées en dehors des espaces de sécurité définis dans le plan Allon.

pour le développement de la colonisation s'est attaché à développer des implantations sur les principaux axes de croissance de l'habitat palestinien afin de les sectionner. Comme l'a explicité A. Dieckhoff, dans la majorité des cas, les projets ont consisté, en premier lieu, « en la greffe d'une implantation unique à l'intérieur de l'espace palestinien » comme par exemple la *toshava* de Karnei Shomron (créée en 1977) où progressivement d'autres *toshavoth*<sup>101</sup> ou *yichouvim kehilatiim*<sup>102</sup> sont venus s'ajouter à proximité de l'implantation initiale, ce qui aboutit à la constitution d'un bloc homogène, le *goush*, qui suivant son importance remplit avec « plus ou moins plus d'efficacité » son rôle d'obstacle, de « containment » [Dieckhoff, 1987 :75-76].

Deux grands types de colonies se dégagent de l'appareil stratégique israélien : l'un a pour objet de sectionner la continuité territoriale palestinienne, l'autre vise à contrôler, contenir, plus particulièrement, les principales villes palestiniennes de Cisjordanie.

Les colonies de Ariel et de Ma'aleh Adoumim dont les buts sont respectivement de sectionner la Samarie, d'ouest en est, et l'axe Judée-Samarie ont été pensées à la fois comme élément de contrôle de la Cisjordanie mais aussi comme des centres urbains périphériques vers lesquels la croissance juive des centralités urbaines d'Israël pourra être délestée. La ville de Ariel, comme nous le verrons dans le Chapitre Six, tend à devenir une banlieue-dortoir de Tel-Aviv. La relation entre Jérusalem et Ma'aleh Adoumim se pose dans les mêmes termes. Ainsi, par cette double fonction « périurbano-stratégique- caractéristique des *yichouvim kehilatiim*, le gouvernement Begin a tenté de concilier aménagement et maîtrise « politique » du territoire.

La force de cette stratégie résidait essentiellement dans les *yichouvim kehilatiim* créés dans un rayon de trente à quarante kilomètres des grands centres urbains d'Israël. Ces implantations avaient un fort pouvoir attractif car il y était offert des logements spacieux à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les couronnes les plus éloignées de la conurbation de Tel Aviv, et une qualité de vie supérieure, auxquels s'ajoutaient les encouragements financiers de l'Etat (crédits préférentiels, etc...)<sup>103</sup>.

Globalement dans les quatre premières années d'exercice du pouvoir par le Likoud, la Cisjordanie a vu l'établissement de 50 nouvelles colonies, soit une augmentation du nombre de résidents juifs supérieure à 10 000 personnes [Newman, 1992 :29]. Les sources statistiques israéliennes (et palestiniennes) ne nous permettent pas de définir avec exactitude, quelle a été la part des immigrants soviétiques dans cette croissance. Il semble qu'elle ait été relativement faible. L'analyse des mobilités internes des soviétiques arrivés entre 1970 et 1974 fait état de la présence de 100 ménages installés en Cisjordanie et à Gaza en 1978<sup>104</sup>.

Entre 1981 et 1984, malgré l'intervention militaire israélienne au Liban<sup>105</sup>, le mouvement de colonisation est poursuivi. Trente nouvelles implantations sont créées et le

<sup>101</sup> Centre résidentiel

<sup>102</sup> « Villages-dortoirs » situées dans un faible rayon des grandes agglomérations comme Tel Aviv et Jérusalem.

<sup>103</sup> Pour exemple, Michel Foucher note qu'à Nofim l'achat d'une villa donnait droit à un cadeau, une fiat 127 [Foucher, 1987 :11].

<sup>104</sup> Source : *Immigrants from USSR 1970-1983*, Jerusalem : CBS, 1989, p.103. Les familles installées dans la partie orientale de Jérusalem ne sont pas comptabilisées dans cette donnée.

<sup>105</sup> Avec le but de contrôler le Sud-Liban, où les feddayin avaient installé d'importantes bases armées depuis lesquelles ils attaquaient et bombardaient la Galilée, l'armée israélienne pénètre au Liban en juin 1982. Sous les ordres d'Ariel Sharon, devenu ministre de la défense, l'intervention militaire, nommée « Paix en Galilée », dépasse très rapidement son but initial. C'est une véritable prise de Beyrouth qu'ordonne le Général Sharon. Dans Beyrouth assiégée par les Israéliens, les différents groupes armés s'affrontent ; dans la nuit du 16 au 17 septembre, sous l'œil des troupes israéliennes, des miliciens phalangistes pénètrent dans le camp des réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila et massacrent plusieurs milliers de personnes. Au lendemain de ce massacre, des milliers d'Israéliens descendent dans

nombre de colons s'élève à 44 000 en Cisjordanie. Gaza connaît également un net développement du nombre de colonies en réaction à l'abandon de Yamit (suite aux accords de Camp David<sup>106</sup>). Cette politique effrénée de conquête des territoires occupés par la multiplication des colonies juives s'est fortement ralentie après 1984. La mise en place d'un gouvernement d'Union nationale, dirigé dans un premier temps par Shimon Pérès, au lendemain du désastre et de l'horreur que fut l'intervention militaire israélienne au Liban, a eu pour effet de limiter la création de colonies. Une réorientation de stratégie s'est opérée<sup>107</sup>.

La politique mise en place à cette période, avec le recul que nous possédons aujourd'hui, apparaît véritablement comme l'application méthodique d'un plan préconçu. Certes, comme l'a souligné A. Dieckhoff, souscrire à la théorie de la conspiration semble être une erreur mais au regard de la stratégie déployée au début des années quatre-vingt, le sentiment du déroulement d'un implacable plan est plus que présent.

Le gouvernement israélien limite, comme convenu, le nombre de nouvelles colonies mais, parallèlement, décide de consolider et d'accroître les banlieues-dortoirs de Cisjordanie. Ainsi, face à la congestion démographique de la conurbation de Tel Aviv<sup>108</sup>, qui rassemblait encore près de la moitié des Israéliens, le gouvernement mène une politique d'incitation à l'installation dans les *yichovim kehillatim*. Bloqué au nord et au « sud » pour redistribuer sa population, Israël cherche à procurer à la zone urbaine saturée de Tel Aviv, une profondeur territoriale en accroissant la population des blocs comme ceux formés autour de Ariel, El Kana et Emmanuel.

Ce qui « choque » le plus dans cette politique réside dans l'ordonnement de la stratégie territoriale d'Israël. Après avoir mis sur pied une stratégie de sectionnement de la continuité territoriale palestinienne, le gouvernement israélien va poursuivre son action en cherchant à se tisser une propre continuité territoriale dans l'espace palestinien qu'il s'est évertué à fragmenter. Par cette politique, le but recherché était d'obtenir une profondeur territoriale maximale, qui en franchissant la dorsale cisjordanienne, pouvait atteindre les collines de la vallée du Jourdain comme Ma'aleh Ephraïm (via Shilo). La poursuite de cet objectif s'est fait au prix de la négation des espaces de vie, de mémoire, des Palestiniens. Au début des années quatre-vingt, plus d'un tiers de la superficie de la Cisjordanie était passée sous contrôle israélien [Foucher, 1987 :11]

La persistance dans cette stratégie des gouvernements qui se sont succédés depuis 1977, a totalement déstabilisé la politique d'aménagement du territoire élaborée avant la Guerre des Six-jours. Ceci n'a pas été sans conséquences sur la structuration de l'espace israélien à l'aube du déclenchement de la grande vague migratoire d'ex-URSS.

---

les rues de Tel Aviv pour exprimer leur « honte ». En février 1983, Ariel Sharon quitte son poste, le 15 septembre, Menahem Begin démissionne. Le retrait total des troupes israéliennes s'achève le 10 juin 1985. Israël soutient néanmoins les milices chrétiennes du Liban-Sud, connues sous le nom d'Armée du Liban-Sud (ALS).

<sup>106</sup> En avril 1982, les Israéliens se sont retirés définitivement du Sinâï et ont détruit la ville de Yamit construite au début des années 70.

<sup>107</sup> Les travaillistes avaient mis comme préalable à leur participation au gouvernement d'Union nationale, le ralentissement de la politique d'implantations. Le Likoud avait accepté de limiter le nombre de fondations à 6.

<sup>108</sup> Au recensement de 1983, la conurbation de Tel Aviv (qui couvre une large partie de la région centre) compte plus de 1 800 000 personnes sur une population totale de 4 037 600 en Israël.

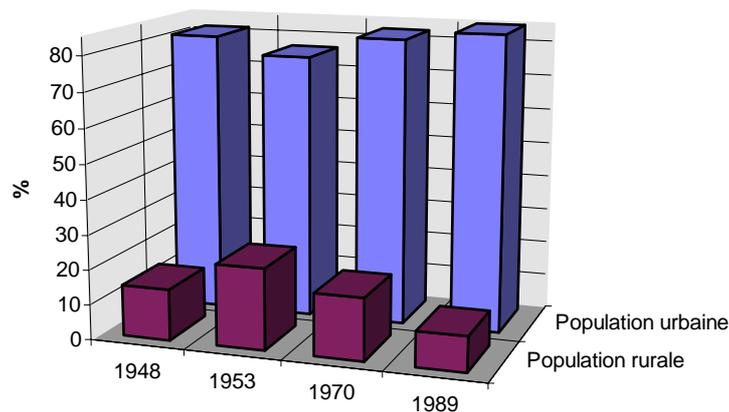
### III L'ETAT D'ISRAËL A LA VEILLE DES EVENEMENTS DE 1989, UNE ARCHITECTURE SOCIO-SPATIALE COMPLEXE

En 1989, après quarante années d'existence, l'Etat d'Israël présente une organisation de l'espace héritée de cette conception de l'aménagement du territoire, souvent stratégique, qui tout au long de ces décennies a cherché à accroître la présence juive dans tous les espaces d'Israël. Sans entrer dans le détail d'une analyse complète de la répartition spatiale de la population en Israël à la veille de l'immigration des Juifs soviétiques, il est nécessaire de brièvement en définir les traits afin de mieux mesurer l'impact, notamment en termes stratégiques, du mouvement migratoire qui nous intéresse.

#### III.1 Croissance urbaine et organisation de l'espace (1960-1989)<sup>109</sup>

Le pays dans lequel sont entrés les immigrants d'ex-URSS possède un taux d'urbanisation parmi les plus élevés du monde. Avec 90% de population urbaine, Israël se situe parmi les cinq pays les plus urbanisés du monde<sup>110</sup>. Malgré les tentatives d'installation des nouveaux immigrants dans le milieu rural -dans l'esprit du retour à la terre-, le taux d'urbanisation, après avoir quelques peu régressé dans les années cinquante et soixante, a retrouvé des valeurs avoisinant les 90% (cf. Figure 4)<sup>111</sup>.

Figure 4 - Populations urbaine et rurale juives (1948-1989)



GOLDSCHIEDER C. (ed.), 1992, *Population & Social change in Israel*, Boulder: Westview Press (Brown University studies in population and development), p.66.

Ce fort taux d'urbanisation est l'héritage de la répartition de la population antérieure à la création de l'Etat. Comme le montre la Figure 4, dès 1948, plus de 85% de la population

<sup>109</sup> Dans cette partie, les données concernant les localités juives regroupent également celles sises au-delà de la ligne verte ; ce qui n'est pas le cas pour les localités non-juives.

<sup>110</sup> Selon le rapport de la Banque mondiale de 1990, Israël se plaçait au second rang des pays les plus urbanisés, après la Belgique (la France était au 23<sup>ème</sup> rang avec 74% de population urbaine).

<sup>111</sup> Rappelons qu'au moment de la création de l'Etat plus des deux tiers de la population juive était regroupée dans les trois villes de Haïfa, Jérusalem et Tel Aviv [Brutzkus, 1976 :73]

juive résidait dans des villes. La politique de développement des localités agricoles afin d'accroître la couverture juive du territoire a progressivement conduit par l'action conjuguée de la croissance naturelle et des migrations (internationales et internes), à un net renforcement de la dynamique d'urbanisation en Israël. La croissance économique du pays et la mécanisation de plus en plus prononcée des activités agricoles ont renforcé ces dynamiques et ont progressivement fait passer une large partie des populations des localités rurales vers des activités secondaires et tertiaires qui ont stimulé une croissance concomitante de la population et de l'urbanisation. De plus, soulignons dès à présent que l'exode rural des seconde et troisième générations juives des localités rurales d'Israël a participé à ce processus d'urbanisation. Motivés par le désir d'occuper un emploi autre qu'agricole, ces nouvelles générations ont également exprimé leur rejet du mode de vie communautaire des kibboutzim, signe peut être de la fin de l'idéal sioniste, de l'entrée d'Israël dans une ère post-sioniste<sup>112</sup>.

Entre 1961 et 1989, l'analyse de l'évolution de la répartition de la population entre milieu rural et milieu urbain reflète l'urbanisation qu'a connue Israël sur la période 1960-1989. Globalement, les villes ont connu un taux de variation de population largement supérieur à celui des localités rurales, respectivement + 123% et + 33% (cf. Tableau 13). Si l'on observe les évolutions en différenciant les populations juives et non-juives, quelques spécificités sont à signaler pour chacun des groupes.

Tableau 13 - Taux de variation de population (en %), par types de localités et groupes de population (période 1961-1983)

Types de localité et groupes de population	Population totale	Population juive	Population non juive
Localités urbaines	123	99	384
200 000 et plus	42	22	888
100 000-199 999	-	-	
50 000-199 999			19 267
50 000-99 999	204	167	
20 000-49 999	58	48	182
10 000-19 999	120	44	5 813
2 000-9 999	53	-12	187
Localités rurales	33	48	-9
Total	109	92	241

source: Population in Localities 1990, Special series n° 916, CBS, Jérusalem, 1992, pp.86-87.

La population juive a poursuivi son urbanisation notamment par un accroissement des localités de 50 000 à 100 000 habitants qui ont connu un taux de variation de population de 167%. Israël compte six localités de cette taille alors que seules deux villes possédaient ce niveau de peuplement en 1961, Petah Tiqwa et Ramat Gan, deux villes en périphérie de Tel Aviv. En 1989, ces deux villes avaient dépassé les 100 000 habitants et des villes qui ne comptaient guère plus de 15 000 habitants en 1961, Herzeliya, Kefar Sava et Ra'anana, étaient entrées dans le groupe des villes de plus de 50 000 habitants en 1989. Ces villes toutes trois

<sup>112</sup> On pourra lire à ce sujet l'article d'Amnon Kapeliouk, « La décadence des kibboutz israéliens », le Monde diplomatique, Août 1995.

situées dans la couronne périphérique de la conurbation de Tel Aviv, démontrent le net mouvement de péri-urbanisation que connaît cette métropole.

Par ailleurs, à la base de la hiérarchie urbaine d'Israël, les villes de moins de 10 000 habitants ont enregistré une nette croissance de population, témoignant ainsi du « glissement » de certaines localités du monde rural vers celui de l'urbain. Cependant, cette accession au statut de localités urbaines concerne uniquement des espaces de vie palestiniens puisqu'à un taux de variation de population négatif pour les localités rurales non-juives entre 1961 et 1989, est venu répondre un taux de variation largement positif pour les localités de 2 000 à 9 999 habitants. En 1989, la population dans ces localités non-juives est 3 fois et demie plus élevée que celle des localités rurales alors que ces deux populations étaient équivalentes en 1961. Ces variations viennent témoigner de l'urbanisation des espaces palestiniens que trop souvent nous avons tendance à considérer comme statiques. Comme l'a souligné Michel Foucher, loin d'être des espaces figés, les aires de résidence des Palestiniens dans les territoires occupés connaissent également des croissances importantes : « les surfaces urbanisées par et pour les Palestiniens ont augmenté selon les villes, de 55 à 267%, entre 1968 et 1979. » [Dieckhoff, 1987 :77].

Pour la population juive, la lecture des mobilités internes révèle très nettement les orientations de la répartition de la population à la fin des années 80. Les villes en périphérie de Tel Aviv ont largement profité des mobilités périurbaines de la population juive puisque près de 90 000 personnes originaires du District de Tel Aviv se sont installées entre 1984 et 1990, dans le district Central. Sur cette période, ce dernier a affiché une balance migratoire de + 38 000 personnes. Cette avancée progressive de la population juive du district de Tel Aviv vers l'Est a eu semble-t-il pour effet d'amener une partie de la populations juive du district central à changer de résidence, créant ainsi un mouvement des migrations en chaîne qui a profité aux colonies juives de Cisjordanie principalement<sup>113</sup>. Les territoires occupés affichent en effet une balance migratoire nettement positive (+ 36 300 résidents). La péri-urbanisation de Jérusalem a également contribué à établir une balance migratoire excédentaire dans les territoires occupés. Globalement, la diversité des croissances et des mobilités internes a dessiné une répartition de la population qui, malgré les efforts des dirigeants israéliens, présente une nette concentration autour des trois centralités urbaines du pays : Jérusalem, Tel Aviv et Haïfa. La conurbation de Tel Aviv regroupe à elle seule plus de 36% de la population totale d'Israël et près de 45% de la seule population juive. Les remarques faites préalablement lors de l'analyse des migrations internes, sont ici confirmées. Les villes sises dans les différents anneaux de la conurbation de Tel Aviv possèdent des taux de croissance annuels tous supérieurs à 3,7% et ceci quelle que soit leur importance dans la hiérarchie urbaine d'Israël. Une dynamique similaire est remarquable dans l'aire d'attraction de Haïfa. L'importance des flux de populations juives entre les districts Nord et de Haïfa, visible sur la carte des mobilités internes, s'observe ici avec les forts taux de croissance de villes comme Qiryat Atta, Qiryat Bialik et Qiryat Motzkhin pour le district de Haïfa et Karmiel principalement, pour le district Nord.

Une telle répartition de la population engendre une très forte densité de population dans la plaine côtière mais aussi sur l'ensemble du pays. Hormis le Néguev, la vallée de Jezréel et les sous-districts qui bordent le plateau du Golan, la majorité du territoire présente une densité de population supérieure à 300 hab/km<sup>2</sup>. A titre d'exemple, pour apprécier la densité

---

<sup>113</sup> Notons toutefois que sur la même période, 58 700 personnes en provenance du district central se sont installées dans le district de Tel Aviv.

de population d'Israël, il nous faudrait imaginer la région Rhône-Alpes (2<sup>ème</sup> région la plus peuplée de France) avec une population huit fois supérieure sur une superficie inférieure de moitié. L'impression d'une forte densité de population est renforcée par la présence d'un semis dense de localités rurales dans le maillage urbain israélien. Soulignons dire que la densité de population est élevée en Israël, ou bien qu'il y a un phénomène de péri-urbanisation de Tel Aviv qui sature l'espace littoral, prête à sourire chez les Israéliens qui ne cessent de rappeler que le nouveau venu doit penser chaque chose à une plus petite échelle et que l'impression de saturation de l'espace est inévitable quand un pays développé comme le leur, possède une plaine côtière entre Tel Aviv et Netanya qui atteint à peine les 18km de large.

A la lecture de l'architecture spatiale d'Israël en 1989, il apparaît nettement qu'Israël a acquis une cohésion territoriale grâce à la politique de renforcement de l'infrastructure agricole du pays lancée dès les années 50 et soutenue par les premières vagues migratoires comme nous l'avons souligné précédemment.

Moshavim et kibboutzim constituent le « liant » essentiel de la cohésion territoriale israélienne. Comme l'indique le tableau 14, ces deux types d'établissements agricoles constituent la très grande majorité des localités d'Israël : en 1989, les localités rurales représentent 85% de l'ensemble des localités et sont composées à 45% de *moshavim* et à 23% de kibboutzim. Entre 1961 et 1989, le bilan des créations de localités rurales indique une augmentation de 220 unités. La lecture de ce bilan en regard des populations rurales juives et non-juives montre que les créations ont essentiellement concerné la première de ces deux populations, respectivement + 249 et - 29. La disparition de localités rurales non-juives s'explique en partie par la croissance naturelle de leur population qui a fait basculer (par effet de structure lié à la définition des types de localités) du rural à l'urbain une partie des localités non-juives (cf. tableau 14). Pour les localités juives, en plus de l'élan donné par la conquête de la Cisjordanie, de Gaza et du Golan, la stabilité s'explique notamment par l'application de la règle de primogéniture dans les *moshavim* en ce qui concerne l'utilisation de la terre. Cette règle a favorisé la création de nouveaux établissements ruraux [Goldscheider, 1992:66].

Globalement, le bilan des créations de localités est sans surprise, il penche nécessairement, du fait de la plus grande population juive, en faveur des localités juives : + 271 créations contre + 17 pour les localités non-juives entre 1961 et 1989. Mais il devient réellement intéressant quant ces données sont distribuées au sein des différentes unités administratives israéliennes. La politique de répartition de la population, empreinte de géostratégie, que nous avons explicitée précédemment, est clairement révélée. L'essentiel des créations de localités a été réalisé dans les districts Nord et Sud et dans les territoires occupés. Sur les 271 localités nouvellement créées pour ou par la population juive, 41% l'ont été dans les territoires occupés, 34% dans le district Nord et 15,5% dans celui du Sud (cf. Figure 5). Les localités non-juives se sont principalement réparties au sein du district Nord, l'espace de vie de la majorité des arabes-israéliens.

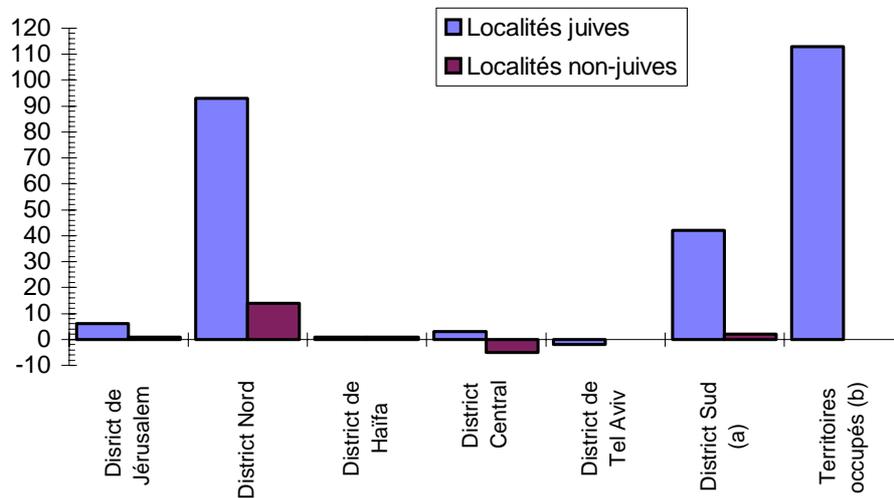
Tableau 14 - Variation du nombre de localités et de la part des types de localités selon les populations considérées (1961-1989)

	1961	1961-1983	1983	1983-1989	1989
<b>Population totale</b>					
Variation du nombre total de localités		+ 218		+ 68	
Variation du nombre de localités urbaines		+ 46		+ 20	
Variation du nombre de localités rurales		+ 172		+ 48	
Part des deux types de localités dans l'ensemble des localités (%):					
Localités urbaines	12		14		15
Localités rurales	78		86		85
<b>Population juive</b>					
Variation du nombre total de localités		+ 198		+ 73	
Variation du nombre de localités urbaines		+ 13		+ 9	
Variation du nombre de localités rurales		+ 185		+ 64	
Part des deux types de localités dans l'ensemble des localités (%):					
Localités urbaines	10		9		9,5
Localités rurales	90		91		90,5
<b>Population non-juive</b>					
Variation du nombre total de localités		+ 21		-4	
Variation du nombre de localités urbaines		+ 35		+ 11	
Variation du nombre de localités rurales		-14		-15	
Part des deux types de localités dans l'ensemble des localités (%):					
Localités urbaines	31		53		63,5
Localités rurales	69		47		36,5

source: Population in Localities 1990, Special series n° 916, CBS, Jérusalem, 1992, pp.86-87.

Pour conclure sur cette analyse des croissances différentielles des divers types de localités, on soulignera simplement que le nombre des colonies juives des territoires occupés a atteint un nombre équivalent à celui des localités non-juives sises en Israël, alors que ces colonies n'ont été créées qu'au lendemain de la Guerre des Six-jours. Souligner ce fait témoigne, une fois de plus, si cela devait être encore nécessaire, de l'intensité avec laquelle les dirigeants israéliens ont incité à l'installation au-delà de la ligne verte.

Figure 5 - Répartition des localités juives et non juives, par district d'implantation (1961-1989)



(a): entre 1983 et 1989 pour les localités non-juives, (b): entre 1972 et 1989 pour les localités juives; pas de données pour les localités non-juives.

source: *Population in Localities 1990*, Special series n°916, CBS, Jerusalem, 1992, pp.66-68.

### III.2 Une lecture stratégique de l'espace israélien

Comme nous venons de le souligner par la lecture des créations de localités selon les districts d'implantation, la dimension stratégique que recèle la politique de répartition de la population est une donnée essentielle de la compréhension de la configuration géographique du pays dans lequel sont entrés les Juifs soviétiques. Par quelques éléments d'analyses statistiques à l'échelle régionale mais aussi locale, avec le cas de Jérusalem, tentons d'appréhender la réalité géopolitique qui caractérise Israël à la veille de la reprise d'une immigration massive.

#### III.2.1 La Galilée, le théâtre d'un intense affrontement démographique

Les limites septentrionales et méridionales que définissent la Galilée et le Néguev ont fait, dès la création de l'Etat, l'objet de plans d'aménagement qui visaient à installer une large part de la population juive dans ces marges sous-peuplées. Deux réflexions avaient motivé ces orientations de la politique de peuplement : la nécessité d'inverser l'engorgement de la région de Tel Aviv, d'une part, et la volonté politique de maîtriser les espaces où la présence arabe était prononcée, d'autre part. Dans cette dernière perspective d'ordre stratégique, le district Nord a constitué un des espaces où la volonté de contrôle du territoire par l'implantation de populations juives a été des plus affirmées.

Deux phases principales ont été mises en œuvre pour atteindre le but qu'était la « judaïsation » de la Galilée. Entre 1948 et 1974, avec le renfort des nouveaux immigrants, une

politique d'occupation du « vacuum » créé par la fuite des populations arabes de la région, lors du premier conflit israélo-arabe, a été menée par la création de villages juifs. A cette période a succédé une phase de pénétration des espaces de vie arabes<sup>114</sup>. La méthode adoptée est identique à celle employée dans les territoires occupés : des sites d'implantation sont choisis de manière à ceinturer les villages arabes et à sectionner les réseaux de communications entre ces derniers<sup>115</sup>.

Comme le souligne le Tableau 15, cette stratégie a dans un premier temps réussi à rétablir « l'équilibre » Juifs-non-Juifs en Galilée. Avec un accroissement de population de plus de 200 000 personnes, la balance a même été en faveur de la population juive puisque celle-ci représentait en 1972, 54% de la population du district Nord. L'ensemble des sous-districts ont profité de cette croissance de population et des villes comme Nazareth Illith ont vu leur population plus que quadrupler<sup>116</sup>.

Tableau 15 - Populations et croissances dans le district (et sous-districts) Nord (1948-1989)

District, sous-district	POPULATION				CROISSANCE			
	1989	1983	1972	1948	Taux de croissance annuel sur la période 1948-1972 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1972-1983 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1983-1989 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1948-1989 (en %)
District Nord	364 800	327 000	255 700	53 400	6,74	2,26	1,84	4,80
Safed SD	63 100	59 500	52 500	8 900	7,68	1,14	0,98	4,89
Kinneret SD	52 600	46 900	38 400	14 400	4,17	1,83	1,93	3,21
Yizre'el SD	126 400	115 000	92 300	24 100	5,75	2,02	1,59	4,12
Acre SD	112 700	98 700	72 500	6 000	10,94	2,84	2,24	7,42
Population juive totale	3 717 100	3 350 000	2 686 700	716 700	5,66	2,03	1,75	4,10
District Nord	397 900	329 000	217 600	90 600	3,72	3,83	3,22	3,68
Safed SD	6 500	5 300	4 100	1 900	3,26	2,36	3,46	3,05
Kinneret SD	19 100	15 700	11 200	5 100	3,33	3,12	3,32	3,27
Yizre'el SD	142 200	117 400	81 400	34 900	3,59	3,39	3,25	3,49
Acre SD	251 100	177 600	120 300	48 700	3,84	3,60	5,94	4,08
Population non-juive totale	842 500	687 600	461 000	156 000	4,62	3,70	3,44	4,20

source: Population in Localities 1990, Special series n°916, CBS, Jérusalem, 1992, pp.67-69.

A partir de la fin des années 70, la chute de l'immigration a progressivement désamorcé le mouvement de conquête démographique de la Galilée. Le taux de croissance annuel enregistré sur la période 1972-1983, a été de trois fois inférieur à celui de la période précédente (cf. Tableau 15). Avec un taux de croissance de 2,26%, la population juive n'a pas pu conserver l'ascendant qu'elle avait pris sur la population arabe.

<sup>114</sup> Le plan d'occupation du sol en Galilée qui a été mis en place à la fin des années 70, repose, en partie, sur un programme d'implantations lancé par l'Agence juive en 1978, nommé *Mitzpim Plan*. Les responsables de l'Agence juive avaient déjà dès 1973, au moment de la préparation du Plan de répartition d'une population de 5 millions (cf. Brutzkus, 1976), présenté les grandes lignes de leur projet : « Créer une majorité juive dans les hauteurs de Galilée, développer économiquement cette région, établir une présence juive dans des positions géographiques clés, encourager les Arabes à s'installer dans les aires urbanisées préexistantes et non pas à étendre leurs villages. En 1978, lors de la présentation du premier Mitzpim Plan, le responsable du département des implantations de l'Agence juive présentait ce projet d'implantations comme une réponse à l'urgence que créait l'utilisation illégale de la « terre juive » faite par les résidents arabes de la région et le moyen de protéger celle-ci en prévenant et en observant les extensions agricoles et résidentielles non autorisées des arabes [Yiftachel, 1992 :138-143].

<sup>115</sup> La création de trois blocs Tefen, Segev et Tsalmon, avec pour centres de gravité les villes de Karmiel et Ma'alot Tarshiha notamment, ont constitué la pièce maîtresse de la stratégie israélienne de couverture de la Galilée à laquelle il faut ajouter l'espace de Nazareth Illith, surplombant la Nazareth arabe [Falah, 1991:70-85].

<sup>116</sup> Entre 1961 et 1975, la population juive de Nazareth Illith est passée de 4 300 à 17 900 personnes tandis que pour la Nazareth arabe, la croissance a été de 26 200 à 39 000.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, le faible empressement des immigrants soviétiques à opter pour une résidence dans le district Nord a contribué à accentuer la décroissance de la part juive dans la population totale<sup>117</sup>. Ainsi, la population arabe avec un taux de croissance stable (environ 3,5%/an), soutenu exclusivement par une croissance naturelle élevée, est redevenue majoritaire en Galilée : fin 1989, plus de 52% de la population du district Nord n'était pas juive.

La Galilée se présente donc comme un espace stratégique qui constitue dans notre problématique un élément de première importance en termes d'analyses géopolitiques où la lecture de l'impact de l'immigration d'ex-URSS sera d'un réel intérêt. A une échelle urbaine, l'étude de la situation démographique de Jérusalem est également une étape primordiale dans notre étude pour comprendre l'importance de la dialectique immigration/maîtrise du territoire en Israël.

### III.2.2 Jérusalem, le cœur de la stratégie territoriale d'Israël

Au lendemain de la victoire de 1967, la Knesset (le parlement israélien) promulgue une loi qui annexe la partie orientale de la ville et fait de celle-ci la capitale unifiée et éternelle d'Israël (cf. encadré). A partir de cette date, un vaste programme de développement de quartiers juifs au nord, au sud et à l'est de Jérusalem est mis sur pied dans le but d'affirmer la souveraineté juive sur l'ensemble de la municipalité<sup>118</sup> afin de prévenir une éventuelle partition de la ville [Newman, 1992 :40].

#### III.2.2.1 Une véritable planification politique de la ville

Dans un premier temps, parallèlement à l'aménagement du quartier juif au pied du Mur des Lamentations au cœur de la vieille ville<sup>119</sup>, de nouveaux quartiers sont érigés dans l'idée notamment de rétablir une continuité territoriale avec le mont Scopus -où avait été implantée la première université juive de Jérusalem-, séparée du reste de la partie juive depuis la partition de 1949. Ainsi, selon les orientations données par le maire de Jérusalem, Teddy Kollek, « un pont terrestre » fut établi avec le mont Scopus par la création des quartiers de Ramat Eshkol, Givat ha-Mivtar et Givat Shapira [Dieckhoff, 1987 :129 ; Rivière-Tencer, 1997 :239].

---

<sup>117</sup> Sur les 90 000 juifs de plus de 18 ans qui sont entrés en Israël sur la période 1970-1983, seuls 7 à 8% ont choisi de résider dans le district Nord contre 20 à 25% dans le district Central. Le district de Tel Aviv a été l'un des premiers espaces d'accueil entre 1970 et 1977, avec 20% du flux, puis sa part s'est érodée progressivement pour atteindre 12% sur la période 1980-1983. Le district Sud a été le premier bénéficiaire de cette réorientation du flux migratoire puisque ce district a accueilli 26% des soviétiques.

<sup>118</sup> Les nouvelles limites définies pour la municipalité de Jérusalem ont été largement étendues au-delà de celles de la municipalité de la Jérusalem-Est d'avant 1967. Comme le souligne V. Rivière-Tencer et A. Attal, les limites de la Jérusalem « réunifiée » dépassent nettement les 6 km<sup>2</sup> que comptait Jérusalem-Est puisque ce sont plus de 70km<sup>2</sup> qui sont intégrés pour couvrir au total 108km<sup>2</sup>, soit une superficie équivalente à celle de la ville de Paris [1997 :215].

<sup>119</sup> Voir notamment l'article de Michael Dumper, « Israeli settlement in the Old City of Jerusalem », *Journal of Palestine Studies*, vol.XXI, Number 4, Summer 1992, pp.32-53.

Pour mener à bien sa politique d'établissement d'une supériorité juive, Israël a eu recours à une série d'ordonnances et de lois qui « légitiment » les expropriations de populations arabes. Ainsi, la *Land Ordinance* britannique de 1943, qui autorise le ministère des Finances à confisquer toute propriété privée pour des raisons « d'intérêt public » a été fréquemment invoquée pour dessaisir les Palestiniens de leur terre et asseoir la présence juive dans les parties orientales de la Jérusalem « réunifiée » [Benvenisti, 1996 :148 ; Rivière-Tencer, 1997 :238-239].

A la première opération d'urbanisme qu'a été le rétablissement d'un continuum territorial juif entre la partie occidentale de Jérusalem et le Mont Scopus a succédé, dès 1970, une politique de consolidation des « positions juives » dans l'est de la ville. Au nord à l'ouest du Mont Scopus, les quartiers de Neve Yaacov et Ramot ont été érigés tandis qu'à l'est et au sud, ceux de Talpiot-est et Gilo voyaient également le jour. Ainsi, minutieusement, les limites de la Jérusalem « réunifiée » ont été dessinées dans l'idée d'accroître au maximum la superficie de la municipalité tout en incluant un minimum de villages arabes [voir Dieckhoff, 1987 ; Encel, 1998].

#### Jérusalem, 1949-1980 :

##### Une succession de résolutions et de lois

Le 9 décembre 1949 (résolution 303) : « L'ONU réaffirme « son intention de voir instaurer à Jérusalem un régime international permanent » et confirme « expressément les dispositions suivantes de la résolution 181 (II) : 1) la ville de Jérusalem sera constituée en corpus separatum sous un régime international spécial et sera administrée par les Nations Unies, 2) le conseil de tutelle sera désigné pour assurer les fonctions d'Autorité chargée de l'administration, 3) la ville de Jérusalem comprendra la municipalité actuelle de Jérusalem, plus les villages et centres environnants, dont le plus oriental sera Abu Dis, le plus méridional Bethléem, le plus occidental Ein Kerem (y compris l'agglomération de Motsa) et le plus septentrional Shu'afat ».

Dans la ligne de la pensée de Ben Gourion qui déclarait le 12 décembre : « Jérusalem est une partie inséparable d'Israël et sa capitale éternelle. Aucun vote des Nations Unies ne pourra modifier ce fait historique. », le 13 décembre, la Knesset vote une loi qui proclame Jérusalem-Ouest capitale d'Israël.

Le 27 juin 1967 : « par l'amendement 11 à la loi 5727, la Knesset décrète que « la loi, la juridiction et l'administration de l'Etat s'étendront à toute portion d'Eretz Israel désignée par décret gouvernemental. »

Le 28 juin 1967 : « le gouvernement fait de Jérusalem-Est : « une région où la loi, la juridiction et l'administration d'Israël sont en vigueur »

Le 30 juillet 1980 : « la Knesset adopte une loi fondamentale qui proclame que : « Jérusalem entière et unifiée est capitale d'Israël... l'Etat accordera la priorité à Jérusalem pour ce qui concerne son développement ».

Source : RIVIERE-TENCER V., ATTAL A., 1997, *Jérusalem: Destin d'une métropole*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient), pp.199-200 ; 213-215

Les *no man's land* laissés par ce « découpage ethnique » de la ville ont été comblés, après confiscation des terres arabes si nécessaire, par de nouveaux quartiers comme celui de Pisgat Ze'ev (1980) construit au sud de Neve Yaacov [Rivière-Tencer, 1997 ; Kaminker, 1997]. Au début des années 80, parallèlement à la poursuite de la politique d'accroissement de la population juive à Jérusalem-Est, l'édification d'une « ceinture de sécurité » au-delà des limites orientales de la ville a été mise en chantier. En effet, en 1982, dans la ligne de la loi de 1980 (cf. encadré), le gouvernement israélien a défini une aire métropolitaine de près de 500km<sup>2</sup> où doit être multipliée la présence juive, principalement au sein de trois implantations : Giv'on au nord, Ma'aleh Adoumim à l'est et Efrata au sud [Rivière-Tencer, 1997 :248].

Ce croissant de lune que dessine ces nouvelles implantations juives autour de la limite orientale de Jérusalem constitue une nouvelle étape de l'incitation à l'installation à l'est de Jérusalem. Aux nouveaux immigrants et aux populations juives en général, attirées par le faible coût des logements dans les nouveaux quartiers de Jérusalem-Est ou du « Grand Jérusalem », comme à Ma'aleh Adoumim, viennent s'ajouter des extrémistes juifs<sup>120</sup> qui font du peuplement des colonies du Grand Jérusalem, un « acte saint ». Ainsi, cette double stratégie de contrôle territorial basée sur des incitations économiques et idéologiques n'a pas été sans conséquences. A la fin des années 80, la séparation ouest-est de Jérusalem n'est plus visible et la « carte ethnique » de la ville et de son aire métropolitaine (le « Grand Jérusalem ») a été totalement bouleversée.

#### III.2.2.2 1967-1989 : un bilan démographique en « demi-teinte »

Comme le souligne l'évolution démographique au fil de cette période, à l'aube des années quatre-vingt-dix, la population juive est certes majoritaire dans la Jérusalem « réunifiée » mais leur part dans la population totale ne s'est guère affirmée. La forte croissance démographique des populations arabes a contrebalancé l'accroissement de populations juives et a permis de maintenir la part des non-juifs à hauteur de 70%. Néanmoins, l'analyse des croissances juives et non-juives au sein de la seule partie orientale de la ville souligne clairement l'effort de judaïsation de cette partie de la ville qu'ont entrepris les gouvernants israéliens. Les nouveaux quartiers, tels ceux de Neve Yacov ou Gilo construits depuis 1970, ont accueilli une population juive qui partant de zéro en 1967 a atteint 135 000 personnes à la fin des années quatre-vingt, soit près de 50% de résidents de Jérusalem-Est. Si l'on observe l'ensemble territorial que forment la municipalité de Jérusalem et l'espace du « Grand Jérusalem », on note cependant une faible suprématie juive, avec 52% de l'ensemble de la population, due à la présence des grandes villes palestiniennes que sont Ramallah et Bethléem, qui délimitent en son nord et en son Sud l'aire du « Grand Jérusalem ». Ces grandes cités palestiniennes contrebalançant fortement la croissance juive au sein du « Grand Jérusalem », les Juifs ne constituent qu'environ 15% de la population totale du « Grand Jérusalem » (proportion inchangée malgré les colonies implantées depuis 1967).

Ainsi, la politique de judaïsation de Jérusalem apparaît comme un « succès » pour le gouvernement israélien, si l'on considère les limites de la Jérusalem réunifiée, mais aussi comme une « demi-réussite » si l'on se réfère aux limites du « Grand Jérusalem ». Mais la suprématie juive semble bien fragile à maintenir devant une croissance naturelle arabe qui

---

<sup>120</sup> Le Goush Emounim (Bloc de la Foi) est un des principaux artisans de l'extension de la présence juive au sein du « Grand Jérusalem ». Le lecteur trouvera des informations sur les incitations à l'implantation dans cette aire (et dans les territoires occupés en général) sur le site internet des colons du Goush Emounim, réorganisé sous le nom de Amana : <http://www.amana.co.il>. Voir également celui du Yesha Council : <http://www.yesha.virtual.co.il>

semble se tenir à un niveau relativement élevé. Faut-il conclure sur une improbable suprématie juive au sein de l'aire métropolitaine de Jérusalem à court terme ? A la fin des années quatre-vingt, face à la faiblesse de l'immigration et à la persistance d'une balance migratoire négative<sup>121</sup>, et même si ces départs se font en direction des villes des territoires occupés sises dans le périmètre du « Grand Jérusalem », l'accroissement de la part juive de manière à rivaliser avec celle de la population palestinienne semblait être relégué au long terme.

Cependant, l'édification du « Grand Jérusalem » a participé pleinement à la croissance de la population des colonies juives de Cisjordanie. En rapprochant ces dernières des espaces de développement socio-économiques du Grand Jérusalem, celles-ci voient leur isolement idéologico-géographique s'atténuer progressivement. En 1988, le nombre de colons juifs installés en Cisjordanie s'élevait à près de 70 000 soit une population vingt fois supérieure à celle de 1976 et la majorité d'entre-eux résidaient dans les limites du « Grand Jérusalem » [Newman, 1991:25].

Globalement, à l'aube de l'ouverture de l'ex-URSS à l'émigration juive, il apparaît nettement que la politique israélienne, caractérisée depuis 1977 par un mouvement de maîtrise et de conquête des espaces non-juifs, n'a été véritablement opérationnelle que lorsque les actions stratégiques (encercllement et fragmentation des espaces arabes) et discriminatoires (saisies de terres, rétention des permis de construire...) se sont couplées avec des périodes de forte immigration. La variable « immigration », fer de lance de la stratégie territoriale juive, a contribué à totalement modifier le panorama démographique d'Israël. En 1989, parmi les espaces de peuplement mixtes, le district de Be'er Sheva présente un ratio Juifs/non-Juifs largement en faveur des premiers, celui de Ramlé également. Seule, la région de Nazareth reste un espace « disputé » tandis que le sous-district d'Acre reste le refuge des populations non juives, majoritairement musulmanes mais aussi chrétiennes et druzes. Une diversité qui peut-être fait de cet espace un lieu moins sensible pour les dirigeants israéliens ?<sup>122</sup> Même si le bilan, à la fin des années quatre-vingt, est pour le gouvernement israélien globalement « satisfaisant », il n'empêche que l'affaiblissement de la croissance démographique juive associé à une montée de la contestation palestinienne dans les territoires occupés fait de l'entrée des Juifs d'ex-URSS, une variable de premier ordre sur le plan stratégique.

A la lecture de ces analyses, c'est au-delà du constat des considérations d'ordre géopolitique qu'il semble nécessaire de conclure ce chapitre, car il ressort que la place cardinale accordée, dès la création de l'Etat, à la relation « immigration-territoire » a eu de lourds contre effets socio-politiques sur la société israélienne.

En premier lieu, basée, certes, sur des impératifs de sécurité, cette politique a fait de la minorité arabe sise dans les frontières d'Israël au lendemain de sa création, une population de seconde zone, qui a vécu sous une politique d'administration militaire jusqu'en 1966. Cette période a constitué pour cette population une réelle humiliation et a suscité sa colère comme

---

<sup>121</sup> Entre 1979 et 1989, la balance migratoire juive de Jérusalem a été continuellement négative, entre -500 et -3 000 personnes par an. Voir notamment l'article de M. Choshen et I. Kimhi, « Migration of Jews to and from Jerusalem : Traits of the migrants and the causes of migration » dans l'ouvrage de Yehuda Gradus and Gabriel Lipshitz, 1996 (cf. références complètes en bibliographie).

<sup>122</sup> En 1989, les populations arabes non-musulmanes regroupaient un tiers de la population du sous-district de Akko (Acre) alors que dans les autres sous-districts qui regroupent d'importantes populations non-juives, les Chrétiens et les Druzes ne représentent jamais plus de 25%.

l'a exprimé Mahmoud Darwich en écrivant : « A quel point nous sommes naïfs de croire que la loi est un instrument de justice et de vérité »<sup>123</sup>.

En second lieu, au sein même de la société juive, cette politique n'a pas été sans conséquences. La recherche d'une maîtrise territoriale maximale, par une politique de dispersion de la population sur l'ensemble du territoire, a placé bon nombre d'immigrants, essentiellement orientaux, dans des espaces où la rudesse des conditions de vie est vite devenue insupportable. A ce premier contre effet est venue s'ajouter la question du devenir des nouveaux territoires conquis lors de la guerre des Six-jours. Au début des années soixante-dix, l'action conjuguée de ces deux éléments a rapidement conduit les dirigeants travaillistes dans une impasse.

Pris entre le feu des tensions sociales, où la politique des villes de développement était un thème fort de revendication chez les Orientaux, et des orientations politiques hésitantes au sein des partis de Gauche, entre partisans du développement de colonies urbaines dans les territoires occupés et fidèles de l'esprit pionnier agricole, les Travaillistes n'ont pas pu conserver leur emprise sur la politique israélienne et lors des élections de 1977, le représentant du Likoud (parti de droite), Menahem Begin, a donc accédé à la tête du gouvernement. Ce bouleversement politique, source d'un conflit social qui perdure encore aujourd'hui a, en termes de géopolitique, constitué un événement de première importance sur la stabilité du Moyen-Orient. Comme l'a souligné A. Dieckhoff, le Likoud débarrassé de cette inhibition idéologique qu'était la vision d'une valeur salvatrice en la colonisation agricole [1987:83-84], a trouvé dans ce « tournant électoral », l'instant pour mettre en œuvre sa vision expansionniste du territoire. A partir de cette date, la géopolitique israélienne est entrée dans une ère du nationalo-mysticisme, qui n'a fait qu'éloigner les chances de voir s'opérer, au plus vite, un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien.

---

<sup>123</sup> Citation tirée de l'ouvrage de D. Bensimon [1989 :320]

## CHAPITRE TROIS – UNE STRATEGIE TERRITORIALE REMISE EN QUESTION

Les contextes historiques et géostratégiques précédemment décrits nous poussent à mettre à jour la faille qui se dessine dans le projet géopolitique israélien. A la fin des années quatre-vingt, Israël, dirigé par des gouvernants de droite, attirés chaque jour davantage par les lectures nationalistes du territoire, proposées notamment par le *Goucb Emounim*, semble néanmoins atteindre une limite. L'affaiblissement de sa capacité d'accroissement démographique, du fait de la raréfaction de l'immigration, qui s'accompagne d'un désir de redéfinition de son projet de société où s'élèvent de fortes contestations des objectifs politiques poursuivis par le pays, amène Israël à infléchir ses ambitions territoriales et à avancer vers la table des négociations avec les Palestiniens. Pourtant, conscient de l'échec que représente son incapacité à franchir ces nouveaux obstacles démographique et idéologique, le gouvernement israélien d'alors voit dans la possible libéralisation du droit à l'émigration des Juifs soviétiques, l'occasion d'un nouveau départ. Afin mieux cerner le « temps du doute » dans lequel se trouve inscrit Israël à la fin des années quatre-vingt, essayons donc de mesurer les failles du projet géopolitique israélien et d'évaluer les perspectives offertes par l'éventualité d'une ouverture du « réservoir migratoire » qu'est l'URSS.

### I L'APRES 1967 : VERS UNE INADEQUATION DU DISCOURS STRATEGIQUE ET DU CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Quels étaient donc les éléments qui poussaient les analyses prospectives à signifier qu'Israël était arrivé, à la fin des années quatre-vingt, à un seuil géopolitique ?

#### I.1 Le déclin de la courbe de croissance démographique israélienne, un premier signal

Très rapidement, au cour des années qui ont suivi la première décennie de l'Etat d'Israël -où la population a plus que doublé-, la croissance démographique juive n'a cessé de s'affaiblir. Aux 9,2% d'accroissement annuel de population juive enregistrés sur la période 1948-1960, ont succédé des taux bien moins élevés qui n'ont cessé de s'amoinrir au fil des ans. Sur la décennie quatre-vingt, la croissance n'a pas dépassé les 1,5% par an soit un rythme six fois moins élevé que celui de la décennie cinquante (cf. Tableau 17).

Tableau 16 - Population et taux de croissance annuel en Israël (1948-1996)<sup>124</sup>

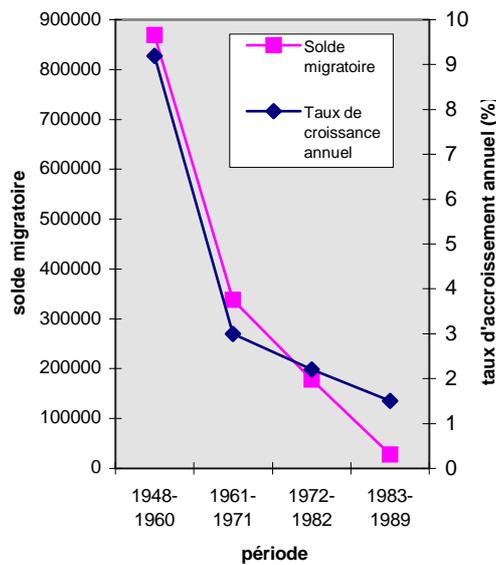
	Périodes									
	1 1 9 9 4 6 8 0	1 9 6 1	1 1 9 9 6 7 1 1	1 9 7 2	1 1 9 9 7 8 2 2	1 9 8 3	1 1 9 9 8 8 3 9	1 9 9 0	1 1 9 9 9 9 0 6	1 9 9 6
Population juive	1 981 700		2 752 700		3 412 500		3 946 700		4 637 400	
Taux de croissance annuelle de la population juive (%)	9,2		3		2,2		1,5		3,1	
Population non-juive	252 500		472 300		706 100		875 100		1 122 000	
Taux de croissance annuelle de la population non-juive (%)	3,6		4,5		3,7		3		4	

Source: *Statistical Abstract of Israel 1997*, Central Bureau of Statistics, Jérusalem, 1998

<sup>124</sup> La population non-juive comprend principalement les populations musulmane, chrétienne et druze d'Israël.

Cette perte de dynamisme qui a pu être imputée à la baisse de la nuptialité et de la fécondité trouvait principalement son origine dans la chute de l'immigration, de l'*aliya*. Les grandes judaïcités mondiales ne participant que faiblement aux mouvements migratoires vers le foyer national juif, le solde migratoire a, au lendemain des grandes *aliyoth* post-1948, fortement diminué et a entraîné dans sa chute le taux de croissance annuel (cf. Figure 6)

Figure 6 - Solde migratoire et croissance annuelle de la population juive d'Israël (1948-1989)



Source: Statistical Abstract of Israel 1997, CBS, Jerusalem

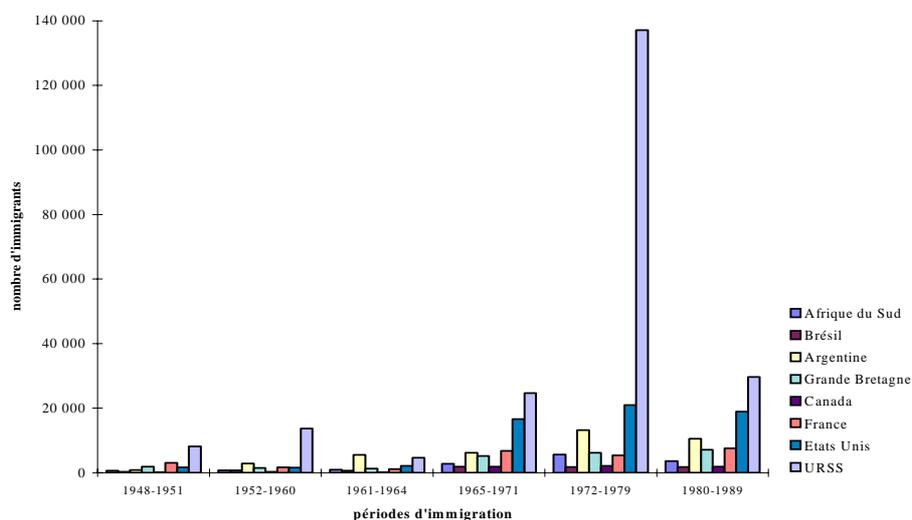
Au sein du monde juif, les rôles et devoirs de chacun se répartissaient, en fait, dans un rapport « centre-périphérie » où les communautés américaines, française, britannique et sud-africaine, pour ne citer que les principales, se sont stabilisées, ont poursuivi leur intégration dans leur pays de résidence, n'ont vu émigrer vers Israël qu'une très infime frange de leur groupe<sup>125</sup> et ont privilégié, « en contrepartie », un fort soutien politique et financier à Israël. En France, Dominique Schnapper a souligné cette structuration de la diaspora notamment en relatant les propos d'un commerçant juif du sud-ouest : « Moi je pense qu'Israël a besoin... la survie même d'Israël, c'est la survie de la diaspora. Israël n'existerait pas, si la diaspora n'existait pas. Certes, ce sont eux qui se battent, ce sont eux qui se font tuer, quand il y a la guerre, mais notre rôle à nous, au moins pour les juifs qui peuvent le faire, dans la diaspora, c'est de les aider et non seulement de les aider, mais c'est de défendre leur cause, là où nous nous trouvons » [1980 :162]. La communauté américaine a essentiellement consacré ses efforts dans l'aide à l'*aliya* des communautés isolées -comme ce fut le cas avec les Juifs soviétiques dans les années soixante-soixante-dix. Seule la Guerre des Six jours (1967) a véritablement eu

<sup>125</sup> L'ensemble du flux d'immigration constitué par les communautés américaines (Etats-Unis et Canada), française et britannique ne constitue que 6,3% du flux d'immigration entre 1948 et 1989 (5,5% pour 1948-1996).

un impact migratoire sur ces communautés. Comme le souligne la Figure 7, nombreux furent les Juifs américains, français et britanniques à émigrer vers un Israël éprouvé, commotionné par cette guerre, afin de témoigner leur attachement à l'Etat juif. Cet épisode a révélé la complexité du monde diasporique où d'un point de vue intellectuel des hommes ont pu exprimer, comme R. Aron, leur statut de « Juif assimilé », tout en affirmant que si on laisse détruire ce petit Etat, on leur enlèverait « la force de vivre » [Bensimon, 1994 :133-134]<sup>126</sup>.

Outre ce témoignage fort des grandes communautés juives mondiales, cet « artefact » dans le continuum migratoire israélien n'a pas effacé le sentiment d'une « perte d'influence d'Israël sur la diaspora », remettant ainsi en cause le projet sioniste de l'Etat. A cette frontière socioculturelle qui s'érigait alors entre « Juifs de l'intérieur et de l'extérieur » sont venus s'ajouter d'autres points de rupture comme la question des territoires occupés (conquis en 1967) ou l'expression d'identités juives religieuses et a-religieuses.

Figure 7 - Flux d'immigration issus des sept plus grands établissements diasporiques mondiaux (1948-1989)



Source: Central Bureau of Statistics, Jerusalem

Sur un plan sociologique, ces reconfigurations tant en Israël qu'au sein de la diaspora ont été des événements riches en questionnements où ont pu s'exprimer des craintes, comme l'a observé de G. Friedman dans son ouvrage intitulé « Fin du peuple juif ? » [1965], et où la question des liens entre identité culturelle et territoire a été des plus prégnantes. Sur le plan démographique, une telle dynamique était nettement perceptible. En l'espace d'une décennie, celle de soixante-dix, la part des Israéliens de naissance n'a eu de cesse de croître pour devenir

<sup>126</sup> Cette période a vu s'opérer de significatives reconfigurations géostratégiques au Moyen-Orient dont le retrait diplomatique de l'URSS en Israël associé à un soutien soviétique fort apporté à la Syrie et à l'Égypte, la condamnation par de Gaulle de « l'agression israélienne » ainsi qu'un désinvestissement de la France au Moyen-Orient et parallèlement, un renforcement des liens entre Israël et la diplomatie américaine faisant ainsi de la scène moyen-orientale, une place centrale de l'affrontement entre les deux grandes puissances mondiales, ont été les points forts.

majoritaire dès 1980. La chute constante du taux de croissance annuel s'est accompagnée d'une érosion régulière de la part de la population juive née à l'étranger qui signifiait la fin de l'ère des grandes *aliyoth* (cf. Tableau 17).

Tableau 17 - Evolution structurelle de la population juive d'Israël (1948-1996)

Années	1948	1961	1972	1983	1990	1996
Population totale d'Israël	872 700	2 179 500	3 147 700	4 037 600	4 821 700	5 759 400
Population juive d'Israël	716 700	1 932 400	2 686 700	3 350 000	3 946 700	4 637 400
Part de la population juive née à l'étranger (%)	64,6	62,2	52,6	42,5	38,1	38,4

source : *Statistical Abstract of Israel 1995 & 1997* et *Israel in figures (1960-1996)*

C'est sur le thème de la politique israélienne que ces changements de rythme démographique ont été le plus intéressants. Comme nous l'avons souligné en préambule, l'arrivée au pouvoir de la droite en 1977 avec Menachem Begin au gouvernement, ont totalement bouleversé la représentation des frontières en Israël. Après avoir défendu une géostratégie basée sur la sécurité de l'Etat, le pays s'est doté, avec ce nouveau gouvernement, d'une stratégie de conquête territoriale articulée sur la relation « immigration-territoire » alors même que celle-ci était en « perdition », faute de réelle immigration.

Persistant dans son idéologie politico-messianique, la droite nationaliste a relancé les stratégies d'affrontement entre Arabes et Juifs alors même qu'un mouvement vers une convergence démographique, que symbolisait notamment une tendance à l'homogénéisation des comportements en termes de fécondité chez les différents groupes juifs et non-juifs, semblait pouvoir aboutir à l'amorce d'un projet collectif [Goldscheider, 1992 ; DellaPergola, 1997]. Pour exemple, au début des années cinquante, les indices synthétiques de fécondité allaient du simple au double entre Juifs et Musulmans, respectivement 3,64 et 7,96 ; après deux voire trois décennies, les écarts s'étaient considérablement resserrés dans une fourchette oscillant de 2,69 et 4,70. Le double jeu politique de la droite israélienne<sup>127</sup> a conduit à une radicalisation des rapports entre Juifs et Arabes où à l'oppression israélienne a répondu une « revanche des berceaux » chez les Palestiniens qui a mené les deux peuples sur la voie d'une guerre démographique et les a éloigné d'un éventuel processus de paix. En Israël, l'amorce d'un mouvement où « le temps chronologique de l'histoire moderne » comme l'a souligné Nicole Lapierre aurait dû (notamment par la « normalisation du régime démographique ») prendre le pas sur celui du « mythe du retour, du temps cyclique qui s'ancre dans l'évidence immuable d'un donné originel et abolit l'histoire », a été totalement freinée<sup>128</sup>. Comme pour signifier ce retour au temps du mythe, la Cisjordanie d'alors s'est vue rebaptisée Judée-Samarie, renouant ainsi avec l'idée du « Grand Israël ». Un net développement des colonies dans les territoires occupés -sous l'impulsion du *Gouch Emounim* principalement- a été entrepris. Entre 1977 et 1988, la population juive de la seule Cisjordanie est passée de 3 176 à 67 000 personnes.

Même si « l'instrumentalisation de la démographie » a toujours constitué une pierre angulaire de la pensée étatique d'Israël et a permis d'asseoir un dispositif de contrôle territorial, non seulement dans les territoires conquis en 1967 mais aussi dans ceux du Nord et du Sud du

<sup>127</sup> Les accords de paix signés avec le président Sadate ont été pour Menahem Begin, une stratégie politique qui visait à « brader » le Sinaï dans l'espoir de conserver la Cisjordanie », cf. notamment Barnavi E., 1982.

<sup>128</sup> Cf. Lapierre Nicole, « Le modèle de la diaspora juive en Europe », in Gallissot R., ed., 1993, *Pluralisme culturel en Europe. Culture(s) européenne(s) et culture(s) des diasporas*, Paris : L'Harmattan (L'Homme et la Société), p.32

pays où la population juive constituait une minorité parmi d'autres, il n'en demeure pas moins qu'au cours des années quatre-vingt, le refus aveugle de constater les restructurations socio-démographiques a mené la géostratégie israélienne vers une limite : l'inadéquation entre réalité démographique et accession au mythe du « Grand Israël ».

## I.2 L'entêtement idéologique de la droite israélienne ou l'entrée dans une impasse géopolitique

L'engagement idéologique des années soixante-dix, à travers son expression territoriale qu'a été la colonisation des territoires conquis en 1967, a placé Israël dans une délicate position géostratégique. Avec l'arrivée au pouvoir de la droite nationaliste (1977), et son corollaire, le réinvestissement messianique du sionisme, par l'alliance du gouvernement Begin avec les courants religieux et annexionnistes tel le *Gouch Emounim*, le pays est entré dans une logique géopolitique des plus complexes et périlleuses.

Maintenir une présence juive dans les territoires conquis pouvait certes s'entendre dans une perspective sécuritaire mais la marque idéologique que les gouvernements ne s'étaient pas privés d'appliquer à cette présence a effacé l'aspect sécuritaire pour ne laisser transparaître que l'image colonisatrice et a donc, par là même, posé clairement et uniquement le débat en termes de conflit territorial. Le déclenchement de l'*Intifada*<sup>129</sup>, fin 1987, a constitué en cela, une mise en évidence de l'infléchissement de la précellence du « souci d'exister » dans la conduite de la politique israélienne, le soulèvement palestinien ayant trouvé ses racines dans un effort de réaction contre une oppression et non pas dans un plan de destruction de l'entité israélienne. Ainsi, à l'aube de la décennie quatre-vingt-dix, le facteur démographique a revêtu une importance toute particulière car le temps était venu pour chacun des « camps » de se compter. Pour asseoir les fondements idéologiques de leur politique, qui vise à la maîtrise territoriale du « Grand Israël », les gouvernants d'alors doivent se résoudre à mesurer leur potentiel démographique, car si, comme l'a souligné A. Dieckhoff [1987:61], l'entreprise sioniste avait su, dans ses premières années, « tempérer et relativiser » le déséquilibre démographique chronique dont elle souffrait par sa « stratégie multiforme d'occupation de l'espace », à la fin des années quatre-vingt, cette stratégie, face à l'affirmation du nationalisme palestinien, ne peut plus échapper aux rapports purement démographiques.

L'impasse dans laquelle semble engagé Israël est clairement reflétée dans la part grandissante que prend la question démographique dans le discours politique autant chez les Israéliens que chez les Palestiniens. Au cours des années quatre-vingt, les travaux de Nadia Benjelloun-Ollivier rassemblés sous le titre « Israël-Palestine : le nombre et l'espace » [1983] ou encore ceux de Jean-Paul Chagnollaud intitulés « Palestine : l'enjeu démographique » [1983] ont parfaitement souligné les réorientations stratégiques de cette lutte déjà trentenaire.

Deux niveaux d'analyse doivent retenir notre attention pour cerner au mieux le contexte dans lequel évolue alors la pensée géopolitique israélienne. A la fin des années quatre-vingt, deux éléments obligent le gouvernement israélien à réagir promptement. En premier lieu, l'amointrissement de la croissance démographique fait d'Israël un pays fragilisé, une « proie facile pour ses voisins » et, en second lieu, non seulement cet affaiblissement risque de tirer à conséquence sur la scène régionale, mais aussi dans l'aire israélo-palestinienne, dessinée

---

<sup>129</sup> L'intifada a pris naissance en décembre 1987, à partir d'une collision entre deux véhicules, l'un conduit par un Israélien, l'autre par un Palestinien, qui a coûté la vie à deux des passagers palestiniens. Cet accident de circulation a mis le feu aux poudres et la rébellion contre les Israéliens s'est propagée dans tous les territoires occupés. Au soulèvement palestinien est venu répondre une politique de répression des plus sévères [Gresh, 1992].

par les conquêtes de 1967, car la supériorité numérique des Juifs dans cet ensemble apparaît à terme remise en question.

En 1989, avec une population d'environ 4 500 000 personnes<sup>130</sup>, Israël se place au 9<sup>ème</sup> rang des pays du Moyen-Orient. Ses voisins sont largement plus peuplés, notamment ceux avec lesquels Israël possède des relations conflictuelles ; la Syrie, l'Irak et l'Iran ont des populations qui lui sont dix fois supérieures. A cette époque, dans le contexte de tensions qui caractérise cet espace, la faiblesse démographique d'Israël est ressentie avec d'autant plus d'acuité que les taux de natalité, et globalement la croissance annuelle, des pays arabes environnants sont également beaucoup plus élevés (Israël, 22‰ ; Irak, 42‰ ; Iran, 44‰ et Syrie, 45‰).

Dans l'espace israélo-palestinien, les craintes démographiques trouvent leur source aux différentes échelles d'analyse du territoire. En premier lieu, à l'échelle des frontières de 1949, le problème démographique inquiète Israël car l'Etat ne parvient pas à dominer numériquement l'ensemble de son territoire. Dans cette logique de suprématie numérique, le district Nord est en effet pour ces « populations rivales », le théâtre d'une rude bataille démographique.

Si l'envoi d'immigrants de la grande vague de 1948-1951 et l'exil palestinien avaient permis aux Juifs d'être majoritaires dans cette région septentrionale, la forte croissance naturelle des populations arabes résidentes a très vite comblé les pertes liées à l'exode. Au tournant des années soixante-dix - quatre-vingt, les autorités israéliennes, de par la faiblesse de leur croissance naturelle face à la vigueur de celle des Palestiniens, ne pouvaient que constater le recul de leur présence en Galilée. Presque mécaniquement, à partir de la moitié des années soixante, la diminution progressive de la dynamique migratoire a contribué à éroder les bénéfices démographiques réalisés en Galilée grâce aux grandes *aliyoth* consécutives à la création de l'Etat. Passée majoritaire au début des années soixante-dix dans cette région septentrionale d'Israël, la population juive a très rapidement reperdu sa suprématie numérique en l'espace d'une décennie, faute d'une croissance démographique suffisante en regard du dynamisme de la population arabe (cf. tableau 18). Comme l'a rappelé Majid Al-Haj [1992 :91], la chute de l'émigration des années 1970-1980 a fait naître la crainte d'une perte de suprématie démographique chez les Juifs, même si la souveraineté de l'Etat n'était pas directement remise en question car la part juive se maintenait à hauteur de 80% dans la population totale (cf. tableau 18).

---

<sup>130</sup> Population juive des territoires occupés et du Golan comprises.

Tableau 18 - Populations juives et non-juives en Israël et dans les territoires occupés (1948-1987)

	1948		1972		1987	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Israël (avant 1967)						
Total	872 700	100,0	3 147 700	100,0	4 406 500	100,0
Juifs	716 700	82,1	2 686 700	85,4	3 612 900	82,0
Non-juifs	156 000	17,9	461 000	14,7	793 600	18,0
District Nord (inclus Galilée)						
Total	144 000	100,0	473 900	100,0	732 400	100,0
Juifs	53 400	37,1	255 700	54,0	357 000	48,7
Non-juifs	90 600	62,9	217 600	45,9	375 400	51,3
Israël et Cisjordanie						
Total			3 770 300	100,0	5 244 200	100,0
Juifs			2 686 700	71,3	3 612 900	69,0
Non-juifs			1 083 600	27,7	1 631 300	31,1
Israël, Cisjordanie et Gaza						
Total			4 149 100	100,0	5 789 200	100,0
Juifs			2 686 700	64,8	3 612 900	62,4
Non-juifs			1 462 400	35,3	2 176 300	37,6

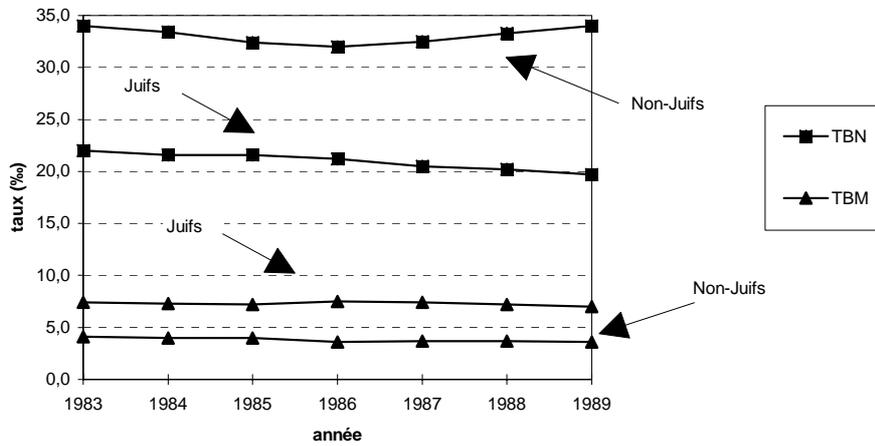
Source: Newman D., 1992, *Population, settlement and conflict: Israel and the West Bank*, Cambridge: University Press, p.20

Néanmoins, à l'échelle des territoires sous « contrôle » israélien après 1967, le spectre du « diable démographique » se faisait de plus en plus présent et interrogeait le gouvernement car une éventuelle décision d'annexion de la Cisjordanie et de Gaza présentait le risque de voir, à plus ou moins long terme, la communauté juive réduite au rang de minoritaire. En 1987, à cette échelle d'analyse, les Juifs ne représentaient plus que les deux tiers de la population totale et les indicateurs démographiques n'étaient pas en leur faveur (cf. tableau 18).

Les perspectives démographiques n'étaient d'autant pas en faveur de la population juive d'Israël qu'elle présentait un taux brut de mortalité supérieur d'un tiers à celui de la population arabe israélienne et un taux de natalité sans comparaison avec celui de cette dernière. En 1989, alors que l'entêtement idéologique des gouvernants israéliens prête de plus en plus à discussions, le taux brut de natalité des Arabes israéliens était de quinze points supérieur à celui de la population juive (cf. figure 8).

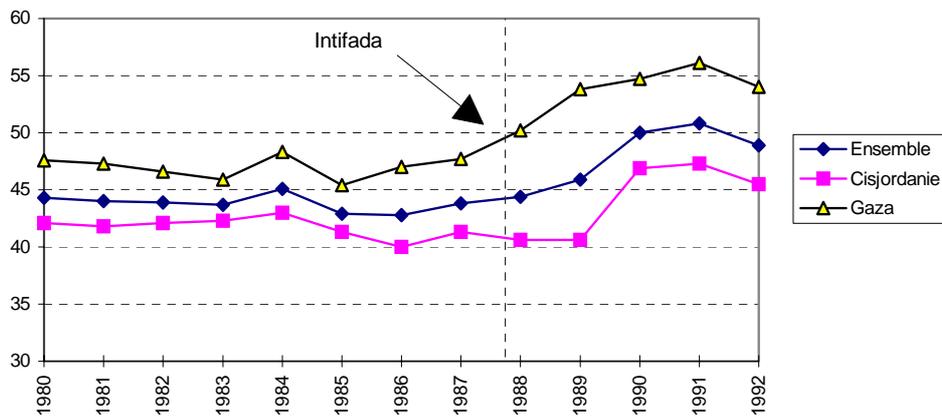
L'importance de ces écarts de natalité était renforcée par la situation qui prévalait dans les Territoires occupés où les taux de natalité étaient encore plus élevés. En Cisjordanie et à Gaza, ils excédaient les 40%. Comme le souligne la figure 9, le déclenchement de l'*intifada* paraît avoir impulsé une augmentation de la natalité palestinienne notamment en Cisjordanie. Alors qu'à Gaza, la croissance du taux de natalité semble, avant tout, un effet structurel, en Cisjordanie, il apparaît qu'au lendemain du déclenchement de l'*intifada*, la natalité s'est fortement accélérée puisqu'elle a gagné, en l'espace de deux années, plus de cinq points.

Figure 8 - Taux brut de mortalité et taux brut de natalité en Israël (%)



source: Courbage Y., "Contrastes démographiques en Israël: tendances récentes", *Population*, mai-juin 1993, n°3, p.756

Figure 9 - 1980-1992 : Taux brut de natalité en Cisjordanie et à Gaza d'après les statistiques israéliennes (‰)



COURBAGE Y., "La fécondité palestinienne des lendemains de l'Intifada", *Population*, n°1, 1997

Indéniablement, le climat politique israélien pâtissait de ces défavorables perspectives démographiques. Les projections de population où étaient annoncées, comme dans celles de J.P. Chagnollaud [1983 :51] que « d'ici la fin du siècle, on peut raisonnablement prévoir que cette minorité [les Palestiniens] deviendra la majorité » affaiblissaient considérablement les visées expansionnistes de la droite nationaliste. Même si, abstraction faite de l'impact médiatique de ces projections, la supériorité numérique des Palestiniens apparaît n'être réalisable qu'à long terme, entre 2015 et 2020<sup>131</sup>, la population palestinienne de Cisjordanie ayant juste retrouvé un niveau similaire à celle existante à la veille de l'exode de 1967 (cf. encadré), les représentations « catastrophiques » de la guerre démographique qui hantent l'imaginaire politique de la droite israélienne a, nous en faisons l'hypothèse, conduit, ou contraint, le gouvernement israélien d'Y. Shamir à reconnaître l'impasse géopolitique dans laquelle il s'engageait et à avancer vers la table des négociations avec les Palestiniens (Conférence de Madrid, octobre 1991). La pression exercée sur le gouvernement israélien pour qu'il accepte l'établissement d'un processus de paix était renforcée par le contexte post-guerre froide qui rendait caduque l'affrontement Est/Ouest par Israéliens et Palestiniens interposés dont avait été l'objet la scène moyen-orientale pendant des années<sup>132</sup>.

**LA DEMOGRAPHIE DES TERRITOIRES OCCUPES ET DE JERUSALEM A LA VEILLE DE L'IMMIGRATION DES JUIFS D'EX-URSS**

**Cisjordanie**

*Superficie* : 5 450 km<sup>2</sup>. 52 % des terres sont sous « contrôle » direct (41 %) ou indirect (11 %) d'Israël. 4 % du total des terres sont « affectées » aux implantations juives.

*Populations* : 60 000 Juifs, 840 000 Arabes (92 500 dans 19 camps).

*Implantations juives* : 118, dont 9 ont un statut « urbain ».

*Emploi* : Force de travail : 160 000 personnes. 70 000 Palestiniens travaillent en Israël (dont 20 000 non déclarés).

*Répression* : environ 2 000 déportations depuis 1967. 4 500 « détenus de sécurité » dans 10 prisons.

**Gaza**

*Superficie* : 362 km<sup>2</sup>. 48 % des terres sous « contrôle » israélien.

*Population* : 2 200 Juifs dans 18 implantations, 550 000 Arabes (240 000 dans 8 camps).

*Emploi* : 45 000 Palestiniens travaillent en Israël.

**Jérusalem**

*Population* : 475 000 habitants en mai 1987, soit 340 000 Juifs (71,6 %), dont 80 000 à Jérusalem-Est, et 135 000 Palestiniens, dont 121 000 musulmans (25,4 %) et 14 000 chrétiens (3 %).

Source : Nadia Benjelloun-Ollivier, 1987, *La question centrale des territoires occupés. Note d'introduction* in « La question palestinienne. Situation et perspectives », *Problèmes politiques et sociaux*, n°564, 1987, p.9.

<sup>131</sup> Sur ce thème, soulignons qu'Alain Dieckhoff rappelle que « l'émigration « naturelle » qui touche environ 8 000 Palestiniens fonctionne comme un facteur d'atténuation relative de l'accroissement démographique » [1987 :64]

<sup>132</sup> cf. Durand M- F. *et al.* (1993), *Le Monde : espaces et systèmes*, Paris : Presses de la FNSP/Daloz (Amphithéâtre), p.441 et Heacock R., "La politique américaine au Proche Orient. Retour de la géopolitique", *Confluences Méditerranée*, été 1996, pp.115-124.

Cependant, bien que, comme l'a observé Michel Foucher [1988], l'Etat d'Israël ait pris conscience de son incapacité démographique « d'occuper effectivement les superficies brutes qu'il revendiquait », l'éventualité d'une immigration massive des Juifs d'ex-URSS est venue totalement perturber la dynamique de fléchissement de l'idéologie sioniste et a pris, à nouveau, une valeur centrale dans la lutte israélo-palestinienne.

## II LES JUIFS SOVIETIQUES, UN ELEMENT CLEF DE LA SCENE GEOPOLITIQUE ISRAELO-PALESTINIENNE

A l'aube des années quatre-vingt-dix, le gouvernement Shamir trouve dans l'éventualité d'une ouverture des frontières de l'ex-URSS à l'émigration juive, une opportunité non négligeable de sortir de l'impasse dans laquelle il paraît engagé. Il faut souligner que celle-ci ne revêt en rien l'image d'une surprise. Depuis toujours, car les dirigeants israéliens ont eu conscience que, pour mener à bien le développement d'Israël, en termes de croissance de population, seule la diaspora d'ex-URSS était susceptible de fournir un apport démographique d'envergure. Pour s'en convaincre, il suffit d'évoquer la rencontre entre David Ben Gourion et Charles de Gaulle, relatée par Shimon Peres :

*« En bon visionnaire [Ben Gourion], il voyait plus loin et savait que le régime communiste s'effondrerait tôt ou tard et qu'Israël devrait alors accueillir les Juifs rescapés de cette expérience désastreuse. Je me souviens ainsi d'une rencontre entre lui et le général de Gaulle à la fin des années cinquante. (...) Ce jour-là, il avait demandé à Ben Gourion quel était son rêve le plus cher. Le vieux lion à la crinière blanche lui avait répondu : l'arrivée de millions et de millions de Juifs en Israël. De Gaulle avait paru surpris et avait tenté d'expliquer à son interlocuteur que les Juifs américains ou français, en un mot tous ceux du monde libre, n'abandonneraient jamais leurs foyers pour s'installer en Israël. Il en fallait plus pour déstabiliser David Ben Gourion qui balaya cette objection d'un revers de la main et fit remarquer à l'ancien chef de la France libre, quelque peu interloqué, qu'à défaut de ceux-ci, Israël pouvait compter sur le fantastique réservoir humain constitué par les communautés juives vivant dans le bloc soviétique. » [Peres, 1998 :191-192]*

Par la retranscription de cette rencontre, Shimon Peres souligne la prégnance de la communauté juive d'URSS dans la pensée démo-géostratégique d'Israël. Tel un prophète, le père fondateur de l'Etat n'a cessé de penser que cette communauté était le principal, et vraisemblablement dernier, espace d'émigration massive encore disponible dans le monde ; et c'est alors qu'Israël se trouve à un tournant géostratégique majeur que la « prophétie se réalise ».

L'impact idéologique d'une potentielle immigration juive d'ex-URSS n'est donc pas des moindres pour un pays gouverné par une droite nationaliste teintée de mysticisme. Y. Shamir n'a-t-il pas déclaré, lors d'entretiens pour les festivités du 50<sup>ème</sup> anniversaire d'Israël, que cette migration était venue renforcer ses idées à savoir que les Juifs allaient devenir un « peuple normal » car « la grande majorité d'entre eux résideraient en Israël et seulement une minorité à l'extérieur »<sup>133</sup> et que l'importance de l'immigration justifiait un arrêt des

---

<sup>133</sup> Selon le Central Bureau of Statistics, en 1996, la population juive mondiale était estimée à 13 millions de personnes dont 36% résidaient en Israël.

négociations avec les Palestiniens car « le retour des terres à ces derniers, priverait Israël d'espaces pour absorber tout son peuple »<sup>134</sup>.

Cependant, le contexte politique et idéologique dans lequel s'était tenue la discussion entre David Ben Gourion et Charles de Gaulle avait considérablement évolué. Des années de vie sous le régime communiste où s'était exercée une politique visant à réduire à néant les liens des Juifs avec leur religion, avaient eu pour conséquences de faire d'Israël un pays de « second choix » dans l'éventualité d'une libéralisation de l'émigration. Les destinations choisies par les Juifs qui avaient été autorisés à quitter l'URSS au cours des années soixante-dix avaient, en effet, souligné le fait que les Etats-Unis les attiraient bien plus qu'Israël

### II.1 « L'an prochain à Jérusalem... ou ailleurs »

Comme l'a fort justement fait remarquer S.-A. Rozenblum[1982] avec cette expression, de nombreux Juifs, visa pour Israël en poche, se sont interrogés sur le pays vers lequel ils allaient se diriger. Au cours de la vague des années soixante-dix, une part importante des émigrants n'ont pas emprunté le chemin de « Sion » comme avaient pu le faire leurs illustres prédécesseurs, David Ben Gourion, Ytshak Ben Zvi ou encore Golda Meir.

Sur leur trajet vers la Terre promise qui avait pour étape Vienne, un nombre grandissant de Juifs d'URSS ont profité de ce transit pour en faire une véritable croisée des chemins et se diriger vers une autre destination. Ainsi, Vienne est devenue la ville du choix, une sorte de gare de triage pour cette communauté juive. Si les défections n'ont représenté qu'une part minime du flux total d'émigration vers Israël dans les années 1970-74, le mouvement a très rapidement pris de l'ampleur. En 1977, plus de la moitié des 16 000 Juifs quittant l'URSS ont choisi, une fois à Vienne, de se diriger vers une autre destination qu'Israël, principalement les Etats-Unis et le Canada (via Rome)<sup>135</sup>. En 1979, ils ont été plus de 80% et le « record de défections » a été atteint en 1988 avec plus de 88,5% de « drop-outs » (cf. figure 10).

Cette zone de transit à Vienne, nécessaire du fait du refus soviétique d'établir des lignes directes avec Israël, posait de réels problèmes au gouvernement israélien et a été la source de vives tensions avec les organisations juives américaines<sup>136</sup>.

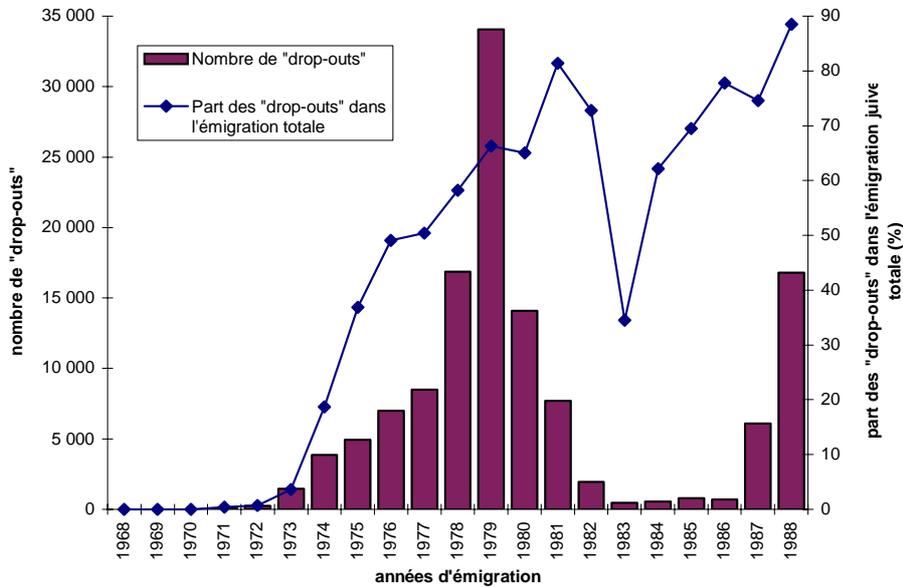
---

<sup>134</sup> *Jerusalem Report*, numéro spécial 50 ans, mai 1998.

<sup>135</sup> Les migrants qui se détournent du chemin vers « Sion » sont nommés en hébreu « *noshrim* » et un tel acte est appelé « *neshira* », en anglais *drop-out*.

<sup>136</sup> Ce refus d'un pont aérien direct entre les deux pays était pour l'URSS, le moyen de calmer les Etats arabes qui ne voyaient pas d'un très bon œil le départ des juifs qui allaient accroître le contingent militaire israélien.

Figure 10 - Nombre de « drop-outs » et part dans l'émigration totale



Source: DOMINITZ Yehuda, 1997, "Israel's Immigration Policy and the Dropout Phenomenon" in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series), p.119

Deux organisations accueillait les Juifs soviétiques à Vienne : l'Agence Juive en tant qu'instance représentant l'Etat d'Israël, et une organisation américaine *HLAS*. Cette dernière justifiait sa présence par le fait que tous les Juifs ne désiraient pas émigrer en Israël et qu'il était de son devoir d'assister ceux qui optaient pour une émigration vers l'Amérique du Nord. Y. Dominitz a également souligné l'importance du complexe de culpabilité, issu de « l'inactivité » de la communauté juive américaine, au cours des décennies 1930 et 1940, comme motivation à l'action de soutien des Juifs d'URSS sur la période 1970-1989.

L'octroi de plus en plus aisé pour les Juifs d'URSS du statut de réfugiés aux Etats-Unis constituait une sérieuse motivation chez les émigrants et ne faisait que renforcer les convictions des responsables de *HLAS*. Ceci malgré les vives attaques de l'Agence juive et du gouvernement israélien dans sa globalité. En 1981, lors d'un congrès de *HLAS*, M. Begin ne manqua pas de souligner le fait que l'action de l'organisation risquait de détruire la totalité du mouvement d'émigration. En réalité, le choix d'émigrer ailleurs qu'en Israël avait des causes bien plus profondes.

Premièrement, il s'est avéré que la Guerre du Kippour et la guerre du Liban ont sérieusement influencé les Juifs d'URSS dans leur choix. Ils recherchaient un foyer où établir leur famille en toute tranquillité. Il ne s'agissait pas pour eux de quitter les tracas de l'administration soviétique et les harcèlements antisémites pour une nouvelle zone de conflits. Deuxièmement, la connaissance des difficultés d'intégration rencontrées par leurs familles ou relations émigrées plus tôt n'a fait que renforcer l'idée d'émigrer vers l'Amérique du Nord, qui conservait toujours l'image de la *Golden Land* dépeinte par leurs ancêtres partis au début du siècle. Pour l'ensemble de la population migrante, cette crainte était néanmoins assez limitée

car dans sa globalité le programme d'intégration israélien était assez performant outre les problèmes de logements.

A ces facteurs s'ajoutaient des motivations liées à la personnalité même des émigrants. Il ne fait aucun doute que les Juifs issus des grandes agglomérations de Russie et des Etats occidentaux de l'Union en général, de par leur plus grande assimilation ou « russification » ont préféré émigrer ailleurs qu'en Israël. A l'inverse, les Juifs traditionalistes tels ceux de Géorgie qui avaient pu conserver une culture juive au cours des ces années de régime soviétique ont choisi de réaliser la prophétie : « L'an prochain à Jérusalem ». La lecture des statistiques concernant l'émigration juive sur la période 1968-1980 confirme ces orientations infra-communautaires. Pour exemple, plus des 60% des Juifs de Moscou et de Minsk, qui ont émigré sur cette période, ont choisi de ne pas se rendre en Israël, cette proportion atteignant même les 80% pour ceux originaires de Leningrad et Kiev, tandis que parmi ceux issus de foyers juifs traditionnels du Caucase et d'Asie centrale, les « drop-outs » n'ont pas dépassé les 5% du flux d'émigration [Levin, 1990].

Ces défections ont constitué un réel affront pour Israël qui avait tant lutté pour le droit à l'émigration des Juifs d'URSS. Même si Israël a vu immigrer plus de la moitié des quelques 295 000 Juifs qui ont quitté l'URSS, le faible entrain de ces Juifs à venir en Terre promise était le catalyseur d'une réelle remise en question. L'Etat d'Israël s'est d'autant plus interrogé que l'URSS était, comme nous l'avons souligné, le seul réservoir de population juive susceptible de venir en Israël. Engagé dans son impasse géopolitique et repoussant autant qu'il le pouvait ceux qui le sommaient de se rendre à la table des négociations avec les Palestiniens, le gouvernement Shamir a cherché à canaliser le flux d'émigration juive vers Israël.

## II.2 Accueillir ou « contraindre » : un choix cartésien pour Israël ?

Derrière cette question, quelque peu provocatrice, nous voulons souligner que le gouvernement israélien, qui envisage assurément avec la plus grande joie le retour des Juifs d'URSS, perçoit dans cette potentielle *aliya* une occasion de re-dynamiser la relation « immigration-territoire » qu'il ne peut et ne doit pas rater. Ainsi, tout un ensemble de réflexions et décisions ont été prises pour encadrer au plus près les immigrants afin de limiter les départs vers les Etats-Unis principalement.

Si au fil des années soixante-dix et quatre-vingt, l'émigration juive d'ex-URSS peut être envisagée comme une résultante d'un rapprochement est-ouest, de la détente comme nous l'avons signalé dans notre premier chapitre, il faut remarquer que l'orientation du flux d'émigration est également le produit de la pression israélienne exercée sur le gouvernement américain. En effet, si la diplomatie israélienne a su convaincre la Maison blanche de faire de la liberté de mouvement pour les Juifs d'URSS une condition *sine qua non* d'un resserrement des liens américano-soviétiques, elle a également su agir pour limiter au maximum les possibilités d'émigration outre-Atlantique.

A la fin de la décennie quatre vingt, l'actualité des relations internationales entre Israël et les Etats Unis est rassemblée dans le débat concernant l'ouverture des droits d'entrée des Juifs d'URSS outre-Atlantique. Face à la faiblesse du nombre de Juifs soviétiques qui ont choisi d'effectuer leur *aliya* en 1987 et 1988, le premier ministre israélien d'alors, Y. Shamir, a tenté de convaincre l'administration américaine de fermer ses portes à cette immigration. Derrière les tentatives de l'administration israélienne pour limiter les « drop-outs » transparaissait le « bras de fer » qui opposait les autorités israéliennes aux organisations juives américaines. Les premières voyaient, en effet, d'un très mauvais œil les pressions exercées par ces dernières sur la Maison blanche et sur le Congrès afin de faciliter et accroître l'accueil de Juifs soviétiques

aux Etats Unis. Dès 1987, Y. Shamir avait essayé de faire admettre à l'administration Bush qu'elle devait limiter l'octroi du statut de réfugié aux Juifs d'URSS. Cette tentative s'était soldée par un échec d'autant plus retentissant que deux années plus tard le Congrès américain avait voté l'amendement Lautenberg qui établissait une procédure spéciale facilitant la demande du statut de réfugié pour les citoyens et résidents de certains pays, dont les Juifs d'URSS étaient les principaux bénéficiaires (avec les populations du sud-est asiatique). Confronté au rejet américain, le Premier ministre israélien avait choisi de combattre les organisations juives sur le terrain même de leurs actions, à savoir les points de transit des émigrants Juifs qu'étaient Rome et Vienne (cf. encadré). Ces capitales étant les lieux d'où « s'échappaient » les Juifs d'URSS théoriquement en route vers Israël, les autorités israéliennes ont veillé à réorienter le flux d'émigration vers un autre point de transit afin de mieux le contrôler, de le canaliser exclusivement vers Israël.

Ceci s'est fait grâce à la signature d'un accord avec les autorités soviétiques en août 1988, où Moscou acceptait d'émettre des permis de sortie du territoire uniquement pour Bucarest. En faisant de la Roumanie<sup>137</sup> le point de transit où les candidats à l'émigration se voyaient accorder uniquement des visas pour Israël, la part des *noshrim*, de ceux qui se déroutaient de l'Etat hébreu pour les Etats Unis a été notablement réduite, passant de 88,5% à 19,7% entre 1988 et 1990. La voie outre-Atlantique ne fut cependant pas totalement coupée car l'ambassade des Pays Bas qui représentait les intérêts israéliens en ex-URSS<sup>138</sup>, a poursuivi sa politique d'octroi de visas pour les points de transit traditionnels, réduisant ainsi les efforts israéliens visant à limiter l'action des organisations juives nord-américaines [Jones, 1996 : 48-49].

---

<sup>137</sup> Après négociations diplomatiques, Israël a également obtenu le droit d'établir des vols directs depuis Varsovie et Budapest, des villes « hors de portée » des organisations juives américaines.

<sup>138</sup> Rappelons que ce pays a servi d'intermédiaire entre Israël et l'URSS après la rupture de leurs relations diplomatiques en 1967.

**Description du processus d'émigration juive d'ex-URSS  
au début des années quatre-vingt-dix**

« 1. Les Juifs soviétiques se voient remettre à Moscou un laissez-passer pour Israël, dont la validité n'excède pas 48 heures. Ils arrivent par trains fermés à Vienne. [...]

« 2. A Vienne, les trains sont aiguillés vers une voie de garage. Là, le car qui les attend est relié par une passerelle de façon que le groupe désirant se rendre en Israël n'ait pas besoin de toucher le sol autrichien. Dans le train, les papiers de tous les passagers ont été rassemblés par le personnel de l'Agence juive. Les nouveaux immigrants sont alors emmenés vers des camps de transit où ils sont autorisés à rester tout au plus 48 heures. Tel est l'accord conclu avec le gouvernement autrichien.

« 3. Ceux qui refusent de se rendre en Israël sont autorisés à fouler le sol autrichien et à sortir du train, mais se voient retirer leur laissez-passer israélien. Ils passent la nuit dans un hôtel payé par le Joint. Le jour suivant, ils sont tenus d'assister à une réunion de l'Agence juive. S'ils « sont agréés » par le personnel de l'Agence, ils reçoivent un papier appelé *zettele* sur lequel l'Agence juive écrit n'avoir aucune objection à ce que Joint-Hias les prenne en charge dans la mesure où ils n'ont plus « rien à voir » avec Israël. Le personnel de l'Agence juive continue cependant à essayer de les convaincre d'immigrer en Israël.

« 4. Ceux qui sont en possession d'un *zettele* sont autorisés par le gouvernement autrichien à faire le voyage jusqu'en Italie, où le gouvernement italien leur accorde un droit d'asile temporaire. Leur laissez-passer israélien est à présent caduc. Le coût du train est pris en charge par le Joint.

« 5. A Rome, les émigrants soviétiques [...] sont principalement installés à Ostia, une petite colonie en bordure de mer, où les plus anciens louent des chambres ou des pavillons aux nouveaux arrivants. [...] En public, les émigrants sont timides et violents. Ils refusent d'être photographiés.

« 6. Ils sont alors pris en charge par 16 ou 18 organisations internationales, parmi lesquelles : la Fondation Tolstoï des Russes blancs ; l'Église presbytérienne ; l'Église luthérienne ; le Joint-Hias, le Comité des juifs américains ; ainsi qu'un ensemble de groupes religieux comprenant notamment l'Assemblée rabbinique des Hébreux américains. Quelques organisations religieuses israéliennes sont également présentes. [...]

« 9. Certains Juifs soviétiques souhaiteraient se rendre en Israël pour une courte période, le temps de se faire une opinion [...]. Une telle tentative leur ferait perdre à la fois leur place sur la liste des émigrants pour les Etats-Unis et le droit de retourner en Italie. Une fois arrivé en Israël, ils n'ont plus le droit d'aller nulle part ailleurs [...]. Ils sont contraints s'ils veulent repartir, de rembourser l'aide financière qui leur a été fournie (frais de voyage et d'installation en Israël). [...] »

Extrait d'un article publié dans le journal israélien *Davar*, le 9 janvier 1991, retranscrit in LIDL, 1991, *Le dossier Palestine. La question palestinienne et le droit international*, Paris : La Découverte (Documents), p.162.

Paradoxalement, c'est du côté de l'administration américaine qu'a surgi l'événement qui allait faire d'Israël la seule véritable destination des Juifs d'URSS. En reconsidérant leur position sous l'angle budgétaire, les Etats Unis, malgré une estimation à 100 000 personnes du nombre des Juifs d'URSS candidats à l'immigration outre-Atlantique pour la seule année 1989, ont limité le quota d'immigration à 43 500<sup>139</sup>. L'amendement Lautenberg qui facilitait l'entrée des Juifs d'URSS fut donc contrecarré par les contingences budgétaires américaines. Malgré l'augmentation -en compensation- du quota de « *Parolee refugee* »<sup>140</sup>, la faiblesse des fonds d'actions des organisations juives nord-américaines ne permettait pas de maintenir les Etats Unis dans une position de foyer d'accueil concurrentiel. Israël, avec l'ouverture totale des frontières de l'URSS au début des années quatre-vingt-dix et l'établissement de relations aériennes directes avec ce pays, est donc devenu le seul espace d'immigration possible.

Dans son étude, Clive Jones a indiqué que les impératifs économiques des Etats Unis, ont été, bien plus que les pressions israéliennes sur la Maison Blanche, un facteur déterminant dans la canalisation du flux migratoire vers Israël : qu'en fut-il véritablement ? A la lumière de certaines sources, le changement de position du gouvernement américain serait dû à un « accord tripartite secret préparé à Genève et à Moscou en 1988 et consolidé en 1989, lors du sommet américano-soviétique de Malte. Selon les termes de cet arrangement, les Etats-Unis, l'Union soviétique et Israël convenaient de :

- a - l'ouverture des frontières soviétiques pour tous les Juifs qui souhaitent émigrer ;
- b - une complète autonomie d'action pour Israël, et les organisations de la diaspora juive contrôlées par Israël, en vue d'organiser cette immigration ;
- c - la réduction drastique de l'immigration juive vers les Etats-Unis ;
- d - la concession, au profit de l'URSS, de certains avantages économiques et politiques si elle encourage l'émigration des Juifs soviétiques ;
- e - l'octroi de crédits et de subventions supplémentaires au profits d'Israël, affectés à l'établissement des Juifs soviétiques en Israël. » [LIDL, 1991 :160]

Ce dernier point nous permet de souligner que les Etats-Unis envisagent également le soutien financier à Israël comme une source de revenus potentiels pour leur pays. Au début des années quatre-vingt-dix, le rapport spécial du Congrès consacré à l'*aliya* d'ex-URSS atteste de cette vision en mentionnant que « 20% des importations israéliennes proviennent des Etats-Unis et qu'Israël a importé en 1991 3,3 milliards de biens américains ». Il rappelle en outre que ce pays devrait poursuivre ses acquisitions à hauteur de 27 à 30 milliards de dollars sur la période 1992-1996 (...). ce qui permettra d'accroître les bénéfices et d'améliorer la situation de l'emploi et de l'économie américaine ».<sup>141</sup>

Au début des années quatre-vingt-dix, la diplomatie israélienne, au regard des ambitions affichées par Y. Shamir, sort donc victorieuse des tractations qui se sont déroulées autour de la question juive dans le cadre du « réchauffement » des relations Est-Ouest. Pour les Palestiniens, cette réussite israélienne est ressentie, même s'ils reconnaissent le droit à

---

<sup>139</sup> Selon Dina Siegel [1998], dès l'année suivante ce quota a été multiplié par deux suite aux protestations des associations juives américaines.

<sup>140</sup> Statut de réfugié accordé suite à l'engagement d'un citoyen ou d'une institution à assumer les besoins d'un requérant.

<sup>141</sup> Voir le « Staff Report prepared for the Use of the Subcommittee on Immigration and Refugee Affairs of the Committee on the Judiciary United States Senate (102d Congress 2d session) on *Soviet Jews arriving in Israel: The Humanitarian Needs*, Washington : U.S. Government Print Office, 1992. »

l'émigration aux Juifs soviétiques, comme une véritable menace car elle est synonyme d'une probable accélération de la colonisation des Territoires occupés.

Depuis toujours, les leaders politiques de l'OLP ont pris la mesure de l'impact géostratégique que représentait l'éventualité d'une libéralisation de l'émigration en URSS. Au cours des années soixante-dix, les rapprochements entre Soviétiques et Américains, qui ont toujours eu pour conséquence -voire préalable- l'émigration de milliers de Juifs soviétiques (cf. Chapitre Un), constituaient une source d'inquiétudes au sein des milieux palestiniens. En réponse à la détente Est-Ouest, les opérations anti-israéliennes de la branche armée de l'OLP ont d'ailleurs pris comme objectif les émigrants juifs d'ex-URSS. Fin septembre 1973, alors que la guerre du Kippour est sur le point d'éclater, Golda Meïr, Premier ministre de l'époque, avait dû se rendre à la frontière autrichienne suite à l'attaque, par des Palestiniens, d'un train de Juifs qui quittaient l'URSS [Bensimon, 1989:233].

Les événements de 1989 ont donc été suivis avec le plus grand intérêt par les leaders palestiniens (cf. encadré) mais aussi par les milieux scientifiques qui lui sont proches. En 1991, dans un ouvrage sur la « question palestinienne et le droit international » coordonné par la LIDL<sup>142</sup>, les auteurs font apparaître, au côté d'articles sur les droits nationaux et droits politiques des Palestiniens, une des toutes premières recherches sur l'immigration des Juifs soviétiques en termes de géopolitique. Deux ans plus tard, c'est au tour du célèbre *Journal of Palestine Studies* de publier une bibliographie spéciale de plus de 300 titres sur les « Juifs d'ex-URSS et Israël ».

Dans la première de ces deux publications, les auteurs soulignent, dès 1991, que « par son ampleur, son rythme de croissance et ses conséquences incalculables, la nouvelle immigration soviétique en Israël, commencée en 1989, transforme durablement la réalité démographique, sociale et politique de l'État hébreu. Phénomène comparable à la vague d'immigration qui suivit la création d'Israël en 1949, ce flot migratoire s'inscrit, aujourd'hui comme hier, en contradiction avec les droits fondamentaux des Palestiniens, perpétuant un projet centenaire : l'appropriation et la densification de l'espace, la transformation de cette

*Extrait d'un interview de Nabil Amru, représentant de l'OLP à Moscou*

*avec le Jerusalem Report (1991)*

JR : En Avril, 16 000 Juifs soviétiques ont quitté l'URSS pour Israël. Quelles relations entretenez-vous avec les Soviétiques sur cette émigration ?

Amru : Nous n'avons jamais été opposés au droit de quiconque d'émigrer où bon lui semble. Mais nous sommes contre le fait de forcer ceux qui veulent partir, à émigrer seulement vers Israël. C'est inhumain. Nous avons exprimé notre position aux soviétiques et souligné notre inquiétude concernant l'installation des Juifs soviétiques dans les territoires occupés.

JR : Les statistiques montrent que très peu de Juifs soviétiques, environ 1%, se sont installés au-delà des frontières de 1967.

Amru : Oui, mais ces statistiques n'incluent pas Jérusalem Est. Pour nous, cela fait également partie des territoires occupés.

JR : L'OLP a-t-elle l'intention d'exprimer ses positions à la communauté juive de Moscou ?

Amru : Nous avons rencontré (...) des Juifs soviétiques à Moscou et nous leur avons exprimé notre position sur les implantations. De plus, je dois ajouter qu'autant que je puisse m'en rendre compte, nous ne voyons ici aucune infraction aux droits des Juifs. Bien au contraire, ils ont de multiples avantages ici. L'idée que les Juifs de Russie sont persécutés n'est que pure propagande.

*The Jerusalem Report, juin 13, 1991*

<sup>142</sup> Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples

expansion en fait accompli. Utilisée depuis 1989 par les dirigeants politiques israéliens pour justifier leur vision du « Grand Israël », alibi à l'accélération effrénée du processus de colonisation et à son corollaire, l'expropriation des terres palestiniennes, cette immigration participe de la mainmise sur les territoires occupés, et plus particulièrement Jérusalem-Est ».

C'est donc dans ce climat de tensions que s'ouvre la décennie quatre-vingt-dix au Moyen Orient, et la communauté palestinienne a toutes les raisons de s'inquiéter car le potentiel migratoire de la communauté juive d'URSS est considérable. Au moment de l'effondrement de l'Union Soviétique, la diaspora présentait une dispersion mondiale où l'URSS d'alors constituait la seconde aire de résidence des communautés juives. Malgré un poids démographique réduit en regard de l'importance numérique de la diaspora juive américaine, les Juifs d'URSS n'en demeurent pas moins un réservoir migratoire considérable pour Israël. Avec plus d'un million de Juifs, auxquels il faut ajouter un nombre important de conjoints non-juifs du fait d'un taux de mariages mixtes élevés, le potentiel migratoire approche, selon les responsables de l'Agence juive, près de deux millions de personnes<sup>143</sup>. Il s'agit d'une véritable manne démographique, certains diront une « arme démographique ».

---

<sup>143</sup> Rappelons que le recensement de population de 1989 en URSS avait estimé la population juive à 1 450 000 personnes. Lors d'un séminaire du CERI sur cette communauté juive, Eitan Sabatello avait souligné que ce chiffre sous-estimait vraisemblablement la communauté juive et qu'une réévaluation de 30% à la hausse était raisonnable (9 mai 1993).

## CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

---

A travers le fil des événements historiques que nous venons de dérouler, c'est sur les questionnements géopolitiques que soulève l'attitude des dirigeants israéliens qu'il nous faut insister. Même si le rêve d'un Européen de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ne croyant plus à l'assimilation mais en « un exode pacifique, traité de paix entre les Juifs et le monde »<sup>144</sup> vers un Etat qu'il s'est efforcé de créer semble, en partie, exaucé, c'est sur la partie non encore réalisée de ce rêve, la paix, que nous désirons terminer.

A l'aube du renouveau migratoire que va constituer l'immigration juive d'ex-URSS, il apparaît nettement que la géopolitique d'Israël a, tout au long de son déroulement, été développée en regard de l'impact du régime démographique sur le territoire. « L'instrumentalisation de la démographie » a constitué une pierre angulaire de la pensée étatique et a permis d'asseoir un dispositif de contrôle territorial non seulement dans les territoires conquis en 1967 mais aussi dans ceux du Nord et du Sud d'Israël où la population juive constituait une minorité parmi d'autres. Cette ligne politique a toujours constitué, quels que soient les partis politiques, une valeur centrale en Israël. Comme l'a rappelé Tom Segev [1998 :121], dès les premières heures de l'Etat, Ben Gourion déclarait, « non pas en vertu d'un quelconque désir de « sauver les Juifs » » que « l'avenir de l'Etat dépendait de l'immigration ». Cependant, malgré une courbe d'immigration qui s'ancrait dans la décroissance, les dirigeants israéliens ont persisté dans le refus aveugle de constater les restructurations socio-démographiques opérantes et cet entêtement les a menés vers une limite : l'inadéquation entre réalité démographique et accession au mythe du « Grand Israël ». Cependant, si, par deux fois, le mythe a semblé s'épuiser, par deux fois, il a été revivifié.

A la fin des années soixante-dix, alors que la signature des Accords de Camp David, (1978) promettait un avenir meilleur, le choix d'une ligne politique, qui niait « l'autonomie territoriale » des Palestiniens au profit d'une colonisation juive, a ruiné les espoirs de paix. Inscrite dans une ère de nationalo-mysticisme, où les premiers mots de l'hymne du Betar : « *Le Jourdain a deux rives. Celle-ci est à nous, celle-là aussi* »<sup>145</sup> avait valeur d'utopie politique pour le gouvernement Begin, la politique israélienne de conquête territoriale a redoublé d'intensité. En décuplant le nombre de colonies, la seule Cisjordanie a vu sa population juive atteindre les 67 000 personnes alors qu'elle ne comptait qu'un peu plus de 3 000 Juifs en 1976. Au tournant de la décennie suivante, alors qu'une seconde fois le mythe semble vaciller, comme en témoigne la présence d'Y Shamir à la Conférence de Madrid en novembre 1991, il aura suffi d'une étincelle, la probable libéralisation de l'émigration juive d'URSS, pour réactiver le mythe du « Grand Israël ».

---

<sup>144</sup> Voir la préface de Catherine Nicault faite au Journal de Th. Herzl [1990].

<sup>145</sup> Cité par Claude Klein [1999 :85]. Le Betar est issu de la droite révisionniste israélienne fondée par Z. Jabotinsky et constitue un mouvement sioniste hypernationaliste.

---

DEUXIEME PARTIE

*1989, L'EFFONDREMENT DU BLOC SOVIETIQUE :  
« MANNE » DEMOGRAPHIQUE VERSUS NOUVELLE  
REALITE SOCIALE ?*

---

Fin 1989, l'effondrement du bloc communiste vient totalement perturber la donne géopolitique du conflit israélo-palestinien. En faisant renaître l'espoir de redynamiser le binôme « immigration-géostratégie », l'entrée des ex-Soviétiques a été essentiellement envisagée par les dirigeants israéliens sous l'angle politique comme l'ont illustré les propos d'Y. Shamir, alors Premier ministre, : « Autour de nous, les Arabes sont en plein désarroi, en état de panique (...) ; ils sont submergés par un sentiment de défaite, parce qu'ils voient que l'*intifadah* ne sert à rien ; ils ne peuvent arrêter le flot naturel du peuple juif vers sa patrie - et après tout, c'est bien autour de quoi tourne le conflit »<sup>146</sup>.

Face à l'importance de la vague migratoire, plus de 185 000 entrées sur la seule année 1990, les dirigeants israéliens pouvaient, à juste titre, espérer renouer avec les logiques de maîtrise et de conquête territoriale par l'immigration. Il s'agissait certes de prévisibles réactions mais elles ignoraient la dimension sociale et humaine de l'immigration. Le contexte socio-politique dans lequel s'opérait la nouvelle immigration des Juifs d'ex-URSS n'était en rien identique à celui des années du « rassemblement des exilés », les *olim* n'avaient plus le même regard sur le sionisme, plus les mêmes aspirations.

## **CHAPITRE QUATRE – UNE IMMIGRATION MASSIVE A L'IDENTITE PLURIELLE**

Dans ce chapitre, deux premiers niveaux d'analyse sont proposés afin de cerner le profil socio-démographique des immigrants d'ex-URSS qui ont marqué l'histoire migratoire d'Israël au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Répondre à cette interrogation est essentielle car l'ensemble des résultats obtenus constituera l'une de nos grilles de lecture des comportements spatiaux des Juifs d'ex-URSS en Israël. En outre, la connaissance de leur diversité géoculturelle permet également de fournir, avec plus de finesse, une analyse de leur dynamique migratoire.

### **I ANALYSE DEMOGRAPHIQUE DE LA MINORITE JUIVE DE L'EX-URSS DANS SON CONTEXTE NATIONAL**

En premier lieu, il convient de s'attacher à esquisser le profil des Juifs ex-Soviétiques dans sa dimension démographique. Depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, cette population juive a connu d'importantes variations démographiques dues à son histoire migratoire mais aussi, et avant tout, dues aux progroms et à la terrible tragédie que fut la Shoah.

#### **I.1 Une communauté difficilement quantifiable**

Le premier obstacle à l'analyse du contexte socio-démographique réside dans la mesure des communautés juives disséminées sur le territoire et dans les catégories issues des modes de « gestion » des minorités nationales en URSS. Comme source d'informations, nous disposons des données statistiques issues des recensements de la population effectués en 1920,

---

<sup>146</sup> Citation tirée d'un article de Camille Mansour sur « L'émigration des juifs soviétiques et le processus de paix israélo-palestinien » dans *Politique internationale*, n°2, 1990.

1923, 1926, 1939, 1959, 1970 et 1989. Ces données sont néanmoins discutables car, d'une part, les résultats des deux premiers recensements mentionnés sont peu fiables et ceux de 1939 incomplets et, d'autre part, la définition de la population dite "juive" est d'une grande complexité. La règle de l'auto-définition étant de rigueur, les résultats ont pu être faussés par le refus de certains Juifs de se déclarer en tant que tels de peur de représailles ou de discriminations ou, dans le cas de « couples mixtes », par l'affiliation des enfants à la nationalité non-juive du couple<sup>147</sup>. Néanmoins, les données fournies par les recensements peuvent être considérées comme la « core population » [Chlenov, 1994 : 132].

L'année 1934 marque toutefois un tournant d'importance dans la qualité des sources car, à cette date, est rendue obligatoire, pour les personnes de plus de 16 ans, la possession de documents d'identité où figure la nationalité. Le souci d'y mentionner la nationalité n'était pas perçu comme une stigmatisation des communautés, ou dans le cas des Juifs, comme une démarche antisémite, mais plutôt ressenti comme une marque de respect des identités de chacune des communautés de l'état multiethnique que constituait l'Union Soviétique. Cette nouvelle source que constitue le fichier des cartes d'identité nous confronte une fois encore aux problèmes liés à l'auto-définition et à son évolution dans le temps. Certains Juifs ont pu choisir de se définir comme tels lors du recensement, comme l'ont fait 2 267 814 personnes en 1959, et par la suite se définir d'une autre nationalité pour l'obtention du passeport intérieur. Il est donc bien difficile de définir avec certitude quelle source est à même de définir avec le plus de justesse cette minorité.

Globalement, le chiffre d'un million et demi de Juifs fourni par le recensement de 1989 peut être considéré comme une base de réflexion, qu'il faut estimer de 20 à 35% inférieure à la réalité démographique de la communauté.

## **I.2 Une lente érosion de la communauté juive**

Selon certaines estimations, la communauté juive de Russie est évaluée, au début du XIX<sup>ème</sup> s., aux alentours d'un million de personnes [Rozenblum, 1982:43]. A partir de cette période, cette population ne cesse de s'accroître jusqu'à la Seconde guerre mondiale qui a vu l'extermination massive du peuple juif.

La communauté dépasse dès 1840 un million et demi de personnes avec notamment l'incorporation de centaines de milliers de Juifs suite aux successifs partages de la Pologne (1772, 1793, 1795). Par la suite cette communauté russo-polonaise s'accroît naturellement : 3 000 000 en 1860, 3 500 000 en 1880 et 5 200 000 en 1897 (4,1% de la population totale), date du premier recensement général de population (Figure 11).

La répartition géographique des Juifs au cours de cette période révèle une évidente sur-représentation de la communauté à l'Ouest de la Russie (environ cinq millions de personnes) puisque cette région circonscrit la Zone de résidence<sup>148</sup> et une dispersion du reste de la communauté sur tout le territoire russe.

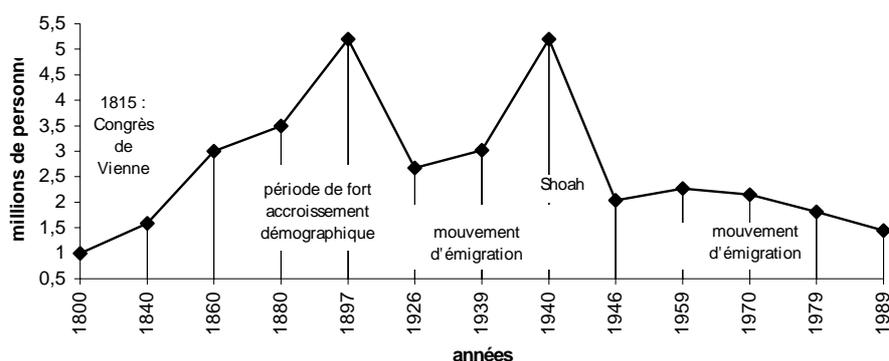
---

<sup>147</sup> Il semble qu'au début du siècle la règle était de déclarer l'enfant suivant la nationalité de la mère.

<sup>148</sup> Instituée par Catherine II et maintenue jusqu'en 1917, la Zone de résidence formait un espace où les Juifs étaient assignés à résidence. L'absorption de territoires polonais où vivaient de nombreuses populations juives a, comme le souligne Simon Doubnov, rapidement fait apparaître « une nouvelle complication dans la politique intérieure russe : la question juive ». Il s'est agi de fermer l'accès à l'intérieur de l'empire aux populations juives en les fixant principalement à la zone annexée mais aussi de limiter leurs activités économiques. La demande de l'assignation à résidence des Juifs émanait principalement des marchands russes qui voyaient en eux de dangereux concurrents [sur la question de

Des pôles urbains à forte densité juive se dégagent au sein de la Zone de résidence comme Vilno (surnommée la Jérusalem de Lituanie, cf. Minczeles, 1993), Bialystok, Varsovie, Lodz, Berditchev, Kichinev, Odessa, Yekaterinoslav et dans le reste de l'empire russe avec notamment en 1880, Saint-Petersbourg avec 21 000 personnes, Kharkov 14 000, Moscou 10 000, Bakou 12 000, Tbilissi 10 000, Irkoutsk 8 500 [Challand, 1991 : 43].

Figure 11 - Evolution de la population juive (1800-1989)



ROZENBLUM SA., Être Juif en U.R.S.S., PUF, Paris (coll. Revue politique et parlementaire), 1982, pp.43-45; KOLOSSOV VI. (et al.), La géographie des diasporas et les communautés arménienne, juive grecque de l'ex-URSS, L'espace Géographique, n°2, 1994, p.161.

La communauté juive est fortement urbanisée. A la fin du siècle dernier, elle possédait le niveau d'urbanisation le plus élevé de l'empire russe avec 49% de population urbaine, soit loin devant le second groupe constitué par les Tadjiks avec 29,5% [Kappeler, 1994 :339]. Une telle position dans la société russe lui valut d'être la cible d'oukazes limitant sa présence dans les villes. En 1891, un arrêté ordonna notamment l'expulsion des Juifs de Moscou et de sa région urbaine. Selon les estimations, ils furent 20 000 à vendre précipitamment leurs biens et à être réintégrés dans la Zone de résidence.

De 1897 au premier conflit mondial, l'importance de la communauté ne cesse de décroître. La multiplication des exactions et autres pogroms anti-juifs, incitée par le régime tsariste comme le moyen de « noyer [la menace d'] une révolution dans le sang des Juifs<sup>149</sup> », associés à une très forte paupérisation de la communauté provoquent le départ de milliers de Juifs. La très grande majorité de ces émigrants s'est dirigée vers les Etats-Unis et dans une moindre mesure en direction de la Palestine. Cette émigration outre-Atlantique est d'autant plus aisée que l'Europe entre dans l'ère de la navigation à vapeur -*The Age of Steam*-, premier

la formation de la « zone de résidence », cf. Doubnov, 1994 : chapitre VI, §44., 350-356]. Cette haine des marchands juifs sera toujours très prégnante dans ces régions. A la fin des années 1880, le mouvement antisémite se focalise sur la question de l'immigration des Juifs lituaniens et russes blancs en Pologne (surnommés « Litvaks ») afin d'assurer le relais entre l'industrie polonaise et les marchés russes, vue comme une russification du pays [Weinstock, 1984 : 51].

<sup>149</sup> Titre d'un article de *Novoe Vremia*, journal de St-Petersbourg, cité par Howard Sachar [1992 : 130]

facteur *push* des grandes migrations « d'un monde en voie de mondialisation »<sup>150</sup> [Morawska, 1995].

La Figure 11 souligne qu'après la Shoah, la population juive n'a cessé de diminuer aux rythmes du solde naturel, de l'assimilation dans la population totale et de l'émigration vers l'Ouest. Avant 1970, ce déclin trouve une explication dans un processus interne lié essentiellement aux deux premiers facteurs précités, et après 1970, le dernier facteur -à savoir l'émigration- entre en jeu, mais sa part dans ce mouvement à la baisse de la communauté juive n'excédera jamais un cinquième du phénomène, comme en témoigne le cas de la Russie présenté par Mark Tolts [1993 : 101] (cf. Tableau 19).

Tableau 19 - Dynamiques de la population juive en Russie, 1959-1989

Années	Population juive En janvier	Variation intercensitaire	Taux annuel moyen de variation sur la période intercensitaire (%)	Taux annuel moyen de variation dû à :	
				Processus internes (c)	Emigration d'URSS
1959	875 307 (a)				
1970	807 915 (a)	- 67 392	-0.7	-0.7	0.0
1979	700 651 (a)	- 107 264	-1.6	-1.3	-0.3
1989	551 047 (a)	- 149 604	-2.4	-2.0	-0.4

(a) Données du recensement (b) Inclus migrations entre la Russie et les autres républiques de l'ex-Union

Source : TOLTS M., « Jews in the Russian republic since the Second World War : the dynamics of demographic erosion », in IUSSP, *International Population Conference, Montreal 1993*, vol.3, p.100.

Entre 1970 et 1979, c'est effectivement à hauteur de 19% que le courant d'émigration contribue à la décroissance globale qui s'élevait à plus de 140 000 personnes. Malgré cette érosion, la communauté juive d'URSS a constitué -et constitue encore-, un des établissements majeurs de la diaspora juive.

### I.3 Un rang de faible importance numérique au sein des minorités nationales

Malgré cette importance dans la diaspora juive, à l'échelle nationale le poids de cette minorité doit être relativisé. Au recensement soviétique de 1989, vingt-deux nationalités dépassaient le million de personnes. Parmi ces dernières les Juifs se positionnaient en dix-neuvième position avec 1 378 000 personnes<sup>151</sup>. Les Juifs constituent un groupe de faible importance numérique dans le cadre des ethnies millionnaires. Toutefois, ramenés à l'ensemble des groupes ethniques qui étaient reconnus en ex-URSS (plus d'une centaine), les Juifs constituaient un « groupe émergent » de la mosaïque ethnique soviétique. Comme le souligne le Tableau 20, l'importance du groupe majoritaire -dominant-, les Russes, avec plus de 145

<sup>150</sup> cf. l'article de Ph. Farine, « Planète globale, planète nomade... », *Migrations Société*, vol.10, n°56, 1998, pp.35-40.

<sup>151</sup> Pour 1989, les données du recensement donnent en général le chiffre de 1 449 000, la différence notée ici est due à la non-incorporation des Juifs non-ashkénaze (Boukhariotes, Géorgiens et Juifs des Montagnes) dans cette donnée.

millions de personnes ne permet guère les comparaisons. On remarquera néanmoins que les Allemands, groupe qui sera un des premiers à émigrer en 1989 avec les Juifs, occupaient la quinzième place (plus de 2 millions de personnes).

En termes de variation intercensitaire (1979-1989), les Juifs apparaissent comme un groupe au profil démographique en forte décroissance (-21%). Cette dynamique trouve une explication premièrement dans le fait que de nombreux mariages se sont réalisés hors de la communauté. La judéité, perçue comme un obstacle à l'insertion dans la société soviétique - notamment du fait de « l'antisémitisme étatique »- ou ressentie bien plus comme une « origine fossile » que comme une obligation religieuse, associée au fait que la nationalité des enfants ait été enregistrée conformément à la volonté des parents, est une voie d'analyse de cette décroissance. Deuxièmement, l'émigration des années soixante-dix vient accroître cette chute numérique du groupe juif [cf. supra]. Le fait que les Juifs occupent le dernier rang des groupes où la langue maternelle et la nationalité coïncident vient renforcer l'idée d'assimilation de ce groupe au(x) dominant(s) (cf. Tableau 20) [Kolossoff et al., 1994 : 162].

Tableau 20 - Population de l'URSS par principales nationalités (1989)

Rang	Nationalité	en milliers	Population en 1989		Variation intercensitaire (1979-1989)
			% de la population totale	% des personnes dont la langue maternelle et la nationalité coïncident	
1	Russes	145 155	50,8	99,8	5,6
2	Ukrainiens	44 186	15,5	81,1	4,3
3	Ouzbeks	16 698	5,8	98,3	34,1
4	Biélorusses	10 036	3,5	70,9	6,1
5	Kazakhs	8 136	2,8	97,0	24,1
6	Azerbaïdjanais	6 770	2,4	97,7	23,6
7	Tatars	6 649	2,3	83,2	7,5
8	Arméniens	4 623	1,6	91,7	11,4
9	Tadjiks	4 215	1,5	97,7	45,5
10	Géorgiens	3 981	1,4	98,2	11,5
11	Moldaves	3 352	1,2	91,6	12,9
12	Lituanais	3 067	1,1	97,7	7,6
13	Turkmènes	2 729	1,0	98,5	34,6
14	Kirghizes	2 529	0,9	97,8	32,7
15	Allemands	2 039	0,7	48,7	5,3
16	Tchouvaches	1 842	0,6	76,4	5,2
17	Lettons	1 459	0,5	94,7	1,4
18	Bachkirs	1 449	0,5	72,3	5,7
19	Juifs	1 378	0,5	11,1	-21,8
20	Mordves	1 154	0,4	67,1	-3,2
21	Polonais	1 126	0,4	30,5	-2,1
22	Estoniens	1 027	0,4	95,5	0,7
	Autres	12 143	4,2		18,9
	Population totale	285 743	100	92,7	9,0

Source: Souka N., "Les traits généraux de la composition nationale de la population de l'URSS (selon les résultats du recensement de la population en 1989), Annales de Géographie, n° 592, 1992, pp.237

Lors du recensement de 1989, à l'échelle des républiques, les Juifs n'apparaissent qu'en Moldavie, Biélorussie et Ukraine parmi les nationalités principales (en % de la population) et seulement à hauteur d'un pour cent [Radvanyi, 1997 : 56, 70, 82 ; Slouka, 1992 : 238]. Une fois encore, c'est au niveau des grandes agglomérations soviétiques -les capitales des ex-républiques fédérées- qu'émerge la nationalité juive. C'est dans les villes de Kiev (3,9% de la population totale), Léninegrad (2,1%) et Moscou (2%) que leur présence est visibilisée par les résultats du recensement<sup>152</sup>. Au sein des autres capitales comme celles d'Asie Centrale, les Juifs représentent moins d'1% -ex : 0,7% à Alma-Ata, soit le huitième rang derrière les Coréens et devant les Ouzbeks [Khazanov, 1995 : 266].

## II ANALYSE GEOCULTURELLE DES JUIFS D'EX-URSS

Briser le monolithe que constitue le terme générique « Juifs d'ex-URSS » est le but poursuivi dans cette partie avec comme objectif premier de nous conduire à une lecture plus approfondie du groupe juif afin de mieux comprendre les mobilités qu'ils ont opérées depuis 1989. Dans une seconde démarche, l'effort cartographique produit dans les pages suivantes se veut être un « témoignage post-migratoire, un acte de mémoire », des lieux de vie des communautés juives, aujourd'hui en train de s'estomper<sup>153</sup>.

Il n'est certes pas si aisé de catégoriser les Juifs car « le séfaraïde d'aujourd'hui est peut-être un ashkénaze d'hier » et réciproquement. Pour exemple si nous observons les mobilités juives au cours de l'histoire, on notera qu'avec la colonisation, les Juifs d'Europe sont entrés dans une nouvelle ère, dans un rôle de « société intermédiaire ». Bon nombre d'entre eux ont pris en main le commerce des denrées coloniales et ont européenisé les colonies telle l'Égypte. Au milieu du XIX<sup>ème</sup> s., seuls 6 000 Juifs résidaient en Égypte, chiffre qui est passé, avec l'immigration de marchands affluant notamment de Pologne et de Russie, la communauté juive d'Égypte est passée de 6 000 membres au milieu de XIX<sup>ème</sup> s. à 30 000 en 1890, 60 000 en 1919 et 75 000 en 1930 [Planhol, 1997 : 307]. Ainsi, l'immigrant fuyant le Maghreb lors de la guerre israélo-arabe de 1948, que nous qualifierons aisément de séfaraïde, l'est-il vraiment quant on sait que ses grands-parents ou parents étaient des commerçants venus de Pologne ou de Russie...

Néanmoins par souci de clarté dans notre exposé nous avons opté pour une présentation identifiant deux groupes juifs : les ashkénazes et ceux qui n'appartiennent pas à ce groupe. La typologie dans l'opposition ashkénaze/non-ashkénaze repose avant tout sur un critère géographique. Le terme même d'ashkénaze reflète l'identification à un espace de vie car dès le XI<sup>ème</sup> siècle, *Ashkénaz* (qui dans la Bible est le fils de Gomer - Gn 10, 1-3) désigne la Lotharingie [Attias, 1997 : 29].

Ainsi notre but est ici de présenter la diversité de la « communauté juive » d'URSS en choisissant comme entrée la localisation géographique des divers groupes la constituant. Toutefois, l'immensité de la tâche que représente un tel projet nous a conduit à une présentation qui s'attache à mettre l'accent sur les groupes juifs non-ashkénazes. Géographiquement, ceux-ci se définissent ici comme les Juifs implantés dans les marges orientales de l'actuelle CEI avant la conquête de ces espaces par l'empire russe à partir du

---

<sup>152</sup> . En 1897, les trois villes précitées comptaient respectivement 12,1%, 1% et 0,5% de Juifs dans leur population [Kappeler, 1994 : 340].

<sup>153</sup> Toutes les cartes qui sont produites ci-après sont réalisées à partir des données fournies par l'Agence juive pour l'année 1993.

XIX<sup>ème</sup>. Le choix de focaliser notre regard sur ces derniers se justifie d'une part par la proximité culturelle des Ashkénazes d'ex-URSS avec ceux d'Europe de l'ouest, ce qui fait d'eux un groupe qui ne nous est pas inconnu ; et d'autre part, par la préservation d'une culture juive traditionnelle chez les non-ashkénazes qui oriente fortement les logiques migratoires et d'intégration de ce groupe. En effet, la définition des contours de l'histoire et de l'identité de ces derniers s'avère être nécessaire pour qui veut décrypter et comprendre les pratiques de l'espace et les blocages dans l'intégration rencontrés en Israël par ces communautés.

## II.1 Les territoires ashkénazes de la diaspora

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'histoire des persécutions du peuple juif, ajoutée à celle du développement économique de ce territoire entre Europe et Asie a dessiné au fil des siècles un espace de vie juive de premier ordre tant sur le plan démographique qu'intellectuel. Il nous serait en effet plus facile pour décrire ces espaces de renvoyer le lecteur aux écrits des poètes et romanciers juifs qui, d'Issac Babel à Dina Rubina<sup>154</sup>, ont montré l'évolution de la vie publique, sociale et religieuse et de la population juive. Il nous appartient toutefois de souligner quelques points essentiels de la répartition spatiale des Juifs en ex-URSS occidentale.

### II.1.1 La Zone de Résidence, « l'espace forcé » des Ashkénazes

Assignés à résidence dans cette marche occidentale de l'empire, les ashkénazes ont donc organisé leur espace de vie dans ces limites imposées qui constituaient de fait le cœur de la communauté juive (cf. Tableau 21). Très tôt, une mobilité interne s'institua dans la zone de résidence. Les Juifs quittèrent l'espace du village *-shtetl-* pour celui de la grande ville. Dès 1897, les Juifs constituaient une communauté numériquement importante dans les grandes localités de la Zone de résidence, telles Berditchev où ils comptaient pour 78% de la population totale, Vitebsk pour 52,4%, Minsk pour 52,3%, Kichinev pour 45,9% ou Vilno (Vilnius) pour 40% [Kappeler, 1994 :340, Rozenblum, 1982 :49].

Tableau 21 - Distribution géographique des Juifs russes (1897)

Région	Nombre de juifs	Pourcentage de la population totale
Ukraine, Bessarabie	2 148 059	9,3
Lituanie, Biélorussie	1 410 001	14,1
"Pologne russe"	1 316 576	14,1
Totale de la Zone de résidence	4 874 636	11,5 (93,9% des Juifs de Russie)
Russie intérieure, Finlande	208 353	0,34
Caucase	58 471	0,63
Sibérie, Russie, Asie Centrale	47 941	0,35
Total (Russie)	5 189 401	4,73

Source: Simon R. J, 1997, *In the golden land: A Century of Russian and Soviet Jewish immigration in America*, Westport: Praeger, p.5

Globalement, ce regroupement de la population juive dans les ghettos des villes qui leur autorisaient la résidence créa un espace d'une incroyable intensité intellectuelle où se sont

<sup>154</sup> Voir notamment *Contes d'Odessa* d'Isaac Babel et *Les pommes du jardin de Schlitzbuter* de Dina Rubina.

forgés les grands courants de pensée du judaïsme ainsi que ceux qui ont amené au sionisme politique.

Les aspirations révolutionnaires notamment dans cette Russie pré-1917 se faisaient de plus en plus jour dans les communautés ashkénazes. L'agitation intellectuelle qu'elles suscitaient vit se créer une scission entre le monde des révolutionnaires et celui des religieux. Pour ces derniers, les idées marxistes<sup>155</sup> qui germaient dans les rangs de la communauté symbolisaient l'acculturation contre laquelle ils luttèrent avec véhémence. Ils repoussaient de toutes leurs forces cette voie qui menait « vers un judaïsme très édulcoré » [Minczeles, 1993 :236]. Ce climat de renégociation de l'identité juive, de questionnements de l'esprit juif recomposa ce monde des ghettos dont émergèrent les intellectuels qui ont impulsé et guidé les premiers pas du retour en Terre sainte (cf. infra). C'est par ces routes divergentes qu'au fil des décennies le groupe ashkénaze s'est quelque peu éloigné de sa religion, et c'est ce qui explique qu'aujourd'hui nous parlions de Juifs assimilés, russifiés.

Parallèlement à ces agitations intra-communautaires, la première Guerre Mondiale et la Révolution de 1917 ont fortement contribué à établir les bases de la géographie spatiale des ashkénazes. Très rapidement, les Juifs ont poursuivi le passage du *shtetl* à la ville par une émigration massive vers les centralités urbaines de l'URSS, franchissant par là même la frontière orientale désormais abolie. Moscou, qui leur avait été interdite pendant de longues années, fut l'un de leurs pôles majeurs d'implantation. Sa population juive passa de 8 473 personnes en 1897 à 131 000 en 1926 et atteint à la veille de la Seconde Guerre mondiale les 400 000 personnes.

Cette croissance de population juive s'est réalisée dans les mêmes proportions à Leningrad (de 17 251 Juifs en 1897 à 175 000 avant la Seconde Guerre mondiale), à Kiev et à Odessa.

Cette dynamique a été interrompue par la Seconde Guerre Mondiale et par la Shoah qui ont décimé les populations établies dans les grandes villes d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie. Plus de deux millions de personnes ont péri dans les camps d'extermination, et au lendemain de cette guerre la population juive ne comptait plus que deux millions de personnes. Les populations juives -essentiellement les jeunes- qui avaient pu échapper à la déportation avaient trouvé refuge en Asie Centrale principalement. Cette migration forcée a donc constitué une première mise en contact des ashkénazes avec les communautés ancestrales d'Orient et a été à l'origine des premières véritables implantations ashkénazes en Orient soviétique.

La répartition spatiale des Juifs a ensuite évolué au rythme de l'expansion économique de l'Union soviétique. L'installation dans les grandes villes du pays qui leur avait permis d'accéder à un niveau d'éducation parmi les plus élevés a fait d'eux une élite intellectuelle -principalement scientifique- et une force de travail d'une grande utilité pour l'effort national soviétique.

#### II.1.2 Vers une dispersion sur la totalité du territoire de l'ex-URSS

A partir de cette période, une double dynamique migratoire s'est mise en place. Au sein des espaces de l'ancienne Zone de Résidence, la population juive a poursuivi sa concentration dans les villes les plus importantes de leur ancien périmètre de résidence où elle

---

<sup>155</sup> Notamment au sein du BUND.

pouvait accéder à des emplois qualifiés ; et depuis ces lieux elle a diffusé vers les grands espaces urbains du territoire de l'ex-URSS.

En 1993, les villes de Kiev, Odessa et Dnepropetrovsk regroupaient près de la moitié de la communauté juive d'Ukraine. De nombreux Juifs de Dnepropetrovsk (l'ex-Ekaterinoslav de la Zone de Résidence) rencontrés en Israël occupaient des postes d'ingénieurs dans les industries lourdes de cette ville. Dnepropetrovsk, ville millionnaire, abritait les fleurons du VPK (complexe militaro-industriel) comme l'usine d'Toujmach (50 000 emplois), la plus grande usine de missiles du monde [Brunet, 1996 : 383]. Certains de ces ingénieurs juifs, ayant connaissance « d'informations relevant du « confidentiel défense », n'ont été autorisés à émigrer qu'à partir de 1995 [de Tinguy, 1998 :15].

Plus au nord, la Biélorussie présente une population juive essentiellement implantée dans la capitale, Minsk (27 000 en 1993, soit près des deux tiers de la communauté biélorusse). Après la seconde Guerre Mondiale, la population juive décimée par la Shoah<sup>156</sup> s'était regroupée dans la capitale du pays et s'y était maintenue jusqu'à la libéralisation de l'émigration des années quatre-vingt. Seul l'axe historique Gomel/Vitebsk (ville natale de Chagall) présentait, de par sa position dans la sphère économique de la capitale, une communauté juive conséquente.

Par ailleurs, l'expansion de la minorité juive s'est poursuivie au rythme du développement urbain et économique de l'URSS. L'immense Russie, dans sa vision toute « christallérienne » de l'espace comme l'a souligné Roger Brunet [1996 : 242] a développé tout un réseau de villes dans lequel les Juifs qualifiés mais aussi marchands se sont installés témoignant ainsi de l'importance dans leur communauté de la hiérarchisation et de la réussite des développements urbains. Ainsi, conformément à la géographie des activités concentrées sur un sixième du pays, les Juifs se sont répartis dans les aires métropolitaines majeures de la Russie.

Au début des années quatre-vingt-dix, l'aire métropolitaine de Moscou regroupait l'essentiel de la communauté avec plus de 200 000 Juifs, et celle de St-Petersbourg en rassemblait plus de 100 000 autres. Ces deux métropoles regroupaient avec les villes gravitant dans leurs zones d'attraction plus de 47% des 655 950 Juifs de Russie [Gur-Gurevitz, 1995 :107]. A coté de ces capitales régionales, c'est dans le triangle industriel délimité par les villes de Nijni-Novgorod, Ekaterinbourg et Saratov, situé au cœur de la zone de peuplement de la Russie que la présence juive est la plus forte. Plus à l'est la population ashkénaze s'est égrenée sur l'axe du transsibérien dans ces terres hostiles dont à l'extrémité du chemin -sur les rives de l'Amour- se trouve cet Eldorado promis aux Juifs, le Birobidjan. Les grandes cités sises au-delà de l'Oural abritent chacune les plus importantes communautés juives de Sibérie et d'Extrême orient : Omsk (6 000 Juifs), Novosibirsk (11 000), Krasnoïarsk (5 000), Irkoutsk (35 000) et Khabarovsk (11 000) [Gur-Gurevitz, 1995 :167].

A l'échelle de la Russie, cette similitude entre les grands foyers de peuplement russe et ceux de la communauté juive ashkénaze est confirmée. Sur la liste des douze premières villes de Russie nous retrouvons huit des douze premières villes juives du pays. Cette douzaine de villes accueille près de 60% de la population juive de Russie. Les seules discordances stables semblent localisées dans le sud de la Russie : actuellement, Derbent et Naltchik apparaissent

---

<sup>156</sup> Selon A. Nove et J. Newth [1991], en 1939, le pays comptait 375 000 Juifs, vingt ans plus tard ils n'étaient plus que 135 000.

aux cinquième et huitième rang des villes juives du pays tandis qu'à l'échelle globale ces villes n'appartiennent pas aux vingt premières villes russes (cf. Tableau 22). Cette différence s'explique par la situation géographique de ces villes qui s'intègrent dans un autre monde juif, celui des Juifs des montagnes (cf. infra).

Au fil des décennies c'est dans ces territoires urbains que les ashkénazes ont vécu au rythme des vagues antisémites et des rumeurs sur d'éventuelles autorisations de sortie. Néanmoins, la vie de ces milliers de Juifs ne fut pas qu'attente et discrimination. Une large frange de ces populations a intégré progressivement la société soviétique. Un indicateur de cette « sortie », que certains diront forcée, de la sphère du judaïsme réside dans l'évolution des mariages mixtes. Dans les années soixante les unions à l'extérieur du « groupe national » furent de plus en plus fréquentes. Aujourd'hui, la Russie demeure le pays d'ex-URSS où la population juive trouve le plus ses conjoints hors du groupe national. En 1988, plus de 70% des hommes juifs se sont mariés hors de leur groupe national et 62,8% des femmes, ce qui représente une croissance de 20% de ces unions mixtes par rapport à 1978 dans ce pays (cf. tableau 23).

Cette multiplication des mariages mixtes chez les Juifs, qui serait le reflet d'une dissolution de l'identité, prend d'autant plus de valeur à la lecture des pratiques suivant les groupes d'âge. Les moins de vingt ans présentent, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, de forts taux d'union mixtes, respectivement 84% et 71%<sup>157</sup>. Sans vouloir ici trouver la preuve d'une russification des Juifs, il est toutefois remarquable que cette pratique du mariage mixte a conduit à une érosion démographique des Juifs en termes de groupe national<sup>158</sup>. Parmi les mariages mixtes en Russie, une nette préférence pour une affiliation des naissances sous la nationalité du conjoint non-juif était de rigueur. Seulement 17% à 26% des enfants nés de couples mixtes en 1988 furent reportés comme Juifs au recensement de 1989 [Tolts, 1993 : 106-107].

---

<sup>157</sup> Selon M. Tolts [1993], l'importance des mariages mixtes trouve également une explication dans le déficit de femmes par rapport aux hommes dans les classes d'âge jeune. En 1979, la Russie comptait 892 femmes juives pour 1 000 hommes dans la classe d'âge 20-24 ans et en 1988, 874 pour 1 000.

<sup>158</sup> Nove et Newth ont souligné que les massacres nazis ont accentué ce mouvement d'assimilation. L'extermination des communautés juives de l'Ouest, soudées par une pratique forte du yiddish, a vidé la population d'une composante plus endogame que les populations de Moscou et Leningrad [1971 : 180-181]

Tableau 22 - Grands foyers urbains et premiers établissements juifs de Russie

	Population totale (1994)	Population juive estimée (fin 1993)	Rang de la ville dans la population russe totale	Rang de la ville dans la population juive totale
Moscou	8 793 000	200 000	1	1
St.-Petersbourg	4 883 000	100 000	2	2
Nijni Novgorod	1 425 000	12 000	3	4
Novosibirsk	1 418 000	11 000	4	8
Iekaterinbourg	1 347 000	14 000	5	3
Samara	1 223 000	12 000	6	5
Omsk	1 161 000	6 000	7	16
TCheliabinsk	1 125 000	9 000	8	12
Kazan	1 092 000	5 000	9	17
Oufa	1 092 000	5 000	10	26
Perm	1 086 000	5 000	11	23
Rostov/Don	1 023 000	10 000	12	10
Total	25 668 000	389 000		
Part dans la population totale (%) <sup>(a)</sup>	24	59		

Source : GUR-GUREVITZ B., *After Gorbachev, History in the Making : Its Effects on the Jews in the Former Soviet Union 1989-1994*, The Zionist Library & The Jewish Agency for Israel, Jérusalem, 1995, p.167 et RADVANYI J., 1996, *La nouvelle Russie. L'après 1991: un nouveau "temps des troubles"*, Paris: Masson/ Armand Colin (coll. U, série géographie 256), p.70.

(a) : Population urbaine totale en 1993: 108 900 personnes.

Tableau 23 - Part des mariages mixtes parmi les mariages juifs en Russie (1978 et 1988)

Groupe d'âge	Hommes		Femmes	
	1978	1988	1978	1988
moins de 20 ans	69,6	84,4	41,8	71,3
20-24 ans	57,8	73,6	42,8	61,1
25-29 ans	53,6	69,1	43,7	67,1
30-34 ans	64,8	72,6	51,4	69,5
35-39 ans	67,2	75,3	48,7	64,7
40-44 ans	66	77,5	53,6	68,4
45-49 ans	68,4	78,6	47,7	59,6
50-54 ans	70,5	77,7	38,1	57,9
55 et plus	50,8	69,9	27	40,6
Total	59,3	73,2	43	62,8

Source: Tolts, M., "Jews in the Russian republic since the Second World War: the dynamics of demographic erosion" in *International Population Conference*, vol.3, Montreal: IUSSP, p.106.

## **II.2 Le monde non-Ashkénaze ou l'Orient juif d'ex-URSS**

La question du monde juif non-ashkénaze, à savoir les Juifs du Caucase et d'Asie Centrale, est un thème difficile à traiter car, comme le souligne Nove et Newth [1971 :175], "on ne sait pas grand-chose d'eux". Si les communautés juives occidentales ont fait l'objet de nombreuses études, les recherches concernant ces "communautés isolées" sont bien moins fréquentes. Ces recherches sont en général basées sur des récits de voyages réalisés au début du siècle ou bien l'œuvre de spécialistes soviétiques ou israéliens dont les travaux traduits en anglais sont encore peu diffusés et donc méconnus.

Le Caucase et l'Asie centrale constituent des espaces de résidence de la communauté juive d'une réelle importance. Certes, leur poids démographique est bien en deçà de celui des communautés de l'aire slave mais leur activité culturelle est de tout premier plan. Avant d'entrer plus concrètement dans l'analyse de ces espaces, il est important de rappeler quelques caractéristiques des communautés qui y résident. Premièrement, si précédemment nous avons parlé de la communauté juive de l'aire slave de l'ex-URSS, il est préférable et essentiel, pour ces espaces, de parler de communautés juives au pluriel. Deuxièmement, la recherche, en terme d'apport de connaissance et de mesure de ces communautés, s'avère plus complexe que pour les espaces précédemment étudiés. Le caractère accidenté tant du relief de ces régions que de leur histoire a contribué à complexifier l'accès à la connaissance de ces communautés.

Deux grands ensembles de populations juives se distinguent: le premier regroupe les Juifs "tout court", le second, les Juifs « autochtones ». Sous cette classification -quelque peu restrictive- la diversité des origines des Juifs est toutefois soulignée. Globalement, les Juifs "tout court" sont ceux venus s'installer dans ces régions avec le mouvement d'expansion russe. Il a fallu un siècle, de guerres et d'alliances, à l'empire tsariste pour gagner ces territoires. Le Caucase tombe sous la coupe du pouvoir tsariste vers 1878 et l'Asie Centrale à la fin du XIX<sup>e</sup>s (1895) [Bennigsen-Broxup et al., 1992 ; Brunet, 1996: 418 ; Radvanyi, 1996:1-3 ; Roy, 1997: 69-72]. Les Juifs « autochtones », constituent un second ensemble de populations juives marqué par son hétérogénéité. En son sein sont présents, dans le Caucase, les Juifs des montagnes (estimés à 19 000 en 1989), les Juifs géorgiens (16 000), et enfin les Juifs dits d'Asie Centrale (36 000).

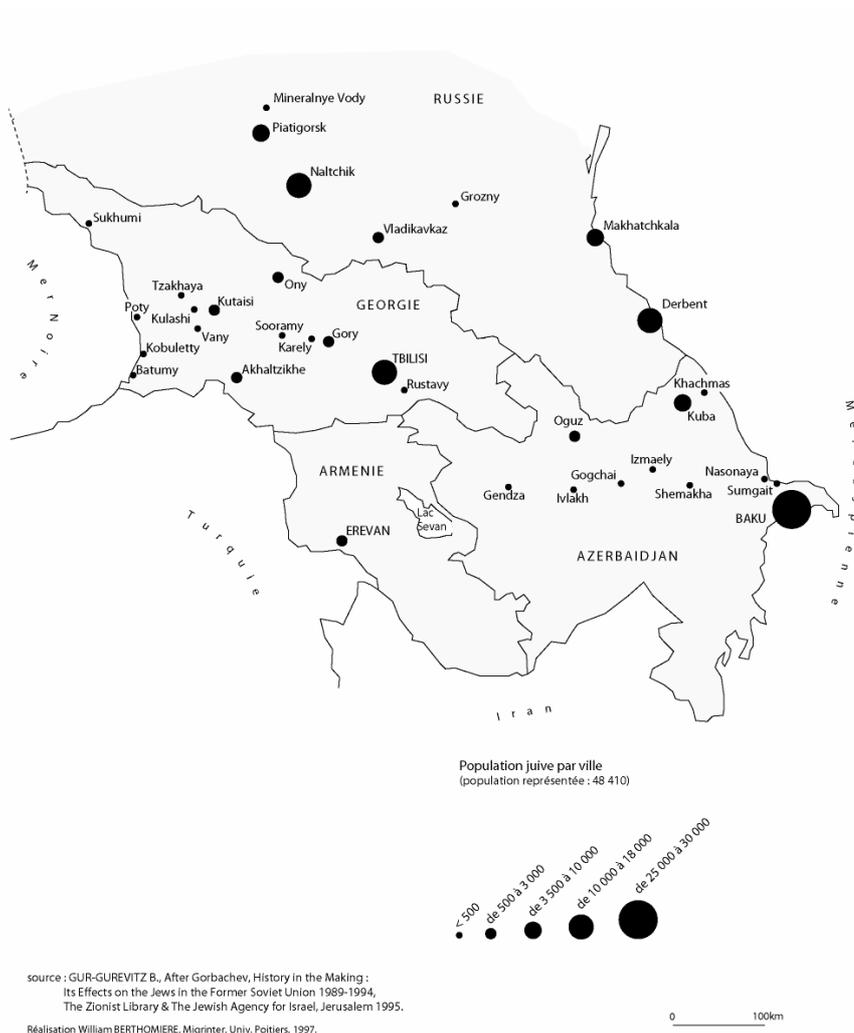
Ces populations (71 000 Juifs au total), se différencient du précédent groupe par leurs modes de vie aux traditions beaucoup plus proches de celles des populations locales avec lesquelles ils cohabitent, et surtout par la langue. Ils pratiquent des langues caucasiennes et turques tandis que les Juifs immigrés lors de la conquête russe et après sont russophones. Il est nécessaire d'insister sur ces différences au sein du « groupe juif » de l'ex-URSS car celles-ci expliqueront, en partie, la diversité de logiques d'intégration en Israël.

### **II.2.1 L'aire caucasienne ou les « exilés de Nabuchodonosor »**

En premier lieu, il est nécessaire de remarquer que l'aire caucasienne de l'ex-Union Soviétique regroupe certes une minorité juive conséquente (cf. Carte 1) mais celle-ci ne représente qu'un îlot dans l'archipel des minorités qui constitue, et caractérise, cet espace. Comme le souligne le Baron de Baye au début du siècle, l'aire caucasienne possède une "richesse ethnique" extraordinaire comme si cette terre avait "voulu conserver avec un orgueil jaloux, au Nord et au Sud, ainsi que dans les défilés de ses montagnes, des échantillons de tous les peuples" [de Baye, 1902 :5]. Le Caucase regroupe des peuples de la famille indo-européenne, caucasique mais aussi altaïque. La coexistence de ces peuples ainsi que leurs rapports avec les Slaves du nord ne furent pas des plus pacifiques et semblent encore bien difficile à établir. Ce lourd "héritage de l'administration soviétique" qui a laissé d'importantes

"contradictions économiques, politiques et ethniques" est la source d'une multitude de conflits et de tensions<sup>159</sup>. Actuellement, le Nord-Caucase est l'un des espaces les plus conflictuels de la Fédération de Russie [Foucher, 1993: 222-224; Beroutchachvili, 1996]. Les conflits en Abkhazie, en Ossétie du Sud, en Ingouchie et en Tchétchénie en sont les tristes expressions récentes.

Carte 1 - Répartition urbaine des communautés juives du Caucase (oct. 1993)



<sup>159</sup> Voir l'article de Oleg Medvedev *in* Claire Mouradian [1993].

Les Juifs des montagnes constituent l'une des entités de cette "Montagne des peuples". Ils sont arrivés d'Israël depuis le fond des temps. Ils se seraient sédentarisés dans le Caucase entre le III<sup>ème</sup> et VI<sup>ème</sup> siècle de notre ère [Charachidze, 1984: 73-79]. Auparavant, "ils avaient séjourné en Médie probablement à la suite de la captivité à Babylone". Au cours de cette période, ils ont une langue iranienne, le tat. Dès lors, ils ont été affiliés au groupe portant le nom de cette langue<sup>160</sup>. Ils se consacraient à la culture du Tabac ainsi qu'à la production de vin, activité dans laquelle ils excellaient. Ils auraient été à la base d'un réseau commercial multiethnique qui voyait le vin produit, être confié à des transporteurs Tatars ou Azéris et être acheté par des Arméniens. Le savoir-faire juif dans la vigne perdurait encore au XX<sup>èmes</sup>. Dans les kolkhozes juifs du piémont, selon G. Charachidze, la vigne tenait une place de choix<sup>161</sup>.

Ce premier lieu d'analyse des communautés orientales couvre un espace qui prend naissance aux premiers contreforts du Caucase, suivant un arc qui s'étire de la trouée du Térék vers le littoral daghestanais, et s'élève jusqu'à la ligne de crête, avant de descendre le versant sud du Caucase et de découvrir les communautés d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

#### II.2.1.1 Le Daghestan, le refuge des Juifs des Montagnes

Le Daghestan, la " Montagne des langues" comme il est surnommé, est une république autonome de la Fédération de Russie. Sur près de 2 millions d'habitants que comptait cette région au recensement de 1989, seulement 22% de sa population étaient d'une origine autre que caucasienne. Les Russes constituaient un peu plus de la moitié de cette population non-autochtone [Caratini, 1992: 250 ; Wesselink, 1996].

La communauté juive s'insère dans cet espace principalement dans les grandes agglomérations que sont Makhachkala et Derbent. Malgré les conflits fréquents qui ont pu séparer les différentes minorités du Caucase, les villes présentent une certaine mixité. A l'inverse, les villages présentent une cohésion ethnique plus forte [Radvanyi, 1996: 292-293]. Contrairement aux précédentes géographies des communautés juives, la capitale n'accueille pas ici, la plus grande part de la communauté. La ville de Derbent, au sud de Makhachkala, héberge 11 000 Juifs, tandis que cette dernière n'en regroupe que 8 000 (soit près de 2% de ses 327 000 citadins). Comme le souligne Jean Radvanyi, Derbent a conservé une communauté

---

<sup>160</sup> En réalité, les Tates, descendants d'un ancien groupe iranien du nord de l'Azerbaïdjan, sont divisés en trois sous-groupes : les Musulmans, qui constituent la majorité des Tates, les Arméno-Grégoriens et les Judéo-Tates. Seuls les deux premiers sous-groupes ont conservé la dénomination de Tates sous le régime soviétique même si, en partie, les premiers ont été assimilés par les Azéris et les seconds par les Arméniens. Sous cette même période, les Judéo-Tates ont été classés sous le terme de "Juifs des montagnes" (*Gorskije Evrei*) ou simplement sous celui de "juifs" (*Evrei*) [Wixman, 1984 :185-186]. La langue de ces derniers se différencie de celles des précédents par les nombreux emprunts à l'hébreu qu'elle recèle. Selon G. Charachidze [1984], la principale originalité de ce peuple provient du fait qu'il est à la fois tout à fait juif et tout à fait caucasien. Il souligne également que l'influence de l'isolement linguistique et religieux, puisque les Juifs étaient à la fois distants des autres Tates (musulmans) par la langue et bien plus encore des peuples plus anciens comme les Lesghiens et les Darguines aux langues caucasiennes, et que ces populations étaient toutes musulmanes (ou chrétiennes dans le cas des Arméniens), a favorisé le maintien de leurs traditions et de leur culture.

<sup>161</sup> La solidarité légendaire de ces Juifs s'est également maintenue au cours des siècles. S'il advenait qu'un kolkhoze ait pris du retard dans sa production, les membres de ceux alentours prêtaient la main pour atteindre les normes définies par les autorités soviétiques. La tradition de "l'ami par le sang" a aussi survécu aux années et à la "soviétisation de ces sociétés". Chaque juif des montagnes a un ami, au sens le plus fort et le plus noble du terme, auquel il a promis fidélité, entraide. Cet ami est en général d'un autre village et d'une autre confession. Ce témoignage rend visible, d'une certaine manière, le groupe que forment au-delà de leurs origines diverses et variées, les "peuples montagnards" du Caucase.

juive des montagnes avec son quartier, témoignage de la Derbent multiethnique du début du siècle. En 1902, le Baron de Baye mentionnait leur présence en soulignant qu'il y avait là un quartier à part, à la différence des villages d'Axaï et de Kassaf-iourte<sup>162</sup>.

#### II.2.1.2 Les communautés juives d'Azerbaïdjan et d'Arménie

La présence juive dans cette région est attestée depuis des siècles. Guillaume de Rubrouck mentionne leur présence au cours de son périple entre 1253 et 1255. Il souligne qu'à deux jours et plus de la Porte de Fer -l'actuelle Derbent- se trouvent vers le sud des villes où "il y avait de nombreux Juifs". Il indique les villes de Samaron et Shemakha qui sont localisées en Azerbaïdjan. La première localité serait l'ancienne ville de Sabaran dans la région de Kuba et la seconde se situe aux alentours de Bakou<sup>163</sup>. La communauté juive d'Azerbaïdjan s'insère donc dans une population majoritairement composée d'Azéris<sup>164</sup>.

Au nord de Soumgaït se situe un espace défini comme celui d'un groupe iranien nommé Judéo-Tates. Cette région septentrionale de l'Azerbaïdjan est celui qui accueille la seconde plus importante communauté juive du pays : la ville de Kouba, qui en constitue le centre, regroupe 4 000 Juifs soit 12,5% de la communauté juive qui s'élevait à 31 625 personnes en 1993.<sup>165</sup> La particularité de cet espace d'accueil réside dans le fait qu'il regroupe l'essentiel de la communauté des Juifs des Montagnes ; les autres foyers de résidence des Juifs des montagnes étant Oguz et Iv lakh (cf. Carte 1).

La capitale, Bakou, constitue, une fois encore, le pôle de localisation, où plus des quatre cinquièmes de la communauté résident (26 000 en 1993). Parmi les 2% de personnes que constituent les Juifs dans la population de cette ville, près d'un tiers sont des Juifs des montagnes<sup>166</sup>. Ces derniers, qui ont quitté les sites plus ou moins reculés du Caucase qui délimitaient leurs espaces de vie, auraient perdu avec cette migration une part importante de leur identité, et posséderaient le taux d'assimilation le plus élevé de tous les Juifs des montagnes [Gur-Gurevitz, 1995: 174].

---

<sup>162</sup> Axaï comptait, selon cet auteur, 500 Juifs des montagnes mêlés à la population majoritairement composée de Koumyks. Les Koumyks sont des peuples caucasiens turquisés du nord-Daghestan. Leur langue et leur culture ont influencé celles des peuples du Nord-Est daghestanais -comme les Tchétchènes- car les Koumyks contrôlaient les basses zones de pâturages d'hiver utilisées par les montagnards et les principales villes au sein desquelles ces derniers trouvaient un emploi l'hiver. Source: Wixman Ronald (1984).

<sup>163</sup> Cf. Claude-Claire et René Kappler (1993), *Guillaume de Rubrouck, Voyages dans l'Empire Mongol - 1253-1255*- Paris: Imprimerie Nationale (Voyages et Découvertes), p.206

<sup>164</sup> Ces derniers sont estimés à 5 801 000 personnes sur les 7 020 000 que regroupait l'Etat en 1989. La première minorité ethnique est constituée par les Russes (392 000) à égalité avec les Arméniens. Les autres minorités appartiennent principalement à la famille caucasique : Lesghiens (171 000) et Avars (44 000) en sont les principaux représentants ; et se localisent à hauteur de la frontière avec la fédération de Russie car ces dernières appartiennent aux peuples du Daghestan, situé dans la continuité nord de l'Etat.

<sup>165</sup> Au début du siècle, le Baron de BAYE mentionne que Kouba est peuplée de 525 Russes, 759 Arméniens, 7 617 Tatars et 6 347 Juifs des Montagnes. Il rappelle également que la ville de Kouba, qui signifie "coupole" avait pour ancien nom Godiale, qui voulait dire deux collines en Lesghien. La ville est assise sur deux collines séparées par la rivière. D'un côté, la ville musulmane et de l'autre côté, la ville juive. *Op. Cit.*, p.17.

<sup>166</sup> Les autres établissements juifs à travers le pays ne dénombrent à peine plus de 150 membres. Seule exception, la ville de Gandja (Gendza sur la carte) regroupe 450 Juifs. Cette localité qui était la seconde du pays en 1990 (281 000 hab.) constitue un des plus importants centres industriels de l'ouest de l'Etat et structure l'axe est-ouest de la Caucasic qui, partant du littoral "subtropical" de la région de Bakou, se poursuit vers Tbilissi en longeant le cours de la Koura après avoir traversé la plaine de Chirvan [Brunet, 1996: 431-433]. Cette grande plaine steppique, faiblement peuplée, comporte d'ailleurs deux localités avec une faible présence juive: Gogchai et Iv lakh. Pour conclure, notons que seulement 20 Juifs résidaient dans la ville dont nous entretenait Guillaume de Rubrouck, Shemakha, l'ancienne capitale des chahs de Chirvan.

En ce qui concerne l'Arménie, l'histoire des communautés juives d'Arménie est millénaire. Certains historiens indiquent que la communauté juive d'Arménie trouve ses racines à l'époque de la destruction du Premier Temple et avec plus de sûreté à la fin du Second Temple. A partir du IV<sup>èmes.</sup>, cette première communauté s'est peu à peu évanouie. L'actuelle communauté s'est constituée avec l'expansion russe et appartient donc au groupe ashkénaze. Comme le montre la Carte 1, Erevan regroupe la totalité des Juifs du pays. Il resterait actuellement 300 Juifs en Arménie.

### II.2.1.3 Les Juifs Géorgiens, une communauté à part

Selon la tradition, les Juifs sont arrivés en Géorgie après la destruction du Premier temple. Ils se seraient regroupés au sein de la ville de Mskhéta, située en périphérie de Tbilissi (et premier site de Tbilissi). Cette communauté de langue géorgienne serait l'une des plus anciennes de la diaspora. Les écrits de voyageurs tels ceux de Benjamin de Tudela et de Marco Polo attestent de la présence de Juifs en Géorgie au XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>èmes.</sup>, et certains écrits mentionneraient la présence de familles juives descendant d'exilés de Nabuchodonosor [World Jewish Congress, 1997; de Baye, 1902: 6]. Les Juifs géorgiens ont, au fil des siècles, conservé et développé leur identité juive ainsi que leur tradition religieuse. Grâce à la non-distinction des Juifs dans les populations locales par les autorités russes quand ils conquièrent la région et à la faible portée de la répression soviétique envers les religions en Géorgie [Attias, 1997 : 45], l'exercice du culte a pu se perpétuer. En 1979, près de la moitié des 90 synagogues d'URSS était située en Géorgie. Une telle sur-représentation des lieux de cultes juifs dans cet Etat provient notamment du fait que la communauté géorgienne est depuis toujours organisée en de nombreux petits groupes soudés avec chacun leur synagogue représentant au-delà du lieu de culte, un « temple de l'espoir où préserver la conscience nationale juive et le judaïsme » [Baazova, 1995 : 290].

Le trait traditionaliste des Juifs géorgiens différencie nettement cette communauté de celle d'origine ashkénaze et russophone immigrée au cours de la Seconde guerre mondiale notamment et la forte proportion de mariages mixtes au sein de ce groupe ashkénaze, comparée à l'endogamie affirmée des Juifs géorgiens, n'a fait qu'accroître le fossé entre les deux groupes juifs. En 1989, sur les 25 000 Juifs de Géorgie, 15 000 étaient de « tradition géorgienne » et 10 000 trouvaient leurs origines dans le monde ashkénaze d'Europe orientale [Gur-Gurevitz, 1995:114].

La géographie de la population juive en dehors des marges tourmentées de la Géorgie est calquée sur celle de la population géorgienne globale. La communauté a essaimé tout au long de la "Route d'Orient" qui traverse le pays d'est en Ouest et que structurent le Caucase et l'Anticaucase. Cet état qui compte 5,5 millions d'habitants sur les 16,5 millions que rassemble cette région, concentre sa population sur les faibles espaces laissés à l'urbanisation (la forêt couvrant le tiers de la surface du pays [Brunet, 1996: 426]).

La capitale de l'Etat accueille la majeure partie de la communauté juive. Mi-1993, environ 11 000 Juifs résidaient à Tbilissi et regroupaient près des deux tiers de la communauté en 1993 (cf. Carte 1). Ces 11 000 Juifs comptaient pour moins de 1% de la population de la capitale. La communauté constitue un fragment de la mosaïque ethnique qui structure la capitale. Les Juifs font partie des minorités siégeant au Congrès du peuple géorgien -

organisation non gouvernementale, fondée en février 1993, qui rassemble des Assyriens, Kurdes, Polonais et Russes notamment<sup>167</sup>.

Outre ce foyer majeur d'établissement, la communauté réside à l'ouest de Tbilissi dans la seconde ville du pays : Kutaisi (ville de 236 000 en 1990<sup>168</sup>) avec 2 300 Juifs. Outre celles situées à Ony (au nord-ouest de Tbilissi), à Gory (ville de naissance de Staline) et Akhaltzikhe (au sud sur la route du poste frontière avec la Turquie à Valé), les communautés sont regroupées dans plaine alluviale du Rioni. Cette Géorgie occidentale, la fameuse Colchide grecque, constitue un espace propice à l'implantation humaine. Ces établissements juifs ne sont toutefois que de faibles importances. Les 200 membres de la ville portuaire de Poty à l'embouchure du Rioni, représente la plus importante communauté de la plaine.

Cette géographie de la communauté juive est sans cesse en transformation. Les conflits armés qui se sont déclarés aux marges de la Géorgie (Ossétie, Abkhazie)<sup>169</sup> ont poussé les communautés juives à émigrer vers la capitale ; la présence des bureaux de l'Agence Juive et du pouvoir géorgien représentant des signes de sûreté. Cette migration interne a donc constitué, à la fois, une étape migratoire vers Israël et un véritable mouvement de réfugiés<sup>169</sup>. Les conflits en Abkhazie ont poussé à l'émigration vers Israël près de 1 200 Juifs de Sukhumi et les 200 restants -mentionnés sur la carte (à la mi-juin)- ont très certainement pris le chemin de Tbilissi et depuis celui de l'Occident. Il en a été de même pour les 800 Juifs de Tskhinvali en Ossétie du Sud. L'instabilité de la Géorgie a poussé les Juifs du pays à se regrouper dans la capitale. Selon l'Agence juive, il ne reste plus de Juifs à Poti, Kulashi et Oni. D'après les mêmes sources, la communauté juive estimée s'élèverait en 1996 entre 7 000 et 10 000 personnes.

## II.2.2 L'aire extrême-orientale de la communauté juive : de Samarcande à Alma-Ata

La présence juive sur ces terres orientales est attestée depuis des siècles. Un manuscrit hébreu datant de l'an 800 a notamment été retrouvé près de Turfan (à l'extrémité orientale de la chaîne montagneuse du Tian Chan dans le Turkestan<sup>170</sup> chinois (l'actuel Xinjiang), et d'autres éléments permettent de confirmer leur présence antérieure en Iran et en Transoxiane (nom ancien de la région située au nord-est de l'Oxus (Amou Daria), et dont la ville principale était Samarcande). Jean-Paul Roux signale que déjà à cette époque, les Juifs « se rendaient indispensables par les moyens financiers dont ils disposaient, leur habileté à manier l'argent, le réseau international qu'ils avaient établi avec leurs coreligionnaires des autres régions du monde »<sup>171</sup> ce que nous constaterons plus avant. La restauration de l'Islam dressa toutefois un obstacle majeur aux destinées juives de ces contrées. Par conviction ou par intérêt, certains se convertirent ; et pour éclaircir le doute quant à la sincérité de leur conversion, il fut pris comme habitude de leur faire manger une soupe « faite avec de la viande de chameau bouillie dans du lait caillé, ce qu'interdisait doublement la loi mosaïque »<sup>171</sup>.

<sup>167</sup> Voir l'article de Stephen Jones, pp. 26-31, in Claire Mouradian [1993].

<sup>168</sup> Donnée issue de: United Nations (1992), 1991: *Demographic Yearbook*, New York: United Nations, Department of Economic and Social Development, Statistical Division, Forty-third issue, p.239.

<sup>169</sup> Globalement, plus de 270 000 personnes ont fui l'Abkhazie et 14 000 l'Ossétie du sud pour d'autres régions de la Géorgie. Voir notamment, l'article de Vicken CHETERIAN (1997), "Réactions en chaînes dans le Caucase", in "Géopolitique du Chaos", *Le Monde Diplomatique*, Manière de voir 33, pp. 30-33; UNHCR (1996), *CIS Conference on refugees and migrants*, Geneva: UNHCR Public Information Section, p. 14.

<sup>170</sup> Dénomination historique des territoires d'Asie centrale peuplés de Turcs. Sa partie occidentale correspond à l'ensemble formé par le sud du Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (ancien Turkestan russe). Sa partie orientale correspond à l'actuel Xinjiang (ancien Turkestan chinois).

<sup>171</sup> Jean-Paul Roux, 1991, *Tamerlan*, Paris : Fayard (voir pages 245-246).

A travers les faits cités par J-P. Roux se manifeste cette position du Juif intermédiaire, en « posture frontière », que nous retrouvons tout au long des écrits concernant la vie en diaspora. Ici à l'époque de Tamerlan, comme après, se profile le statut du Juif, figure de l'étranger vivant « à la frontière de l'ancien et du nouveau, dans l'intervalle entre le parental et le politique (...) Il devient l'homme de confiance. (...) C'est à lui « qu'on livre des secrets que l'on cache précieusement à ses propres intimes », à lui qu'on demande conseil avant de partager ses biens, (...) parce qu'il est hors-jeu socialement, qu'il ne saurait entrer dans le champ de la compétition » [Raphaël, 1996 :89-90]. A l'inverse, une telle position dans la société avait inévitablement pour contreponds celle de bouc émissaire. L'erreur, la faute, le doute, la peur signifiaient inévitablement pour le Juif, la mise en accusation, le bannissement sans aucune riposte possible puisque « n'appartenant pas, n'existant pas ».

#### II.2.2.1 Des communautés isolées non négligeables

Bien loin de la grande Russie et des autres centralités juives de l'ex-Union, des communautés juives sont établies en Asie Centrale. Même si elles ne constituent qu'une part ténue de la communauté juive d'ex-URSS, à peine un dixième de l'ensemble (cf. Tableau 24), c'est une fois encore, leur diversité culturelle qui leur confère un grand intérêt.

En termes de spécificités culturelles au sein de la communauté juive, les Boukhariotes constituent un groupe des plus intéressants comme nous le constaterons plus avant. Au préalable, prenons soin d'observer la répartition spatiale des Juifs d'Asie Centrale.

Le Kazakhstan rassemble la seconde communauté juive d'Asie Centrale et présente une communauté juive aux localisations essentiellement méridionales (cf. Carte 2). La présence d'Almaty, la capitale, constitue une des voies d'explication de cette géographie, comme cela a été le cas précédemment. Néanmoins, cette géographie retranscrit la carte ethnique du pays. Au nord, la population est majoritairement indo-européenne et les Russes y sont dominants tandis que les peuples turcs sont essentiellement présents au sud. Les lieux d'implantation juive mentionnés dans ces espaces septentrionaux sont donc uniquement ceux de Juifs russes venus pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Tableau 24 - La Population juive en Asie Centrale (1989)

<i>Etats</i>	<i>Population juive au RGP de 1989</i>
OUZBEKISTAN	94 700
KAZAKHSTAN	19 900
TADJIKISTAN	14 800
KIRGHIZSTAN	6 000
TURKMENISTAN	2 500
<b>TOTAL</b>	<b>137 900</b>

Source : GUR-GUREVITZ B. (1995), *After Gorbachev. History in the Making : Its Effects on the Jews in the FSU 1989-1994*, The JAFI & Hassifria Haziyonit, Jerusalem, p.165

Carte 2 – Répartition urbaine des communautés juives en Asie Centrale (oct. 1993)



source : GUR-GUREVITZ B., After Gorbachev, History in the Making :  
Its Effects on the Jews in the Former Soviet Union 1989-1994,  
The Zionist Library & The Jewish Agency for Israel, Jerusalem 1995.

0 200km

De nombreuses industries y ont été transférées afin de soutenir l'effort de guerre et ensuite dans le but de mettre en valeur différents gisements (coke de Karakanda) [Brunet, 1996 : 454-455 ; Radvanyi, 1990 : 215-230]. Ainsi, les Juifs du nord Kazakhstan travaillent dans les industries minières, mécaniques, électriques et nucléaires. Les villes de Karakanda (615 000 hab.) et Semipalatinsk<sup>172</sup> (338 000 hab.) accueillèrent respectivement 2 000 et 500 Juifs au début 1993.

L'espace méridional du pays regroupe, lui, la majorité des établissements Juifs, plus précisément l'axe des oasis kazakh au pied des Tian-Chan. Outre Alma-Ata, les Juifs se répartissent au sein des villes de Dzambul<sup>173</sup> (500) et Chimkent (1 000). Ces deux villes sont également tournées vers les industries chimique et minière mais aussi vers l'élevage et la céréaliculture du fait de leur position de piémonts. Une fois encore, tel un fil rouge dans notre repérage des communautés juives d'ex-URSS, c'est la capitale, Alma-Ata (aujourd'hui Almaty), qui rassemble l'essentiel des Juifs du pays (75%). Environ 13 000 Juifs y résidaient encore en 1993<sup>174</sup> soit à peine 1% de la population de la capitale. Malgré la faible part des Juifs dans la population, ce groupe se situait au 8<sup>ème</sup> rang des 15 premières communautés de l'Etat, après les Coréens et avant les Biélorusses et les Ouzbeks [Khazanov, 1995 : 266]. La très grande majorité d'entre eux sont des Juifs russes qui occupent des professions libérales, principalement des businessmen mais aussi des emplois dans l'administration. A côté des espaces ashkénazes, existent des lieux de vie occupés par des Juifs d'Asie Centrale aux activités tournées vers l'artisanat. Ces derniers étaient approximativement 500 dans la capitale.

Au-delà des versants nord du Tian-Chan, dans cette Asie des oasis sont véritablement présentes les communautés juives d'Asie centrale où le pluriel fait, ici, effectivement référence aux quatre états que sont la Kirghizie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan mais aussi à la différenciation identitaire des communautés dont les Boukhariotes constituent une incarnation majeure comme nous l'observerons à la fin de cette partie.

Les Ashkénazes constituent toutefois les trois-quarts des Juifs de cet espace comme le démontre la communauté de Kirghizie. Celle-ci s'organise autour de 80% d'Ashkénazes et 20% de Boukhariotes. La majorité des Juifs occidentaux a immigré après la Révolution russe ou a été évacuée ou déportée durant la Seconde Guerre mondiale. Ils étaient majoritairement intégrés dans le groupe russophones du pays qui représentaient 21,5% de la population totale du pays en 1989<sup>175</sup>. Une grande majorité d'entre eux ont quitté le pays soit pour Israël, soit pour la Russie dans le mouvement d'émigration des russophones. La situation est quasi identique au Tadjikistan où les Ashkénazes, représentant 60% des Juifs du pays, sont localisés dans la capitale Douchanbé.

A cet ensemble de communautés centrées sur les capitales (cf. Carte 2), il faut ajouter le cas de la petite communauté du Turkménistan, qui a aujourd'hui pratiquement disparu. Les ashkénazes venus pendant ou après-guerre résidaient à Achkabad où ils cohabitaient avec des

---

<sup>172</sup> Le périmètre de Semipalatinsk fut un haut lieu de la recherche atomique soviétique et constitue de nos jours, un des principaux centres de destruction des armes nucléaires de l'ex-Union.

<sup>173</sup> Cette ville se nomme aujourd'hui Taraz.

<sup>174</sup> Notons qu'Anatoly Khazanov indiquait la présence de 7 500 Juifs à Alma-Ata en 1989. Cette différence avec le chiffre de 1993 est due principalement au fait que cette dernière source est issue de l'Agence juive et que bon nombre de Juifs se sont révélés comme tels aux lendemains de 1989 afin de faire valoir leur droit à émigrer vers Israël.

<sup>175</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 1996, le Kirghizstan avait une population estimée à 4 545 000 habitants et pour la capitale, les chiffres indiquaient 629 000 personnes en 1995 [Radvanyi, 1997 : 155].

Juifs iraniens (environ 800). Le dernier état qui nous reste à décrire est l'Ouzbékistan qui se distingue à la fois par la forte communauté juive qu'il accueillait au recensement de 1989 (94 700) par rapport à ses voisins, mais aussi par la centralité qu'il incarne pour les Juifs orientaux. Les Ashkénazes venus dans le même mouvement que celui décrit pour les trois Etats précédents résidaient pour les deux tiers à Tachkent, la métropole de l'Asie Centrale. En 1993, sur les 45 000 Juifs de la ville, 40 000 étaient des ashkénazes. Par contre, au sein des autres établissements juifs du pays (cf. Carte 2), ils étaient pratiquement absents, soulignant ainsi la ligne de démarcation entre orientaux et occidentaux ; les premiers avec des géographies caractérisées par leur histoire, les seconds par leurs fonctions.

#### II.2.2.2 Les Juifs Boukhariotes, un autre monde juif

Cette communauté de Boukhara, dont les origines remonteraient aux temps de la destruction du Temple, pour d'autres à ceux de la conquête d'Alexandre le Grand n'était pas un îlot isolé parmi tant d'autres. Elle regroupait déjà 50 000 fidèles selon Benjamin de Tudèle (en 1167) [Poujol, 1992 : 111]<sup>176</sup>. Au fil des siècles, cette forte communauté s'est maintenue et développée autour de la vallée du Ferghana, des villes d'Andijan, de Kokand, de Tachkent, de Boukhara et de la magnifique Samarkand<sup>177</sup>.

Au cours de la conquête de Boukhara, les Russes, devant l'importance numérique de cette communauté citadine, attribuèrent le nom de Boukharski à tous les Juifs orientaux de cette zone [Poujol, 1992 : 111]<sup>178</sup>. En 1989, le recensement de population indiquait encore la présence de 36 000 boukhariotes [Khazanov, 1995 : 268] soit près d'un quart des Juifs d'Asie Centrale.

De par sa situation sur la Route de la Soie et ses activités liées au commerce, cette communauté était toujours en relation avec le reste de la diaspora. Comme en témoignent les écrits de Ibn Battûta : "Je vis dans le bazar de cette ville un juif qui me salua et me parla en arabe. Je l'interrogeai touchant son pays, et il me dit qu'il était originaire d'Espagne, qu'il était arrivé par la voie de terre, qu'il n'avait pas voyagé sur mer, et était venu, par le chemin de Constantinople la grande, de l'Asie Mineure et du pays des Circassiens (partie nord-ouest du Caucase, proche du littoral de la mer noire). Il ajouta que l'époque de son départ de l'Espagne remontait à quatre mois."<sup>179</sup>. En ces quelques informations cet homme a retracé une étape de ce que nous décrivons sous le nom de « Route de la Soie ». Cette piste caravanière, qui partait de l'actuelle X'ian (Chine), avançait vers le monde occidental en empruntant les routes de Frounze, Tachkent, Samarkand et Boukhara pour rejoindre Istanbul, et Athènes, point de rencontres de cette route terrestre avec celles maritimes, venant de Canton via la Mer Rouge

---

<sup>176</sup> Selon les conseils délivrés par X. de Planhol [1997], on soulignera que « les chiffres détaillés donnés par Benjamin de Tudèle (...) paraissent souvent excessifs et peu fiables » même s'ils constituent une donnée repère non négligeable.

<sup>177</sup> Vers 1849, selon diverses estimations, la communauté s'élevait au nombre de 2 500 familles dont certaines réfugiées de Meched (Iran) après une attaque de leur quartier par des fanatiques chiïtes. (Selon Michael Zand [1991 : 379], il s'agit de membres du groupe disparu Jahid al-Islam, crypto-Juifs de Meched).

<sup>178</sup> Ce groupe comme celui des Montagnes possède une langue propre, le judéo-tadjik qui constitue une variante du persan où se mêlent des mots hébreux, le tout transcrit sous la forme de caractère cyrillique. Selon leurs dires, le rite qu'ils ont conservé est d'origine sépharade. Le rabbin Joseph Maman Ma'aravi (1752-1823), né au Maroc, serait en effet à l'origine de l'entrée du rite séfarade chez les Boukhariotes. Venu à Boukhara pour récolter des fonds afin de construire une *yeshiva* en Palestine, il s'étonna du manque de pratique de ces Juifs et décida de revivifier leur pratique religieuse. Il consacra trente années de sa vie à ce renouveau boukhariote [cf. notamment, Zand, 1991 : 381].

<sup>179</sup> Ibn Battuta, 1997, *Voyages*, tome II. De la Mecque aux steppes russes et à l'Inde, Paris : La Découverte (La Découverte/Poche; 20 Littérature et voyages), p. 214 (Traduit de l'Arabe par C. Defremery et B. R. Sanguinetti ; introduction et notes de Stéphane Yerasimos).

ou le Golfe Persique, avant d'atteindre Gênes ou Venise. Toutefois, la colonisation russe même si elle permit aux Boukhariotes de se libérer de l'emprise musulmane et ainsi d'entrer pleinement dans les activités économiques, a mis à mal la communauté en lui opposant un capitalisme russe trop fort pour lui laisser de véritables niches économiques autres que celles liées à l'artisanat. Ces Juifs qui travaillaient essentiellement dans les activités textiles se sont donc, devant l'importation de vêtements manufacturés, reconvertis dans des métiers tels que cordonniers, coiffeurs, couteliers, photographes ou libraires [Poujol, 1992 : 115].

Ces communautés sont toutefois restées longtemps méconnues car ce n'est qu'avec l'avènement de la *glasnost* que les visiteurs occidentaux ont pu assez librement les rencontrer. La relative liberté des Boukhariotes en comparaison de celle des communautés ashkénazes occidentales, n'était qu'une façade puisque le responsable de la communauté était nommé par les autorités soviétiques et que son rôle consistait à rendre le moins visible possible les diverses pratiques religieuses et à canaliser les touristes trop entreprenants [Poujol, 1992 : 113].

Devant la montée des nationalismes en Asie Centrale et des craintes d'actes antisémites (rumeurs de pogroms notamment), la communauté boukhariote s'est considérablement réduite. Les membres émigrés de ce groupe juif estimaient à environ 3 000 le nombre de Boukhariotes présents au sein des *mahallas* d'Asie Centrale<sup>180</sup>.

Avec le renouveau migratoire qu'insufflé l'effondrement du bloc communiste, c'est donc ce vaste monde juif qui va se mettre en mouvement vers un petit Etat qui ne comptait que 3 947 000 Juifs à la fin des années quatre-vingt-dix.

### III L'ALIYA D'EX-URSS : UN « SEISME » MIGRATOIRE POUR ISRAËL

A l'aube des années 1990, l'émigration juive d'URSS entre dans une nouvelle phase de son histoire. Le processus d'érosion culturelle et démographique de la communauté va être totalement bouleversé par l'entrée de celle-ci dans l'ère post-soviétique. L'effondrement du bloc de l'Est a signifié pour les minorités nationales d'URSS, assignées à résidence depuis six décennies, l'ouverture au monde, le retour à la liberté de circulation. C'est avec la plus grande célérité que ces minorités se sont engouffrées dans cette brèche ouverte dans le rideau de fer. Un simple regard sur la configuration migratoire post-1989 confirme l'entrée de ces minorités dans l'ouverture créée par la chute du Mur de Berlin. Sur les 450 000 personnes qui ont quitté l'URSS en 1990, 45% se sont dirigées vers Israël, 42% vers l'Allemagne, 6% vers les Etats-Unis et 5% vers la Grèce [Vichnevski, 1992: 44]. Dès à présent, soulignons qu'une première explication de cette prédominance des Juifs, des Allemands de souche et des Grecs pontiques réside dans la présence d'un pays d'accueil pour ces migrants. Les possibilités d'émigration chez les autres populations « non-diasporiques » étaient par essence beaucoup plus réduites du fait de l'absence de pays susceptibles de les accueillir. Pour ces populations l'horizon migratoire était de faible étendue, l'Europe de l'Ouest notamment s'interrogeait bien plus sur

---

<sup>180</sup> Aujourd'hui, les réseaux des Boukhariotes ont largement dépassé l'aire européenne et se définissent essentiellement au sein d'un champ migratoire orienté vers les Etats-Unis, principalement le quartier de Queens (N.Y City) à proximité du quartier russe de Brighton Beach. Ainsi, les mélodies des *kelezmer* ashkénazes viennent se glisser dans les mélodies folkloriques des Boukhariotes faisant vibrer ces quartiers de New York aux rythmes d'une ex-URSS quittée à jamais... Cette centralité que constitue le Queens au sein du champ migratoire boukhariote semble perdre de son attraction au profit d'Etats plus méridionaux comme le Texas et la Californie. Le coût élevé des logements dans la région N.Y/New Jersey associé à un appel des associations juives de ces Etats pour accueillir les Boukhariotes semble être la principale motivation de cette re-polarisation du champ migratoire.

Voir notamment A. Halberstadt et al., « Bukharan jews and their adaptation to the United States », *Journal of Jewish Communal Service*, Summer 1996, pp. 244-255.

les moyens de parer une « invasion de l'Est » que sur ceux nécessaires à l'accueil des populations qui souhaiteraient résider dans ces Etats.

Pour les Juifs la question d'un pays d'accueil était des plus faciles à résoudre. Israël, qui ne « rêvait » qu'au jour où les frontières de l'URSS s'ouvriraient sans restrictions, a fait savoir au plus tôt son désir d'accueillir tous les Juifs soviétiques. Ainsi, ce sont des milliers de Juifs qui dès la fin de 1989 se sont dirigés vers Israël

### III.1 Une décennie de départs à géométrie variable dans le temps (...)

Le cours de l'émigration pour l'année 1989 n'a pas dérogé à la dynamique signalée précédemment quant à l'orientation du flux : les *noshrim*<sup>181</sup>, se dirigeant en priorité vers les Etats-Unis, ont constitué la plus grande partie des émigrants. Sur les quelques 71 005 Juifs qui ont quitté l'Union Soviétique plus des quatre cinquièmes ont émigré outre-Atlantique [Dominitz, 1997 :119]. Néanmoins, à la fin de l'année 1989, l'amorce d'un changement dans la dynamique migratoire est sensible. Avec un flux total de 12 117 soviétiques, soit cinq fois plus qu'en 1988, Israël entrevoit la réalisation de son rêve, le « retour » des Juifs d'URSS. En 1990, avec l'entrée de plus de 180 000 soviétiques, Israël entre dans le « temps du rêve », certains diront celui du « mythe ».

Outre l'importance du nombre des candidats au départ, un élément majeur est venu influencer sur l'orientation du flux vers Israël. Aux Etats-Unis, lors des événements de 1989, les discussions sur l'octroi du statut de réfugié aux Juifs d'URSS se sont multipliées et, au grand désespoir des institutions juives américaines, les conclusions ont abouti à un resserrement des quotas<sup>182</sup>. Une telle décision était justifiée par le coût engendré par l'accueil de ces réfugiés ; les pressions israéliennes pour fermer la « voie américaine » ont toutefois été très souvent invoquées pour expliquer ces restrictions. Sur la scène internationale, Israël était le grand gagnant de ces événements internationaux et diplomatiques.

La politique d'ouverture menée par Mikhaël Gorbatchev a justifié la mise en veille des centres de transit de Vienne et de Rome, que dirigeaient *HLAS* et les autorités américaines, car les Juifs avaient désormais la possibilité de déposer une demande d'émigration directement auprès de l'Ambassade américaine à Moscou et surtout, Israël pouvait prendre en charge les candidats à l'émigration via des centres dirigés par son représentant, l'Agence juive, en URSS. Une telle politique eut pour conséquence directe la chute du nombre de *noshrim* (19% du flux global d'émigration en 1990<sup>183</sup>). Par la suite, l'instauration de lignes aériennes directes entre les grandes villes soviétiques et Israël a contribué à faire d'Israël l'unique voie possible pour les candidats au départ<sup>184</sup>.

#### III.1.1 L'Agence Juive, le grand ordonnateur de la migration

---

<sup>181</sup> Personne qui sur la « route de Sion » se détourne d'Israël pour un autre lieu de résidence.

<sup>182</sup> Afin de diminuer le nombre d'entrées, il avait été indiqué que les demandeurs devaient justifier de la non possibilité d'émigrer ailleurs qu'aux Etats-Unis. Une telle clause en regard de la loi du Retour (cf. infra) dont pouvait bénéficier la quasi totalité des Juifs d'URSS en Israël mettait donc un frein sérieux à l'émigration outre-Atlantique [cf. C. Jones, *op. cit.*, p.49]

<sup>183</sup> L'importance de cette chute est due en majorité à un effet de structure, le nombre d'émigrants ayant été décuplé entre 1989 et 1990.

<sup>184</sup> Entre l'arrêt des transits à Vienne et l'ouverture de lignes directes URSS/Israël, les migrants transitaient avec l'assistance de l'Agence juive par Varsovie, Bucarest et Budapest notamment, ce qui limitait les possibilités de « bifurcations ».

L'Agence Juive a constitué l'acteur central du scénario migratoire qui s'est déroulé au tournant des années quatre-vingt – quatre-vingt-dix.

Dès l'ouverture en 1989, cette organisation juive a mis en place un vaste réseau d'offices et de représentations sur le territoire soviétique afin d'organiser dans les meilleurs délais l'émigration d'un maximum de Juifs. Tout au long de ces années, elle a poursuivi le but de couvrir la totalité du territoire soviétique et de trouver les communautés juives les plus isolées<sup>185</sup>. L'URSS, restée jusqu'à cette date le dernier foyer majeur d'établissement de la diaspora non couvert par l'Agence Juive, est aujourd'hui entrée dans l'aire d'influence de l'organisation. Les grandes agglomérations sont les têtes de pont de l'organisation qui, depuis ses antennes, développe tout un réseau d'émissaires qui agissent à l'échelon des petites localités où résident des Juifs. En 1995, quatre-vingt-treize émissaires de l'Agence Juive opéraient dans plus de trente villes d'ex-URSS, cinq cents responsables locaux coordonnaient l'émigration dans les villes périphériques. En outre l'organisation assurait une couverture aérienne du territoire avec plus de cent vols mensuels, en direction d'Israël, depuis plus de 18 points de départ [JAFI, 1995 : 20].

Même si le but premier de l'Agence Juive consiste en l'aide à l'*aliya*, son activité se double d'un programme de soutien à l'éducation juive. Ainsi, en 1995, 400 enseignants locaux ont enseigné l'hébreu à 14 000 étudiants dans 160 *oulpanim*<sup>186</sup>, 78 camps d'été ont été organisés pour 16 000 adolescents et environ 80 clubs de jeunesse créés. La principale motivation de ces actions réside dans l'idée que la découverte de la culture juive chez les jeunes juifs d'URSS développera en eux le désir d'émigrer et qu'ils le feront partager à leurs aînés et parents<sup>187</sup>.

Au delà de l'Agence Juive, l'importance de cette tâche est unanimement reconnue car la renaissance de la culture juive en ex-URSS touche au plus profond de lui-même l'ensemble du peuple juif quelles que soient ses positions face au sionisme. Le Président Weizman lors d'une visite des centres de l'Agence Juive avait déclaré : « Je suis profondément ému en observant la tâche sacrée que vous réalisez. Je vous souhaite succès pour le futur. Que le peuple juif reconnaisse votre œuvre » [JAFI, 1995 : 21].

Toutes ces structures d'incitation directe ou indirecte à l'émigration ont conduit à une explosion du champ migratoire dès la fin des années quatre-vingt.

### III.1.2 Une réaction d'une grande célérité

En 1990, une véritable marée humaine s'est levée au sein de la communauté juive d'URSS avec plus de 180 000 émigrants vers Israël (cf. Tableau 25). La vague migratoire est passée d'un flux de 5 000 Juifs mensuels en janvier à plus de 35 000 pour le mois de décembre. Comme le souligne la Figure 12 -, ce mouvement a acquis une intensité sans égal au cours de 1990 : un record d'émigration mensuelle a été enregistré sur le mois de décembre avec plus de 35 000 départs soit l'équivalent de l'ensemble du flux total d'émigration juive de l'année 1973.

---

<sup>185</sup> Notons que des membres de la diaspora œuvrèrent en tant que pionniers pour ouvrir la voie vers les communautés juives isolées. Les Eclaireuses/Eclaireurs Israélites de France ont notamment participé à la prise de contact avec les Juifs de Sibérie (Irkoutz, Khabarovsk). Tels des missionnaires ces jeunes présentèrent à ces populations des éléments de culture juive et d'informations sur Israël. Comme l'a conclu lors d'une communication l'un des membres de l'une de ces expéditions, ces actions ont montré « comment une diaspora reste solidaire en possédant une iconographie commune [...] au travers de réseaux internationaux complexes » ; cf. le texte de Benjamin Herzberg in Prévélakis G. (dir.), 1996, *Les réseaux des diasporas*, Nicosie-Paris : YKEM/L'Harmattan.

<sup>186</sup> Classe d'hébreu

<sup>187</sup> Programme *Naaleh 16*.

La célérité et l'importance de cette émigration, que l'on pourrait décrire comme une « fuite », n'a pas uniquement caractérisé l'émigration juive. Les minorités nationales d'origine allemande et grecques ont également quitté massivement et rapidement l'URSS.

Tableau 25 - L'émigration juive vers Israël (1989-1997)

Pays d'origine	Années d'immigration									
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1990-97
URSS/ex-URSS	12 721	185 227	147 839	65 093	66 145	68 079	64 847	59 049	54 600	723 600

Source : publications du Central Bureau of Statistics, Jerusalem

La dynamique imprimée en 1990 n'a pu se poursuivre sur 1991 du fait des deux obstacles à l'émigration qu'ont été la guerre du Golfe et la tentative de putsch en URSS (cf. Figure 12 -). Malgré ces conflits le flux global s'est élevé à près de 150 000 personnes. Après cette année tourmentée, une chute sévère de l'émigration vers Israël a été enregistrée. La connaissance par les candidats à l'émigration des problèmes d'intégration (emploi et logement principalement) rencontrés par leurs prédécesseurs est considérée comme la cause majeure de cette évolution à la baisse du flux. Au cours des premières années de l'*aliya* post-1989, le flux se caractérisait toutefois par une réelle intensité en regard des « pires heures » de l'émigration vers Israël comme en 1986 (cf. Figure 12).

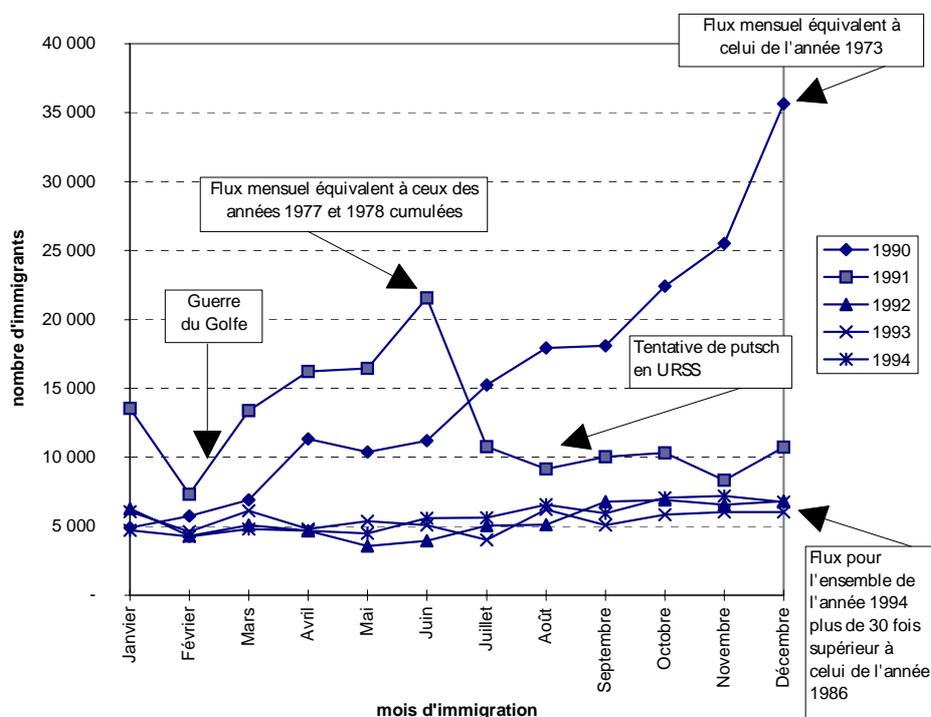
Le mouvement a donc connu en 1992 une rupture de rythme qui ne fut jamais rétablie et depuis cette date, l'émigration vers Israël n'a jamais dépassé les 68 000 personnes. Globalement, plus de 700 000 personnes ont émigré en Israël au cours des huit années qui ont suivi la chute du bloc communiste.

### III.2 (...) mais aussi dans l'espace

Les régions occidentales ont contribué majoritairement au mouvement d'émigration. Sur la période 1990-1993, les quatre cinquièmes du flux global en étaient issus. A l'échelle des Etats, la contribution de groupes juifs s'est révélée globalement en adéquation avec sa géographie. Les communautés russes et ukrainiennes ont largement alimenté le flux. Entre 1990-1993, plus de la moitié des émigrants vers Israël étaient originaires de ces deux Etats : l'Ukraine étant le premier espace de départ vers Israël en 1990, place qui lui a été prise l'année suivante par la Russie.

La concordance entre le poids des communautés dans les Etats d'origine et celui dans le flux global d'émigration chez les communautés juives n'a pas été contredite à la lecture de la géographie des départs dans les Etats du Caucase et de l'Asie Centrale. C'est « logiquement », en parfait reflet du poids des communautés dans ces régions, que l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont dominé l'émigration caucasienne et asiatique. Cependant, la part du flux migratoire de ces deux Etats n'excédait guère le cinquième du flux global en 1993. A l'échelle de l'aire orientale juive toute entière, sur cette seule dernière année a été enregistrée une participation de ces communautés à hauteur d'un tiers du flux. Une explication à ce sursaut se trouve dans la montée en puissance de l'émigration ouzbèke et surtout dans l'entrée véritable de la communauté géorgienne dans le mouvement de départs. Le déclenchement de conflits dans le Caucase explique cette entrée à contretemps des Géorgiens.

Figure 12 - L'immigration mensuelle des Juifs d'ex-URSS en Israël (1990-1994)<sup>188</sup>



Réalisation à partir des données du Central Bureau of Statistics, Jerusalem.

En effet, soulignons que les conflits qui se sont déclenchés dans cette URSS disloquée ont contribué à modifier la géographie de cette migration. Au début des années quatre-vingt-dix, les « anomalies » de la géographie des espaces d'émigration en regard de l'implantation des communautés ne devenaient souvent intelligibles qu'en surimposant la carte des conflits en URSS<sup>189</sup>.

La dynamique d'émigration chez les communautés moldaves et géorgiennes illustre l'influence des contextes locaux. Les communautés de Géorgie et de la région de Transnistrie en Moldavie n'ont pu participer au mouvement d'émigration que lors de la résolution du conflit ou grâce à des opérations de sauvetage lancées par l'Agence Juive. En août 1992, l'Agence Juive a évacué près d'un millier de Juifs de Transnistrie et quelques mois plus tard une opération de secours du même type a été lancée en Abkhazie (Géorgie).

<sup>188</sup> La Guerre du Golfe a été une période de stress pour les récents immigrants d'ex-URSS, ce qui a accentué la décroissance de l'aléa. Voir notamment à ce sujet, Y. Lerner, Nelly Zilber, 1996, « Psychological distress among recent immigrants from the FSU to Israel, II. The effects of the Gulf War », *Psychological Medicine*, 26, pp.503-510

<sup>189</sup> Voir notamment Kolossov VI, 1992, *Ethno-Territorial Conflicts and Boundaries in the Former Soviet Union*, Durham : IBRU Press, 52p.

A l'échelle urbaine, les données confirment la place centrale des capitales dans la géographie des départs vers Israël. Moscou, Leningrad et Kiev figurent parmi les principales villes de départ, mais c'est la ville de Tachkent qui a vu émigrer le plus de Juifs en 1990, soit 10 101 personnes. Ce fait qui contredit quelque peu la logique qui veut qu'aux trois niveaux d'analyse les communautés russes et ukrainiennes apparaissent en tête, nous porte à penser que dans certaines villes le mouvement d'émigration a consisté en un réel phénomène d'aspiration. Au regard des données pour la seule année 1990, le sentiment est celui d'un véritable « phénomène d'évaporation », comme si ces migrants constituaient une sorte de substrat qui n'attendait qu'un catalyseur pour montrer leur caractère très volatile mais aussi éphémère. La « Jérusalem du Lituanie », Vilna, en est une parfaite illustration. En 1990, les 2 396 départs représentaient près des deux tiers de ceux enregistrés entre 1990 et 1993. Ce phénomène a également été perceptible dans les villes de Riga, Tachkent et Leningrad ainsi que dans des localités d'un niveau inférieur comme Lvov et Dnepropetrovsk en Ukraine, ou Gomel en Biélorussie. L'idée que la liberté d'émigrer ne pouvait être que temporaire constitue très probablement la première des explications de ce phénomène. Néanmoins, lors d'entretiens réalisés auprès de Juifs venus dès 1990 en Israël, il ressort qu'une réponse se trouve en partie dans les propres stratégies migratoires des Juifs. Dans le cas des Etats baltes par exemple, un couple de migrants -tous deux artistes- décidé à quitter l'URSS dès les années 1980, nous a confié que l'émigration vers une capitale balte avait constitué le premier objectif de leur projet migratoire. Tous deux résidents russes, ils avaient tout fait pour émigrer à Vilnius, car ils considéraient cette capitale comme la première étape pour atteindre Israël.

Dans leur idée, si la situation venait à se libéraliser, c'est dans les marges de l'Union que les opportunités de départ seraient les plus grandes. Ainsi, dans cette perspective, la migration interne avait été pensée comme tremplin migratoire. Cette démarche paraît être, dans le contexte balte, un élément de compréhension supplémentaire de la célérité du mouvement d'émigration.

Globalement sur la période 1990-1993, la géographie des flux d'émigration vers Israël apparaît en accord avec les hypothèses qui avaient pu être énoncées en regard de la propre géographie de la diaspora juive. Le calcul du taux de migration tel que l'a défini Daniel Courgeau<sup>190</sup> révèle toutefois quelques données intéressantes qui expliquent en partie la dynamique du flux d'émigration vers Israël après 1993<sup>191</sup>.

---

<sup>190</sup> cf. Courgeau D., 1988, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Paris : INED, pp.186-187. Le Taux annuel de migration est défini ainsi :

$$m = \frac{M^n}{\frac{n}{2}(P^0 + P^n)} \times k$$

$P^0$  : population en début de période,  $P^n$  : population en fin de période,  $M^n$  : nombre de déplacements au cours de la période,  $n$  : nombre d'années considérées sur la période,  $k$  est une constante égale habituellement à 1 000 ou à 10 000.

<sup>191</sup> les données utilisées pour le calcul du taux de migration (en ‰) sont : pour la population juive en URSS RGP de 1989 pour la population en début de période extraction faite par l'Agence juive fin 1993 pour celle en fin de période. Ceci explique quelques anomalies des résultats pour l'Arménie notamment.

Tableau 26 - Taux annuel de migration des Juifs d'ex-URSS vers Israël (1990-1993)

Etats d'origine	Emigration totale 1990-93	Estimation du Taux annuel de migration (‰)
Arménie	776	(517)
Azerbaïdjan	19 684	209
Biélorussie	44 750	142
Estonie	801	66
Géorgie	9 761	156
Kazakhstan	3 331	60
Kirghizistan	2 189	133
Lettonie	5 814	128
Lituanie	2 617	59
Moldavie	33 680	206
Ouzbékistan	49 321	213
Russie	147 151	81
Tadjikistan	8 903	353
Turkménistan	232	34
Ukraine	125 589	87
<b>Totalité des Etats</b>	<b>454 599</b>	<b>105</b>

Réalisée à partir des données fournies par le Ministère de l'immigration et  
GUR-GUREVITZ B., 1995, *After Gorbachev. History in the making : its effects  
on the Jews in the former Soviet Union 1989-1994*, Jérusalem: The Zionist  
Library and the Jewish Agency for Israel, Jérusalem.

Le Tadjikistan présente le taux de migration le plus élevé avec un chiffre de 350‰, ce qui signifie que cette population, en l'espace de trois années, a été quasiment transférée en Israël (cf. tableau 26). A côté de ce pays se situe la Moldavie avec un taux de 206‰, qui a également vu une part importante de sa population partir rapidement en Israël, puis des pays comme l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, respectivement 213‰ et 209‰, qui, comme communautés de poids intermédiaire, contribuent néanmoins massivement à l'émigration vers Israël.

La période post-1989 s'est ainsi caractérisée par une réelle « explosion du champ migratoire » des Juifs d'URSS. Cette population, qui avait participé dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle au mouvement pionnier en direction de la Terre sainte et qui progressivement en avait été coupée, s'est véritablement engouffrée dans l'opportunité offerte par l'écroulement du bloc soviétique en 1989. Comme nous l'avons vu, le plus fort de la vague migratoire s'est concentré sur une courte période : sur les 700 000 personnes parties pour Israël, plus de la moitié sont entrées dans le pays entre la fin 1989 et la fin 1991, soit sur un quart de la période migratoire considérée par notre recherche. L'année 1992 a en effet marqué une nette rupture dans le flux d'émigration vers Israël, avec à peine plus 65 000 émigrants. A partir de cette date où le flux fut inférieur de moitié à celui de 1991, l'émigration s'est maintenue à hauteur de 60 000 personnes jusqu'à 1995. Cette dernière année a marqué une nouvelle rupture dans le cours du flux d'émigration, puisque ensuite celui-ci n'a jamais franchi la barre des 60 000 départs.

Pour Israël, cette concentration de l'émigration sur une période courte a constitué un réel défi d'intégration, une véritable situation d'urgence.

Avant d'entrer dans l'analyse de l'accueil des Juifs d'ex-URSS depuis 1989, il nous appartient également de souligner que l'ensemble des analyses démo-géographiques réalisées ont mis en évidence une population juive très urbaine. Ce trait caractéristique est important à relever car il explique en partie les spécificités de la géographie des Juifs d'ex-URSS en Israël. Ajoutons que le regroupement de la population juive au sein des grandes cités est un trait commun de la diaspora juive qui ne se limite pas aux seuls espaces soviétiques ; une telle attirance pour les grandes villes chez cette communauté est avérée depuis longue date. Xavier de Planhol souligne que « les Juifs européens, ultra civilisés et très avancés au point de vue technique, furent rapidement attirés de façon préférentielle par les agglomérations les plus importantes, qui offraient à leur industrie de nombreuses opportunités ». Ainsi en Afrique du Nord, le cas de Tunis est révélateur car au milieu du XIX<sup>ème</sup>, cette ville rassemblait 60% des Juifs du pays [Planhol, 1997 : 247]. Il poursuit en rappelant que cette attitude face aux villes est symptomatique des minorités religieuses (comme les Chiïtes duodécimains, les Coptes) qui venaient y chercher « des occasions multiples de progrès, en même temps que l'accès à des rapports sociaux plus « neutres », où une certaine indifférence apparente en matière d'affiliation, liée à l'anonymat, pouvait faciliter leur existence quotidienne » [Planhol, 1997 : 319].

Avec le renouveau migratoire qu'insufflé l'effondrement du bloc communiste, c'est bien au contraire une réelle visibilité qu'ont acquis les Juifs qui sont entrés en Israël au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Comme l'a rappelé Anne de Tinguy, ces nouveaux Israéliens « représentent aujourd'hui 13% de la population », et avec cette seule *aliya*, « un citoyen israélien sur sept ou huit est désormais « russe » » [1998 :2].

## CHAPITRE CINQ - L'ACCUEIL DES JUIFS EX-SOVIETIQUES : « GERER L'URGENCE »

Au cours des années quatre-vingt-dix, flâner sur *Ben Yehuda* ou faire du shopping sur *Dizengoff* provoque inévitablement étonnements et interrogations chez le promeneur venu passer quelques jours en Israël. Que ce soient les discussions entendues à une terrasse de café, celles tenues par un jeune couple à l'entrée d'un *Supersol* ou bien encore, ce journal abandonné sur un siège du bus 405, reliant Tel-Aviv et Jérusalem, tous ces indices dévoilent un pays teinté, étrangement, de sonorités et de scènes de vies aux origines bien plus slaves que méditerranéennes. En effet, Israël est l'un des tous premiers pays au monde à avoir ressenti les conséquences -en termes migratoires- de cet événement géopolitique majeur de la fin des années quatre-vingt que fut l'effondrement du bloc soviétique. Ce n'est pas l'Europe, qui pourtant imaginait dès 1989 le déferlement de milliers de Soviétiques vers ses contrées, mais bien plus Israël qui a ressenti l'éveil migratoire de l'ex-URSS. En effet, si l'Europe n'a entrouvert ses portes que timidement aux populations de l'Est (essentiellement aux très qualifiés), Israël a vu immigrer des milliers de Soviétiques en quelques années.

En Israël, inévitablement, ces milliers d'immigrants venus de l'Est ont sollicité l'assistance de l'Etat. Israël a dû affronter une forte demande sociale car il lui fallait offrir un toit à ces milliers de Juifs de « retour » mais aussi les aider à trouver un emploi. C'est cette tâche qui a incombé à Israël au début des années quatre-vingt-dix que nous allons tenter de décrire. L'accent sera plus particulièrement mis sur l'intégration des ex-Soviétiques en termes socioprofessionnelles, c'est à dire que la dimension réellement sociale de l'intégration, le rapport à l'Autre, ne sera que partiellement évoquée. Une raison à cela tient dans le fait que notre réflexion, à ce moment de notre analyse, interroge essentiellement la relation « immigration/territoire » où les immigrants sont envisagés comme le reflet de l'efficacité de cette relation.

### I SPECIFICITES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE L'IMMIGRATION D'EX-URSS

Comprendre les succès et les obstacles à l'intégration rencontrés par ces « nouveaux Israéliens », nécessite que l'analyse selon les lieux d'origine des immigrants réalisée précédemment soit doublée d'une mise en valeur des spécificités socio-démographiques remarquables au sein même du flux migratoire.

Lors de nos entretiens avec les nouveaux immigrants et à la lecture des statistiques qui leur sont consacrées, cette migration se caractérise essentiellement selon deux traits : l'entrée de familles élargies (3 générations) et l'arrivée sur le marché de l'emploi israélien d'un nombre important de qualifiés.

#### I.1 Une immigration familiale et âgée

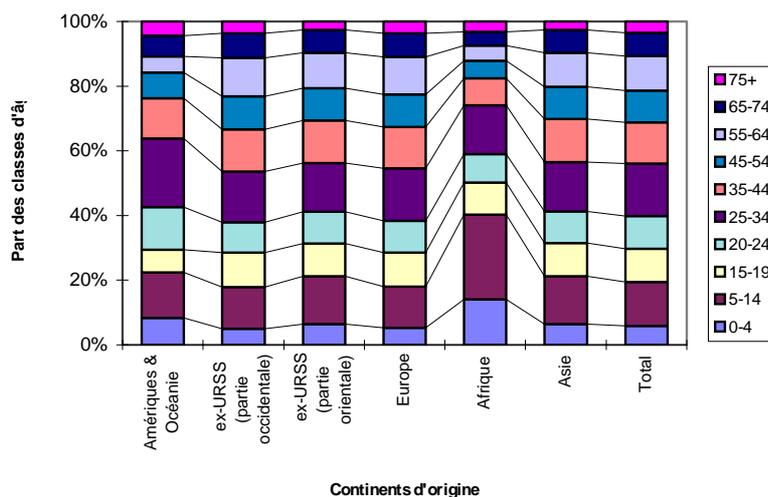
Au début des années 90, pour qui était intéressé par l'immigration d'ex-URSS, il suffisait de passer quelques heures à l'aéroport de Lod et d'observer les vols en provenance de Moscou, St-Petersbourg, Kiev ou bien encore Bakou, pour comprendre l'ampleur du « défi d'intégration » qu'Israël allait devoir relever. Parmi les familles entières descendant des nombreux vols qui se posaient à Lod, on pouvait voir aux côtés de jeunes couples accompagnés de leurs enfants, les grands-parents, voire les arrière grands-parents. L'arrivée en Israël de familles composées de trois voire quatre générations constitue un des traits caractéristiques de l'immigration d'ex-URSS au début des années quatre-vingt-dix. Israël voit s'organiser un véritable transfert de familles et comprend alors que la tâche de l'intégration

devra revêtir une dimension sociale qui ne saurait se limiter à l'aide aux logements et à l'emploi.

Comme le souligne la Figure 13, cette vague migratoire se caractérise par sa faible proportion de moins de 14 ans, 17,9% de l'ensemble du flux d'ex-URSS contre 19,5% en moyenne dans l'ensemble de l'immigration en Israël, et corrélativement par la plus forte proportion de 65 ans et plus, 11,2% contre 10,7%. Cette caractéristique est également remarquable si l'on compare la part des moins de 14 ans avec celles du pays de départ et du pays d'accueil qui s'élevaient à 23% dans la population russe et 28,7% dans celle d'Israël<sup>192</sup>.

A titre de comparaison, soulignons la très nette différence de profil démographique existante avec l'immigration des Juifs éthiopiens (cf. Afrique sur la Figure 13), la part des 65 ans et plus ne représentant que 7,4% et celle des moins de 14 ans, 40,2%. Ce profil démographique, pour la classe 0-14 ans, est à rapprocher de celui de la population musulmane d'Israël, cette classe constituant 43,4% de l'ensemble de cette population (la classe 65 et plus regroupe juste 2,5% de la population musulmane).

Figure 13 - Immigrants et migrants potentiels, par âge et dernier pays de résidence (1997)



Source: Statistical Abstract of Israel 1998, n° 49, Central Bureau of Statistics, Jérusalem.

Notes: Sont compris les touristes qui ont changé leur statut pour celui d'immigrant ou immigrant potentiel. Les données pour l'Asie incluent les républiques asiatiques de l'ex-URSS.

De fait, des disparités de profil démographique existent au sein même du groupe migrant ex-soviétique et reflètent la variété de ses origines géographiques. En comparaison de la structure démographique des Juifs de l'occident ex-soviétique, les Juifs originaires d'Asie centrale notamment présentent une population structurellement plus jeune, avec trois points de plus pour la classe « moins de 14 ans » et un point et demi de moins pour celle des « 65 ans et plus » (cf. Figure 13). Cette variation s'explique par une natalité plus élevée chez les

<sup>192</sup> Voir Avdeev A., Monnier A., 1996, *Mouvements de la population de la Russie 1959-1994 : Tableaux démographiques*, Paris : INED (Données statistiques, n°1), pp.65-68.

communautés juives issues des régions asiatiques où les populations autochtones ne sont pas concernées, pour des raisons culturelles principalement, avec la même intensité que celle plus occidentale par la dynamique malthusienne opérante en ex-URSS<sup>193</sup>. La CEI présente un fort gradient ouest-est du taux de natalité : les Etats occidentaux, comme la Russie, l'Ukraine ou la Biélorussie, présentent des taux de natalité (entre 9,6 et 9,8‰ en 1995) qui sont deux fois, voire trois fois, inférieurs à ceux de l'Azerbaïdjan (19,1‰) ou de l'Ouzbékistan (29,8‰) [Radvanyi, 1997].

La composition démographique de cette immigration s'avère ainsi radicalement différente de celle qu'avait pu connaître Israël lors des grandes *aliyot* de son histoire. Au cours des années cinquante-soixante, l'immigration juive d'Afrique du Nord, avec une part importante de jeunes immigrants (36% du flux global), avait inscrit Israël dans un processus d'édification démographique où la pyramide des âges présentait une large base. L'entrée des ex-Soviétiques ne fait par contre qu'accentuer l'érosion progressive de la classe d'âge « 0-14 ans » dans l'immigration globale. En effet, une perte de 10 à 15 points, selon le sexe considérée, y est enregistrée depuis la création de l'Etat. Une telle variation trouve son origine dans la mutation des foyers d'émigration qu'a connue Israël depuis ces dernières années : à la prédominance des flux en provenance des rives nord-africaines se sont substitués (outre celui d'ex-URSS) notamment ceux issus d'outre-Atlantique caractérisés par une immigration de faible ampleur composée de populations plus malthusiennes et aussi de retraités.

Autre indicateur de la structure démographique, l'âge médian des immigrants d'ex-URSS présente néanmoins une dynamique à la baisse : 37,2 ans en 1990 et 32 ans en 1998. Cet indicateur met en évidence un processus interne à la dynamique migratoire ex-soviétique. Comme nous le verrons plus en avant, l'image d'une immigration familiale tend actuellement à s'estomper. Si aux premières heures de l'immigration, ce sont grands-parents, parents et enfants qui ont constitué le contingent le plus important de l'*aliya*, aujourd'hui les populations âgées se font moins présentes dans l'immigration. Cependant, comme l'ont souligné les démographes du Bureau Central des Statistiques, sur la période 1990-1995, ces immigrants restent de sept ans plus âgés que la population juive d'Israël avec un âge médian de 36,2 ans comparé à 29,2 ans en Israël.

A l'interprétation de cette chute, signifiée par la baisse de la part des populations âgées, il faut ajouter la constance, voire l'accroissement, de celle des familles mono-parentales. Nombreuses sont les femmes seules qui immigrent en Israël avec leur(s) enfant(s). Ce phénomène constitue en effet une autre des caractéristiques de cette immigration. Si l'on observe la proportion de migrants divorcés dans l'*aliya* selon le sexe, on note que le nombre de femmes divorcées au sein du flux total de femmes est près de deux fois plus élevé qu'au sein du groupe migrant masculin. Sur les quelques 100 000 femmes, âgées de 15 à 55 ans, entrées en Israël entre 1990 et 1994, 15,7% étaient divorcées contre 8% chez les hommes.

L'importance de cette catégorie d'immigrants n'est que le reflet de la fréquence des divorces en ex-URSS : « la fréquence des divorces a en effet augmenté de 25% depuis le début

---

<sup>193</sup> Soulignons que le recours à l'avortement est très fréquent chez les femmes soviétiques (le taux d'avortement total - TAR- était en 1988 d'environ 3 avortements par femme). Face à l'importance de cette pratique, les services sociaux israéliens ont dû se préparer à une recrudescence de l'avortement en Israël, voir notamment : E. Sabatello, 1991, « Soviet immigration in Israel : consequences for family planning and abortion services », *Planned Parenthood in Europe*, Vol.20, n°2, pp.9-11, Eitan Sabatello, 1995, « Continuity and change in reproductive and abortion patterns of Soviet immigrants in Israel », *Social Science Medicine*, Vol.40, n°1, pp.117-124

des années 1990, pour atteindre en 1993, 50% (un mariage sur deux se termine par un divorce) » [Avdeev, 1996 :21]. Ainsi, la part des personnes divorcées apparaît fortement représentée dans l'*aliya* et se maintient à un niveau élevé avec 14,4% chez les femmes en 1998<sup>194</sup>.

Inévitablement, une telle caractéristique a tendance à accroître le *sex ratio* en faveur des femmes, déjà déséquilibré par le fort contingent de personnes âgées dans la migration. Sur la période 1990-1995, l'*aliya* comptait 84 hommes pour 100 femmes contre 93,5 en Israël (population de 15 ans et plus) et en 1997, les données étaient de 82,3 hommes pour 100 femmes chez les immigrants et 93 pour la population juive d'Israël.

Ces derniers indicateurs socio-démographiques démontrent qu'Israël doit faire face à un formidable défi migratoire, en regard de l'importance des effectifs migrants, mais aussi si l'on prend en compte la part non négligeable des populations requérant une attention sociale particulière. Pour exemple, la classe « déjà marié de 65 ans et plus » est dans le flux global de femmes, de 16 points plus élevés que chez les hommes. En 1995, le troisième âge originaire d'ex-URSS formait 17,5% de cette classe d'âge au sein de la population juive d'Israël (19% chez les femmes, 14,9% chez les hommes).

La lecture de ces informations nous pousse à conclure que la politique d'immigration menée par Israël, symbolisée par la Loi du retour, représente un réel coût pour la société israélienne. Même si cette question ne peut constituer l'essentiel des préoccupations qu'amène la description démographique de l'immigration d'ex-URSS, elle n'en demeure pas moins sous-jacente car, comme nous le verrons au fil de ce chapitre, le débat autour du coût de l'immigration témoigne de l'évolution de la perception de l'immigration en Israël et constitue ainsi un miroir des mutations identitaires du pays qui se sont opérées depuis 1948.

## I.2 Une sur-représentation des qualifiés

L'analyse des spécificités sociales de ce flux migratoire passe également par une nécessaire description des profils professionnels des immigrants. L'Etat israélien a porté un intérêt tout particulier à cette question. Cette nouvelle immigration est communément ressentie en Israël dans la perspective d'une source de gains potentiels (à l'opposé des conceptions européennes qui la pensent plutôt en termes de coûts sociaux). Une explication à cela tient dans le fait qu'au commencement de l'*aliya*, l'immigration a été immédiatement présentée comme une source croissance démographique mais aussi comme l'entrée de « cerveaux » propice à l'accroissement du processus de « high-technicisation » de l'appareil productif du pays. H. Weisband souligne que réussir l'intégration professionnelle des scientifiques d'ex-URSS permettrait au pays de revenir à un taux annuel de croissance économique équivalent à celui enregistré sur la prospère période 1967-1973 [1994 :41]. Le très haut niveau de qualification des immigrants d'ex-URSS a été d'autant mis en avant qu'il constituait l'un des piliers de la « bonne intégration » telle qu'elle a pu être définie en Israël.

A la lecture du niveau de qualification des ex-Soviétiques, on comprend clairement l'éclairage tout particulier dont a fait l'objet cette question. Les premiers qualificatifs qui viennent à l'esprit sont : « diplômés » et « très qualifiés ».

---

<sup>194</sup> La forte proportion de femmes divorcées au sein de la communauté juive d'ex-URSS n'a pas constitué une réelle « surprise » pour le gouvernement israélien, car la vague migratoire d'ex-URSS des années 70-80 avait déjà souligné ce fait. Voir notamment les travaux de Natalia Damian [1985].

En termes d'éducation, les statistiques sont éclairantes : 40% des ex-Soviétiques arrivés entre 1990 et 1995 avaient effectué 13 années et plus d'études soit 15% de plus qu'en Israël. En termes de qualifications, les données sont également remarquables. Parmi les immigrants âgés de 15 ans et plus (enregistrés fin 1993), 69% ont été recensés comme ayant occupé un emploi en ex-URSS. Comme le souligne le Tableau 27, aux premières heures de l'*aliya*, ces actifs étaient également répartis dans trois grandes branches sectorielles : un peu plus d'un tiers occupait une activité scientifique ou d'enseignement (39% en 1990), un autre tiers se répartissait dans les emplois de techniciens supérieurs et enfin, un dernier tiers regroupait les administrateurs, gérants et employés divers.

Tableau 27 - Secteurs d'activités en ex-URSS des immigrants âgés de 15 ans et plus (1990 et 1997)

	1990		1997				Total	
	Nombre absolu	Pourcentage						
<b>EMPLOYÉS DANS L'EX-URSS - Total</b>	<b>95 308</b>	<b>100</b>	<b>16 017</b>	<b>100</b>	<b>15 009</b>	<b>100</b>	<b>31 026</b>	<b>100</b>
Scientifiques et enseignants	37 570	39	4 121	26	4 166	28	8 287	27
dont :								
Ingénieurs et architectes	24 361	26	2 039	13	3 093	21	5 132	17
Médecins et dentistes	5 947	6	544	3	364	2	908	3
Autres professionnels, techniciens et ouvriers spécialisés	32 977	35	6 099	38	3 757	25	9 856	32
dont :								
Infirmières et autres professions paramédicales	4 165	4	1 259	8	118	1	1 377	4
Administrateurs, gérants et employés de bureaux	3 946	4	1 511	9	128	1	1 639	5
Commerciaux	2 097	2	893	6	200	1	1 093	4
Employés	3 965	4	799	5	329	2	1 128	4
Agriculteurs	21	0	11	0,1	15	0,1	26	0,1
Ouvriers qualifiés dans l'industrie, la construction et les transports	12 257	13	966	6	4 143	28	5 109	16
Ouvriers non qualifiés	2 745	3	749	5	1 490	10	2 239	7
Emplois non déterminés			868	5	763	5	1 631	5
<b>NON EMPLOYÉS DANS L'EX-URSS - Total</b>			<b>8 293</b>		<b>5 024</b>		<b>13 317</b>	

Source: The Jewish Agency and Aliyah: An Update, JAFI, 1993, Jérusalem; Statistical Abstract of Israel 1998, n° 49, Central Bureau of Statistics, Jérusalem

D'autres sources viennent renforcer ce sentiment. La première des catégories citées, celles des scientifiques et enseignants, qui nous intéressent au premier plan, valide en effet l'idée d'une immigration de très qualifiés. Selon le Ministère de l'immigration, entre 1990 et 1995, ce sont plus de 68 000 ingénieurs, 30 000 enseignants, 14 000 médecins ou dentistes et 14 500 infirmières ou professionnels du paramédical<sup>195</sup> qui sont entrés en Israël [MIA, 1996 :9]. Les projections réalisées par le Bureau Central des Statistiques, en termes d'apport potentiel de l'immigration en comparaison de la structure professionnelle du pays, n'ont fait que confirmer ces constats. Il y a été en effet démontré que le nombre d'actifs ex-soviétiques entrés depuis 1993 équivalait à 69% de l'ensemble de la force de travail préexistante pour le seul secteur des scientifiques et enseignants et que cette proportion s'élevait à 195% pour celui des ingénieurs (pour l'ensemble des secteurs, l'apport potentiel des ex-Soviétiques est de 15%, cf. Tableau 28).

Ces constats sont le reflet de l'instruction prolongée des immigrants : les ex-Soviétiques ont effectué en moyenne 12,5 années d'étude et pour 43% d'entre eux, plus de 13 années (dont 7% plus de 16 années). En comparaison, en 1985, seulement 8,5% de la population juive âgée de 14 ans et plus possédaient un niveau d'instruction post-secondaire.

<sup>195</sup> La très grande majorité des professionnels du para-médical sont des laborantins.

Ainsi, si l'on change de point de vue d'observation, c'est à dire si l'on se place du côté du pays de départ, immanquablement cette émigration ne peut être ressentie que comme un véritable exode de compétences<sup>196</sup>.

Tableau 28 - Secteurs d'activités des ex-Soviétiques et ajout potentiel à la population active israélienne

	1989	Ex-soviétiques immigrés entre 1990 et 1993		Ajout potentiel à l'effectif d'actifs israéliens
	Actifs israéliens	Total	%	%
Tous secteurs d'activités	1 603 300	242 600	100	15
Scientifiques et enseignants	124 400	85 600	35	69
dont :				
Ingénieurs et architectes	28 000	54 500	22	195
Médecins et dentistes	15 500	11 700	5	76
Autres professionnels, techniciens et ouvriers spécialisés	231 300	80 800	33	35
Autres secteurs d'activités	1 247 600	76 200	31	6

Source: Pâtiel A. (et al.), 1997, "Immigrants from the former USSR in Israel since the 1990s: Demographic Characteristics and Socio-Economic Absorption" in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series), p.298

La « perte » de qualifiés pour l'ex-URSS est d'autant plus importante que parmi les migrants se trouve un nombre important de jeunes scientifiques qui poursuivent et terminent aujourd'hui leur cursus universitaire en Israël. Dans leur grande majorité, les étudiants venus d'ex-URSS ont intégré les départements de sciences physiques et de mathématiques. Avec plus de 40% des étudiants d'ex-URSS inscrits dans des disciplines de Sciences exactes et 18% dans des écoles d'ingénieurs, le sentiment d'un exode de cerveaux s'en trouve renforcé.

Ainsi, au fil de l'*alya*, le contingent de qualifiés s'est accru de façon considérable en Israël et nul n'a pu l'ignorer. Chaque Israélien a vu s'installer dans son quartier, ou a eu comme voisin de bus, ces scientifiques de haut niveau venus d'ex-URSS. Lors de nos entretiens avec les nouveaux immigrants, réalisés dans les centres d'accueil pour *olim*, ou au hasard d'une rencontre, nous avons été frappé par le nombre de personnes qui occupaient des postes de physicien, mathématicien ou bien encore d'ingénieur hydro-électrique. Très rapidement, comme nous le verrons plus en avant, ce haut niveau de qualification est devenu une source d'inquiétudes chez les immigrants car ils ont très vite perçu que celui-ci pourrait être un véritable handicap. Avec une pointe d'humour, un ingénieur en pétrochimie venu de Russie nous a déclaré qu'à moins de poser des derricks en biais, il ne voyait pas comment il pourrait poursuivre son métier dans son nouveau pays.

En Israël, les scientifiques n'ont pas été les seuls à interroger les responsables gouvernementaux en charge de l'intégration. De très nombreux musiciens et artistes sont

<sup>196</sup> Sur cette question voir l'article de Eli Weinerman, « Does the country Gain or Lose from the Exodus of Jews? The Discussion in Russian Society » in LEWIN-EPSTEIN N. (1997). Dans cet article E. Weinerman souligne que la question de la perte de connaissances suite au départ des Juifs d'ex-URSS a toujours été très présente dans le débat sur l'attitude à adopter face au désir d'émigration de cette population et rappelle notamment qu'à la fin des années 60, lors d'une réunion du Comité Central du Parti communiste, à la question « Quand sera-t-il possible de se débarrasser des Juifs dans le milieu scientifique soviétique », le président de l'Académie des Sciences avait répondu : « Nous avons besoin d'au moins 15 ans » ; témoignant par là même de l'importance des Juifs dans le milieu scientifique d'alors.

également venus grossir les rangs de l'immigration. Sur la période 1990-1995, ils ont été plus de 14 000 à s'installer en Israël [Hirshberg, 1993, MIA, 1996 :9].

Globalement, Israël s'est retrouvé confronté à une double tâche, la politique d'intégration devant répondre, à la fois, aux besoins en aide sociale d'une population immigrante regroupant une part importante de familles monoparentales ou âgées, et à une demande d'emplois dans des secteurs de pointe à un niveau hors du commun. Ces deux éléments constituent l'une des caractéristiques de cette migration car, peu d'immigration au monde, hormis celles des *Aussiedler* d'ex-URSS, nécessite la mise en place d'un tel plan d'intégration. Le défi que doit relever Israël est d'autant plus grand que les motivations à l'*aliya* des immigrants d'ex-URSS viennent ajouter à la dimension sociale de la politique d'intégration.

Les travaux réalisés par Natalia Damian et Yehudit Rosenbaum-Tamari [1996] ainsi que ceux de Robert Brym [1994 :79-82] ont montré que le premier des critères qui a motivé l'*aliya* proprement dite, a été pour les ex-Soviétiques le souci d'assurer le bien-être de leurs enfants (cf. Tableau 29<sup>197</sup>). Le gouvernement s'est vu ainsi confirmé l'étendue de la tâche d'intégration amenée par cette immigration. A cette première motivation venaient ensuite des motifs d'attraction concernant le bien-être familial comme « le désir d'élever ses enfants en Israël » et « la volonté de vivre en tant que Juif dans un environnement juif ». En filigrane à ces motivations premières que résumait la recherche d'un ailleurs où les conditions de vie seraient meilleures, transparait le désir de fuir l'antisémitisme « quotidien », très présent en ex-URSS (cf. Chapitre Sept). Des enquêtes menées à Moscou ont montré que 18% de l'ensemble de la population moscovite partageaient l'idée de l'existence d'un complot « sioniste » contre la Russie et, toujours à Moscou mais aussi à Kiev et Minsk, que 30,5% des interrogés indiquaient ne pas aimer devoir travailler avec des Juifs, 51% préféraient ne pas avoir un Juif parmi les membres de leur famille, et que 64,5% étaient contre l'accession d'un Juif à la tête de leur république (en ex-URSS, « la force de l'antisémitisme » s'amplifie selon un gradient nord-ouest/sud-est où l'Estonie présente un minimum de 20% et l'Ouzbékistan, 43%).

A l'analyse des motivations, se dégagent néanmoins une forte appréhension face à l'émigration en Israël, notamment en termes d'emplois : seuls 46% des hommes estimaient avoir des chances moyennes d'obtenir un emploi dans leur spécialité et 41% des femmes et respectivement, 23% et 36% les évaluaient extrêmement mauvaises [Kostisky, 1997:203]<sup>198</sup>.

---

<sup>197</sup> Soulignons que les résultats fournis dans ce tableau sont une partie de ceux obtenus par une enquête lourde (du Ministère de l'intégration) menée grâce à des entrevues personnelles portant sur trois échantillons d'individus de niveaux socio-économiques différents comptant environ 1 100 chefs de familles chacun et représentant toutes les familles immigrantes arrivées en novembre 1989, juillet 1990 et septembre 1991. Les données furent rassemblées grâce à des entretiens personnels menés dans la langue maternelle des immigrants.

<sup>198</sup> Enquête réalisée principalement dans un *ouïpan* de Moscou en 1993. La connaissance des difficultés rencontrées par leurs prédécesseurs expliquent très certainement le pessimisme des futurs potentiels.

Tableau 29 - Les motivations de l'émigration selon leur degré d'importance évalué par les immigrants eux-mêmes\*

Motifs de l'émigration**		Moyenne des points***
Motifs particuliers à l'aliya	<i>Motifs de "répulsion"</i> - Antisémitisme en URSS	2,81
	<i>Motifs d'"attraction"</i> - Souci du bien-être de ses enfants	3,51
	- Désir d'élever ses enfants en Israël	2,87
	- Forte volonté de vivre en tant que Juif dans un environnement juif	3,00
	- Désir d'être proche de ses parents/amis habitant en Israël	2,30
Motifs en faveur de quelque émigration que ce soit	<i>Motifs de "répulsion"</i> - Situation politique en URSS	2,75
	- Situation économique en URSS	2,70
	<i>Motifs d'"attraction"</i> - Absence de possibilité pour émigrer ailleurs qu'en Israël	1,60
	- Forte volonté de vivre dans une démocratie occidentale	2,83
	- Espoir d'améliorer son niveau de vie	2,20

\* Immigrants arrivés en septembre 1991. \*\* Questions sélectionnées. \*\*\* On demanda aux personnes interrogées de spécifier le degré d'importance de chaque motif accordé au moment où la décision d'émigrer était prise. Chaque item fut noté de 1 à 4 selon son degré d'importance pour les personnes enquêtées; "4" signifiant "très important" et "1" "pas important du tout".

Source : Damian N., Rosenbaum-Tamari Y., 1996, « Identité juive et immigration en Israël : une enquête en cours sur l'actuelle vague d'immigrants russes », *REMI*, vol.12, n°3, p.127

## II DE L'ASSISTANAT A L'AUTONOMIE, PARCOURS D'INSERTION DES IMMIGRANTS EX-SOVIETIQUES

En Israël, au cours de ces dernières années, ces milliers d'immigrants ont apporté une source de croissance et de connaissances d'une réelle importance mais ils ont également replongé le pays dans un passé, certes proche, qu'il avait quelque peu oublié. Face au gigantisme de la vague migratoire d'ex-URSS, Israël a, en effet, dû renouer avec des préoccupations d'intégration qui étaient celles des premières heures de l'Etat.

### II.1 Israël : Réapprendre à être un foyer d'accueil

Entre 1990 et 1997, Israël a accueilli plus de 710 000 personnes de l'ex-URSS dont la moitié est entrée lors des deux années qui ont suivi les événements de 1989. Cette statistique révèle à la fois l'importance de cette immigration qui place Israël parmi les premiers pays d'immigration au monde -surtout en proportion de sa population- et le retour à un niveau d'immigration équivalent à celui des premières années de l'Etat. Pour comparaison, comme l'a souligné Anne de Tinguy, cette immigration, à l'échelle de la France, équivaldrait à l'entrée d'environ huit millions de personnes et constitue à elle seule près de 15% de la population du pays [de Tinguy, 1998 :2]. En regard de l'histoire migratoire israélienne, l'entrée des ex-Soviétiques est de même amplitude que celle rencontrée entre 1948 et 1951, le jeune Etat avait alors accueilli plus de 685 000 immigrants, ce qui avait permis le doublement de la population juive d'Israël (cf. Chapitre Un). Si nous devons encore apprécier l'étendue de la tâche d'intégration qu'Israël allait devoir assurer, soulignons que le seul mois de décembre 1990 aura vu immigrer plus de 35 000 ex-Soviétiques soit un nombre d'immigrants équivalent à l'ensemble du flux français vers Israël entre 1919 et 1997.

La soudaine vague d'immigrants de l'ex-URSS a surpris quelque peu Israël. Le pays n'était pas préparé à recevoir un aussi grand nombre de migrants ce qui a provoqué quelques difficultés d'intégration aux premières heures de l'immigration [M.I.A, 1996; Berthomière, 1995; Damian, 1996; Horowitz, 1996]. Israël, pays de tous les Juifs comme l'affirme la Loi du Retour, a dû renouer avec des préoccupations -accueil et intégration des immigrants- qu'il avait quelque peu oubliées. Jusqu'au déclenchement de l'immigration des ex-Soviétiques et depuis la fin des années soixante, la population israélienne puisait essentiellement sa croissance dans son solde naturel. La part de la balance migratoire dans la croissance totale fut même nulle à trois reprises au cours des années quatre-vingt. En termes « sociologiques », cette perte d'attractivité d'Israël dans l'orientation du flux d'émigration au sein de l'espace migratoire international de la communauté juive de l'ex-URSS pose la question d'une éventuelle translation d'Israël vers une société post-sioniste. Cette mutation trouve ses fondements dans le processus de "normalisation" qui s'opère dans la société israélienne et par voie de conséquences, dans la redéfinition des relations et de la hiérarchisation au sein du couple Israël/diaspora.

Cette nouvelle *aliya* a donc, par son volume, constitué un réel retour à ses origines pour Israël. L'instant était d'autant plus enthousiasmant qu'il s'agissait du "retour" des "Juifs du silence" autour desquels la communauté avait su se regrouper pour demander leur liberté. A cette joie s'est ajoutée l'émerveillement occasionné par le "retour" concomitant d'une autre communauté juive, celle d'Ethiopie. En 1991, l'opération Salomon a en effet permis le transfert de quelques milliers de Juifs d'Ethiopie, les *Beta Israël*<sup>199</sup>.

---

<sup>199</sup> Pour plus d'informations sur cette communauté, voir les travaux de Lisa Anteby-Yemini et notamment le numéro spécial Israël de la REMI [1996].

Au-delà de la joie suscitée par l'immigration d'ex-URSS (cf. encadré ci-contre), l'Etat israélien s'est trouvé quelque peu débordé par le nombre des immigrants, et a dû re-développer un programme d'intégration apte à fournir l'aide nécessaire à l'accueil de milliers d'immigrants désireux de refaire leur vie dans leur nouvelle patrie. Cette tâche n'a pas été sans difficultés et a ouvert sur une période que nous avons qualifiée comme l'épopée des Juifs ex-soviétiques en Israël.

#### II.1.1 Apporter une aide sociale aux *olim* d'ex-URSS : la politique du *Sal HaKlita*<sup>200</sup>

Les cinq premières années de cette immigration ont certainement été les plus intenses quant à la gestion de la vague migratoire. La politique migratoire a évolué entre les désillusions d'une politique basée sur un libéralisme des plus hasardeux et les certitudes d'une politique caractérisée par une volonté d'assistanat des plus paternalistes pour enfin se métamorphoser en une politique où le sujet est devenu acteur. Toutefois, le chemin qui a mené vers cette situation d'équilibre a constitué, et constitue encore pour de trop nombreux Soviétiques, une véritable « traversée du désert » où la perte de statut social a été une rude épreuve.

Avant d'entrer plus avant dans l'analyse du processus de « venue à communauté » des immigrants d'ex-URSS, il est nécessaire de décrire les différentes aides à l'intégration mises en place par le gouvernement israélien.

L'état d'Israël a, depuis le début de l'*aliya* en provenance d'ex-URSS, développé un programme d'intégration dite « directe ». Auparavant, les *olim* pouvaient opter pour deux types d'entrée dans la société israélienne : l'une indirecte, l'autre directe. Dans le premier cas, les nouveaux immigrants recevaient un logement dans un foyer d'intégration (*Merkaẓ Klita*) où ils pouvaient « s'initier à la société israélienne » et obtenir une assistance socioprofessionnelle ainsi que des cours d'hébreu, pour ne citer que les plus élémentaires des services. Dans le second cas, ils intégraient directement un logement de leur choix et bénéficiaient d'un soutien financier -*Sal HaKlita*- (« le panier d'absorption »). Un couple avec deux enfants se voyait attribuer une somme d'environ 7 500 euros.

Les nouveaux immigrants, dans le cadre de « l'intégration indirecte », percevaient une aide financière moindre et devaient respecter certains impératifs, le plus important étant de quitter le centre d'intégration au bout de six mois<sup>201</sup>. Il semble que cette limite ait été instaurée pour plusieurs raisons. Premièrement, les capacités d'accueil de ces centres ne sont pas assez importantes, surtout depuis les vagues migratoires post-1989, la seule immigration éthiopienne ayant empli largement les *Merkaẓ Klita*. Deuxièmement, même si ces centres ont été pensés comme un nécessaire « tampon social » entre l'ancien et le nouveau monde des immigrants, le risque d'un recroquevillement des nouveaux venus dans le cercle fermé du foyer d'intégration semble justifier cette limitation. Ces centres disposant de nombreux services (crèche, supérette, école, synagogue), ils peuvent facilement devenir un obstacle à l'entrée dans la vie israélienne. Troisièmement, six mois est une durée raisonnable pour acquérir un niveau d'hébreu suffisant

---

<sup>200</sup> Terme hébreu qui signifie littéralement « Panier d'absorption »

<sup>201</sup> Il faut signaler que la limite de six mois s'applique aux immigrants issus de l'ex-URSS, en ce qui concerne les Ethiopiens la limite a été fixée à un an. Depuis 1944, les familles doivent s'acquitter d'un loyer d'un montant évoluant entre 300 et 600 shekels par mois suivant la taille du logement demandé. De plus, les familles monoparentales bénéficient du droit de résidence d'une année. Cette extension concerne de nombreux immigrants de l'ex-Union.

pour communiquer avec la population israélienne. Cette limite constitue donc l'instant où le nouvel immigrant peut participer de façon active à la vie sociale du pays<sup>202</sup>.

Il convient également de souligner l'existence d'un programme d'accueil spécialement dédié aux jeunes immigrants. Parallèlement au soutien financier et social apporté dans le cadre du *Sal HaKlita*, une politique de promotion de l'immigration de jeunes ex-soviétiques sans leurs familles a été mise en place. Comme nous l'avons indiqué précédemment une des premières motivations à l'émigration vers Israël réside dans le souci des parents de voir leurs enfants se développer dans un environnement juif, l'Agence juive a donc répondu à cette attente en créant le programme *Na'Alah 16*<sup>203</sup>.

Certains parents ne désirant pas ou étant dans l'impossibilité de quitter l'ex-URSS ont, par l'intermédiaire de ce programme, choisi de laisser partir leurs enfants vers Israël. Ces jeunes ex-soviétiques émigrent donc seuls en Israël où ils reçoivent, comme le définit le programme *Na'Alah 16*, « une éducation juive et sioniste et redécouvrent ainsi leur religion ». Les quelques milliers de jeunes ex-soviétiques venus dans ce cadre depuis 1994<sup>204</sup>, se voient offrir une scolarité au sein des structures d'enseignement israéliennes (écoles publiques et religieuses [*yeshivot*] situées dans des villages de jeunes ou des kibboutz principalement) et sont intégrés, lors de leur temps libre, dans des « familles d'accueil » où ils peuvent célébrer le Shabbat et les fêtes juives<sup>205</sup>.

Au delà du simple souci de procurer une « vie meilleure » à ces jeunes, ce programme est vu comme un moyen supplémentaire pour accroître l'*aliya* d'ex-URSS : l'expression du bien-être de ces enfants pouvant être l'une des plus fortes motivations à l'émigration des parents...

Depuis 1990, face à l'ampleur de l'immigration, les nouveaux arrivants optent à plus de 90% pour « l'intégration directe ». Cette stratégie d'intégration n'a pas été sans effets sur la capacité d'accueil d'Israël car elle sous-entendait une forte disponibilité en logements.

---

<sup>202</sup> Sur cette question, voir l'étude de Ruth Tamar Horowitz sur les *Merkeẓ Klita*, intitulée « Immigrants in Transition : The Israeli Absorption Center », 1977.

<sup>203</sup> *Na'Alah 16* est issue de la fusion des programmes *Na'Alah*, du gouvernement israélien, et *Aliyah 16*, de l'Agence Juive, qui visaient à l'immigration de jeunes ex-soviétiques en Israël. Ce type de programme s'intègre dans celui connu sous le nom d'*Aliyah des jeunes*, créé en 1933, et grâce auquel plus de 400 000 jeunes venus du monde entier ont reçu une éducation en Israël. Pour plus d'informations sur l'*Aliyah des Jeunes*, voir l'ouvrage que Moshe Kol a consacré à ce sujet (cf. bibliographie Moshe Kol, 1965).

<sup>204</sup> Lors du lancement du projet *Na'Alah 16* en ex-URSS, le chiffre de 5 000 jeunes qui pourraient venir en Israël via ce programme avait été avancé.

<sup>205</sup> L'analyse du processus d'intégration des jeunes immigrants est un thème important que nous ne pouvons développer dans cette recherche du fait de son étendue et des compétences qu'il requiert. Soulignons néanmoins trois publications qui permettent d'approcher cette question : D. Gutfreund, J. Mirsky, 1992, « Immigrant students in Israel : A cross cultural primary prevention program to facilitate their adaptation », *Cross-Cultural psychology Bulletin*, N°26, 4 ; J. Mirsky (et al.), 1992, « The psychological profile of jewish late adolescents in the USSR : A pre-immigration study », *Israel Journal of Psychiatry and Related Sciences*, N°23, 3 ; J. Mirsky, L. Prawer, 1992, *To immigrants as an adolescent. Immigrant youth from FSU in Israel*, Jerusalem: The Van Leer Jerusalem Institute. On remarquera que ces trois recherches ont été publiées en 1992, une année qui peut être considérée dans le processus de « venue à communauté des immigrants » comme celle de leur démolition face aux difficultés d'installation, tant au niveau du logement que de l'emploi, en Israël.

### 10 Mai 1993, Une journée à l'aéroport...

Nous avons été invité par l'Agence Juive pour assister à l'arrivée du premier vol direct en provenance de l'Extrême-Orient soviétique. Quelques 250 immigrants du Birobidjan allaient inaugurer le premier vol en provenance de Khabarovsk.

Tout avait été organisé avec le plus grand soin. A 12h30, les personnes conviées à cette arrivée s'étaient rassemblées à la célèbre *Shalom Gate* (Porte de la Paix) par laquelle Anouar El-Sadate était entré en Israël, quelques années plus tôt. Des drapeaux israéliens étaient disposés sur toute la piste d'atterrissage et un orchestre était prêt à faire résonner l'hymne israélien.

Les responsables de l'Agence Juive expliquaient à la presse que dans les prochains mois l'organisation allait installer neuf nouveaux *Aliya Centers* dans cette région située à plus de 7 000 Km de Moscou et où, selon les émissaires de l'Agence, plus de 12 000 Juifs étaient recensés à Khabarovsk, 15 000 à Novosibirsk, 10 000 au Birobidjan et 4 000 à Magadan et Vladivostok. Comme l'avait souligné Simcha Dinitz, responsable de l'Agence Juive, il s'agissait pour Israël d'une « victoire du sionisme sur le communisme ».

A 14h35, l'orchestre entonna la *Hatikva* et les premiers immigrants d'Extrême-Orient soviétique posèrent le pied en Israël. La scène nous était certes familière puisque déjà vue de nombreuses fois mais la réalité resta troublante. La succession de familles portant d'imposants sacs contenant les derniers effets personnels ramassés à la hâte, entrecoupés par le passage de jeunes hommes serrant précieusement leur violon ou de septuagénaires arc-boutés sur leur canne par le poids des ans ou bien celui de leurs médailles de l'Armée rouge fièrement épinglées sur leur veston ne pouvait laisser indifférent. Dans quelle étrange région étions-nous (?), l'arrivée de familles juives était hautement célébrée tandis qu'à quelques dizaines de kilomètres de là, des familles palestiniennes attendaient leur possible retour...

Après de « sonores » célébrations de cet événement, les nouveaux immigrants partirent en direction du hall d'accueil où les attendaient le Ministre de l'Intégration et le Président de l'Agence Juive. Leurs discours, solennels, présentèrent les immigrants comme les artisans de l'édification d'Israël. Si ce n'était la présence, au loin sur le tarmac, du Boeing 747 qui avait déposé quelques minutes auparavant ces *olim*, nous nous serions cru revenu au 14 mai 1948. Suite à ces discours, des immigrants furent invités à exposer leurs motivations. Au prix de grands efforts et sous l'effet d'une vive émotion, certains les exprimèrent dans un hébreu d'une étonnante fluidité. Nous pouvions ainsi constater les premiers acquis de la politique d'installation d'*oulpanim* en ex-URSS.

La cérémonie fut clôturée par quelques indications techniques concernant les démarches administratives que les nouveaux arrivants allaient devoir opérer. Un responsable du ministère, tandis que les responsables gouvernementaux se retiraient, expliqua *aux olim* que dans la rangée de boxes situés tout au long de la salle, des fonctionnaires des services de l'immigration les attendaient pour enregistrer leur entrée et leur remettre la première partie du *Sal HaKlita*. Une à une, les familles se dirigèrent vers les boxes et après avoir décliné leur identité, ils se virent remettre une carte d'identité provisoire et différents documents qui allaient leur ouvrir les droits offerts à tout nouvel immigrant. Nous observions, en temps réel, le flux d'immigration...

Progressivement montait inévitablement en nous, la question du futur de ces immigrants. Comment ne pas redouter l'avenir en regardant cette jeune femme habillée d'un tee-shirt où l'on pouvait lire en anglais « Je suis allergique aux travaux ménagers ! » alors qu'au même moment, à Tel Aviv, toute proche, de nombreux qualifiés travaillaient comme plongeurs pour gagner leur vie. Les Soviétiques n'ignoraient pas ce fait et comme des milliers de migrants de par le monde, ils se juraient que, eux, allaient réussir.

Peu à peu, le calme reprit sa place dans la salle de la cérémonie d'accueil. Les enfants rassemblèrent leurs jouets et les familles se mirent en route pour « devenir des Israéliens »...

Récit d'observation, William Berthomière, 1993

### II.1.2 Fournir un toit aux immigrants : la relance du secteur de la construction

L'allocation d'une aide à l'intégration directe comme le *Sal HaKlita* supposait en effet le développement concomitant d'une offre en logements pour accueillir les nouveaux venus. Cette question a été la plus sensible et la plus complexe à résoudre. Les immigrants ex-soviétiques des années 90 ne ressemblaient en rien à ceux du début du siècle où, comme le rappelait Samuel Aroni, les *olim* se passaient les briques de main en main tout en murmurant « *bitte, Herr Doctor* », et « *danke, Herr Doctor!* » [1994 :57]. L'ambiance n'était plus celle d'un pays qui se construisait au fil de l'immigration, il fallait apporter une réponse immédiate à la demande en logements de ces populations qui quittaient l'ex-URSS pour un lieu qui ne pouvait être « que meilleur puisqu'en Occident ».

Aux premières heures de l'*aliya*, le gouvernement a fait preuve d'un manque notable de planification. L'ampleur de l'immigration, aussi soudaine fût-elle, requérait la mise en place d'un dispositif capable d'accueillir au plus vite les immigrants. Tel ne fut pas le cas. Le pays s'est très rapidement retrouvé submergé par la vague migratoire d'ex-URSS. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce manquement. A la fin des années 80, le gouvernement que dirige Y. Shamir (Likoud) privilégie une politique libérale où les lois du marché orientent le devenir du pays. Une telle politique gouvernementale se caractérisait pour ce qui était du logement par un net désinvestissement de l'Etat sur cette question. La succession de périodes de « Ups and Downs » dans la construction au cours des cinq décennies d'existence de l'Etat l'avait en effet conduit à reléguer au domaine privé cette préoccupation et à n'intervenir qu'à travers des programmes d'aide aux logements [Portnov, 1998 :382]. La part des crédits alloués au logement dans le budget national de développement (National Development Budget) n'avait cessé de s'éroder, passant de 28% de l'enveloppe budgétaire en 1975 à seulement 2% en 1989 [Fialkoff, 1992 :170]. A la fin des années 80, les huit dixièmes des constructions entamées l'avaient été à l'initiative de compagnies privées. Cette situation était d'autant plus paradoxale que l'Etat, à travers son service de gestion du territoire (*Israel Lands Administration*), possède plus de 90% des terres du pays : l'allocation de terres pour la construction se réalisant à travers deux procédures : 1- via l'adjudication au plus offrant ; 2- via des opérations programmées d'habitat public en partenariat avec des promoteurs privées. [Fialkoff, 1992].

Ainsi face à l'immédiate saturation des logements vacants, du fait de l'ampleur de la vague migratoire et de l'inadéquation des centres d'intégration ainsi que de leur indisponibilité, puisque déjà occupés en grande partie par les immigrants d'Ethiopie, le gouvernement a dû relancer une politique de construction de logements à grande échelle.

Les promoteurs immobiliers sollicités pour relancer l'effort de construction n'ont que tardivement répondu aux appels du gouvernement. Comme l'a mentionné Chaim Fialkoff, suite à l'affaissement du marché immobilier à la fin des années quatre-vingt, en partie dû à la chute de l'immigration, les entrepreneurs ont préféré pratiquer une politique de « wait-and-see ». L'expectative portait notamment sur « l'incertitude quand à la poursuite du mouvement d'immigration, sur les choix des lieux d'établissement des *olim* et sur la capacité d'achat des nouveaux immigrants » [1992 :172-173]. Face à l'accroissement des difficultés de logement des *olim*, le gouvernement a entrepris une politique de relance du marché immobilier en

promulguant divers décrets d'incitation à la construction, qui ont ainsi fourni les garanties nécessaires aux promoteurs soucieux de ne pas investir à perte<sup>206</sup>.

L'essentiel des incitations envers les promoteurs a consisté en l'octroi d'un bonus d'environ 13 000 euros pour chaque unité de logement réalisée en moins de sept mois, d'une prime à l'allongement de la journée de travail, d'une réduction du prix des terrains constructibles dans les espaces périphériques, et d'une garantie bancaire, en cas de non cession, équivalente à 100% du coût des logements construits dans les régions périphériques du pays (Galilée et Néguev) et à 50% pour ceux sis dans les espaces centraux. A ces incitations a été couplée la signature d'un contrat d'achat de 20 000 logements clés en main (dont 50% de préfabriqués) et de 25 000 mobile homes dans l'attente de l'achèvement des logements en construction [Fialkoff, 1992 :173, Portnov, 1998 :382]. La reprise en main de la gestion du logement par l'Etat a abouti à une croissance de 3 900% du nombre de constructions initiées par le Ministère de la Construction et du Logement : la moyenne annuelle étant passée de 3 000 logements en 1989 à 120 000 pour 1990 et 1991 [Portnov, 1998 :382].

Si cette politique de construction a su résorber les problèmes de logement rencontrés par les immigrants d'ex-URSS, elle n'a pas été exempte de contre-effets. L'Etat, en tentant de poursuivre sa politique de déconcentration de la population par la construction de logements dans les espaces périphériques du pays, a été confronté au développement d'un taux élevé de non-occupation des logements neufs. Près des deux tiers des constructions financées par l'Etat ont en effet été réalisées dans les districts Nord et Sud et dans celui de Jérusalem (notamment à l'Est de la ville) (cf. Carte 3). Une nette discordance de logique s'est donc fait jour entre les stratégies d'intégration des ex-Soviétiques et celles de l'Etat. En 1990 et 1991, au plus fort de la vague migratoire, les ex-Soviétiques n'ont été que très faiblement attirés par une installation dans les espaces périphériques d'Israël. A cette période, les statistiques témoignent de cette discordance : en 1991, près de 30% de l'ensemble des constructions a été réalisé dans le district Sud alors que seulement 6% des immigrants d'ex-URSS s'y étaient installés dans le sous-district de Beer Sheva, principal espace d'accueil des ex-Soviétiques au Sud [Aroni, 1994 :59]. Comme nous le verrons dans le chapitre Six, les ex-Soviétiques ayant choisi comme premier espace de résidence les districts de Tel Aviv et du Centre, car l'accession à l'emploi leur semblait notamment plus aisé, le problème du logement n'a fait que perdurer jusqu'aux années 1993-1994. Une des conséquences de cette concentration des ex-Soviétiques dans les espaces « surpeuplés » d'Israël a été leur forte densité par foyer. En 1993, la densité d'ex-Soviétiques par pièce était largement supérieure à celle de l'ensemble des foyers juifs du pays. Au sein des foyers ex-soviétiques, la proportion de foyers avec plus de deux personnes par pièce était de deux à deux fois et demie plus nombreux que chez la population juive totale.

Néanmoins, ces données soulignent une amélioration globale et progressive de la situation des ex-Soviétiques en termes de qualité de vie au sein des logements, malgré la persistance d'une sous-représentation de la classe « moins de 1 personne par pièce » dans l'ensemble des foyers immigrés. On notera ainsi un net rapprochement du nombre des foyers ex-soviétiques sur-peuplés (« plus de 2,1 personnes par pièces ») avec celui de la population juive. En regard du faible nombre d'enfants chez les couples d'immigrants, cette sur-

---

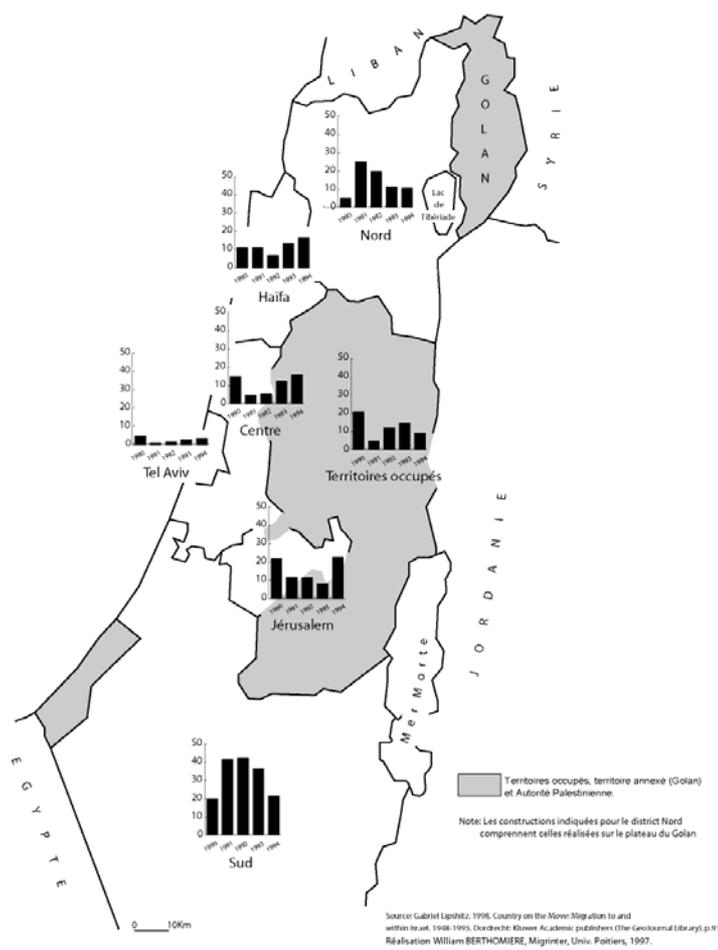
<sup>206</sup> Wolf Moskovitch rappelle que Amos Unger, alors directeur général du Ministère de la Construction, avait déploré, fin juin 1990, que, malgré la décision de mettre en chantier 15 000 nouvelles unités de logements entre avril et juin, aucune n'avait été lancée. Il souligne également qu'en septembre 1990, Ariel Sharon avait, lors d'une visite officielle en Union Soviétique, tenté de négocier l'importation de logements préfabriqués [1990 :39].

*Chapitre cinq*

---

occupation renforce donc l'idée d'une immigration familiale où différentes générations composent le foyer.

Carte 3 - Répartition par district des constructions du secteur public (1990-1994)



Les statistiques du Ministère de l'intégration fournies sur cette période témoignent également de l'amélioration qui s'est opérée au cours des quatre-cinq années qui ont suivi le début de l'*Paliya*. Ces améliorations tiennent au fait que le nouveau gouvernement, dirigé par Y. Rabin, a doublé la politique d'incitations à la construction d'une politique d'accession à la propriété, en offrant des prêts à long terme et à des taux fort avantageux aux ex-Soviétiques (cf. encadré ci-avant). Le succès de cette politique n'a pas tardé à se faire sentir, car, après trois ans et demi dans le pays, la moitié des immigrants entrés en 1990 étaient propriétaires de leur logement. Après cinq années passées en Israël, la proportion était alors de 70% (cf. Tableau 30). Les résultats de cette politique de logement ont constitué un encouragement pour le gouvernement car ils étaient supérieurs à ceux obtenus lors de la gestion du logement au cours de l'immigration soviétique des années 1973-1974. Zvi Gitelman avait souligné que seuls 21% des immigrants d'alors avaient acquis un logement après trois années passées en Israël, 41% après cinq années et que les deux tiers avaient été atteints après 9 à 13 années de résidence [1995, 43].

Tableau 30 - La situation face au logement des immigrants d'ex-URSS entrés en septembre 1990 et en juillet 1991 dans le cadre de l'intégration directe

Type de situation face au logement	Après six mois dans le pays		Après 1,5 à 2 ans dans le pays		Après 3,5 ans dans le pays		Après 5 ans dans le pays
	Immigrés arrivés en juillet 1990	Immigrés arrivés en septembre 1991	Immigrés arrivés en juillet 1990	Immigrés arrivés en septembre 1991	Immigrés arrivés en juillet 1990	Immigrés arrivés en septembre 1991	Immigrés arrivés en juillet 1990
en propriété	-	-	10	22	44	50	70
en logement public	1	1	5	2	7	3	9
en location privée	98	95	83	73	17	46	20
autre	1	4	2	3	2	1	1
Total	100	100	100	100	100	100	100

MIA, 1996, *Immigrant Absorption : situation, Challenges and goals*, Jerusalem: MIA, Planning and research division, p.15

Une autre explication à ces améliorations se trouve dans l'analyse des relations israélo-américaines. En effet, les difficultés rencontrées dans les deux premières années de l'immigration plongeaient leurs racines dans le refus américain d'accorder à Israël une garantie bancaire de 400 millions de dollars. Ce refus tenait dans la condition préalable posée par l'administration Bush à l'obtention de cette garantie, à savoir l'engagement d'Israël à ne pas utiliser les prêts à venir pour poursuivre le développement des colonies dans les Territoires occupés et à Jérusalem-Est. Y. Shamir s'étant toujours refusé, pour des raisons idéologiques fondées sur le mythe du « Grand Israël », à respecter cette condition, le gouvernement israélien s'était retrouvé dans l'impossibilité de dégager les fonds nécessaires à une politique de construction de grande ampleur. Ce n'est qu'après le gain des élections par la gauche israélienne que la situation a pu se débloquer.

Ici, apparaissent les premières interférences entre les logiques d'intégration et le contexte géopolitique israélo-palestinien. Lors de nos recherches en Israël, le contexte géopolitique sous-jacent était nettement perceptible et non seulement au sein des instances gouvernementales. Lors de rencontres avec des *vatikim*, la question du logement a été l'occasion de mesurer la dimension stratégique de l'*Paliya*. Au cours d'une discussion avec des Hiérosolymitains venus de Pologne à la fin des années trente, l'un d'entre eux, en observant la construction d'un nouvel immeuble, nous a confié : « Les maçons palestiniens travaillent le plus lentement possible afin de réduire notre capacité d'accueil et diminuer ainsi le rythme de

l'immigration ». Cette analyse, loin d'être impartiale, démontre néanmoins la lecture stratégique de l'immigration faite par ces observateurs israéliens.

Ainsi, Israël a été fortement secoué par cette vague migratoire où les devoirs de l'Etat envers les *olim* et les visées stratégiques du gouvernement Shamir n'ont cessé de se télescoper. A partir de 1993-1994, la situation de crise s'est donc quelque peu atténuée et ceci d'autant plus aisément que les immigrants, face aux problèmes rencontrés par leurs prédécesseurs, se sont faits de moins en moins nombreux. Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, l'immigration s'est progressivement stabilisée à hauteur de 60 000 immigrants par an. Le pays a pu progressivement répondre, en temps réel, aux attentes des immigrants. Fin 1995, il restait toutefois 38 000 familles nécessitant une aide sociale<sup>207</sup> en attente d'un logement définitif, dont la moitié environ était arrivée en Israël avant mai 1993 [MIA, 1996 :14].

Les réussites du gouvernement israélien en termes d'aide sociale et de logements n'ont néanmoins constitué qu'une partie, certes importante, du défi que lançait cette immigration d'ex-URSS à Israël. En effet, si l'on poursuit la lecture de la « bonne intégration » définie par le Ministère de l'Immigration, il restait au gouvernement à procurer aux ex-Soviétiques un emploi convenable pour aboutir à l'intégration sociale des nouveaux venus. La question de l'emploi a constitué un véritable écueil pour le gouvernement et c'est à travers cette question que nous nous proposons d'affiner l'analyse de la question de l'insertion des ex-Soviétiques dans le tissu économique israélien car elle offre à la fois les clefs de lecture des frustrations des ex-Soviétiques et celles permettant de décrypter les mutations identitaires d'Israël depuis sa création.

## II.2 Les premiers pas dans la société israélienne : « *De scientifique à cantonnier...*<sup>208</sup> »

Cette migration a résonné comme une véritable secousse dans la société israélienne. Les causes d'une telle déstabilisation trouvent notamment leurs origines dans un double mouvement. D'une part, au commencement de l'*aliya*, comme nous l'avons souligné, la politique du gouvernement Shamir était bien plus tournée vers la réalisation d'un « Grand Israël » que vers l'aide à l'intégration des nouveaux arrivants. D'autre part, l'attitude des immigrants dans leur choix de résidence a totalement déséquilibré le pays : les deux tiers des immigrants ayant élu domicile dans les seuls districts de Tel-Aviv, du Centre et de Haïfa, les capacités d'accueil ont été rapidement saturées. Ainsi, très rapidement, les gouvernants israéliens ont dû s'attacher à résoudre le problème naissant de l'emploi, déséquilibré par la surconcentration des demandes dans les régions centrales. A Jérusalem, les murs des bureaux du ministère de l'Immigration et de l'Intégration, lieux de passages de nombreux ex-Soviétiques, étaient couverts de petites annonces, les arrêts de bus et les lampadaires semblaient comme décorés par ces dizaines de petits papiers aux numéros de téléphone prédécoupés, collés là dans l'espoir d'attirer l'attention d'un éventuel employeur... L'incapacité des gouvernants à inverser la dynamique de dévalorisation sociale que connaissaient les ex-Soviétiques s'est répercutée sur la scène politique. Contre toute attente, les ex-Soviétiques, que l'on disait peu enclins à s'exprimer politiquement après des années de régime communiste, ont clairement manifesté leur mécontentement lors des élections de 1992. Les difficultés rencontrées en Israël, ont en effet poussé la moitié d'entre eux à accorder leurs voix à la gauche israélienne,

---

<sup>207</sup> Parmi ces 38 600 familles étaient dénombrées : 10 110 couples âgés, 8 660 familles monoparentales, 15 600 personnes âgées seules, 2 300 familles nombreuses et 1 870 malades chroniques et handicapés.

<sup>208</sup> Nous reprenons ici, en partie, le titre de l'ouvrage d'Allan S. Galper sur la dislocation culturelle des immigrants soviétiques en Israël [1995].

contribuant ainsi à l'élection d'Y. Rabin, alors que les sondages attribuaient majoritairement leurs voix au Likoud. Il s'agissait là du premier vote sanction exprimé par les ex-Soviétiques (Golberg, 1996 : 192).

Cependant, le problème d'intégration rencontré par les ex-Soviétiques ne se limitait pas aux insuffisances de l'Etat. Pour comprendre les difficultés du processus de « venue à communauté », deux niveaux d'analyse sont nécessaires. En premier, la migration a amené la question de la langue et il s'agit là d'un espace nécessaire d'analyse pour saisir les difficultés d'intégration ; en second lieu, la question de l'emploi et des mobilités sociales engendrées par la migration doit être considérée comme une clef de lecture permettant d'esquisser à la fois la dynamique d'intégration globale, puisqu'Israël comme l'ensemble des pays développés font de l'emploi la pierre angulaire de l'intégration des individus à la société, et le cheminement social des ex-Soviétiques dans l'espace social israélien.

### II.2.1 L'hébreu, un facteur central dans l'intégration

Comme dans de nombreux pays d'immigration, la question de la langue revêt une importance toute particulière en Israël, elle ne saurait se limiter à la simple intégration linguistique. Cette langue -qui doit son renouveau à l'acharnement d'un *oleb* arrivé à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>209</sup>, Eliezer Ben-Yehuda-, est pensée comme le vecteur de l'intégration sociale et culturelle des nouveaux arrivants. Comprendre et s'interroger sur l'intégration sociale ou simplement professionnelle des immigrants requiert donc une analyse préalable des capacités linguistiques des immigrants.

Parmi les immigrants d'ex-URSS entrés entre 1989 et 1995, seule une minorité avait un niveau d'hébreu suffisant pour entrer de façon active dans la société israélienne (1 à 2%) [Damian, 1996b :30]. Le gouvernement israélien a donc développé et incité, à travers la gratuité des cours d'hébreu, les ex-Soviétiques à pratiquer avec assiduité les *oulpanim*<sup>210</sup>. En cela, Israël a poursuivi la politique instaurée depuis sa création où plus de 70% des *olim* avaient fréquenté les bancs des *oulpanim* [Polani, 1991 :150].

Progressivement, les ex-Soviétiques ont bénéficié des bienfaits de cette politique ; désormais, comme le souligne le Tableau 31, ce n'est qu'après trois années et demi passées dans le pays que la moitié des ex-Soviétiques ont une pratique courante de l'hébreu, et après cinq années que les deux tiers du groupe migrant acquièrent ce niveau de connaissance. Même si cette proportion est supérieure à celle définie chez leurs prédécesseurs des années soixante-dix, elle laisse toutefois un tiers des migrants en « marge ». Cette proportion est d'ailleurs ramenée à la moitié du groupe migrant si l'on s'intéresse à la capacité de compréhension des informations audiovisuelles nationales. De plus, l'âge à la migration constitue une variable essentielle dans la capacité à pratiquer l'hébreu. En 1992, chez les 25-34 ans, 57% des immigrants déclaraient pouvoir entretenir une « simple conversation » en hébreu et 35% lire

---

<sup>209</sup> Selon J-C. Attias et E. Benbassa, « en 1916, 40% de la population juive de Palestine déclarait l'hébreu comme sa première langue et à partir de 1948, l'hébreu redevenait la langue d'un Etat juif souverain » [1997 :120].

<sup>210</sup> Pluriel d'*oulpan*, nom donné au cours intensif d'hébreu. En 1995, 2 080 classes d'hébreu pour adultes étaient ouvertes dans 74 villes et 47 500 immigrants y participaient (soit 65% des adultes). Parmi ces classes, 53 étaient dédiées à des populations spécifiques : 1 pour les scientifiques, 9 pour les médecins et les infirmiers, 3 pour les personnes présentant des troubles mentaux, 3 pour les alcooliques, 8 pour les malentendants et malvoyants, 4 pour les immigrants du Caucase, 20 pour les Ethiopiens qui s'étaient installés dans une habitation fixe, 2 pour les ouvriers du bâtiment, 3 pour les jeunes adultes de 16 à 21 ans qui présentent un manque d'assiduité notable.

une « simple lettre » tandis que chez les 55-64 ans, la proportion n'était que de 7 et 3% [Naveh, 1994 :105]<sup>211</sup>.

A la lecture de ces données, l'inquiétude du gouvernement était grandissante car l'emploi constituait le seul véritable lieu d'apprentissage et d'usage de la langue (entre 53 et 60% des « espaces » de pratique, cf. Tableau 31).

Tableau 31 - La pratique de l'hébreu chez les immigrants d'ex-URSS arrivés entre 1989 et 1995 (en %)<sup>212</sup>

	Durée d'installation en Israël			Immigrants d'URSS des années 70
	1,5-2 années	3,5 années	5 années	
Capacité à parler l'hébreu (sans difficultés ou presque):	47	53	64	55
Capacité à comprendre l'hébreu (sans difficultés ou presque):				
simple conversation	-	-	67	65
spectacle (pièces de théâtre...)	-	-	43	45
programme radio ou télévisé	-	-	51	46
Usage de l'hébreu (seulement ou principalement):				
au travail	52	56	63	82
avec les enfants	1	3	3	21
avec le conjoint	1	1	1	
lors de la lecture de la presse	2	3	4	
lors de l'écoute de la radio	4	8	11	

Source: DAMIAN N., ROSENBAUM-TAMARI Y., 1996, *The current wave of FSU Immigrants: Their absorption process in Israel. An on-going survey (1990-1995)*, Jerusalem: Ministry of Immigrant Absorption, Planning and Research Division

Au début des années 90, les immigrants ont ressenti leur manque de connaissances de l'hébreu comme un véritable obstacle à leur insertion professionnelle. Plus de la moitié des ex-Soviétiques ayant passé 6 mois dans le pays, ont déclaré considérer leur méconnaissance de l'hébreu comme une cause majeure de leur non-emploi. Avec une année et demi de résidence en Israël, ce sentiment s'est amoindri mais concernait encore un tiers des femmes et plus de la moitié des hommes ex-soviétiques. Ce n'est qu'après deux années et plus que l'obstacle de la langue s'est fait moins présent dans le problème de l'emploi (cf. Figure 14).

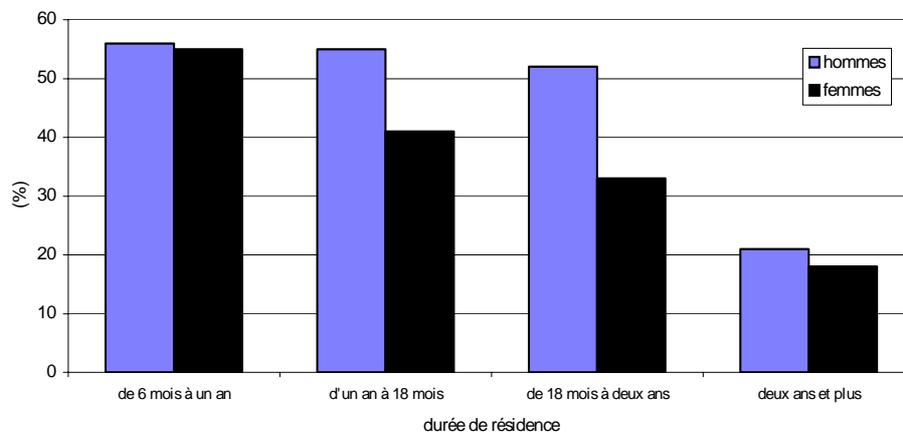
La poursuite d'une période d'incapacité à fournir des emplois aux ex-Soviétiques avait donc pour conséquences de retarder d'autant leur intégration sociale, et à l'inverse, ne faisait que renforcer le renfermement sur eux-mêmes des nouveaux venus. Si ce risque est inhérent à tout pays confronté à d'importantes immigrations, il constituait, dans l'idéologie israélienne (voire sioniste), un réel échec qui remettait en cause la vocation d'accueil d'Israël. Certes, le pays, au cours des dernières grandes vagues d'immigration, avait été exposé à ce « risque »

<sup>211</sup> Ces résultats sont issus d'une étude menée sur un échantillon représentatif de 1 200 immigrants (de 25 à 64 ans) arrivés entre 1989 et 1992.

<sup>212</sup> Ces données sont issues d'auto-déclaration.

mais, cette fois, l'importance du volume migratoire amplifiait l'inquiétude<sup>213</sup>. La rumeur publique se faisait d'ailleurs l'écho de ces problèmes d'acquisition de l'hébreu chez les ex-Soviétiques. Comme nous l'avons dit, le pays était sous le coup de cette forte immigration et dans la population, une vague de protestation se faisait grandissante contre les nouveaux venus. Il leur était souvent attribué tous les maux d'alors et le chômage auquel ils étaient confrontés se voyait souvent expliqué par leur faible empressement à apprendre l'hébreu. Loin d'être exacte, cette rumeur cristallisait toute la tension qui parcourait la société israélienne.

Figure 14 - La perception de la méconnaissance de l'hébreu par les ex-Soviétiques comme un obstacle à l'obtention d'un emploi, par sexe et durée de résidence en Israël



G. NAVEH (et al.), 1994, *The employment and economic situation of immigrants from the former Soviet Union : selected findings from a national employment survey*, Jerusalem: Brookdale Institute, p.108

### II.2.2 L'emploi, « une véritable traversée du désert » pour les immigrants d'ex-URSS

La faible capacité à procurer un emploi aux immigrants et la lenteur des ajustements linguistiques nécessaires aux immigrants a eu pour effet de voir le taux de chômage des ex-Soviétiques atteindre des niveaux fort élevés.

Aux premières heures de l'*aliya* d'ex-URSS, le chômage a touché plus d'un tiers des ex-Soviétiques en âge de travailler. En 1991, la proportion d'actifs sans emploi parmi les ex-Soviétiques était de 38,5% et de 28,6% en 1992 [MIA, 1996 :17], proportion qui s'est répercutée sur le taux général de chômage en Israël : entre le premier et le dernier semestre de 1989, avec seulement 12 000 immigrants d'ex-URSS, le taux s'est accru d'un point, atteignant ainsi 9,2%. Celui-ci n'a cessé de croître jusqu'en 1993 passant de 9,7% en 1991 à 11,3% en 1992. En 1993, avec l'amointrissement du flux migratoire et la stabilisation de la situation socio-économique israélienne, ce taux est redescendu à 10%.

<sup>213</sup> Barry Chiswick a notamment montré dans ses travaux que la pratique de l'hébreu comme première langue était un processus lent : passant de 24% chez les immigrants installés depuis moins de 5 ans en Israël à près de 45% après 6 à 10 ans et à plus de 90% après 26 années [1997 :11-12].

La population féminine venue d'ex-URSS a eu le plus à souffrir du non-emploi [Lipshitz, 1998]<sup>214</sup>. En 1992, la classe des 55-64 ans présentait un taux de chômage supérieur à 40% chez les femmes tandis que celui-ci était inférieur de moitié chez les hommes. Pour ce dernier groupe de population, le plus fort taux de chômage concernait la classe des 55-64 ans en 1992. La structure démographique de l'immigration explique l'importance de ces taux : comme souligné précédemment, la forte proportion d'adultes a accentué le chômage. Dans le cas des femmes de 55 à 64 ans, le fort taux de chômage était d'autant plus dramatique que cette classe rassemblait un nombre conséquent de femmes seules (le *sex ratio* était pour cette classe d'âges de 74 hommes pour 100 femmes).

La situation face à l'emploi des immigrants d'ex-URSS présente également de notables variations à l'intérieur même du flux migratoire du fait de la variété des groupes juifs qui le constituent. Selon l'étude réalisée par Y. Haberland, M. Semyonov et R. Virtzer [1997], la diversité des aires géo-culturelles des immigrants d'ex-URSS a généré une hétérogénéité d'intégration au tissu professionnel israélien. Après quatre années passées en Israël, la participation professionnelle des immigrants venus des républiques asiatiques se révèle être plus élevée que celle des Juifs issus des régions occidentales de l'ex-URSS (respectivement 90 et 86,5%) tandis que les femmes issues de ces dernières régions tendent à intégrer plus facilement le marché du travail que celles venues des régions asiatiques. Comme nous l'avons souligné dans notre description des populations juives, ces différences s'expliquent certainement par le fait que, d'une part, les professions occupées par les Juifs des républiques asiatiques permettent une insertion plus aisée car moins qualifiées, et que d'autre part, la cellule familiale des immigrants venus des régions orientales de l'ex-URSS tend à maintenir les femmes dans un rôle de mère au foyer.

Une fois encore, le temps a constitué le premier renfort à la lutte contre ces obstacles à l'intégration au monde du travail. Pour exemple, début 1994, 10% des femmes de 35-44 ans, immigrées entre octobre et décembre 1990, étaient sans emploi alors que ce taux s'élevait à 30% en 1992 (18% à la mi-1993). L'affaiblissement du chômage a été perceptible dans la situation financière des foyers d'ex-soviétiques puisque leur revenu moyen est passé de 2 770Sh par mois à 3 030Sh pour ceux ayant résidé deux ans et plus en Israël. Cette situation cachait toutefois quelques problèmes d'intégration socioprofessionnelle [Lipshitz, 1998 :120].

En effet, si, en 1992, 64% des ex-Soviétiques résidant en Israël depuis six mois à un an déclaraient ne pas être satisfaits de leur emploi, ils étaient encore 44% à être mécontents de leur position professionnelle après deux ans et plus dans le pays [Naveh, 1994 :99]. Le gouvernement avait certes réussi à maîtriser la courbe du chômage mais il l'avait fait au prix d'un développement du sous-emploi.

Le maintien d'un niveau élevé de mécontentement face à l'emploi chez les ex-Soviétiques s'expliquait par la perte de statut social caractéristique de leur entrée dans le monde du travail en Israël. Selon une étude menée par R. Raijman and M. Semyonov, pour 80% des ex-Soviétiques arrivés en 1990, l'entrée sur le marché du travail s'est accompagnée d'un changement d'activité (cette proportion était de 56% chez ceux venus en 1980) et, pour les deux tiers d'entre eux, elle a signifié une perte de statut social. Cette mobilité professionnelle à la baisse a plus particulièrement touché les femmes 74% ont trouvé une

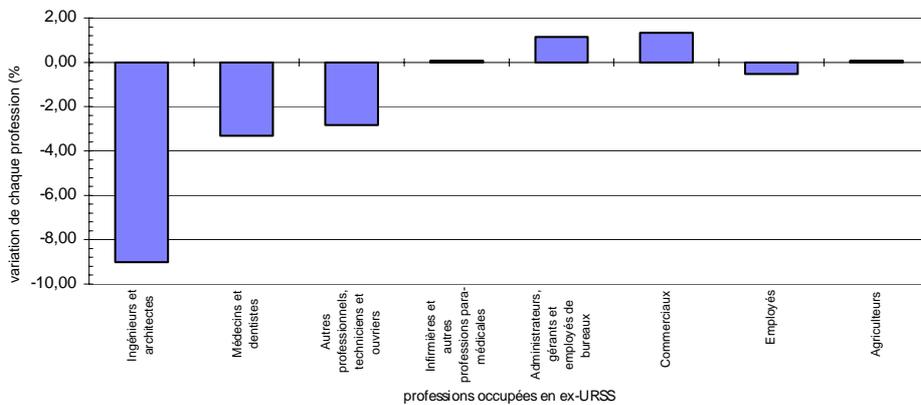
---

<sup>214</sup> Sur ce thème, voir également l'article de Moshe Semyonov [1997] sur « le coût social que représente le statut d'immigrant en Israël ».

activité d'un niveau inférieur à celle occupée avant la migration contre 63,7% chez les hommes [1998 :297]. Le plus fort coût, en termes de perte socio-économique dans la migration, a été payée par les immigrantes et plus particulièrement par celles venues des républiques asiatiques [Haberfeld, 1997].

Les ingénieurs et les médecins ont été les plus touchés par cette perte de statut professionnel. Une enquête sur les ingénieurs entrés entre 1989 et 1994, a montré que seulement 21% d'entre eux ont trouvé un emploi équivalent au leur et que la très grande majorité a dû opter pour des emplois inférieurs, principalement d'ouvriers qualifiés (dans des industries notamment) et non-qualifiés (balayeurs, plongeurs...) pour les hommes et majoritairement des emplois de services (agent d'entretien, aide à domicile, serveuse) pour les femmes. Ce report vers de telles professions est nettement perceptible : les secteurs des services et d'ouvriers non-qualifiés ont connu une nette augmentation de leurs effectifs en regard des proportions antérieures à l'émigration (la branche des services a été décuplée chez les femmes en 1992 tandis que celle des scientifiques connaissait une dynamique proportionnellement inverse). Les médecins ont dû affronter les mêmes difficultés. Des différentes études menées sur cette profession, il est ressorti que près de la moitié d'entre eux ont retrouvé un emploi dont 70 à 80% comme médecins [Flug, 1996 :120-121, Lipshitz, 1998 :120]<sup>215</sup>. Ainsi, pour ces professions, il semble qu'un phénomène d'autorégulation se soit mis en place. La prise de conscience des difficultés rencontrées par ces corps de métier a certainement fait renoncer de nombreux Juifs d'ex-URSS à l'émigration. Comme le laissait supposer notre précédente analyse de la répartition par corps de métier, un phénomène de « feed back » s'est opéré : la part globale des très qualifiés (ingénieurs et médecins principalement) a connu une décroissance de 12% dans l'ensemble des professions représentées sur la période 1990-1997 (cf. Tableau 32).

Tableau 32 - Variation des secteurs d'activités chez les immigrants d'ex-URSS âgés de 15 ans et plus (arrivés en 1990 et en 1997)



Source: The Jewish Agency and Aliyah: An Update, JAFI, 1993, Jérusalem; Statistical Abstract of Israel 1998, n° 49, Central Bureau of Statistics, Jérusalem

<sup>215</sup> La majorité des médecins ex-soviétiques qui exercent en Israël sont employés dans le secteur public. Sur la question de leur intégration dans leur nouvel environnement professionnel, cf. notamment J. Shuval, J. Bernstein, 1996.

Les difficultés d'intégration des qualifiés s'expliquent, en partie, par leur manque de connaissance des technologies informatiques utilisées en Israël ainsi que de la langue anglaise. Le Ministère de l'intégration a ainsi fait paraître régulièrement dans la presse en hébreu, en russe et en anglais des offres de formation et de remise à niveau destinées aux nouveaux immigrants.

Le paradoxe de l'intégration de cette vague migratoire a donc été l'obstacle qu'a constitué la surqualification des migrants. L'intégration professionnelle des ex-Soviétiques était d'autant plus difficile à réaliser qu'il existait une réelle inadéquation entre l'offre et la demande liée, d'une part, à l'inutilité des qualifications possédées tels les ingénieurs en pétrochimie ou métallurgie, et d'autre part, à une saturation des secteurs très qualifiés comme celui de la médecine notamment. Le contexte post-industriel dans lequel s'est opérée cette immigration constitue vraisemblablement un élément de compréhension de ces pertes de statut professionnel chez les ex-Soviétiques.

Ainsi, très rapidement, il est apparu aux ex-Soviétiques que la recherche d'un emploi se ferait hors de leur champ de compétences et, devant le nombre de demandes, dans des secteurs peu valorisés. L'étude menée par Allan Galper -sous le titre de « *From Bolsboï to Be'er Sheva, Scientists to Streetsweepers* »- souligne cette phase de l'intégration des Soviétiques. Que cela soit à travers la presse, qui a éclairé de ses feux le sous-emploi des migrants avec des faits divers -comme celui d'un responsable ministériel sauvé de la crise cardiaque par une femme de ménage qui se trouvait être un médecin moscovite, ou avec l'interview d'un ingénieur nucléaire balayeur dans une ville de développement-, ou à travers les travaux des anthropologues et autres chercheurs, la réelle dislocation culturelle que constitue cette dépréciation de la condition sociale des migrants a été maintes fois montrée.

Le cabinet de Y. Rabin lutta contre ces problèmes d'intégration, mais la politique menée (basée principalement sur l'assistanat) se révéla davantage comme « un calmant que comme un véritable remède ». Les immigrants ont ressenti très durement cette perte de statut comme le souligne ce témoignage rapporté par A. Galper (1995 :50) :

*« Il n'y a pas de mots assez forts pour dire combien travailler est important. Ce n'est pas simplement pour l'argent. Sans travail, il n'y a pas de statut, pas de vie. Peut-être aurons-nous de quoi nous nourrir, mais s'il n'y a pas de travail, vous n'avez pas besoin de nourriture. S'il n'y a pas de travail pourquoi dois-je vivre ? Ce n'est pas la vie. C'est essentiel d'avoir ne serait ce qu'un « petit job » car vous avez alors l'espoir. Sans travail, c'est pire » [un informaticien d'une quarantaine d'années venant de Minsk, résidant à Haïfa]*

La durée d'installation dans le pays et la mobilisation des migrants ont été de sérieux atouts pour (re)positiver cette épreuve de l'émigration. Ce déracinement, certes volontaire, a néanmoins été insupportable pour de trop nombreux migrants. Les joies de cette immigration ont été malheureusement endeuillées par des détresses extrêmes qui ont poussé parfois jusqu'au suicide de nouveaux immigrants. Par rapport au reste de la population israélienne, le taux de suicide chez les ex-Soviétiques est de 60% plus élevé chez les hommes et de 40% chez les femmes<sup>216</sup>. Les difficultés d'intégration professionnelle, aggravées par la forte dépréciation du statut social entre l'ex-URSS et Israël, ajoutées à des clivages culturels importants sont,

---

<sup>216</sup> Données fournies par le Bureau Central des Statistiques d'Israël et publiées dans le Jerusalem Report du 5 Mars 1998, p.10.

selon les experts, la source de ces terribles décisions. La tragédie de tels actes dépasse largement le cadre de cette migration mais elle doit nous rappeler, encore une fois, que derrière les discours en termes de gestion des flux, de stock de migrants, de « seuils », existent tout simplement des hommes.

Tout ce contexte socio-politique qui a entouré les premières vagues d'immigration a mené vers un processus de réorientation des voies de l'intégration qui a trouvé, une nouvelle fois, une incarnation cinglante dans la sanction politique que représente pour la gauche israélienne le vote des immigrants pour le parti russe *-Israel be- Aliya-* et le Likoud. L'année 1996 a marqué un véritable cap dans l'histoire des nouveaux immigrants d'ex-URSS. A cette période, les efforts opérés, les stratégies employées par les ex-Soviétiques afin de « sortir de ce désert » sont de plus en plus perceptibles.

### II.3 L'immigrant comme acteur : « ... de cantonnier à chef d'entreprise »

Ce retour au pouvoir du Likoud constitue un repère dans l'histoire de cette immigration. Le vote des nouveaux immigrants a, encore une fois, sanctionné le gouvernement en place (2/3 des ex-Soviétiques ont voté pour le Likoud, Goldberg, 1996:194). Une des principales motivations à cette sanction résidait dans la déception de l'intelligentsia russe qui n'admettait pas d'être ignorée par « l'élite » ashkénaze identifiée au parti travailliste, ainsi que dans la révolte que suscitait le gâchis intellectuel du sous-emploi des ex-Soviétiques. Mais au-delà de ces considérations politiques, cette date apparaît, pour les immigrants, comme l'expression d'une prise en main de leur destin. Plusieurs facteurs expliquent ce renversement de la situation où, comme l'a exprimé D. Vidal, « paradoxalement, le fardeau s'est mué en levier, pour la production et la construction comme pour la consommation, grâce à un exceptionnel concours de circonstances »<sup>217</sup>. Le changement de contexte politique, symbolisé par la poignée de main entre Y. Rabin et Y. Arafat, le soutien américain à un emprunt de 10 milliards de dollars et les opérations de privatisation en sont pour D. Vidal les principaux éléments. A côté de ces facteurs exogènes, tout un ensemble de facteurs endogènes au mouvement migratoire ont facilité cet effet de levier.

En premier lieu, le flux migratoire s'est amoindri par un phénomène d'autorégulation. Les émigrants potentiels ont pris connaissance des difficultés existantes, les premiers arrivants les informant du contexte israélien. Deuxièmement, une véritable réorganisation de la géographie spatiale des ex-Soviétiques s'est opérée dans le pays. Différentes stratégies ont soutenu cette recomposition territoriale comme le départ vers des espaces économiquement accessibles (villes de développement du Néguev ou de Galilée) et la mise en place de véritables filières migratoires entre des localités de CEI et certains quartiers où villes d'Israël permettant une réelle autogestion du flux et de l'intégration. Parallèlement, à ces mobilités internes, la prise de conscience d'une inévitable mobilité sociale a conduit les immigrants à se penser comme des acteurs « plénipotentiaires » de leur avenir. Cette prise de conscience a constitué une étape effective dans la résolution des problèmes d'intégration à la société israélienne. Ce mouvement s'est appuyé sur deux temps fondamentaux : celui de la mobilisation à travers un mouvement associatif fort rassemblé autour du Forum Soviétique<sup>218</sup>, créé par N. Tcharansky, et celui d'un repli communautaire marqué.

---

<sup>217</sup> Dominique Vidal, « Troublante normalisation pour la société israélienne », *Le Monde diplomatique*, mai 1996.

<sup>218</sup> Appelé Forum sioniste des Juifs Soviétiques, cette association créée en 1988, regroupe aujourd'hui une trentaine d'associations de nouveaux immigrants d'ex-URSS et constitue un élément de pression non négligeable sur le gouvernement. Selon Anne de Tinguy, le Forum soviétique rassemblerait plus de 45 000 ex-Soviétiques [1998 :11]

### II.3.1 L'entrepreneuriat, une reconversion possible

Avec l'arrivée des ex-Soviétiques et les difficultés d'insertion professionnelle liées à l'ampleur de la vague migratoire, l'entrepreneuriat est apparu comme un nouveau créneau d'intégration en Israël. Le gouvernement a d'ailleurs parfaitement perçu cette opportunité en favorisant la création d'entreprises chez les scientifiques venus d'ex-URSS.

Le développement des petites et moyennes entreprises dans le tissu économique global n'a été que tardif en Israël. Si les pays occidentaux ont été concernés par ce phénomène dès les années soixante-dix, ce n'est qu'à partir de la décennie suivante qu'Israël s'est vu intéressé par ces initiatives. Dans le contexte de l'immigration, Eran Razin explique la faiblesse des créations d'entreprises par le fait que la politique d'intégration d'Israël était ressentie comme « attractive pour les non-entrepreneurs, les personnes âgées et défavorisées tandis que les Juifs avec des capitaux et des compétences entrepreneuriales préféraient les opportunités offertes en Europe ou aux Etats-Unis », et par la méfiance des gouvernements socialistes successifs, persuadés que les initiatives privées ne pouvaient qu'aboutir notamment à l'évasion des capitaux [Razin 1993:104-105, 1994:156]. Le continent américain a d'ailleurs toujours constitué pour les populations juives l'espace de la libre entreprise. Les travaux de E. Razin et S. Gold ont montré qu'au recensement de 1980, les Israéliens avaient le plus fort taux d'entrepreneurs parmi toutes les nationalités résidant en Californie (77% chez les hommes et 37% chez les femmes) et au Canada, ils occupaient la 5<sup>ème</sup> place [Gold, 1994:120].

Avec l'arrivée au gouvernement du Likoud (1977), la politique israélienne s'est faite moins réticente à l'égard de la libre entreprise. Jusqu'alors la structure entrepreneuriale soulignait les clivages sociaux qui parcourent, encore aujourd'hui, la société israélienne. Les immigrants d'origine orientale dirigeaient des entreprises essentiellement liées au commerce de détail tandis que ceux d'origine européenne privilégiaient les activités manufacturières et autres artisanats, et leurs descendants sont pour les premiers restés majoritairement dans les mêmes activités que leurs aînés alors que les seconds ont connu une ascension sociale vers des activités commerciales supérieures -*white-collar*- (cf. tableau 33).

Rien ne semblait prédisposer les immigrants ex-Soviétiques à prendre une part active dans la création d'entreprises : ils quittaient un pays, l'URSS, où émergeait à peine la libre entreprise et entraient dans un pays resté longtemps méfiant à l'égard des activités indépendantes. Leurs prédécesseurs des années soixante-dix et quatre-vingt ne s'étaient que peu risqués dans ce secteur. Seuls 5% d'entre eux avaient créé leur propre activité, soit une proportion inférieure de moitié à la population juive globale (11,6%) [Lerner, 1998:97]. Si, aujourd'hui, les créations d'entreprises se font de plus en plus nombreuses (plus de 7 000 selon les estimations), c'est que la situation économique du pays a fait de celles-ci une des dernières solutions pour refuser le sous-emploi et repousser, peut-être, la réémigration. Dans les années soixante-dix, les immigrants Soviétiques, beaucoup moins nombreux, n'avaient pas eu à affronter d'aussi intenses difficultés d'insertion professionnelle. Leur haut niveau de qualification avait été pleinement valorisé et leur avait offert des emplois à la hauteur de leur formation. Ceux qui aspiraient à créer leur propre activité avaient émigré préférentiellement en Amérique du Nord.

Tableau 33 - Travailleurs indépendants selon l'activité exercée et le pays d'origine, 1961-1972-1983 (%)<sup>219</sup>

Pays de naissance/pays de naissance du père	Né entre 1918 et 1927 et arrivé entre 1948 et 1954			Né entre 1918 et 1927 et arrivé entre 1948 et 1954			Né en Israël entre 1948 et 1954		
	artisanat	commerce de détail et restauration	activités de service	artisanat	commerce de détail et restauration	activités de service	artisanat	commerce de détail et restauration	activités de service
Iraq									
1961	30,6	53,3	8,3	49	38,1	6,8			
1972	30,6	50,7	7,7	52,7	30,6	6,5			
1983	24,3	47,3	17,6	47,3	32,6	9,7	47,6	29,1	11,5
Maroc									
1961	46	40	2	60	12	4			
1972	25,5	61,7	5,4	50,4	28,3	9,6			
1983	37,9	44,4	11,1	40,7	32,9	9,3	48,7	21,5	17,4
Pologne									
1961	56,9	29,6	3,8	79,1	9,3	4,6			
1972	50,9	28,4	8	51,7	12,3	18,1			
1983	43,5	29,3	11,8	47,4	11,7	24,1	25,9	13,3	40,1
Tchécoslovaquie									
1961	60,6	17,9	5,6	-	-	-			
1972	43,2	34,1	10,6	-	-	-			
1983	31,8	34,8	13,6	-	-	-	30,2	9,3	34,9

Source: Razin E., "Social Networks, Local Opportunities and Entrepreneurship among Immigrants - The Israeli experience in an International Perspective" in Israelowitz R. et al. (ed.), 1994, *Immigration and Absorption. Issues in a Multicultural Perspective*, Be'er Sheva: The Hubert H. Humphrey Institute for Social Ecology, Ben-Gurion University of the Negev, pp.166-167.

Aujourd'hui, en caricaturant l'analyse, certains diraient, devant l'image actuelle de cette immigration, que les ex-Soviétiques ont parfaitement analysé la situation car ils ont maintenant la *butspa*, « célèbre insolence » israélienne. Les médias ne cessent de vanter leurs prouesses économiques. L'image donnée par l'immigration d'ex-URSS n'est en rien comparable à celle du début des années quatre-vingt-dix. Sur *Ben Yehuda*, le saxophoniste qui jouait autour d'une petite boîte où était écrit « *New immigrant from Russia, No Job* » a laissé la place à une terrasse où l'on remarque une affiche avec inscrit en hébreu « Restaurant Arbat » (du nom d'une artère moscovite réputée pour ses librairies) ; et à quelques mètres de là, l'on découvre un bouquiniste au stock fraîchement arrivé de Moscou. Si la pauvreté n'a évidemment pas disparu au sein des migrants (près de 20% d'entre eux vivent au dessous du seuil de pauvreté<sup>220</sup>), leur niveau de vie a connu une nette croissance. Certes, comme énoncé plus haut, cette embellie s'est faite au prix d'une rude chute de statut professionnel mais nombre de migrants ont depuis effectué des ascensions sociales tout aussi remarquables. Ce sentiment d'une nette amélioration de l'intégration des ex-Soviétiques est dû en partie à la réussite de ceux qui ont vu dans l'entrepreneuriat une nouvelle voie d'intégration. Derrière cette prise en main de leur insertion professionnelle se cache en fait une variété de motivations. Au fil de nos enquêtes, il est apparu que trois grands types de logiques ont présidé au choix de l'entrepreneuriat au sein du groupe ex-soviétique. Cette typologie des entrepreneurs que nous avons construite

<sup>219</sup> Seule une sélection des cohortes de population sont ici retranscrites. E. Razin regroupe dans :

- la catégorie artisanat (Blue-collar) : les activités de manufacture, la construction, la cordonnerie... ;  
- la catégorie services (White-collar) : les activités commerciales et de services publiques.

<sup>220</sup> Le seuil de pauvreté est fixé, par le *National Insurance Institute*, à 600 euros par mois et par personne. Ajoutons que 90% des sans domicile fixe israéliens sont des immigrants d'ex-URSS (soit plus de 1000 personnes), cf. l'article *Little Russia*, publié dans Ha'Aretz, version anglaise, du 12 mars 1999.

retranscrit à la fois les stratégies des immigrants mais aussi la charge émotionnelle sous-jacente à ces choix.

### II.3.1.1 L'entreprise de la dernière chance

Les ex-Soviétiques ont très durement ressenti le manque de valorisation de leur éducation et de leurs connaissances. Pour nombre d'entre eux, leur sous-emploi est devenu intolérable. Après être passés de stage de remise à niveau en stage de reconversion, de plus en plus d'immigrants ont vu dans la création d'entreprises l'unique solution à leurs difficultés d'insertion professionnelle. Pour une partie de ces nouveaux entrepreneurs, cette initiative a constitué l'ultime tentative d'intégration. Comme nous l'a confié Sacha, jeune moscovite de 28 ans, « après quatre années de galère en Israël, j'étais prêt à repartir en Russie ou à essayer d'émigrer au Canada au moment où j'ai rencontré Yossi qui m'a incité à tenter notre chance en ouvrant un restaurant ».

Inquiété par le potentiel de ré-émigration que pouvait susciter le sous-emploi et persuadé que l'entrepreneuriat était l'une des possibilités de freiner une éventuelle dynamique de départs, le gouvernement israélien a mis en place un réseau de Centres de promotion de petites entreprises (MATI) où les nouveaux immigrants se sont vu offrir des services de conseils à la création de commerces et des prêts avantageux (1/6 de la somme prêtée étant offert après trois années d'activité de l'entreprise, cf. encadré).

Ainsi, poussés par le désir d'améliorer leurs conditions de vie et de regagner leur statut social perdu, de nombreux ex-Soviétiques se sont lancés dans l'entrepreneuriat.

Les enquêtes menées à ce sujet ont montré que 28% des ex-Soviétiques se disaient intéressées par l'ouverture d'une entreprise, principalement chez les moins de 34 ans et plus particulièrement chez les hommes<sup>221</sup> [Naveh,1994:109]. Nos propres entretiens ont confirmé ces résultats.

L'histoire de Sacha et Yossi, âgés tous les deux de 28 ans, en est une parfaite illustration. Après avoir été employé notamment comme pompiste pendant trois ans alors qu'il était spécialisé dans la radio-électronique, Sacha a rencontré Yossi, originaire de Tbilissi et cuisinier de formation, et tous les deux, insatisfaits de leurs conditions de vie, ont décidé d'ouvrir ensemble un restaurant et, par ce choix, de prendre en main leur destin. Avec leurs économies et le soutien de leurs familles, ils se sont lancés dans cette entreprise. Leur idée n'était pas de s'engager dans une niche commerciale, en créant un restaurant russe, mais de proposer une cuisine européenne pour ouvrir leur porte à un maximum d'Israéliens. Toutefois, l'une de leurs principales stratégies commerciales a résidé dans l'utilisation des activités des nouveaux immigrants d'ex-URSS. En effet, plusieurs fois par mois, leur restaurant accueille des dîners d'affaires où de nouvelles compagnies, dirigées par de nouveaux entrepreneurs comme eux, présentent à une assemblée d'investisseurs israéliens leur activité. Par cette stratégie, ils ont réussi à se créer une clientèle diversifiée et à développer leur restaurant sans avoir à solliciter l'aide de l'Etat envers lequel ils se disent très méfiants.

Après deux années de travail, ils tirent un bilan assez positif car ils affichent une situation financière stable, malgré un inévitable endettement, et ils ont réussi à créer des emplois pour d'autres nouveaux immigrants. Comme pour de nombreux entrepreneurs ex-

---

<sup>221</sup> Les enquêtes menées par M. Lerner ont également montré que 37% des ex-Soviétiques employés en Israël se disent intéressés par la création de leur propre activité [1998 :101]

soviétiques, ce dernier point était un de leurs objectifs, confirmant ainsi le tournant opéré dans cette migration à savoir la réelle prise en main de leur destin par les immigrants eux-mêmes. En 1996, ils avaient six employés : quatre serveuses, un aide cuisinier et un plongeur, tous originaires de Leningrad et de Kaliningrad. Ils rêvent de développer leur affaire mais le coût de la location de leur local d'un montant de 2 000 euros par mois et la taxe locale (*Arnona*), 8 000 euros par an, limitent considérablement leurs ambitions. Néanmoins, comme l'a également souligné N. Gomelski dans ses propres travaux, si, comme de nombreux autres nouveaux entrepreneurs, Sacha et Yossi n'ont pas fait appel au *Mati* pour débiter leur projet, ils envisagent aujourd'hui de solliciter un prêt pour développer leur entreprise.

Le cas de Mikhaël est également exemplaire. Il témoigne de la capacité des ex-Soviétiques à croire en leur initiative. Arrivé de Leningrad en 1990 comme musicien, il passe deux ans avec comme seuls revenus de petits contrats dans différents orchestres. En août 1992, il décide de tout stopper car, comme il l'affirme, « sa vie était inacceptable ». Sur les conseils de son beau-père venu avec lui en Israël, il se décide à ouvrir sa propre entreprise. Pour cela, il se base sur l'idée qu'au niveau commercial, « seuls deux éléments sont indispensables : la médecine et la nourriture ». En août 1992, il opte pour le premier élément et décide de créer un service médical où il associe un service d'ambulance et une polyclinique (cf. encadré ci-contre). Il commence par ouvrir dans le sud du pays différents offices où il propose aux ex-Soviétiques notamment de souscrire à ses services en cas de problèmes. En recrutant des médecins d'ex-URSS<sup>222</sup> et des représentants pour accroître sa clientèle, il obtient rapidement un succès qui dépasse ses espérances.

En 1996, il reprend une seconde affaire à Jérusalem et se trouve alors, à la tête de deux entreprises employant quatre-vingt-huit personnes. Comme dans le cas précédent, sa réussite profite aux immigrants car la totalité soixante-huit personnes employées dans le sud du pays sont des ex-Soviétiques. Le succès fulgurant de cette entreprise tient au fait que Mikhaël fait partie de ces immigrants qui avaient profité de la détente sous la présidence de Gorbatchev pour s'essayer à l'entrepreneuriat. En effet, à Leningrad, il avait dirigé pendant quelques mois un studio d'enregistrement. Cette expérience lui avait permis de venir avec quelques fonds et surtout lui avait assuré la confiance d'une banque, qui lui avait consenti un prêt de 4 500 euros, et celle d'une fondation privée. Parmi les plus grandes réussites commerciales chez les immigrants ex-soviétiques d'origine ashkénaze, nombreuses sont celles qui ont en commun le fait d'être dirigées par des immigrants venus avec une expérience préalable. La connaissance de l'entreprise et la motivation impulsée par le refus d'une perte de statut social ont démultiplié les chances de réussite de ces nouveaux entrepreneurs. La question de l'expérience commerciale est encore plus prégnante chez les ex-Soviétiques d'origine non-ashkénaze. De longue tradition commerciale, ce groupe migrant a très rapidement intégré le réseau commercial israélien avec toutefois ses spécificités<sup>223</sup>. Il s'agit là de ce qu'il convient de nommer un « fonctionnement ethnique » de l'entrepreneuriat, une véritable mobilisation de savoir-faire. Eran Razin a rappelé cette différence de comportement face à l'entrepreneuriat chez les ex-Soviétiques en soulignant que si ces derniers sont globalement parmi les immigrants les moins concernés par ce type d'activité avec seulement 5,3% d'entrepreneurs contre 10,8% dans la population totale, il n'en demeure pas moins que

---

<sup>222</sup> La plupart des médecins recrutés par Mikhaël sont âgés de plus de 45 ans car il est très difficile pour eux d'intégrer, à cet âge, les services de l'Etat.

<sup>223</sup> Sur les différents groupes non-ashkénazes, cf. Chapitre Quatre. De plus, soulignons que les Juifs d'Odessa sont connus pour leur tradition marchande car nombre d'entre eux commerçaient avec Moscou.

les Juifs géorgiens présentent une proportion deux fois plus importante que dans l'ensemble des ex-Soviétiques (10,6%)<sup>224</sup>.

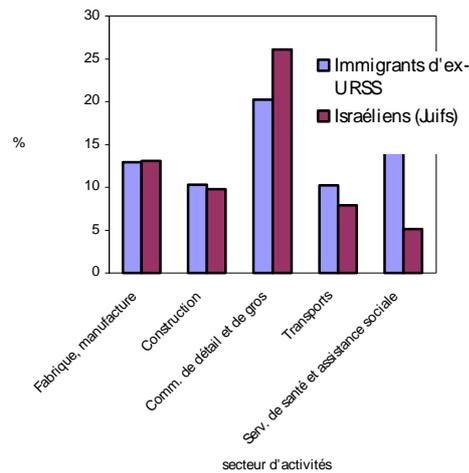
En effet, les communautés juives du Caucase et d'Asie Centrale ont également participé au développement de l'entrepreneuriat au sein du groupe migrant mais avec leur propre spécificité. Comme nous le confiait une immigrante sous la forme d'une anecdote, aujourd'hui à Jérusalem, les plus célèbres cordonniers sont des Juifs récemment immigrés du Caucase. Etant originaires d'espaces à dominante musulmane et de tradition marchande, héritage de leur situation antérieure sur les routes commerciales d'Orient, les Juifs géorgiens et d'Asie Centrale se sont consacrés à des activités liées au petit commerce. Pour exemple, nos entretiens ont révélé que certains d'entre eux ont opté pour une résidence dans la région d'Hébron car ils pouvaient ainsi établir des connexions avec les réseaux palestiniens et importer plus ou moins légalement des produits venus des pays arabes environnants. Parallèlement à ces activités, les Géorgiens contrôlent en partie le commerce de l'or et des bijoux à Tel Aviv ainsi que celui des vêtements de cuir. Ces spécialisations reposent principalement sur la forte cohésion sociale du groupe et sur les réseaux transnationaux qui en découlent. Des connexions commerciales très performantes semblent établies entre Tel Aviv, Munich, Berlin et de la 47<sup>th</sup> rue à New York, haut lieu des joailliers originaires du Boukhara. L'image plus ou moins illicite de ces activités n'est pas sans alimenter la rumeur publique concernant l'entrée de la mafia russe en Israël. Une unité spéciale de la police israélienne nommée « Yahbal » (*International Crime Unit*) vient d'être récemment créée pour lutter contre les réseaux transnationaux illicites de commerce et d'échange<sup>225</sup>.

---

<sup>224</sup> Cf. Eran Razin, 1999, "Immigrant Entrepreneurs from the Former USSR in Israel: Not the Traditional Enclave Economy", Draft prepared for a meeting of the thematic Network *Working on the Fringes*, sponsored by the European Commission under TSER Programme

<sup>225</sup> Cf. l'article *Little Russia*, publié dans Ha'Aretz, version anglaise, du 12 mars 1999.

Figure 15 -Principaux secteurs d'activités privilégiés par les nouveaux entrepreneurs originaires d'ex-URSS, immigrés entre 1989 et 1995, en comparaison des Israéliens (juifs uniquement)



Eran RAZIN, 1999, "Immigrant Entrepreneurs from the Former USSR in Israel: Not the Traditional Enclave Economy", Draft prepared for a meeting of the thematic Network "Working on the Fringes", sponsored by the European Commission under TSER Programme

Le secteur des services de santé constitue l'une des niches entrepreneuriales des immigrants d'ex-URSS. Comme le souligne les travaux d'Eran Razin, trois fois plus d'immigrants d'ex-URSS que d'Israéliens ont choisi ce secteur pour créer leur propre entreprise. Le commerce de détail et de gros reste néanmoins le premier secteur d'activités avec plus de 20% de ces nouveaux entrepreneurs.

Parallèlement à ces entrepreneurs motivés par le désir de quitter le sous-statut social dans lequel ils étaient depuis quelques années, d'autres initiatives commerciales se sont fait jour en prenant notamment comme appui la part de marché que représentait en elle-même la communauté ex-soviétique.

### II.3.1.2 La communauté ex-soviétique ou la genèse d'une niche entrepreneuriale

Le thème que représente la constitution d'une niche entrepreneuriale chez les ex-Soviétiques comporte deux aspects. En premier lieu, face au problème de l'emploi, de nombreux immigrants ont vu dans la masse migratoire que constituait l'*aliya* d'ex-URSS, la possibilité d'exercer des activités commerciales répondant spécifiquement aux besoins des immigrants. En second lieu, leur connaissance de l'ex-URSS a amené ces nouveaux entrepreneurs à s'orienter vers des activités commerciales tournées vers leur ancien pays d'origine, vaste espace en pleine ouverture économique.

L'histoire de Nathan, arrivé de Dnepropetrovsk (Ukraine) nous donne un parfait exemple de ce nouveau commerce ethnique en Israël. Accueilli dans un kibboutz avec sa femme, il rencontre à l'*oulpan* deux *olim* avec qui il élabore un projet de commerce alimentaire dédié aux ex-Soviétiques. Conscients que leurs coreligionnaires ont conservé un goût pour la nourriture russe et les sachant peu respectueux de la *Kashrut*<sup>226</sup>, ils se décidèrent à monter un réseau commercial avec les pays de l'Est afin d'importer différents produits alimentaires en Israël. Leurs premières importations étaient vendues sous le manteau avec comme moyens d'information le bouche à oreille et de petites annonces collées sur les arrêts de bus où étaient portés l'heure et le lieu de la vente. Pour mieux fidéliser la clientèle, ils demandaient aux acheteurs de laisser leur téléphone pour les avertir de la prochaine vente. Après six mois de ventes itinérantes et face au succès grandissant de leur entreprise, ils ont emprunté à la banque une somme minime avec laquelle ils ont pu louer un local. Loué pour une somme de 250 euros par mois, la pièce qui leur servait de dépôt-vente a été très vite remplacée par un premier magasin. Maintenant, Nathan est à la tête de cinq magasins (quatre à Jérusalem et un à Be'er Sheva). Ses réseaux de fournisseurs vont des pays de l'Est aux Etats-Unis en passant par la Turquie et il projette d'ouvrir un magasin à Moscou. Comme les autres nouveaux entrepreneurs, il a recruté de nombreux ex-Soviétiques mais, comme il le souligne, méfiant face aux gérants venus d'ex-URSS, il a préféré engager, pour suivre ses affaires, des ingénieurs, moins filous selon ses dires<sup>227</sup>.

Comme il l'affiche fièrement, son succès est en partie dû à l'extension de sa clientèle à toute la population israélienne : « Des Israéliens viennent acheter dans mon magasin car ils ont envie de déguster des produits non diffusés dans les autres commerces. Ce sont des non-religieux qui veulent manger des saucissons et des fruits de mer. Il y aussi des travailleurs roumains qui viennent s'approvisionner ». Le gouvernement, et principalement ses membres orthodoxes, n'ont pas vu du meilleur œil l'ouverture de ces alimentations. Après un débat national et le soutien des députés du parti *Israel Ba.Aliya*, la querelle avec les religieux est retombée. La loi impose à ces commerces de porter la mention « non kasher » à l'entrée du magasin. Selon Nathan, il y aurait, toutes tailles confondues, des centaines de commerces

---

<sup>226</sup> Les règles de la *Kashrut* interdisent notamment la consommation de porc et dans le monde aquatique, autorisent uniquement ce qui est pourvu d'écailles et de nageoires, d'où l'interdit concernant les crustacés et les fruits de mer.

<sup>227</sup> Nathan s'est donné comme priorité d'engager des ex-Soviétiques de plus de 45 ans, connaissant leurs difficultés pour obtenir un emploi.

comme le sien en Israël et l'ensemble des emplois concernerait environ 1 000 personnes (si l'on intègre les compagnies d'approvisionnement).

Parallèlement à ces commerces ethniques, de nombreux autres ont été créés par des nouveaux immigrants avec, pour activité, l'import-export de marchandises avec les états d'ex-URSS.

En 1996, *Courrier International* a reproduit un article intitulé « Les immigrants russes vivent le rêve israélien. Leurs liens avec l'ex-bloc soviétique font leur fortune »<sup>228</sup>. Ce titre résume parfaitement la situation de ces nouveaux *businessmen* et il nous a suffi d'assister au premier congrès de l'Association des Nouveaux Entrepreneurs, qui s'est tenue cette même année, dans un des plus luxueux hôtels de Tel Aviv, pour en être persuadé. Des centaines d'entreprises y présentaient leur activité parmi laquelle la légendaire société Urbis. Trois ingénieurs dans une firme informatique d'Ekaterinburg, sont devenus, après cinq années passées en Israël, responsables d'Urbis, une société d'export affichant un chiffre d'affaires annuel de 8 millions d'euros<sup>229</sup>. Grâce à leur connaissance des réseaux existants en Russie et en Ukraine notamment, ils distribuent dans ces deux Etats une variété de produits israéliens où en l'absence de véritables concurrents, ils ont pu assoir leur fortune. Cette niche entrepreneuriale constitue un tremplin certes réduit pour qui veut se lancer dans l'aventure de l'import-export mais elle n'en constitue pas moins, pour ceux qui ont su trouver le bon créneau commercial, une source de réussite professionnelle considérable.

Aujourd'hui, ces entrepreneurs, qui n'hésitent pas à signaler la présence de leurs produits par des drapeaux israéliens, devenus signe de qualité pour les consommateurs d'ex-URSS, sont des acteurs, non négligeables, de la croissance du commerce extérieur israélien. Que cela soit l'importation et l'exportation de produits alimentaires ou la seule importation d'appareillages électroniques, les nouveaux entrepreneurs issus de l'immigration participent de l'ouverture à l'Est européen de l'économie israélienne<sup>230</sup>. L'ensemble de ces dynamiques commerciales, impulsées en partie par les nouveaux immigrants a vu la valeur des échanges commerciaux centupler au cours des huit dernières années, notamment avec la Fédération de Russie et l'Ukraine, principaux bénéficiaires de ces échanges (cf. tableau 34). Au total, sur la seule année 1998 et pour l'ensemble de l'ex-URSS, la balance commerciale israélienne a affiché un bilan équilibré avec plus de 300 millions de dollars à l'import et à l'export. Ces résultats sont néanmoins modestes en comparaison du premier partenaire commercial d'Israël, l'Union Européenne.

---

<sup>228</sup> *Courrier International* n°299 du 25 au 31 juillet 1996.

<sup>229</sup> Voir notamment l'article de M. Sugarman qui leur est consacré dans le *Jerusalem Report* du 16 juin 1994 (ainsi que l'article de *Courrier International* cité ci-dessus)

<sup>230</sup> Soulignons que, de façon indirecte, le marché économique qui s'est ouvert à l'Est depuis 1989 est une source non négligeable d'emplois en Israël. Les entrepreneurs israéliens, inexpérimentés face aux règles et pratiques commerciales en vigueur en ex-URSS, ont dû recruter des traducteurs et des consultants commerciaux dans les rangs des immigrés.

Tableau 34 - Imports/Exports entre Israël et l'ex-URSS, l'Union Européenne, les Etats-Unis, la France et la Turquie (1993, 1997, 1998 ; millions de \$)

Pays	1 993		1997		1998		Variation 1993-1998 (%)	
	Exports Total	Imports Total	Exports Total	Imports Total	Exports Total	Imports Total	Exports Total	Imports Total
Grand Total	14 825	20 482	22 503	29 026	23 282	27 470	57	34
Arménie	-	-	0	0	2	0	-	-
Azerbaïdjan	-	-	3	0	3	0	-	-
Biélorussie	-	-	8	0	7	0	-	-
Estonie	-	-	4	0	3	0	-	-
Fédération de Russie	119	56	253	159	185	226	56	306
Géorgie	-	-	15	0	3	0	-	-
Kazakhstan	36	0	10	0	12	2	-66	-
Lettonie	-	-	21	2	29	2	-	-
Lituanie	-	-	4	2	5	4	-	-
Moldavie	-	-	4	4	3	1	-	-
Ouzbékistan	-	-	18	1	10	1	-	-
Tadjikistan	-	-	0	0	1	0	-	-
Turkménistan	-	-	2	0	1	0	-	-
Ukraine	22	9	73	43	54	77	140	776
Ex-URSS- Total	176	64	414	211	318	314	80	387
Union Européenne	4 397	10 043	6 773	14 800	7 186	13 335	63	33
Etats-Unis	4 622	3 643	7 213	5 445	8 260	5 386	79	48
France	576	858	613	1 100	676	1 126	17	31
Turquie	135	92	257	355	285	443	111	382

Source: Statistical Abstract of Israel 1995, Monthly Bulletin of Statistics, 01-99, Jerusalem: Central Bureau of Statistics

### II.3.1.3 L'entreprise entre rêve et réalité

Par ce dernier type d'entrepreneurs, notre démarche s'attache non pas seulement à présenter une stratégie d'intégration, comme dans les deux cas, mais aussi à souligner un sentiment. Comme dans chaque migration, comme pour chaque migrant qui quitte son univers familial, relationnel, voire identitaire, parmi l'éventail des motivations au départ se place le désir de se réaliser dans la migration et se profile la part du rêve. Une envie, un souhait de réussite à la fois pour mieux repousser le doute du départ, et pour prendre une « revanche » sur le passé. Notre rencontre avec une immigrante venue de Moscou, nous a fait ressentir la pertinence d'une telle sensation au cœur des motivations de certains ex-Soviétiques.

Dina, âgée d'une quarantaine d'années a immigré en 1991. Poussée par une inquiétude du futur, elle est venue avec son mari, ses enfants et ses parents directement à Jérusalem car des amis les y avaient précédés. Dans les premières années de son arrivée, son parcours ne s'est malheureusement pas distingué de celui de nombreuses autres immigrantes. A un emploi d'agent d'entretien, occupé pendant neuf mois, ont succédé deux années d'aide à domicile. Cette situation lui était difficilement acceptable après avoir pendant des années professé et dirigé un orphelinat à Moscou. Comme dans les précédents exemples, elle a vu dans l'aventure de l'entrepreneuriat, la seule échappatoire à sa perte de statut social. Ainsi, tout en poursuivant son activité, elle s'est inscrite à un cours privé de marketing, management et communications. Après avoir déboursé les quelques 2 000 euros de sa formation, elle a investi le reste de ses économies pour ouvrir un commerce. Dina n'a pas hésité un instant quant à l'activité qu'elle allait exercer. Dans son enfance moscovite, elle avait fréquenté les bancs d'une école d'Art où elle avait étudié la peinture et le dessin. Malgré son talent, elle n'avait pas obtenu de place pour poursuivre dans cette voie. L'opportunité créée par la migration a donc été l'occasion de réparer cette déception passée.

Après avoir trouvé un local au cœur de Jérusalem, mais un peu en retrait des grandes artères commerciales, elle a ouvert son activité qui consiste en l'exposition d'artistes venus d'ex-URSS et sur chacune des ventes, elle prélève un pourcentage. Considérée comme l'unique galerie d'Art de ce genre, Dina connaît un certain succès. Comme pour les autres entrepreneurs, sa réussite a été l'occasion d'offrir des emplois à de nouveaux immigrants. Trois emplois de vendeuse ont donc été créés. Parallèlement Dina a cherché à diversifier son activité et c'est, une fois encore, en ex-URSS qu'elle a trouvé son idée. Par l'intermédiaire de deux nouveaux immigrants spécialisés dans l'import-export avec l'ex-URSS, elle a débuté un commerce de bijoux et notamment d'argent « Koubatchi ».

La présence de l'intelligentsia russe a été, pour Dina, l'occasion d'une autre stratégie commerciale visant à accroître et renforcer le cercle de sa clientèle. Lors d'un bref contrat dans une librairie, elle a découvert que certains magasins comprenaient un guichet où se vendaient des places pour des concerts et autres activités culturelles. Dès l'ouverture de son magasin, elle a intégré cette pratique en se basant sur l'idée que l'importante production culturelle des ex-Soviétiques lui fournirait le moyen d'attirer de potentiels clients dans son magasin. Ainsi, elle a engagé une jeune femme venue de Russie pour tenir la billetterie des spectacles produits par les *intelligentsys*. Attirés par les concerts, pièces de théâtre et spectacles de danse qui se multiplient dans Jérusalem, des hiérosolymitains de toutes origines ont découvert son magasin. Le succès de cette billetterie est tel que sa responsable, nous a confié qu'elle préférerait conserver cet emploi que de chercher un poste d'enseignant en Israël. Ancienne professeur d'anglais et de russe, repoussée par les difficultés d'entrée dans l'enseignement israélien et déçue par la « faiblesse du niveau des élèves », elle souligne que côtoyer chaque jour des *intelhyentis* et des passionnés de culture lui assure une bien meilleure intégration que toute autre activité.

Quand Dina prend le temps de regarder le chemin parcouru, elle semble satisfaite et confiante même si, à chaque fin de mois, elle s'inquiète de savoir si elle pourra verser les 1 500 euros de location du pas de porte et l'Arnona, la « redoutée taxe municipale » (2 500 euros par an). Au delà des questions financières, Dina perçoit son activité comme le moyen d'accroître la révolution artistique qui s'opère en Israël. En 1996, symboliquement, la Knesset a accueilli une exposition d'artistes venus d'ex-URSS ; Dina, elle, chaque jour, poursuit sa « philosophie du business construite sur le désir de faire jaillir l'Art d'ex-URSS en Israël ». Comme elle le souligne, dans les années à venir, l'art d'Israël sera empreint des influences russes. La plus prestigieuse Académie des Arts du pays, la célèbre Bezalel, comprend aujourd'hui 70% de nouveaux immigrants.

Dans cette migration, Dina a réalisé son rêve en renouant avec l'art et, peut être, contre toute attente, intègre une notion qui n'avait vraisemblablement pas cours en ex-URSS, mais qui se fait très présente en Israël, celle de marché. Dina projette en effet d'ouvrir un second magasin...

Profitons de cet exemple pour souligner que l'*aliya* a été l'occasion, pour de nombreuses immigrantes venues des ex-républiques orientales, d'une véritable libéralisation de la condition féminine. Lors de nos entretiens avec Rivka, une jeune femme arrivée d'Asie centrale, nous avons nettement ressenti l'épanouissement social qu'a constitué la migration : « Moi, je viens d'une société juive traditionnelle, en faisant mon *aliya*, je viens pour découvrir le monde occidental et sortir de mon milieu d'origine. Je suis une jeune femme et j'ai envie de vivre pleinement. Ici, je ne peux me résoudre à être une « juive parfaite » respectant la tradition et la religion. Pour l'instant, je deviens une israélienne, une « femme juive » on verra plus

tard ». Par ces mots Rivka a souligné son désir, presque instinctif, de se libérer du poids de la cellule familiale. Pour Rivka, comme pour de nombreuses autres immigrantes, la migration a été suivie d'un divorce et a véritablement signifié un nouveau départ dans sa vie<sup>231</sup>.

### II.3.2 La création d'entreprises chez les scientifiques, une forme assistée d'entrepreneuriat

Le chômage qui, dès les premières heures de l'immigration d'ex-URSS, a frappé les scientifiques a été perçu comme un échec de la politique d'intégration. Comme nous l'avons précédemment souligné, Israël concevait l'immigration comme une source de croissance économique de première importance et la non exploitation des connaissances et des savoir-faire amenés par cette immigration était intolérable. Face à cette situation, l'Etat a développé une politique d'incitation au développement d'innovations technologiques afin de valoriser le savoir des scientifiques venus d'ex-URSS. Cette initiative a consisté entre autres en la création d'*Incubators (Ramamot)*<sup>232</sup>, véritables pépinières d'entreprises technologiques, financées par l'Etat et les administrations publiques locales, avec pour but d'aboutir à la commercialisation de brevets technologiques de pointe à travers des accords de *joint-ventures* notamment. Il s'agissait d'une poursuite de l'ouverture du pays à la création d'entreprises. Au début des années quatre-vingt, le gouvernement israélien (avec l'aide d'investisseurs privés) avait tenté de développer ce type de pépinières technologiques en Galilée. Cette initiative, comme celles soutenues par l'Agence juive dans le cadre du projet *Renouveau*<sup>233</sup>, poursuivait -avant tout- l'idée de relancer la politique de déconcentration des espaces centraux du pays [Razin, 1994:156]. Ainsi, en 1991, pressé par la demande sociale née de la vague migratoire, Israël a relancé ce projet en créant 26 pépinières technologiques dans tout le pays, principalement dans les espaces de développement, ainsi que dans les colonies de Cisjordanie comme Ariel.

Le but a donc été d'apporter aux entrepreneurs technologiques un soutien financier et logistique au cours des premières étapes de leur entreprise. Les pépinières, qui peuvent accueillir entre dix et quinze projets simultanément, procurent aux scientifiques une assistance dans différents domaines : d'applicabilité technologique et marketing de leur projet pour établir leur plan de R&D (*Research & Development*) ; de financement ; de recrutement de l'équipe R&D ; de supervision du projet (technique et administrative).

Chaque projet reçoit un financement supporté à 85% par l'Etat, pour un montant qui peut s'élever au maximum à 150 000 euros pour une année ou 300 000 d'euros pour deux années. Poursuivant son but premier, l'Etat demande que chaque équipe soit constituée d'au moins 50% de nouveaux immigrants. Durant la période au sein de l'*incubator*, les scientifiques et les techniciens élaborent leur prototype qui servira à l'appel à commercialisation dans différents champs d'activités (principalement l'électronique et la chimie). Si le projet se

---

<sup>231</sup> Sur cette question, voir notamment l'article de Yossi Klein Halevi, « Tiger Women. The men are miserable, but immigration to Israel is liberating Bukharan wives and mothers », *Jerusalem Report*, April 20, 1995.

<sup>232</sup> Soulignons qu'un autre programme intitulé *Bashan* a été lancé parallèlement aux *Incubators*. L'entrée des scientifiques d'ex-URSS dans le monde de l'entreprise a fait l'objet de nombreux articles dans la presse israélienne, nous donnons ici deux références qui montrent la mise en valeur de ce thème à partir de 1994 : « Making it all add up. Sixteen world-class former Soviet mathematicians prove applied math is good business », *The Jerusalem report*, September 22, 1994 ; « Brain power. Russian immigrant scientists look for commercial outlets for their inventions », *The Jerusalem Post magazine*, October 25, 1996.

<sup>233</sup> Développé en 1980, ce projet a poursuivi le but de développer les espaces périphériques d'Israël et ceux socialement défavorisés par un programme de jumelage avec différentes communautés juives de la diaspora, celles-ci étant sensées se mobiliser pour rassembler des fonds de soutien aux projets de développement. Depuis 1995, ce projet a évolué vers une forme qui ne se limite plus à un simple assistantat et a été nommé *Partenariat 2000* (cf. Chapitre Sept).

concrétise, l'Etat sera remboursé de son financement initial par l'octroi de royalties sur la vente du produit breveté.

Au delà de cette rétribution, le bénéfice pour le pays prend la forme d'un accord commercial qui oblige à la production, en Israël même, de toute nouvelle technologie développée au sein des *incubators*. Le couple immigration de qualifiés et développement économique prend ainsi une valeur non négligeable en Israël. Le pays bénéficie, au niveau économique, de l'accueil des savoir-faire des ex-Soviétiques et, en termes d'aménagement, d'une dynamique d'extension des aires industrielles initiée par la géographie des *incubators*.

La croissance du budget annuel alloué aux *incubators* témoigne de l'importance que revêt aujourd'hui pour l'Etat le programme des pépinières technologiques. Sur la décennie quatre-vingt-dix, la multiplication par trente du budget initial (5 millions de Frs en 1991) s'explique par le succès des pépinières. Les premiers résultats montrent en effet que sur les 338 projets financés par les *incubators* depuis 1991, 187 (soit 55%) sont aujourd'hui autonomes dont 134 ont trouvé le soutien d'investisseurs à hauteur de 40 000 à 7,5 millions d'euros. La totalité des investissements obtenus pour l'ensemble des projets technologiques s'élève à environ 70 millions d'euros.

En plus de ce succès financier, le but premier qu'était l'insertion professionnelle des scientifiques d'ex-URSS obtient de bons résultats. Sur l'ensemble des projets qui ont quitté les *incubators* avec succès, plus de 850 professionnels sont maintenant employés pour mener à bien la commercialisation et une large partie d'entre eux sont des nouveaux immigrants. Parallèlement, sur les 200 projets qui étaient encore en voie de développement au sein des pépinières, la moitié étaient à l'initiative de nouveaux immigrants et, sur les 750 professionnels qui y participaient, environ 70% était des *olim* dont une très grande majorité de titulaires de doctorats.

Le bilan semble donc des plus optimistes car, comme dans les précédents cas d'entrepreneurs, la réussite d'un projet sous-entend l'emploi de nouveaux immigrants pour soutenir la production et sur le plan national, ces succès de haut niveau scientifique contribuent à la renommée d'Israël en matière d'avancées technologiques. Il s'agit donc, dans le schéma de pensée israélien, d'une « intégration idéale ».

Depuis ces dernières années, ces initiatives entrepreneuriales ne cessent de se multiplier avec d'autant plus d'ardeur que, comme nous l'avons souligné, les nouveaux immigrants arrivent avec un pécule plus important qu'au début des années 90, du fait de la promulgation de lois sur la propriété en ex-URSS depuis 1993. A la fin de la décennie quatre-vingt-dix, ils étaient plus de 7 000 ex-Soviétiques à avoir franchi le pas<sup>234</sup>. Pour la seule année 1998, les ex-Soviétiques ont créé 900 nouvelles entreprises<sup>235</sup>. Ces trajectoires professionnelles témoignent d'une réussite sociale que de plus en plus de d'ex-Soviétiques partagent et, même si cela ne signifie pas pour autant, que leur intégration est réussie, cela y participe nécessairement.

---

<sup>234</sup> Jerusalem Report, 25 décembre 1997. Sur cette question, cf. notamment l'étude de Gomelski N. et al. (1995), *Entrepreneurial theory and practice : immigrant opportunities*, Haïfa : Technion, Th S. Neaman Institute, 91p.

<sup>235</sup> On soulignera que le choix d'insertion professionnelle que constitue la création d'entreprise a été plus prononcé chez les ex-Soviétiques immigrés depuis 1990 aux Etats-Unis. Sur ce thème, on pourra notamment consulter l'étude de Marilyn Halter sur la ville de Boston où elle souligne la très forte participation des femmes à l'entrepreneuriat (50% des créations) [1995 :51-53]. Plus globalement, voir les travaux de S. Gold et Fran Markowitz (cf. bibliographie).

En termes économiques, les résultats obtenus sont assez flatteurs. Les chiffres du chômage montre que la situation des ex-Soviétiques tend à se rapprocher de celle de la population active totale. Au dernier trimestre de 1998, les immigrants arrivés entre 1990 et 1991 présentaient un taux de chômage de 8,8% pour 8,6% dans l'ensemble des actifs. Le temps est, comme dans de nombreux cas, l'atout principal de l'intégration professionnelle : les immigrants de 1992-1993 affichant un taux de chômage supérieur de près de 2% à celui de leurs prédécesseurs mais de 9% inférieur à ceux arrivés en 1996. Cette entrée dans l'emploi s'est certes faite au prix d'une sévère perte de statut social, mais quelles étaient les solutions dont disposait Israël pour enrayer cette « dynamique » ? Comment ce pays pouvait-il offrir des emplois à leur niveau de qualification aux milliers d'ingénieurs ou aux 14 000 médecins ex-soviétiques alors qu'il est l'un des plus médicalisés au monde ? Le paradoxe de cette immigration a donc résidé dans la surqualification des immigrants<sup>236</sup>. Nous sommes ici face à un cas exceptionnel où la libre immigration, raison d'être de l'Etat, apparaît aujourd'hui, en décalage avec les impératifs économiques d'un pays développé. En cela Israël demeure un cas d'école dans l'analyse du rapport entre idéologie politique et réalité économique.

Certains immigrants ex-Soviétiques n'ont toutefois pas accepté leur perte de statut et ont choisi de retourner en ex-URSS ou de réémigrer vers les Etats-Unis et le Canada. Les sources officielles font état de 35 000 départs soit près de 5% du volume global de l'*aliya*. Nous formulerons l'hypothèse que la politique d'incitation à l'acquisition de logement a eu pour effet de « sédentariser » les immigrants et a vraisemblablement limité les tentations d'une réémigration.

Néanmoins, comme l'a souligné Anne de Tinguy, « il n'en reste pas moins que, globalement, les Russes ont trouvé leur place dans le marché » [1998 :7]. Soulignons cependant que l'étroitesse du champ d'insertion professionnelle a fait naître la tentation d'un repli communautaire chez les ex-Soviétiques. La perte de statut social a eu un double effet : en premier lieu, une dynamique endogène, impulsée par la sous-valorisation de leurs compétences, a conforté le groupe migrant dans une logique de communautarisation, et, en second lieu, les ex-Soviétiques se sont montrés offensifs, en puisant leur force dans leur communautarisme. L'autonomie qu'ils ont acquise s'est révélée notamment sur la scène politique à travers l'émergence du parti *Israel ba-Aliya* et le militantisme du *Forum Sioniste*.

L'occurrence de ces changements dans les rapports des ex-Soviétiques à la société d'accueil a été très nettement perceptible dans le contexte de l'analyse comparée des logiques d'Etat et des logiques de groupes.

---

<sup>236</sup> Il faut également souligner le fait qu'une certaine sur-valorisation de leurs qualifications a pu être opérée par les immigrants, ce qui n'a pas été sans effet sur les statistiques de qualifications.

## **CHAPITRE SIX – RESIDENCE ET PRATIQUES DE L'ESPACE. UNE CONVERGENCE D'INTERETS ENTRE LOGIQUES D'ETAT ET LOGIQUES DES MIGRANTS**

Les éléments de conclusion avancés dans le précédent chapitre conduisent notre analyse vers une nécessaire géographie des immigrants d'ex-URSS en Israël. Que ce soient les difficultés d'intégration socio-économique, les choix personnels des immigrants ou les priorités de l'Etat, chacune de ces variables a contribué à dessiner une géographie de la répartition spatiale des ex-Soviétiques en Israël où transparaissent les logiques qui ont présidé à ces choix de résidence.

Thème central de ce chapitre, l'analyse des logiques de résidence doit être réalisée en deux temps. En premier lieu, l'esquisse de la géographie des ex-Soviétiques aux différentes échelles administratives doit nous assurer une connaissance globale de leur répartition. Une fois ce préliminaire réalisé, il nous appartiendra de lire cette géographie en prenant comme clef de lecture les logiques d'insertion des migrants qui ont tissé cette organisation spatiale. En second lieu, en replaçant ces logiques dans leur contexte géostratégique grâce à la typologie des pratiques de l'espace des Juifs ex-soviétiques élaborée, à la fois par l'étude quantitative des données du Ministère de l'Intégration et par le travail de terrain mené en Israël au cours des dernières années, nous produirons des éléments de conclusions sur les interactions entre logiques de groupes et logiques d'Etat par la mise en évidence des convergences et divergences des perceptions et pratiques de l'espace chez ces deux acteurs de la scène socio-politique israélienne des années quatre-vingt-dix.

### **I FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET FILIERES MIGRATOIRES**

Esquisser la géographie de l'immigration d'ex-URSS en Israël est une entreprise nécessaire car décrire les localisations préférentielles des immigrants revient à comprendre leurs stratégies d'intégration, à mettre en évidence leur perception de la réalité socio-économique du pays. Entamons donc notre étude des localisations en privilégiant une macro-lecture par l'analyse de la répartition des ex-Soviétiques à l'échelle des districts et sous-districts du pays.

#### **I.1 Analyse de la répartition spatiale de l'immigration d'ex-URSS**

A cette échelle, les données disponibles permettent de dégager différents éléments d'analyse remarquables. En premier lieu, la population immigrante s'est principalement dirigée vers les districts les plus densément peuplés du pays. Le district Centre et celui de Tel Aviv ont accueilli plus de 245 000 ex-Soviétiques, soit 38,7% du flux total (cf. Tableau 35).

Tableau 35 - Population immigrée d'ex-URSS et parts dans la population d'Israël (1997)

Chapitre six

Districts	Population immigrée d'ex-URSS	Population totale d'Israël	Part des immigrés d'ex-URSS dans la population totale	Population juive totale	Part des immigrés d'ex-URSS dans la population totale
Nord	91 650	1 001 800	9,1	482 300	19,0
Haïfa	116 833	774 900	15,1	589 900	19,8
Centre	130 740	1 307 800	10,0	1 182 800	11,1
Tel Aviv	118 045	1 140 000	10,4	1 102 300	10,7
Jérusalem	33 131	701 700	4,7	501 000	6,6
Sud	162 025	813 400	19,9	685 400	23,6
Territoires occupés	10 876	160 200	6,8	157 800	6,9
TOTAL	663 300	5 899 800	11,2	4 701 500	14,1

Source: Immigrant population from Former USSR 1995, Demographic trends, CBS, Jerusalem, 1998, p.14; Monthly bulletin of statistics, CBS, Jerusalem, 1999.

Sans entrer dès à présent dans l'analyse des choix de résidence, précisons que de tels comportements spatiaux étaient prévisibles du fait de la très forte proportion de Juifs issus des grandes villes d'ex-URSS dans cette migration (cf. Chapitre Quatre). Leur " culture urbaine " les a naturellement amenés à opter pour les districts où sont localisées les plus grandes cités d'Israël. Dans cette logique, le district de Haïfa a vu immigrer plus de 100 000 ex-Soviétiques. A contrario, le district de Jérusalem, malgré le fait que la ville de Jérusalem soit la plus importante du pays<sup>237</sup>, n'a regroupé que 33 131 ex-Soviétiques. Une explication à ce manque d'attraction pour ce district tient, selon l'avis partagé par de nombreux responsables locaux, dans la faiblesse de la motivation idéologique de cette migration. Trop longtemps coupés de leurs racines juives et de l'idéologie sioniste, Jérusalem ne représente plus pour les Juifs ex-soviétiques un symbole aussi fort que dans les années soixante et soixante-dix, celles des *Refuzniks* (cf. Chapitre Deux). Comme le suggère le Tableau 36, au fil de ces années d'isolement, à la Jérusalem mythique s'est progressivement substituée la Tel Aviv moderne, archétype de la ville occidentale prospère....

En second lieu, au-delà de ces choix de résidence que nous qualifierons de prévisibles, le point le plus remarquable dans cette lecture de la répartition des Juifs d'ex-URSS en Israël est constitué par le district Sud.

Tableau 36 - Comparaison de la répartition spatiale des vagues migratoires d'ex-URSS 1970-1983 et 1990-1997, par districts

<sup>237</sup> La population de Jérusalem était de 622 100 habitants fin 1997, contre 348 600 pour Tel Aviv, 264 300 pour Haïfa et 160 400 pour Beer Sheva.

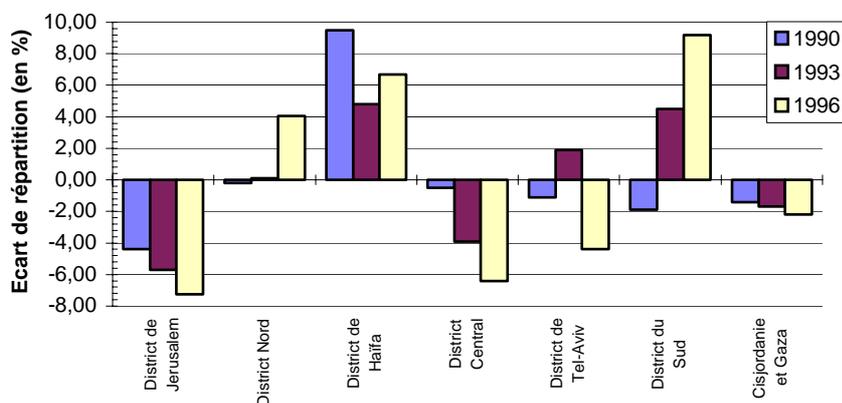
Districts et territoires occupés:	1970-1983	1990-1997	Ecart entre de répartition entre les deux vagues migratoires
District de Jérusalem	7,00	5,28	-1,73
District Nord	10,70	12,21	1,51
District de Haïfa	20,30	18,34	-1,96
District Central	23,70	20,10	-3,60
District de Tel-Aviv	17,90	23,56	5,66
District du Sud	20,10	18,98	-1,13
Cisjordanie et Gaza	0,15	0,96	0,81

note: pour 1970-1983, données calculées uniquement sur la population âgée de 18 ans et plus

Source : Central Bureau of Statistics, Jérusalem.

Fin 1997, comme le souligne le Tableau 35, ce district rassemble le plus fort contingent d'ex-Soviétiques avec 162 000 immigrants. L'évolution de la répartition du flux d'ex-URSS par district au fil des années 1990-1996, en regard de la population juive totale du pays, confirme l'idée d'un renforcement du " pouvoir d'attraction " du district Sud sur les ex-Soviétiques : si, en 1990, les immigrants y étaient sous-représentés par rapport à la population juive du district (-1,90%), leur part était de 9 points supérieurs en 1996 (cf. figure 16).

Figure 16 - Evolution de la part des ex-Soviétiques en regard de la population juive totale, par district (1990, 1993, 1996)



source: d'après les données fournies par le CBS, Jérusalem

Il s'agit d'un premier résultat fort intéressant car ce district, essentiellement désertique, a toujours constitué pour l'Etat, l'un des espaces prioritaires en termes de développement démographique. Comme nous le verrons plus en avant, notre question sur la convergence d'intérêts entre logiques d'Etat et logiques de migrants prend dans cet espace une valeur de première importance. C'est également le cas avec le district Nord, même si le contingent d'ex-Soviétiques n'y est pas aussi élevé que dans celui du Sud (90 000 immigrants)- ; il n'en demeure pas moins que cet apport de population constitue un atout géostratégique majeur dans la politique de maîtrise territoriale en Galilée.

L'analyse de la géographie des ex-Soviétiques procure donc, à cette échelle, de premiers résultats qui soulignent l'impact de cette vague migratoire en Israël puisqu'en 1997 ces « nouveaux Israéliens » constituaient déjà près d'un quart de la population du district Sud (23,6%, cf. Tableau 35) et près de 20% des districts de Haïfa et du Nord. De plus, même si nous reviendrons par la suite sur ce point, soulignons dès maintenant que les ex-Soviétiques constituent près de 7% de la population des Territoires occupés.

L'observation de la répartition de cette population, à l'échelle des sous-districts (en 1995), nous procure un supplément d'informations sur cette géographie des ex-Soviétiques dans la mesure où l'on y discerne nettement le pouvoir d'attraction des grandes conurbations d'Israël. Les sous-districts de Sharon, Petah Tiqwa et Rehovot<sup>238</sup> en périphérie de Tel Aviv, font, en effet, jeu égal avec le district de Jérusalem en accueillant respectivement, 27 100, 31 600 et 33 400 ex-Soviétiques contre 28 600 pour ce dernier. Des espaces moins centraux comme le sous-district d'Ashqelon, dans le district Sud, ont également largement profité, en plus de l'attraction des villes d'Ashqelon et de Ashdod qui le structurent, de l'aire d'influence de Tel Aviv dans le choix de résidence des ex-Soviétiques. L'influence des grandes localités d'Israël sur la répartition spatiale des immigrants est également attestée par l'importance des ex-Soviétiques dans le sous-district d'Acre (Akko) où plus de 31 000 ont choisi de résider. Le

<sup>238</sup> Ces trois sous-districts constituent avec celui de Ramla, le district Centre.

bassin d'emplois constitué par la conurbation de Haïfa est ici l'une des premières motivations qui président à ce choix de résidence.

Comme nous le soulignerons plus en avant, dans le cas des sous-districts d'Ashqelon et d'Acre, l'impact démographique est, une fois encore considérable, car les ex-Soviétiques représentent plus d'un cinquième de la population totale (23,1% et 20,3%).

Nos premières hypothèses concernant l'attrait des centralités urbaines d'Israël dans les choix de résidence des ex-Soviétiques sont confirmées par la lecture de cette géographie à travers les types de localités privilégiées par les immigrants. Leur forte " culture urbaine " les a fait renoncer à toute installation dans les localités rurales, notamment dans les kibboutz: seul 0,6% d'entre-eux ont opté pour ce type de résidence (2,8% dans l'ensemble de la population juive), pourtant pensé comme un espace d'accueil à part entière dans les premières heures de l'immigration.

Les ex-Soviétiques se démarquent également du reste de la population juive en " délaissant " -comme nous l'avions évoqué précédemment-, Jérusalem au profit de Haïfa mais aussi des villes de 50 000 à 100 000 et surtout de 20 000 à 50 000 habitants (cf. Figure 17). Proportionnellement, la part des ex-Soviétiques est, respectivement, de 6,6 et 5,6 points supérieure à celle de la population totale dans ces deux types de localités. De tels choix préférentiels résultent de la perception du territoire chez les ex-Soviétiques qui, envisagée à la lumière de la politique d'intégration d'Israël, leur offrait une vision duale du pays : soit une résidence dans les cœurs urbains d'Israël à un prix élevé et des possibilités d'emplois optimales, soit une résidence en périphérie des centralités urbaines à un coût moindre mais au risque de l'inactivité.

La géographie que nous décrivons ici à l'échelle de la répartition selon le type de localités soulève en partie cette question à laquelle nous répondrons dans nos travaux sur les logiques de migrants. Poursuivons notre lecture à l'échelle urbaine de l'immigration.

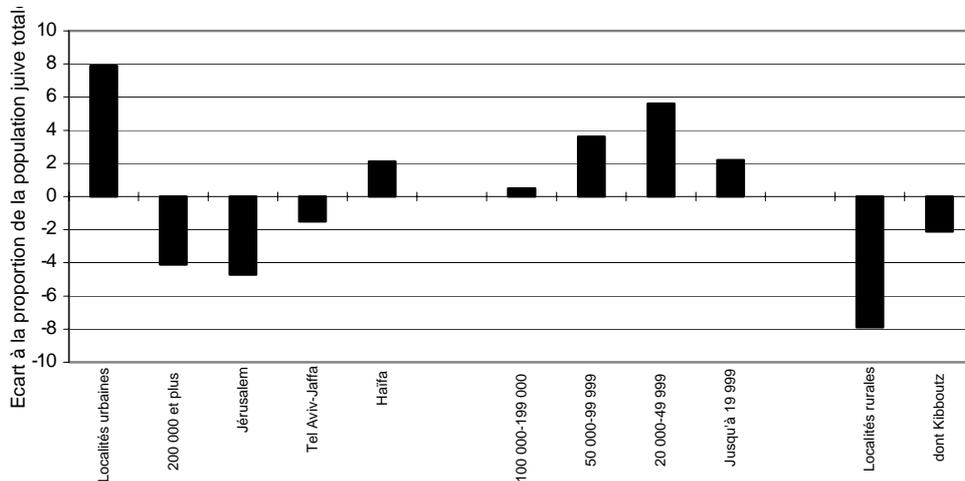
Les données fournies par le Ministère de l'immigration révèlent l'impact des choix de résidence sur la structure démographique des villes d'accueil. Le tableau 37 et la carte 4 présentent une sélection des villes qui ont été le plus concernées par la vague migratoire depuis 1989<sup>239</sup>. Du fait de l'ampleur de l'immigration d'ex-URSS, ces localités présentent toutes une immigration composée au minimum à plus de 85% d'ex-Soviétiques. Seules véritables exceptions : Jérusalem (61%), comme nous le soulignons précédemment, et Bet Shemesh (75%), cette dernière ayant connu une forte immigration éthiopienne. Pour ce qui est des autres localités, les proportions d'ex-Soviétiques confirment l'incroyable impact de cette migration pour Israël comme en témoigne l'exemple de Nazareth Illith où les 19 300 ex-Soviétiques qui ont choisi d'y résider représentaient 40% de la population totale en 1997.

Dans des villes plus modestes comme Dimona, Ma'alot Tarshiha, Sderot, ou encore Or Aqiva où l'immigration a été composée à 99% par des ex-Soviétiques (cf. tableau 37 et carte 4), le sentiment d'une véritable russification est indéniable. Il suffit d'arpenter les rues de ces cités pour percevoir la présence " russe ". L'ampleur de la vague migratoire est telle que des villes d'importance non négligeable comme Ashdod et Ashqelon (respectivement 128 400 et 84 200, fin 1995) possèdent des structures démographiques composées pour près d'un quart d'ex-Soviétiques.

---

<sup>239</sup> Pour une vision plus complète de la géographie des immigrants d'ex-URSS, voir carte en Annexe 19.

Figure 17 - Répartition de la population immigrante d'ex-URSS entrée entre 1989 et 1995, en regard de celle de la population totale, selon le type de localités (%)



Source: Immigrant population from Former USSR 1995, Demographic trends, CBS, Jerusalem, 1998, p.15

Avant de conclure sur cette géographie urbaine des immigrants d'ex-URSS en Israël, soulignons que, *a contrario*, certaines localités n'ont presque pas été intéressées par cette immigration (cf. tableau 38). Trois hypothèses peuvent être énoncées pour expliquer le manque d'intérêt des ex-Soviétiques pour ces localités : *primo*, pour les localités de la conurbation de Tel Aviv, l'absence de logements disponibles (coût trop élevé, pas d'opérations de constructions de logements publics, etc.) peut constituer une première explication ; *secundo*, certaines de ces localités sont véritablement excentrées, c'est le cas notamment de Bet Shean ; *tertio*, "l'essence sociale" de la localité ne permet pas l'installation de tous les ex-Soviétiques, c'est le cas de Bnei Braq, la ville des "hommes en noir". Foyer orthodoxe par excellence, seule la frange traditionaliste des immigrants peut choisir de s'y installer (environ 1% des migrants).

Plus globalement, la compréhension de la géographie des ex-Soviétiques réside dans la mise en évidence des logiques socio-économiques et des filières migratoires qui structurent le flux ce que nous allons tenter de faire dans notre essai de typologie des logiques socio-spatiales.

Tableau 37 - Villes ayant reçu 5 000 immigrants et plus sur la période 1989-1997<sup>240</sup> et part des immigrants d'ex-URSS dans l'ensemble de la population immigrante (%)

	Immigrants - Total	Immigrants d'ex-URSS	Part des immigrants d'ex-URSS dans l'immigration totale
Total	821 000	692 400	84
Haïfa	55 700	49 700	89
Ashdod	49 900	44 200	89
Jérusalem	45 200	27 700	61
Be'er Sheva	44 800	40 900	91
Netanya	38 100	31 100	82
Bat Yam	33 400	30 200	90
Ashkelon	29 300	25 400	87
Nazareth Illith	20 400	19 300	95
Hadera	19 700	16 700	85
Kiryat Gat	15 700	14 400	92
Karmiel	14 400	13 000	90
Lod	14 100	12 700	90
Ramle	13 300	11 500	86
Kyriat Yam	13 100	11 900	91
Afula	10 500	9 100	87
Sdérot	8 100	7 800	96
Arad	8 100	7 300	90
Or Akiva	7 200	7 100	99
Dimona	7 200	6 900	96
Ma'alot Tarshiha	7 000	6 700	96
Ofakim	6 900	6 300	91
Migdal Ha'Emek	6 200	5 700	92
Nesher	5 900	5 500	93
Bet Shemesh	5 900	4 400	75
Pardes Hanna-Karkur	5 200	4 200	81

Note: Les données n'incluent ni les naissances, ni les décès

Source: Ministère de l'immigration et de l'intégration, Jérusalem, Juin 1999

<sup>240</sup> Les villes mentionnées ne regroupent que les villes dont la part des immigrants dans la population totale est supérieure ou égale à 20% ou de 30 000 immigrants ou plus.

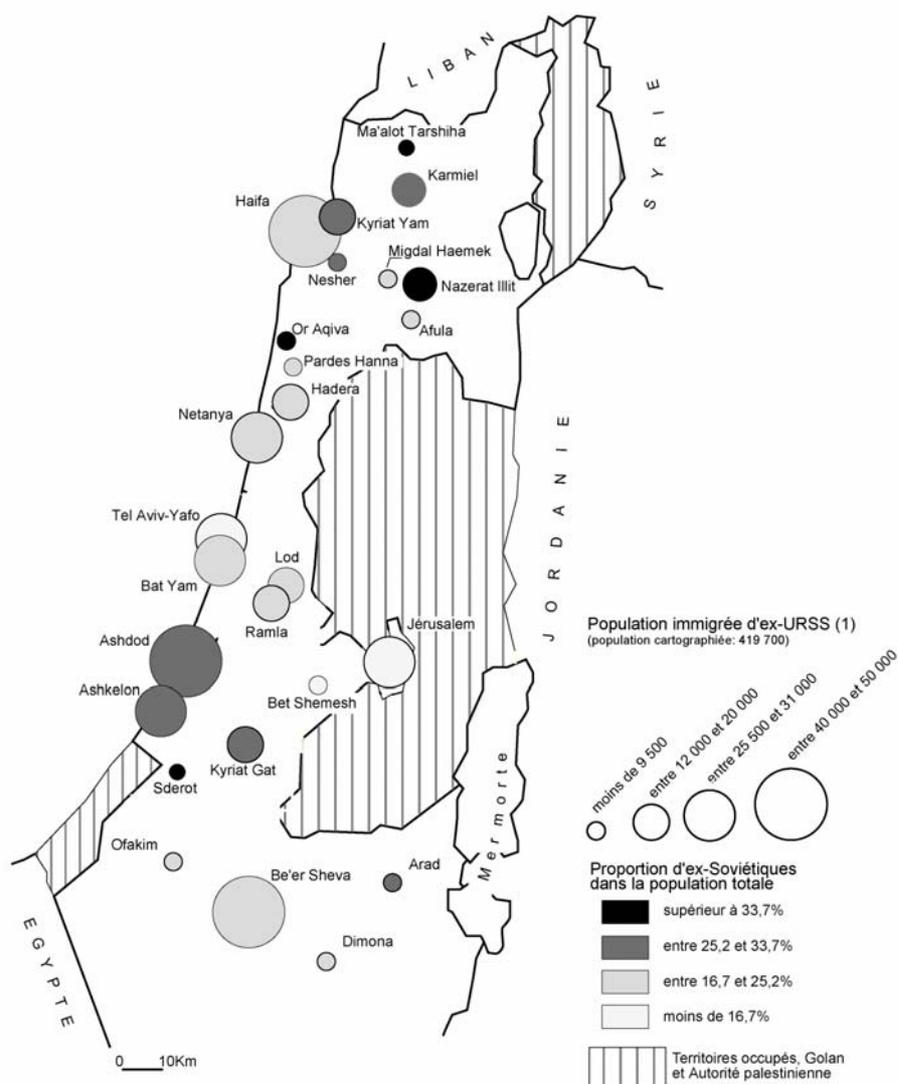
Tableau 38 - Villes de 5 000 habitants et plus ayant reçu le moins d'immigrants d'ex-URSS sur la période 1989-1997<sup>240</sup> ou possédant une très faible part des immigrants dans l'ensemble de la population (%)

	Immigrants - Total	Immigrants d'ex-U-RSS	Population Totale	Pourcentage d'immigrants	Pourcentage d'immigrants d'ex-U-RSS
Nes Tsiona	1 600	1 300	23 400	6,8	5,6
Rosh Haayin	2 100	1 800	31 700	6,6	5,7
Hod Hasharon	2 000	1 600	31 900	6,3	5,0
Givat Shmuel	700	600	11 400	6,1	5,3
Yehud	1 200	1 000	20 500	5,9	4,9
Givat Zeev	500	400	8 500	5,9	4,7
Bet Shean	900	800	16 600	5,4	4,8
Kyriat Ono	1 400	1 200	25 800	5,4	4,7
Givatayim	2 900	2 300	52 400	5,5	4,4
Bnei Braq	7 300	6 000	139 700	5,2	4,3
Kyriat Tivon	700	500	14 200	4,9	3,5
Zicron Yaacov	400	200	10 500	3,8	1,9
Ramat Hasharon	800	400	40 200	2,0	1,0

Note: Les données n'incluent ni les naissances, ni les décès

Source: Ministère de l'immigration et de l'intégration, Jérusalem, Juin 1999

Carte 4 - Villes ayant reçu plus de 5 000 immigrants d'ex-URSS sur la période 1989-1997, et dont la part des immigrants dans la population totale est de 20% ou plus, ou leur nombre supérieur à 30 000



(1): La ville de Tel Aviv a été ajoutée à l'ensemble des villes cartographiées car une omission semble s'être glissée dans la liste des villes de plus de 30 000 immigrants présentée par le Ministère.  
Source : Ministère de l'immigration et de l'intégration, juin 1999.  
Réalisation W. BERTHOMIERE, Migninter-UMR 6588 CNRS - Université de Poitiers, 1999.

## I.2 Caractéristiques des logiques socio-spatiales des ex-Soviétiques

Informés des grands traits de la géographie des ex-Soviétiques en Israël, il convient de poursuivre sa lecture par une approche des logiques spatiales des immigrants. Tenter de comprendre ces logiques revient à analyser l'espace perçu dans le sens où notre propos fait sienne la définition d'Yves André : " L'espace géométrique n'est qu'un cadre vide que l'homme reconstruit en introduisant des pôles de répulsion, d'attractivité, en valorisant certains lieux selon des critères et des mesures subjectives. En somme, que les individus se construisent des référentiels spatiaux égocentrés dont le système d'angles et d'axes diffère du système géométrique des coordonnées terrestres " [1998 :61].

C'est ce dit système de repérage, propre aux immigrants, que nous allons essayer de mettre en évidence par une approche à la fois fonctionnaliste -en confrontant les critères objectifs et subjectifs- et behavioriste, dans le sens où les comportements spatiaux des immigrants sont aussi le fruit de *stimuli* émis par l'Etat (politique de répartition de l'habitat). Le premier lieu d'analyse pouvant soutenir cette " recherche comportementaliste " tient dans la réponse à une question : à l'hétérogénéité de la population immigrée d'ex-URSS (cf. Chapitre Quatre) correspondrait-il une diversité de comportements spatiaux ?

### I.2.1 Origines géographiques en ex-URSS et choix de résidence en Israël

Dans un premier temps, la perspective d'une analyse " comportementaliste " nous pousse à envisager cette immigration sous l'angle des localisations préférentielles. La répartition spatiale des ex-Soviétiques au prisme de leur origine géographique en ex-URSS nous permet-elle de déceler des choix de résidence privilégiés ? Même si les sources statistiques dont nous disposons sont limitées à la période 1990-1994, nous pouvons esquisser les grands traits des trajectoires migratoires des ex-Soviétiques.

Comme nous l'avait laissé pressentir l'analyse globale à l'échelle des districts toutes origines confondues, les districts de Tel Aviv et de Haïfa ont été les principaux lieux de résidence des immigrants d'ex-URSS. Ceux venus du Caucase et d'Asie Centrale, des Etats baltes, d'Ukraine et de Russie se sont dirigés en premier lieu vers le district de Tel Aviv, tandis que ceux venus de Moldavie et de Biélorussie lui ont préféré le district de Haïfa (cf. tableau 39). En ce qui concerne les autres localisations préférentielles, les choix des ex-Soviétiques laissent apparaître une plus grande diversité.

Quant aux immigrants venus d'Ukraine et de Russie, ils ont préféré, pour les premiers, une résidence plus septentrionale avec le district d'Ashqelon, et plus symbolique avec Jérusalem pour les derniers. On notera cependant que pour ces deux groupes de migrants le district de Rehovot constitue le cinquième choix et qu'ils ont en commun le même quatrième choix avec Beer Sheva. A cette échelle d'analyse, nos premières conclusions concernant le pouvoir d'attraction du district Sud sont confirmées par le fait que le sous-district de Beer Sheva est le quatrième et cinquième choix de résidence des immigrants venus d'Asie Centrale, du Caucase et de Moldavie.

On notera une particularité dans ces choix de première résidence chez les immigrants venus de Biélorussie : ces derniers sont, en effet, les seuls à présenter dans leurs cinq premiers choix de résidence, un sous-district du nord du pays : Acre.

Tableau 39 - Proportion d'ex-Soviétiques par district et sous-district selon l'origine géographique en ex-URSS (1990-1994)

District, Sous-district et Territoires occupés	Origines en ex-URSS						
	Toutes origines	Caucase et Asie Centrale	Etats Baltes	Moldavie	Biélorussie	Ukraine	Russie
<b>Population totale</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>District de Jérusalem</i>	6,4	5,4	5,9	1,6	4,5	5,1	9,7
<i>District Nord</i>	11,1	7,9	7,5	12,1	18,0	12,3	10,1
Safed S.D	1,3	0,9	1,0	0,4	1,4	1,3	1,6
Tibériade S.D	0,8	0,7	0,5	0,5	1,3	0,8	0,8
Jezreel S.D	4,2	2,8	2,5	6,6	7,0	4,4	3,6
Acre S.D	4,7	3,3	3,3	4,5	8,2	5,6	4,0
<i>District de Haïfa</i>	19,6	14,1	17,7	24,5	20,9	22,1	20,1
Haïfa S.D	16,9	12,1	15,8	21,0	19,6	20,4	15,6
Hadera S.D	2,8	2,0	1,9	3,4	1,3	1,7	4,5
<i>District Central</i>	21,8	22,3	30,4	28,1	23,3	21,4	19,7
Sharon S.D	6,2	5,9	6,4	6,5	5,4	6,7	6,2
Petah Tiqwa S.D	6,0	4,9	10,2	7,4	7,0	6,7	5,4
Ramla S.D	2,3	6,8	1,5	1,3	0,8	0,9	1,3
Rehovot S.D	7,3	4,7	12,5	12,9	10,1	7,1	6,8
<i>District de Tel Aviv</i>	25,7	36,9	25,2	17,1	17,7	23,4	24,1
<i>District Sud</i>	14,5	12,9	12,2	16,4	14,5	15,1	14,9
Ashqelon S.D	7,2	6,3	5,5	8,9	9,5	7,6	6,5
Be'er Sheva S.D	7,3	6,6	6,7	7,5	5,1	7,4	8,4
<i>Territoires Occupés</i>	0,9	1,3	0,9	0,3	1,0	0,8	1,3
Golan	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1

D'après les données du Central Bureau of Statistics, 1993-1995.

Plus globalement, la prééminence du district de Tel Aviv y est nettement perceptible et la répartition des immigrants dans les sous-districts qui lui sont adjacents met en évidence sa région métropolitaine. Les choix de première résidence des immigrants d'Asie Centrale et du Caucase sont en cela éloquent. Ces Juifs d'ex-URSS rassemblent plus d'un tiers de leur groupe dans le district de Tel Aviv (36,9%) et 22% dans les sous-districts alentours. A une échelle numérique moindre, le cas des immigrants venus des Etats Baltes présente également une forte attraction pour la région de Tel Aviv avec un quart de sa population dans le district même, et près d'un tiers en périphérie dont 12,5% dans le sous-district de Rehovot et 10% dans celui de Petah Tiqwa.

Afin de mieux appréhender ces choix, le recours à la retranscription des sur-représentations existantes dans les répartitions spatiales des groupes immigrés d'ex-URSS par rapport au comportement moyen de l'immigration totale d'ex-URSS constitue un filtre de lecture révélateur des localisations préférentielles, même s'il ne s'agit que de valeurs relatives.

La lecture des résultats obtenus par ce type d'approches nous permet de proposer trois grands types de choix résidentiels. Le premier met en évidence la centralité de Tel Aviv dans les premiers choix de résidence ; le second souligne le comportement moyen des Juifs d'Ukraine et de Russie, et le dernier met en évidence des choix de localisations préférentielles en marge des autres groupes.

#### I.2.1.1 Type 1 - La conurbation de Tel Aviv : un espace d'attraction majeur

Ce premier type représente les groupes migrants "captés" par la conurbation de Tel Aviv. En premier lieu, il s'agit ici des ex-Soviétiques venus d'Asie centrale et du Caucase. Les données soulignent nettement que ce groupe s'est choisi comme premier lieu de résidence Tel Aviv (+ 11,2 points par rapport à la moyenne) et le district de Ramla (+ 4,5 points). Le sentiment d'un fort regroupement de ces Juifs dans ces deux espaces est d'autant plus prégnant qu'ils ont délaissé le sous-district de Rehovot, pourtant fort concerné par

l'immigration d'ex-URSS. En nombres absolus, ce dernier sous-district a regroupé 2 450 Juifs du Caucase et d'Asie Centrale de moins que celui de Ramla : 5 150 contre 7 500.

Dans ce même type et dans une moindre mesure, le cas des immigrants des Etats Baltes présente une localisation préférentielle dans la conurbation de Tel Aviv. Si, à la différence du groupe précédent, le district de Tel Aviv ne constitue pas une centralité résidentielle à part entière, les sous-districts de Rehovot et Petah Tiqwa ont largement rassemblé les Juifs des Etats Baltes. Fait remarquable, si l'on veut avancer vers l'idée de territoires migrants, le sous-district de Ramla semble, à l'inverse des Juifs du Caucase et d'Asie Centrale, totalement " ignoré " des Juifs baltes. Chez ces derniers, sept fois plus d'immigrants ont opté pour le sous-district de Petah Tiqwa que pour celui de Ramla (1 510 immigrants dans le premier sous-district contre 216 dans le second).

Toujours dans cette même logique d'installation dans la sphère d'influence de Tel Aviv, les Juifs de Moldavie sont un dernier sous-type qu'il nous faut signaler. Ils forment un autre sous-type où se dégage une sous-représentation dans le district même de Tel Aviv tout en conservant une sur-représentation dans la conurbation de Tel Aviv (+ 5,6 points). Ce dernier cas confirme donc l'attraction des immigrants pour cet espace central comme lieu de première résidence, attrait qu'il nous appartiendra de discuter en regard des mobilités internes, plus en avant.

Pour conclure sur ce premier type de choix de résidence, il convient de souligner la prédominance de la répartition des ex-Soviétiques à l'échelle de la conurbation de Tel Aviv où la seconde couronne de la conurbation rassemble un fort contingent d'ex-Soviétiques. Dans sa section est, cette localisation s'explique par la présence de la ville de Petah Tiqwa notamment, et dans la section sud, celle de Rishon Lezyyon, sous juridiction du sous-district de Rehovot, lieux pivots de ces choix d'installation. En sa partie septentrionale, les sections est et sud de la troisième couronne possèdent une relative présence immigrée car elles intègrent dans leurs limites une large part des sous-districts de Rehovot et de Ramla. Soulignons une fois encore, que le souci de trouver au plus vite une place dans le tissu économique israélien reste une motivation majeure à ces choix de résidence. Lors de nos entretiens avec les nouveaux immigrants, il est ressorti clairement qu'ils percevaient les limites de la conurbation de Tel Aviv comme celles des " frontières de l'emploi en Israël ".

#### I.2.1.2 Type 2 - Juifs d'Ukraine et de Russie : une immigration globalement homogène...

A travers le prisme des sur-représentations spatiales, le profil des choix de résidence des groupes ukrainien et russe fait apparaître une dispersion que l'on peut qualifier d'homogène. En termes de poids moyen, l'ensemble des districts et sous-districts d'Israël sont également concernés par ces deux vagues migratoires dans leur ensemble. Notons que ces immigrants partagent dans une moindre mesure avec les Moldaves une sous-représentation dans le district de Tel Aviv. Chacun des deux groupes présente toutefois une particularité. La part relative des Ukrainiens dans le sous-district de Haïfa est de 3,5 points supérieure à la moyenne de l'immigration totale (20,4% pour 16,6%) et celle des Russes est de 2 points supérieurs dans celui d'Hadera. Soulignons que nos premières conclusions faisant des Juifs de Russie le seul véritable groupe attiré par le district de Jérusalem sont ici confirmées (+3,5 points).

#### I.2.1.3 Type 3 - Les Juifs de Biélorussie : " un groupe à part " ?

Ce dernier groupe d'immigrants d'ex-URSS affiche des choix de résidence qui démontrent clairement des localisations en opposition totale avec notre premier type de

comportement. Si les Juifs du Caucase et d'Asie centrale étaient largement sur-représentés dans le district de Tel Aviv, les Biélorusses sont eux véritablement sous-représentés avec 8% de moins que la moyenne de l'immigration totale.

Hormis le sous-district d'Ashqelon, les centralités résidentielles des Biélorusses se caractérisent par une orientation essentiellement septentrionale. Les sous-districts du district Nord, Acre et Jezreel, profitent en effet d'une sur-représentation des Biélorusses, respectivement +3,5 et +3,2 points. Ce groupe est donc le seul à partager avec les Juifs de Moldavie une sur-représentation dans le sous-district de Jezreel et l'unique à posséder une " attirance relative " pour le sous-district d'Acre.

Comme l'a souligné dans ses travaux Gabriel Lipshitz, l'analyse de ces choix de résidence doit être révisée à la lumière des mobilités internes, car les immigrants, " après avoir acquis une connaissance de la structure spatiale et économique-culturelle de leur nouveau pays ", ont pu décider de nouvelles localisations [1998 :101].

### I.2.2 Reconfigurations de la géographie des immigrants d'ex-URSS en Israël au regard des mobilités internes

Le dernier élément d'analyse de la géographie des ex-Soviétiques en Israël réside dans la lecture de leurs mobilités internes. Du fait de la politique d'intégration directe, les mobilités internes ont concerné très tôt la population immigrante. Sur l'ensemble des ex-Soviétiques entrés en 1990 et 1991, 75 000 (soit 22,5% des immigrants), ont changé de résidence [Hasson, 1996 :173]. La direction de ces flux internes corrobore nos premiers résultats, car les balances migratoires sont positives pour les districts Nord et Sud du pays. Les travaux de Shlomo Hasson montrent en effet que, dès 1991, le district Sud affichait un solde migratoire de +6 000 immigrants et celui du Nord de +4 800 (cf. Tableau 40).

Tableau 40 - Mobilités internes des ex-Soviétiques entrés en Israël entre 1990 et 1991 en comparaison de la population israélienne, selon la région géographique

Région	Migrations internes					
	Immigrants			Autres résidents		
	entrées	sorties	balance	entrées	sorties	balance
Toutes régions	75500	75500	0	128900	128900	0
Région de Jérusalem	3000	4300	-1400	8400	11600	-3200
Ville de Tel Aviv	17200	19800	-2600	34600	38000	-3400
Conurbation de Tel Aviv (ville de Tel Aviv exclue)	13900	16200	-2300	31000	28900	2100
Région de Haïfa	13000	19100	-6000	13600	16200	-2600
Région Nord	13200	8400	4800	13800	13000	800
Région Sud	13100	7000	6100	17300	17700	-400
Territoires occupés	2100	700	1400	10200	3500	6700

Source: Shlomo hasson, "From international migration to internal migration: the settlement process of immigrants from the FSU in Israel", in N. Carmon (ed.), 1996, *Immigration and integration in post-industrial societies: theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press, p.174.

Les territoires occupés apparaissent également comme un des espaces privilégiés par les immigrants avec un solde migratoire de +1 400 ex-Soviétiques. Ces gains se sont réalisés aux dépens des districts de Haïfa (-6 000 immigrants) ainsi que de ceux du Centre et de Tel Aviv, la ville de Tel Aviv perdant, à elle seule, 2 600 immigrants d'ex-URSS.

Les comportements migratoires des ex-Soviétiques en regard de ceux de la population israélienne dans sa globalité montrent quelques particularités. Si leurs mobilités

internes semblent en phase avec celles de la population totale, en ce qui concerne les régions de Jérusalem, de Haïfa, du Nord, de la ville de Tel Aviv et des Territoires occupés, elles sont totalement à l'opposé de celles enregistrées par la région Sud et la conurbation de Tel Aviv. Cette dernière connaît un solde migratoire de - 2 300 chez les immigrants d'ex-URSS alors qu'il est positif pour le reste de la population (+2 100, cf. Tableau 40). Cette disparité peut s'expliquer par le fait que le départ des populations depuis Tel Aviv s'est fait au profit de sa conurbation pour la population non-immigrante, avec comme motivation l'accession à un cadre de vie meilleur, comme dans bien des cas dans le phénomène de péri-urbanisation, tandis que chez les ex-Soviétiques les départs ont été décidés sur la base de motivations économiques et professionnelles, une fois " la connaissance de la structure spatiale et économico-culturelle du pays acquise " comme nous le soulignons précédemment.

Le cas du district Sud présente également des disparités : le comportement migratoire des ex-Soviétiques est inverse à celui de la population totale. Alors que la population d'ex-URSS est visiblement attirée par ce district (+6 100), la population totale tend à le quitter (-400 personnes). Comme nous le montrerons plus en avant, cette tendance migratoire constitue un succès pour la politique de répartition de la population.

Selon Shlomo Hasson, 55,9% des ex-Soviétiques restés dans le lieu de leur première résidence n'ont pas opté pour une autre localisation du fait de la présence de leurs familles ou de relations, et 48,5% de ceux qui ont changé de lieu de résidence l'ont fait sur des motivations liées à l'emploi et au logement. Il rappelle également que les migrations internes qui se sont faites sur cette dernière motivation ont eu comme principale destination les régions périphériques du pays et celles qui se sont opérées au sein des espaces centraux du pays, l'ont été en regard des opportunités d'emplois [Hasson, 1996 :175-176]. Sur cette question, les données issues du Bureau central des statistiques, souligne globalement les grands traits de la mobilité interne des ex-Soviétiques : les districts Sud et Nord ainsi que les Territoires occupés présentent des taux de migrations positifs et montrent également que ce schéma de mobilités tend à évoluer. Le district central affiche, en effet, un taux positif chez les immigrants entrés en 1995. Les éléments d'analyses dont nous disposons actuellement ne nous permettent pas d'expliquer ce taux élevé (+156%). L'hypothèse que nous pouvons émettre serait que ces immigrants récents entrent en Israël avec un capital financier plus important que leurs prédécesseurs et qu'ils peuvent ainsi accéder aux logements plus onéreux de la périphérie de Tel Aviv.

Globalement, à l'échelle des districts, il se dégage deux principaux systèmes de mobilités chez l'ensemble des ex-Soviétiques. L'existence d'un système central est avérée par les migrations internes qui s'opèrent massivement du district de Tel Aviv vers celui du centre (26% des mobilités enregistrées) et inversement (13%). Depuis le district de Tel Aviv se développe aussi un flux migratoire conséquent en direction du district Sud (21,6% des mobilités). Toujours dans ce système de mobilités, le district Central irrigue les districts septentrionaux avec un total de 20% de l'ensemble des mobilités enregistrées depuis ce district. Parallèlement à ce premier système de mobilités internes, le nord du pays présente également une structure similaire, même si elle ne rassemble que 16 459 migrations internes contre 31 600 dans le précédent système. Le district de Haïfa voit majoritairement le départ de ses immigrants vers le district Nord, 19% du flux total, et ce dernier connaît le départ de 23% des ex-Soviétiques vers celui de Haïfa. Au sein des autres tendances de ce système, le district Sud apparaît encore comme un espace d'accueil privilégié : dans le cas du district de Haïfa, le Sud est la seconde destination des ex-Soviétiques après le district Nord, respectivement 1 136 et 1 859 immigrants.

A l'inverse, on soulignera que le district Sud présente un ensemble de migrations internes qui n'intéressent que faiblement les districts septentrionaux, la majorité des migrations internes étant capté par ceux de Tel Aviv (30% du flux total). Notons que le district Sud partage avec celui de Haïfa, la même capacité de rétention des immigrants d'ex-URSS car près de la moitié des mobilités internes comptabilisées en 1995, l'ont été au sein même de ses limites administratives. A l'opposé, mentionnons la situation de Jérusalem qui ne compte que 15% de mobilités internes à l'intérieur de son propre district. La cas de ce district est d'autant plus intéressant que parmi les deux premières localisations privilégiées par les ex-Soviétiques qui le quittent se trouvent les Territoires occupés avec 823 immigrants.

Cette singularité de Jérusalem s'explique vraisemblablement par l'attrait que peuvent constituer les implantations juives sises en proximité de la limite orientale (non reconnue) de la ville, comme l'implantation de Ma'aleh Adoumim. Comme nous le soulignerons plus en avant, ce type de mobilités internes participe pour les ex-Soviétiques d'une logique économique et, pour l'Etat, sert les impératifs géostratégiques.

A l'échelle des localités, les trajectoires migratoires des ex-Soviétiques à l'intérieur d'Israël sont également perceptibles. Sur la période 1990-1995, les trois principales localités israéliennes affichent globalement des taux de mobilités internes négatifs, lesquels ont profité aux villes moyennes (50 000 à 99 000 habitants) et surtout à celles de moins de 20 000 habitants. En 1995, pour l'ensemble des ex-Soviétiques immigrés depuis 1990, ces dernières ont vu l'entrée de 12 728 d'entre eux pour le départ de 7 629, soit un solde migratoire de 5 099 et un taux de migrations internes de 62‰ (cf. Tableau 41).

Tableau 41 - Taux de migrations internes des immigrants d'ex-URSS en 1995 selon le type de localités et par année d'immigration en Israël (‰)

Type de localités	Immigrés d'ex-URSS entrés						Total
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	
Localités urbaines	0,3	3,2	4,2	4,7	17	10,5	4,8
200 000 et plus	-32,6	-41,4	-32,7	-17,8	-38	-677,3	-71,4
Jérusalem	-34,9	-50,8	-40,4	-23,4	-27	-35,6	-38,4
Tel Aviv-Jaffa	-45,1	-64,1	-35	-32,1	-144,8	-1751	-155,8
Haïfa	-22,2	-12,6	-23,7	2	43,1	-171	-19,2
100 000-199 000	-17,8	-28,1	-23,1	-30,5	-3,2	182	-6,9
50 000-99 999	16,5	25,6	29,5	40	43,8	195,5	36,1
20 000-49 999	9,8	25,6	7,1	3	6,3	137,9	19,2
Jusqu'à 19 999	29	48,1	80,2	73,6	118,8	157,9	62,2
Localités rurales	-10,3	-101	-189,6	-223,9	-444,9	-234,9	-157,5

note: le taux pour 1000 correspond au nombre d'immigrants d'ex-URSS qui entrent ou sortent pour 1000 personnes dans la population moyenne de l'unité géographique considérée. Les données les plus élevées sont le fait de la prise en compte pour les années 1992 à 1995, de la première résidence qui peut être un hôtel ou l'adresse de membres de la famille ou d'amis préalablement immigrés

Source: *Immigrant Population from Former USSR 1995, Demographic trends* CBS, n° 1076, pp.85-86.

Ce tableau nous permet de rappeler que les ex-Soviétiques participent au renforcement du caractère urbain de la société israélienne. Pour 1995, les localités rurales présentent des taux de migrations internes négatifs pour l'ensemble des immigrants entrés depuis 1990. Le fait qu'une partie des immigrants ait été accueillie " provisoirement " dans les kibboutz peut expliquer ce mouvement du rural vers l'urbain. N'omettons pas de rappeler que la très grande majorité des ex-Soviétiques sont originaires des grandes localités de l'aire occidentale de l'ex-URSS et que leur " culture urbaine " fait qu'une localisation en milieu rural ne peut être que transitoire, une étape.

Si l'on considère les données brutes de migrations internes, on notera que les villes de 100 000 à 200 000 habitants et celles de 20 000 à 50 000 sont les lieux où est comptabilisé le plus grand nombre de mobilités. En 1995 (toutes années d'immigration confondues), les premières ont enregistré 15 913 entrées pour 16 853 départs, et les dernières, 14 885 pour 11 673. Ces mêmes données nous permettent également de mentionner que les ex-Soviétiques qui ont quitté Jérusalem en 1995 se sont principalement réinstallés dans des localités de moins de 20 000 habitants, tandis que ceux de Haïfa ont privilégié les villes de 20 000 à 50 000 habitants, et ceux de Tel Aviv, celles de 100 000 à 200 000 habitants. Dans le cas de Jérusalem, notre hypothèse d'une redistribution des immigrants, en partie, dans les implantations juives des Territoires occupés semble ici confirmée, ces dernières étant généralement des localités de petite taille.

Ces données sur les mobilités internes selon le type de localités font également apparaître une dynamique en contradiction avec les logiques de déconcentration spatiale du pays. En effet, les migrations internes au départ des villes de 10 000 à 20 000 habitants s'orientent majoritairement vers les grandes localités (de 100 000 à 199 999 habitants), essentiellement localisées dans la conurbation de Tel Aviv, et cette dynamique est également le fait de mobilités enregistrées depuis les villes de plus de 50 000 habitants.

Pour conclure cette géographie, portons notre regard sur l'intensité des mobilités internes au fil des années d'immigration. Comme dans nombre de migrations, il s'avère que les mobilités internes décroissent sensiblement selon la durée de résidence en Israël. En 1995, la part relative des mobilités internes était de trois fois supérieure chez les ex-Soviétiques entrés en 1995 que chez ceux immigrés en 1990, respectivement 19,4% et 6,5% (cf. Tableau 42). Ces données attestent de la sédentarisation progressive des Juifs d'ex-URSS en Israël.

Tableau 42 - Mobilités internes et leur part relative dans l'immigration totale d'ex-URSS en 1995 par année d'immigration en Israël

	Immigrés d'ex-URSS arrivés en:					
	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Mobilités internes	12 120	11 152	5 964	7 277	12 301	12 558
Part relative de la mobilité interne	6,5	7,5	9,2	11,0	18,1	19,4

note: ces données ne comptabilisent pas la première résidence dans les flux d'entrées.

Source: *Immigrant Population from Former USSR 1995, Demographic trends*, CBS, n° 1076, pp.12, 83-84.

L'ensemble des résultats obtenus par l'analyse des données statistiques concernant la répartition spatiale des Juifs d'ex-URSS en Israël, nous amène, pour conclure cette géographie, à proposer une typologie des logiques d'inscription spatiale en regard des facteurs exogènes et endogènes qui l'ont dessinée.

## II TYPOLOGIE DES PRATIQUES DE L'ESPACE CHEZ LES IMMIGRANTS D'EX-URSS

A l'aune des éléments statistiques avancés précédemment, tentons d'esquisser à grands traits les logiques qui ont guidé les choix résidentiels des Juifs d'ex-URSS afin de mieux saisir la relation dialectique qui s'est instaurée entre logiques d'Etat et logiques de groupes.

En observant la géographie de cette immigration, différents types de comportements spatiaux apparaissent dans les choix de résidence, notamment du fait de la diversité des communautés juives au sein de ce groupe migrant. Etre Ashkénaze ou Oriental, Juif du

Daghestan ou Juif de St-Petersbourg par exemple, engendre des mobilités et des stratégies d'inscription spatiale différenciées, même si le moindre coût du logement semble être un élément déterminant de la répartition spatiale de l'ensemble des ex-Soviétiques en Israël. Malgré l'inévitable homogénéisation qu'implique l'élaboration d'une typologie, il semble possible, suite à nos résultats de terrain, de proposer quatre grands types de comportements spatiaux qui ont contribué à dessiner la géographie des immigrants d'ex-URSS en Israël.

### II.1 Des choix de résidence liés à la présence d'immigrants des années 70-80

Indéniablement, les immigrants d'origine soviétique arrivés dans les années soixante-dix - quatre-vingt ont joué un rôle majeur dans les choix d'insertion spatiale des nouveaux immigrants. Suite à notre travail de terrain, la ville de Karmiel, située au cœur de la vallée de Bet Kerem séparant la basse de la haute Galilée, s'est révélée comme un exemple type des choix de localisation induits par la présence de "Refuzniks".

Au cours des années soixante-dix, la ville nouvelle de Karmiel (cf. Chapitre Trois) s'est développée avec l'arrivée des Juifs soviétiques, notamment ceux originaires de Bakou (Azerbaïdjan). Plus de 1 600 familles soviétiques avaient choisi de s'y installer au cours des deux décennies précédentes [Eldar, 1992 :274]. Lors des événements de la fin 1989, un groupe constitué de ces familles s'est structuré et s'est mobilisé pour préparer l'éventuelle libéralisation de l'émigration en URSS. Des messages d'appel à l'émigration vers Karmiel ont été envoyés en URSS -via la station de radio *Kol Israel*, captée sur le territoire soviétique-, et le sérieux de l'équipe d'accueil sur place a fait le reste. Les émigrants ont pris connaissance de l'existence de Karmiel et la ville a vu immigrer plus de 7 600 ex-Soviétiques au plus fort de la vague migratoire entre 1990 et 1993. La population originaire d'ex-URSS immigrée depuis 1990, représentait, fin 1995, près d'un tiers des 35 000 résidents de Karmiel.

Dans le cadre du programme "Adoption", lancé à l'initiative de la municipalité, chacune des 310 familles arrivées entre 1990 et 1992 a été prise en charge par une famille de Karmiel afin de réduire au minimum les difficultés d'intégration liées à l'isolement et à la non connaissance des structures administratives locales [Eldar, 1992 :277]. Le succès de ce groupe d'accueil, relayé par les nouveaux immigrants eux-mêmes, a été tel que le maire de la ville projeta de se rendre à l'aéroport afin de demander aux immigrants de ne plus venir à Karmiel. Par un mouvement de "feed-back", accompagné par la mise à disposition de logements publics à Nazareth Illith, cette chaîne migratoire s'est désactivée et réorientée, en partie, vers cette ville située à quelques kilomètres au sud.

Comme Karmiel, les villes de Beer Sheva et Haïfa ont vu l'arrivée de Juifs de Bakou du fait de la présence d'immigrés des années soixante-dix. Lors de nos entretiens avec les ex-Soviétiques, nous avons pu constater que ces logiques d'installation laissaient transparaître les différents groupes juifs d'ex-URSS dont nous avons esquissé les traits dans le Chapitre Quatre. Ainsi, les Juifs de Bakou d'origine caucasique, attirés par leurs prédécesseurs, se sont installés majoritairement à Migdal Ha'emeq (près de Nazareth Illith), Lod et Ashdod. Par ces choix, se dessinent les premiers éléments d'un regroupement communautaire des ex-Soviétiques comme nous le verrons plus en avant.

Parallèlement à cet exemple de comportements sur la base de réseaux de solidarité, il s'est avéré que la pratique de l'espace chez les immigrants ex-soviétiques a été, très logiquement, influencée par la recherche d'espaces résidentiels à moindre coût.

## II.2 Une géographie de l'immigration dictée par le coût du logement

Les vagues migratoires massives de 1990 et 1991 ayant généré une crise du logement (insuffisance des espaces d'accueil et flambée des prix notamment, cf. Chapitre Cinq), les immigrants ont été contraints de chercher des lieux de résidence à moindre coût. La forte présence de nouveaux immigrants dans des villes comme Petah Tiqwa, en banlieue de Tel Aviv, ou bien encore Kyriat Yam, à proximité de Haïfa, en sont de parfaites illustrations. Malgré le fait qu'une large part de ces Juifs soit issue des grands centres urbains d'ex-URSS, la majorité d'entre-eux réside donc dans des espaces périphériques où le coût du logement est moins élevé que dans les centralités urbaines du pays.

La Carte 5 souligne les localisations périphériques des ex-Soviétiques réalisées sur la base de motivations économiques. Comme nous le soulignons précédemment, les immigrants ont cherché, dans les premières heures de l'immigration, à s'installer dans les principales localités du pays car ils pensaient y trouver plus rapidement un emploi et y possédaient de la famille ou des relations arrivées dans les années soixante-dix. Devant les coûts prohibitifs du logement, les aires d'installation des immigrants ont diffusé vers les périphéries de Tel Aviv et de Haïfa. Si l'on observe les vingt premières villes d'accueil de l'immigration, il se dégage que les principales localités d'installation se distribuent autour des deux grands centres économiques du pays. Au sein de la conurbation de Tel Aviv, Bat Yam, Holon, Petah Tiqwa, Ramla et Rishon Lezyyon ont accueilli un large contingent d'ex-Soviétiques, ainsi que Acre et Kyriat Yam pour la région de Haïfa. En marge de ces villes, tout un ensemble de localités appartenant à la sphère économique de Tel Aviv ou de Haïfa ont également participé à l'intégration des immigrants mais ont, très rapidement, atteint leur capacité d'accueil maximale. Ce fut le cas notamment de Herzlia ou de Raanana qui ont perdu respectivement 9 et 14 places dans le classement des villes d'accueil ou encore celui de Kyriat Bialik avec une perte de 7 places. Ces saturations des premiers espaces d'accueil, faute de logements et/ou d'opportunités d'emploi, ont redessiné, par migrations internes, une nouvelle répartition spatiale de l'immigration où s'est profilée une seconde couronne d'immigration, un peu plus en marge des centres économiques du pays. Dans l'aire d'influence de Tel Aviv, des villes comme Lod ont ainsi pu maintenir leur rôle de ville d'accueil tandis qu'un ensemble de villes intermédiaires ont vu leur rôle être démultiplié. Deux types de villes se dégagent dans ce dernier cas.

En premier lieu, il s'agit de villes qui sont à la croisée de différents bassins d'emploi d'Israël. Le cas de Kyriat Gat est en cela représentatif : en multipliant son contingent d'immigrés par deux et demi entre 1992 et 1995, cette localité est passée de la vingtième à la quatorzième place des villes d'accueil.

Dans la partie septentrionale d'Israël, la ville la plus représentative de cette dynamique est Or Aqiva. Petite localité sise à proximité de Césarée, au cœur des bassins d'emploi de Haïfa et de Netanya, elle a largement profité de la réorganisation des espaces d'accueil de l'immigration avec un gain de quatorze places. Soulignons qu'étrangement la ville de Pardes Hanna, située dans cette même aire économique, n'a pas été intéressée par ce mouvement de redéfinition des espaces d'accueil. La thèse de l'établissement de filières migratoires centrées exclusivement sur quelques villes peut expliquer ces particularités comme nous le verrons ultérieurement.

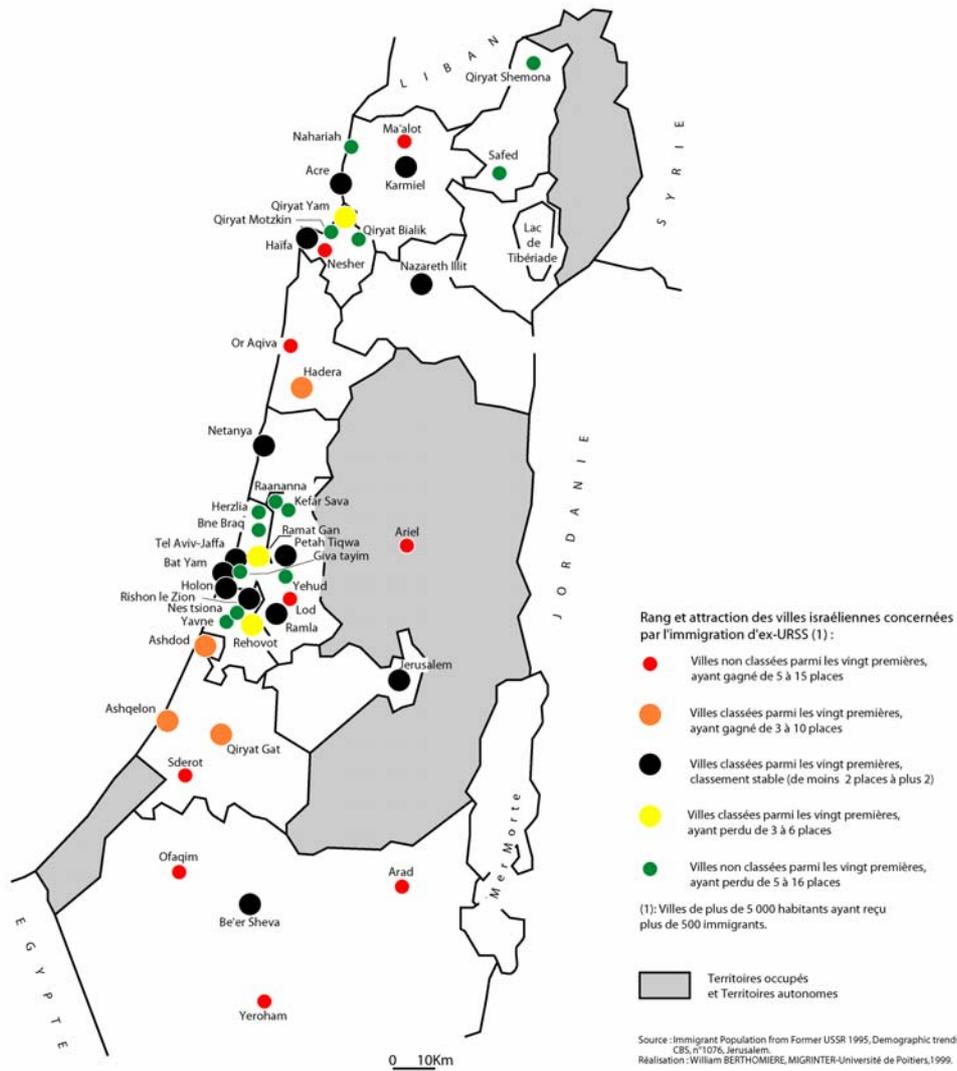
Parallèlement à ce premier type de dynamique, une nouvelle géographie des foyers d'accueil s'est dessinée sous l'impulsion de la politique d'habitat de l'Etat. En construisant de nombreux logements à faible coût dans les régions périphériques du pays, de nombreuses villes de Galilée et du Néguev ont attiré vers elles de plus en plus d'immigrants. Des villes

comme Ma'alot Tarshiha, dans l'aire d'influence de Karmiel pour la Galilée, ou Arad et Ofaqim, sous la dépendance de celle de Be'er Sheva sont en cela exemplaires.

Une autre ville mérite d'être mentionnée dans cette dynamique, il s'agit de la colonie d'Ariel située au cœur de la Cisjordanie. A partir de 1993, cette dernière a vu sa population ex-soviétique croître rapidement pour atteindre 3 300 personnes en 1995. Comme nous le développerons plus en avant, le " succès " de colonies comme Ariel s'inscrit dans la relation synchrone qui s'est établie entre logique d'Etat et logique de migrants.

L'ensemble de ces logiques d'installation vient donc corroborer nos premiers résultats concernant les mobilités internes. Progressivement, sous le coup des difficultés économiques et du fait d'une politique de répartition du logement en marge des grandes unités urbaines du pays, les immigrants se sont en partie redistribués dans les espaces périphériques d'Israël, au sein des petites et moyennes villes des districts Nord et Sud. Favoriser une telle dynamique de répartition de la population immigrante n'a pas été sans contrecoûts.

Carte 5 - Dynamique des villes d'accueil des ex-Soviétiques selon l'évolution de leur classement (période 1992-1995)



Certaines de ces villes de petite et moyenne taille n'étaient pas préparées à de telles immigrations d'autant plus qu'elles étaient confrontées à de sérieux problèmes socio-économiques (budget municipal déficitaire, taux de chômage élevé)<sup>241</sup>. La ville de Kyriat Gat, créée comme ville relais (cf. Chapitre Trois) à la limite nord du Néguev (région du Lakhish), a été confrontée à de sérieux problèmes de développement urbain et industriel. L'afflux d'ex-Soviétiques a eu pour conséquences de déstabiliser la gestion municipale, car la ville n'était pas en mesure de répondre aux besoins en infrastructures nécessitées par l'immigration. Ainsi, comme l'a montré Colette Aymard, "la municipalité est confrontée à un double problème : apporter des services à une population à faible revenu et maintenir dans la ville le noyau de population à ressources fortes" ; cette situation a conduit la municipalité à recourir à "une politique d'accueil sélectif des immigrants en favorisant une main-d'œuvre qualifiée" tout en gérant les contre-effets de la politique de "l'Etat (qui) continue à développer son parc de logement social" dans cette ville [1998 :36]. L'analyse fournie par Collette Aymard met en évidence l'extrême difficulté que constitue la gestion de la répartition spatiale de l'immigration. Trois logiques, celle de l'Etat, celle des responsables locaux et celle des immigrants, s'exercent et interagissent sur de mêmes espaces. Les faiblesses économiques de ces espaces d'accueil font rapidement de ces localités des villes dortoirs. Soulignons néanmoins que malgré ces difficultés, ces villes participent à l'effort d'accueil de l'immigration alors que les villes sises aux limites nord du pays ont, du fait de leur excentration géographique et de leur manque de capacités économiques, été "exclues" de la géographie des lieux d'immigration, comme Kyriat Shemona.

En termes de croissance de population, l'arrivée massive d'immigrants d'ex-URSS dans les villes de petite taille a progressivement créé de véritables "espaces-ghettos". Les nouveaux quartiers de ces villes ont accueilli presque exclusivement des ex-Soviétiques. Sur la période 1992-1995, les villes périphériques ont vu, sous l'effet des mobilités internes, la part des ex-Soviétiques dans leur population totale croître de 10 à 20%. Pour exemple, la ville d'Or Aqiva présentait une proportion de Juifs d'ex-URSS supérieure à 40% en 1995 alors que celle-ci n'était que de 22,5% en 1992 (cf. Tableau 43).

Le cas de Ma'alot Tarshiha est également exemplaire. Cette ville a profité d'une redistribution des espaces d'accueil induits par « l'inaccessibilité économique » de la région de Haïfa mais aussi des premières diffusions de l'aire d'immigration créée autour de Karmiel en Galilée. En 1995, cette localité affichait le chiffre record de 46,7% d'ex-Soviétiques dans sa population juive totale.

Les familles immigrantes ne perçoivent pas forcément ces localisations comme des espaces d'exclusion car, comme ils l'affirment, ils y côtoient nombre de leurs coreligionnaires. Ces logiques d'implantation montrent combien est tenue la limite entre les mobilités reposant sur des logiques de regroupements communautaires et celles motivées par des préoccupations économiques. Néanmoins, le choix de résider dans une ville comme Arad, dans le désert du Néguev, ou dans une implantation juive de Cisjordanie comme Ariel, se fait en premier lieu sur une base économique. Le coût d'achat d'un logement à Arad est d'environ 70 000\$ et descend même jusqu'à 35 000\$ pour une maison préfabriquée du nouveau quartier de Gevim, soit de 3 à 6 fois moins cher qu'à Tel Aviv. Les prix sont tout autant attractifs dans la colonie d'Ariel qui, comme le soulignent les immigrants, malgré une localisation en plein centre de la Cisjordanie n'est finalement située qu'à 40 minutes de Tel-Aviv.

---

<sup>241</sup> Cf. notamment les travaux de Colette Aymard [1998].

Tableau 43 - Les villes d'accueil des ex-Soviétiques ayant enregistré plus de 10% de croissance de la part des immigrants dans la population totale (1992-1995)

Localités classées selon le proportion d'immigrants d'ex-URSS en 1995 (%)	Classement		Immigrants d'ex-URSS pour 100 résidents de Juifs de la localité		Evolution de la part des ex-Soviétiques dans l'ensemble de la population de la localité (%)
	1995	1992	1995	1992	
Ashdod	8	10	25,90	14,90	11,00
Ofaqim	10	18	24,10	12,50	11,60
Nazerat Illit	2	1	41,30	28,90	12,40
Arad	6	7	29,10	16,60	12,50
Qiryat Gat	7	9	28,50	15,00	13,50
Ashqelon	14	35	23,00	9,30	13,70
Or Aqiva	3	3	40,70	22,60	18,10
Sederot	4	4	39,60	20,00	19,60
Ma'alot-Tarshiha	1	2	46,70	25,30	21,40

Source: Immigrant population from Former USSR 1995, Demographic trends, CBS, Jerusalem, 1998, p.72

### II.3 La “tentation” d’un repli communautaire<sup>242</sup>

Comme nous venons de l'évoquer dans le type de comportement précédent, le choix de localisation sur la base de motifs économiques s'est logiquement doublé de comportements spatiaux établis sur la base d'un regroupement communautaire. Les réseaux sociaux des ex-Soviétiques installés dans les espaces économiquement abordables ont généré l'établissement de filières migratoires qui n'ont fait que renforcer le caractère communautaire de certaines localités, de certains quartiers.

Les données concernant les villes d'origine des Juifs d'ex-URSS entrés en Israël sur la période 1990-1993, mettent en évidence les tendances au regroupement communautaire de cette population immigrante.

En premier lieu, l'étude des principales villes d'origine en ex-URSS démontre une nette tendance des immigrants venus des grandes villes de Russie comme Moscou et St-Petersbourg à se regrouper à Jérusalem. Si l'on considère les six premières villes d'accueil, Jérusalem, avec plus de 5 000 Juifs moscovites, soit un tiers des immigrants, apparaît comme le pôle d'attraction majeur des immigrants venus de Moscou (cf. Tableau 44). A cette spécificité russe, se juxtapose celle des Ukrainiens qui très nettement privilégient la ville de Haïfa (32% du flux). A l'intérieur même du groupe ukrainien, il ressort que les Juifs de Kharkov sont ceux qui privilégient le plus Haïfa. Sur les 4 885 immigrants enregistrés entre 1990 et 1993, 2 089 (42%) ont choisi la capitale du Nord, loin devant Jérusalem avec seulement 640 immigrants. Après différents entretiens réalisés afin de comprendre cette attirance de Haïfa chez les Juifs d'Ukraine, il s'est avéré que l'explication tenait, en partie, dans le site même de Haïfa. “ Tout

<sup>242</sup> Conclusions basées sur l'analyse d'une extraction personnelle des données du Ministère de l'immigration concernant les 465 000 ex-Soviétiques entrés en Israël entre 1990 et 1993.

naturellement », les Odessites nous ont dit que le site leur rappelait celui d'Odessa et que pour cette raison nombre d'entre eux ont choisi de s'y installer. De la même manière, les Juifs de St-Petersbourg nous ont indiqué que le site de Karmiel avait influencé leur choix de résidence. Les facteurs affectifs et environnementaux ont constitué, dans bien des cas, les premiers éléments qui ont impulsé les regroupements communautaires.

Tableau 44 - Les six principales villes de première résidence des Juifs ex-soviétiques en Israël selon les plus importantes villes d'origine des quinze ex-républiques d'URSS (immigrants arrivés en Israël entre le 01/01/90 et le 31/12/93)

RUSSIE			BIELORUSSIE			ARMENIE		
Classement:	Moscou	Nombre d'immigrants	Classement:	Minsk	Nombre d'immigrants	Classement:	Erevan	Nombre d'immigrants
Première	Jérusalem	5 360	Première	Haïfa	1 672	Première	Haïfa	106
Seconde	Tel Aviv-Yaffo	3 246	Seconde	Netanya	1 086	Seconde	Petah Tiqwa	102
Troisième	Haïfa	3 073	Troisième	Jérusalem	884	Troisième	Tel Aviv-Jaffa	74
Quatrième	Netanya	1 509	Quatrième	Petah Tiqwa	852	Quatrième	Jérusalem	58
Cinquième	Beer Sheva	1 422	Cinquième	Rishon le Zion	831	Cinquième	Bat Yam	47
Sixième	Bat Yam	1 372	Sixième	Nazareth Illith	757	Sixième	Netanya	41
RUSSIE			LETTONIE			KAZAKHSTAN		
Classement:	Léningrad	Nombre d'immigrants	Classement:	Riga	Nombre d'immigrants	Classement:	Alma-Ata	Nombre d'immigrants
Première	Jérusalem	3 502	Première	Haïfa	495	Première	Haïfa	296
Seconde	Haïfa	2 924	Seconde	Tel Aviv-Jaffa	389	Seconde	Tel Aviv-Jaffa	274
Troisième	Tel Aviv-Yaffo	1 530	Troisième	Jérusalem	373	Troisième	Bat Yam	228
Quatrième	Beer Sheva	1 283	Quatrième	Beer Sheva	370	Quatrième	Petah Tiqwa	219
Cinquième	Bat Yam	1 105	Cinquième	Bat Yam	366	Cinquième	Jérusalem	173
Sixième	Netanya	1 090	Sixième	Rishon le Zion	324	Sixième	Holon	151
UKRAINE			LITUANIE			OUZBEKISTAN		
Classement:	Kiev	Nombre d'immigrants	Classement:	Vilnius	Nombre d'immigrants	Classement:	Tashkent	Nombre d'immigrants
Première	Haïfa	3 535	Première	Rishon le Zion	396	Première	Tel Aviv-Jaffa	3 087
Seconde	Jérusalem	1 926	Seconde	Petah Tiqwa	275	Seconde	Holon	1 389
Troisième	Netanya	1 589	Troisième	Netanya	258	Troisième	Bat Yam	1 268
Quatrième	Bat Yam	1 540	Quatrième	Holon	242	Quatrième	Haïfa	1 130
Cinquième	Holon	1 358	Cinquième	Bat Yam	209	Cinquième	Jérusalem	1 091
Sixième	Petah Tiqwa	1 350	Sixième	Rehovot	208	Sixième	Beer Sheva	1 040
ESTONIE			GEORGIE			TADJIKISTAN		
Classement:	Odessa	Nombre d'immigrants	Classement:	Tallinn	Nombre d'immigrants	Classement:	Dushanbe	Nombre d'immigrants
Première	Haïfa	1 287	Première	Jérusalem	105	Première	Tel Aviv-Jaffa	2 455
Seconde	Netanya	1 023	Seconde	Haïfa	79	Seconde	Ramla	592
Troisième	Bat Yam	876	Troisième	Ashdod	75	Troisième	Petah Tiqwa	461
Quatrième	Tel Aviv-Jaffa	738	Quatrième	Rehovot	62	Quatrième	Holon	457
Cinquième	Rishon le Zion	665	Cinquième	Tel Aviv-Jaffa	55	Cinquième	Haïfa	429
Sixième	Holon	485	Sixième	Petah Tiqwa	43	Sixième	Jérusalem	403
MOLDAVIE			AZERBAIDJAN			KIRGHIZSTAN		
Classement:	Kishinev	Nombre d'immigrants	Classement:	Tbilissi	Nombre d'immigrants	Classement:	Frounze	Nombre d'immigrants
Première	Haïfa	2 089	Première	Bat Yam	902	Première	Tel Aviv-Jaffa	258
Seconde	Jérusalem	640	Seconde	Holon	800	Seconde	Jérusalem	156
Troisième	Netanya	594	Troisième	Jérusalem	433	Troisième	Beer Sheva	133
Quatrième	Tel Aviv-Jaffa	575	Quatrième	Ashkelon	422	Quatrième	Haïfa	112
Cinquième	Bat Yam	513	Cinquième	Netanya	386	Cinquième	Bat Yam	101
Sixième	Rishon le Zion	474	Sixième	Beer Sheva	311	Sixième	Petah Tiqwa	109
TURKMENISTAN								
Classement:	Achkhabad	Nombre d'immigrants						
Première	Tel Aviv-Jaffa	29						
Seconde	Beer Sheva	20						
Troisième	Haïfa	19						

Source: Ministère de l'immigration et de l'intégration, extraction spéciale, traitement personnel, 1996.  
Traduction Hébreu-Français et traitements statistiques réalisés par William Berthomière

Les Juifs de l'aire occidentale de l'ex-URSS nous ont très souvent confié qu'ils avaient privilégié et incité leurs familles et relations à s'établir dans le Nord car le climat y est beaucoup plus supportable pour des populations peu habituées aux climats méditerranéens et semi-arides.

Autre groupe juif qui tend à se rassembler à Haïfa, les Biélorusses : près d'un quart des immigrants venus de Minsk ont choisi de s'y installer. On notera également que ces derniers, comme nous l'avons souligné dans l'analyse de la répartition par district, sont les seuls à privilégier parmi leurs six premiers lieux d'établissement la ville de Nazareth Illith. Dans ce cas transparaît l'influence de l'Etat qui, par un effort de mise à disposition de logements publics dans cette ville<sup>243</sup>, a su capter la population immigrante et développer cette ville sur la base des filières migratoires établies au sein du flux migratoire.

Si l'on observe le cas des Juifs venus des républiques du Caucase et d'Asie Centrale, le regroupement communautaire apparaît de manière flagrante. Les Juifs de Tbilissi montrent une forte propension au rassemblement dans les villes de Bat Yam et de Holon, situées dans la conurbation de Tel Aviv. Ce groupe juif, issu d'une capitale d'ex-URSS, est, en effet, le seul à avoir choisi ces deux villes comme principaux lieux de résidence et ceci très nettement car plus de la moitié des Géorgiens y réside. Soulignons néanmoins qu'à l'échelle des quartiers, aucune réelle concentration des Juifs d'ex-URSS n'est discernable. Seuls les quartiers Nord de Bat Yam présentent une légère sur-représentation d'immigrants, les indices de concentration s'élevant à 1,3<sup>244</sup>.

Parmi les Juifs immigrés des grandes villes d'ex-URSS, le cas de ceux venus de Tashkent et de Dushanbe est parmi les plus remarquables. L'essentiel de ces immigrants s'est regroupé à Tel Aviv. Comme le souligne Tableau 44, 3 807 Juifs de Tashkent et 2 455 de Dushanbe l'ont choisi comme première résidence. Ce fort regroupement s'explique par le fait que ces migrants ont été attirés par les quartiers sud de Tel Aviv.

Deux éléments permettent de comprendre cette attirance : premièrement, ces quartiers ont été le lieu d'implantation des Juifs d'Asie Centrale arrivés au début du siècle, notamment le quartier de Shapira ; deuxièmement, ces quartiers sont des espaces mixtes où se juxtaposent des friches industrielles et un habitat vieillissant, ce qui fait de cet espace une zone de logements à faible coût. Le développement d'une filière migratoire issue d'Asie Centrale vers les quartiers sud a rapidement contribué à faire de ces lieux une zone de regroupement communautaire. Comme l'ont montré les travaux de Gila Menahem [1996 :157-158], la forte cohésion sociale existante au sein de ce groupe asiatique a contribué à repousser les immigrants non-orientaux des quartiers méridionaux, créant ainsi une véritable enclave asiatique au sud de la ville. Fin 1995, les Juifs d'ex-URSS représentaient un quart de la population totale du quartier de Shapira et un cinquième de celui de Tel Kevir. Alors que dans les quartiers centraux de Tel Aviv, les Juifs d'ex-URSS sont globalement sous-représentés. Le quartier de Shapira affiche un indice de concentration record avec 2,69 et les quartiers qui lui sont adjacents possèdent un indice de 2.

---

<sup>243</sup> Voir notamment les travaux de Niva Foran [1992 :281-289]

<sup>244</sup> Soulignons que l'indice de concentration est calculé ainsi :  $IDC = \frac{Pi}{Ptot}$

*Pi* : Part de la population immigrante dans la population totale du quartier ;

*Ptot* : Part de la population immigrante dans la population totale de la ville considérée.

L'analyse des localisations privilégiées par les Juifs d'ex-URSS originaires des localités secondaires d'ex-URSS souligne également d'intéressants regroupements communautaires. Les données pour les villes d'origine d'importance moyenne révèlent que :

- près d'un tiers de la communauté juive de Derbent (Daghestan) s'est dirigée vers Hadera (1 250 personnes), soit loin devant la seconde ville d'accueil, Beer Sheva (600 personnes), et ceci malgré la politique gouvernementale d'incitation à l'installation dans les localités du sud du pays. Les nouveaux immigrants provenant de Derbent composent d'ailleurs près d'un tiers de la communauté russe d'Hadera (les communautés de Moscou et de Leningrad n'en composant que 15%) ;

- au sein de la communauté biélorusse, près de six fois plus de migrants de Gomel que de Minsk se sont orientés vers Nahariah, ville moyenne située à la frontière septentrionale de l'aire métropolitaine de Haïfa (respectivement 600 et 100 personnes) ;

- la ville d'Or Yehuda regroupe plus de 880 Juifs originaires de Samarkand. Ainsi, Or Yehuda et Tel Aviv, où 1 450 membres de cette communauté sont installés, rassemblent à elles-seules plus des deux tiers de la communauté juive de Samarkand immigrée en Israël ;

Au cours des entretiens que nous avons réalisés auprès des nouveaux entrepreneurs d'ex-URSS en Israël, nous avons interrogé ces derniers sur leur perception de la pratique de l'espace israélien au sein de leur groupe migrant. Nous avons été surpris lorsque, dans leur très grande majorité, les interviewés ont affirmé que pour eux des comportements socio-spatiaux, comme ceux que nous venons de décrire, n'étaient pas si prégnants. Cette non perception de logiques sur la base de regroupements communautaires nous renforce dans l'idée que nos travaux futurs devront s'efforcer d'appréhender la question de la représentation de l'espace dans cette immigration. De plus, de tels résultats nous conduisent à rappeler que cette immigration, de par son amplitude, fait de l'immigration des Juifs d'ex-URSS une réalité que nul espace d'Israël ne peut ignorer. Nous concluons ces illustrations de comportements spatiaux avec un groupe qui, lui, a conscience de sa stratégie territoriale: les "intelligentsia".

#### II.4 Résidence et statut social: le cas de l'intelligentsia

Il s'agit d'une pratique de l'espace qu'il nous faut souligner même si elle ne concerne qu'un groupe restreint de migrants. Les "intelligentsia"<sup>245</sup> -nom que se donnent les intellectuels juifs soviétiques-, essentiellement originaires de Moscou, St-Petersbourg et Kiev, ont très nettement choisi de résider uniquement dans l'une des centralités urbaines d'Israël : Jérusalem.

Cette tendance est perceptible dans l'analyse statistique : près des deux tiers de la communauté russe de Jérusalem sont composés de migrants de Moscou et de St-Petersbourg alors qu'ils ne constituent que 40% du flux global en provenance de Russie<sup>242</sup>. Cette prédilection s'explique, en partie, par l'attrait de cette ville mythique sur ces migrants issus des deux grandes agglomérations russes, et principalement sur l'intelligentsia. Au fil des rencontres réalisées au sein de ce milieu, il est apparu clairement que ce groupe se caractérisait par sa très forte concentration au sein de Jérusalem<sup>246</sup> et de Tel Aviv.

---

<sup>245</sup> Voir les travaux de Danièle Storper Perez notamment : " " Intelligent " en Israël. L'intelligentsia russe aujourd'hui, entre repli et ouverture ", *REMI*, vol.12-3, pp.153-171 et *L'intelligentsia russe en Israël. Rassurante étrangeté*, 1998, Paris : CNRS Editions (CRFJ, Hommes et Sociétés).

<sup>246</sup> Malgré un faible niveau de vie, nombreux sont ceux qui ont choisi de résider dans les quartiers aisés de Jérusalem tels ceux de Rehavia et Baka, car ils symbolisent pour les "intelligentsia" des espaces de vie d'une grande richesse

L'attrait que constituent les deux métropoles israéliennes -"espaces de production et de diffusion de culture"- est indéniable. Les artistes<sup>247</sup> que nous avons rencontrés, nous ont, pour nombre d'entre eux, confié que, dans leur projet migratoire, il leur était inconcevable d'émigrer vers une autre ville que Jérusalem. La *Knesset* -le parlement israélien- a d'ailleurs accueilli sous son toit une importante exposition d'artistes ex-soviétiques récemment immigrés. Au-delà de cette exhibition officielle, notons que leur très grand nombre fait, aujourd'hui, de Jérusalem un gigantesque espace d'exposition de cet Art venu de l'Est. Les restaurants et autres lieux de convivialité "russe" sont devenus des lieux majeurs d'expression artistique où se tiennent de nombreux et variés clubs de littérature ou de philosophie russes. Au cours de ces dernières années, Jérusalem a vu l'écllosion de "clubs culturels" où les *intelligentsia* se sont regroupés selon leur république d'origine. Sur *Yafo street*, un immeuble accueille le centre culturel pour les Juifs soviétiques où différents *landmanschaft* se sont constitués, comme ceux de Moscou et de St-Pétersbourg, et où l'ensemble des différents groupes juifs d'ex-URSS se rencontre dans un lieu central pour ces *intelligentsia*, la bibliothèque russe du Forum sioniste<sup>248</sup>. Dans ces lieux, les *intelligentsia* échangent sur l'excitation intellectuelle que leur procure leur nouvel espace de vie mais aussi sur leur nostalgie des réunions d'autrefois.

C'est dans ces lieux, " dans la marginalité, le refuge d'une rassurante étrangeté que les *intelligentsia*, comme l'a écrit Danièle Storper Perez, de la Russie à Israël, en passant par l'URSS, ont puisé, et puisent encore, le sentiment de leur valeur et de leur dignité " [1998 :295].

### III IMMIGRATION ET GEOSTRATEGIE : UNE SYNTHÈSE « REUSSIE » ?

Après avoir défini l'ensemble des logiques qui ont contribué à dessiner la géographie de l'immigration et donc celle de la répartition de la population en Israël, il nous appartient de confronter ces logiques de migrants avec celles de l'Etat. Différents niveaux d'analyse doivent soutenir notre propos. Notre regard doit se porter sur l'impact de cette immigration sur la croissance des villes de développement créées en périphérie du pays pour déconcentrer la population du pays et de là, comme le requiert le cas israélien, une mise à jour des répercussions géostratégiques globales de l'immigration devra être réalisée. Par cette approche, nous tenterons de répondre à deux questions essentielles : l'immigration d'ex-URSS a-t-elle permis d'accroître la place des villes périphériques dans la structure urbaine d'Israël et les immigrants ont-ils été le support de la poursuite d'une politique géostratégique de maîtrise territoriale notamment à Jérusalem et dans les territoires occupés ainsi que dans le nord du pays ?

Afin de répondre à ces questions, nous organiserons notre analyse autour des trois espaces concernés par ces interrogations : tout d'abord, le sud du pays, en tant qu'espace représentatif de l'impact de l'immigration comme facteur de dynamisme démographique des espaces périphériques ; puis nous observerons la situation de la région nord comme espace hybride dans le sens où l'immigration y est conjuguée à la fois comme facteur d'aménagement

---

intellectuelle. Leur représentation de ces espaces trouve sa source dans le fait que ces quartiers ont accueilli, lors de leur création, des intellectuels venus d'Europe de l'Est.

<sup>247</sup> Entre 1991 et 1995, près de 15 500 immigrants se sont déclarés comme artistes. Près de la moitié d'entre-eux aurait reçu une aide à l'intégration provenant de l'état ou d'autres instances israéliennes.

<sup>248</sup> Voir le chapitre de Narspy Zilberg " Modalités d'altérité : " Pourquoi changer de culture ? Un dilemme posé à l'intelligentsia russe en Israël " in Danièle Storper Perez, 1998, *L'intelligentsia russe en Israël. Rassurante étrangeté*, Paris : CNRS Editions (CRFJ, Hommes et Sociétés).

territorial mais aussi comme enjeu stratégique ; et, enfin, nous envisagerons l'immigration en tant qu'instrument géostratégique avec le cas de Jérusalem et des Territoires occupés.

### **III.1 La politique de développement des espaces périphériques et l'immigration d'ex-URSS: des résultats significatifs**

Lors de notre présentation de l'édification du territoire israélien à travers l'étude du binôme immigration/géostratégie, nous avons traité de la question des villes nouvelles, pierre angulaire de la politique d'immigration d'Israël. Il convient maintenant de regarder à nouveau ces villes pour mesurer l'impact de l'immigration dans leur croissance.

En premier lieu, soulignons que ces villes ont accueilli (fin 1995), plus de 200 000 immigrants d'ex-URSS, soit 37% du flux global. Malgré le manque de données pour opérer une comparaison statistique, et malgré la différence d'échelle, l'observation de la vague migratoire d'ex-URSS des années soixante-dix et quatre-vingt montre que seuls 3% des migrants avaient auparavant choisi de résider dans des villes de développement<sup>249</sup>. Ainsi, hormis la différence de contexte économique, les immigrants post-1989 ont contribué avec plus d'intensité que leurs prédécesseurs à l'essor des espaces périphériques.

Au delà de cette comparaison, la lecture de l'accroissement démographique annuel et de la part de l'immigration dans la croissance brute apporte d'intéressants éléments de conclusion.

Avant de réaliser cette lecture, resituons les villes de développement en regard des ambitions démographiques définies lors du Plan de 1957 que nous avons présenté dans le Chapitre Deux. Comme le souligne la Carte 6, seules onze villes avaient atteint le niveau de peuplement prévu au recensement de 1983, une ville (Ashdod) à celui de 1989 et cinq à celui de 1995, tandis que huit ne l'avaient toujours pas atteint. Ces données montrent qu'après deux décennies de planification, seules la moitié des villes de développement ont atteint la population requise par les aménageurs. Essayons maintenant de mesurer l'impact de l'immigration dans cet ensemble hétérogène des villes de développement.

A la lecture des statistiques, plusieurs tendances sont remarquables. Premièrement, il apparaît que l'immigration a joué un rôle capital dans les villes de développement qui avaient connu un essor démographique avant l'arrivée des migrants d'ex-URSS. En effet, les villes qui avaient atteint dès 1983 les ambitions démographiques du Plan de 1957 ont été celles qui ont profité avec le plus d'intensité de l'immigration. Après 1989, des villes comme Ashqelon, Beer Sheva, Dimona, Kyriat Gat, Lod, Migdal Haemeq et Sderot ont eu une croissance démographique reposant presque essentiellement sur l'immigration : la part relative de l'immigration d'ex-URSS dans la croissance brute de population s'élevant entre 70 et 86% (cf. Tableau 45). Dans la plupart de ces villes, les ex-Soviétiques sont venus revivifier une dynamique de croissance qui tendait à s'affaiblir. L'exemple de Dimona, située au cœur du Néguev est en cela révélateur. Après avoir connu une forte croissance au cours des années soixante et soixante-dix (+8% par an), cette ville a vu son rythme de croissance s'inverser (-1,4% par an) et, sans l'immigration, elle n'aurait certainement pas pu renouer avec une évolution positive (cf. Tableau 45).

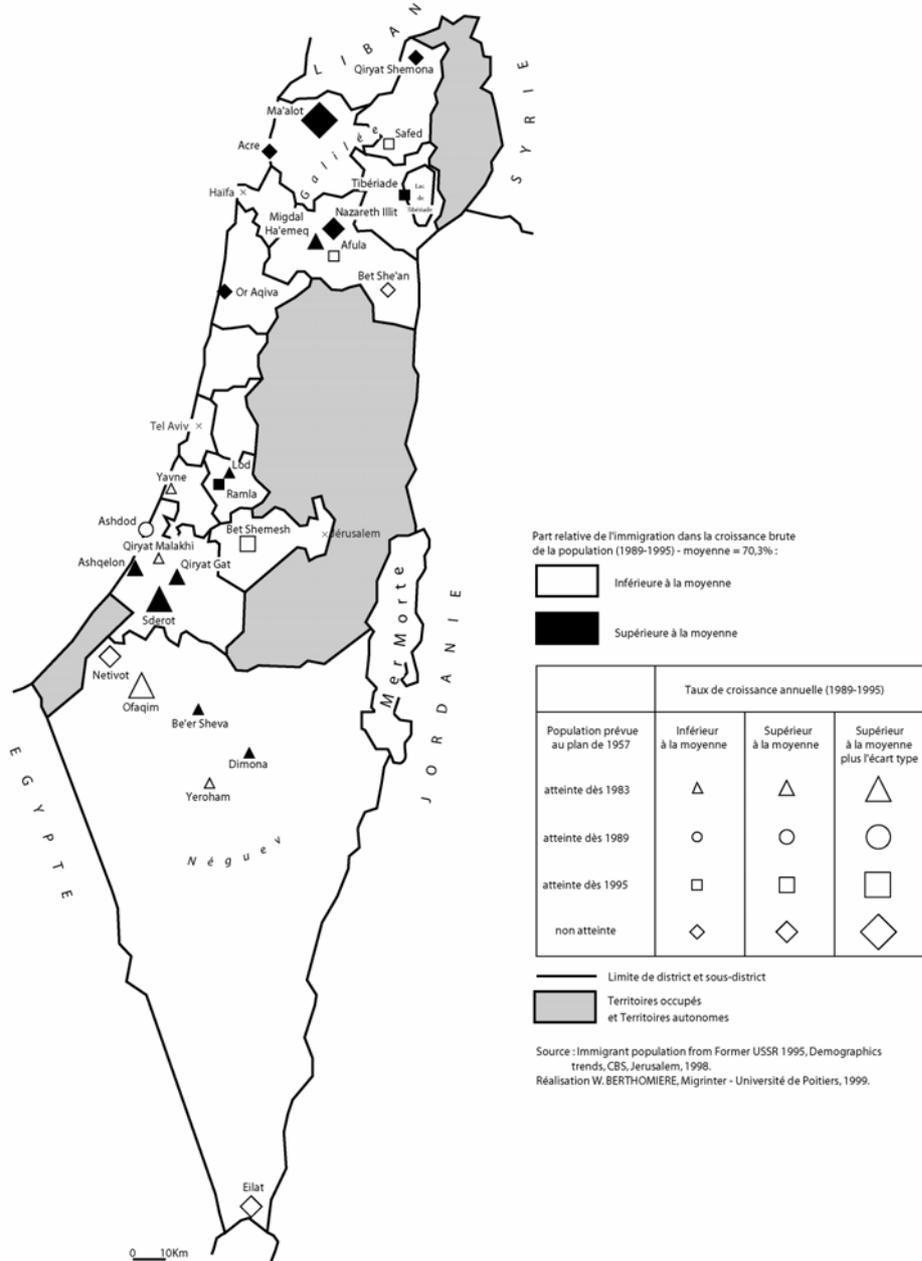
---

<sup>249</sup>Le calcul est réalisé à partir des données pour les migrants d'ex-URSS âgés de 18 ans, livrés par le Bureau Central de statistiques in immigrants from URSS, 1970-1983, special series n°846, Jerusalem 1989, 88 : 38-39.

Carte 6 – L'immigration d'ex-URSS et les villes de développement<sup>250</sup>

---

<sup>250</sup> La période d'immigration considérée s'étend du 01.I.1990 au 31.XII.1995.



En 1990, après une décennie de solde migratoire négatif, Dimona affiche une balance positive avec +351 personnes, grâce à l'installation de 484 immigrants<sup>251</sup>. Soulignons enfin que le district sud du pays est le principal bénéficiaire de l'immigration d'ex-URSS car cinq des sept villes mentionnées y sont localisées.

Tableau 45 - Population, croissance démographique des villes de développement et la part de l'immigration d'ex-URSS (période 1961-1995)

Villes	Population prévue selon le Plan de 1957	Population au 22.5.1961	Population en 1983	Population en 1989	Population en 1995	Immigrants d'ex-URSS	Taux de croissance annuel 1961-1983	Taux de croissance annuel 1983-1989	Taux de croissance annuel 1989-1995	Part relative de l'immigration dans la croissance brute de la population (%)
Acre	45 000	25 128	28 600	28 700	34 500	7 700	0,6	0,1	3,1	132,8
Afula	30 000	13 816	21 300	25 000	35 000	6 700	2,0	2,7	5,8	67,0
Ashdod	68 000	4 604	65 700	76 000	128 400	33 200	12,8	2,5	9,1	63,4
Ashqelon	50 000	23 496	52 900	56 800	84 200	19 400	3,8	1,2	6,8	70,8
Be'er Sheva	82 000	43 158	110 800	113 800	152 600	32 900	4,4	0,4	5,0	84,8
Bet Shemesh	20 000	6 980	13 000	14 700	24 900	3 400	2,9	2,1	9,2	33,3
Beth Chéan	16 000	9 572	12 900	13 100	14 900	800	1,4	0,3	2,2	44,4
Dimona	16 000	5 007	27 000	24 800	31 200	5 500	8,0	-1,4	3,9	85,9
Eilat	40 000	5 702	18 900	25 600	38 600	2 700	5,6	5,2	7,1	20,8
Lod	32 000	19 012	33 800	32 900	41 400	7 300	2,6	-0,4	3,9	85,9
Ma'alot	18 000	1 658	4 900	5 700	12 200	5 700	5,0	2,6	13,5	87,7
Migdal Ha'Emeq	8 000	3 947	13 400	15 300	21 900	5 000	5,7	2,2	6,2	75,8
Nazareth Illith	63 000	4 287	21 500	21 800	35 600	14 700	7,6	0,2	8,5	106,5
Netivot	16 000	2 945	8 100	10 000	15 600	2 200	4,7	3,6	7,7	39,3
Ofaqim	12 000	4 614	12 600	7 800	21 600	5 200	4,7	-7,7	18,5	37,7
Or Aqiva	50 000	3 186	7 700	13 300	15 000	6 100	4,1	9,5	2,0	358,8
Qiryat Gat	20 000	10 088	25 500	27 700	45 200	12 900	4,3	1,4	8,5	73,7
Qiryat Malachi	7 000	4 630	12 200	14 600	20 100	2 400	4,5	3,0	5,5	43,6
Qiryat shemona	30 000	11 818	15 200	15 300	19 500	3 000	1,2	0,1	4,1	71,4
Ramle	45 000	22 440	36 000	37 300	48 500	9 500	2,2	0,6	4,5	84,8
Safed	18 000	10 586	15 900	16 600	22 800	3 100	1,9	0,7	5,4	50,0
Sderot	7 000	3 594	9 000	9 700	18 200	7 200	4,3	1,3	11,1	84,7
Tibériade	35 000	19 782	28 200	31 700	37 300	4 000	1,6	2,0	2,7	71,4
Yavne	10 000	5 397	13 900	21 300	27 500	1 500	4,4	7,4	4,3	24,2
Yeroham	5 000	1 569	6 200	5 900	7 700	1 200	6,4	-0,8	4,5	66,7
Total	743 000	267 016	615 200	665 400	954 400	203 300	3,9	1,3	6,2	70,3

Source : EFRAT E., 1989, *The new towns of Israel (1948-1988) : A reappraisal*, München: Minerva Publikation (Studies in local government and Politics, 30), p.27.  
Immigrant population from Former USSR 1995, *Demographic trends*, CBS, Jérusalem, 1998, pp.16-17.

Deuxièmement, l'analyse des croissances révèle que l'immigration a apporté un essor démographique inespéré aux villes qui n'avaient jamais atteint les prévisions de population de 1957. Des villes comme Acre, Nazareth Illith ou Or Aqiva qui tendaient à perdre de la population ont bénéficié de l'immigration afin de compenser l'émigration qu'elles connaissaient depuis le début des années quatre-vingt. Les quelques 7 700 immigrants d'ex-URSS arrivés à Acre et les 14 700 installés à Nazareth Illith ont enrayé la stagnation de population due à la perpétuation d'une balance migratoire négative (cf. tableaux 45 et 46): leur taux de croissance annuel est passé respectivement de 0,1 à 3,1% et de 0,2 à 8,5% sur les périodes 1983-1989 et 1989-1995.

<sup>251</sup> Voir *Internal migration of Jews in Israel 1990*, CBS, special series n°980, Jerusalem, 1995, p.96.

Tableau 46 - Balance migratoire des villes de développement n'ayant jamais atteint les prévisions de population du plan de 1957

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	
							Total	dont immigrants de 1990
Beth Chéan	-133	-200	-331	-321	-226	-212	19	124
Ma'alot Tarshiha	123	-49	-103	-225	-307	-185	140	192
Nazareth Illith	-164	-59	-545	-682	-558	-349	480	797
Acre	-169	-797	-582	-462	-567	-538	233	532
Kyriat Shemona	-319	-431	-291	-280	-405	-357	428	496
Eilat	-610	972	1607	830	63	318	-86	94
Netivot	-134	1	-135	-86	138	-101	135	154

*Internal migration of Jews in Israel 1990*, CBS, special series n° 980, Jérusalem, 1995, p.96.

Or Aqiva présente également une situation des plus intéressantes, car cette ville qui a vu immigrer 6 100 ex-Soviétiques n'a enregistré qu'une croissance brute de 1 700 personnes sur la période 1989-1995. Cette ville voit en fait se substituer à sa population pré-immigration, une nouvelle population, celle venue d'ex-URSS. Suite à nos recherches de terrain, il s'avère que cette " russification " progressive d'Or Aqiva provient principalement de la mise en place d'une filière migratoire qui prend ses racines dans les ex-républiques du Caucase.

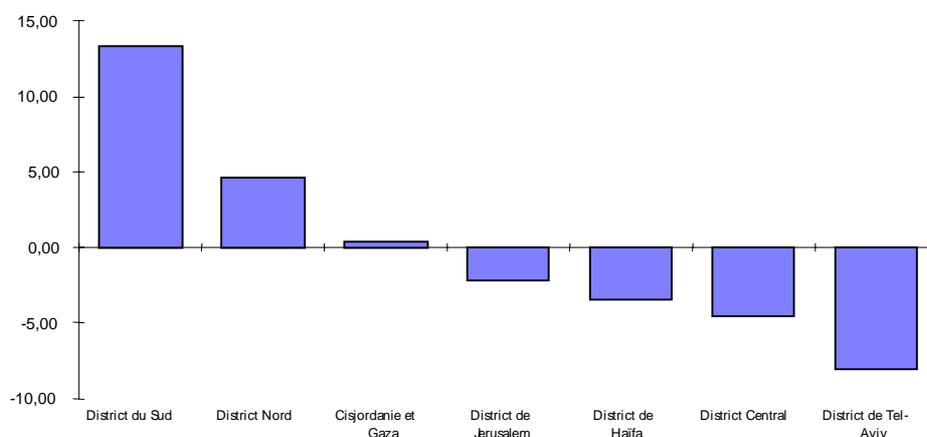
D'autres villes ont, elles, pleinement bénéficié de l'immigration comme en témoigne l'évolution du taux de croissance annuel de Ma'alot Tarshiha passé de 2,6% par an sur la période 1983-1989 à 13,5% sur celle de 1989-1995. Dans ce même ensemble de villes, à l'inverse, Beth Chéan et Eilat n'ont été que peu concernées par l'immigration. Pour la première, l'explication tient au fait qu'elle est trop excentrée pour attirer les ex-Soviétiques et pour la seconde, l'interprétation tient en partie de sa localisation mais aussi de la spécificité de son marché d'emploi. Essentiellement vouée au tourisme, cette ville n'offre pas de réelles opportunités d'insertion professionnelle aux qualifiés d'ex-URSS. Pour Eilat, il est possible d'ajouter un dernier point qui peut justifier son manque d'attractivité : le climat. De nombreux ex-Soviétiques nous ont confié que la chaleur constante qui règne à Eilat constitue un obstacle qu'ils ne peuvent pas franchir... Pour conclure, si l'on observe la répartition spatiale de ces villes qui n'ont pas atteint les prévisions de population de 1957, on notera qu'elles sont essentiellement situées en Galilée, fait non négligeable pour la stratégie de maîtrise démographique du Nord, comme nous le verrons plus en avant.

En dernier lieu, vérifions l'hypothèse qui voudrait que l'immigration d'ex-URSS ait été le moyen pour les villes de développement de dépasser lors du recensement de 1995 la barre de population définie en 1957. Sur la période 1989-1995, cinq villes ont atteint les objectifs de 1957 et ce n'est que pour deux d'entre elles (Ramla et Tibériade), que l'immigration semble avoir joué un rôle central. Même si ces conclusions peuvent paraître arbitraires, car construites sur la base des dates de recensement, il est toutefois intéressant de souligner que l'existence de filières migratoires transparaît dans ces résultats. Si une ville comme Ramla s'intègre dans les "territoires russes" de l'immigration, Beth Shemesh (qui a donc atteint au recensement de 1995 le niveau défini en 1957) ne semble pas y être intégrée. Ramla doit en effet sa croissance à l'établissement d'une filière migratoire originaire d'Ouzbékistan, et plus particulièrement de

Tashkent et de Boukhara, tandis que Bet Shemesh construit sa croissance sur l'immigration de Juifs d'Amérique du Nord et de religieux<sup>252</sup>.

Pour conclure, si l'on reprend une lecture à l'échelle nationale, l'observation de la part de chaque district dans l'accueil des immigrants d'ex-URSS confirme que les régions périphériques d'Israël sont aujourd'hui des espaces d'accueil de premier plan. Sur la période 1990-1997, la lecture des premiers choix de résidence montre une nette percée des districts sud et nord (cf. Figure 18) : le premier ayant gagné plus de 13 points en passant de 10,8% d'immigrants à plus de 24%, le second augmentant sa part de 4,6% (de 9,8% à 14,4%).

Figure 18 - Ecart de la part de chaque district et des Territoires occupés dans l'accueil des immigrants d'ex-URSS entre 1990 et 1997 (%)



Source : Central Bureau of Statistics, 1998, Jérusalem.

A l'échelle de la région sud, ces résultats constituent un véritable succès. Pour reprendre la problématique développée par Yehuda Gradus<sup>253</sup>, nous pouvons affirmer que la recomposition des espaces d'immigration au profit du district sud contribue à modifier la géographie des représentations en Israël. L'image du Néguev comme frontière s'efface progressivement pour laisser place à celle d'une périphérie avec comme "métropole d'équilibre" Beer Sheva. Par conséquent, la question qui se pose aujourd'hui à Israël est de savoir si, après avoir repoussé la frontière sociale<sup>254</sup> que représentait la région du sud, du fait d'un manque chronique de populations qualifiées, cet Etat saura exploiter la source de développement apportée par l'immigration pour réaliser le souhait de D. Ben Gourion : "Faire fleurir le désert"<sup>255</sup>.

<sup>252</sup>L'expansion de Bet Shemesh s'est notamment réalisée par la création du quartier de Jefat ha Shemesh.

<sup>253</sup>Faire un renvoi aux articles de gradus

<sup>254</sup>Voir notamment Amiram Gonen, "Who to the frontier? Changing Policies in the Peopling of Israel's Frontier" in O. Yiftachel, A. Meir, 1998, *Ethnic Frontiers and Peripheries. Landscape of Development and inequality in Israel*, Boulder : Westiew Press, pp.141-170.

<sup>255</sup>Cf. Le numéro du Jerusalem Report titrant à sa une "Where's the desert ? The greening of the Negev", May 1, 1997.

Plus globalement, l'ensemble de ces éléments nous pousse donc à affirmer que les logiques de migrants et les logiques d'Etat ont œuvré dans un même sens, celui de l'essor des villes périphériques d'Israël. Le pari de mettre à disposition des logements à coût modéré dans ces espaces excentrés s'est révélé être un succès. Cependant, il faut souligner que l'installation de ces immigrants a un prix, celui d'un essor important du taux d'inactivité dans ces villes. Ce contre-effet de l'immigration massive de Juifs d'ex-URSS peut s'expliquer par les recompositions économiques d'Israël. Parallèlement à la poursuite de la politique de répartition de l'immigration, Israël a vu se modifier, sous l'effet des impératifs économiques, sa propre logique d'aménagement du territoire. Si au cours de la période de 1950-1980, les aménageurs et les décideurs économiques ont porté une attention toute particulière à la recherche d'un équilibre entre poursuite du développement des aires métropolitaines et intéressement des espaces périphériques à la croissance du pays, aujourd'hui cette quête n'est plus aussi prégnante. Comme l'a souligné Arie Shachar, les reconfigurations économiques et la réduction de la dimension stratégique des espaces périphériques (suite aux traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie) ont contribué à délaissier, en termes de développement, les régions nord et sud au profit d'une concentration des nouvelles industries au sein même des aires métropolitaines de Tel Aviv et Haïfa. Malgré la poursuite d'incitations à l'installation dans les périphéries du pays notamment par l'attribution d'aides à la création d'industries à haute valeur ajoutée, le futur de ces régions est bien difficile à envisager. De plus, l'ex-URSS ne constitue pas un réservoir de populations juives intarissable, la source de croissance démographique qu'a été cette immigration est vouée à être remise en question dans un futur proche (cf. Chapitre Sept). Dans les années à venir, le risque majeur auquel Israël risque d'être confronté réside dans l'essor d'une migration interne des ex-Soviétiques vers le centre du pays, faute d'emploi. Déjà en 1997, lors de nos recherches à Arad, nous avons observé l'existence de familles d'ex-URSS arrivées au début des années quatre-vingt dix qui louaient leurs maisons (acquises grâce aux facilités d'achat concédées par l'Etat) à de nouveaux immigrants, tandis qu'ils louaient eux-mêmes un appartement à Tel Aviv, seul espace où ils ont pu trouver un travail qui leur convienne. Cette première observation confirme les enjeux qui demeurent attachés à cet espace. Soulignons que Amiram Gonen [1998:166] soutient la thèse que les migrations pendulaires qui s'opèrent entre les espaces septentrionaux et le bassin d'emploi de Tel Aviv participent de l'extension du cœur économique du pays. Il souligne que pour les immigrants d'ex-URSS venus de régions urbaines très étendues, une distance de cinquante kilomètres entre le lieu de résidence et le lieu d'emploi n'est pas une contrainte significative. En cela, l'immigration des ex-Soviétiques étire l'aire d'influence du cœur économique du pays vers les marges qui deviennent, comme nous l'avons mentionné, des périphéries intégrées. A. Gonen cite le cas de Sderot pour le sud et Karmiel et Natzaresh Illith pour le nord comme de nouveaux satellites du cœur économique du pays.

### III.2 L'immigration d'ex-URSS comme support de la politique de maîtrise démographique du Nord : un bilan mitigé

Au delà de la fonction de peuplement et de développement des marges d'Israël, l'immigration, du fait de la non résolution du conflit israélo-arabe, a revêtu depuis 1948 une dimension géostratégique des plus prégnantes, comme nous nous sommes efforcés de le démontrer dans le Chapitre Trois.

Après avoir mesuré l'influence de l'immigration d'ex-URSS en termes de développement territorial, notre démonstration doit donc s'attacher à estimer l'impact de cette immigration dans la politique de « maîtrise » des minorités arabes présentes sur le territoire israélien dans ses frontières de 1948. Cette étude s'attachera donc à analyser la situation dans la partie septentrionale d'Israël, premier espace de résidence des populations non juives (cf. encadré).

Comme l'a montré dans ses travaux Oren Yiftachel, les plans régionaux de développement de la présence juive en Galilée ont poursuivi trois axes stratégiques au cours des cinquante dernières années :

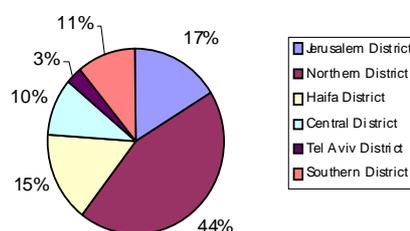
1. l'encerclement des aires arabes densément peuplées par l'implantation de villages juifs (décennies 40 et 50) ;
2. la pénétration limitée de ces aires de peuplement arabe par la création d'implantations urbaines principalement (décennie 60 et début des années 70) ;
3. la pénétration extensive de ces espaces arabes par la multiplication des implantations rurales [1992 :149] ”.

Cette politique de contrôle territorial sur la base d'un développement de la population juive de Galilée a été développée par l'installation des premiers immigrants dans ces espaces où les populations non juives étaient majoritaires. Si cette politique a été efficace lors des grandes vagues migratoires des années cinquante et soixante, dès le début des années soixante-dix, faute d'immigrants, la part de la population juive n'a cessé de s'éroder. Lors de la création de l'Etat, la population juive du district Nord était « déficitaire » de 37 000 personnes mais très rapidement la politique dirigiste d'intégration des immigrants avait permis d'installer une majorité juive dans le district.

Dès 1970, le sous-district de Yizréel, qui comprend Nazareth, était passé sous majorité démographique juive (-10 800 Juifs en 1948, +10 900 en 1972). Le sous-district d'Acre, foyer des Arabes israéliens, avait, malgré la création de nombreuses implantations juives, conservé une majorité arabe (cf. Tableau 47).

#### Répartition spatiale des populations non juives d'Israël (1997)

En 1997, 519 500 Arabes israéliens et autres populations non juives (Druzes et Bédouins principalement) résidaient dans le district Nord soit 44% de l'ensemble de ces populations.



Statistical Abstract of Israel 1998

La très grande majorité de ces résidents du district Nord était localisée dans les sous-districts de Yizréel et d'Acre ainsi que dans le Golan pour la population druze.

Tableau 47 - Ecart de peuplement entre les populations juive et non juive dans les sous-districts du district Nord (1948-1996)

District, sous-district et Golan	POPULATION					
	1996	1994	1989	1983	1972	1948
District Nord	-17 300	-9 400	-33 100	-2 000	38 100	-37 200
Safed S.D	67 800	65 400	56 600	54 200	48 400	7 000
Kinneret S.D	39 200	37 600	33 500	31 200	27 200	9 300
Yizre'el S.D	-9 100	-5 100	-15 800	-2 400	10 900	-10 800
Acre S.D	-112 300	-103 900	-138 400	-78 900	-47 800	-42 700
Golan	-2 800	-3 400	-5 000	-6 100	-	-
<b>Population juive totale</b>	<b>3 515 400</b>	<b>3 411 600</b>	<b>2 874 600</b>	<b>2 662 400</b>	<b>2 225 700</b>	<b>560 700</b>

Source: Population in Localities 1990, Special series n° 916, CBS, Jerusalem, 1992, pp.67-69;

Statistical Abstract of Israel 1997.

La majorité juive n'aura été que de courte durée car, dès la fin des années soixante-dix, de par la conjugaison d'une forte croissance naturelle des Arabes israéliens et d'un affaiblissement de l'immigration, la population juive est redevenue minoritaire. A l'aube de l'éveil migratoire de la communauté juive d'ex-URSS, la population juive présentait un "déficit" de 17 000 personnes en Galilée. Ceci n'était toutefois pas un échec, car l'essor de population avait permis de mailler la Galilée de villages juifs qui étaient autant d'espaces de contrôle dans une zone frontalière agitée par le conflit larvé du sud Liban.

Malgré l'abandon d'une politique dirigiste d'intégration des immigrants, le retour à une immigration de forte ampleur a constitué une "nouvelle chance" de ramener en faveur de la population juive la composition démographique du Nord. Même si seulement 13 à 15% des immigrants d'ex-URSS choisissent de résider dans ce district, l'installation de 75 600 immigrants entre 1990 et 1995 a indéniablement revivifié la politique de peuplement de la Galilée : la part relative de l'immigration dans la croissance de population juive sur la période s'élève à 71,6%. La simple lecture du tableau 48 souligne l'essor de croissance qu'a impulsé l'immigration. L'entrée des ex-Soviétiques a permis de tripler le taux de croissance juif et de devancer de près d'un point celui de la population non juive (4,01 contre 3,25). Fait remarquable, c'est dans les sous-districts où les Arabes israéliens sont les plus représentés que le taux de croissance juive a été le plus fort. Le succès de Karmiel et de Ma'alot Tarshiha (sises dans le s-d. d'Acre) et de Nazareth Illith (s-d. de Yizre'el) auprès des immigrants d'ex-URSS expliquent ces hausses de croissance très marquées en faveur de la population juive.

Tableau 48 - Populations juive et non juive et taux de croissance annuelle dans les sous-districts du district Nord (1948-1996)

District, sous-district et Golan	POPULATION						CROISSANCE			
	1996	1994	1989	1983	1972	1948	Taux de croissance annuel sur la période 1948-1972 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1972-1983 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1983-1989 (en %)	Taux de croissance annuel sur la période 1989-1996 (en %)
District Nord	480 300	458 700	364 800	327 000	255 700	53 400	6,74	2,26	1,84	4,01
Safed S.D	76 900	73 800	63 100	59 500	52 500	8 900	7,68	1,14	0,98	2,87
Kinneret S.D	62 800	60 000	52 600	46 900	38 400	14 400	4,17	1,83	1,93	2,56
Yizre'el S.D	170 200	163 000	126 400	115 000	92 300	24 100	5,75	2,02	1,59	4,34
Acre S.D	155 500	148 500	112 700	98 700	72 500	6 000	10,94	2,84	2,24	4,71
Golan	14 900	13 400	10 000	6 800	-	-	-	-	6,64	5,86
Population juive totale	4 637 400	4 441 100	3 717 100	3 350 000	2 686 700	716 700	5,66	2,03	1,75	3,21
District Nord	497 600	468 100	397 900	329 000	217 600	90 600	3,72	3,83	3,22	3,25
Safed S.D	9 100	8 400	6 500	5 300	4 100	1 900	3,26	2,36	3,46	4,92
Kinneret S.D	23 600	22 400	19 100	15 700	11 200	5 100	3,33	3,12	3,32	3,07
Yizre'el S.D	179 300	168 100	142 200	117 400	81 400	34 900	3,59	3,39	3,25	3,37
Acre S.D	267 800	252 400	251 100	177 600	120 300	48 700	3,84	3,60	5,94	0,92
Golan	17 700	16 800	15 000	12 900	-	-	-	-	2,55	2,39
Population non-juive totale	1 122 000	1 029 500	842 500	687 600	461 000	156 000	4,62	3,70	3,44	4,18

Source: Population in Localities 1990, Special series n°916, CBS, Jérusalem, 1992, pp.67-69; Statistical Abstract of Israel 1997.

L'appel migratoire créé par l'effort de mise à disposition de logements publics et l'établissement de filières migratoires ont amené les ex-Soviétiques à s'installer majoritairement dans les sous-districts de ces villes. Une sur-représentation des immigrants est en effet perceptible dans les sous-districts d'Acre et de Yizréel avec 41% d'immigrants contre 32 et 35% dans l'ensemble de la population juive (cf. Tableau 49). Les écarts de population ont visiblement été réduits par la croissance apportée par l'immigration : de près de 35 000 personnes pour le premier et de 10 000 pour le second (cf. Tableau 47)

Tableau 49 - Répartition de la population juive et de la population d'ex-URSS dans le district Nord et ses sous-districts (1995)

District, sous-district et Golan	Population juive totale		Immigrants d'ex-URSS	
	Nombres absolus	Pourcentages	Nombres absolus	Pourcentages
District Nord	470 300	100	75 600	100
Safed S.D	75 500	16	7 300	10
Kinneret S.D	61 400	13	4 500	6
Yizre'el S.D	166 500	35	31 000	41
Acre S.D	152 700	32	31 000	41
Golan	14 200	3	1 700	2

Source: Statistical Abstract of Israel 1997; Immigrant population from Former USSR 1995, Demographic trends, CBS, Jérusalem, 1998, p.14

Par delà ces résultats, il nous faut conclure que l'immigration d'ex-URSS n'a pas constitué "l'arme démographique" qui aurait permis une "judaïsation complète" de la Galilée. Ghazi Falah, dans son article "Israeli "Judaization" Policy in Galilee" [1991], concluait que l'immigration d'ex-URSS risquait d'altérer de manière notable la réalité démographique de la Galilée. Huit années se sont écoulées et nous pouvons conclure que cette immigration a certes permis un essor considérable de la présence juive dans cette région, mais elle a été contrebalancée par une forte croissance naturelle des populations non-juives qui n'a pas permis d'asseoir une majorité juive en Galilée. Le ralentissement de l'immigration n'a fait qu'accroître l'écart de population entre les deux groupes, replaçant cet espace dans la dynamique de croissance des années quatre-vingt. Si, en 1994, la différence de population avait été réduite à moins de 10 000 personnes, deux années plus tard cet écart était déjà de près du double (cf. Tableau 47). Seule le maintien d'un flux migratoire à hauteur de 100 000 personnes

sur les cinq premières années de la décennie d'immigration ex-soviétique aurait vraisemblablement permis d'y consolider une majorité juive.

Pour conclure sur ce point, replacer le nord d'Israël dans le contexte géopolitique du Moyen Orient apparaît, aujourd'hui, nécessaire. Comme nous l'avons évoqué, les marges israéliennes ne recouvrent plus la même dimension stratégique qu'hier. Inférer sur la géo-ethnicité<sup>256</sup> d'Israël n'est plus véritablement une priorité car la ratification des accords de paix a permis d'estomper avec plus d'ardeur la représentation des Arabes israéliens comme une potentielle menace, une "cinquième colonne" qui mettrait en péril la souveraineté d'Israël sur son territoire. Ceci est d'autant plus vrai que la récente élection au poste de Premier Ministre (mai 1999) d'Ehud Barak a tenu notamment au fait de son engagement à retirer, au plus vite, les troupes israéliennes du sud-Liban. La pacification de la zone nord d'Israël rendrait donc moins nécessaire une densification juive de la Galilée. Cependant, le désengagement israélien du Sud Liban requiert de renouer les négociations de paix avec la Syrie, pièce maîtresse de la lutte armée contre Israël. La route vers la ratification d'un accord de paix devra donc nécessairement passer par la résolution de la question du Golan<sup>257</sup>.

Pour ce dernier espace, même si les Juifs d'ex-URSS ont participé avec une moindre ampleur que dans les sous-districts du Nord à la croissance de la population juive, l'installation de quelques 1 700 d'entre eux dans ses implantations n'est pas pour faciliter les avancées sur la voie de la paix (cf. Tableau 49). Les ex-Soviétiques se sont majoritairement installés à Qazrin, implantation principale du plateau. En 1995, après avoir enregistré l'immigration de 1 400 ex-Soviétiques, la ville présentait une structure démographique composée pour un quart de ces nouveaux immigrants.

En conclusion, qu'elle soit de faible ampleur ou pas, la poursuite de l'implantation juive notamment par l'installation d'immigrants dans les colonies juives du Golan pose le problème de l'ambiguïté de la géostratégie d'Israël. Se dire prêt à une "paix des braves" tout en ne refrénant que modestement la colonisation des territoires occupés est, pour les parties arabes, un obstacle majeur au processus de paix. Le cœur du problème est constitué par la situation en Cisjordanie, principal lieu de la colonisation, et à Jérusalem où le symbolique revêt une valeur cardinale dans la politique israélienne.

### **III.3 Jérusalem et les Territoires occupés : une zone de fracture entre idéologie politique et réalisme démographique**

Chez les dirigeants palestiniens, la crainte d'une installation massive des ex-Soviétiques à Jérusalem Est et dans le "Grand Jérusalem" s'est faite très présente aux premières heures de l'immigration (cf. Préambule et Chapitre Trois), il convient donc de vérifier si celle-ci était fondée. Afin d'analyser cette question de premier ordre géostratégique, nous dissocierez notre approche selon deux espaces : en premier lieu, nous nous attacherons à observer la situation dans les territoires occupés et, en second lieu, nous nous focaliserons sur la question du "Grand Jérusalem".

#### **III.3.1 Les colonies de Cisjordanie et de Gaza, des espaces peu attractifs pour les immigrants d'ex-URSS**

---

<sup>256</sup> Voir David Newman, 1998, pp.17-38.

<sup>257</sup> Cf. notamment l'article d'Aluf Benn, " *Syria seen softening preconditions for talks on Golan and peace* ", Ha'aretz, Monday, June 28, 1999 (édition anglaise). Dans cet article, Ezer Weizman, président d'Israël, défend l'idée d'un retour du plateau du Golan à la Syrie " pour le bien d'Israël, pour renforcer son économie et ses capacités d'intégration de nouveaux immigrants ".

Les colonies juives de Cisjordanie et de Gaza ont connu depuis ces dernières années une nette croissance de population grâce aux mouvements sionistes religieux comme le *Gouch Emounim* (cf. Chapitres Deux et Trois), mais aussi par les mouvements internes liés au départ des populations des métropoles israéliennes vers les périphéries. En 1989, les colons juifs étaient 72 800 (dont 95% en Cisjordanie) répartis dans 81 implantations, et, en 1995, leur nombre s'élevait à 133 500 (98%) dans 136 colonies, soit un taux de croissance brute de population de 83%.

Quelle a donc été la participation des ex-Soviétiques dans cette croissance ? Malgré le peu de données dont nous disposons sur cette question, il semble qu'ils n'aient que très faiblement contribué au développement des colonies. Hormis Ma'ale Adumim, localisée dans le "Grand Jérusalem" (cf. infra), seules deux colonies étaient véritablement concernées par l'immigration d'ex-URSS en 1995 : Ariel et Kyriat Arba, qui regroupaient respectivement 3 300 et 800 ex-Soviétiques. En 1997, deux nouvelles colonies semblent avoir attiré les immigrants : Karnei Sharon et Tsour Igal (cf. Tableau 50).

Tableau 50 - Les principales colonies juives d'installation des immigrants d'ex-URSS

	Ariel	Kyriat Arba	Karnei Shom ron	Tsour Igal
Population immigrante d'ex-URSS	4 721	906	469	442
Part des immigrants dans la population totale (%)	31,6	16,8	8,5	12,2

Source : Anne de Tinguy, 1998, *Les Russes d'Israël, une minorité très influente*, Paris: FNSP (les études du CERI), p.30.

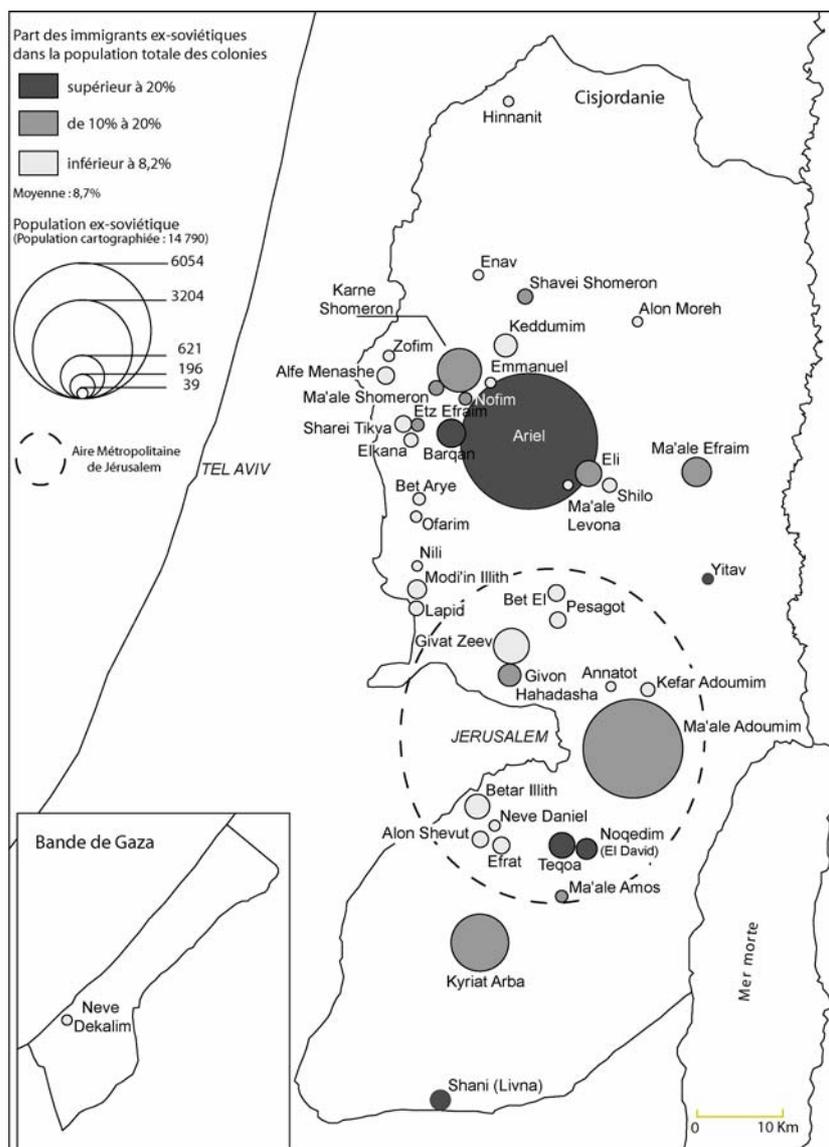
Ainsi, sur les 750 000 immigrants d'ex-URSS entrés en Israël depuis 1989, seul un dixième a choisi de résider dans une colonie juive des Territoires occupés (cf. ). Leur origine urbaine explique le faible intérêt qu'ils ont eu pour ces espaces qui ne rassemblent en moyenne que quelques centaines de personnes. Néanmoins, il faut noter que certains immigrants d'ex-URSS, après un premier lieu de résidence dans le district de Tel Aviv ou de Jérusalem, ont choisi de s'installer dans les Territoires occupés et principalement en Cisjordanie (cf. Carte 7).

A la différence des immigrants d'ex-URSS qui résident à Kyriat Arba<sup>258</sup>, ceux d'Ariel ont choisi ce lieu non pas pour des raisons idéologiques et religieuses, mais pour l'attrait économique que constitue cette colonie. Sise à 40 minutes de Tel Aviv, cette implantation créée en 1973 a su attirer les immigrants par la qualité de vie qu'elle offre, tant au plan de l'environnement que de la vie sociale. La mise à disposition de logements peu coûteux ainsi que l'existence de programmes d'accueil pour les nouveaux immigrants ont constitué la clé du succès d'Ariel.

Lors de notre entretien avec un jeune homme venu de Gomel et installé comme chauffeur de taxi dans la colonie, il s'est avéré que cette implantation apparaissait aux immigrants comme une "cité dortoir de qualité" de la banlieue de Tel Aviv et que la dimension idéologique n'était que mineure dans leur choix d'installation.

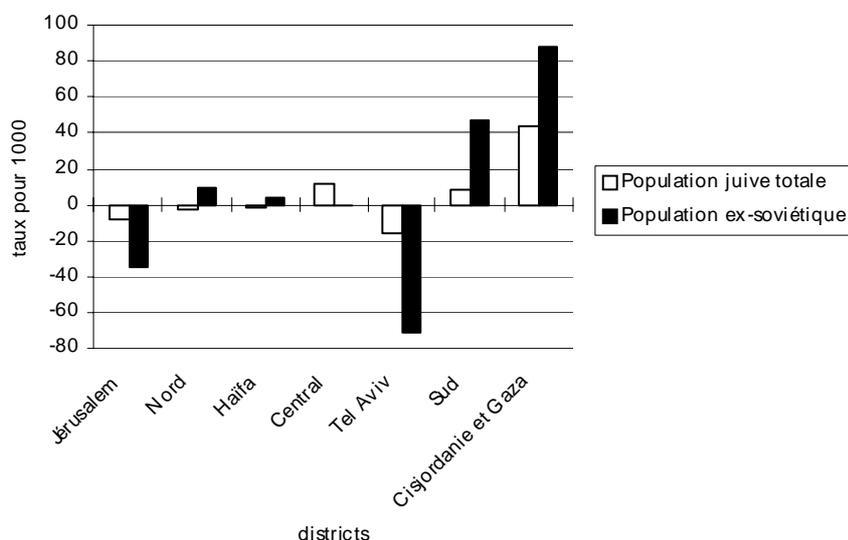
<sup>258</sup> Lors de nos entretiens à Arad, nous avons été confronté à un cas de choix de localisation intéressant : une jeune femme nous a dit avoir choisi de résider dans cette ville du Néguev car, étant non juive pratiquante, elle n'avait pu se résoudre à vivre auprès de ses parents qui s'étaient installés à Kyriat Arba du fait de leurs convictions religieuses. Elle avait donc choisi Arad, une ville à distance raisonnable de sa famille.

Carte 7 - Les Juifs d'ex-URSS en Cisjordanie et à Gaza en 2000



Notes : Seules sont représentées les colonies de plus de 30 immigrants ex-soviétiques;  
 Période d'immigration considérée : du 1er janvier 1989 au 30 septembre 2000;  
 Les colonies sises à Jérusalem-Est ne sont pas représentées.  
 Source : Ministère israélien de l'immigration - 2000  
 © William Berthomière, Isabelle Bouhet - Migrinter - 2000

Figure 19 - Immigrants d'ex-URSS et population juive totale: migrations internes par district



source: Immigrant population from Former Soviet union, 1995: Demographic trends, CBS, 1998, p.21

L'évocation de l'enjeu politique d'une résidence à Ariel a d'ailleurs très vite fait naître une réaction de protestation des collègues du nouvel immigrant. Ces derniers nous ont fait remarquer qu'ils n'étaient pas des colons mais des artisans peu fortunés qui préféraient, pour une même somme d'argent, résider ici dans une maison de 120 m<sup>2</sup> à Ariel que dans un deux pièces de Tel Aviv. Même si, indéniablement, les immigrants ont conscience des répercussions politiques d'une installation au-delà de la ligne verte, leur représentation de l'espace est avant tout tournée vers la quête d'un lieu où est optimisé au maximum le rapport qualité de vie/intégration socioprofessionnelle.

En termes d'immigration la *toshava* (centre résidentiel) qu'est Ariel a donc largement profité de l'extension progressive de l'aire d'influence de Tel Aviv. En octobre 1998, le succès d'Ariel a été confirmé par l'octroi du statut de ville à cette colonie par Benjamin Netanyahu<sup>259</sup> et par l'annonce en juin 1999, de l'approbation d'un plan de construction de 1 000 nouveaux logements<sup>260</sup>. Rappelons qu'en 1997, 78,9% des transactions immobilières réalisées à Ariel étaient le fait de nouveaux immigrants (281 appartements ont été achetés)<sup>261</sup>.

Globalement, la lecture géostratégique de l'immigration d'ex-URSS dans les Territoires occupés est donc des plus simple, car, hormis les colonies sises dans le "Grand Jérusalem", seule Ariel enregistre une immigration notable. Cependant, la croissance d'Ariel

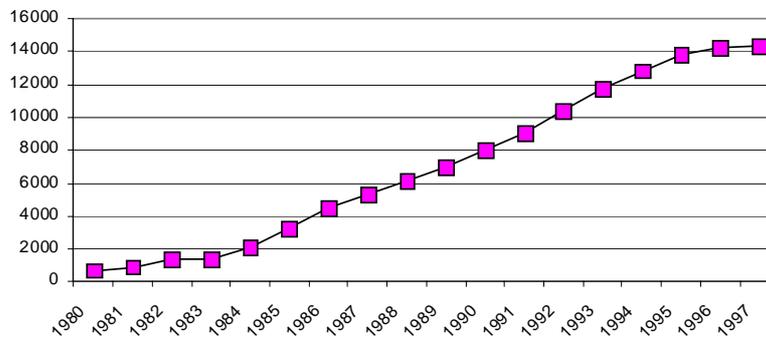
<sup>259</sup>Ha'aretz, Thursday, October 8,1998.

<sup>260</sup>Ha'aretz, Wednesday, June 16,1999.

<sup>261</sup>Ha'aretz, Monday, April 6,1998.

(cf. Figure 20) sur la base d'une nouvelle banlieue métropolitaine accentuée, grâce à l'immigration des ex-Soviétiques, son "but stratégique", à savoir sa fonction de rupture de la continuité territoriale en Samarie (cf. Dieckhoff, 1997 : 72-84). Replacée dans le contexte des Accords d'Oslo, cette fonction mérite-t-elle encore de perdurer ou d'être simplement évoquée ? Il est certain qu'une telle croissance dessine, en négatif, les contours du futur palestinien car, comme le déclarait Benjamin Netanyahou lors de la cérémonie officielle de l'attribution du statut de ville, "Ariel restera israélienne quel que soit le statut final des implantations". Assurément une telle politique ne fait que compliquer la route vers la ratification d'un accord final.

Figure 20 - La population de la colonie d'Ariel (1980-1997)



Source: Central Bureau of Statistics, Jerusalem, 1999.

Penchons-nous maintenant sur un autre espace sensible, celui de Jérusalem et de ses extensions territoriales en Cisjordanie.

### III.3.2 Jérusalem, "un symbole oublié..."

Les premières analyses aux différentes échelles administratives réalisées précédemment l'avaient laissé supposer : malgré l'ampleur de l'immigration, l'impact des ex-Soviétiques sur la géostratégie de Jérusalem est resté modeste. Comme l'a écrit Anne de Tinguy [1998 :30], "leur présence n'est cependant pas suffisante pour bousculer les équilibres. Les espoirs du gouvernement Netanyahou de créer de nouvelles réalités démographiques et géographiques qui rendraient dérisoire toute tentative de reposer la question de la souveraineté israélienne sur Jérusalem apparaissent largement vains". A l'échelle de la ville "réunifiée", les quelques 24 700 immigrants d'ex-URSS résidant à Jérusalem en 1995, ne représentaient que 5,8% de la population juive totale de la ville. Cependant, à travers les grilles de lecture que sont la dynamique générale de la population et la répartition de l'immigration à l'échelle des quartiers, l'immigration d'ex-URSS constitue un événement démographique qu'il ne faut pas minimiser.

En effet, même si l'immigration d'ex-URSS n'a que moyennement participé à l'accroissement de la présence juive à l'Est de Jérusalem, les contre-effets de celle-ci n'ont pas

été négligeables. L'absence de réelles données statistiques<sup>262</sup> et d'enquêtes limitent notre propos, mais, suite à nos recherches de terrain, différents éléments nous poussent à dire que, de par son ampleur, l'immigration d'ex-URSS a repoussé des familles, principalement de jeunes couples de classe moyenne, dans les nouveaux quartiers orientaux. La flambée des coûts du logement dans la partie occidentale de la ville, suite à la vague migratoire des années 1990 et 1991, a privé les familles modestes de toute possibilité de logement dans cette partie de Jérusalem. Cette "migration forcée" n'a pas favorisé l'instauration d'une relation amicale entre ces jeunes familles israéliennes et les ex-Soviétiques. En termes de diffusion de la croissance, certains diront que les autorités gouvernementales et municipales n'ont fait que favoriser ce mouvement qui servait leurs objectifs. Soulignons, toutefois, que les mobilités ouest-est enregistrées prennent également leur source dans un conflit social qui oppose de jeunes générations en quête de "normalité" à l'intransigeance des Juifs orthodoxes, les "Hommes en noir" qui ne cessent d'accroître, par un taux de croissance naturelle particulièrement élevé, leur poids démographique mais aussi politique dans la conduite de la gestion municipale de Jérusalem.

En outre, il faut souligner que, dans le contexte de perte de population dans lequel se tient Jérusalem depuis le début des années quatre-vingt, l'arrivée des ex-Soviétiques a permis de contrebalancer le solde migratoire de la ville (-6 000 en 1996<sup>263</sup>). Sur la période 1989-1995, le gain brut de population juive a été de 59 400 personnes, avec une part relative de l'immigration d'ex-URSS à hauteur de 41,5% dans cette croissance. Le soutien apporté par l'immigration est en cela non négligeable. Néanmoins, la croissance brute de la population juive de la Jérusalem "réunifiée" n'a pas excessivement cru en comparaison de la période 1983-1989 (cf. tableau 51)

Tableau 51 - Populations juive et arabe de Jérusalem (1983-1995)

	1983	1989	1995	Ecart brut de population	
				sur la période 1983-1989	sur la période 1989-1995
Population totale	428 700	504 100	602 700	75 400	98 600
Population juive	306 300	361 500	420 900	55 200	59 400

Source: Central Bureau of Statistics, Jerusalem, 1999.

Le mouvement d'émigration que connaît la ville grevant une part considérable de la croissance, la ville n'a, en effet, vu sa population croître que de 59 400, soit à peine plus de 4 000 personnes en comparaison de la période de 1983-1989 au cours de laquelle aucune vague migratoire importante n'avait intéressé Israël.

Ainsi, nous pouvons conclure à cette échelle d'analyse, que l'immigration d'ex-URSS n'a pas profondément modifié la dynamique de croissance de la ville. La part de la population arabe ne cesse en effet de croître depuis la conquête de la partie orientale en 1967. A cette date, la part des Arabes dans la population totale était de 25%, en 1989 de 28% et elle représentait 30% en 1995. A l'inverse, si l'on analyse la croissance démographique dans sa dimension géostratégique, nous pouvons conclure que l'apport de population immigrante a favorisé la réalisation des objectifs israéliens, à savoir l'établissement d'une majorité juive dans la partie orientale de la ville. Depuis 1993, la population juive est y numériquement supérieure

<sup>262</sup> Pour des raisons très certainement d'ordre politique et stratégique, les données démographiques concernant Jérusalem sont assez peu diffusées, ce qui rend donc l'analyse un peu superficielle.

<sup>263</sup> Les mobilités internes des nouveaux immigrants ne représentent qu'un cinquième du solde migratoire négatif.

à la population arabe et, comme le souligne la carte 8, l'immigration d'ex-URSS a contribué à cette majorité. Les nouveaux quartiers juifs de Jérusalem Est ont en effet accueilli plus de 10 500 ex-Soviétiques, soit près de 45% des immigrants « russes » de la ville.

Au sud, les quartiers de Gilo et de Talpiot Est ont été les principaux lieux d'installation des immigrants tandis qu'au Nord, Ramot a rassemblé plus de 7 000 ex-Soviétiques. Ils représentaient en 1995 plus d'un tiers de la population du quartier. Les nouveaux quartiers de Pisgat Zeev et Neve Yaacov sont également aujourd'hui des quartiers où l'immigration d'ex-URSS se fait de plus en plus présente.

Pour reprendre une expression de Frédéric Encel, cette migration a en partie permis aux dirigeants israéliens « de renforcer à coups de courbes croisées le fait que la « capitale éternelle » est bien réunifiée » [1998 : 160].

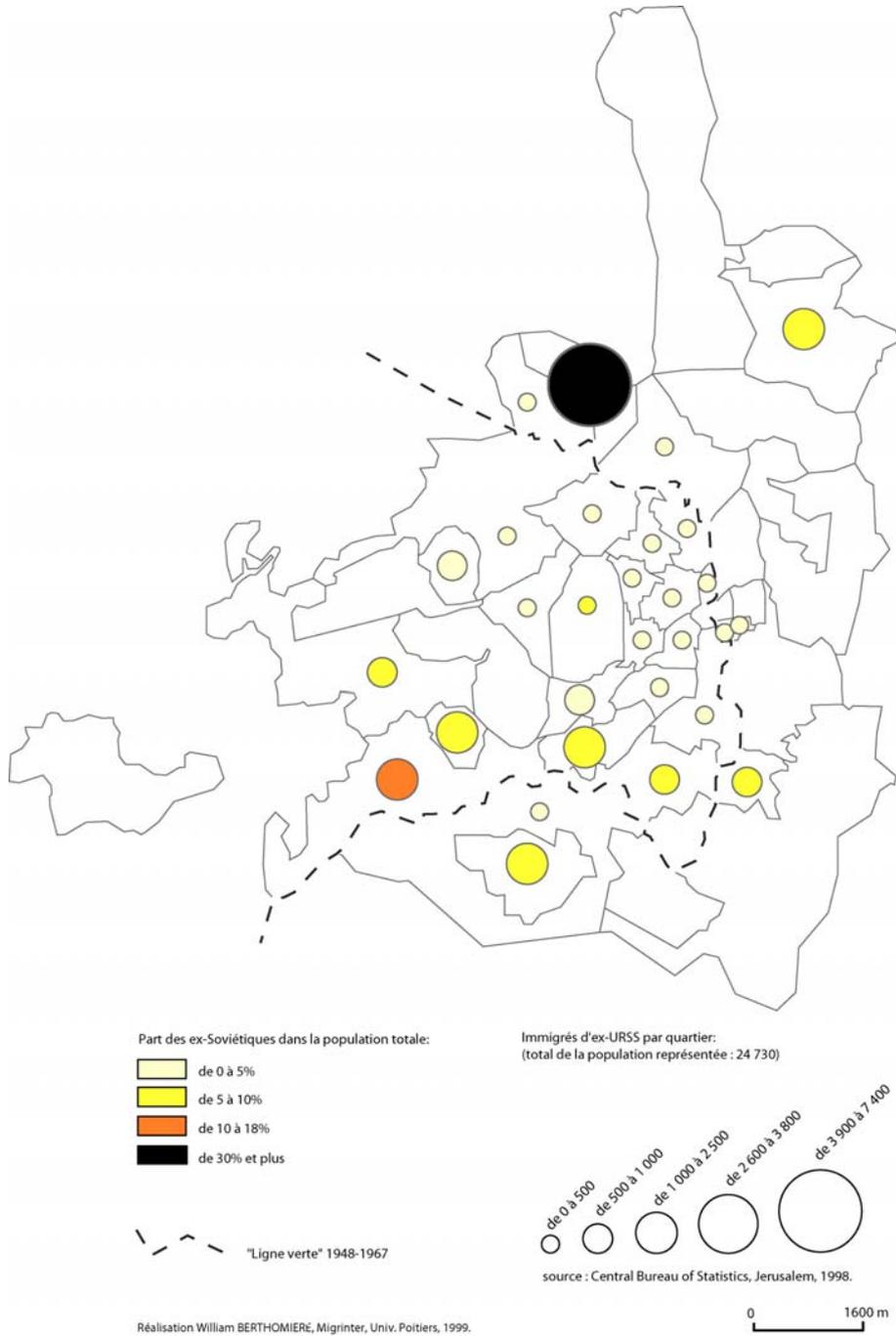
A l'échelle du « Grand Jérusalem », la situation est nettement moins en faveur de la population juive. En 1992, l'aire métropolitaine (partie orientale de Jérusalem exclue), présentait, du fait de la présence des villes de Ramallah et Bethlehem en son nord et en son sud, une très faible part de population juive avec seulement 15% des 289 000 personnes circonscrites dans ses limites. L'immigration n'a en rien modifié le rapport démographique, seule la colonie de Ma'ale Adumim ayant été réellement concernée par l'immigration d'ex-URSS. En 1997, 2 626 ex-Soviétiques y résidaient et à peine plus de 600 autres étaient répartis à Givat Zeev (au nord-ouest du quartier de Ramot) et à Beitar Illith et Efrat (au sud de Bethléem). Soulignons toutefois que la colonie de Ma'ale Adumim<sup>264</sup> présente aujourd'hui une population composée pour 15% d'ex-Soviétiques. Une fois encore, l'attrait de cette colonie a résidé dans la faiblesse des coûts du logement et dans sa proximité avec Jérusalem. Parmi les entrepreneurs que nous avons interrogés, beaucoup nous ont dit résider dans cette colonie pour ces différentes raisons. Ils ont également ajouté que la part croissante des ex-Soviétiques dans cette colonie ne faisait que renforcer leur désir d'y habiter. Cette remarque augure peut-être d'un futur développement rapide de cette colonie si des filières migratoires sont établies avec l'ex-URSS.

L'ensemble des conclusions tirées, aux diverses échelles géographiques, témoigne globalement de la validité de l'hypothèse d'une convergence d'intérêts entre logiques de l'État et logiques de migrants. L'évolution du peuplement juif du Neguev est en cela révélateur. David Ben Gourion rêvait de voir fleurir le désert, aujourd'hui, ce territoire aride, qui repoussait les premiers immigrants, est le principal espace d'accueil des ex-Soviétiques.

---

<sup>264</sup> Cette colonie a été autorisée par Y. Rabin en 1975 et inaugurée par Menahem Begin en 1978 (Cf. Encel, 1998 : 142)

Carte 8 - Les Juifs d'ex-URSS à Jérusalem (1995)



Au-delà de ce résultat, tempérons toutefois notre propos. Ce ne sont pas les « demi-succès » enregistrés, en termes de géopolitique, à Jérusalem ou bien encore dans les Territoires occupés qui soulèvent notre souhait de relativiser nos observations mais bien plus une intuition née au fil des années d'observation de cette population immigrante. Nombreux ont été les ex-Soviétiques à s'installer dans les régions périphériques d'Israël, sans grandes motivations hormis le désir, légitime, de pouvoir trouver un foyer économiquement accessible et de se stabiliser pour entamer une « nouvelle vie ». Ce constat amène alors une question : les populations ex-Soviétiques, résidant dans les villes de développement du Sud ou de la Galilée, ne perçoivent-elles pas leur lieu de résidence comme temporaire ? Ces villes ne risquent-elles pas de voir rapidement leur population ex-Soviétique, au niveau de qualification élevé, partir pour Tel Aviv après avoir pris le temps suffisant à l'acquisition des logiques sociales du pays ? Malgré notre manque de recul pour nous prononcer sur ce thème, la tentation de répondre par l'affirmative est forte. L'origine urbaine des ex-Soviétiques et leur « boulimie » de culture constituent de sérieux facteurs « *push* » qui nous amènent à penser que les villes périphériques, petites et moyennes, auront bien du mal à retenir, à plus ou moins long terme, ces immigrants et encore plus, leurs enfants.

Les analyses faites et conclusions tirées précédemment nous invite donc pour terminer l'observation de l'évènement que constitue cette vague migratoire à une relecture des traits socio-démographiques d'Israël. L'immigration d'ex-URSS constitue une clef d'analyse adéquate pour opérer cette étude, dans la mesure où les caractéristiques de l'intégration sociale des migrants ex-soviétiques reflètent les évolutions qu'a connues, la société israélienne au cours de ces vingt dernières années. Préalablement, nous nous sommes attaché à lire cette immigration dans son rapport avec la question territoriale, première clef de lecture des impacts de la migration ex-soviétique ; il nous appartient maintenant de replacer l'*aliya* dans le projet de société israélien, dans la relation « laïcs-religieux » ou, pour reprendre les termes propres à la sociologie israélienne, dans le rapport « néo-sioniste-post-sioniste ». Par cette démarche, nous tenterons d'esquisser des éléments d'analyse qui nous permettront d'évaluer la pertinence du concept de « normalisation » qui se veut aujourd'hui résumer la dynamique sociale d'Israël, et de répondre à cette question : Israël est-il en train de devenir un pays comme les autres ?

## CHAPITRE SEPT - VERS UNE NOUVELLE REALITE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE D'ISRAËL

A l'échelle de réflexion que constituent Israël et sa diaspora, questionner l'idée d'une « normalisation » de ce jeune Etat poursuit, avant tout, le but de mettre en évidence la naissance d'un « *Homo israelicus* », de souligner les catalyseurs de la production d'une identité propre à la société israélienne, « l'israélité ». En conservant notre méthodologie de départ basée sur l'étude d'Israël à travers le prisme d'analyse qu'est la lecture de son continuum migratoire, il nous appartient donc de dégager les facteurs socio-démographiques qui interagissent dans la production de cette israélité. Le premier angle d'étude qu'il convient de proposer s'insère dans le débat actuel sur le modèle d'évolution de la société israélienne contemporaine, qui tend à faire de la relation « immigration-territoire » une dialectique obsolète. Il s'agira donc de vérifier cette « affirmation » à travers le questionnement de trois facteurs objectifs qui sont : le futur de l'immigration d'ex-URSS, la qualité des rapports que maintient Israël avec les autres grands foyers juifs de la diaspora, et l'existence d'une émigration israélienne, antithèse du sionisme politique.

Le second angle d'approche que requiert cette question réside dans l'étude des réactions de la société israélienne face à l'immigration des ex-Soviétiques ainsi que dans celle de la propre attitude des immigrants face à leur société d'accueil : véritables révélateurs d'une distanciation progressive de la société israélienne d'avec la logique « centre-périphérie ».

Ces différents prismes d'analyse qui reposent en fait sur un double regard, à la fois extérieur et intérieur, nous permettront d'émettre une première réponse à la question de la « normalisation » d'Israël à partir de l'étude d'une des valeurs qui étaient jusqu'alors cardinales en Israël, l'*aliya*.

### I LE DECLIN DE L'IMMIGRATION D'EX-URSS, SYMBOLE D'UN NOUVEL ISRAEL ?

La relation « immigration-territoire » est-elle menacée aujourd'hui en Israël ? Il s'agit là d'une question primordiale, car elle constitue une clef de compréhension essentielle pour qui veut tracer le passage entre « unicité » et « normalité » en Israël. En termes de sociologie politique, cette interrogation est d'autant plus centrale qu'une réponse par l'affirmative signifierait la fin d'une idéologie qui a guidé Israël tout au long de ses cinquante années d'existence. Tentons donc d'appréhender cette question à travers une analyse contextuelle et prospective des caractéristiques socio-démographiques des « bassins migratoires » d'Israël.

Un premier lieu de compréhension des mutations identitaires d'Israël réside dans la mesure de son potentiel d'immigration. L'*aliya*, raison d'être de l'Etat, tend à s'éroder, et le principal foyer d'émigration que constitue l'ex-URSS pourrait dans les cinq prochaines années se tarir définitivement.

#### I.1 L'ex-URSS : un « réservoir migratoire » en voie de tarissement...

Trois causes principales expliquent le tarissement progressif de la « dernière » grande source d'immigrants d'Israël. En premier lieu, la population juive d'ex-URSS est désormais vieillissante et cela diminue les chances de voir le flux d'émigration se maintenir à un niveau supérieur à 50 000 immigrants par an. En 1998, l'*aliya* d'ex-URSS a juste atteint le nombre de 46 000. Deuxièmement, la renaissance d'une vie juive en ex-URSS tend à maintenir la population juive en place et à faire de l'*aliya* une solution de secours. Enfin, la connaissance des problèmes d'intégration socio-économique des ex-Soviétiques en Israël contribue à freiner l'*aliya* et pousse cette population juive à rechercher de nouveaux espaces d'immigration. L'image d'Eldorado que conservent les Etats-Unis et le Canada auprès des Juifs d'ex-URSS les

amène à tenter d'émigrer vers ces pays plutôt que vers Israël. L'ensemble de ces facteurs amoindrit donc les capacités d'Israël à maintenir l'immigration comme une variable de premier plan de sa croissance démographique, et par voie de conséquence, à faire de l'immigration un atout géostratégique. Analysons donc plus en profondeur ces trois paramètres qui sont un élément d'analyse des mutations opérantes au sein de la société israélienne d'aujourd'hui.

### I.1.1 Une population juive vieillissante

La question du vieillissement de la population juive d'ex-URSS est un point central de la compréhension de l'affaiblissement à plus ou moins court terme de l'immigration en Israël.

Le « stock » de population juive susceptible d'émigrer s'est en effet considérablement réduit depuis le déclenchement de l'immigration en 1989. Selon l'Agence juive, la presque totalité des Juifs qui résidaient dans les ex-républiques du Caucase et de l'Asie centrale ont déjà émigré, et ce taux s'élève à 70% en Ukraine et 55% en Russie<sup>265</sup>. Les statistiques de l'Agence juive fournies pour la période 1989-1995 montraient déjà la « ponction » qu'avait réalisé le mouvement d'émigration. Seules la Russie et l'Ukraine, lieux de forte assimilation des populations juives, restaient des réservoirs migratoires.

Puiser dans les derniers foyers de populations juives constitue une tâche d'autant plus difficile que les émigrants potentiels sont âgés. En effet, une part importante des communautés juives non émigrées a dépassé l'âge des 55 ans, ce qui explique le ralentissement progressif des départs. Rappelons que, dans leurs nombreux travaux, Sergio DellaPergola et Mark Tolts avaient souligné que la seule communauté de Russie, en termes de structure par âge, avait atteint « l'étape finale » car sa proportion de moins de 15 ans était passée au cours des années 70 en dessous des 10% (8,4% en 1989) et que l'âge médian des Juifs de Russie était de 20 ans plus élevé que celui de la population russe (respectivement 52,3 ans et 32,8 ans).

De plus, à l'échelle de l'ex-URSS, en 1989, la part des plus de 75 ans était de sept points plus élevée que dans le reste de la population soviétique totale et largement supérieure à celle de la communauté juive d'Israël (cf. tableau 52).

Les différentes analyses de la structure par âge de la population juive corrigée avec l'émigration des années 1989-1992 ont souligné les effets de ces deux années d'intenses émigrations. La cohorte née entre 1964 et 1988 a été réduite de moitié par l'émigration alors que celle des plus âgés n'a été que faiblement entamée. Cette pyramide reflète nettement la structure de la population actuelle constituée pour une large part de populations âgées de 65 ans et plus, principalement des femmes [Paltiel, 1997 : 291]. Un simple regard sur « l'iconographie » des appels à contribution lancés par l'*United Jewish Appeal*, où figure une vieille femme, seule, accoudée à sa table de cuisine atteste pleinement de cet état structurel des communautés de CEI, et de la douleur de l'émigration pour ces personnes âgées qui constituent désormais une part essentielle du potentiel migratoire, comme le montre le sous-titre apposé à cet appel :

*« Le Joint (...) me procure de la nourriture et des médicaments. Et des nouvelles de ma famille. Il y a trois ans, ils sont partis pour Israël. La vie est juste commencée pour eux, c'est bien. Mais partir, ce n'est pas pour moi. Ceci est ma place, ma maison. Tout ce que je connais est ici. Je ne pourrai jamais partir pour toujours. » [publiée dans le Jerusalem Report].*

---

<sup>265</sup> Jerusalem Post du 19 août 1997.

Tableau 52 - Structure par âge des populations juives d'URSS, des Etats-Unis, d'Israël et de la population totale d'URSS (1959-1989)

Population et année	Tous âges	0-14	15-64	65+	dont 75+	Age médian
<b>URSS - Juifs</b>						
1959 <sup>(a)</sup>	100	17	74,2	8,8	2,3	39,2
1970	100	13,7	71,1	15,2	4	43,1
1989	100	11,6	64,8	23,6	10,6	49,7
<b>URSS - Total</b>						
1959	100	29,6	64,2	6,2	2,1	26,6
1970	100	29	63,2	7,8	..	29,3
1989	100	25,8	65,2	9	3,8	30,7
<b>Etats-Unis - Juifs</b>						
1959	100	23	68	10	..	36,7
1970	100	21,2	66,8	12	3,9	35,5
1989	100	19	63,9	17,2	8	37,3
<b>Israël - Juifs</b>						
1959	100	34,8	60,1	5,1	1,5	25,6
1970	100	30	62,8	7,2	2	24,7
1989	100	28,7	60,8	10,5	4,4	28,4

(a): Juifs Ashkénazes (données comprenant : Russie, Ukraine, Biélorussie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Moldavie et Azerbaïdjan).

Tolts M., "Trends in soviet jewish demography since the Second World war" in Ro'i Y., 1995, *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass, p.369.

Ainsi, malgré les estimations de l'Agence juive qui donnent une population juive de 1 073 000 en janvier 1998, il semble que le potentiel migratoire de l'ex-URSS va progressivement se tarir et que le dernier véritable réservoir de migrants d'Israël va disparaître. L'Agence juive a d'ailleurs parfaitement mesuré l'étendue du problème comme en témoignent les rapports d'activité qu'elle publie. Dès 1996, dans sa brochure *Windows*, il était clairement mentionné : « de l'avis des observateurs, si nous devons faire sortir les Juifs de l'ex-URSS, nous devons agir dans les cinq prochaines années. Passé ce délai, cette opportunité ne se représentera plus ». A cette date, l'Agence juive estimait la population juive à 1 400 000 soit à 300 000 personnes de plus qu'en janvier 1998 alors qu'à peine plus de 150 000 Juifs ont quitté le pays sur cette période. Ces estimations soulignent donc que la mortalité fait « jeu égal » avec l'émigration au sein de la population juive d'ex-URSS.

Le facteur démographique qu'est le vieillissement de la population juive est ressenti avec d'autant plus d'acuité que la renaissance d'une vie juive en ex-URSS constitue un nouvel obstacle qui réduit les possibilités de convaincre les populations âgées d'émigrer vers Israël.

### I.1.2 La renaissance d'une vie juive en ex-URSS

En avril 1998, le *Jerusalem Report* titrait sa une « *Suddenly it's cool to be jewish in Russia* ». En choisissant un tel titre, le journal soulignait l'un des facteurs explicatifs du ralentissement de l'*aliya* à savoir la renaissance d'une vie juive en ex-URSS. Le renouveau des organisations juives explique en partie l'arrêt des grandes vagues d'émigration qui avaient suivi l'effondrement du bloc soviétique. Comme l'indiquent les responsables de l'association des communautés juives de Russie, le flux d'émigration s'est ralenti et les communautés cherchent maintenant à se stabiliser et à reconstruire une vie juive. La *Federation of Jewish Communities of the C.I.S (FJC)* regroupe aujourd'hui plus de 270 communautés réparties sur l'ensemble du

territoire. Poursuivant le but de faire redécouvrir à la population juive sa culture et sa religion, elle développe des centres communautaires, des écoles et réhabilite les synagogues. Le réseau d'enseignement d'Ukraine rassemble aujourd'hui plus de 8 000 élèves, celui de Russie plus de 7 000 et compte quatre universités.

Parallèlement à la *FJC*, diverses organisations juives se sont créées. L'une des plus actives est constituée par la *National Conference on Soviet Jewry (NCSJ)*. Son action est double : elle assure le respect des droits des Juifs d'ex-URSS en se donnant comme rôle de représenter ces derniers auprès des Etats-Unis et des autres gouvernements occidentaux, et elle développe les partenariats entre les communautés de CEI et des associations juives mondiales, principalement américaines. Depuis Washington et New York où sont situés ses bureaux ainsi que de Moscou où elle possède une représentation, la *NCSJ* met sur pied des opérations de soutien aux communautés juives de CEI dans le cadre du projet *Kebilla*. Basé sur l'idée du parrainage, des organisations juives américaines soutiennent des opérations visant à apporter une aide médicale, culturelle et religieuse. Commencé en 1992, le partenariat établi entre Boston et Dnepropetrovsk a permis la création en novembre 1997, d'une clinique pour femmes et enfants permettant de lutter efficacement contre les maladies infectieuses, dont la diphtérie qui sévit particulièrement dans la région, ainsi que l'accès à un suivi médical correct pour les femmes lors de leur grossesse. Parallèlement des relations du même type se sont développées entre Baltimore et Odessa ou encore Chicago et Kiev.

Autre organisation juive d'envergure, l'*Union of Councils for Soviet Jews (UCSJ)* a développé un autre programme de soutien aux communautés juives d'ex-URSS, appelé *Yad L'Yad* (« main dans la main »). Plus de quatre-vingt partenariats ont été consolidés. Quatre grands secteurs d'activités résument l'action de l'*UCSJ*. Premièrement, le *B'nai Mitzvah Twinning* met en relation la jeunesse juive de l'ex-URSS avec de jeunes Américains. Un échange s'opère entre les enfants autour de l'apprentissage de l'hébreu et l'étude de l'histoire juive. Certains jeunes ex-Soviétiques ont pu se rendre aux Etats-Unis pour célébrer aux côtés de leurs correspondants leur Bar ou Bat Mitzvah<sup>266</sup>. Deuxièmement, un programme éducatif permet aux adultes de (re)découvrir le judaïsme et un soutien leur est apporté afin qu'ils puissent réclamer les propriétés communautaires juives (principalement des synagogues) confisquées par les autorités soviétiques au cours des années noires du stalinisme.

Troisièmement, une commission de médecins américains développe une aide médicale au sein des communautés juives, et plusieurs spécialistes viennent régulièrement conseiller leurs collègues confrontés notamment à des pathologies causées par des négligences d'ordre écologique. Quatrièmement, un réseau d'informations nommé *Emergency Action Response Network (EARN)* permet aux communautés d'ex-URSS d'informer leurs partenaires américains des problèmes qui surgissent. Par ce réseau, les responsables de l'*UCSJ* peuvent alerter, par exemple, les membres du *EARN* afin, par exemple, de soutenir un mouvement de protestation contre les manquements d'autorités locales pour réprimer un acte antisémite.

L'action de ces deux grandes organisations juives ainsi que celles du puissant *American Jewish Joint Distribution Committee (JDC)*, qui opère également en ex-URSS, permet de désenclaver les communautés juives de CEI en leur fournissant un soutien moral et financier ; la décision d'émigrer n'apparaît donc plus comme un sujet brûlant d'actualité. Les

---

<sup>266</sup> Littéralement « fils (Bar) ou fille (Bat) du commandement ». Désigne le passage à l'âge adulte. Une cérémonie solennelle est organisée pour les garçons lors de leur treizième anniversaire. Dans les milieux non ultra-orthodoxes, les jeunes filles célèbrent également ce passage à l'âge de douze ans.

communautés juives voient certes émigrer bon nombre de leurs membres -notamment les plus jeunes- mais le choix de rester n'est plus une décision aussi difficile à prendre qu'au début des années quatre-vingt-dix. Même si le *JDC* déclare que l'*aliya* reste la meilleure des solutions pour les Juifs d'ex-URSS, il n'en demeure pas moins que le soutien apporté favorise la « sédentarisation » de la population juive.

De plus, il semble qu'un certain nombre de membres de communautés juives isolées ont trouvé une alternative à l'*aliya* dans l'émigration vers Moscou. Face aux tensions interethniques qui se développent dans le Caucase et en Asie Centrale, une partie de ces communautés orientales a choisi de partir pour la capitale moscovite. Si la ville perd chaque année plus d'un millier de Juifs avec l'émigration, son solde migratoire tend à s'équilibrer avec l'installation des Juifs orientaux. A la fin des années quatre-vingt-dix, le rabbin orthodoxe Pinhas Goldschmidt, de l'une des trois grandes synagogues de Moscou, estimait à plus de 50 000 le nombre de Juifs originaires du sud de la Russie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie qui suivent le rituel séfaraïte. Pour cette migration interne, Pinhas Goldschmidt fait un parallèle avec la situation qu'avait connu le judaïsme français lors de la décolonisation. En effet, l'arrivée massive de Juifs orientaux religieux, comme celle des Juifs marocains et algériens en France au début des années soixante, génère un renouveau religieux considérable. Une extension de la synagogue de Pinhas Goldschmidt est d'ailleurs engagée. Les sommes déjà récoltées proviennent essentiellement de Juifs des montagnes fortunés<sup>267</sup>.

Une telle immigration ne fait que revivifier la vie juive de Moscou, forte d'une communauté estimée à plus de 500 000 personnes, et contribue au sentiment de bien-être (culturel) de la communauté juive. Plus d'une centaine d'associations juives de divers ordres ont été créées dans la capitale avec le soutien financier du Congrès juif de Russie fondé en 1996. L'année suivante, les subventions apportées par ce dernier ont été d'un montant global supérieur à deux millions et demi de dollars<sup>267</sup>. Une anecdote rapportée par *The Jerusalem Post* nous semble résumer le changement de contexte qui s'opère actuellement en Russie : « Un membre de la communauté juive de Moscou racontait que tout en allumant une hanukia (chandelier) dans le square Pouchkine, il a vu un policier moscovite qui, une fois à sa hauteur, lui a souhaité de joyeuses fêtes de Hanuka »<sup>267</sup>.

A la fin des années quatre-vingt dix, il apparaît donc que l'âge avancé de la population et le développement d'une vie juive en ex-URSS sont deux freins à l'*aliya* que l'Agence ne peut ignorer.

Seuls deux éléments peuvent actuellement contrecarrer la phase de stabilisation que connaît la communauté juive d'ex-URSS : la multiplication des périodes de crises économiques et la montée de l'antisémitisme. Fin 1998, la crise politique et financière que connaît la Fédération de Russie a eu pour effet de voir les bureaux de l'Agence juive de Moscou se remplir de plus en plus chaque jour. La majorité des candidats à l'émigration sont de jeunes couples occupant des emplois dans des secteurs très sensibles aux incidents économiques, comme la banque, les affaires ou le commerce. Ils ne peuvent plus accepter la chute constante de leur pouvoir d'achat et supporter les vagues antisémites, corollaire (malheureusement constant) des périodes de récession. Poursuivant un cycle infernal, l'antisémitisme idéologique

---

<sup>267</sup> *Jerusalem Report*, April 2, 1998.

se double lors de ces périodes de difficultés économiques d'un « antisémitisme de rue »<sup>268</sup> où la « visible » prospérité des organisations juives fait de cette communauté un « groupe déloyal », responsable des maux du pays.

Le sursaut de l'*aliya* d'ex-URSS enregistré au début de l'année 1999 est ainsi attribué aux difficultés économiques et aux actes antisémites qui ont été perpétrés contre la communauté juive au cours des derniers mois. Dernièrement, l'antisémitisme « idéologico-étatique » qui perdure en ex-URSS<sup>269</sup>, comme l'a montré par exemple la distribution de livres d'histoire dans les écoles de Lettonie où il était référé à la population juive sous le terme de « youpins »<sup>270</sup>, s'est doublé d'actes antisémites de plus en plus violents. La récente découverte d'une charge de TNT dans une synagogue loubavitch de Moscou en juillet 1999, après deux précédentes explosions et l'attaque d'un leader juif, constituent des signes inquiétants pour l'avenir de la condition juive en Russie.

Ces événements étant fortement liés aux périodes de crise, le futur de l'*aliya* ex-soviétique, et donc globalement du volume de l'immigration en Israël, est aujourd'hui dépendant de la situation économique de l'ex-URSS. Le rythme futur de l'*aliya* devrait être selon toute vraisemblance fait de creux et de vagues en phase avec les évolutions économiques de l'ex-URSS.

De surcroît, la part de l'*aliya* risque d'autant plus de s'amoinrir que des espaces autres qu'Israël peuvent attirer les Juifs d'ex-URSS. Si les événements de 1989 ont permis que l'émigration juive d'ex-URSS ne soit plus contingente de l'état des relations est-ouest, l'affaiblissement actuel du flux permet aux potentiels candidats à l'émigration un choix de destination qui trouve d'autres alternatives que l'*aliya* ; les quotas d'immigration des Etats-Unis et ceux d'autres pays occidentaux permettent en effet d'accueillir une part non négligeable de ce faible potentiel d'émigration.

### I.1.3 La consolidation de nouveaux espaces d'immigration : de l'épiphénomène migratoire à l'instauration d'espaces d'accueil concurrentiels

A ces deux catalyseurs de la dynamique migratoire, il faut donc en ajouter un dernier, non sans influence, à savoir le développement d'espaces d'accueil concurrentiels. Les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne constituent trois pôles d'attraction de plus en plus présents dans la vague migratoire juive post-1989.

Si la presque totalité du flux d'ex-URSS (quatre cinquièmes) s'est orientée vers Israël dans les années 1990 et 1991, aujourd'hui la situation n'est plus aussi tranchée. Du fait des difficultés d'intégration socio-économique rencontrées par leurs prédécesseurs, un nombre de plus en plus important de Juifs d'ex-URSS a cherché une alternative à l'*aliya*. Ceci est particulièrement vrai sur la période 1994-1995<sup>271</sup> où près d'un tiers des Juifs ayant quitté l'ex-URSS ont préféré s'installer aux Etats-Unis (cf. Tableau 53). Même si aujourd'hui, seul un quart de ces émigrants se rendent outre-Atlantique, le gouvernement israélien n'apprécie que

---

<sup>268</sup> Expression empruntée à Leonid Stonov (directeur de l'UCSJ) dans son allocution sur l'antisémitisme en ex-URSS donnée devant le sous-comité des affaires internationales et des droits de l'homme de la Maison des Représentants (le 27 février 1996).

<sup>269</sup> Rappelons qu'en novembre 1998, la *Douma* avait refusé de punir l'un de ses parlementaires, Albert Makashov, pour ses déclarations ouvertement antisémites.

<sup>270</sup> Voir les documents de protestation édités par l'UCSJ *Action Alert* en août 1997.

<sup>271</sup> La forte proportion d'émigrants vers les Etats-Unis enregistrée en 1992 est vraisemblablement due au déclenchement de la Guerre du Golfe en 1991.

peu ce concurrent que sont les Etats-Unis. Le maintien d'une émigration outre-Atlantique à un niveau assez élevé et composée de nombreux scientifiques de haut niveau attise à nouveau les tensions entre Israël et les organisations juives nord-américaines comme nous l'avions souligné dans le Chapitre Trois et comme l'a laissé transparaître la très peu délicate déclaration faite par le Ministre du Travail et des Affaires sociales où l'*aliya* d'ex-URSS était résumée à « un tiers de personnes âgées, un tiers d'handicapés et un tiers de parents isolés »<sup>272</sup>.

Tableau 53 - L'émigration juive d'URSS par pays d'accueil (1990-1998)

	1989	1990	1991	1992	1993
Départs vers Israël	12 721	185 227	147 839	65 093	66 145
Départs vers les Etats-Unis	38 395	32 714	35 568	46 083	35 934
Total des départs	51 116	217 941	183 407	111 176	102 079
Part du flux vers Israël dans le flux total (%)	25	85	81	59	65
	1994	1995	1996	1997	1998
Départs vers Israël	68 079	64 847	59 049	54 600	45 900
Départs vers les Etats-Unis	32 856	21 656	19 464	14 529	7 318
Total des départs	100 935	86 503	78 513	69 129	53 218
Part du flux vers Israël dans le flux total (%)	67	75	75	79	86

Source: *Central Bureau of Statistics*, 1999; *HIAS*, 1999.

Remarquons néanmoins que la question économique ne constitue pas la seule motivation à l'émigration pour les Etats-Unis. Steven J. Gold a montré dans ses travaux que la perception d'Israël comme « l'archétype du pays socialiste » débordé par sa bureaucratie a repoussé nombre d'émigrants juifs, effrayés de retrouver un système politique identique à celui qu'ils cherchaient à quitter. A cette première réticence est venue s'ajouter la question de la non séparation de la religion et de l'Etat en Israël. Faisant un parallèle avec la Russie, un Juif installé à Los Angeles déclarait : « ... je sais que la religion et la vie civile sont très imbriquées en Israël. Comme en Russie, la vie civile et l'idéologie. Oh ! je ne veux plus de cela maintenant. J'en ai souffert pendant cinquante ans. C'est pourquoi je ne peux vivre en Israël. » [Gold, 1992 :42].

En termes d'immigration, Israël voit donc aujourd'hui l'action des organisations mondiales d'accueil des ex-Soviétiques comme des concurrents directs : ces dernières sont en effet un point d'appui essentiel pour les Juifs ex-soviétiques désireux de s'installer outre-Atlantique.

Deux associations œuvrent pour leur immigration dans le cadre du statut de réfugié, sous amendement Lautenberg (cf. Chapitre Trois) : *HLAS* (*The Hebrew Immigrant Aid Society*) et *NYANA* (*The New York Association for New Americans*).

La première se consacre essentiellement aux populations juives et possède plus de deux cent bureaux répartis sur l'ensemble du territoire américain, et la seconde opère uniquement auprès des immigrants désireux de s'installer dans la région métropolitaine de New York. Parallèlement à ces deux associations, il faut souligner les démarches individuelles réalisées dans un cadre familial ou relationnel. Nombreux sont aujourd'hui les Juifs d'ex-URSS

<sup>272</sup> Voir l'article de Nathan Tcharansky « Letting the Genie out of the Bottle » publié dans le *Jerusalem Report*, March 3, 1994.

dont des membres de la famille résident aux Etats-Unis et qui entrent dans le pays sous le statut de *Parolee Refugee*. Cette catégorie d'immigrants permet de faire venir aux Etats-Unis des proches sans la contrainte des quotas définis par l'*Immigration Act* de 1990 (*IMMACT90*) fixant à 675 000 le nombre annuel d'entrées. En 1995, les entrées hors quota *IMMACT90* ont été de 106 827 dont 14 749 Ukrainiens et 7 839 Russes au sein desquels la population juive occupe une place prédominante<sup>273</sup>.

Parmi les réseaux de solidarité qui permettent aux ex-Soviétiques d'entrer aux Etats-Unis avec le soutien des membres de leur famille déjà émigrés, le cas de la petite communauté des Juifs du Boukhara constitue une bonne illustration. Alors que seulement 3 000 Juifs boukhariotes avaient immigré aux Etats-Unis au cours des années quatre-vingt, ce sont plus de 19 000 d'entre eux qui sont entrés sur la période 1989-1995. La majorité réside aujourd'hui à New York (principalement à Forest Hills, l'un des quartiers du Queens), Chicago, Los Angeles, Seattle et Denver, tandis que de petites « colonies » apparaissent dans les Etats du Texas, de l'Arizona et de Floride [Halberstadt, 1996]. Soulignons que, pour les représentants des Juifs du Boukhara, le choix de résider aux Etats-Unis a fait naître la crainte d'une assimilation de leurs jeunes comme en témoigne les déclarations du Secrétaire général de la communauté : « Ici, c'est très facile de se mélanger et s'assimiler pour nos jeunes. Notre groupe est à 95% non-assimilé et nous voulons rester ainsi »<sup>274</sup>.

Le Canada est également un pays émergeant dans la géographie des pays d'immigration des Juifs ex-soviétiques. Lors de nos entretiens avec ceux installés en Israël, il est ressorti nettement que le Canada devenait un pays attractif pour les candidats au départ en ex-URSS<sup>275</sup> ; de nombreux immigrants nous ont mentionné qu'ils avaient maintenant de la famille là-bas<sup>276</sup>. Ce choix tient en partie au fait que ceux qui n'ont pas de famille outre-Atlantique obtiennent plus facilement un visa pour le Canada que pour les Etats-Unis. Mais certains des émigrants trouvent néanmoins un appui auprès de membres de leur famille ou d'amis dans leur projet d'émigration. En effet, un petit nombre de Juifs (5 603) ayant quitté l'URSS entre 1975 et 1981 s'est installé au Canada, la très grande majorité venant de Kiev mais aussi de Leningrad et d'Odessa [Saunders, 1985].

Après ces deux pays, l'Allemagne apparaît comme le troisième principal espace d'accueil concurrentiel à Israël. Plus de 50 000 Juifs (soit l'équivalent d'une année d'*aliya* pour Israël), originaires d'Ukraine et de Russie principalement, résideraient actuellement en Allemagne -à Berlin essentiellement-. Soulignons néanmoins qu'une certaine spécialisation géographique semble s'opérer dans cette immigration. J. Doomernik [1997] a souligné que les Juifs des Pays Baltes étaient présents dans la vague migratoire vers l'Allemagne dans une proportion très supérieure à celle rencontrée dans le flux vers Israël. Ces travaux ont également souligné qu'une part non négligeable des Juifs qui ont choisi ce pays était motivée par le désir d'y créer leur propre entreprise.

---

<sup>273</sup> Données fournies par l'*Immigration and Naturalization Service* (mars 1997). Sur la période 1991-1995, rappelons que globalement plus de 245 000 ex-Soviétiques ont été admis aux Etats-Unis.

<sup>274</sup> Voir l'article de Vince Beiser, « The Silk Road to Queens », *Jerusalem Report*, November 3, 1994.

<sup>275</sup> Les données concernant le nombre d'entrées de Juifs ex-soviétiques au Canada n'étant pas diffusées, nous ne pouvons fournir qu'une information globale qui indique que 87 900 personnes originaires d'Europe de l'est ont émigré au Canada sur la période 1991-1996.

<sup>276</sup> Nous ne disposons que de peu d'informations sur cette émigration vers le Canada ; on pourra consulter le récit d'une famille venue de Kishinev et installée à Ottawa : Maria Muzikansky, « A New life : Reflections on Emigrating from the Former Soviet Union », *Journal of Jewish Communal Service*, vol.73, n°2-3, winter/spring, 1996/97, pp. 151-153.

Cette immigration donne à la communauté juive d'Allemagne un nouveau visage. Aujourd'hui, les Juifs russophones représentent plus de la moitié de la communauté juive berlinoise et contribuent au renouveau de la communauté juive allemande après la terrible épreuve de la Shoah. Un Juif d'Ukraine soulignait d'ailleurs que « si nous les Juifs de l'ex-URSS avions refusé de venir en Allemagne, Hitler pourrait reposer en paix ; il aurait atteint son but de débarrasser l'Allemagne des Juifs »<sup>277</sup>. Pour Israël, leur situation sociale serait "critique" et l'Agence juive a avancé le projet de lancer une opération spéciale d'encouragement à la ré-émigration vers Israël<sup>278</sup>.

En plus des effets liés à la structure démographique, Israël voit donc son potentiel d'immigration se réduire avec l'ouverture du champ migratoire des Juifs d'ex-URSS. Même si les statistiques tendent à montrer un affaiblissement de l'immigration juive aux Etats-Unis, il semble que celui-ci soit aujourd'hui non pas le fruit d'un regain du pouvoir d'attraction d'Israël mais bien plus le fait de la situation économique de l'ex-URSS. La chute de l'émigration vers les Etats-Unis témoigne en effet, comme l'a évoqué Léonard Glickman (vice-président de HIAS)<sup>279</sup>, du passage d'une émigration où, au début des années quatre-vingt-dix, la motivation première était la quête de liberté à une migration où la décision d'émigrer est aujourd'hui impulsée par les fluctuations économiques de l'ex-URSS, associées bien souvent à des poussées antisémites<sup>280</sup>. Le futur des orientations du flux d'émigration juive d'ex-URSS est donc bien difficile à envisager. Néanmoins, la redéfinition de la politique de *HIAS* qui fait de l'aide à l'acquisition de la nationalité américaine pour les réfugiés juifs d'ex-URSS son objectif premier, pourrait avoir pour conséquences de renforcer la position concurrentielle des Etats-Unis face à Israël. Un minimum de sept années étant requis pour solliciter la nationalité américaine, ces nouveaux citoyens américains vont pouvoir utiliser l'ensemble de la palette législative pour aider leurs familles ou relations désirant émigrer. Les procédures de « regroupement familial » pourrait donc se multiplier dans un futur proche<sup>281</sup> et, considérant le potentiel d'émigrants juifs en ex-URSS, la part de l'immigration outre-Atlantique devrait rapidement croître et même faire jeu égal avec celle vers Israël.

Cette question des foyers concurrentiels à Israël est d'autant plus difficile à admettre pour l'Etat israélien qu'il est également confronté à l'émigration.

## I.2 L'émigration d'Israël ou l'incarnation de la fin d'un mythe ?

Dans cette période troublée, l'émigration *-yerida*<sup>282</sup>-, antithèse du sionisme, est venue compliquer la difficile reformulation du projet de société en Israël. Au-delà de l'importance numérique du mouvement, l'émigration constitue un fait de société révélateur du questionnement de l'essence même de l'Etat qu'il faut analyser si l'on veut répondre à la question de la « normalisation » d'Israël.

---

<sup>277</sup> Libération, 15 janvier 1996.

<sup>278</sup> Cf. l'article de Batsheva Tsur dans le *Jerusalem Post*, édition française, semaine du 25 sept. au 1er oct. 1996, p.12.

<sup>279</sup> Voir l'article *Resettlement agency redefining its mission* paru dans le *Jewish Bulletin of Northern California*, november 27, 1998.

<sup>280</sup> La seule journée du 25 août 1999 a vu le transfert d'environ 1 000 ex-Soviétiques vers Israël. L'Agence Juive a souligné qu'une large part de ces immigrants étaient originaires de Russie et que les récentes crises économiques endurées par la Fédération ainsi que les poussées antisémites qui les ont accompagnées expliquent ce regain d'immigration (Ha'aretz, 25-26 August 1999).

<sup>281</sup> De 1980 à 1991, près de 60 000 personnes nées en URSS sont devenues citoyen américain soit environ 57% de ceux qui sont entrés dans le pays sous le statut de réfugié entre 1975 et 1985 [Gold, 1994 :18].

<sup>282</sup> Mot hébreu signifiant "descente" utilisé en opposition à la "montée" qu'est l'*aliya*. Le terme de *Yored* (émigrant) est également utilisé en opposition à celui d'"*Olel*" (immigrant).

La *yerida*, qui a toujours existé dès les premières heures de l'Etat, s'est véritablement accrue à la fin des années soixante-dix. Sur la décennie quatre-vingt, l'émigration s'est faite tellement intense que le solde migratoire d'Israël a été négatif par trois fois, en 1985, 1986 et 1988, avec une balance de - 4 700 pour les deux premières années et de - 1 100 pour la dernière. Fin 1985, près de 260 000 Israéliens résidaient à l'étranger depuis plus de quatre ans et cette population expatriée s'élevait à 307 000 à la veille du déclenchement de l'*aliya* d'ex-URSS. Plus de la moitié des ces émigrants (153 200) avaient quitté le pays après 1973, soit 4,8% de la population (totale) israélienne à cette date<sup>283</sup>. Dans cette population, la part des Juifs -si l'on prend comme repère les Etats-Unis, principal pays d'accueil des Israéliens- s'élève entre 80% et 85% [Cohen, 1989 :269], ce qui signifie que la proportion de départs des Israéliens juifs est similaire à celle de la population totale (4,84%). Il s'agit là d'une valeur relativement élevée pour ce jeune Etat ; rappelons à titre de comparaison que la Direction des Français à l'étranger estimait à 1 298 201, le nombre de Français expatriés en 1990, soit environ 2% de la population française<sup>284</sup>. Au moment où débute l'immigration d'ex-URSS, ce sont entre 9 000 et 13 000 personnes qui viennent accroître, chaque année, le nombre de résidents Israéliens à l'étranger depuis plus de 4 ans. Depuis 1961, on notera que la population expatriée depuis un an et plus n'a cessé d'augmenter. La décennie soixante-dix a marqué une phase importante dans cette dynamique de croissance avec le doublement du « stock » d'expatriés sur les cinq premières années.

Trois facteurs pourraient expliquer ce mouvement à la hausse. Premièrement, la multiplication des conflits depuis 1967 et la dégradation des rapports entre Israéliens et Palestiniens ont certainement poussé au départ certaines familles. Si l'on observe la tendance depuis 1967, on note une nette augmentation du taux annuel d'accroissement au lendemain de la Guerre du Kippour (de 1,5‰ à 3‰) et un maintien de ce taux élevé sur la décennie quatre-vingt, très probablement du fait de la guerre du Liban.

Deuxièmement, sur cette période arrive à l'âge adulte une population de *sabarim*<sup>285</sup> en âge d'entrer à l'université parmi laquelle une proportion non négligeable de jeunes vont opter pour une formation aux Etats Unis, ce qui peut expliquer en partie la stabilité du taux dans les années quatre-vingt et la croissance de 1990. A ces étudiants, vient s'ajouter une population active qui, confrontée aux difficultés de l'emploi en Israël, tente de s'insérer dans le marché de l'emploi à l'étranger. Il s'agit dans bien des cas, pour Israël, d'un exode de compétences.

Les Etats-Unis, du fait de leurs liens étroits avec Israël, sont le premier foyer d'accueil de ces émigrants. Le recensement de la population américaine en 1980 donnait une population de 67 000 personnes nées en Israël. Des données statistiques plus récentes estimaient cette population entre 100 000 et 300 000 personnes [Cohen, 1994 : 243]. Chaque année en moyenne, 4 000 Israéliens sont admis comme immigrants aux Etats-Unis. En 1995, alors que l'*aliya* tend à diminuer, l'immigration nord-américaine est « contrebalancée » par le départ de plus de 2 500 Israéliens aux Etats-Unis (cf. Tableau 54).

---

<sup>283</sup> Calcul réalisé à partir de la population d'Israël au 20-V-1972. Si l'on considère les départs depuis 1948, ces expatriés constituaient en 1989 environ 9,7% de la population totale d'Israël.

<sup>284</sup> Voir les travaux de Béatrice Verquin réalisés dans le cadre de Migrinter sur les Français à l'étranger. La Direction des Français à l'étranger construit la donnée sur les Français expatriés à partir des immatriculés (874 949) et d'une estimation des non-immatriculés (423 252).

<sup>285</sup> Juifs nés en Israël.

Tableau 54 - Immigrants admis aux Etats-Unis selon le pays de naissance : Israël et France (1985-1995)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1985-1995
Israël	3 113	3 790	3 699	3 640	4 244	4 664	4 181	5 104	4 494	3 425	2 523	42 877
France	2 187	2 518	2 513	2 524	2 598	2 849	2 450	3 288	2 864	2 715	2 505	29 011

USINS, Statistical Yearbook of the Immigration and naturalization Service, 1995, U.S. Government printing office : Washington, D.C, 1997, p.32.

En troisième lieu, phénomène plus préoccupant, les départs sont aussi le fait de personnes récemment immigrées en Israël. Au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, deux types d'immigrants ont alimenté la *yerida*. Il s'agissait, d'une part, d'olim qui avaient échoué dans leur *aliya* et, d'autre part, de récents immigrants qui opéraient une réémigration vers un autre pays très rapidement après leur entrée en Israël (notamment vers les Etats-Unis et le Canada). L'espace israélien apparaît alors comme un espace de transit. Une partie des *refuznik*, des années soixante-dix notamment, ont été dans les rangs de ces *yoredim*. Ce sont néanmoins, pour cette période, les Juifs originaires des Etats-Unis qui ont majoritairement gonflé les rangs de l'émigration. Pour comparaison, parmi les Juifs soviétiques arrivés en 1973-1974, seulement 8% ont émigré tandis que 19% de ceux originaires d'Amérique Latine et 39% de ceux originaires des Etats-Unis ont quitté Israël [Goldscheider, 1996 :58, Horowitz, 1989 :323-325]. L'Etat israélien, conscient des enjeux de tels mouvements, a tenté d'y mettre un terme.

A travers le programme « Returning Israelis » le ministère de l'Intégration tente d'inciter au retour ses expatriés en leur proposant une aide à la "réintégration". Les résultats de ce programme sur les cinq dernières années sont encourageants, puisque le flux est passé de 8 000 à 14 000 retours entre 1991 et 1995. De plus, les bénéficiaires du programme d'aide à la réintégration ont augmenté leur part au sein du flux de retour, de 30% à 60% sur cette période [MIA, 1996 :58]<sup>286</sup>.

En Israël, agir pour le retour semble relever de l'effort national. D'importantes revues comme le journal économique *Globes* proposent sur leur site internet des rubriques destinées aux expatriés dans lesquelles leur sont prodigués tous les conseils pour réussir leur retour. Sur le serveur de *Globes*<sup>287</sup>, la rubrique consacrée à ce thème intitulée « Coming Home » propose, outre des informations sur le logement et l'emploi, des conseils sur le « choc culturel ». Des psychothérapeutes expliquent aux potentiels candidats au retour que, comme pour ceux qui réalisent leur *aliya*, ils vont devoir franchir successivement les phases de l'euphorie, de la dépression et de l'ajustement, voire de la désillusion avant de « se sentir chez eux ». Le thème des couples mixtes est également abordé et l'on mentionne le risque de l'établissement d'une relation « victime/agresseur » si le processus du retour n'a pas véritablement été discuté et envisagé au sein du couple.

Il est toutefois difficile de juger de la réussite de ces incitations au retour, d'autant plus que nous ne disposons plus d'éléments d'information sur la *yerida* qui permettent de préjuger de la tendance au départ en Israël. Il semble qu'Israël ait décidé depuis ces deux dernières années de ne plus publier les chiffres du « stock » d'Israéliens à l'étranger. Faut-il y

<sup>286</sup> En 1992, 10 500 retours (dont 5 000 bénéficiaires du programme) en 1993, 13 000 (7 000) en 1994, 14 000 (8 000).

Notons qu'un résident de retour est un Israélien âgé de 17 ans et plus qui est resté une période minimum de 2 ans à l'étranger en dehors d'un contrat au service de l'Etat d'Israël ou d'un autre de ses services officiels.

Soulignons que différents travaux ont été publiés sur les intentions de « retour » des Israéliens résidant aux Etats-Unis, notamment ceux de D. Elizur (cf. bibliographie).

<sup>287</sup> La rubrique « Coming Home » était disponible en 1998 sur le site de *Globes* (<http://www.globes.co.il>).

voir le désir de ne pas montrer une éventuelle montée en puissance de ce phénomène ? Néanmoins, il est certain que les départs d'un an et plus ont dû se multiplier. Depuis ces dernières années, en effet, les jeunes israéliens ont pris l'habitude de quitter le pays pour une année ou plus après leur service militaire afin de se « laver le cerveau » comme ils nous l'ont confié (entretien personnel, 1996). Il s'agit d'un mouvement de masse qui se dirige notamment vers l'Inde. Ce choix s'inscrit dans la vague « New Age » qui submerge Israël et qui semble attirer une jeunesse israélienne en quête d'une identité « post-sioniste ».

La *yerida*, sans être un phénomène alarmant, souligne une transformation de fond du système migratoire israélien, qui tend de plus en plus à se rapprocher des modèles occidentaux traditionnels.

### I.3 La reformulation du rapport « centre-périphérie » : une dynamique générale de la diaspora juive

L'ensemble des constats formulés précédemment est d'autant plus important pour Israël que les grandes judaïcités de la diaspora sont désormais « cristallisées ». Par ce terme, Alain Médam définit les diasporas « organisées, institutionnalisées qui tendent à une maîtrise du pouvoir politique dans les divers pays d'accueil, ne modifient plus qu'insensiblement leurs implantations territoriales »<sup>288</sup>. Dans cette perspective, Israël ne peut espérer, sauf accidents majeurs, accueillir qu'une frange marginale des plus importantes communautés juives mondiales.

Cette « cristallisation » des grands établissements diasporiques juifs a eu pour conséquences de voir se substituer à l'*aliya* un soutien politique et financier à Israël qu'il faut rapprocher d'une forme de sionisme culturel tel qu'avait pu le concevoir Ha'ad Haam à son époque. Par des actions de soutien à l'émigration des communautés juives d'ex-URSS ou d'Ethiopie vers Israël, les Juifs des Etats-Unis ou de France réalisent, d'une certaine façon, leur propre *aliya*<sup>289</sup>.

#### I.3.1 Une diaspora « cristallisée »

Israël accorde en effet une attention toute particulière à la diaspora juive de CEI car elle sait que les plus importantes judaïcités de la diaspora ne verront émigrer qu'une part mineure de leur communauté. Depuis la création de l'Etat, seul, un peu moins de 300 000 Juifs originaires des principaux pays de résidence de la diaspora juive ont émigré, soit moins de 10% du volume global de l'*aliya* (cf. carte 9). Si l'on considère la décennie qui a précédé l'effondrement du bloc soviétique où l'émigration juive d'ex-URSS était très faible, on note que l'ensemble de l'immigration issue des sept plus grandes judaïcités du monde n'a été que de 51 327 soit à peine le double de celle issue de la seule ex-URSS (29 754). Sur la période 1990-1997, les grands foyers de la diaspora ont vu émigrer vers Israël 38 043 personnes (soit 4,6% de l'*aliya*), ce qui ne représente qu'une proportion infime de l'effectif total de chaque établissement diasporique d'origine. Comme le montre la Figure 21, l'émigration vers Israël n'a concerné que 0,2% de la communauté américaine et le maximum de participation a été enregistré pour la communauté juive argentine avec 3,3%.

Israël ne peut donc pas compter sur ces grands foyers juifs pour alimenter son accroissement démographique par migration, ce qui explique l'attention portée à l'*aliya* d'ex-

---

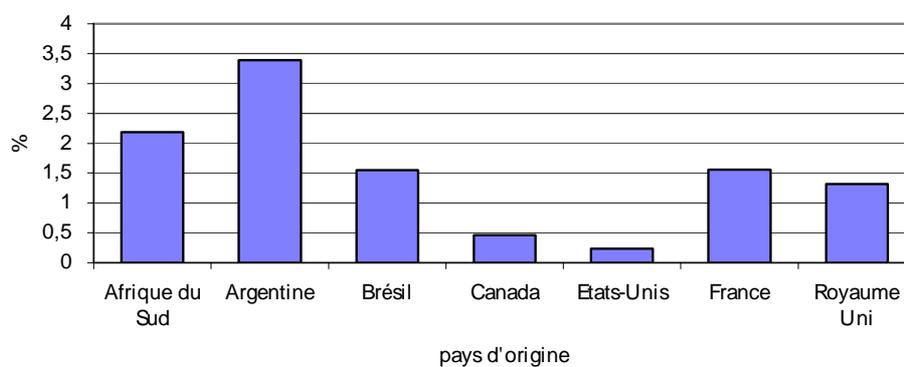
<sup>288</sup> Voir Alain Médam, *REMI*, vol.9-1, 1993.

<sup>289</sup> Sur cette idée, on pourra consulter pour les Juifs de France, la série d'entretiens réalisée par Dominique Schnapper dans son ouvrage *Juifs et Israéliens* (chapitre les militants) [1980].

URSS. Le tarissement de cette dernière signifiera en effet le terme de l'histoire migratoire d'Israël, tout du moins dans sa perspective sioniste.

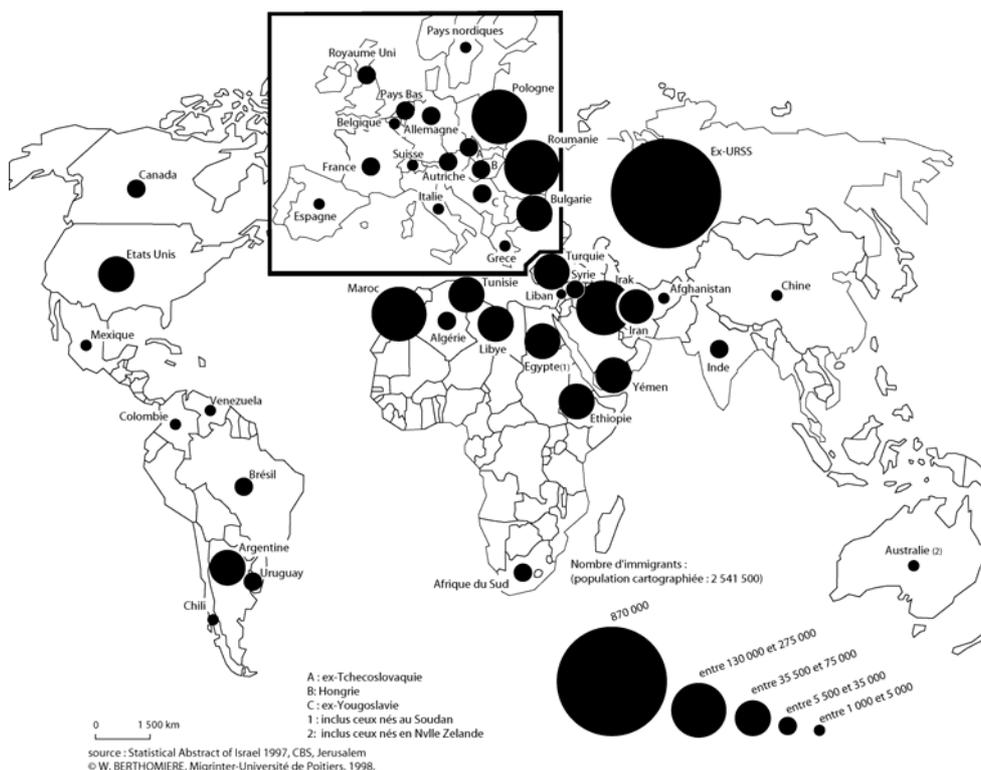
Cependant, comme nous le laissons supposer précédemment, la « cristallisation » des grandes communautés juives mondiales a placé ces diasporas dans une relation avec Israël où, à défaut d'émigration, leur lien avec la « mère patrie » s'est concentré dans un soutien politique et financier des plus affirmés.

Figure 21 - Part de l'émigration vers Israël issue des grands foyers juifs mondiaux sur la période 1990-1996 en regard de la population juive de chaque pays en 1990



Source: Statistical Abstract of Israel 1998, CBS, Jerusalem; D. Bensimon, *Les Juifs dans le monde au tournant du XXIe siècle*, Paris: Albin Michel (présences du Judaïsme), p.15.

Carte 9 - Pays de naissance des immigrants arrivés en Israël entre 1948 et 1996



### I.3.2 Le soutien financier ou l'expression du lien communautaire ?

Au fil des décennies, le rapport centre (Israël)-périphérie (diaspora) a été bâti pour les grandes communautés juives du monde sur l'idée qu'au non désir d'émigrer devait répondre un devoir de soutien à Israël. Cette idée de « devoir » a pris diverses formes. Au niveau politique, des groupes pro-Israël se sont formés et défendent la cause israélienne auprès des acteurs politiques des pays où ils résident. L'exemple le plus abouti est donné par la commission pour les relations publiques entre les Etats-Unis et Israël nommée *AIPAC*. Elle a été créée en 1954 par des leaders de la communauté juive américaine qui pensaient que la seule philanthropie n'était pas suffisante et que la survie d'Israël ne viendrait que du gouvernement américain. A un niveau plus global, tout un ensemble de dons sont effectués pour soutenir le développement d'Israël et améliorer le quotidien des Israéliens. Les communautés juives « cristallisées » ont ainsi pu concrétiser leur désir de participer à l'édification d'Israël grâce à la création d'un réseau d'organisations juives mondiales qui chaque année finance notamment les actions de l'Agence juive (cf. encadré).

### Structures institutionnelles du Keren Hayesod et de l'Agence Juive

L'ensemble des fonds collectés dans la diaspora est regroupé par le *Keren Hayesod*-Appel Unifié pour Israël. « Affilié à quatre-vingt-dix campagnes dans cinquante pays sur cinq continents (...) le *Keren Hayesod* rassemble des communautés juives éparpillées en une grande famille mondiale (à l'exception des Etats-Unis où l'*United Jewish Appeal* œuvre dans le même but).

Le *Keren Hayesod* est constitué de différents bureaux élus par l'Organisation Sioniste Mondiale (OSM) : le Bureau d'administration est élu par l'Assemblée générale de l'OSM et son président par le Comité exécutif sioniste ; le Bureau des directeurs -principal corps exécutif du *Keren Hayesod*- est composé du président, de membres de la commission exécutive sioniste et d'élus de l'Assemblée de l'Agence Juive ; le directeur général est nommé par le Bureau d'administration. Les fonds collectés par le *Keren Hayesod* sont donc reversés à l'Agence Juive dont l'Assemblée générale est composée de membres de l'OSM, d'élus de différentes institutions juives et israéliennes, et de membres des principales organisations de collectes parmi lesquelles le *Keren Hayesod* occupe 50% des sièges tandis que l'autre moitié est composée de représentants de l'*United Jewish Appeal* (UJA) et d'autres organisations [Sheffer, 1986 : 274-275]

Ces deux institutions constituent donc le cœur du dispositif sioniste poursuivant le but de promouvoir l'*aliya* et l'intégration des nouveaux immigrants grâce aux dons de la diaspora. Le budget d'activité de l'Agence juive s'élevait, à la fin des années quatre-vingt-dix, à 387 millions de dollars en 1998 et était réparti à 53% pour l'immigration, 30% pour les programmes dédiés à la société israélienne, 12% pour ceux liés à l'éducation juive, 4% pour l'*aliya* des jeunes et 1% pour les nouveaux programmes. Rappelons qu'en moyenne trois quart des fonds issus des campagnes annuelles de l'UJA (hors frais de fonctionnement) sont reversés à l'Agence juive via le *Keren Hayesod*-Appel Unifié pour Israël.

Après la guerre des Six-jours (1967) et dans une moindre mesure celle de Yom Kippour (1973), l'intérêt porté par les communautés juives aux œuvres philanthropiques et charitables s'est amoindri. Aux Etats-Unis, le nombre de donateurs s'est progressivement réduit, témoignant ainsi de la distance prise par les jeunes générations envers leur communauté d'origine, comme le souligne l'anecdote rapportée par Samuel Heilman où un rabbin quêtant pour la cause juive s'était vu répondre : « Rabbi, mon père a donné pour votre mouvement ; j'ai d'autres priorités. » [1995 :99]. Avec le vieillissement de la population juive traditionnellement investie dans le soutien aux causes juives, l'effectif de population sensible aux appels lancés par les organisations communautaires se réduit progressivement. Même si chaque année la campagne annuelle de l'*United Jewish Appeal* (UJA) permet de récolter environ 800 millions de dollars, la mesure des sommes versées, pondérée des indices de conjoncture économique (inflation, indice des prix), atteste de l'amoindrissement des dons. Les 800 millions de dollars versés lors de la campagne annuelle de 1991 représentent après corrections l'équivalent de 250 millions de dollars au taux de 1971, alors que cette année avait permis la collecte de 336 millions de dollars [Wertheimer, 1997 :20]. Cette baisse des dons s'explique donc en partie par le fait que les jeunes membres de la communauté ne contribuent que très faiblement aux divers opérations de collectes. Seuls 15,4% de la classe 25-34 ans a effectué un don lors de la campagne annuelle de l'UJA en 1990 tandis que 52,3% des plus de 65 ans ont contribué [Wertheimer, 1997 :56-57]. Entre 1989 et 1994, la chute du nombre de donateurs aux campagnes de l'UJA a été estimée à environ 200 000 personnes. Rappelons que cette baisse a été ressentie dans la communauté juive française. Gabriel Sheffer a souligné que dès le début des années soixante-dix, le nombre des donateurs s'est réduit en France d'environ 30 000 personnes, même si le montant des fonds collectés s'est maintenu à hauteur de 6-7,5 millions d'euros [1986 : 289].

Il faut rapprocher ce chiffre de celui des mariages mixtes. J. Wertheimer rappelle que les premières études réalisées en ce sens tendent à démontrer que les mariages mixtes éloignent la population juive des opérations de soutien aux causes juives. Sachant qu'aux Etats-Unis, deux tiers des couples mariés entre 1985 et 1990 sont mixtes [Bensimon, 1994 :114], l'affaiblissement du nombre des donateurs, et progressivement des sommes collectées, est chaque jour de plus en plus concret. Au-delà des raisons structurelles, la diminution des contributions à la campagne annuelle de l'UJA peut s'expliquer par le fait que ce type de collectes ne correspondait plus aux attentes des populations juives.

Depuis ces dernières années, les Juifs américains ont recherché une autre forme de soutien à leur communauté et à Israël. Parallèlement aux dons « aveugles » s'est développée une « philanthropie pratique » qui s'exerce vers des objectifs précis et des opérations ponctuelles. La multiplication des fondations soutenant directement l'action d'institutions publiques ou privées est caractéristique de l'évolution de la relation Israël-diaspora et cette reconfiguration semble être couronnée de succès car les sommes collectées sont équivalentes à celles des campagnes annuelles de l'UJA aux Etats-Unis. Le succès de l'opération *Exodus* est en cela exemplaire. Poursuivant le but de mobiliser les communautés juives pour soutenir Israël dans l'organisation de l'accueil des immigrants d'ex-URSS, cette opération a permis, pour la seule année 1990, d'ajouter aux 825 millions de dollars récoltés par la campagne annuelle de l'UJA, 416 millions de dollars supplémentaires. Sur les cinq premières années de la décennie quatre-vingt dix, plus d'un milliard de dollars de dons ont été réalisés pour l'*aliya* d'ex-URSS [Wertheimer, 1997 :19]. Fort du succès de l'opération Exodus, l'Agence juive et les organisations juives mondiales ont donc envisagé leur relation dans une vision plus concrète et dynamique afin de permettre aux associations locales des grandes communautés juives d'agir directement et de collaborer étroitement avec les responsables israéliens pour mener à bien l'accueil des nouveaux immigrants. Dans cet esprit, le programme « Partenariat 2000 » a été mis sur pied pour répondre aux nouvelles attentes des grandes judaïcités.

### I.3.3 *Partnership 2000*, l'expression d'une nouvelle relation au « territoire d'origine »

L'Agence Juive, en association avec les organisations de collecte de fonds que sont les antennes du *Keren Hayesod* dans le monde (excepté aux Etats-Unis où opère l'*United Jewish Appeal*), a mis en place un programme de développement des régions nord et sud ainsi que de Jérusalem, basé sur l'implication des communautés juives mondiales, afin d'affermir à la fois l'identité juive en diaspora et les relations avec Israël. Héritée du programme Renouveau du département rural et urbain de l'Agence Juive, l'opération « Partenariat 2000 » met en relation une vingtaine de « régions » d'Israël avec plus de quatre-vingt communautés juives de la diaspora (cf. encadré). Chacun des espaces concernés est jumelé avec des communautés juives du monde ; respectant une certaine hiérarchie, Jérusalem a établi un partenariat privilégié avec la ville de New York, Haïfa avec celle de Boston, mais de petites villes en pleine expansion se voient dotées du soutien de grandes communautés américaines comme Or Aqiva avec celle de Miami.

**L'INVESTISSEMENT DE LA DIASPORA  
DANS LE PROGRAMME PARTENARIAT 2000**

Les communautés de la diaspora établissent des comités « Partenariat 2000 » dont les membres se rendent en Israël afin de participer aux rencontres des comités de programmation des opérations de développement régional. Ces comités régionaux sont également constitués d'élus et de résidents des régions concernées, de représentants de l'Agence Juive et du gouvernement. Ils conviennent régulièrement de la conduite des opérations et valident les programmes présentés par les sous-comités officiant dans des domaines d'action spécifiques. En plus de l'investissement dans les processus de décision, « Partenariat 2000 » ouvre de nouvelles opportunités grâce au programme « people to people » et permet aux membres de la diaspora qui n'étaient pas introduits dans les organisations juives de participer au développement. Un des exemples réside dans la mise en place de réseaux économiques où des businessmen de la diaspora servent de mécènes dans le développement du commerce dans les régions partenaires.

*Le budget du programme « Partenariat 2000 »*

« Partenariat 2000 » fait partie intégrante du budget global de l'Agence Juive. La source de ce budget est issue des campagnes annuelles opérées par les fédérations de *United Jewish Appeal* aux Etats-Unis et du *Keren Hayesod* dans le reste du monde. Le bureau directeur de l'Agence Juive détermine le budget total accordé au programme « partenariat 2000 ». Le comité pour le développement rural et urbain du bureau directeur - en accord avec son département concerné - détermine le budget alloué à chaque région, en regard de leurs besoins et de la contribution des communautés partenaires au budget de l'Agence Juive. Les comités régionaux de programmation (comprenant les représentants des communautés partenaires) approuvent par la suite les allocations destinées à chaque programme.

Source : Agence Juive, 1999

Ainsi, avec le soutien de leurs partenaires d'outre-Atlantique principalement, les régions concernées mettent sur pied différents programmes pour favoriser : le développement économique et la création d'emplois ; l'intégration des immigrants et la croissance démographique ; la réduction des inégalités sociales ; et dans les espaces de peuplement mixte, l'établissement de relations pacifiques entre Arabes et Juifs.

Récemment, une douzaine de représentants d'importantes entreprises nord-américaines, suédoises et israéliennes se sont réunis pour former un comité de développement d'un centre de recherche et de production informatique dans la région de Tibériade. Les communautés juives de Minneapolis, Saint Paul, Tulsa et Milwaukee supportent activement ce projet. A deux pas, la région d'Afula avec l'aide du *Southern New England Consortium* soutient la formation en hébreu, en anglais et en informatique de seize immigrants d'ex-URSS afin de faciliter leur insertion dans le tissu économique de la région. Dans le même esprit, la communauté juive de France se consacre dans le cadre de « Partenariat 2000 » au développement du système internet « Galiléo » à Ma'alot Tarshiha et plus généralement en Galilée occidentale.

De nombreux autres projets intéressent également les nouveaux immigrants. La ville de Netivot (Néguev), qui a vu immigrer de nombreux ex-Soviétiques ainsi que des Ethiopiens, a mis en place avec son partenaire, la communauté de Philadelphie, un projet de soutien à l'entrepreneuriat destiné aux immigrants. Grâce à des cours de gestion, à l'assistance de conseillers commerciaux et à l'établissement d'un fonds d'aide aux entrepreneurs immigrés, plusieurs Ethiopiens ont déjà ouvert des commerces à Netivot. Toujours dans la perspective

de l'intégration de nouveaux immigrants par la création d'entreprises, un programme de développement de l'entrepreneuriat destiné aux femmes immigrantes a été mis en place.

Les programmes engagés sur les cinq dernières années obtiennent des résultats encourageants et les buts poursuivis dans le cadre de « Partenariat 2000 » semblent atteints. Par exemple, après cinq mois de coopération, le partenariat de Bet Chéan/Cleveland a permis de créer trente-et-un emplois dans cette région reculée d'Israël. De plus, des liens étroits se tissent entre Israël et la diaspora, et les espaces périphériques du pays profitent pleinement des réseaux sociaux et économiques qui s'établissent.

A travers des différents partenariats, la reformulation des rapports Israël/diaspora s'opère dans une perspective dynamique, grâce au dépassement du simple acte symbolique de la donation, de l'accomplissement du devoir de soutien (*Tsédaka*). De plus, cette nouvelle forme de relation s'intègre parfaitement au plan de développement tel que l'envisage Israël, puisque la très grande majorité des partenariats d'ordre scientifique et technique s'opère dans l'enceinte des pépinières technologiques (*incubators*) dont nous nous entretenions précédemment. Dans sa livraison d'avril 1999, la lettre d'information électronique de « Partenariat 2000 » signalait que le superviseur du partenariat Chicago/Kyriat Gat s'était rendu à l'*incubator* de la ville accompagné de douze représentants de l'*US Venture Capital Funds and Investment Banks* afin de mettre en relation ces investisseurs et les chercheurs du centre. Ainsi le combat contre la montée du chômage que connaît Israël depuis trois ans (montée de 6% à 9%) se réalise dans un effort conjoint de l'Etat et de la diaspora. Israël, dans une démarche que nous pourrions rapprocher de celle des ONG, a su reformuler dans des termes adéquats aux attentes de la diaspora, le contrat qui lie depuis des décennies ces deux protagonistes.

L'établissement d'une telle relation entre Israël et sa diaspora n'a pas été sans incidence sur l'évolution du projet de société israélien. Les grandes judaïcités de la diaspora, en faisant de leur implication dans l'aide à l'intégration des nouveaux immigrants un substitut à leur propre *aliya*, ont contribué à accroître la dynamique de distanciation qui s'est fait jour à partir de la fin des années soixante-dix. Aujourd'hui, cette dynamique fait apparaître aux yeux des observateurs un « nouvel Israël » que l'ensemble des études tend à décrire comme la résultante du phénomène de normalisation que connaît le pays.

Différentes phases sont repérables dans cette évolution qui tend à faire d'Israël un pays comme les autres. Celles-ci sont d'autant plus perceptibles que le renouveau migratoire qu'a été l'immigration d'ex-URSS a mis à jour les zones de tensions, témoignages de l'engagement de la société israélienne, et par extension de sa diaspora, dans cette dynamique de « normalisation ».

## II « UNICITE OU NORMALITE », UNE PROBLEMATIQUE EMERGENTE EN ISRAËL

Essayons maintenant de mesurer les conséquences de la distanciation d'Israël d'avec sa diaspora afin de mieux comprendre la perception de l'immigration d'ex-URSS dans la société israélienne. L'ensemble des difficultés d'intégration sociale ressenties par les ex-Soviétiques et les craintes, voire rejets, exprimés par les Israéliens à leur rencontre ne peuvent s'entendre que replacés dans la dynamique de « normalisation » que connaît Israël. Notre objectif requiert comme préalable une mise en évidence des mutations du projet de société israélien à travers l'analyse d'un thème fort explicite de l'affaiblissement de l'idéologie sioniste, à savoir l'essoufflement de la politique du *melting pot*. Nous pourrions ensuite comprendre les nouveaux enjeux sociaux de l'immigration ex-soviétique récente et décrypter, à travers les

représentations de cette migration, l'ensemble des éléments qui concourent à abonder dans le sens d'une « normalisation » d'Israël.

### II.1 L'idéologie du *melting pot*, une politique caduque ?

La diversité des contextes socio-politiques décrits précédemment a façonné au fil des ans une nouvelle société israélienne. Chacun des événements qui ont intéressé l'Etat, soit directement -comme les conquêtes territoriales de 1967-, soit indirectement -comme la distanciation des grandes judaïcités d'avec Israël- ont délimité avec une plus ou moins grande fermeté les contours de l'identité israélienne. En termes de dynamique de population, la modification du contexte migratoire semble avoir contribué de façon presque mécanique à l'élaboration de la société israélienne, à la production de « l'israélité ». Par la rupture qu'a représentée l'affaiblissement de l'immigration, ce jeune Etat s'est progressivement affirmé, « émancipé » un siècle après que les *Biluhim* aient posé leur pied sur le sol de Palestine. Au cours des années soixante-dix s'est en effet opérée une mutation majeure au sein de la société israélienne, la part de la population née dans le pays devenant majoritaire. Alors que les immigrants composaient encore plus de la moitié des Israéliens au début des années soixante-dix, leur part ne constituait plus que 42% de la population juive totale dix ans plus tard (cf. Chapitre Trois).

Sur le plan sociologique, cette transformation de la structure démographique israélienne peut être analysée comme un événement d'une grande valeur symbolique car il a concrétisé la fin d'une époque, l'image d'Israël en tant que terre de retour s'estompant peu à peu. Ce tournant démographique a signifié l'entrée d'Israël dans un « temps de l'entre-soi », celui d'une rencontre, celle des fils et des filles d'Israël. Il ne s'agit plus alors d'attendre celui que l'on a quitté quelques années plus tôt mais de découvrir celui qui est venu en même temps que soi, « l'Autre » ; celui que l'on nomme l'Ashkénaze, le Séfarade ou l'Oriental dans ce pays qui est le leur.

Cette rencontre était d'autant plus difficile à réaliser que les premiers contacts avaient été des plus tendus. La révolte des Orientaux (1959) contre l'*establishment* ashkénaze avait en effet créé un précédent qui avait creusé un fossé entre ces deux groupes que séparaient déjà leurs statuts sociaux. Le modèle de société basé sur l'idée d'un *melting pot*, le *mizzug galouyoth*, tel que l'avaient pensé les pères fondateurs de l'Etat ne parvenait pas à fusionner la « communauté des exilés » comme l'a montré la révolte des Panthères noires dans les années 1970-1973 (cf. encadré ci-contre). Ainsi, progressivement, au modèle du *melting pot* s'est substituée une dynamique communautariste impulsée par les mécontentements des Orientaux ; le glâcis socio-culturel que tentait d'imposer l'ethnocentrisme du modèle d'intégration ashkénaze poussait les Orientaux à la revendication identitaire [Shuval :1989].

Les échecs rencontrés par le projet de société proposé par l'élite ashkénaze ont eu d'importantes conséquences identitaires pour Israël. La naissance d'un "Second Israël" oriental -fruit des frustrations des séfarades vis-à-vis du "Premier Israël", celui dit ashkénaze- en a été l'une des principales expressions. Avec le « Second Israël », le refus d'une « ashkanization » de la société a pris forme sur la scène politique en amenant au pouvoir le Likoud (la droite populiste) en 1977. Il s'est alors agi du franchissement d'une nouvelle étape dans le processus de communautarisation, les Orientaux réussissant là où les Panthères noires avaient échoué.

Cet avènement du parti de droite au pouvoir était lourd de significations pour les Travailleurs car ce n'était pas un vote pour la droite qu'avaient effectué les Orientaux mais véritablement un vote contre la gauche. Cet acte contestataire exprimait à la fois plusieurs phénomènes. Il traduisait tout d'abord, le rejet de la politique d'« ashkanization » établie par

l'establishment travailliste qui niait et voulait gommer les particularismes culturels des Orientaux par peur d'une « levantinisation » de la société. Il révélait également la blessure que constituait pour les Orientaux le fait de s'entendre répéter que le maintien de leur faible statut social provenait de leur manque chronique de "positive prédisposition" envers l'intégration, comme l'envisageait S. N. Eisenstadt (père de la sociologie israélienne) [RAM, 1995 :39]. Et sous un angle plus optimiste, ce vote annonçait "l'éclosion d'une assez large classe moyenne séfarade" qui a vu, semble-t-il, dans le Likoud l'opportunité de poursuivre son ascension sociale bien plus facilement que sous l'étouffant paternalisme du parti travailliste et de préserver son identité en affirmant les particularismes des communautés orientales -*Edot HaMizrah*. A travers cette dynamique de revendication sur une réelle base ethnique, un "Second Israël" oriental était donc rendu visible, et l'élite ashkénaze de la société se devait d'intégrer cette nouvelle image d'Israël, antithèse de celle que s'étaient construite les pères fondateurs. Comme le titra, plus tard, S. N. Eisenstadt dans l'un de ses écrits -*The problem of Edot - Not just transitory*-, la société israélienne à la fin des années soixante-dix était bel et bien devenue une société pluri-ethnique soumise au risque grandissant d'une radicalisation communautaire [1986].

Si l'avènement du Likoud au pouvoir a été compris comme l'expression d'une révolte, la politique mise en place par ce parti n'a pas fondamentalement changé la situation sociale des Orientaux. Cette manifestation du mal-être des Orientaux n'a été qu'une première étape de la communautarisation de la société. Celle-ci a été suivie par une nouvelle étape où la dimension religieuse est devenue centrale.

L'irruption du religieux dans le débat de société en Israël en tant, que variable déterminante, s'explique par l'association de deux dynamiques. A l'inquiétude grandissante des religieux face à la montée « sournoise » du courant « normalisateur », synonyme de laïcité, est venue répondre une jeunesse séfarade en quête de sens. Relégués, dans leur grande majorité, au bas de l'échelle sociale, comme l'ont été leurs parents, ces jeunes ont su trouver une oreille

#### **Le mouvement des Panthères noires, un signe précurseur de l'émergence du problème ethnique en Israël**

Douze années après les émeutes de Wadi Salib en 1959, de jeunes orientaux de la deuxième génération organisent une série de manifestations afin de révéler au grand jour la pauvreté et la ségrégation qu'ils doivent affronter face à l'indifférence des responsables travaillistes. Issus d'un quartier défavorisé de Jérusalem, ces jeunes -principalement d'origine marocaine- défendaient l'idée que « la vie individuelle et familiale avait pris le pas sur la survie de l'Etat [et] n'acceptaient pas d'être sacrifiés à l'intérêt national comme l'avaient été leurs parents et contestaient la légitimité du pouvoir judéo-européen et le bien fondé d'un idéal par lequel ils se sentaient frustrés et bafoués » [Poirier, 1998 : 120-121]. Pour bien marquer leur engagement, ce mouvement emprunta au groupe de revendication noir américain le nom de Panthères noires.

L'ensemble des slogans scandés par les manifestants témoigne de l'étendue des difficultés sociales qu'ils affrontent et des rancœurs qu'ils portent contre l'establishment ashkénaze. Aux idées comme « l'argent investi dans les colonies pourrait servir à l'amélioration du sort des Orientaux » se couplaient des slogans fort explicites comme « Orientaux, Palestiniens, même combat ! » ou bien encore « Israël aux Israéliens » [Bensimon, 1989 ; Poirier 1998]. Ce dernier slogan dénonçait le favoritisme dont étaient l'objet les « Prisonniers de Sion », les Juifs soviétiques qui arrivaient alors en Israël.

La tentative d'une traduction du mouvement de contestation sur la scène politique fut soldée par un échec. Aux élections de 1973, les deux listes présentées par les Panthères noires n'obtinrent aucun siège à la Knesset. Il aura fallu attendre celles de 1977 pour que la révolte des Orientaux porte ses fruits.

attentive et rassurante dans les partis religieux et plus particulièrement dans celui du parti orthodoxe séfarde Shas.

La discrimination sociale que ressentait le « Second Israël » était d'autant plus insupportable qu'à la dynamique démographique qui tendait à faire de lui une population majoritaire au sein de la société israélienne, du fait d'une natalité plus élevée (cf. Tableau 55 et Tableau 56), ne venait pas répondre une réelle ascension sociale.

Tableau 55 - Composition de la population israélienne selon le continent d'origine (1948-1990)

	Population juive totale	Population juive née à l'étranger (%)	Population juive originaire des continents européen et américain (%)	Population juive totale d'Israël (%)
1948	717 000	65	88	-
1961	1 932 000	62	56	69
1972	2 687 000	53	50	76
1983	3 350 000	42	50	77
1990	3 947 000	38	49	78

Source: C. Goldscheider, 1996, *Israel's Changing Society, Population, Ethnicity, and Development*, Boulder: Westview Press, p.30

Note de l'auteur: "Les données ethniques de la population juive née en Israël sont basées sur l'origine ethnique (du père) et sur une estimation de la composition ethnique de la troisième génération des nés dans le pays de parents nés dans le pays."

Tableau 56 - Taux de natalité de la population juive d'Israël selon l'origine (1985)<sup>290</sup>

	Immigrants nés en:			Sabarim: Père né en:				Ensemble de la population juive
	Europe Amérique	Afrique	Asie	Europe Amérique	Afrique	Asie	Israël Total sabarim	
Taux de natalité d'après l'origine de la mère	2.79	3.43	2.82	2.88	3.04	2.80	2.63 2.89	2.85

Source: D. Bensimon, E. Errera, 1989, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Bruxelles: Complexe (Historiques), p.160

Un simple regard sur l'évolution des postes d'emploi des Orientaux atteste de cet état de fait (cf. Tableau 57). En 1985, la proportion de *sabarim* d'origine orientale occupant un emploi d'ouvrier était identique à celle de leur parents nés à l'étranger tandis que, pour la seconde génération d'origine ashkénaze, elle avait diminué de près de la moitié principalement au profit des postes de cadres moyens. Pis encore, à cette date, la proportion d'Orientaux de la seconde génération dans le haut de l'échelle sociale (professions libérales et cadres supérieurs) était inférieure à celle de leurs parents : autant d'éléments qui ne pouvaient qu'accroître le sentiment de discrimination et de ségrégation.

Tableau 57 - Structure socioprofessionnelle de la population juive active selon l'origine géographique (1985)

<sup>290</sup> On notera que la seconde génération orientale, notamment celle originaire d'Afrique, présente une dynamique de convergence démographique avec la natalité plus faible des *sabarim* originaires d'Europe et d'Amérique. Cette dynamique de convergence de la natalité a également été enregistrée au sein de la population arabe israélienne. A partir du déclenchement de l'*Intifada*, une recrudescence de la natalité a été constatée. Sur ce thème de la convergence de la natalité, voir les nombreux travaux de Sergio DellaPergola.

Chapitre sept

Groupes de population	Professions libérales Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Commerçants	Services	Agriculteurs	Ouvriers	Total
Population juive - Total	15	16	19.4	7.7	12.6	4.6	24.7	100
Sabarim								
Total	14.7	18.8	21.5	7.1	10.6	5.8	21.6	100
Père né en:								
Israël	14.9	20.2	21.2	7.1	12.5	8.3	15.9	100
Afrique-Asie	5.8	12.7	23.7	7	13.8	4.6	32.4	100
Europe-Amérique	23.6	24.3	19.7	7.3	6.5	5.7	12.9	100
Immigrants nés en:								
Asie-Afrique	8	10	15.8	8.8	19.9	4.2	33.2	100
Europe-Amérique	21.9	16.8	18.9	7.8	9.5	3	22.1	100

Source: D. Bensimon, E. Errera, 1989, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Bruxelles: Complexe (Historiques), p.177

Ainsi, un parti comme le Shas (créé en 1984) a pu s'attirer les faveurs des jeunes générations séfarades en leur proposant l'aide sociale et la reconnaissance que ne leur avaient jamais témoignée les Travaillistes, ni la droite d'ailleurs. Ce glissement vers le religieux d'une partie du « Second Israël » a été rendu visible, une fois encore, par les résultats des élections de 1984 et 1988, mais aussi dans la vie quotidienne par les choix de scolarisation opérés par les familles d'origine orientale.

Les résultats des élections législatives de 1984 et 1988 ont souligné la perte d'influence du Likoud depuis 1981 au profit notamment du Shas. Dès sa première participation, les suffrages exprimés lui ont permis d'obtenir quatre sièges à la Knesset en 1984 et six quatre ans plus tard (cf. Tableau 82). En prenant des électeurs orientaux au Likoud mais aussi au PNR, le succès du Shas révèle une ligne de rupture grandissante au sein de la société israélienne.

Au quotidien, outre la multiplication des portraits d'Ovadia Yosef, leader charismatique du Shas, dans les petits commerces, les bus et autres lieux où les Orientaux occupent majoritairement les emplois, les écoles ont ressenti la « vague Shas ». Associée au phénomène de « retour au religieux » -ou, peut-être, plus justement de « quête du social »-, une modification de la carte scolaire a été opérée par les Orientaux en plaçant leurs enfants dans le réseau scolaire dirigé par le parti Shas qu'ils ont amené à la Knesset.

Tableau 58 - Nombre de sièges obtenus à la Knesset par les principaux partis religieux, le Parti travailliste et le Likoud (1977-1988)

	1977	1981	1984	1988
<i>Parti Travailliste</i>	32	47	44	39
<i>Likoud</i>	43	48	41	40
<i>Parti National Religieux (PNR)</i>	12	6	4	5
<i>Agudat Israel</i> (parti ultra-orthodoxe)	4	4	2	5
<i>Tami</i> (parti religieux séfarade)	-	3	1	-
<i>Shas</i> (parti orthodoxe séfarade)	-	-	4	6

Source: Claude Klein, 1999, *Israël. Etat en quête d'identité*, Florence: Casterman-Guinti (XXe siècle), p.62-63

Dans cette dynamique de genèse d'un bloc « Oriental-religieux » au sein de la société israélienne, le système éducatif a donc vu progressivement la fréquentation des écoles du secteur laïc (comprenant les écoles publiques laïques et publiques religieuses sous l'influence du PNR) perdre en effectifs au profit du secteur indépendant religieux (majoritairement géré par le Shas). De plus, au début des années quatre-vingt, une réorganisation des choix scolaires au sein même du camp religieux s'est réalisée en faveur du réseau indépendant, témoignant de l'assise sociale grandissante du Shas.

Comme l'a souligné Claude Klein [1999], à travers ce renouveau religieux transparait une recomposition des clivages sociaux d'Israël. Au clivage classique « droite-gauche ou riches-pauvres » qui parcourait la société (juive) israélienne, traditionnellement composée des Juifs laïques, de droite ou de gauche, ashkénazes ou séfarades (les milieux orthodoxes restant en marge de la société), ont succédé des clivages superposés articulés autour de deux blocs opposés : le bloc « religieux-séfarade-droite » et le bloc « laïque-ashkénaze-gauche », les Juifs de gauche étant « désormais plus souvent laïques et ashkénazes, ainsi d'ailleurs que de niveau économique plus élevé que les Juifs séfarades, plus pauvres et plus religieux » [1999 :59-61]. La lecture de cette dynamique communautaire, faite par la nouvelle sociologie israélienne, permet de mieux comprendre les rapports de pouvoir qu'elle sous-tend. Le rapprochement « oriental-religieux » apparaît en effet comme le seul moyen de concurrencer l'intégration et le statut social des Ashkénazes (cf. Tableau 59)<sup>291</sup>.

Tableau 59 - Modes d'incorporation des groupes dans la société israélienne, selon la perspective pluraliste

	<i>Intégration</i>	<i>Statut</i>
Ashkénazes	+	+
Orientaux	+	-
Religieux	-	+
Palestiniens d'Israël	-	-
Palestiniens des Territoires occupés	—	—

+ intégré/haut statut, - non intégré/bas statut, — extrêmement non intégré/statut inégal

Source : RAM U., 1995, *The changing agenda of israeli sociology. Theory, ideology, et identity*, Albany : State University of N.Y. Press (SUNY series in Israeli Studies), p.108.

Ces dynamiques sociales ont donc considérablement réduit l'efficacité du *melting pot* en figeant les deux groupes dans des frontières sociales de plus en plus fermées. L'analyse des mariages « interethniques » a d'ailleurs révélé que la consolidation de tels clivages au sein de la société israélienne amène le risque d'un élargissement du fossé socio-économique qui sépare ces deux blocs en formation. Seule l'éducation tend à diminuer l'endogamie chez les Orientaux alors qu'elle tend à la favoriser chez les Ashkénazes ; le maintien des premiers dans les couches sociales les plus basses limite donc les chances de réduire le fossé qui sépare les deux groupes (cf. encadré ci-contre).

Au moment où entrent les immigrants d'ex-URSS, Israël se présente comme une société aux modes d'incorporation sociale de plus en plus segmentés dans laquelle les Juifs ex-soviétiques ont dû s'intégrer. Poursuivons donc notre quête d'un « nouvel Israël » à travers la

<sup>291</sup> Dans cette perspective communautaire de la société, les Arabes d'Israël -et les Palestiniens en général- possèdent le « mode d'incorporation » le plus faible. La politique israélienne développée à leur encontre est perçue comme une domination qui poursuit le but de maintenir ces populations dans leurs frontières et d'exploiter les ressources arabes en faveur de la majorité juive » [Ram, 1995 :109].

lecture de l'intégration sociale de ces nouveaux immigrants en tant que reflet des mutations identitaires d'Israël.

**Les mariages mixtes, un contrepoids à la communautarisation de la société israélienne ?**

Même si le choix de se marier hors de son groupe (ashkénaze ou oriental) est contingent de facteurs démographiques, comme l'importance du nombre de célibataires, ou d'autres variables, comme la durée de résidence en Israël pour ceux nés à l'étranger, la mesure des mariages mixtes constitue néanmoins une véritable image en négatif du processus de communautarisation.

Les différentes études menées à ce sujet tendent à démontrer une progression constante des mariages mixtes. Si l'on considère la proportion de ces mariages célébrés sur la période 1956-1983, il ressort qu'en début de période, elle ne représentait que 13% des unions pour atteindre 21% en fin de période, avec une plus grande participation des Juifs nés en Israël que de ceux nés à l'étranger [Goldscheider, 1996 :198].

Néanmoins, le milieu social tient une place prépondérante dans ces unions. Près d'un tiers des orientaux (hommes) possédant un niveau d'éducation élevé (13 années et plus), qui se sont mariés sur la période 1974-1983, ont choisi une épouse hors de leur groupe tandis que cette proportion tombait à 14% chez ceux ayant fait entre 9 et 12 ans d'études et à 9% pour les moins éduqués. A l'inverse, les Ashkénazes ont été seulement 19% chez les plus éduqués à choisir une femme d'origine orientale alors que cette proportion était de 40% chez les moins éduqués.

Les mariages « mixtes » semblent cependant un contrepoids fragile au clivage de la société israélienne puisqu'ils ne concernent qu'un tiers des unions au début des années quatre-vingt-dix. Cette augmentation progressive des mariages mixtes est avant tout le fruit d'une forte chute de l'endogamie chez les *Sabarim* (81,6% affirmaient vouloir faire le choix de l'endogamie en 1975, ils étaient seulement 25,6% en 1990), mais un net affaiblissement du mythe du *Sabarim* est à noter depuis la fin des années soixante-dix. En 1990, les Orientaux déclaraient rechercher un partenaire de la même origine à 49,4% alors qu'ils n'étaient que 27,1% à exprimer ce choix en 1975 ; les Ashkénazes ont montré une progression vers l'endogamie encore plus forte avec un passage de 44,6% à 71,4% [Shachar, 1998].

Pour les enfants de la troisième génération, une tendance à reléguer au passé leur origine géographique et à privilégier une identité israélienne, est néanmoins perceptible. Cependant, lors de nos entretiens avec de jeunes Israéliens, il est apparu que le vieux clivage ashkénaze-oriental conserve une prégnance forte dans leur comportement, comme nous l'avons noté chez Ofra, une jeune fille dont le père était venu de Syrie et la mère de Libye. A notre question sur sa perception de ce clivage, elle nous a confié que celui-ci n'avait plus de valeur, la preuve en étant son conjoint né de parents immigrés de Pologne. Plus en avant dans notre discussion, elle nous a révélé que lorsqu'elle se rendait à sa banque pour régler un incident bancaire et qu'elle allait devoir expliquer sa situation à un quinquagénaire ashkénaze, le clivage lui réapparaissait comme constitutif de son identité. Ce clivage n'appartient donc pas encore au passé

## II.2 La place des ex-Soviétiques dans la société israélienne ou le reflet de la « normalisation »

Indéniablement, « l'irruption » massive des Juifs ex-soviétiques a constitué un sursaut de tensions au sein de la société israélienne. Cette immigration a ravivé le débat autour de la « normalisation » en révélant que cette société n'était peut-être plus aussi prompte à accueillir de nouveaux immigrants. Une telle attitude face à l'*aliya* plonge ses racines non seulement dans la crainte d'une crise économique que faisait peser sur la société le volume de l'immigration, mais aussi dans la peur qu'avaient les Orientaux de voir leurs acquis socio-politiques des années soixante-dix-quatre-vingt réduits à néant par les ex-Soviétiques perçus comme une source de croissance du groupe ashkénaze. Observons donc les réactions et les conséquences produites par l'immigration afin d'appréhender les changements profonds qui s'opèrent actuellement dans la société israélienne.

### II.2.1 La perception des ex-Soviétiques, le révélateur d'un désintérêt pour l'*aliya* ?

Afin d'appréhender cette question qui constitue un thème d'étude à part entière<sup>292</sup>, nous limiterons notre lecture à l'exploration de deux angles d'approche du processus de « normalisation », à savoir la mise en évidence de la poursuite d'un processus de distanciation d'avec l'*aliya* au sein de la société israélienne et la recherche des craintes sous-jacentes à l'attitude de la population face à l'immigration.

Après l'engouement qu'a suscité le « retour » des Juifs d'ex-URSS, divers événements ont témoigné d'un affaiblissement croissant de l'intérêt israélien pour cette immigration. La communautarisation de la société israélienne semble avoir eu en effet pour conséquences de faire de l'*aliya* une question bien moins centrale qu'elle ne l'était aux premières heures de l'Etat. La lecture des sondages concernant la perception de l'immigration révèle cet état de fait. Sur les deux dernières décennies, le sentiment faisant de l'immigration une valeur centrale d'Israël a été partagé par de moins en moins d'Israéliens : 87% en 1973 pour seulement 67% en 1995. Plus troublants encore sont les résultats enregistrés sur la période 1990-1994. Si en début de période, l'intérêt pour l'*aliya* avait retrouvé une valeur proche de celle de 1973, quatre années plus tard, il avait chuté de plus de 20% [MIA, 1996]. Dans une perspective post-sioniste, cette rapide perte d'intérêt pour l'immigration (d'ex-URSS) revêt tous les traits d'une ultime tentative, comme si la population avait vainement tenté de se convaincre -une dernière fois- de la valeur cardinale de l'*aliya*. Cette sensation est d'autant plus fortement perceptible que, dès la fin 1990, une grève générale avait été organisée pour protester contre la levée d'impôts supplémentaires qu'allait devoir supporter la population afin de participer à l'effort national qu'était l'intégration des ex-Soviétiques [de Tinguy, 1999 :64].

Même si les fondements de cette distanciation d'avec l'immigration semblent trouver leurs racines dans des considérations d'ordre économique, elle a pu être perçue par les ex-Soviétiques comme l'expression d'un rejet. Ce sentiment existait bel et bien car, comme l'a rappelé Anne de Tinguy, un quart des Israéliens déclarait en 1995 ne pas souhaiter un voisinage direct avec les ex-Soviétiques alors qu'ils n'étaient que 4% en 1990 [1999 :64]. Les Juifs d'Ethiopie ont également fait la triste expérience d'expressions racistes comme le refus manifesté par certains Israéliens d'accepter que leurs enfants soient à l'école avec des Ethiopiens ou de partager le même immeuble qu'eux [Anteby, 1999]. Pire encore aura été la

---

<sup>292</sup> Voir notamment Allan S. Galper, 1995.

destruction des dons de sang effectués par ces derniers « sur la base de la présence endémique du virus VIH parmi eux » [Shuval, 1998 :41].

Différentes explications peuvent être apportées au rejet manifesté par une frange grandissante d'Israéliens de l'immigration d'ex-URSS. En premier lieu, replacé dans le contexte du clivage « ashkénaze-séféride », ce rejet apparaît comme une nouvelle manifestation du sentiment de discrimination qui perdure au sein de la population d'origine orientale. Face aux mécontentements manifestés par les ex-Soviétiques confrontés aux problèmes d'installation et d'emplois, les *vatikim*<sup>293</sup> ont été quelque peu choqués par ces attitudes, le « second Israël » ressentant comme une injustice les plaintes des ex-Soviétiques. Les Orientaux vivaient d'autant plus mal les plaintes des ex-Soviétiques que ceux-ci n'avaient pas été obligés, comme eux l'avaient été, de s'installer dans les régions périphériques du pays (cf. Chapitre Deux).

Ainsi, pour nombre d'Orientaux qui n'avaient eu que le choix d'y rester, les nouveaux immigrants qui se sont installés dans les villes de développement, suite aux problèmes d'insertion économique qu'ils rencontraient dans le centre du pays (cf. Chapitres Cinq et Six) ont été rapidement perçus comme des concurrents « déloyaux ». Très qualifiés et « nantis » par les aides de l'Etat, ces immigrants ont capté l'attention des employeurs et n'ont fait qu'aviver le sentiment de discrimination des Orientaux confrontés au chômage fort élevé de ces villes nouvelles [Israelowitz et al., 1992]. Sur un plan sociologique, cette première source du rejet manifesté envers l'immigration d'ex-URSS peut donc s'entendre comme une réification du complexe d'infériorité et du manque de considération fortement intériorisé par les Orientaux [Smootha, 1999 :40]. Ce sentiment était d'autant plus fort que leur situation sociale, en termes d'éducation et de catégories d'emplois n'avait que peu évolué depuis leur vote de protestation de 1977 (cf. Tableau 60 et Tableau 61)<sup>294</sup>.

Tableau 60 - Proportion de personnes possédant 13 années et plus d'études selon l'origine « ethnique » (1996 ; %)

	Orientaux	Ashkénazes
Première génération	16,2	46,8
Seconde génération	24,6	54,1

Source: Jerusalem report, june 12, 1997

Le second volet d'analyse intéresse directement l'image laïque que revêt l'immigration d'ex-URSS. Les milieux religieux (orthodoxe et ultra-orthodoxe) ont très rapidement fait de la question de la « réelle » judéité des immigrants un sujet d'envergure nationale. Derrière la montée en puissance de ce thème en Israël se trouvait sans conteste sous-jacente la peur que partageait le milieu religieux, de voir l'entrée massive des Juifs ex-soviétiques, coupés depuis des décennies du Judaïsme, venir renforcer la laïcisation en cours de la société israélienne. Refusant la vision d'un Israël « normalisé » qui leur apparaît, pour reprendre une expression d'Alain Dieckhoff, « non comme une utopie attrayante, mais comme une inquiétante perspective » [1998 :44], les partis religieux ont donc cherché à utiliser la « faille » que représentait la proportion de non-Juifs dans l'immigration d'ex-URSS. En termes d'anthropologie politique, cette seconde zone de tensions concentre l'essentiel du débat entre

<sup>293</sup> Terme hébreu signifiant « vétéran », utilisé pour définir les « Israéliens de longue date ».

<sup>294</sup> Voir notamment l'article de Peter Hirschberg, « Beyond the Rage. A group of Sephardim, successful children of immigrants, want to restructure what they see as Ashkenazi-dominated Israeli society », *Jerusalem Report*, September 14, 1998.

traditionalisme et modernité tel qu'a pu notamment le définir Georges Balandier dans l'idée que le premier est *continuité* et la seconde *rupture*<sup>295</sup>.

Tableau 61 - Répartition « ethnique » de la population israélienne selon les grandes catégories d'emploi (1996 ; %)

	Orientaux	Ashkénazes
Cadres supérieurs	18,8	47,7
Cadres moyens	27,1	27,1
Ouvriers	54,1	28,2

Source: Jerusalem report, june 12, 1997

Tenants des domaines de compétences que sont le mariage, les sépultures, le respect du Shabbat et des règles alimentaires, les religieux ont brandi le danger que représentait, selon eux, une immigration qui comptait dans ses rangs une part importante de non-religieux et surtout de non-Juifs. Au-delà du débat sur les chiffres (cf. encadré ci-contre), la prégnance de cette question a révélé les mutations profondes de la société israélienne et les accents racistes et xénophobes qu'elle pouvait générer. Couplée aux doutes émis sur la judéité des ex-Soviétiques, une série d'accusations collectives comme « les immigrants installent la mafia russe en Israël » ont été proférées. Nathan Tcharansky, dans un article intitulé « Pourquoi ferment-ils la porte ? »<sup>296</sup>, a parfaitement analysé les craintes que révélaient ces accusations.

Il rapporte notamment que le lien fait entre les « largesses » de la loi du retour et l'entrée de non-juifs, dont nombre de « mafieux », souligne l'incapacité de la société à poser les questions profondes qui l'agitent. Les formes de rejet de l'immigration témoignent avant tout de la non-acceptation de la « normalisation » d'Israël et de l'impossibilité pour une partie de la population à se résoudre à l'idée que l'Etat est aujourd'hui entré dans une ère post-sioniste. Sans être assuré de cette transition idéologique, il rappelle qu'il appartient à la société israélienne de s'interroger sur la loi du retour, non pas de façon détournée mais bien directement dans le cadre d'un grand débat national<sup>297</sup>.

De façon plus pragmatique, les Orientaux participent de cette lutte contre le courant laïc et normalisateur qui est imputé à l'immigration d'ex-URSS ; accepter celui-ci constitue en effet une mise en péril délibérée de leur ascension socio-politique, soutenir la démarche des orthodoxes étant envisagé comme une consolidation du pouvoir de ceux qui leur procurent une plus grande visibilité sociale. Cette vision est d'autant plus forte chez les Orientaux que l'immigration d'ex-URSS a fait repasser le ratio « Ashkénazes-Séfarades » en faveur des premiers (52% en 1994 contre 48% à la fin des années quatre-vingt). A l'inverse, de l'autre côté de l'échelle sociale pourrait-on dire, les couches bourgeoises, majoritairement d'essence ashkénaze, voient d'un bon œil le souffle laïc que peut apporter l'immigration d'ex-URSS car il constitue une force supplémentaire dans l'effort de « normalisation » que produisent les élites ashkénazes post-sionistes de gauche.

<sup>295</sup> Pour reprendre la typologie du traditionalisme proposée par G. Balandier, nous considérons que la scène israélienne contemporaine voit s'opposer à la modernité un mélange de *traditionalisme fondamental* et de *traditionalisme de résistance* [voir G. Balandier, 1995 :202-203].

<sup>296</sup> *Jerusalem Report*, October 19, 1995

<sup>297</sup> Voir notamment l'article de David Horowitz, Leslie Susser et Vince Beiser, « Who'll be a Jew », *Jerusalem Report*, December 12, 1996.

En fait, derrière l'intellectualisation de ce débat se profile également une lutte d'intérêts socio-économiques des plus triviales. Pour les milieux d'affaires soutenant les Travailleurs, le désir de normalisation tient dans les opportunités économiques que sous-entend l'entrée d'Israël dans l'économie mondiale tandis que, pour les milieux populaires, le refus de cette entrée dans le « système-monde » est justifié par la peur d'une précarisation croissante. Rappelons que les milieux orthodoxes sont d'autant plus investis dans cette opposition au libéralisme économique croissant, synonyme à court terme d'un désengagement de l'Etat, car ils dépendent « de plus en plus des ressources de l'Etat pour leur subsistance : 60% des hommes, à la tête de familles extrêmement nombreuses (10 enfants en moyenne), se consacrent à temps plein à l'étude des textes sacrés et ont un besoin impératif des allocations de l'Etat-providence » [Dieckhoff, 1999 :44].

La collusion d'intérêts sous-jacente au débat suscité autour de l'immigration d'ex-URSS n'a malheureusement pas su s'opérer sans manifestations de violence et sans humiliations.

Au quotidien, les tensions entre les immigrants d'ex-URSS et les orthodoxes ont en effet pris la forme de réelles humiliations. Par exemple, comme l'a écrit Tom Sawicki<sup>298</sup>, de nombreux immigrants d'ex-URSS ont découvert qu'ils étaient « suffisamment juifs pour venir en Israël mais pas assez pour avoir le droit de s'y marier ». Selon ce journaliste, en 1994, plus de 500 couples s'étaient vu bloquer leurs procédures de mariage par les tribunaux rabbiniques du fait de la non-judéité de l'un des prétendants ou de doutes sur celle-ci.

Ces refus, même s'ils n'ont concerné qu'une frange de la population immigrante, n'ont pas manqué d'attiser les tensions. L'emprise des religieux dans ce domaine a pu être contournée, grâce à des mariages célébrés en ex-URSS lors de vacances ou bien à Chypre ou même par correspondance au Paraguay mais elle a eu, dans le cas des funérailles, des accents tragiques<sup>299</sup>.

Des unes de presse comme, « c'est leur devoir de mourir mais ils n'ont pas le droit d'être enterrés », ont tragiquement souligné la source de conflits qu'a suscité l'arrivée d'une population ex-soviétique à la judéité contestée par le rabbinat. Le cas d'un nouvel immigrant d'ex-URSS, décédé lors d'une opération militaire, dont les frères et amis ont surveillé durant plusieurs nuits la tombe, de peur que des orthodoxes ne viennent l'exhumer [Siegel, 1998 :63], ou bien encore celui du sergent Nikolai Rappaport dont la mère n'était pas juive et dont le corps a été rapatrié dans sa ville d'origine à Krasnodar [de Tinguy, 1998 :22], ont en effet mis tristement en valeur la rencontre de deux mondes, tout deux loyaux, l'un envers l'Etat laïc, en remplissant son devoir militaire, l'autre envers l'Etat religieux, en faisant du respect de la loi juive sa seule priorité.

---

<sup>298</sup> Voir *Jerusalem Report*, February 24, 1994.

<sup>299</sup> Plus de mille couples israéliens se sont mariés, dont beaucoup d'ex-Soviétiques, à Chypre en 1993 ; et le coût d'un certificat de mariage paraguayen est d'environ 500\$.

**Juifs et non-Juifs dans l'immigration d'ex-URSS,  
une question de chiffres ?**

Comme l'a rappelé Anne de Tinguy, l'amendement de la Loi du retour (1970) ouvrant droit à l'*Aliya* aux conjoints, enfants et petits-enfants non-juifs d'une personne juive, a largement profité aux ex-Soviétiques déjudaïsés et mariés à des non-Juifs [1998 :19]. Les ultra-orthodoxes, ayant toujours manifesté à l'encontre ce cet amendement des contestations car il étendait, selon eux, trop « généreusement » le champ d'application de la loi du retour, ont donc été parmi les premiers à débattre du nombre de non-Juifs dans l'*aliya* d'ex-URSS. Qu'en est-il exactement ?

Dov Shilansky, l'un des partisans d'une révision de la loi du retour, estimait en 1995 que 40 à 50% des migrants n'étaient pas juifs<sup>(a)</sup>. Il s'agit là de la plus forte des estimations fournies. Différents niveaux de lecture doivent être pris en compte afin d'estimer au plus juste la part des non-Juifs. Premièrement, l'importance des mariages mixtes fait qu'une part non négligeable des immigrants ne sont évidemment pas Juifs, au sens où l'entend la *Halakha*. Le responsable de l'Agence juive pour l'ex-URSS, Yehiel Leket, qui estimait entre 20 et 30% le nombre réel de non-Juifs en 1995, soulignait que dans leur très grande majorité ces non-Juifs étaient des conjoints et non pas des falsificateurs<sup>(a)</sup>. Il comptait également dans cette population non-juive -au sens strict de la religion-, les ayant droits à la loi du retour par leur père. Sur la période 1990-1994, les estimations données par le gouvernement israélien dessinaient une population immigrante où 81,2% des ex-Soviétiques étaient Juifs au sens où l'entend la *Halakha*, 9,4% l'étaient par leur père et 7,3% ne l'étaient pas [de Tinguy, 1998 :19]. Deuxièmement, il faut prendre en compte le processus de tarissement de l'émigration. Comme nous l'avons souligné, la population qui quitte l'ex-URSS aujourd'hui est composée essentiellement de personnes fortement assimilées et poussées au départ quand aucune autre solution ne semble être envisageable. Ainsi, la proportion de couples mixtes doit vraisemblablement être de plus en plus importante au sein de l'*aliya* et ne fait donc qu'accroître la part des non-Juifs. Selon les données fournies par Anne de Tinguy, pour 1997, la proportion de Juifs dans l'*aliya* avait chuté de près d'un quart en comparaison des estimations faites entre 1990 et 1994 (81,2% contre 56,4%) [1998 :19].

Il nous semble donc que l'immigration d'ex-URSS ne représente guère plus de « danger » que celle que constituerait l'émigration massive des Juifs de France ou des États-Unis, tout autant concernés par les mariages mixtes, et qu'il s'agit avant tout d'une crispation identitaire<sup>(b)</sup>. Au final, le risque d'une réelle « invasion » de non-Juifs en Israël reste donc limiter à la question de la compatibilité de l'assimilation des communautés juives dans leur société d'accueil avec le maintien d'une loi du retour, au champ d'application très large, comme c'est le cas actuellement avec le droit accordé à toute personne ayant un grand père juif. Yehiel Leket a souligné que la modification de la loi du retour que constituerait le refus du droit d'entrée aux petits-fils de Juifs n'affecterait que de 2 à 3% le potentiel d'immigrants d'ex-URSS.

(a) Voir l'article de Tom Sawicki, « Rabbis push change in Law of Return », *Jerusalem Report*, January 26, 1995.

(b) D. Bensimon a souligné dans ses travaux qu'en France, plus d'un tiers des couples sont mixtes et qu'aux États-Unis, les deux tiers des couples mariés entre 1985 et 1990 sont également mixtes.

A ces problématiques incompréhensions est venue s'ajouter une montée de violence entre ex-Soviétiques et *sabarinim*. De plus en plus souvent, la presse israélienne relate des rixes entre bandes rivales opposant dans bien des cas de jeunes ex-Soviétiques à de jeunes Orientaux. A la veille des élections locales de 1998, ces violences « interethniques » causèrent la mort d'un jeune immigrant venu de Moldavie tué par un Israélien d'origine marocaine qui ne supportait pas d'entendre parler russe « trop fort »<sup>300</sup>.

Sur fond de précarité et de désœuvrement, des villes de banlieue comme Kyriat Yam près de Haïfa, voient se multiplier les actes violents qui ne font que repousser l'idée d'un *melting pot* déjà bien érodée.

Qu'elles se soient situées dans l'arène politique ou dans la vie de tous les jours, l'ensemble de ces manifestations peu propices à l'épanouissement social des nouveaux immigrants et la cristallisation des tensions qui parcourent la société israélienne sur cette vague migratoire ont accru la tentation d'un repli communautaire chez les ex-Soviétiques.

### II.2.2 *Israel ba-Aliya*, un nouveau pas vers le communautarisme ?

Face aux crispations identitaires qu'a soulevé leur immigration, les Juifs d'ex-URSS ont été tentés par un repli communautaire. Cette démarche collective a pris deux formes, comme souligné dans le Chapitre Cinq : l'une a consisté à trouver refuge dans « l'espace du cyrillique » où les ex-Soviétiques ont pu exprimer leurs craintes et leurs colères dans l'abondante presse qu'ils ont créée [Zilberg et al., 1996] ; l'autre s'est traduite par le transfert de l'énergie communautaire en acte politique par la création d'un parti russe.

Quatre années ont été nécessaires pour mûrir ce sentiment communautaire avant de le voir prendre forme sur la scène politique israélienne. En effet, la tentative de mobilisation de la communauté immigrée d'ex-URSS par la proposition de Iouli Kosharovsky de constituer une liste « russe » (Parti DA) pour les élections de 1992 avait échoué. Mais le rassemblement qui s'est progressivement fait autour du Forum sioniste des Juifs soviétiques, qui chapeaute l'ensemble des associations des ex-Soviétiques en Israël (créé en 1987 à l'initiative de Nathan Tcharansky), a constitué un réel « incubateur » du sentiment communautaire. Sur la période 1992-1996, ses dirigeants ont su rassembler les immigrants autour de l'idée que « la meilleure voie pour dépasser les désillusions est d'amener les Russes à l'intérieur même du système de décision et de leur permettre ainsi de se responsabiliser de leur propre futur »<sup>301</sup>. Cette prise de conscience a été d'autant plus facile à diffuser qu'au lendemain des élections de 1992, les ex-Soviétiques s'étaient sentis réellement dupés suite au refus de leur attribuer une représentation directe au sein du gouvernement alors qu'ils avaient joué un rôle central dans l'accession au pouvoir des Travaillistes en votant à plus de 60% pour la coalition de gauche [Goldberg, 1996 ; de Tinguy, 1998]<sup>302</sup>.

Confortés par le poids électoral que représente leur communauté (12,5% de l'électorat) et surtout forts de la présence au sein de leur groupe d'une intelligentsia apte à défendre leurs intérêts, les élections de 1996 voient la naissance d'un parti « russe », *Israel ba-Aliya* avec à sa tête Nathan Tcharansky. A la différence de 1992, le nouveau parti a su mobiliser une large part des immigrants : le succès est retentissant. Pour son premier essai *Israel ba-Aliya* a reçu plus d'un tiers des voix de son électorat potentiel (environ 175 000

---

<sup>300</sup> *Jerusalem Report*, December 7, 1998.

<sup>301</sup> Voir l'article de Nathan Tcharansky, « No Integration without Representation », *Jerusalem Report*, December 2, 1993.

<sup>302</sup> Parti travailliste et Meretz.

personnes), ce qui lui permet de recueillir 5,7% des suffrages soit sept sièges à la Knesset [de Tinguy, 1998 :25]. Ces résultats font de *Israël ba-Aliya* un parti dont le nouveau Premier ministre, Benjamin Netanyahu élu avec une très faible avance sur son concurrent travailliste, Shimon Pérès, ne peut que convoiter les voix. Amers contre les Travaillistes qui les avaient ignorés après les élections de 1992, les leaders de *Israël ba-Aliya* assurent de leur soutien Benjamin Netanyahu à la condition *sine qua non* qu'ils obtiennent une représentation au sein du nouveau gouvernement. Ce dernier accepte et l'année 1996 voit donc l'entrée au sein du nouveau cabinet ministériel de Nathan Tcharansky au poste de Ministre de l'industrie et du commerce et de Iouli Eldenstein à celui de l'intégration. En l'espace de six années, ils réussissent donc là où les Orientaux ne sont que très difficilement arrivés après des années d'effort en soutenant David Levy<sup>303</sup> au sein de la droite classique ainsi que le Shas.

Cette première accession au pouvoir de représentants de la communauté ex-soviétique a donc confirmé la fragmentation communautaire d'Israël dans la mesure où les grands groupes « ethniques » composant la société israélienne optent pour le développement des partis « ethniques » et s'éloignent des partis de rassemblement classiques comme le Likoud ou le Parti travailliste. Cette tendance ségrégative de la société a été largement confirmée par les résultats des élections de 1999. Les Orientaux ont renouvelé leur soutien au Shas en lui permettant d'accroître sa représentation à la Knesset avec dix-sept sièges et les ex-Soviétiques ont également gagné en sièges avec un total de dix (cf. Tableau 88). Les résultats de ces derniers sont d'autant plus intéressants qu'ils sont le fait non plus d'un mais de deux partis puisqu'à *Israël ba-Aliya* est venu s'ajouter un second parti « russe », *Israël Beiteinu* (Notre maison).

Tableau 62 - Nombre de sièges obtenus à la Knesset par les principaux partis religieux, les partis « russes », le Parti travailliste et le Likoud (1992-1999)

	1992	1996	1999
<i>Parti Travailliste/One israel</i>	44	34	26
<i>Likoud</i>	40	32	19
<i>Parti National Religieux (PNR)</i>	6	9	5
<i>Shas (parti orthodoxe séfaraïte)</i>	6	10	17
<i>Israël Ba-Aliya</i>	-	7	6
<i>Israël Beiteinu</i>	-	-	4

Source: Claude Klein, 1999, *Israël. Etat en quête d'identité*, Florence: Casterman-Guinti (XXe siècle), p.62-63

The Jerusalem Post, Internet edition, May 20, 1999

A travers l'éclairage que constitue l'analyse de la vie politique israélienne depuis l'arrivée des ex-Soviétiques, la question du franchissement d'un pas supplémentaire vers la communautarisation de la société est donc bel et bien posée par ce que l'on peut appeler la montée en puissance du vote ethnique. Avec une Knesset plus fragmentée que jamais (quinze partis représentés au lieu de dix en 1992), comme l'a rappelé Denis Charbit<sup>304</sup>, la société israélienne qu'elle reflète apparaît bien loin de l'idée du *melting pot* des pères fondateurs.

\* \*  
\*

<sup>303</sup> David Levy a toujours représenté la réussite séfaraïte en politique. Il a occupé à plusieurs reprises le poste de Ministre des Affaires étrangères.

<sup>304</sup> Voir la rubrique *New Stand* de juin 1999 consacrée aux élections israéliennes sur le site internet du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Que cela soit le tarissement, dans un futur proche, du « dernier » grand foyer d'émigration juive, ou le développement d'une réelle émigration juive en Israël, ces facteurs d'analyse concourent à faire de ce jeune Etat, un pays comme les autres. Même si la distanciation d'Israël d'avec sa diaspora -et réciproquement-, que nous venons de mettre en lumière, ne présume en aucun cas d'une rupture de la relation « centre-périphérie », elle constitue néanmoins un témoignage de l'installation d'Israël sur la voie de la « normalisation ». Ce tournant idéologique de la société israélienne est mis en valeur par l'épuisement progressif de la réceptivité du pays face à l'*aliya* mais aussi par les crispations identitaires qu'il engendre. Le jeu politique israélien qui voit se radicaliser les positions de ces acteurs avec le développement de deux tendances dures que sont les laïcs et les religieux, souligne cet ancrage d'Israël dans un courant « normalisateur ». Il s'agit là d'une transition sociale des plus périlleuses pour Israël, car le changement de repères idéologiques qui s'opère actuellement comporte le risque d'une ethnicisation brutale de la société, d'une cristallisation du clivage « laïcs-ashkénazes-gauche – religieux-orientaux-droite ». L'immigration d'ex-URSS révèle mais aussi attise la fragmentation de la société israélienne comme le souligne la lutte de plus en plus acerbée entre les religieux, soutenus par les Orientaux des basses couches sociales, et les laïcs, confortés dans leur désir de normalisation par de nouveaux immigrants qui cherchent avant tout à défendre leur « rêve » d'une vie meilleure dans un pays qui respecterait leur laïcité « forcée » (héritage d'une forte politique d'assimilation au sein de la société soviétique).

Dans une perspective plus optimiste, nous pourrions réfuter l'idée d'une ethnicisation de la société israélienne en arguant du fait qu'Israël n'était pas préparé à accueillir une migration d'ex-URSS aussi massive -du fait de la distanciation du pays d'avec l'*aliya*-. Ainsi, l'ethnicisation apparaît davantage comme une transition conjoncturelle : réflexe d'une tension passagère. Une telle analyse nous confirme dans l'idée du développement d'une isralité mais à l'avantage de nous amener à définir non plus Israël comme une société de plus en plus ethnicisée mais comme une société devenant de plus en plus individualiste. N'est-ce pas là une caractéristique inhérente à tout phénomène de « normalisation » ?

Dans les faits, qu'elles soient envisagées comme tension « interethnique » ou comme un phénomène d'individualisation, les conséquences de cette production de l'isralité ne sont pas pour profiter aux Orientaux qui restent toujours peu concernés par l'ascension sociale, à l'inverse des ex-Soviétiques arrivés bien plus récemment. A la fin des années quatre-vingt-dix, une récente étude a souligné qu'en 1975, le revenu moyen des Orientaux hommes représentait 79% de celui des Ashkénazes, en 1995, il n'était plus que de 68%<sup>305</sup>. Ces résultats nous poussent à juger cette lutte entre Ashkénazes et Orientaux autour du thème de la « normalisation » comme un véritable « gâchis social », d'autant plus que, pendant qu'Israël voit s'envenimer les rapports humains au sein de sa société, le développement d'une nouvelle migration, celle des travailleurs étrangers, vient, sans conteste, affirmer la « normalisation » d'Israël.

---

<sup>305</sup> Voir l'article de Peter Hirschberg, « The Ethnic Underclass », *Jerusalem Report*, June 12, 1997.

## CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

---

Une vague migratoire considérable associée à une politique d'intégration directe, l'interaction de ces deux variables a-t-elle permis à Israël de renouer avec les logiques de 1948 ?

Dans la perspective du sionisme, dont le but premier serait d'accueillir tous les Juifs désireux de s'installer en Israël, le résultat apparaît comme une réelle performance. Près d'un million d'immigrants d'ex-URSS résident, aujourd'hui, en Israël et le pays a su leur apporter un toit et un emploi, pour la très grande majorité d'entre eux. Comme l'a suggéré le titre du Chapitre Cinq, Israël a su gérer l'urgence et renouer avec une politique d'accueil que le manque d'immigrants tendait à effacer de sa mémoire. En cela, par l'effort fourni pour intégrer les nouveaux immigrants, Israël a témoigné de sa capacité à respecter les préceptes définis par David Ben Gourion, qui, dans une logique sécuritaire, affirmait « L'essentiel, c'est l'intégration des immigrants. Cette nécessité incarne à elle seule tous les besoins historiques de l'Etat » [Segev, 1998 :121.

Pourtant, si l'on privilégie la dimension messianique du sionisme, tel qu'ont pu la mettre en avant le *Gouch Emounim* et, dans une moindre mesure, les gouvernements d'Ytshak Shamir puis de Benjamin Netanyahou, la vague migratoire n'a pas contribué aussi pleinement qu'ils devaient l'espérer au développement du « Grand Israël ». Le contexte national dans lequel s'est réalisée cette *aliya* n'étant plus celui d'un pays que l'on devait construire et sécuriser au plus vite, l'immigration a dû être « absorbée » sans pouvoir mettre en place une réelle politique dirigiste de répartition des immigrants, entraînant ainsi un manque d'optimisation du binôme « immigration-géostratégie » qui pouvait être re-dynamisé. Le cas de Jérusalem est en cela illustratif. Les dirigeants israéliens comme Y. Shamir, qui voyaient dans l'*aliya* d'ex-URSS le moyen d'asseoir une suprématie juive sur la « Jérusalem réunifiée », ont, rapidement dû réviser leurs espoirs à la baisse. La faible attirance des ex-Soviétiques pour cette ville n'a en effet permis le maintien de la croissance de la population juive qu'à un niveau légèrement supérieur à celui des années 1983-1989, peu concernées par l'immigration. Aux premières heures de l'*aliya*, une divergence apparaissait donc entre les idéaux d'un sionisme conquérant et les souhaits d'une population immigrante coupée depuis des décennies de ses racines juives.

En interprétant cette immigration comme le moyen de renouer avec des objectifs géopolitiques affaiblis par le faible dynamisme de sa population, les dirigeants israéliens ont commis ce que nous pourrions souligner comme une erreur d'interprétation de l'événement géopolitique auquel ils assistaient. Ils auraient voulu que, comme aux premières heures de l'Etat, les nouveaux immigrants partagent avec plus d'ardeur leurs idéaux sionistes afin qu'ils puissent asseoir leur nouvelles emprises territoriales. Il s'agissait réellement d'une mauvaise lecture car les immigrants n'étaient plus les mêmes et pis encore, la société israélienne, elle-même, ne partageait plus, avec la même force, la valeur cardinale accordée à l'immigration...

Tarissement de l'*aliya*, éveil de la *yerida*, appel à la laïcité, entrée de populations non juives, sont indéniablement autant d'éléments qui valident l'hypothèse d'une « normalisation » d'Israël. Comme l'a souligné l'une des unes du *Jerusalem Report*, titrée « Le crépuscule de l'*aliya* »<sup>306</sup>, la valeur cardinale de l'immigration tend actuellement à s'amoindrir. Cet affaiblissement idéologique, comme nous l'avons souligné, trouve sa source dans le tarissement progressif de la diaspora d'ex-URSS et dans les failles du rapport « centre (Israël) - périphérie (diaspora) » qui se sont multipliées au cours des dernières décennies. Au manque

---

<sup>306</sup> *Jerusalem Report*, July 24, 1997.

d'attrait des grandes judaïcités pour l'*aliya* est venue répondre une individualisation de la société israélienne qui n'a fait que réduire les frontières de l'identité juive en diaspora. Comme l'a rappelé Zvi Gitelman, au début des années quatre-vingt dix, seul un tiers des Juifs américains se disaient « extrêmement » ou « très » attachés à Israël, 42% en Grande Bretagne (dont la très grande majorité étaient âgés de plus de cinquante ans) [1998 :212].

Faut-il en déduire qu'il ne reste plus que le temps d'une décennie ou deux pour que la rupture soit consommée, après qu'à peine plus d'un siècle se soit écoulé depuis le premier Congrès sioniste ? Il est bien difficile de répondre à cette question. Deux points peuvent néanmoins nous éclairer. D'une part, Zvi Gitelman a relevé que l'image que se donne aujourd'hui Israël, pour « attirer » les membres de la diaspora, est paradoxale : elle est, à la fois celle d'un pays pour le « *sun and fun* » comme celle de bien d'autres pays, mais aussi celle d'un lieu où, comme par enchantement, « un adolescent gâté peut se transformer en un Juif convaincu » [1998 :121] ; il s'agit là d'un quitte ou double bien hasardeux, qui témoigne des incertitudes de cette société à l'heure actuelle. D'autre part, le désir affiché de l'Agence Juive et du gouvernement de mettre sur pied, au plus vite, une politique d'incitation à l'*aliya* spécialement dédiée aux grandes judaïcités mondiales, est un signe qui témoigne de la permanence d'une lutte contre la distanciation des liens avec la diaspora. La publication d'articles sur ce thème sous des titres comme « Envoyer des enfants, pas d'argent »<sup>307</sup> sont, en effet, des plus évocateurs. Néanmoins, le pari est encore loin d'être relevé et le processus de « normalisation » dans lequel est engagée la société israélienne n'est pas pour faciliter la tâche des tenants du « temps du mythe ».

---

<sup>307</sup> *Jerusalem Report*, March 10, 1994

## CONCLUSION GÉNÉRALE : PENSER ISRAËL AUTREMENT ?

---

Au fil de ces années d'immigration, différents débats ont émergé en Israël, agitant avec intensité sa société. Au conflit qui s'amplifie chaque jour entre laïques et religieux, où s'opposent Ashkénazes et Séfarades, sont venues s'ajouter les controverses sur l'éventuelle révision de la Loi du retour ; question d'autant plus intense qu'elle s'est progressivement couplée à celle soulevée par le statut juridique des travailleurs étrangers (et de leurs enfants) venus remplacer la main-d'œuvre palestinienne [Berthomière, 1999]. Chacune de ces questions est actuellement au cœur même des redéfinitions identitaires de ce jeune Etat. L'émergence de ces thèmes de société met clairement en évidence la transformation de la relation à l'immigration, qui à travers l'*aliya* a fondamentalement structuré l'édification nationale. Cette étude a permis de montrer que ces questions révèlent l'existence d'un processus de normalisation, qu'Israël est en train de devenir un pays d'immigration « comme les autres ». Mais ce contexte récent ne doit pas nous faire oublier que l'histoire d'Israël est assurément « l'une des plus spectaculaires de ce siècle ».

L'éveil de la pensée nationale juive a permis de rassembler sur cette « Terre d'Israël » des milliers de Juifs fédérés sous le slogan « Ensemble dans la fierté et l'espérance »<sup>308</sup>. Depuis 1948, ce sont plus de 3 000 000 Juifs qui ont quitté la diaspora pour rejoindre leur Etat. Venus de dizaines de pays, ils ont bâti, au prix d'efforts et de concessions importantes, l'un des Etats les plus avancés économiquement du monde. Michel Gurfinkiel soulignait récemment qu'Israël, avec un PNB qui est passé d'environ un milliard à cent milliards de dollars entre 1948 et 1999, est l'un des trois seuls pays au monde, avec Singapour et le Japon, à avoir connu sur cette période une telle croissance<sup>309</sup>. Ce « miracle économique » est d'autant plus remarquable que ce n'est pas dans l'exploitation de ressources naturelles, ni dans des exportations industrielles massives qu'Israël a puisé cette croissance, mais bien plus dans la « matière grise » des *olim*. Le haut niveau d'éducation des immigrants juifs a en effet constitué la « matière première » qu'a su exploiter l'Etat pour se développer. Au fil des décennies, c'est une véritable technopôle israélienne qui a vu le jour au Proche-Orient. Occupant aujourd'hui le second rang mondial en matière de recherche et de production informatique, elle rivalise avec la légendaire *Silicon Valley*<sup>310</sup>. Au Proche-Orient, l'image d'Israël comme pays à l'économie florissante rompt avec celle de ses voisins. Au milieu des années quatre-vingt-dix, son PIB par habitant (15 690\$) était de deux à cinq fois plus élevé que ceux de la Syrie (5 320\$), de la Jordanie (4 300\$) ou encore du Liban (2 590\$).

Une ombre apparaît toutefois au tableau. Les prouesses de ce jeune Etat, construit par l'immigration, se sont réalisées dans un climat de conflits où les dépenses militaires grèvent lourdement l'économie nationale. Au lendemain de la guerre de Kippour, la part des dépenses de sécurité représentait plus d'un tiers du PIB du pays. Il s'agit là du contrecoup du « retour » des Juifs sur la terre de leurs ancêtres, où d'autres avaient aussi les leurs. En faisant de la Loi

---

<sup>308</sup> Expression empruntée à Tom Segev, cf. l'entretien accordé à J.C. Ploquin dans le numéro « Israël, une nation à la recherche d'elle-même », *Confluences Méditerranée*, N°26, été 1998.

<sup>309</sup> Mis à part les pays pétroliers. Pour comparaison, il rappelle que si la France et les Etats-Unis, dont les PNB sont de 2 200 et 8 500 milliards de dollars, avaient connu une telle croissance, leur PNB seraient aujourd'hui de 5 000 et 40 000 milliards de dollars.

<sup>310</sup> L'ensemble des centres de recherche et des entreprises axées sur l'informatique et les logiciels rassemble 4 000 sociétés contre 7 000 en Californie [Gurfinkiel, 1999].

du retour la pierre angulaire de l'Etat, Israël avait fait entrer au Proche-Orient une variable géopolitique qui mettait en péril l'équilibre, déjà précaire, de cette région du monde.

En effet, à sa création, dans la logique du mouvement sioniste, Israël ne pouvait miser sur aucune autre politique que celle reposant sur le binôme « immigration-géostratégie », car, enclavé sur un territoire réduit, entouré de voisins avec qui il était entré immédiatement en conflit, il lui fallait, à tout prix, sécuriser ses frontières. Ne disposant pas d'une zone tampon suffisante pour contrer toute attaque, une stratégie d'occupation de l'espace, par l'installation des populations immigrantes sur l'ensemble des territoires sous son contrôle, devait être mise sur pied. Comme nous l'avons montré, David Ben Gourion a su formuler cette stratégie et surtout la mettre pleinement en application, notamment par le développement des *kibboutzim* et des *moshavim*. Cette politique, où une valeur cardinale a été conférée à l'*aliya*, s'est révélée bien plus qu'une simple stratégie territoriale. L'un des enseignements de cette étude a été la mise en lumière de la fonction de cohésion sociale sous-jacente à cette politique, la longévité du mandat électoral accordé aux Travaillistes ayant témoigné du partage de ce sentiment de « communauté de destin » chez les premiers Israéliens. Pourtant, en poursuivant le but de vérifier les hypothèses géopolitiques formulées à travers notre prisme central d'analyse qu'a été l'étude de la migration juive d'ex-URSS, cette étude a souligné la limite qu'a progressivement atteint la stratégie territoriale d'Israël.

Au lendemain des grandes *aliyoth* induites par la création de l'Etat, l'immigration s'est faite plus éparse. Les grandes judaïcités préférant témoigner leur soutien à Israël en l'épaulant financièrement, l'intensité de l'*aliya* s'est calquée sur le cours de l'histoire mondiale. Ses périodes d'accélération comme la décolonisation ou la détente est-ouest ont dessiné les quelques sursauts qui ont rompu la linéarité semblant caractériser la courbe migratoire d'Israël dès la fin des années cinquante. Sur la base de ces constats, le choix d'associer les dimensions migratoire et géopolitique a porté ses fruits, puisque cette étude a mis à jour la rupture qui s'opérait au sein même du binôme « immigration-géostratégie » sur lequel reposaient les fondements de l'Etat. Poussé par le désir d'édifier au plus vite le pays et de le protéger des armées arabes alentours, les dirigeants israéliens n'ont su voir, tout du moins empêcher, l'ouverture d'une faille entre idéologie politique et projet de société. L'urgence de la situation a très certainement constitué un obstacle à la perception de cette faille grandissante et c'est certainement ainsi que les premiers Israéliens ont su se jouer, *ipso facto*, de cette question qui intriguait Vladimir Jankelevitch : « Comment les Juifs installés depuis si longtemps dans la langueur de l'absence, pouvaient échapper à l'angoisse des retrouvailles ? »<sup>311</sup>.

L'angoisse se cristallise finalement avec l'accession au pouvoir de la droite nationaliste en 1977, aboutissement des tensions entre Ashkénazes et Séfarades. Reflet de la crise sociale qui agite Israël, cette période charnière est aussi celle d'un réinvestissement messianique du sionisme. Impulsé par des mouvements comme le *Gouch Emounim*, le mythe du « Grand Israël » s'inscrit alors au titre d'élément structurant de l'utopie politique des dirigeants israéliens. Malgré l'interpellation de la société israélienne qu'entraîne le devenir des conquêtes territoriales de la Guerre des Six-jours, l'institution politique opte pour une colonisation affichant clairement ses convictions expansionnistes. En se positionnant du côté de l'immigrant pour évaluer les conséquences de ce « voile mystique » qui recouvre la politique israélienne, cette étude a montré l'impasse géopolitique dans laquelle s'est engagé le Likoud : à

---

<sup>311</sup> in Marek HALTER, 1991, *Un homme, un cri*, Paris : Robert Laffont, Paris (Presses Pocket), p.41.

la fin des années quatre-vingt, cette recherche du temps perdu qu'est le retour au mythe du « Grand Israël » s'épuise faute d'immigrants<sup>312</sup>.

Cet angle d'approche a permis de relire la géopolitique israélienne et d'avancer l'hypothèse selon laquelle le tarissement de l'immigration a été l'un des principaux facteurs qui ont contraint les dirigeants israéliens, défenseurs du mythe du « Grand Israël », à admettre l'instauration d'un dialogue avec les Palestiniens (Conférence de Madrid, 1991). Pour Y. Shamir se résoudre à des rétrocessions territoriales était d'autant plus difficile à accepter qu'elles symbolisaient, comme l'a souligné Claude Klein, « la victoire de l'*intifada* », synonyme « d'une défaite (...) celle de l'occupation militaire » [1999 :97-98]. Ses réticences ont été clairement révélées par son empressement à freiner ces premiers efforts de paix dès l'éveil migratoire de la communauté juive ex-soviétique, lorsqu'il déclarait notamment dès la mi-janvier 1990 : « un grand Israël pour faire face à une grande immigration »<sup>313</sup>. Une question à laquelle nous devons répondre était donc posée par cette attitude : quels espoirs géostratégiques fondait-il dans cette nouvelle *aliya* ?

De cette analyse ressortent deux grands objectifs que l'immigration d'ex-URSS devait vraisemblablement, selon lui, permettre d'atteindre. Premièrement, le retour à un fort niveau d'immigration pouvait permettre d'enrayer l'affaiblissement de la présence juive en Galilée, principale zone de résidence des populations arabes d'Israël. Deuxièmement, les Juifs d'ex-URSS devaient être la force démographique qui allait asseoir une suprématie juive sur l'ensemble de la « Jérusalem réunifiée » et rendre « irréversible » les conquêtes territoriales de 1967. Le « cours de l'histoire » a cependant limité la vérification de ces hypothèses, car les aspirations à la paix de la société israélienne ont amené au pouvoir Ytshak Rabin qui, une année après son élection, signait les Accords d'Oslo (13 septembre 1993). Par la ratification de ces derniers, Israël s'engageait à accepter la mise en place d'une Autorité palestinienne, première étape de l'établissement d'un Etat palestinien, comme l'a affirmé Ytshak Rabin en déclarant dans son discours : « Laissez-moi vous dire, Palestiniens, nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol de la même terre »<sup>314</sup>. Logiquement, les ambitions territoriales d'Israël n'avaient plus lieu d'être.

Une telle déclaration a avivé l'intégrisme nationaliste juif au nom duquel « le « traître » Yitzhak Rabin fut assassiné, et c'est sous la bannière de ce nationalisme sans fard que Benyamin Nétanyahou fut élu en mai 1996 »<sup>315</sup> [Dieckhoff, 1997 :162]. Ce dernier, qui était l'un des membres de la délégation de Madrid auprès d'Ytshak Shamir, partageait en effet la même perception de l'atout stratégique de l'immigration. L'*aliya* des ex-Soviétiques a donc, à nouveau, revêtu un rôle central sur la scène géopolitique israélienne.

L'ensemble des analyses sur la géographie de l'*aliya* a permis de conclure sur un bilan mitigé concernant le premier objectif qu'était la « judaïsation » de la Galilée. Pour ce qui est du second objectif concernant Jérusalem et les colonies juives des Territoires occupés, la confrontation des logiques de l'Etat avec les logiques des ex-Soviétiques mérite toutefois une relecture des résultats apportés par cette recherche dans le contexte des négociations de paix.

---

<sup>312</sup> Cf. le chapitre « Mythes et sémantisme » de Gilbert Durand, 1969, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris : Bordas (Études supérieures), 3<sup>ème</sup> ed.

<sup>313</sup> Le Monde, 1<sup>er</sup> Février 1990.

<sup>314</sup> Extrait du discours d'Y. Rabin prononcé le 13 Septembre 1993 lors de la signature de la Déclaration de principes des Accords d'Oslo à Washington, cité par Claude Klein [1999 :97].

<sup>315</sup> Cette élection fut également la conséquence de la vague d'attentats islamistes qu'a subi Israël en février et mars 1996, suite à la signature des accords de paix.

Sans pouvoir présager du futur de ces négociations, il est très probable, en regard des résultats apportés, que les positions israéliennes risquent fort d'être inflexibles, notamment sur la question de la ville sainte.

A Jérusalem, les difficultés économiques des immigrants ex-soviétiques les ont poussé à s'installer dans la partie orientale de la ville où l'Etat a placé une très large part de ses logements publics. En 1997, sur les 27 000 Juifs qui y résidaient, 10 200 avaient pour lieu de résidence l'un des nouveaux quartiers juifs de Jérusalem-Est (Ramot, Pisgat Zeev ou Neve Yaacov), soit 37,5% de l'ensemble des nouveaux immigrants. Même si cet apport de population ne fait pas basculer de manière considérable le rapport démographique « juifs/non-juifs » (les Juifs représentant 47% de la population totale de la partie orientale de Jérusalem<sup>316</sup>), il contribue à donner de l'assurance aux négociateurs israéliens. Suite à l'élection d'Ehud Barak, la reprise de dialogue entre Palestiniens et Israéliens, dans le cadre de l'application des Accords de Wye Plantation, -que Benjamin Netanyahou s'était efforcé de geler (reprenant en cela la stratégie de Y. Shamir)-, a donné lieu, à plusieurs reprises, à l'affirmation, par le nouveau Premier ministre (et ses successeurs lui ont emboîté le pas), du caractère indivisible de Jérusalem. Qu'en sera-t-il ?

Pour conclure sur ce thème, rappelons que l'intérêt tout particulier accordé dans cette étude à l'entrée des ex-Soviétiques dans l'arène politique israélienne constitue une piste de recherche qu'il sera intéressant d'exploiter. En effet, si aux premières heures de l'*aliya*, les ex-Soviétiques ont été cantonnés dans un rôle « d'outil démographique » de la stratégie territoriale, ils semblent désormais, forts de leur poids démographique et de leur bagage culturel, vouloir prendre une part active sur la scène géopolitique. L'annonce de la création d'un mouvement se donnant pour but d'agir dans « le camp russe pour lutter contre un retrait israélien du Golan et des territoires », faite conjointement par les leaders des deux partis russes, Nathan Tcharansky et Avigdor Lieberman<sup>317</sup>, constitue en effet une nouvelle expression de l'impact sociopolitique de l'immigration d'ex-URSS.

Cette tendance récente mérite d'autant plus d'être soulignée, que l'immigration a tenu un rôle déterminant dans le débat identitaire qui occupe aujourd'hui une place prédominante sur la scène politique israélienne. En effet, soumises à l'oubli de leur culture religieuse pendant des décennies, les populations juives d'ex-URSS sont arrivées en Israël, dans leur grande majorité, avec un souci de réussite sociale et de liberté intellectuelle plus important que leur quête de judaïsme. Elles ont ainsi en partie contribué à aviver le conflit entre laïques et religieux et à accélérer le processus de normalisation. Par le choix d'instrumentaliser son ethnicité, cette dernière grande *aliya* a signifié la fin de l'idéal du *miszong galouyoth* (« rassemblement des exilés »), l'avènement d'une dynamique de communautarisation de la société, en totale contradiction avec l'idéal sioniste qui a structuré l'*ethos* national.

Notre analyse de l'*aliya* d'ex-URSS a ainsi en fait révélé une distanciation des Israéliens d'avec les valeurs premières du sionisme, qui explique en partie l'affaiblissement idéologique de la géopolitique d'Israël. Le maintien du binôme « immigration-géostratégie » devra alors puiser ses ressources presque exclusivement dans les mobilités internes, ce qui paraît peu vraisemblable. Comme l'a suggéré Judith Shoval, à la fin des années 90, en intitulant un article : « La migration en Israël : le mythe de « l'unicité » » [1998], il faut réviser nos schémas de pensée. Pour tracer à grands traits les évolutions de la société israélienne, nous

---

<sup>316</sup> Ha'aretz, July 27, 1999.

<sup>317</sup> Haaretz, September 2, 1999

pourrions résumer celles-ci en une trilogie : 1- « Israël, pays d'immigration », 2- « Israël, « fait colonial », 3- « Israël, une société post-sioniste »<sup>318</sup>.

C'est dans cette perspective de l'avènement d'une société qualifiée de « post-sioniste » que nous avons choisi, en conservant notre approche migratoire, d'éclairer cette recomposition sociale par un « effet miroir », en observant les questionnements de l'identité israélienne à travers son rapport à l'Autre.

---

<sup>318</sup> Sur ces thèmes, voir notamment l'article de Gershon Shafir, « Zionism and Colonialism : A comparative Approach » in M. Barnett (ed.) [1996] et le récent ouvrage de Laurence J. Silberstein, 1999, *The postzionism debates : Knowledge and Power in Israeli Culture*, London : Routledge.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- ABRAMSKY C.** 1971, « Le projet de colonisation du Birobidjan, 1927-1959 », in KOCHAN L., *Les juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- ADLER S.**, 1997, « Israel's Absorption Policy since the 1970s », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- AINSZTEIN R.**, 1971, « Les juifs soviétiques pendant la Deuxième guerre mondiale », in KOCHAN L., *Les Juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- ALEM J-P.**, 1982, *La déclaration Balfour : aux sources de l'Etat d'Israël*, Bruxelles: Ed. Complexe (La mémoire du siècle, n°20)
- AL-HAJ M.**, 1991, « The attitudes of the Palestinians Arab citizens in Israel towards soviet jewish immigration », *International journal of Refugee Law*, Vol.3, N°2
- AL-HAJ M.**, 1992, « Soviet immigration as viewed by Jews and Arabs : divided attitudes in a divided country », in GOLDSHEIDER C. (ed.), *Population and social change in Israel*, Boulder: Westview Press
- ALTSHULER M.**, 1991, « Socio-demographic profil of Moscow jews », *Jews and jewish topics in the Soviet union and Eastern Europe*, N°3, 16
- ALTSHULER M.**, 1995, « The unique features of the Holocaust in the Soviet Union », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- ANDRE Y.**, 1998, *Enseigner les représentations*, Paris : Economica
- ANTEBY L.**, 1999, « De nouveaux citoyens à la peau noire: les Juifs éthiopiens en Israël », *Les Cahiers de l'Orient*, n°54
- ANTEBY L., BERTHOMIERE W., SIMON G. (coord.)**, 1996, *Les nouveaux visages de l'immigration en Israël*, REMI, spécial Israël, n°12-3
- APTEKMAN D.**, 1993, « Jewish emigrations from the USSR, 1990-92 : trends and motivations », *Jews and jewish topics in the Soviet union and Eastern Europe*, N°1, 20
- ARAD Y. (ed.)**, 1982, *Documents on the Holocaust : selected sources on the destruction of the Jews of Germany and Austria, Poland, and the Soviet Union*, New York : Ktav Pub. House in association with Yad Vashem [and the] Anti defamation League
- ARON R.**, 1989, *Essais sur la condition juive contemporaine*, Paris: Fallois
- ARONSON G.**, 1990, « Soviet jewish emigration, the United States and the Occupied Territories », *Journal of Palestine Studies*, vol.XIX, n°4
- ASCHER A.**, 1995, « Anti-jewish pogroms in the first Russian Revolution, 1905-1907 », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- ATTIAS J-Ch., BENBASSA E.**, 1997, *Dictionnaire de civilisation juive*, Paris: Larousse (les référents)
- ATTIAS J-C., BENBASSA E.**, 1998, *Israël imaginaire*, Paris: Flammarion (Essais)
- AVDEEV A. (et al.)**, 1996, *Mouvements de la population de la Russie : tableaux démographiques*, Paris: Ined
- AVINERI S.**, 1982, *Histoire de la pensée sioniste*, Paris: J.C Lattès
- AYMARD C., BENKO G.**, 1998, « Immigration et restructuration urbaine en Israël. Le cas de trois villes de la région sud: Be'er Sheva, Ashkelon, Kiriath Gat », in VALLAT C. (ed.), *Petites et grandes villes du bassin méditerranéen. Etudes autour de l'oeuvre d'Etienne Dalmasso*, Rome: Ecole Française de Rome (246)
- BAAZOVA L.**, 1995, « Synagogues and synagogue life in Georgia in the postwar era », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- BARNAVI E.**, 1982, *Israël au XXe siècle*, Paris: P.U.F (L'Historien)
- BARNAVI E.**, 1988, *Une Histoire moderne d'Israël*, Paris: Flammarion
- BARNETT M. (ed.)**, 1996, *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- BARNETT M.**, 1996, « The politics of uniqueness : The status of the Israeli Case », in BARNETT M. N. (ed.), *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- BARON X.**, 1977, *Les Palestiniens, un peuple*, Paris: Le Sycomore
- BARON X.**, 1994, *Proche-Orient, du refus à la paix : les documents de référence*, Paris: Hachette (Pluriel intervention)

- BASOK T., BRYM R.**, 1991, *Soviet Jewish emigration and resettlement in the 1990's*, North York: York Lanes Press
- BASOK T., BENIFAND A.**, 1995, Soviet jewish emigration, in COHEN Robin (ed.), *The Cambridge survey of world migration*, Cambridge: University Press
- BAUER J.**, 1991, *Les partis religieux en Israël*, Paris: PUF (QSJ?)
- BAUER J.**, 1994, *Les juifs hassidiques*, Paris: PUF (QSJ?)
- BAYE (Le Baron de)**, 1902, *Les Juifs des Montagnes et les Juifs Géorgiens, souvenirs d'une mission*, Paris: Librairie Nilsson
- BAZIN M.**, 1995, « Israël et Palestine, une nouvelle espérance ? », in DURAND-DASTES F., MUTIN G., *Afrique du Nord, Moyen-Orient, Monde Indien*, Paris: Belin-Reclus (Géographie Universelle)
- BEENSTOCK M.**, 1996, « Failure to absorb : Remigration by immigrants into Israel », *International Migration Review*, vol.XXX, N°4
- BEENSTOCK M.**, 1997, « Internal Migration By Immigrants: Israel, 1992-1994 », *The Maurice Falk Institute for Economic Research in Israel*, (Discussion Paper N° 97.11), Jerusalem
- BEENSTOCK M., BEN MENAHEM Y.**, 1995, *The Labor-Market Absorption of CIS immigrants to Israel: 1989-1994*, Jerusalem : The Maurice Falk Institute for Economic Research in Israel (Discussion Paper N° 95.06)
- BENBASSA E. (et al.)**, 1993, « Identités israéliennes. Modernité et mémoire d'une nation », *Pardès*, n°18
- BEN-ELIEZER U.**, 1999, « L'armée, la société et la nation-en-armes », *Les Cahiers de l'Orient*, n°54
- BENITA E., NOAM G.**, 1995, « The absorption of Ethiopian immigrants : Selected findings from local surveys », in WEIL S. (ed.), *Ethiopian Jews in the Limelight*, Israel Social Science Research, Vol.10, 2
- BENJELLOUN-OLLIVIER N.**, 1983, « Les choix politiques de la Résistance Palestinienne », *Hérodote*, n°29-30
- BENJELLOUN-OLLIVIER N.**, 1984, *La Palestine: un enjeu, des stratégies, un destin*, Paris: Presses de la FNSP
- BENJELLOUN-OLLIVIER N.**, 1987, « La question centrale des territoires occupés », *PPS*, n°564
- BENNIGSEN BROXUP et al.**, 1992, *The North Caucasus Barrier. The Russian Advance towards the Muslim World*, Hong Kong: Hurst & Company, pp. 252.
- BEN-RAFAEL Eliezer (et al.)**, 1997, « Identity and Language: The Social Insertion of Soviet Jews in Israel », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- BENSIMON D.**, 1989, « Les Juifs d'Afrique du Nord entre la France et Israël », in Bensimon D., PINKUS B. (ed.), *Les Juifs de France, le Sionisme et l'Etat d'Israël* (Actes du colloque international, Paris et Beersheva, 1987)
- BENSIMON D.**, 1992, *Religion et Etat en Israël*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient)
- BENSIMON D.**, 1994, *Les Juifs dans le monde au tournant du XXIème siècle*, Paris: Albin Michel (Présences du Judaïsme, n°13)
- BENSIMON D., DELLA PERGOLA S.**, 1986, *La population juive de France : socio-démographie et identité*, Paris-Jérusalem: CNRS-The Hebrew University of Jerusalem
- BENSIMON D., ERRERA E.**, 1989, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Paris: Complexe
- BENSIMON D., PINKUS B. (ed.)**, 1989, *Les Juifs de France, le Sionisme et l'Etat d'Israël : actes du colloque international* (Paris, 04/1987 ; Beersheva, 12/1987), Paris: Publications Langues'O
- BENSIMON-DONATH D.**, 1970, *Immigrants d'Afrique du Nord en Israël*, Paris: Anthropos
- BENVENISTI M.**, 1986, *The West Bank handbook : a political lexicon*, Boulder-Jerusalem: Westview Press-The Jerusalem Post
- BERMAN J.**, 1993, *Un juif en Ukraine au temps de l'Armée rouge. Des pogroms à la guerre civile*, Paris: L'Harmattan (Mémoires du XXème siècle)
- BERNSTEIN J., SHUVAL J.**, 1995, « Occupationnal continuity and change among immigrant physicians from the FSU in Israel », *International Migration*, n°33-1
- BERNSTEIN J., SHUVAL J.**, 1996, « The dynamics of professional commitment : immigrant physicians from the FSU in Israel », *Social Science & Medicine*, N°42-7
- BEROUTCHACHVILI N., RADVANYI J.**, 1996, *Atlas géopolitique informatique du Caucase*, Paris: Langues'O.
- BERTHOMIER W.**, 1995, « L'immigration des Juifs d'ex-URSS : un nouveau défi pour Israël? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 11-n°3

- BERTHOMIERE W.**, 1996, « De l'aliya à l'immigration ou la lecture d'un continuum migratoire », *REMI*, spécial Israël, n°12-3
- BERTHOMIERE W.**, 1997, « Analyse géodynamique de la migration juive de l'ex-URSS vers Israël depuis 1989 », *INED, Dossiers et recherches* (Questions de population), n°58
- BERTHOMIERE W.**, 1998, « La géographie dans l'étude des migrations: quelques questions à partir des Juifs de l'ex-URSS en Israël », in SIMON-BAROUH I. (dir.), *Dynamiques migratoires et rencontres ethniques*, Paris: L'Harmattan
- BERTHOMIERE W.**, 1998, « L'épopée des Juifs d'ex-URSS en Israël », *Confluences Méditerranée*, n°26
- BLANK N.**, 1995, « Redefining the jewish question from Lenin to Gorbatchev : terminology or ideology? », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- BOYER A.**, 1988, *Les origines du sionisme*, Paris: PUF (QS)
- BOYER A.**, 1991, *Théodore Herzl*, Paris: Albin Michel (Présences du Judaïsme, n°2)
- BRAFMAN M.**, 1975, *Trade for freedom : détente, trade, and Soviet Jews*, New York, Shengold Publishers
- BRAUN P., SANITAS J.**, 1989, *Le Birobidjan, une terre juive en URSS*, Paris: Robert Laffont
- BRUNET R. et REY V.**, 1996, *Europes Orientales, Russie, Asie Centrale*, Paris: Belin/Reclus (Géographie Universelle)
- BRUTZKUS E.**, 1976, « Plan pour la répartition spatiale d'une population de 5 millions d'habitants en Israël », *Méditerranée*, tome 25-2
- BRYM R.**, 1994, *The Jews of Moscow, Kiev and Minsk : identity, antisemitism, emigration*, London: Macmillan Press Ltd
- BRYM R.**, 1997, « Jewish Emigration from the Former USSR: Who? Why? How Many? », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- CALIMANI R.**, 1996, *L'errance juive (tome II). De l'ère des ghettos à l'émancipation.*, Paris: Diderot Editeur, Arts et Sciences (Mémoire)
- CARATINI R.**, 1992, *Dictionnaire des nationalités et des minorités de l'ex-URSS*, Paris: Larousse (Références, histoire)
- CARMON N. (ed.)**, 1996, *Immigration and Integration in post-industrial societies: Theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press (Migration, Minorities and Citizenship)
- CARRERE d'ENCAUSSE H.**, 1991, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris: Fayard (Le Livre de poche, n°4377)
- CBS**, *Demographic characteristics of the population in Israel 1994*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1023, 1996
- CBS**, *Housing density in Israel 1994*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1022, 1996
- CBS**, *Immigrant population from former USSR 1990-1992, Demographic trends*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°990, 1995
- CBS**, *Immigrant population from former USSR 1993, Demographic trends*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1008, 1995
- CBS**, *Immigrant population from former USSR 1995, Demographic trends*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1076, 1998
- CBS**, *Immigration to Israel 1993*, Central Bureau of Statistics, special series n°973, 1994
- CBS**, *Internal migration of Jews in Israel, 1990*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°980, 1995
- CBS**, *Judea, Samaria and Gaza Area Statistics*, Central Bureau of Statistics, 1995
- CBS**, *Population and households : provisional results*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1, 1995
- CBS**, *Population in localities : demographic characteristics by geographical divisions 1990*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°916, 1992
- CBS**, *Population in localities : demographic characteristics by geographical divisions 1994*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1026, 1996
- CBS**, *Statistical Abstract of Israel*, Jerusalem: Central Bureau of Statistics
- CBS**, *The families in Israel 1993* Jerusalem: Central Bureau of Statistics, n°1003, 1995
- CHAGNOLLAUD J-P.**, 1983, « Palestine: l'enjeu démographique », *Revue d'études palestiniennes*, n°7, printemps
- CHAGNOLLAUD J-P.**, 1986, *Israël et les territoires occupés : la confrontation silencieuse*, Paris: L'Harmattan

- CHAGNOLLAUD J-P.**, 1994, « La diaspora palestinienne », *Hommes & Migrations*, n°1172-1173, janv.-fév.
- CHALIAND G., JAN M., RAGEAU J-P.**, 1994, *Atlas historique des migrations*, Paris: Seuil
- CHALIAND G., RAGEAU J-P.**, 1991, *Atlas des diasporas*, Paris: Odile Jacob
- CHARACHIDZE G.**, 1984, "Les Juifs montagnards du Caucase", *YOD*, n°20.
- CHARBIT D.**, 1998, *Sionsimes, textes fondamentaux*, Paris: Albin Michel (Présences du Judaïsme)
- CHISWICK B.**, 1997, « Hebrew Language Usage: Determinants and Effects on Earnings Among Immigrants in Israel », *The Maurice Falk Institute for Economic Research in Israel*, Jerusalem (Discussion Paper N° 97.09)
- CHISWICK B.**, 1997b, « Soviet Jews in the United States: Language and Labour Market Adjustments Revisited », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- CHLENOV M.**, 1994, « Jewish communities and jewish identities in the Former Soviet Union », in WEBBER J. (ed.), *Jewish identities in the New Europe*, London: Littman Library of Jewish Civilization
- CHOUKOUROV C.**, 1994, *Peuples d'Asie Centrale*, Paris: Syros
- CHOURAQUI A.**, 1987, *Histoire des Juifs en Afrique du Nord*, Paris: Hachette
- CHOURAQUI A.**, 1990, *L'état d'Israël*, Paris: PUF (QSJ)
- CLAVAL P.**, 1994, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XXe siècle*, Paris: Nathan Université (Fac géographie)
- COHEN E.**, 1989, « Citizenship, Nationality and Religion in Israel and Thailand », in KIMMERLING B. (ed.), *The Israeli State and society : boundaries and frontiers*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli studies)
- COHEN R.**, 1995, *The Cambridge Survey of World Migration*, Cambridge : Cambridge University Press
- COHEN R.**, 1997, *Global Diasporas. An Introduction*, London : UCL Press.
- COHEN S., KLIOT N.**, 1992, « Place-names in israel's ideological struggle over the Administred Territories », *Annals of the Association of American Geographers*, 82(4)
- CORM G.**, 1991, *Le Proche-Orient éclaté*, Paris: Gallimard (Folio/Histoire)
- CORM G.**, 1993, *Le Moyen-Orient*, Paris: Flammarion (Dominos)
- CORON E.**, 1993, *Le dernier exode - Les juifs soviétiques en Israël : rencontre et désillusion*, Paris: François Bourin
- COURBAGE Y.**, 1993, « Contrastes démographiques en Israël : tendances récentes », *Population*, n°3
- COURBAGE Y.**, 1993, « Les Arabes en Israël : quelle répartition dans l'espace », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, N°140
- COURBAGE Y.**, 1994, « La population de la Palestine », *Population*, n°1
- COURBAGE Y.**, 1997, « La fécondité palestinienne des lendemains de l'Intifada », *Population*, n°1
- COURBAGE Y.**, 1999, « Redistributions des cartes démographiques au Proche-Orient. L'avenir du peuplement de la région Israël-Palestine », *Revue d'études palestiniennes*, n°18 (ns)
- CZAMANSKI D. (et al.)**, 1994, *The promotion of immigrant entrepreneurship : an evaluation case study in the Haifa area*, Haifa: The Technion, Faculty of Architecture and Town planning
- DAMIAN N.**, 1985, « Divorce and immigration : the social integration of immigrant divorcees in Israel », *International Migration Review*, vol.XXIII, n°4
- DAMIAN N., ROSENBAUM-TAMARI Y.**, 1996, « Identité juive et immigration en Israël: Une enquête en cours sur l'actuelle vague d'immigrants russes », *REMI, spécial Israël*, n°12-3
- DAMIAN N., ROSENBAUM-TAMARI Y.**, 1996b, *The current wave of FSU Immigrants: Their absorption process in Israel. An on-going survey (1990-1995)*, Jerusalem: Ministry of Immigrant Absorption, Planning and Research Division
- De PLANHOL X.**, 1997, *Minorités en Islam: géographie politique et sociale*, Paris: Flammarion (Géographes)
- De TINGUY A.**, 1998, *Les Russes d'Israël, une minorité influente*, Paris: FNSP (Les Etudes du CERI, n°48)
- De TINGUY A.**, 1999, « Les Russes d'Israël: l'ethnicité valorisée », *Les Cahiers de l'Orient*, n°54
- DELLAPERGOLA S.**, 1991, « The demographic context of the Soviet aliyah », *Jews and jewish topics in the Soviet union and Eastern Europe*, N°3, 16
- DELLAPERGOLA S.**, 1992, *World jewish populations, 1990-updated estimates*, in *American Jewish Yearbook 1992*
- DELLAPERGOLA S.**, 1994, « An overview of the demographic trends of european jewry », in WEBBER J. (ed.), *Jewish identities in the New Europe*, London: Littman Library of Jewish Civilization

- DELLAPERGOLA S., COHEN Léa (ed.)**, 1992, *World jewish population : trends and policies*, Jerusalem: The Institute of Contemporary Jewry
- DEMANT P.**, 1983, « Les implantations israéliennes dans les territoires occupés », *Hérodote*, n°29/30
- DESTREMAU B.**, 1995, « Israël-Palestine : l'espace en miettes ou l'appropriation du territoire », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°150
- DHOQUOIS-COHEN R. (et al.)**, 1997, *Jérusalem, Ville ouverte*, Paris: L'Harmattan (Les Cahiers de Confluences)
- DIECKHOFF A.**, 1987, *Les espaces d'Israël*, Paris: FEDN
- DIECKHOFF A.**, 1993, *L'invention d'une nation : Israël et la modernité politique*, Paris: Gallimard (Essais)
- DIECKHOFF A.**, 1996, « La déconstruction d'une illusion. L'introuvable opposition entre nationalisme politique et nationalisme culturel », *L'année sociologique*, 46, n°1
- DIECKHOFF A.**, 1996, *Israéliens et Palestiniens : l'épreuve de la paix*, Paris: Aubier
- DIECKHOFF A.**, 1996, « Nationalismes et sociétés plurielles à la fin du XXème siècle: quelles solutions? », in KOTTEK J. (dir.), *L'Europe et ses villes-frontières*, Bruxelles: Complexe (Interventions)
- DIECKHOFF A.**, 1997, « Nationalisme d'Etat et intégrisme nationaliste : le cas d'Israël », in BIRNBAUM P. (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris: PUF (Sociologies)
- DIECKHOFF A.**, 1998, « Israël: dualité politique et pluralisme communautaire », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°159
- DIECKHOFF A.**, 1999, « Les trois défis d'Israël », *Politique internationale*, n°83
- DIECKHOFF A. (dir.)**, 1999, *Israël, une nation plurielle*, Les Cahiers de l'Orient (n° spécial Israël, 54)
- DOMINITZ Y.**, 1997, « Israel's Immigration Policy and the Dropout Phenomenon », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- DOOMERNIK J.**, 1997, « Adaptation strategies among Soviet Jewish immigrants in Berlin », *New Community* 23 (1) 59-73
- DORON A., KARGAR H. J.**, 1993, « The politics of immigration policy in Israël », *International Migration*, vol.XXXI, n°4
- DOUBNOV S.**, 1994, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris: Cerf
- DROR Y.**, 1996, « On the uniqueness of Israel : Multiple readings », in BARNETT M. N. (ed.), *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- DUMAN B.**, 1990, « The israeli kibbutz ulpan : a critical look at a unique method of immigrant orientation and absorption », *International Migration*, vol.XXVIII, march
- DUMPER M.**, 1992, « Israeli settlement in the Old City of Jerusalem », *Journal of Palestine Studies*, vol.XXI, n°4, summer
- DUMPER M.**, 1997, *The Politics of Jerusalem since 1967*, New York: Columbia university Press.
- EFRAT E.**, 1989, *The new towns of Israel : (1948-1988). A reappraisal*, München: Minerva Publikation (Studies in local government and politics, n°30)
- EFRAT E.**, 1991, « Geographical distribution of the Soviet jewish new immigrants in Israel », *Geographica Journal*, N°24, 4
- EFRAT E., NOBLE Allen G.**, 1988, « Planning Jerusalem », *Geographical Review*, oct.
- EISENSTADT S. N.**, 1950, « The Oriental jews in Israel », *Jewish Social Studies*, Vol.12
- EISENSTADT S. N.**, 1952, « The process of absorption of new immigrant in Israel », *Human Relations*, vol.V
- EISENSTADT S.**, 1954, *Characteristics of migration and immigrant absorption*, London: Absorption and Immigrants
- EISENSTADT S.**, 1983, « Some comments on the "ethnic" problem in Israel », *Israel Social Science Research*, Vol.1, 2
- EISENSTADT S.**, 1985, *The transformation of Israeli society*, London : Weidenfeld and Nicolson
- EISENSTADT S.**, 1986, *The development of the ethnic problem in israeli society*, Jerusalem: The Jerusalem Institute for Israel Studies
- ELDAR A.**, 1992, « Absorption of new immigrants in Karmiel », in GOLANI Y. (et al.) (ed.), *Planning and Housing in Israel in the wake of rapid changes*, Tel Aviv: R&L Creative Communications
- ENCEL F.**, 1994, « Eretz Israel. Du précepte biblique aux contingences géopolitiques », *Hérodote*, n°74/75

*Bibliographie*

---

- ENCEL F.**, 1998, *Géopolitique de Jérusalem*, paris: Flammarion (Essais)
- ENRIQUEZ L.**, 1998, « Le clivage Jérusalem Tel-Aviv, l'exemple de deux représentations nationales divergentes », *Hérodote*, n°90
- ETINGER I.**, 1995, « The doctors' plot : Stalin's solution to the jewish question », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- ETTINGER S.**, 1971, « Les Juifs de Russie à l'époque de la révolution », in KOCHAN L., *Les juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- FAIN B.**, 1991, « Background to the present jewish cultural movement in the Soviet Union », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New York: New York University Press
- FALAH G.**, 1991, « Israeli judaization policy in Galilee », *Journal of Palestine Studies*, vol.XX, n°4, summer
- FENSTER T.**, 1996, « Ethnicity, Citizenship and Gender : Manifestations in spatial patterns and planning - The Israeli experience », in GRADUS Y., LIPSHTITZ G. (ed.), *The Mosaic of Israeli Geography*, Beer Sheva: Ben-Gurion University of the Negev Press
- FEUILLIE P.**, 1957, *La politique d'immigration de l'Etat d'Israël (1948-1952)*, Paris: Nouvelles Presses Mondiales
- FIALKOFF C.**, 1992, "Israel's housing policy during a period of massive immigration" in GOLANI Y. (et al.) (ed.), *Planning and Housing in Israel in the wake of rapid changes*, Tel Aviv: R&L Creative Communications
- FINBERG L.**, 1997, « The View from Kiev », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- FISHMAN D.**, 1995, « Judaism in the USSR, 1917-30 : the fate of religious education », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- FLAPAN S.**, 1987, *The birth of Israel : myths and realities*, New York : Pantheon Books
- FLUG K. (et al.)**, 1993, « The absorption of soviet immigrants into the labor market from 1990 onwards », in CARMON Naomi (ed.), *Immigrants : liability or asset? Innovative research and policy implications*, Haifa: The Technion, Faculty of Architecture and town planning
- FLUG K. (et al.)**, 1997, « The Absorption of Soviet Immigrants into the Labour Market: Aspects of Occupational Substitution and Retention », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- FLUG K., KASIR N.**, 1996, « Short-run Absorption of the ex-USSR Immigrants in Israel's Labor Market », CARMON N. (ed.), *Immigration and Integration in post-industrial societies: Theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press (Migration, Minorities and Citizenship)
- FORAN N.**, 1992, « Upper nazareth: The City that absorbs New Immigrants », in GOLANI Y. (et al.) (ed.), *Planning and Housing in Israel in the wake of rapid changes*, Tel Aviv: R&L Creative Communications
- FOUCHER M.**, 1983, « Israël-palestine: quelles frontières? Géographie physique et humaine de la Cisjordanie », *Hérodote*, n°29/30
- FOUCHER M.**, 1987, « Géographie politique des implantations israéliennes », *PPS*, n°564
- FOUCHER M.**, 1988, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris: Fayard
- FRANKEL J.**, 1991, « The soviet regime and anti-zionism : an analysis », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New York: New York University Press
- FRIEDMAN M.**, 1989, « The State of Israel as a theological dilemma », in KIMMERLING B. (ed.), *The Israeli State and society : boundaries and frontiers*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli studies)
- FRIEDMAN R.**, 1992, *Zealots for Zion, Inside Israel's West Bank Settlement Movement*, New york: Random House
- FRIEDMANN G.**, 1965, *Fin du peuple juif ?*, paris: Gallimard/nrf (Idées)
- GALIN A.**, 1992, « Work attitudes, ethics and norms : comparing two waves of immigration from the Soviet Union », *Israel Studies*, N°5
- GALPER A.**, 1995, *From Bolsboi to Be'er Sheva, Scientist to streetsweepers. Cultural dislocation among Soviet immigrants in Israel*, Lanham: University Press of America
- GIARDINA A. (et al.)**, 1990, *La Palestine, histoire d'une terre*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient)
- GILBERT M.**, 1992, *The Arab-Israeli conflict, Its history in maps*, Jerusalem: Steimatzy Ltd.
- GITELMAN Z.**, 1982, *Becoming Israelis - Political resocialisation of soviet and american immigrants*, New York: Praeger

- GITELMAN Z.**, 1988, *A century of ambivalence : the Jews of Russia and the Soviet Union, 1881 to the present*, New York: Schocken Books
- GITELMAN Z.**, 1989, « Soviet Immigrant Resettlement in Israel and the United States », in FREEDMAN R. (ed.), *Soviet Jewry in the 1980s. The politics of anti-semitism and emigration and the dynamics of resettlement*, Durham: Duke University Press
- GITELMAN Z.**, 1991, « The evolution of jewish culture and identity in the Soviet Union », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New York: New York University Press
- GITELMAN Z.**, 1992, « Recent demographic and migratory trends among Soviet jews : implications for policy », *Post Soviet Geography*, N°33, 3
- GITELMAN Z.**, 1994, « Nationality and ethnicity in Russia and the post-soviet republics », in WHITE St. (et al.)(ed.), *Developpement in Russian and post-soviet politics*, London: MacMillan Press
- GITELMAN Z.**, 1997, « From a Northern Country': Russian and Soviet Jewish Immigration to America and Israel in Historical Perspective », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- GOLANI Y. (et al.)**, 1992, *Planning and Housing in Israel in the wake of rapid changes*, Tel Aviv: R&L Creative Communications
- GOLD S.**, 1992, *Refugee communities, a comparative study*, London: Sage Publications (Series on race and ethnic relations, vol. 4)
- GOLD S.**, 1994, « Soviet Jews in the United States », in *American Jewish Yearbook 1994*, New York : AJYB.
- GOLD S.**, 1997, « Community Formation among Jews from the Former Soviet Union in the US », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- GOLDMAN M.**, 1995, « United States policy and soviet jewish emigration from Nixon to Bush », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- GOLDSCHIEDER C. (ed.)**, 1992, *Population & Social change in Israel*, Boulder: Westview Press (Brown University studies in population and development)
- GOLDSCHIEDER C.**, 1996, *Israel's changing society: population, ethnicity, and development*, Boulder: Westview Press
- GOLDSTEIN Yossi**, 1991, « The jewish national movement in the Soviet Union : a profile », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New york: New York University Press
- GOMELSKI N. (et al.)**, 1995, *Entrepreneurial theory and practice : Immigrant opportunities*, Haifa: The Technion, The S. Neaman Institute and Center for urban and regional studies
- GONEN A.**, 1998, "Settlement of Immigrants: Geographic Patterns," in SICRON M. (eds.), *Profile of an Immigration Wave: The Absorption Process of Immigrants from the Former Soviet Union, 1990-1995*, Jerusalem: Magnes Press of the Hebrew University, Jerusalem
- GOTTMAN J.**, 1952, *La politique des Etats et leur géographie*, Paris: A. Colin
- GOTTMANN J.**, 1959, *Etudes sur l'état d'Israël et le Moyen-Orient*, Paris : Librairie Armand Colin
- GOVRIN Y.**, 1995, « The beginnings of the struggle for soviet jewish emigration and its impact on israeli-soviet relations », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- GRADUS Y., LIPSHITZ G. (ed.)**, 1996, *The Mosaic of Israeli Geography*, Beer Sheva: Ben-Gurion University of the Negev Press
- GREILSAMMER I. (dir.)**, 1993, *Repenser Israël : morale et politique dans l'Etat juif*, Paris: Autrement (Série Monde HS n°70)
- GREILSAMMER I.**, 1991, *Israël. Les hommes en noir. Essai sur les partis ultra-orthodoxes*, Paris: Presses de la FNSP
- GREILSAMMER I.**, 1993, « Comprendre ou juger Israël », in GREILSAMMER Ilan (dir.), *Repenser Israël : morale et politique dans l'Etat juif*, Paris: Autrement (Série Monde HS n°70)
- GREILSAMMER I.**, 1993, « Qui parle? », in GREILSAMMER Ilan (dir.), *Repenser Israël : morale et politique dans l'Etat juif*, Paris: Autrement (Série Monde HS n°70)
- GREILSAMMER I.**, 1998, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris: Gallimard (nrf essais)
- GREILSAMMER I.**, 1999, « Laïcs et religieux en Israël », *Les Cahiers de l'Orient*, n°54
- GRESH A., VIDAL D.**, 1987, *PALESTINE 47 : un partage avorté*, Bruxelles: Ed. Complexe

- GRYNBERG A.**, 1998, *Vers la terre d'Israël*, Paris: Gallimard (découvertes Gallimard, Histoire)
- GUR-GUREVITZ B.**, 1995, *After Gorbachev. History in the making : its effects on the Jews in the former Soviet Union 1989-1994*, Jerusalem: The Zionist Library and the Jewish Agency for Israel
- HABERFELD Y., SEMYONOV M., VIRTZER R.**, 1997, *The Effect of Geo-Cultural Origin of Recent Immigrants from the Former Soviet Union on Economic Assimilation in the Israeli Labor Market*, Tel Aviv: The Pinhas Sapir Center for Development, TAU (Discussion Paper n°8-97)
- HALBERSTADT A., NIKOLSKY A.**, 1996, « Bukharan Jews and their Adaptation to the United States », *Journal of Jewish Communal Service*, summer
- HALTER M.**, 1991, *Un homme, un cri*, Paris: Robert Laffont
- HANN (de) J.**, 1997, *Palestine 1921*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient)
- HASSON S.**, 1981, « Social and spatial conflicts : the settlement process in Israel during the 1950s and the 1960s », *Espace Géographique*, n°3
- HASSON S.**, 1992, « Who are the immigrants? where and how are they living? », *Israel Studies*, N°5
- HASSON S.**, 1996, « From international migration to internal migration: the settlement process of immigrants from the FSU in Israel », CARMON N. (ed.), *Immigration and Integration in post-industrial societies: Theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press (Migration, Minorities and Citizenship)
- HEILMAN S.**, 1995, *Portrait of American Jews. The last half of the 20th century*, Seattle: University of Washington Press (Samuel & Althea Stroum Lectures in Jewish Studies)
- HERZL Th.**, 1990, *JOURNAL 1895-1904 : le fondateur du sionisme parle*, Paris: Calmann-Lévy (Diaspora)
- HERZL Th.**, 1990, *L'état des juifs. Contribution à une solution moderne de la question juive.*, Paris: La Découverte (Textes à l'appui/histoire contemporaine)
- HESS M.**, 1981, *Rome et Jérusalem. La dernière question des nationalités.*, Paris: Albin Michel (Présences du Judaïsme)
- HEYMANN Fl. (ed.)**, 1995, *Les Nouveaux enjeux de l'historiographie israélienne*, Jérusalem : Lettre d'information du Centre de Recherche Français de Jérusalem, n°12
- HEYMANN Fl.**, 1996, « Dynamiques, débats et questionnements actuels de la sociologie israélienne », in HEYMANN Fl. (ed.), *Lettre d'information du Centre de Recherche Français de Jérusalem*, N°13, Jérusalem
- HIRSCHORN M., BERTHELOT J.M. (dir.)**, 1996, *Mobilités et ancrages, vers un nouveau mode de spatialisation?*, Paris: L'Harmattan (Villes et Entreprises)
- HIRSHBERG J., BROVER B.**, 1993, « The Russians are coming », in *Music in Time*, Jerusalem: The Jerusalem Rubin Academy of Music and Dance, Givat Ram
- HOROWITZ T.**, 1977, « Immigrants in transition: the Israeli absorption center », *International Migration Review*, vol.XV, n°4
- HOROWITZ T.**, 1989, *The soviet man in an open society*, New York: University Press of America
- HUDON M.**, 1991, « La maîtrise de l'espace en Cisjordanie », *Mappe Monde*, n°4
- INSEE**, 1948, *La Palestine*, Paris: PUF-I.N.S.E.E. (Mémento économique)
- ISRALOWITZ R.**, 1992, « Immigration conflict and social cohesion : Israeli attitudes toward the absorption of the Soviet immigrants », in ISRALOWITZ R. (et al.) (ed.), *Immigration and absorption issues in a multicultural perspective*, Beer Sheva: Ben Gurion University
- ISRALOWITZ R. (et al.)**, 1994, *Immigration and absorption*, Beer Sheva: Ben-Gurion University, The Hubert H. Humphrey Institute for social ecology
- ISRALOWITZ R., ABU SAAD I.**, 1992, « Soviet Immigration: Ethnic Conflicts and Social Cohesion in Israel, *International Journal of Group Tensions*, vol.22, n°2
- JANKELEVITCH V.**, 1984, *Sources: recueil*, Paris: Seuil
- JENKINS S. (ed.)**, 1988, *Ethnic associations and the welfare state : services to immigrants in 5 countries*, New York: Columbia University Press
- JAFI**, 1992, *The Jewish Agency and Aliyah : An Update*, Jerusalem: Jewish Agency For Israel
- JAFI**, 1993, *The Jewish Agency and Aliyah : An Update*, Jerusalem: Jewish Agency For Israel
- JONES C.**, 1996, *Soviet Jewish Aliyah, 1989-1992. Impact and implications for Israel and the Middle East.*, London, Frank Cass
- KAMINKER S.**, 1997, « Jérusalem-Est, un cas d'école en matière de planification politique », in Dhoquois-Cohen R. et al. (dir.), *Jérusalem, ville ouverte*, Paris: L'Harmattan (Les cahiers de Confluences)
- KAPELIOUK A.**, 1975, *Israël: la fin des mythes*, Paris: Albin Michel

- KAPLAN S.**, 1995, « History, Halakha and Identity : The Beta Israel and World Jewry », in WEIL S. (ed.), *Ethiopian Jews in the Limelight*, Israel Social Science Research, Vol.10, 2
- KAPPELER A.**, 1994, « La Russie : empire multiethnique », *Cultures & Sociétés de l'Est*, n°20
- KARLSON K-G.**, 1995, « Migration and soviet disintegration », in COHEN R. (ed.), *The Cambridge survey of world migration*, Cambridge: Cambridge University Press
- KARMON Y.**, 1971, *Israel, a regional geography*, London: John Wiley and Sons Ltd
- KARSH E.**, 1997, *Fabricating Israeli history : the "new historians"*, London : Frank Cass
- KHALIDI W. (ed.)**, 1992, *All the remains : The Palestinian Villages Occupied and depopulated by Israel in 1948*, Washington: Institute for Palestine Studies
- KIMMERLING B.**, 1989, « Boundaries and frontiers of the Israeli control system : Analytical conclusions », in KIMMERLING B. (ed.), *The Israeli State and society : boundaries and frontiers*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli studies)
- KIMMERLING B., MIGDAL J. S.**, 1993, *Palestinians : The making of a people*, Cambridge: Harvard University Press
- KLEIN C.**, 1990, *Essai sur le sionisme : de l'état des juifs à l'état d'Israël*, in HERZL Théodore, L'état des juifs, Paris: La Découverte (Textes à l'appui/histoire contemporaine)
- KLEIN C.**, 1999, *Israël, Etat en quête d'identité*, Firenze: Casterman-Giunti (XXe Siècle)
- KOCHAN L. (dir.)**, 1971, *Les Juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- KODMANI-DARWISH B.**, 1997, *La diaspora palestinienne*, Paris: PUF (perspectives internationales)
- KOL M.**, 1965, *Aliyah des Jeunes*, Jerusalem: F.I.C.E.
- KOLOSOV V. (et al.)**, 1995, « La géographie des diasporas et les communautés arménienne, juive, grecque de l'ex-URSS », in BRUNEAU M. (dir.), *Diasporas*, Montpellier: GIP Reclus (Espaces modes d'emploi)
- KONOPNICKI M., BEN RAFAEL E.**, 1987, *Jérusalem*, Paris: PUF (QSJ)
- KOOK R.**, 1996, « Between uniqueness and exclusion : The politics of identity in Israel », in BARNETT M. N. (ed.), *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- KORINMAN M.**, 1989, « Herzl ou l'élaboration d'un projet géopolitique », *Hérodote*, n°53
- KRUPNIK I.**, 1994, « Constructing new identities in the Former Soviet Union : the challenge for the Jews », in WEBBER J. (ed.), *Jewish identities in the New Europe*, London: Littman Library of Jewish Civilization
- LACOSTE Y.**, 1976, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris: François Maspero (petite collection maspero)
- LAQUEUR W.**, 1973, *Histoire du sionisme*, Paris: Calmann-Lévy (Diaspora)
- LAZARE B.**, 1996, *Le fumier de Job*, Paris: Circé/Poche 6
- LAZIN F.**, 1994, « The politics of immigrant absorption : The case of Israel », in ISRALOWITZ R. (et al.) (ed.), *Immigration and Absorption*, Beer Sheva: Ben-Gurion University (The Institute for social ecology)
- LEDERHENDLER E.**, 1995, « Did russian jewry exist prior to 1917 ? », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- LEIBOWITZ Y.**, 1993, « Jugé par ses actes », in GREILSAMMER Ilan (dir.), *Repenser Israël : morale et politique dans l'Etat juif*, Paris: Autrement (Série Monde HS n°70)
- LEIBOWITZ Y.**, 1995, *Peuple, Terre, Etat*, Paris: Plon
- LEMARCHAND P., RADI L.**, 1996, *Israël/Palestine Demain : Atlas prospectif*, Bruxelles: Complexe
- LERNER M., HENDELES Y.**, 1996, *New entrepreneurs and entrepreneurial aspirations among immigrants from the FSU in Israel*, Tel-Aviv: The Israel Institute of Business Research, Faculty of Management, Tel-Aviv University
- LERNER Y., ZILBER, N.**, 1996, « Psychological distress among recent immigrants from the FSU to Israel. The effects of the Gulf War », *Psychological Medecine*, 26
- LESHEM E., SHUVAL J. (ed.)**, 1998, *Immigration to Israel. Sociological perspectives. Volume VIII: Studies of Israeli Society*, London: Transaction Publishers
- LEVALLOIS A. (et al.)**, 1995, *Jérusalem : de la division au partage ?*, Paris: Editions Michalon
- LEVENBERG S.**, 1971, « Les Juifs d'URSS : problèmes et perspectives », in KOCHAN L., *Les juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)

*Bibliographie*

---

- LEVIN N.**, 1988, *The Jews in the Soviet Union since 1917, paradox of survival (2 tomes)*, New York: New York University Press
- LEVY J. (ed.)**, 1991, *Géographies du politique*, Paris : Presses de la FNSP (Références).
- LEWIN-EPSTEIN N. (et al.)**, 1997, « Yes to immigration, but What about Immigrants? Local Attitudes to Immigrant Absorption », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- LEWIN-EPSTEIN N., RO'I Y., RITTERBAND P.**, 1997, *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- LIDL P.**, 1991, *Le dossier Palestine. La question palestinienne et le droit international*, Paris: La Découverte (Documents)
- LINDENBERG D.**, 1997, *Figures d'Israël*, Paris: Hachette (Forum)
- LIPPMAN ABU-LUGHOD J.**, 1995, « The displacement of the Palestinians », in COHEN Robin (ed.), *The Cambridge survey of world migration*, Cambridge: Cambridge University Press
- LIPSHITZ G.**, 1991, « Ethnic differences in migration patterns-disparities among Arabs and Jews in the peripheral regions of Israel », *The Professional Geographer*, Vol.43, 4
- LIPSHITZ G.**, 1991, *Immigration and internal migration as a mechanism of polarization and dispersion of population and development : The Israeli Case*, The University of Chicago : Economic development and cultural change.
- LIPSHITZ G.**, 1996, « Core vs. Periphery in Israel over time : inequality, internal migration and immigration », in GRADUS Y., LIPSHITZ G. (ed.), *The Mosaic of Israeli Geography*, Beer Sheva: Ben-Gurion University of the Negev Press
- LIPSHITZ G.**, 1998, *Country on the move: Migration to and within Israel, 1948-1995*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers (The GeoJournal Library, vol. 42)
- LITHWICK I., HABIB J.**, 1996, *Absorption of immigrants from the FSU into the labor force*, Jerusalem: JDC-Brookdale Institute
- LITHWICK I., NAVEH G.**, 1995, *The role of age in successful immigrant absorption : pre-retirement immigrants from CIS*, Jerusalem: JDC-Brookdale Institute
- LITWIN H.**, 1995, *Uprooted in old age: Soviet jews and their social networks in Israel*, Westport: Greenwood Press (Contributions to the study of aging, N°25)
- MA MUNG E.**, 1994, « Non-lieu et utopie: la diaspora chinoise et le territoire », *L'espace géographique*, n°2
- MANOR Y.**, 1981, *Naissance du sionisme politique*, Paris: Gallimard/Julliard ( Archives)
- MANSOUR A.**, 1983, « Cisjordanie et bande de Gaza : domination et résistance économiques », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°102
- MANSOUR C.**, 1983, *PALESTINE : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza*, Paris: L'Harmattan
- MANSOUR C.**, 1995, *Israël et les Etats-unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris: A. Colin (Le temps du Monde)
- MARGALITH I.**, 1957, *Le Baron Edmond de Rothschild et la colonisation juive en Palestine 1882-1899*, Paris: Ed. Libr. Marcel Rivière et Cie
- MARIENSTRAS R.**, 1975, *Etre un peuple en diaspora*, Paris: Maspero
- MARKOWITZ F.**, 1993, *A community in spite of itself : Soviet jewish émigrés in New York*, Washington: Smithsonian Institution Press
- MARKOWITZ F.**, 1995, « Emigration, immigration and culture change : towards a trans-national russian' jewish community ? », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- MASALHA N.**, 1992, *Expulsion of the Palestinians : The concept of "transfer" in zionist political thought 1882-1948*, Washington: Institute for Palestine Studies
- MEDAM A.**, 1991, *Mondes juifs, l'envers et l'endroit*, Paris : PUF
- MEDAM A.**, 1996, « Le lieu est dans le monde, le monde est dans le lieu », in HIRSCHHORN M., BERTHELOT J.M. (dir.), *Mobilités et ancrages, vers un nouveau mode de spatialisation?*, Paris: L'Harmattan (Villes et Entreprises)
- MENAHM G.**, 1996, « Urban restructuring and the absorption of immigrants : a case study in Tel-Aviv », in CARMON N. (ed.), *Immigration and Integration in post-industrial societies: Theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press (Migration, Minorities and Citizenship)

- MENAHEM N.**, 1986, *Israël. Tensions et discriminations communautaires*, Paris: L'Harmattan (Racines du Présent)
- MIGDAL J. S.**, 1996, « Society-formation and the case of Israel », in BARNETT M. N. (ed.), *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- MILLER J.**, 1971, « La doctrine soviétique et les Juifs », in KOCHAN L., *Les Juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- MINCZELES H.**, 1992, *Vilna, Wilno, Vilnius : la Jérusalem de Lituanie*, Paris: La Découverte (Textes à l'appui/série histoire contemporaine)
- MINCZELES H.**, 1995, *Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif*, Paris: Austral
- MIA**, 1974, « Immigration absorption 1973: summary of the process of absorption and integration », *International Migration Review*, vol.XII, n°4
- MIA**, 1996, *Immigrant Absorption : situation, Challenges and goals*, Jerusalem: Ministry of Immigrant Absorption, Planning and research division
- MIRSKY J., PRAWER L.**, 1992, *To immigrants as an adolescent. Immigrant youth from FSU in Israel*, Jerusalem: The Van Leer Jerusalem Institute
- MONIQUET C.**, 1989, *Histoire des Juifs soviétiques*, Paris: Olivier Orban
- MONTULET B.**, 1998, *Les enjeux spatio-temporels du social. Mobilités*, Paris: L'Harmattan (Villes et Entreprises)
- MOORE J.**, 1992, « Immigration and the demographic balance in Israel and the occupied territories », *Middle East policy*, N°1, 3
- MORAWSKA E.**, 1995, « East europeans on the move », in COHEN R. (ed.), *The Cambridge survey of world migration*, Cambridge: University Press
- MORRIS B.**, 1987, *The birth of the Palestinian refugee problem, 1947-1949*, New York : Cambridge University Press
- MORRIS B.**, 1990, *1948 and After : Israel and the Palestinians*, Oxford: Clarendon Press
- MOSKOVICH W.**, 1990, *Rising to the Challenge. Israel and the Absorption of Soviet Jews*, London: Institute of Jewish Affairs
- MOURADIAN Cl.**, 1993, "Le Caucase des indépendances. La nouvelle donne", *PPS* (série Russie, n°718)
- NAVEH G. (et al)**, 1994, *The employment and economic situation of immigrants from the former Soviet Union : selected findings from a national employment survey*, Jerusalem: Brookdale Institute
- NEHER A.**, 1994, *L'identité juive*, Paris: Ed. Payot & Rivages (Petite Bibliothèque, n°198)
- NEHER-BERNHEIM R.**, 1969, *La déclaration Balfour. 1917 : Création d'un foyer national juif en Palestine*, Paris: Julliard ( Archives, n°36)
- NEWMAN D.**, 1992, *Population, settlement and conflict : Israel and the West Bank*, Cambridge: Cambridge University Press (Update)
- NEWMAN D. (et al)**, 1995, « The impact of mass immigration on urban settlements in the Negev 1989-1991 », *Ben Gurion University of the Negev, Negev center for regional development, Working Paper N°3*
- NIR D.**, 1968, *La vallée de Beth Cheane*, Paris : Armand Colin-EPHE
- NOAM G. (ed.)**, 1994, « Survey of soviet immigrants in the city of Lod : the road to successful absorption », in NOAM G. (ed.), *Immigrant absorption in Israel*, Jerusalem: Brookdale Institute
- NOAM G. (ed.)**, 1994, *Immigrant absorption in Israel : selected research papers from the JDC-Brookdale Institute*, Jerusalem: Brookdale Institute
- NOAM G.**, 1995, « The social integration of immigrants in Israel », in Berman Y. (ed.), *Integration and pluralism in societies of immigration*, European Centre for Social Welfare Policy and Research
- NOVE A., NEWTH J.**, 1971, « La population juive : évolution démographique et structure professionnelle », in KOCHAN L., *Les juifs en Union Soviétique depuis 1917*, Paris: Calmann-Levy (Diaspora)
- PALTIEL A. (et al)**, 1997, « Immigrants from the former USSR in Israel since the 1990s: Demographic Characteristics and Socio-Economic Absorption », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- PAPPE I.**, 1992, *The making of the Arab-Israeli conflict, 1947-1951*, New York : Tauris
- PERES S.**, 1998, *Le voyage imaginaire: avec Théodore Herzl en Israël*, Paris: Éd. 1

- PICAUDOU N., 1989, « Pouvoir, société et espace dans l'imaginaire politique palestinien », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°123
- PICAUDOU N., 1989, *Le mouvement national palestinien : genèse et structures*, Paris: L'Harmattan
- PICAUDOU N., 1992, *La décennie qui ébranla le Moyen-Orient 1914-1923*, Bruxelles: Ed. Complexe (Questions au XXes, n°55)
- PILKINGTON H., 1998, *Migration, Displacement and Identity in Post-Soviet Russia*, London: Routledge
- PINKUS Benjamin, 1988, *The Jews of the Soviet Union : the history of a national minority*, Cambridge: Cambridge University Press
- PINSKER L., 1932, *Autoémancipation!*, Berlin: Jüdischer Verlag
- PIVETEAU J.-L., 1993, « La territorialité des Hébreux : l'affaire d'un petit peuple il y a longtemps, ou un cas d'école pour le IIIème millénaire? », *Espace Géographique*, n°1
- POIRIER V., 1998, *Ashkénazes et Séfarades: Une étude comparée de leurs relations en France et en Israël (années 1950-1990)*, Paris: Cerf
- POLANI H., 1994, « Language instruction for new immigrants: The Israeli Ulpan », in TROEN S.I., BADE K.J. (ed.), 1994, *Returning Home : Immigration and Absorption into their Homelands of Germans and Jews from the FSU*, Beer Sheva: Ben-Gurion University, The Hubert H. Humphrey Institute for Social Ecology
- PORTNOV B., 1998, « The effects of housing on migrations in Israel: 1988-1994 », *Journal of Population Economics*, Spring
- POUJOL C., 1992, « Les Juifs boukhariotes », in POUJOL Catherine (dir.), *Asie Centrale, aux confins des Empires, réveil et tumulte*, Paris: Autrement (Série Monde H.S. n°64)
- POUJOL C., 1993, Juifs et judaïsme, in FERRO M. (dir.), *L'état de toutes les Russies, les états et les nations de l'ex-URSS*, Paris: La Découverte
- RADVANYI J., 1996, *La nouvelle Russie. L'après 1991: un nouveau "temps des troubles"*, Paris: Masson/Armand Colin (Géographie)
- RADVANYI J., 1997, *De l'URSS à la CEI. 12 Etats en quête d'identité*, Paris, Ellipses/Langues'O
- RADVANYI J., 1990, *L'URSS : Régions et Nations*, Paris: Masson (Géographie)
- RAFFESTIN C. (et al.), 1995, *Géopolitique et Histoire*, Lausanne: Payot (Payot Histoire)
- RAGON M., 1986, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes (tome 3)*, Paris : Casterman
- RAIJMAN R, SEMYONOV M., 1998, « Best of times, Worst of times, and Occupationnal Mobility: The Case of Soviet Immigrants in Israel », *International Migration*, vol. 36(3)
- RAIJMAN R., SEMYONOV M., 1995, « Modes of Labor Market Incorporation and Occupational Cost among New Immigrants to Israel », *International Migration Review*, vol.XXIX, N°2
- RAIJMAN R., SEMYONOV M., 1997, « Gender, Ethnicity, and Immigration. Double Disadvantage and triple Disadvantage among Recent Immigrant Women in the Israeli Labor Market », *Gender & Society*, vol.11, n°1
- RAM U., 1995, *The changing agenda of the Israeli sociology : theory, ideology, and identity*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli studies)
- RITTERBAND P., 1997, « Jewish Identity among Russian Immigrants in the US », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- RIVIERE-TENCER V., ATTAL A., 1997, *Jérusalem: Destin d'une métropole*, Paris: L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient)
- RODINSON M., 1997, *Peuple juif ou problème juif?*, Paris: La Découverte/Poche (Sciences humaines et sociales)
- RO'I Y. (ed.), 1995, *Jews and jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass
- RO'I Y., 1991, « Nehama Lifshitz : symbol of the jewish national awakening », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New York: New York University Press
- RO'I Y., 1991, « The role of the synagogue and religion in the jewish national awakening », in RO'I Y. (ed.), *Jewish culture and identity in the Soviet Union*, New York: New York University Press
- RO'I Y., 1995, « The jewish religion in the Soviet Union after World War II », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- RO'I Y., 1997, « Soviet Policy towards Jewish Emigration - An Overview », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)

- ROSEN H.**, 1995, « Working as a government anthropologist among Ethiopian Jews in Israel », *Israel Social Science Research*, Vol.10, 2
- ROSEN H.**, 1996, *Ethiopian immigrants finding their way : A case study of family survival in Bet Shemesh*, Jerusalem: Research Paper, Ministry of Absorption, Department of Planning and Research
- ROY O.**, 1997, *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Paris: Seuil
- ROZENBLUM S-A.**, 1982, *Etre juif en URSS*, Paris: PUF (collection de la RPP)
- RYVKINA R.**, 1995, « Conflicting values among the jewish population of Moscow, Kiev and Minsk », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- SAADIA E.**, 1997, *Systèmes électoraux et territorialité en Israël*, Paris: L'Harmattan (Géographie et cultures)
- SABATELLO E.**, 1988, « Evaluation de l'émigration d'Israël : mesures actuelles et perspectives », *Les migrations internationales, Séminaire de Calabre (8-10 septembre 1986)*, Paris : AIDELF
- SABATELLO E.**, 1991, « Soviet immigration in Israel : consequences for family planning and abortion services », *Planned Parenthood in Europe*, Vol.20, N°2
- SABATELLO E.**, 1994, « Si je t'oublie Jérusalem... Les Juifs d'URSS en Israël », *Panoramiques*, n°14
- SABATELLO E.**, 1995, « Continuity and change in reproductive and abortion patterns of Soviet immigrants in Israel », *Social Science Medicine*, Vol.40, N°1
- SACHAR H.**, 1996, *A history of Israel from the rise of zionism to our time*, New York: Alfred A. Knopf
- SALITAN L.**, 1997, « Ethnic and Related Factors in Soviet Emigration Policy, 1968-1989 », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- SANBAR E.**, 1982, « Territorialités palestiniennes, la communauté nationale palestinienne et l'idée du retour », *Peuples Méditerranéens*, n°18
- SANBAR E.**, 1993, *Palestine, 1948 : l'expulsion*, Paris: Institut d'études palestiniennes-Ed. de Minuit
- SANBAR E.**, 1994, *Les Palestiniens dans le siècle*, Paris: Gallimard (Découvertes Gallimard Histoire, n°201)
- SARFATI G.**, 1985, *La nation captive sur la question juive soviétique*, Paris: Nouvelle Cité (Rencontres)
- SAUNDERS E.**, 1985, « Resettlement experience of Russian Jewish Immigrants in Vancouver, Canada between 1975 and 1982 », *International Migration Review*, vol.XXIII, n°3
- SCHATTNER M.**, 1991, *Histoire de la Droite israélienne. De Jabotinsky à Shamir*, Bruxelles: Ed. Complexe
- SCHNAPPER D.**, 1980, *Juifs et Israélites*, Paris: Gallimard/nrf (Idées)
- SEGEV Tom**, 1998, *Les premiers Israéliens*, Paris: Calmann-Levy
- SELLIER J. et A.**, 1993, *Atlas des peuples d'Orient : Moyen-Orient, Caucase, Asie Centrale*, Paris: La Découverte
- SEMYONOV M.**, 1997, « On the Cost of Being an Immigrant in Israel: The Effects of Tenure, Origin and Gender », *Research in Stratification and Mobility*, vol.15
- SHACHAR R.**, 1998, « The Attitudes of Israeli Youth toward Inter-Ethnic and Intra-Ethnic Marriage: 1975 and 1990 », in LESHEM Elazar, SHUVAL Judith T. (ed.), *Immigration to Israel. Sociological perspectives*. Volume VIII: Studies of Israeli Society, London: Transaction Publishers
- SHAPIRA A.**, 1992, *Land and power : the Zionist resort to force, 1881-1948*, New York : Oxford University Press
- SHEFFER G.**, 1986, « Political aspects of Jewish Fundraising for Israel », in SHEFFER G. (ed.), *Modern Diasporas*, London : Croom Helm.
- SHEFFER G.**, 1996, « Israel diaspora relations in comparative perspective », in BARNETT M. N. (ed.), *Israel in comparative perspective : Challenging the conventional wisdom*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli Studies)
- SHEPHERD N.**, 1993, *The Russians in Israel : The ordeal of freedom*, London: Simon & Schuster
- SHUVAL J.**, 1989, « The structure and dilemmas of Israeli pluralism », in KIMMERLING B. (ed.), *The Israeli State and society : boundaries and frontiers*, Albany: State University of New York Press (SUNY series in Israeli studies)
- SHUVAL J.**, 1998, « Migration to Israel: The mythology "uniqueness" », *International Migration*, vol.36 (1)
- SHUVAL J., BERNSTEIN J.**, 1996, « Social values and health policy: immigrant physicians in the israeli health-care system », in CARMON N. (ed.), *Immigration and Integration in post-industrial societies: Theoretical analysis and policy-related research*, London: Macmillan Press (Migration, Minorities and Citizenship)

*Bibliographie*

---

- SIEGEL D.**, 1998, *The Great immigration. Russian Jews in Israel*, New York: Berghahn Books (New directions in Anthropology, vol. 11)
- SIGAUT M.**, 1994, *Russes errants. Sans terre promise*, Paris: L'Harmattan
- SIMON G.**, 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris: PUF (politique d'aujourd'hui)
- SIMON Rita J.**, 1997, *In the Golden Land: A century of Russian and Soviet Jewish Immigration in America*, London: Praeger
- SITTON S.**, 1962, *Israël, immigration et croissance*, Paris: Cujas
- SLOUKA N.**, 1992, "Les traits généraux de la composition nationale de la population de l'URSS (selon les résultats du recensement de la population en 1989)", *Annales de Géographie*, n°592
- SMOUTS M.-Cl. (dir.)**, 1998, *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris: Presses de Sciences Po (Références inédites)
- STERNHELL Z.**, 1996, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Paris: Fayard (L'espace du politique)
- STORPER PEREZ D.**, 1996, "Intelligent" en Israël. *L'intelligentsia russe aujourd'hui, entre repli et ouverture*, REMI, vol.12, n°3
- STORPER PEREZ D.**, 1998, *L'intelligentsia russe en Israël. Rassurante étrangeté*, Paris: CNRS Editions (CRFJ, Hommes et Sociétés)
- TAPIA Claude (ed.)**, 1989, *Les Juifs du Magreb : Diasporas contemporaines*, Paris: L'Harmattan
- TEMIME E.**, 1995, « Mouvements de population dans le bassin méditerranéen », *Confluences méditerranée*, n°14
- TOLTS M.**, 1993, « Jews in the Russian republic since the Second World War : the dynamics of demographic erosion », in Montreal: *IUSSP, International Population Conference*, vol.3
- TOLTS M.**, 1995, « Trends in soviet jewish demography since the Second World War », in RO'I Y. (ed.), *Jews and Jewish life in Russia and the Soviet Union*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- TOLTS M.**, 1997, « The interrelationship between Emigration and the Socio-Demographic Profile of Russian Jewry », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- TRIGANO S.**, 1992, *La société juive à travers l'histoire (4 volumes)*, Paris: Fayard
- TROEN S.I., BADE K.J. (ed.)**, 1994, *Returning Home : immigration and absorption into their homelands of Germans and Jews from the FSU*, Beer Sheva: Ben-Gurion University, The Hubert H. Humphrey Institute for Social Ecology
- TZABAN Y.**, 1997, « The Quandaries of an Israeli Minister of Absorption », in LEWIN-EPSTEIN N. (et al.) (ed.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London: Frank Cass (The Cummings Center Series)
- VASSEUR N. (dir.)**, 1998, *Israël autrement. Des écrivains et des artistes témoignent*, Arles: Actes Sud/AFAA
- VIDAL D.**, 1998, *Le péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les "nouveaux historiens" israéliens*, Paris: les éditions de l'Atelier
- VITAL D.**, 1993, « De l'identité israélienne », *Pardes*, n°18
- WEIL S. (ed.)**, 1995, *Ethiopian Jews in the Limelight*, Israel Social Science Research, Vol.10, 2
- WEINSTOCK N.**, 1984, *Le pain de misère, histoire du mouvement ouvrier juif en Europe, tome 1 : L'empire russe jusqu'en 1914*, Paris: La Découverte (Textes à l'appui)
- WEISBAND H. M.**, 1994, « An Overview of Immigration in Israel », in TROEN S.I., BADE K.J. (ed.), 1994, *Returning Home : Immigration and Absorption into their Homelands of Germans and Jews from the FSU*, Beer Sheva: Ben-Gurion University, The Hubert H. Humphrey Institute for Social Ecology
- WERTHEIMER J.**, 1997, « Current Trends in American Jewish Philanthropy », in *American Jewish Year Book 1997*, New York: The American Jewish Committee
- WIXMAN R.**, 1984, *The Peoples of the USSR. An Ethnographic Handbook.*, New York: M. E. Sharpe, Inc.
- YIFTACHEL O.**, 1992, *Planning a mixed region in Israel*, Aldershot: Avebury
- YIFTACHEL O., MEIR A.**, 1998, *Ethnic frontiers and peripheries. Landscapes of development and inequality in Israel*, Boulder : Westview Press
- ZILBERG N., LESHEM E.**, 1996, « Russian-Language Press and Immigrant Community in Israel », REMI, vol.12, n°3
- ZWEIG S.**, 1993, *Le monde d'hier. Souvenirs d'un européen*, Paris: Belfond

